



**DELIBERATION N° 21/035 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
APPROUVANT LE PLAN TERRITORIAL DE PREVENTION ET DE GESTION
DES DECHETS ET DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE**

**CHÌ APPROVA U PIANU TARRITURIALI DI RIDUZZIONI È DI GISTIONI
DI I SCARTI È DI L'ICUNUMIA CIRCULARI**

SEANCE DU 26 FÉVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt six février, l'Assemblée de Corse, convoquée le 10 février 2021, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Jean-Charles GIABICONI, Stéphanie GRIMALDI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI,

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. François BENEDETTI à M. Petr'Antone TOMASI
Mme Valérie BOZZI à M. François-Xavier CECCOLI
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI
Mme Santa DUVAL à Mme Christelle COMBETTE
Mme Fabienne GIOVANNINI à Mme Nadine NIVAGGIONI
M. Michel GIRASCHI à Mme Pascale SIMONI
M. Francis GIUDICI à Mme Christelle COMBETTE
M. Xavier LACOMBE à M. Jean-Martin MONDOLONI
M. Pierre-Jean LUCIANI à M. François-Xavier CECCOLI
M. François ORLANDI à Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI
Mme Marie-Hélène PADOVANI à Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI
Mme Marie-Anne PIERI à Mme Marie-Thérèse MARIOTTI
M. Antoine POLI à M. Jean-Charles ORSUCCI

Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Pascale SIMONI
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI
Mme Jeanne STROMBONI à M. Joseph PUCCI
M. Jean-Guy TALAMONI à M. Petr'Antone TOMASI

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la directive n° 75-442 du Conseil des Communautés Européennes du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiés par la directive n° 91-156 du 18 mars 1991, notamment les articles 5 et 7,
- VU** la directive n° 2008/98/CE de Parlement Européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** le Code de l'environnement et ses articles L. 541-13, L. 541-14 et R. 541-18,
- VU** la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée et complétée notamment par la loi n° 92646 du 13 juillet 1992 et par la loi n° 95-101 du 2 février 1995, et spécialement ses articles 10-2 et 10-3,
- VU** la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** la loi n° 2011-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, notamment l'article 46 déchets,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) notamment son article 8,
- VU** la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV), et notamment son titre IV,
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité de fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets,
- VU** le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales

nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,

VU la délibération n° 17/109 AC de l'Assemblée de Corse du 27 avril 2017 décidant de la mise en œuvre du Plan de Prévention et Gestion des Déchets (PTPGD), du Plan Territorial Actions pour une Economie Circulaire (PTAEC) et son Rapport d'Evaluation Environnemental (REE),

VU la délibération n° 20/096 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juillet 2020 portant prorogation du cadre général d'organisation et de déroulement des séances publiques de l'Assemblée de Corse prévu par la délibération n° 20/065 AC du 24 avril 2020,

CONSIDERANT la validation du projet de Plan de Prévention et Gestion des Déchets (PTPGD) par la Commission Consultative d'Evaluation et de Suivi du Plan (CCES), en date 26 octobre 2020,

CONSIDERANT que le PTPGD accompagné de son PTAEC et son REE se substitue aux trois anciens types de plans préexistants pour une meilleure cohérence,

SUR rapport du Président du Conseil exécutif de Corse, amendé,

VU l'avis n° 2021-08 du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel de Corse, en date du 23 février 2021,

SUR rapport de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

APRES EN AVOIR DELIBERE

A la majorité,

Ont voté POUR (41) : Mmes et MM.

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, François BERNARDI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Romain COLONNA, Frédérique DENSARI, Muriel FAGNI, Pierre-José FILIPPETTI, Laura FURIOLI, Jean-Charles GIABICONI, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Julie GUISEPPI, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Paul MINICONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Julien PAOLINI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Jean-Guy TALAMONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI, Hyacinthe VANNI

Ont voté CONTRE (20) : Mmes et MM.

Valérie BOZZI, François-Xavier CECCOLI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Christelle COMBETTE, Jean-Louis DELPOUX, Santa DUVAL, Pierre GHIONGA, Francis GIUDICI, Xavier LACOMBE, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Jean-Martin MONDOLONI, François ORLANDI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Catherine RIERA, Camille de ROCCA SERRA

N'ont pas pris part au vote (2) : Mmes

Isabelle FELICIAGGI, Stéphanie GRIMALDI

ARTICLE PREMIER :

ADOPTE le rapport du Conseil exécutif de Corse.

ARTICLE 2 :

PREND ACTE du projet de Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD) élaboré sous l'égide de la Commission prévue à cet effet par la loi.

ARTICLE 3 :

APPROUVE les choix et orientations énoncés au sein du rapport du conseil exécutif de Corse, à partir des scénarii et combinaisons exposés par ledit projet de plan.

ARTICLE 4 :

MANDATE en conséquence le Président du Conseil exécutif de Corse aux fins de verser au dossier d'enquête publique les pièces suivantes :

- le projet de PTPGD élaboré sous l'égide de la Commission, conformément aux dispositions de l'article L. 4424-37 du CGCT ;
- le rapport du Conseil exécutif de Corse et la délibération de l'Assemblée de Corse qui constituent la position et l'avis de la Collectivité de Corse par rapport à ce projet de plan.

ARTICLE 5 :

RAPPELLE qu'il appartiendra à l'Assemblée de Corse de valider définitivement cette position et cet avis à l'issue de la procédure d'enquête publique, au moment de l'approbation définitive du plan, conformément à l'article L. 4424-37 du CGCT.

ARTICLE 6 :

RAPPELLE que leur transposition au sein de la version finale du PTPGD aura pour effet de consacrer leur portée réglementaire, prescriptive, et opposable.

ARTICLE 7 :

ACTE solennellement que l'avis qu'elle est appelée à rendre à ce stade de la procédure se fonde sur les principes et dispositifs énoncés ci-après.

ARTICLE 8 :

DIT que la montée en puissance du tri à la source et de la collecte au porte à porte constitue, conformément à la législation française et européenne, la priorité et le cœur de sa politique de gestion des déchets.

ARTICLE 9 :

DIT que les leviers réglementaires et dispositifs de soutien financiers devront en conséquence logiquement être mobilisés prioritairement sur cet objectif, à travers

notamment :

- le fléchage prioritaire des crédits procédant du PEI et du futur PTIC, avec une affectation, sur la gestion des déchets, pouvant intervenir aussi bien en investissement qu'en fonctionnement ;
- le déploiement généralisé de la fiscalité incitative ; tarification incitative à destination des ménages et des EPCI (niveaux 1 et 2), et redevance spéciale à destination des professionnels et des administrations.

ARTICLE 10 :

REAFFIRME son attachement aux principes de diminution des intrants et à la mise en œuvre d'une véritable économie circulaire en matière de gestion des déchets, notamment à travers la création d'unité de recyclage de toutes matières pouvant être traitées et recyclées en Corse.

SOUHAITE une évolution législative dans ces domaines comme dans celui du tarif des rachats par les éco-organismes, intégrant les propositions déposées en ce sens par les députés Acquaviva, Castellani et Colombani.

ARTICLE 11 :

REAFFIRME solennellement son attachement au principe d'une gestion publique des infrastructures de traitement des déchets et aux projets d'initiative publique s'inscrivant en cohérence avec ce principe, ainsi qu'avec les choix et orientations énumérés dans le rapport et la délibération.

ARTICLE 12 :

ECARTE le recours à l'incinération et à la méthanisation industrielle après tri-mécano-biologique comme mode de traitement des déchets résiduels.

ARTICLE 13 :

AUTORISE, au titre de la valorisation organique, la mise en œuvre de solutions de compostage (individuelles, partagées, ou plateformes) et la création de centres de méthanisation à partir de déchets fermentescibles triés à la source et pour certains secteurs de l'économie ou des collectivités (valorisation du biogaz sous forme de chaleur ou d'électricité).

ARTICLE 14 :

RAPPELLE que la directive européenne du 30 mai 2018 ne permet plus aucun traitement sur ordures brutes non triées à la source.

ARTICLE 15 :

RAPPELLE que l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, modifié par la loi LTECV de 2018 et la loi LGEC de 2020, impose de respecter le principe de proximité, le principe de généralisation du tri à la source des biodéchets, et le respect des objectifs réglementaires de valorisation matière et organique à 65 % en 2025.

ARTICLE 16 :

RETIENT, en conformité avec les lois et directive citées supra, la création de deux centres de surtri ayant vocation à recevoir les déchets résiduels après un tri à la source

permettant de respecter les principes, objectifs et délais ci-dessus rappelés.

DIT que ces centres seront sis sur le territoire de la CAPA et de la CAB, ou à proximité de ces deux communautés d'agglomération. Ces centres contribueront à la réduction des volumes de déchets inertes destinés au stockage.

ARTICLE 17 :

AFFIRME, en conséquence, que lesdits projets de centres de surtri seront strictement dimensionnés aux objectifs de montée en puissance du tri à la source, sous peine de conduire à une augmentation de la production de déchets résiduels au bénéfice d'un traitement industriel de masse.

ARTICLE 18 :

CONSTATE, à l'examen de l'appel d'offres publié par la CAPA et le SYVADEC en janvier 2021, que le projet de « centre de tri et de valorisation mixte des déchets ménagers et assimilés de l'ouest corse » est incompatible avec les exigences et objectifs fixés tant par la loi que par les directives européennes, et l'avis exprimé à ce stade de la procédure par la Collectivité de Corse.

ARTICLE 19 :

CONSTATE en effet que l'appel d'offres en cours de la CAPA fixe une capacité annuelle de traitement sur OMR de 45 000 t, soit 80 % de la production totale de DMA hors déchetterie (56 000 t en 2020 pour le périmètre du projet : CAPA, CC Spelunca-Liamone, CC Celavu-Prunelli et CC Pieve d'Ornano).

ARTICLE 20 :

CONSTATE qu'il se déduit nécessairement de cette capacité annuelle de traitement par l'usine que le projet implique de retenir un taux de collecte sélective de 20 % à l'horizon 2024/2025 ; que cet objectif ne respecte pas les obligations de tri à la source des bio-déchets et les objectifs réglementaires de valorisation matière et organique à 65 % édictés à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, modifié par la loi LTCV de 2018 et la loi LGEC de 2020.

ARTICLE 21 :

CONSTATE ne pas disposer en l'état, de données pertinentes pour retenir le traitement des déchets résiduels par fabrication et valorisation des CSR.

DEMANDE que soit produite au plus vite une étude technico-économique visant à clarifier la pertinence et la faisabilité de cette option pour la Corse.

ARTICLE 22 :

RAPPELLE qu'en l'état des obligations légales et réglementaires que le PTPGD se doit de respecter le volume de déchets inertes à stocker sera à l'horizon 2025 de 90 000 tonnes comme rappelé dans le projet de plan.

PROPOSE en conséquence la création de quatre à cinq centres de stockage d'une capacité annuelle de 20.000 à 25.000 tonnes, ce choix permettant d'assurer une implantation équilibrée entre l'ensemble des territoires.

ARTICLE 23 :

DEMANDE que le transfert de déchets par la voie ferroviaire soit intégré dans le PTPGD dans une perspective de déclinaison opérationnelle du principe de maîtrise de la gestion des déchets, de diminution des coûts et de diminution de l'empreinte carbone.

ARTICLE 24 :

ACTE le passage à la nouvelle phase de déroulement de l'étape de procédure d'approbation du PTPGD, et notamment la phase de consultation réglementaire et d'enquête publique.

ARTICLE 25 :

CONFIRME le mandat donné par la Collectivité de Corse à l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC) pour accompagner, au titre des compétences de la Collectivité, la mise œuvre la procédure visant à l'approbation définitive du PTPGD.

ARTICLE 26 :

DEMANDE à l'OEC d'établir les évaluations annuelles prévues du Plan dans le cadre de l'observatoire territorial des déchets, aux fins de permettre toutes améliorations nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du PTPGD.

ARTICLE 27 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 26 février 2021

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Jean-Guy TALAMONI

ASSEMBLEE DE CORSE

1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2021

REUNION DES 25 ET 26 FÉVRIER 2021

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

**PIANU TARRITURIALI DI RIDUZZIONI È DI GISTIONI DI I
SCARTI È DI L'ICUNUMIA CIRCULARI**

**PLAN TERRITORIAL DE PREVENTION ET DE GESTION
DES DECHETS ET DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

PIANU TERRITORIALE DI PREVENZIONE E DI GESTIONE DI I RUMENZULI PLAN TERRITORIAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

RAPORTU DI U PRESIDENTE DI U CUNSIGLIU ESECUTIVU DI CORSICA RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

La Collectivité de Corse a compétence pour la planification de la gestion des déchets. Le projet de **Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD)** est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du président du Conseil exécutif de Corse. Ce plan est ensuite soumis à l'Assemblée de Corse pour approbation, au terme de sa procédure d'élaboration.

La Collectivité de Corse a confié à l'Office de l'Environnement de la Corse les travaux d'élaboration du PTPGD.

Les travaux d'élaboration du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets doivent permettre de mettre en adéquation les dernières obligations réglementaires de hiérarchisation de la gestion des déchets avec les objectifs de prévention, réutilisation, valorisation matière puis énergétique avant stockage des déchets ultimes.

INTRODUCTION

Le contexte européen et français

Le contexte européen

La Directive (UE) 2018/851 du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets établit des mesures visant à protéger l'environnement et la santé humaine par la prévention ou la réduction de la production de déchets et de ses effets nocifs par une réduction des incidences globales de l'utilisation des ressources et une amélioration de l'efficacité de cette utilisation (essentiels pour la transition vers une économie circulaire et la compétitivité à long terme de l'Union).

Le contexte français

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) définit dans son article 8 les nouvelles modalités qui s'appliquent à la planification des déchets. Elle modifie de manière conséquente le Code de l'environnement et ses articles L. 541-13 et L. 541-14, transférant aux Régions la compétence relative à la planification des déchets.

Sur ce point, la Corse s'inscrit dans un cadre particulier puisque les précédentes planifications des déchets non dangereux et déchets dangereux ont été réalisées à l'échelle de son territoire.

L'article L. 541-13 dispose que le Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets comprend :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, leur nature, leur composition et les modalités de transport ;
- Une prospective à terme de 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets à traiter (produites sur le territoire) ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs ;
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets à terme de 6 et 12 ans, comportant notamment la mention des installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les objectifs précédents et dans la limite des capacités annuelles d'élimination de déchets non dangereux non inertes fixée par le plan ;
- Un plan d'action en faveur de l'économie circulaire.

Le plan prévoit en outre les mesures permettant d'assurer la gestion des déchets produits en situations exceptionnelles.

L'article L. 541-14 définit les modalités de concertation et de validation du plan. Conformément aux articles L. 122-4 et L. 123-2 du Code de l'Environnement, le PTPGD est soumis à évaluation environnementale et à enquête publique.

D'autre part, le titre IV de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV) modifie également le Code de l'environnement, précisant les objectifs de prévention et de gestion dont doit tenir compte le futur Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets, notamment via l'article L. 541-11, qui définit le contenu et les modalités de mise en œuvre du Plan National de Prévention des Déchets, auquel le PTPGD devra se référer.

Le PTPGD et son plan d'action en faveur de l'économie circulaire devront également se référer à la stratégie nationale de transition vers l'économie circulaire prévue à l'article 69 de la loi TECV.

Le PTPGD devra enfin prendre en compte les orientations stratégiques du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse (PADDUC) en vigueur.

Les objectifs généraux de la planification

Le PTPGD et le Plan Territorial d'Action en faveur de l'Economie Circulaire (PTAEC) et l'évaluation environnementale, est composé des 3 volets :

- Volet n°1 : Elaboration du PTPGD ;
- Volet n°2 : Elaboration du Plan Territorial d'Action en faveur de l'économie circulaire ;

- Volet n°3 : Evaluation environnementale du PTPGD et de du plan territorial d'Action en faveur de l'économie circulaire.

Le suivi des travaux d'élaboration du PTPGD

- **La Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan (CCESP)**, créée conformément aux dispositions de l'article R. 541-21 du Code de l'environnement. La composition de la commission a été arrêtée par délibération de l'Assemblée de Corse du mars 2018 n° 18/083 AC. La CCESP s'est réunie trois fois, aux différentes phases pour délibération et validation des étapes clés de l'élaboration du plan, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi NOTRe ;
- **Le Comité de pilotage des travaux d'élaboration du PTPGD et du Plan Territorial d'Action en faveur de l'Economie Circulaire (PTAEC)**, composé de l'Office de l'Environnement de la Corse, de l'Agence de Développement de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), a suivi les aspects techniques et règlementaires des travaux d'élaboration du plan avec le prestataire et validé les documents.

La commission consultative d'élaboration et de suivi du PTPGD s'est réunie le 26 octobre 2020 et a donné un avis favorable à la version provisoire du PTPGD, son volet PTAEC et le rapport d'évaluation environnementale associé, afin de poursuivre les travaux d'élaboration du PTPGD.

Dans le cadre de la validation administrative du plan, plusieurs instances seront sollicitées pour avis telles que les collectivités en charge de la gestion des déchets, le Préfet et l'autorité environnementale, avant enquête publique.

LA SITUATION ACTUELLE

LES INSTALLATIONS DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX (ISDND)

En 2018 le territoire compte deux ISDND en activité pour la gestion des déchets résiduels de l'ensemble de l'île :

- **L'ISDND de Vighjaneddu** a une capacité totale de 464 000 tonnes jusqu'au 1^{er} mars 2019 ;
- **L'ISDND d'I Prunelli di Fium'Orbu** exploité par l'entreprise STOC (Société de Traitement des Ordures Ménagères) a une capacité totale de 400 000 tonnes.

On notera que les démarches de valorisation engagées (collectes sélectives, tri des encombrants...) ont permis de réduire de 5 % les quantités enfouies entre 2010 et 2015, alors même que la population a augmenté de près de 30 000 habitants.

Cet effort de réduction et de détournement devra être poursuivi pour répondre aux obligations de limitation des capacités induites :

- par la LTECV : en 2020, les capacités autorisées sont ainsi censées être limitées à 70 % des quantités entrantes en 2010, soit 126 100 tonnes ; en

2025, elles seraient limitées à 50 % de ces mêmes quantités, soit 90 000 tonnes ;

- par la loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire (AGEC) : en 2035, les déchets ménagers et assimilés (DMA) admis en stockage seront limités à 10 % des DMA produits en masse.

Ce manque d'exutoire doit conduire à privilégier une approche différente à l'échelle des territoires. Les règles de l'art et la réglementation ont été nettement renforcées, les impacts potentiels même ont vocation à être modifiés en raison de l'évolution de la composition des flux stockés. Il faut également rappeler que la situation actuelle est entre autre liée au choix du « tout enfouissement » d'ordures brutes (non triées) dans quelques zones rurales et cela pendant des décennies avec des conséquences graves sur l'environnement et le mode de vie des populations résidentes concernées. De ce fait et au surplus, celles-ci s'opposent aujourd'hui au stockage des déchets venant de toute la Corse (et notamment des grands centres urbains) sur leurs territoires.

Actuellement, de nouveaux projets sont en cours d'études et sont en tout état de cause combattus par les populations concernées en raison des faibles performances du tri en collecte sélective, du détournement quasi nul des déchets fermentescibles et des nuisances qu'ils engendrent sur les sites encore en fonction.

LES INSTALLATIONS DE GESTION DES DECHETS INERTES

Huit installations de valorisation des déchets inertes sont présentes en Corse.

LES INSTALLATIONS DE REGROUPEMENT ET DE TRAITEMENT DES DÉCHETS DANGEREUX

La Corse compte plusieurs unités de préparation avant traitement :

- 2 unités de tri, transit, regroupement des déchets dangereux (CHIMIREC, Toxicorse) ;
- 1 centre de tri et de regroupement pour les opérations de dépollution (AM Environnement) ;
- 2 unités de désinfection des DASRI pour banalisation (SANICORSE) ;
- 8 centres de traitement des véhicules hors d'usage.

LES EVOLUTIONS

Sans action du PTPGD et du PTAEC, les estimations réalisées tendent vers un gisement de 1 235 700 tonnes de déchets en 2027 et 1 347 200 tonnes de déchets en 2033 contre 1 064 850 tonnes en 2018 soit une évolution de la production globale de déchets de **+ 27 % d'ici 12 ans**.

Cette évaluation est basée sur des hypothèses (évolution démographique et dynamique économique) et des estimations faites sur la base de données et ressources disponibles au moment de son élaboration.

En effet, à l'heure actuelle, le manque d'informations notamment sur les DAE, les DBTP et certains déchets dangereux est clairement identifié. L'une des orientations du PTPGD sera de participer à combler ces lacunes afin d'affiner les prospectives et les estimations. Ces estimations présentent des incertitudes et doivent donc être

utilisées avec précaution.

1 - Les déchets ménagers et assimilés (DMA)

Les DMA correspondent aux déchets produits par les ménages et à la fraction assimilée des déchets des professionnels collectés par le service public.

Les 19 EPCI exercent la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés. La compétence valorisation et traitement des déchets pour la plupart a été transférée au SYVADEC (seules 37 communes réparties sur 3 EPCI n'ont pas adhéré à ce syndicat).

La part importante des assimilés (déchets produits par les entreprises utilisant le service public) dans les DMA explique en partie ce ratio élevé (30% voire plus d'assimilés dans les DMA en Corse contre 20 % en moyenne en France). L'impact touristique est également un élément justifiant en partie ce ratio élevé. En été, la production d'ordures ménagères résiduelles est multipliée par 2.

Des disparités territoriales fortes sont constatées dans la production de DMA, liées à plusieurs contraintes (zones touristiques, typologie d'habitat, densité de population, habitudes de tri).

Les ordures ménagères résiduelles (poubelle grise) constituent 60 % des DMA où 70 % de ce flux pourraient faire l'objet d'une valorisation (déchets recyclables, biodéchets... encore très présents et non triés). Le taux de valorisation matière est très faible, 26 %.

Seuls les déchets verts, les biodéchets et les gravats sont valorisés en Corse. Les emballages et papiers cartons sont acheminés sur le continent.

Concernant les coûts, 11 EPCI sur 19 remplissent leur matrice ComptaCoût en 2018.

Le service est majoritairement financé par la TEOM (16 EPCI sur 19) et par la redevance spéciale (10 sur 19 EPCI). Toutefois, aucun EPCI n'a mis en place la tarification incitative mais plusieurs études et expérimentations sont en cours.

Le Conseil Exécutif de Corse identifie donc à ce stade les enjeux suivants :

- développer la prévention ;
- réduire au maximum la fraction résiduelle par la mise en place de tous les moyens appropriés (humains, financiers et techniques) ;
- améliorer le tri (notamment pour les flux soumis à filières REP et les biodéchets),
- le meilleur taux qualitatif et quantitatif du tri pour les 6 flux (biodéchets, cartons, verre, papier, textile et résiduels) ;
- identifier et évaluer clairement la part des assimilés
- retenir les meilleures organisations de collectes et coordonner les interventions ;
- augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire ;
- étudier la pertinence de la valorisation énergétique ;
- disposer d'exutoires pérennes pour les déchets résiduels ;
- harmoniser les territoires en matière de taxation ou de redevance afin de minimiser les coûts.

2 - Les déchets non dangereux, non inertes des professionnels (DNDNI)

Ces déchets, hors déchets du BTP, regroupent un ensemble de déchets, qui ne sont pas dangereux et qui ne sont pas inertes (gravats), comme les déchets recyclables, les déchets organiques, les déchets en mélange.

Ils sont produits par le secteur économique (commerçants, industriels, collectivités et administrations...), dont 96 % des établissements sont des PME et TPE, collectés par le service public de gestion des déchets.

Cela représente la fraction dite assimilée et est gérée en Corse majoritairement par les EPCI, pour une part bien plus importante qu'au niveau national. Une partie du gisement des DAE n'est pas assez connue. Cette estimation présente une part d'incertitude difficile à évaluer à ce jour. Tout comme le gisement, les filières suivies pour la gestion de ces déchets sont également peu connues.

Malgré les obligations règlementaires, l'usage de pratiques illicites, type dépôts sauvages ou brûlage, resterait fréquent en Corse selon les constats réalisés par les fédérations professionnelles et les Chambres consulaires. A ce jour, les données disponibles ne permettent pas de déterminer le poids de ces pratiques. Enfin le tri et la gestion conforme des déchets des professionnels sont menés à l'initiative de certaines entreprises sensibilisées mais seraient loin d'être des pratiques systématiques en Corse, notamment dans le secteur du BTP.

Les enjeux sont de connaître les gisements, sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention et du tri, garantir le tri à flux et la traçabilité des filières, augmenter le taux de captage, augmenter la valorisation matière, évaluer la pertinence d'une valorisation énergétique territoriale.

3 - Les déchets du bâtiment et des travaux publics

Le gisement est mal connu et les solutions de captage sont insuffisantes, ces déchets représentent l'ensemble des déchets produits par ces secteurs d'activités (construction, réhabilitation, démolition, ...). La grande majorité d'entre eux sont des déchets inertes, tels que les gravats, les terres non polluées ou les matériaux rocheux.

Le BTP représente 16 % des entreprises corses. Ce secteur représente une valeur ajoutée deux fois plus importante qu'à l'échelle nationale. Il y a une majorité de TPE en Corse, beaucoup de producteurs de petites quantités de déchets, qui n'ont pas forcément les moyens organisationnels pour une gestion optimisée d'une grande diversité de déchets.

Il n'existe aujourd'hui aucune source fiable concernant les gisements produits ou collectés sur le territoire. Plusieurs estimations ont donc été réalisées dans le cadre des travaux d'élaboration du PTPGD, et devront être confirmées au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan afin de réajuster les plans d'actions si nécessaire. Les estimations réalisées présentent des incertitudes qu'il n'est pas possible d'évaluer à ce jour. Le travail de l'Observatoire Territorial des Déchets avec le concours des organismes professionnels doit permettre d'améliorer la connaissance de la production et gestion des déchets de ce secteur.

Les estimations ont permis d'estimer un gisement de 655 000 tonnes dont 84 % de déchets inertes produits principalement pour les travaux publics, les filières ne sont pas connues pour 82 % du gisement (absence de traçabilité ou gestion non conforme des déchets), aussi le tri est assuré soit directement sur chantier pour les entreprises qui ont développé ce procédé, soit via les collecteurs privés de déchets qui cherchent à maximiser la valorisation pour augmenter leurs recettes liées au recyclage.

De fait, les entreprises, qui ne pratiquent pas le tri sur chantier ou ne font pas appel à des prestataires privés de collecte, génèrent des déchets en mélange difficilement valorisables.

Les enjeux sont de développer la connaissance des gisements, la mise en place d'une Cellule Economique Territoriale, d'assurer la traçabilité des filières, d'augmenter les taux de captage, d'éradiquer les pratiques illégales, de soutenir les débouchés de valorisation matière.

4 - Les déchets dangereux

Les déchets dangereux proviennent de tous types de producteurs : ménages et non ménages. Leur nature et composition sont très variées.

En Corse après consolidation des différentes sources, 15 400 tonnes de déchets dangereux auraient été collectées en 2018. Le gisement produit est quant à lui non connu car les données disponibles sont celles entrantes dans les installations de traitement ou comptabilisé par les éco organismes. La traçabilité des filières est aujourd'hui complexifiée par les différentes activités de regroupement, qui sont à l'origine d'une perte progressive d'information sur l'origine géographique initiale du déchet.

Les déchets dangereux sont très majoritairement produits en très petite quantité (seulement 23 % des gisements concernent des gros producteurs (+ de 2 tonnes/an), en raison notamment d'une faible présence du secteur industriel produisant des gros volumes de déchets spécifiques.

Le gisement se compose en majorité de VHU et de déchets électriques (DEEE).

Les filières REP (responsabilité élargie du producteur) sont en place, mais des taux de captage et de collecte faibles par rapport aux moyennes nationales, sauf pour les DEEE.

La Corse fait face à une problématique singulière des terres amiantifères, qui ne disposent pas de mode de gestion adapté à ce jour.

Il existe plusieurs unités de préparation avant traitement mais aucune infrastructure de traitement. Les gisements sont trop faibles et ne permettent pas de développer un réseau d'infrastructures de traitement à l'échelle du territoire, à l'exception des sites de pré-traitement /dépollution pour certains flux contenant des produits dangereux (VHU, DEEE...).

Les enjeux sont de mieux connaître les gisements diffus, de maîtriser et prévenir la production, de sensibiliser les producteurs à la nécessité d'une bonne gestion, d'améliorer le captage de ces déchets diffus, d'optimiser le déploiement des filières

de responsabilisation des producteurs (REP) sur le territoire, de déployer des solutions optimisées pour les flux émergents, de disposer de solutions locales pour l'amiante liée et les terres amiantifères

5 - Les déchets en situation exceptionnelle

Conformément à la réglementation, le PTPGD doit « *préciser l'identification des installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits en situation exceptionnelle, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, en distinguant ceux dont la production trouve sa cause dans le caractère exceptionnel de la situation et ceux dont la collecte et le traitement peuvent se voir affectés par cette situation* ». Les précisions concernant l'organisation de la collecte sont coordonnées avec les dispositions relatives à la sécurité civile prises notamment par les communes et leurs groupements.

Dans le cas d'une catastrophe naturelle, la commune est productrice et détentrice des déchets. Elle doit mettre en place la collecte des déchets des ménages sans nuire à la salubrité publique. Le maire reste la personne responsable de la gestion des déchets issus de situations exceptionnelles, qu'il s'agisse de déchets dangereux et non dangereux.

Plusieurs planifications spécifiques à la gestion de situations de crise existent :

- Les Plans ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) planifient l'organisation opérationnelle des secours lors d'évènements affectant gravement la population ;
- Les plans POLMAR proposent des plans d'intervention en cas de pollution accidentelle des milieux marins pour mobiliser et coordonner les moyens de lutte contre les pollutions ; ils peuvent comporter des volets POLMAR Mer pour des interventions en domaine maritime et POLMAR-Terre pour les situations où les pollutions atteignent les côtes.

C'est notamment dans ce cadre qu'a été formalisé un inventaire des zones favorables à l'implantation de zones de stockage intermédiaires en cas de pollutions aux hydrocarbures en 2004.

Pour l'année de référence du plan, aucune installation de stockage temporaire des déchets en situations exceptionnelles n'est identifiée.

HISTORIQUE SUCCINCT DES PLANS DECHETS

Historiquement les plans d'élimination des déchets étaient sectoriels (séparant les déchets ménagers des déchets industriels et déchets spéciaux) et du ressort de l'Etat.

C'est ainsi que le premier Plan Interdépartemental des Déchets Ménagers et Assimilés (PIEDMA) pour la Corse a été approuvé par arrêté inter-préfectoral n° 02-0919 du 17 décembre 2002 et que le premier Plan Régional des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS) a été approuvé par arrêté préfectoral le 21 septembre 2004.

La Collectivité de Corse s'est vue transférer par la loi du 22 janvier 2002 la

compétence globale de planification.

C'est à ce titre qu'elle a décidé de réviser le PIEDMA et le PREDIS, prévus pour une période de 10 ans, par délibération de l'Assemblée de Corse du 30 octobre 2008 (n° 08/198 AC).

Dans ce cadre, l'Assemblée de Corse, par délibération n° 10/202 AC du 25 novembre 2010, a adopté certaines orientations relatives à la révision des plans déchets (PIEDMA et PREDIS) et a notamment acté le renoncement au traitement thermique.

L'article L. 4424-37 du CGCT, modifié par une ordonnance du 17 décembre 2010, a donné compétence à la Collectivité Territoriale de Corse pour l'élaboration de 3 plans distincts, le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGND), celui des déchets dangereux (PPGDD) et celui relatif aux déchets du BTP.

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) et son volet d'évaluation environnementale a été approuvé par délibération de l'Assemblée de Corse du 17 juillet 2015 et adopté par arrêté n° ARR1504637OEC du Président du Conseil exécutif du 10 septembre 2015.

Ce plan s'est notamment fixé comme objectif d'abandonner la logique de traitement sur un seul équipement centralisé, génératrice de coûts de transport élevés, ainsi que de proposer toutes les techniques de traitement permettant une gestion au plus près de la production.

Elle a adopté le Plan de Gestion des Déchets Dangereux (PGDD) lors de sa session du 15 mars 2018.

Ces 2 plans couvrent une période de 12 ans, avec révision possible au bout de 6 ans.

Le Plan relatif aux déchets du BTP, devant couvrir la même période n'a pas été initié. Afin de faire face à la situation de crise que rencontre la Corse depuis de nombreuses années, **la Collectivité de Corse a élaboré deux plans d'actions**, adoptés par l'Assemblée de Corse en mai 2016, puis en octobre 2018.

Les orientations développées dans ces plans ont acté les différents axes stratégiques 2018-2021 :

- Le principe de gestion publique des déchets. Celui-ci et sa mise en œuvre opérationnelle (selon des déclinaisons adaptées à chaque étape du processus de gestion) est, a fortiori dans un système insulaire et dans le cadre d'une économie souvent captive, le plus sûr rempart contre les dérives de toutes sortes : inflation des coûts, prééminence des intérêts privés au détriment de l'intérêt général, non-respect des critères environnementaux et sociaux de référence. Quand bien même des partenariats public/privé pourraient-ils, si nécessaire, être mis en place pour optimiser la mise en œuvre des compétences, les projets privés devront respecter les préconisations du plan notamment en termes de nature et de dimensionnement des ouvrages concernés, par exemple pour le recyclage des matières triées ;
- Le renforcement du tri à la source, érigé en axe majeur et prioritaire ;

- La priorité au déploiement du système de collecte en Porte à Porte (PAP) partout où cela est possible pour tous types de flux, et prioritairement dans les secteurs de fortes productions (agglomérations, zones touristiques...);
- La priorité au traitement des biodéchets qui représentent près d'un quart des ordures ménagères (OM) et présente un potentiel d'utilisation en agriculture et prise en compte également des déchets verts ;
- La création de centres de tri « multifonctions » ;
- L'ouverture de nouveaux centres de stockage de déchets ultimes.
L'objectif est de limiter à moyen terme le stockage des déchets ultimes à moins de 40 % du total des OM produites en Corse, soit environ 90 000 tonnes par an (sur base déchets ménagers et assimilés (DMA) 2018 : 220 000 T), puis de diminuer progressivement jusqu'à 20 %, avec des déchets entrants sur installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND) stabilisés.
- La promotion de la prévention et de l'économie circulaire, l'objectif du plan est d'accélérer et orienter le processus : valorisation de l'organique, traitement du verre et des plastiques, etc...

Le Conseil exécutif de Corse réaffirme son attachement à ces principes, actés dans les plans d'action de 2016 et 2018, et considère qu'ils doivent constituer l'ossature du nouveau PTGPD.

Constatant les faibles résultats en matière de valorisation locale des déchets, le Conseil Exécutif de Corse restera également attentif aux évolutions organisationnelles, technologiques et réglementaires par une évaluation des expériences menées dans toutes les régions européennes, particulièrement insulaires, notamment en matière de tri à la source et de réduction des OMR.

Leur intégration pleine et entière à celui-ci les rendra opposables comme le sera l'intégralité du plan.

2 - Le PTPGD - LE CADRE REGLEMENTAIRE

OBJECTIFS GENERAUX

- Elaboration du PTPGD 2021/2033
- Elaboration du Plan Territorial en faveur de l'économie circulaire 2021/2033
- Evaluation environnementale du PTPGD et du Plan Territorial en faveur de l'économie circulaire
- Impact plus réévaluation à six ans par l'Observatoire de l'OEC.

PRESENTATION GENERALE

Les travaux d'élaboration du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets doivent permettre de mettre en adéquation les dernières obligations réglementaires de hiérarchisation de la gestion des déchets avec les objectifs de prévention, réutilisation, valorisation matière puis énergétique avant stockage des déchets ultimes.

Ce plan participe d'une gestion intégrée et globalisée de la totalité de la production des déchets de l'ensemble du territoire corse comprenant, les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), les Déchets d'Activités des Entreprises (DAE) et ceux du BTP. Ils

sont eux-mêmes classés pour chaque secteur autour de trois catégories : Déchets Non dangereux, Déchets Inertes et Déchets Dangereux.

Chaque fois que possible, des solutions de mutualisation de traitement (par exemple, traitement en commun des déchets provenant des secteurs publics et privés) devront être mises en place en privilégiant une maîtrise d'ouvrage publique des installations.

La Collectivité de Corse réaffirme sa volonté de mettre en place un service public de gestion des déchets permettant de maîtriser les coûts pour les usagers et de respecter au plus près les critères environnementaux et sociaux de référence.

Dans le cas où des partenariats publics/privés seraient mis en œuvre, les projets privés seront soutenus dans le cadre des aides réglementaires dans le respect des préconisations du plan.

Les propositions présentées ont été adoptées par la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du Plan dont la composition a été arrêtée par délibération de l'Assemblée de Corse en mars 2018. Ces propositions doivent désormais être transmises, pour avis, à diverses instances : à l'Assemblée de Corse, ainsi qu'au représentant de l'Etat, puis soumises à enquête publique. A l'issue de ce processus, l'Assemblée de Corse aura à adopter la version définitive du plan à l'horizon de huit mois à un an.

2-1 Un contenu cadre pour une plus grande lisibilité

- La Directive européenne du 19 novembre 2008 et la Directive européenne du 30 mai 2018 ;
- La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La feuille de route du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire du 24 avril 2018 « 50 mesures pour une économie 100 % circulaire » ;
- La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- Le plan devra aussi prendre en compte les orientations stratégiques du PADDUC.

Le décret du 17 juillet 2016 du Code de l'environnement précise le contenu, les modalités d'élaboration et de suivi du PTPGD, il comporte :

- Un état des lieux de prévention et de gestion des déchets ;
- Une prospective à terme de 6 et 12 ans ;
- Les objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets ;
- Une planification de la prévention, de la gestion des déchets à terme de 6 ans à 12 ans ;
- Un plan territorial pour l'économie circulaire ;
- Un rapport d'évaluation environnementale.

2-2 Conditions nécessaires à la réussite

D'un point de vue organisationnel, pour que ce plan réussisse, chacun devra pleinement jouer son rôle.

- **La Collectivité de Corse**, chargée de par la loi de la planification et d'une partie des financements notamment au titre du reliquat non consommé du PEI et au titre du PTIC ;
- **L'Etat**, chargé de contrôler le respect de l'application des réglementations et d'une partie des financements (ADEME, co-décision PEI et PTIC) ;
- **Les EPCI**, titulaires de la compétence collective, et à ce titre en charge de l'organisation, de la mise en œuvre et de l'optimisation du service de prévention et de gestion des déchets ménagers ainsi que de la mise en œuvre de solutions adaptées et performantes de tri à la source ;
- **Le SYVADEC**, titulaire par délégation de la compétence traitement qui lui a été déléguée par les intercommunalités adhérentes, et à ce titre en charge pour le compte de ses adhérents, du transfert, du transport, et de la valorisation et le traitement des déchets ménagers, dans le respect des préconisations du plan de la Collectivité de Corse.
- **Les ménages et les entreprises**, qui, sensibilisés à la problématique de traitement des déchets et du respect de l'environnement et de la santé, sont partie prenante de la réussite du plan, la tarification incitative et la redevance spéciale leur permettant d'être des acteurs à part entière.

L'articulation de la mise en œuvre de ces compétences, et donc la synergie entre les acteurs qui en sont les titulaires est une condition sine qua non de la réussite du plan.

Cette articulation doit se faire dans la concertation et dans le respect des prérogatives de chacun.

Concernant l'état des lieux de la production des déchets, si les anciens plans ont permis de bien connaître les tonnages des DMA collectés par les EPCI, il n'en est pas de même de la production des tonnages des Déchets BTP et DAE, qui sont très mal connus, avec des circuits de collecte et de traitement quasi inexistantes.

Cette méconnaissance des tonnages engendrés par ces activités est un problème crucial.

Ces déchets, ne peuvent donc pour l'heure qu'être estimés selon des ratios de déchets d'activités économiques.

Pour dimensionner de façon totalement appropriée les outils de traitements de ces déchets, l'Observatoire des Déchets de l'OEC et le SYVADEC doivent se donner les moyens d'évaluer leurs tonnages. En ce qui concerne les déchets des DAE et du BTP, cela devra se faire pendant les trois premières années au plus tard, avec le concours des chambres consulaires, des fédérations des professionnels des entreprises du BTP et l'ensemble des acteurs économiques.

L'Observatoire des Déchets de l'OEC et le SYVADEC devront avoir le concours actif de la CEREC (Cellule Economique Régionale Corse pour le BTP et les matériaux de construction), via notamment des enquêtes de grande ampleur auprès des professionnels, permettant, à l'instar de ce que font les Cellules Economiques du BTP des régions ayant adopté leur plan gestion des déchets du BTP, d'obtenir des évaluations précises des gisements de déchets issus notamment du BTP.

Sans attendre les résultats définitifs de cette évaluation partagée, nous devons dès à présent, mettre en œuvre un mode de gestion conforme aux exigences réglementaires, ceci à partir d'estimations sur l'activité économique afin de planifier les besoins en traitement.

Rappelons que, pour l'heure, beaucoup de ces déchets continuent à être brûlés ou finissent dans des dépôts sauvages, dans la nature. Cette situation est bien sûr inacceptable.

3 - Le PTPGD

3-1 Les objectifs réglementaires

Fixés par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) et la Loi Contre le Gaspillage et pour l'Économie Circulaire (LAGEC) :

- Obligation de tri à la source des biodéchets d'ici 2024 ;
- Six flux en 2025 : papiers, métaux, verre, plastique, bois et textile ;
- Valorisation matières de 65 % des déchets non dangereux, non inertes en 2025.

Conformément à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, modifié suite à la loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, aux directives cadres européennes sur les déchets de 2018, à la loi contre le gaspillage de 2020 en ce qui concerne la valorisation énergétique, il est demandé de valoriser au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025.

Dans ce cadre, le SYVADEC et l'OEC devront mettre en place une coopération renforcée, notamment à travers l'observatoire des déchets de l'OEC. Celui-ci, devra disposer mensuellement de toutes les données afin d'avoir un suivi permanent pour avoir une meilleure connaissance des flux, selon une méthodologie partagée entre les acteurs.

L'exécutif propose d'intégrer les plans d'actions de 2016 et 2018 actés par l'Assemblée de Corse.

3-2 Généralisation du tri à la source : un objectif stratégique et prioritaire

Les EPCI : Un rôle essentiel

Le rôle des EPCI est primordial pour garantir l'efficacité de la collecte et l'efficience de la valorisation matière et de la valorisation de la fraction organique.

Cette organisation incombe aux EPCI, qui doivent l'optimiser ce qui engendrera des coûts supplémentaires, qui devront, en partie, être compensés au niveau du traitement par le SYVADEC.

La mise en place du porte à porte et la collecte sélective généralisée avec des solutions adaptées à chaque territoire permettra de mieux valoriser la matière organique, et diminuera ainsi les traitements à mettre en œuvre pour la fraction résiduelle.

La Collectivité de Corse, dans le droit fil du plan d'action adopté le 26 octobre 2018 par l'Assemblée de Corse et des conventions cadre CDC/EPCI/Syvadec/Etat qui l'ont décliné, renforcera les moyens techniques, humains et financiers mis à disposition des EPCI directement ou indirectement : réalisation ou prestation pour les études d'optimisation et de mise en œuvre, aides à la formation et au recrutement de techniciens et animateurs de terrain notamment.

La valorisation des déchets organiques est un élément déterminant et prioritaire du tri à la source.

Les fermentescibles seront ainsi écartés et orientés dès la phase du tri généralisé vers le compostage de tout niveau (individuel, collectif, centres de compostage) ou la méthanisation selon les zones.

L'optimisation des systèmes de collecte, en priorité en porte à porte, permettra de réduire de façon significative les déchets résiduels à traiter. Ainsi, seuls ces derniers seront dirigés vers les centres de sur-tri pour aboutir en fin de cycle, à un moindre tonnage de déchets ultimes à stocker en ISDND.

Afin d'améliorer le captage des déchets valorisables, il sera aussi nécessaire d'augmenter le maillage de déchetteries publiques pour en faciliter l'accès et de les associer partout où c'est possible à des recycleries favorisant le réemploi direct et la réparation des déchets.

Il est préconisé de favoriser sur l'ensemble des déchetteries publiques les conditions d'accès pour les professionnels dans les zones rurales éloignées de déchetteries professionnelles, et de renforcer le maillage de déchetteries professionnelles dans les zones de forte production.

Le Conseil Exécutif préconise également de renforcer la prévention par un financement adapté. La mise en œuvre de la tarification incitative est fortement encouragée par les nouvelles réglementations avec un objectif de performance à 2025 (un tiers des foyers fiscaux devra y être soumis). Le Conseil Exécutif ambitionne d'aller au-delà de cet objectif réglementaire par une mise en œuvre généralisée de la tarification incitative et cela dès le démarrage du plan.

La LTECV introduit également la possibilité d'une tarification incitative de second niveau (niveau entre les EPCI et l'organisme compétent pour le traitement) afin de récompenser les collectivités qui fournissent les efforts de prévention, de collecte sélective et de tri les plus significatifs. Déjà préconisée dans la délibération de 2018, cette disposition « bonus / malus » sera mise en place au plus vite entre les EPCI et le Syvadec. La mise en place de la redevance spéciale (pour les professionnels, les administrations et les entreprises) sera déployée au plus vite afin de ne pas faire peser le poids de déchets professionnels sur les ménages.

Pour l'ensemble de ces dispositifs, des moyens budgétaires complémentaires seront spécifiquement fléchés, si nécessaire au-delà de la mobilisation des différentes enveloppes existantes (y compris le PEI et le PTIC), en affectant les sommes disponibles d'abord et par priorité à la collecte sélective.

Le Conseil Exécutif est résolu à promouvoir un tri à la source performant grâce au trépied : - collecte généralisée six flux, - détournement des bio-déchets, -

tarification incitative et redevance spéciale.

La priorité ainsi donnée à la collecte sélective (chaque fois que possible en porte à porte, et si nécessaire, en fonction des contraintes existantes, en PAV) doit se traduire de façon effective de deux façons :

- Dans la priorisation du fléchage financier. Ceci d'autant mieux que la généralisation du tri entraîne pour les EPCI et communautés d'agglomération une augmentation des coûts lors de sa mise en place, aussi bien en fonctionnement qu'en investissement. A terme, la diminution des déchets résiduels à traiter et des conditions de rachat des recyclables plus favorables aux EPCI (avec une prise en charge du coût à 100% par Citeo, comme dans l'Outre-mer) devraient contribuer à l'équilibre financier. La priorité accordée au financement du tri est donc la condition sine qua non de sa montée en puissance effective ;
- Dans la définition du dimensionnement des ouvrages visant au traitement et à la valorisation des déchets : ceux-ci doivent être configurés par rapport aux objectifs de tri que fixe le Plan, qui ambitionne non seulement de respecter l'ensemble des objectifs législatifs et réglementaires, mais d'aller au-delà en faisant de la Corse un territoire pionnier et volontariste en matière de tri.

3-3 Traitement et valorisation énergétique

Concernant la hiérarchie des modes de gestion des déchets, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte ainsi que la nouvelle directive européenne du 30 mai 2018 ne permettent plus aucun traitement sur ordures brutes non triées à la source.

La loi de transition énergétique ne permet de valoriser en énergie que des déchets non recyclables en l'état actuel des techniques.

La Commission et le bureau d'étude ont analysé réglementairement toutes les solutions possibles pour répondre à la législation en vigueur.

Ils ont étudié notamment toutes les solutions avant l'ISDND pour limiter le stockage à 90 000 tonnes/an, maximum.

C'est à ce titre que les différentes méthodes de valorisation énergétique envisageables ont été, par principe, répertoriées et étudiées.

Cette analyse objective a permis de confirmer et de conforter définitivement le choix constant défendu par le Conseil exécutif de Corse, à savoir le refus de mettre en place une Unité de Valorisation Énergétique de type incinérateur.

En effet, pour ce qui est de l'Unité de Valorisation Énergétique (incinérateur), l'étude a mis en évidence de nombreux problèmes, parmi lesquels, dès lors que sont respectés les objectifs de tri imposés par la loi et repris par le Plan :

- un process coûteux (84 millions d'€ d'investissement et 18,2 millions d'€ de frais de fonctionnement) difficilement supportable par les contribuables corses ;

- l'installation sur un seul site s'imposant au regard des tonnages de déchets à traiter, il serait indispensable de mettre en œuvre des solutions de rupture de charge et plateforme de massification pour limiter les impacts du transport, ce qui augmentera le coût de cette solution et majorerait d'autant les inconvénients censés être supprimés ;
- au regard des tonnages à traiter (entre 109 000 t et 147 000 t selon le scénario retenu), une installation sur un seul site imposant une massification qui poserait à l'évidence des problèmes d'acceptabilité par la population ;
- un problème non résolu de gestion des déchets secondaires : des déchets secondaires : REFIOM et autres déchets dangereux (5 % de résidus des fumées d'incinération des ordures ménagères) et mâchefers (25% de résidus d'incinération). Les installations traitant les REFIOM (déchets dangereux) ne pourront être envisagées en Corse à un coût économique supportable, (non rentable avec les gisements à traiter). Le recours à l'export structurel vers le continent serait donc inéluctable, avec un surcoût très important ;
- enfin, il convient de rappeler que y compris avec un incinérateur, les besoins de stockage ne disparaîtront pas totalement et au minimum un centre de stockage (ISDND) restera nécessaire.

Au-delà des coûts de transport maritime des déchets dangereux (REFIOM) à prendre en compte qui s'ajoutent aux coûts de traitement, l'absence de maîtrise des filières et la dépendance à des installations hors du territoire apportent un risque sur la pérennité de l'organisation de la gestion des déchets par ce type de traitement.

Le Conseil exécutif réaffirme donc son choix de ne pas retenir cette méthode de traitement.

Tout comme il propose de ne pas retenir les scénarii étudiés du tout en stockage et/ou export et présentés par la commission consultative.

Ces critères ne sont pas compatibles avec les objectifs réglementaires en vigueur et à venir, et ne répondent pas aux critères d'autosuffisance et de proximité.

Il reste donc deux options possibles, dans le cadre des propositions de la commission : pour les DNDNI (Déchets Non Dangereux Non Inertes), les DAE, et BTP.

- Soit une filière basée sur la méthanisation et valorisation des CSR afin de permettre de gérer les refus non valorisables matières. Deux raisons principales nous conduisent à ne pas retenir cette solution : (i) le tonnage entrant proposé pour cette filière (entre 131 000 t et 159 000 t selon le scénario retenu) est en totale contradiction avec les objectifs de tri à la source, notamment pour les biodéchets ; (ii) l'impossibilité d'atteindre les obligations légales de stockage sans fabrication de CSR (pour rappel : 90 000 t maximum à l'horizon 2025, soit -50 % par rapport à 2010). En revanche, nous préconisons le recours à la méthanisation pour des flux entrants composés uniquement des déchets fermentescibles (biodéchets, déchets verts, boues de STEP).
- Soit une filière basée sur les centres de surtri au fonctionnement modulable

pour la collecte sélective et les OMR, avec fabrication des CSR afin de permettre de gérer les refus non valorisables matières. Ces infrastructures intégreront des modules pour le tri, le conditionnement et la valorisation des flux issus des collectes sélectives (environ 40 000 t) et des modules pour le traitement des OMR (entre 42 000 et 66 000 t). En fonction des scénarios, le volume global des refus de traitements est compris entre 74 000 t et 94 000 t de déchets inertes destinés au stockage. Il conviendra d'étudier si la contrainte réglementaire (90 000 t maximum à l'horizon 2025) peut être respectée sans recours à la fabrication de CSR. Si cette solution est retenue, le choix entre export ou valorisation locale du CSR (installation d'une chaudière en Corse) nécessitera également une étude de faisabilité plus approfondie. Enfin, il est à noter que la filière « surtri » conduit à un tonnage entrant beaucoup moins important que la filière « méthanisation industrielle » (73 000 t et 131 000 t, respectivement) ainsi qu'à une moindre production de CSR (69 000 t et 84 000 t, respectivement).

Quel que soit le scénario retenu (ambition nécessaire ou volontariste), le volume global des refus de traitements représente *a minima* 90 000 t/an à l'horizon 2025. Le projet de PTPGD préconise que ces 90 000 t/an de déchets inertes (au maximum) soient stockés dans deux ISDND. Pour les déchets dangereux, vu les tonnages en Corse, la seule solution est le regroupement et l'export pour traitement sur le continent pour des raisons techniques et économiques.

Le Conseil Exécutif constate que le projet de PTPGD propose trois combinaisons possibles (méthanisation industrielle, UVE et centres de sur-tri) au regard des aspects technico économiques à l'horizon 6 à 12 ans. Et c'est par rapport à ces solutions que le Conseil exécutif de Corse doit, à ce stade de la procédure, donner son avis. Le Conseil exécutif de Corse s'inscrit dans la continuité de la position qu'il a constamment promue depuis 2016, et telle qu'elle a été notamment développée dans les deux plans d'action de mai 2016 et d'octobre 2018.

Le Conseil exécutif de Corse propose :

- Premièrement, de retenir la solution des centres de surtri modulables couplés et dimensionnés à la montée en puissance du tri à la source.
- Deuxièmement, de valoriser la matière organique sous forme de méthane lorsqu'il y a une opportunité de réaliser des unités de valorisation biogaz pour certains secteurs de l'économie ou des collectivités.
- Troisièmement, de réaliser des études techniques, économiques et environnementales afin d'évaluer la faisabilité des centres de sur-tri telle que projetée dans le PTPGD (en tenant compte des résultats contrastés et des retours d'expérience en matière de la fabrication des CSR à partir du sur-tri des OMR).

Les centres de sur-tri seront modulables, dimensionnés à la montée en puissance du tri à la source, et couplés à des installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND). Dans ce cadre, la création des centres de sur-tri apporte en effet une solution autonome de gestion des déchets issus des collectes sélectives, aux trois conditions expresses suivantes :

- D'une part de limiter au maximum l'entrée d'OMR, la séparation des matières devant être assurée en amont par la généralisation du tri sélectif ;

- D'autre part, de dimensionner ces centres aux objectifs de tri du Plan ;
- Enfin de disposer pour les flux triés de débouchés clairement identifiés et dont la pérennité soit garantie.

Deux centres de surtri semblent en l'état nécessaires compte tenu des gisements concernés, à positionner sur les 2 grandes zones de production (Aiacciu et Bastia).

Afin d'atteindre l'objectif réglementaire de « valorisation matière » (fixé à 65% en 2025), le dimensionnement des centres de sur-tri devra être compatible avec un tri à la source généralisée (60%) par un système performant (collecte au porte à porte, détournement des biodéchets et fiscalité incitative). A cet effet, le tonnage entrant d'OMR sera strictement limité à 40% du total des DMA (hors déchetterie) produits par les EPCI concernés par ces infrastructures. Il convient de rappeler qu'à l'horizon 2027, les quantités d'OMR de l'ensemble de la Corse seront comprises entre 42 000 t (ambition volontariste) et 66 000 t (ambition nécessaire) selon les scénarios prospectifs du PTPGD.

Il convient également de rappeler que ce principe d'une dualité de centre et leur implantation a été voulu comme une concrétisation de l'engagement des deux grandes communautés d'agglomération de la solidarité à assumer dans le domaine de gestion des déchets. Une solidarité longtemps demandée uniquement aux territoires ruraux ayant eu à subir les nuisances graves découlant de l'implantation de centres d'enfouissement d'ordures non triées.

Concernant la possibilité de produire des CSR, elle a été évoquée dès le plan d'action de 2018 en rappelant les conditions à réunir pour qu'une telle solution puisse être retenue, après étude.

Deux cas de figures sont à différencier pour l'utilisation des CSR après étude :

- Une exportation vers le continent (ce qui pose notamment la question de l'équilibre économique du modèle) ;
- Une utilisation locale, pour production d'électricité ou de chaleur.

Dans ce cas de figure, il faudra prendre en considération la gestion des sous-produits que sont les mâchefers, 7 % (stockage ou technique routière), et les REFIOM, 2,5 % qui seront obligatoirement dirigés en stockages de déchets dangereux sur le continent.

Il est important de noter que pour ces deux solutions, la fabrication de CSR serait cantonnée aux divers refus de tri et aux matériaux non valorisables et non réutilisables dans les conditions techniques du moment.

Les refus de ces installations et les Déchets Non Dangereux des DAE et DBTP devront être traités en ISDND et ISDI, en Corse.

Les déchets dangereux de ces installations des DAE et DBTP devront être traités sur le continent.

Concernant les centres de stockage de déchets ultimes, le Conseil Exécutif de Corse constate que le projet de PTPGD propose de retenir deux centres de stockage, notamment parce que cette solution apparaît comme la plus pertinente

économiquement eu égard au tonnage total restant prévisiblement à traiter (90 000 t de déchets résiduels).

Le Conseil Exécutif de Corse propose quant à lui de s'engager sur le principe d'une répartition territorialisée de la charge de stockage des déchets résiduels (dont il convient de rappeler qu'il concernera des déchets totalement inertes). Ainsi pour le stockage des refus de tri et de sur-tri, le CE privilégie l'option multi-centres afin de disposer d'un centre par grand territoire, soit 4 à 5 centres de stockage d'une capacité annuelle de 20 000 à 25 000 t. Durant la période nécessaire au déploiement du plan et à la création de ces nouvelles ISDND, les capacités des installations existantes seront progressivement diminuées.

Le Conseil Exécutif de Corse demande donc à chaque grand territoire (tels que définis dans le PTPGD) d'envisager une solution contractualisée et proportionnelle à leur production de déchets résiduels. Toujours dans cette perspective, il conviendra de rechercher un centre de stockage de dimension adéquate afin de territorialiser de manière plus complète la gestion et la valorisation de l'ensemble des déchets. De même, le transfert de déchets par la voie ferroviaire sera privilégié dans une perspective de déclinaison opérationnelle du principe de maîtrise de la gestion des déchets, de diminution des coûts et de diminution de l'empreinte carbone. Ce concept - particulièrement adapté aux spécificités de la Corse - doit conduire à une réduction des coûts de transports des déchets minimisant ainsi les impacts environnementaux correspondants.

4 - DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire a pour ambition première de rendre la société, dans son ensemble, moins polluante et plus sobre dans l'utilisation des ressources tout en poursuivant un objectif de croissance économique et de création d'emplois.

L'économie circulaire est donc centrée sur la notion de ressource et de boucle de matière. Le système doit permettre de « *limiter le gaspillage des ressources et l'impact environnemental en augmentant l'efficacité à tous les stades de l'économie des produits* ».

Le Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire (PTAEC), s'inscrit pleinement dans le Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD) de Corse.

Le rôle du Plan d'Actions pour une Economie Circulaire, doit induire des changements auprès des acteurs, en les mobilisant tout à la fois et de manière cohérente, sur tous les fronts et dans la durée.

Les actions du PTAEC auront vocation à être projetées à l'échelle des EPCI ou de la Collectivité de Corse. En effet, l'économie circulaire s'appuie en premier lieu sur une logique de coopération et de lien entre les acteurs.

Un Plan d'Actions d'Economie Circulaire en Corse (PAE2C), réalisé dans le cadre de la préparation du PTAEC basé sur une importante concertation, a permis d'aboutir à 23 actions réparties entre, les différents secteurs publics et économiques.

Notre territoire gagnerait à développer une réelle filière de recyclage de ses déchets

afin de les traiter sur place et créer de la richesse et des emplois. En ce sens, il est préconisé d'étudier et de favoriser la mise en place d'unités de recyclage de toute matière pouvant être traitée et exploitée en Corse.

Pour déployer une économie circulaire sur un territoire et réussir une telle dynamique la mobilisation de tous les acteurs et de tous réseaux professionnels, tant économiques, qu'associatifs et territoriaux (communautés d'agglomération, communautés de communes, chambres consulaires, ADEME, OEC, syndicat de traitement, éco-organismes, fédérations professionnelles, associations...), est indispensables, pour mettre en œuvre pleinement les actions qui leur incombent ou auxquelles ils contribuent.

Il est également préconisé de tendre vers une diminution des emballages entrants vers les grandes surfaces du territoire, ainsi que de bénéficier de financements plus importants (vu le contexte insulaire) de la part des différentes REP (notamment CITEO), sur le modèle des territoires ultra marins.

Concernant les premières déclinaisons concrètes de l'économie circulaire en matière de déchets, l'Assemblée de Corse, sur, proposition du Conseil exécutif, et par délibération du 15 mai 2020, a validé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) afin :

- De promouvoir et soutenir des projets expérimentaux et structurants avec la promotion de bonnes pratiques dans le domaine de l'économie circulaire au regard de la feuille de route de Office de l'Environnement de la Corse ;
- D'accroître les impacts économiques et améliorations environnementales via la promotion d'un AMI en mesure de favoriser des conventionnements spécifiques « EPCI/Entreprises ». Ils visent à produire des effets multiplicateurs économiques et favoriser des projets structurants et innovants ;
- D'optimiser les organisations entre les offices et agences de la Collectivité de Corse, vu la nécessaire transversalité de l'économie circulaire et les nécessaires réductions des délais de paiements ;
- De favoriser la mise en œuvre d'orientations stratégiques et un règlement des aides homogène, afin de promouvoir et mieux intégrer l'économie circulaire dans les territoires.

Pour une coopération interinsulaire en matière de gestion des déchets

La réflexion sur le déploiement de l'économie circulaire doit aussi intégrer le fait que la Corse est une grande île de Méditerranée, voisine de 11 kms de la Sardaigne, qui est engagée dans une politique volontariste de généralisation du tri en matière de déchets.

Cette insularité et cette proximité sont des atouts majeurs, à faire valoir y compris vis-à-vis de l'Union Européenne.

Le Conseil exécutif de Corse a à ce titre saisi la Commission européenne d'un projet de coopération entre la Sardaigne et la Corse en matière de gestion des déchets dans le cadre d'un modèle partagé d'économie circulaire.

Celle-ci repose en effet sur la proximité, laquelle est également une condition de la pertinence économique et écologique des modèles envisagés.

En Sardaigne, le tri généralisé à la source a progressé de manière spectaculaire en quelques années.

Il s'agirait en l'occurrence de s'inspirer de cette expérience réussie pour renforcer la montée en puissance du tri généralisé à la source en Corse d'une part, et de créer d'autre part une synergie dans ce domaine entre deux îles voisines confrontées aux mêmes contraintes (habitat urbain/villageois/diffus, forte saisonnalité liée à l'activité touristique, fortes ressemblances sociologiques et culturelles).

Un deuxième volet pourrait être constitué par la construction d'un modèle intégré d'économie circulaire de recyclage et de valorisation des déchets entre les deux îles (création d'entreprises, gestion intégrée des flux de matières à collecter et valoriser).

Le Gouvernement Sarde a validé sur le principe cette proposition de coopération et la Commission européenne semble particulièrement intéressée.

Une évaluation environnementale et de suivi du Plan chaque année

L'OEC à travers l'Observatoire Territorial des Déchets en pilotera la gouvernance, la coordination et l'animation.

Tous les acteurs concernés pour la prévention et la gestion des déchets seront sollicités pour l'évaluation et le suivi du Plan :

- Les services de l'Etat (DREAL, DDT, DRAAF) ;
- L'ADEME (pour son rôle d'animation, d'expertise, d'appui technique et financier) ;
- Les EPCI (compétents en matière collecte) ;
- Le SYVADEC (traitement et valorisation) ;
- Les Associations (sensibilisation auprès des citoyens) ;
- Les exploitants des installations de tri des déchets ménagers et des déchets des activités économiques ;
- Les Chambres Consulaires ;
- Les Eco-organismes.

L'ensemble fera l'objet d'un rapport annuel.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Office de l'Environnement de la Corse



Plan Territorial de Prévention et de Gestion des déchets de Corse

Projet de PTPGD / Octobre 2020

G34989



SAS Antra Strada

Ce dossier a été réalisé par :

ELCIMAI ENVIRONNEMENT

Conseil et Innovation pour la Transition Ecologique

City Park Bâtiment B

23 avenue de Poumeyrol

69300 Caluire et Cuire

Tél : 04.37.45.29.29

Mail : lyon@elcimai.com

AUTEUR	
Date	Nom
20/10/2020	Sandrine MURZILLI, Pauline GUITTON, Virginie BRAGIGAND, Florine BELLION, Olivier PERRIN (Elcimai Environnement)
16/10/2020	Jean Michel PEDINIELLI (ANTRASTRADA)
16/10/2020	Rémi ROGHE (AAC)
24/11/2020	Révision suite aux retours de la CCES du 26 octobre 2020 par Pauline GUITTON, Virginie BRAGIGAND, Florine BELLION, Olivier PERRIN (Elcimai Environnement)

Sommaire

CHAPITRE 1 INTRODUCTION : UN PLAN UNIQUE POUR UNE PLUS GRANDE TRANSVERSALITÉ	14
1/ Une nouvelle planification nécessaire	14
2/ Un plan unique dans la continuité des précédentes planifications.....	16
3/ Des objectifs européens et nationaux structurants	19
4/ Une nécessaire articulation avec les autres documents de planification du territoire ou extérieures	20
5/ Des acteurs mobilisés	20
CHAPITRE 2 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS : DES PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION À TOUS LES NIVEAUX ET POUR TOUS LES TYPES DE DÉCHETS.....	24
1/ Préalable : Le territoire corse, de multiples particularités	24
2/ L'état des lieux de la production et de l'organisation des déchets en Corse	31
3/ Evolution tendancielle à la hausse de la production de déchets en Corse sans actions du Plan	87
CHAPITRE 3 ORIENTATIONS DU PTPGD	100
1/ Principes fondateurs	100
2/ Orientations retenues, les souhaits pour la Corse	101
3/ Etude des scénarios possibles	115
4/ Objectifs déclinés, les engagements pris.....	167
CHAPITRE 4 PLANIFICATION À 6 ET 12 ANS : LES EFFORTS À MENER POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS, EN PTPGD EN 100 ACTIONS	169
1/ Planification de la prévention des déchets	170

2/	Planification de la gestion des déchets	191
3/	Planifications spécifiques	261
4/	Bilan du PTPGD au regard des exigences réglementaires	270
5/	Suivi de la mise en œuvre du PTPGD	277

CHAPITRE 5 DE LA GESTION DES FLUX À LA GESTION DES RESSOURCES : LE PLAN TERRITORIAL D’ACTIONS EN FAVEUR DE L’ECONOMIE CIRCULAIRE279

1/	De quoi parle-t-on ?	279
2/	L'économie circulaire en Corse en 2019	289
3/	Organisation de groupes de travail relatif à une économie circulaire pour la Corse.....	303
4/	Plan Territorial d’Actions pour une Economie Circulaire (PTAEC) en Corse	317
5/	Fiches actions de la feuille de route	367
6/	Conclusions.....	407

CHAPITRE 6 VERS LA MISE EN ŒUVRE408

1/	L’OEC	409
2/	Le SYVADEC	411
3/	Les EPCI.....	412
4/	Les communes	420
5/	Les chambres consulaires	422
6/	Les professionnels	431
7/	Les opérateurs de gestion des déchets.....	438
8/	Les éco-organismes	440
9/	Les structures de l’ESS.....	441
10/	L’Agence d’Aménagement durable, d’Urbanisme et d’Energie de la Corse	442
11/	Le CNFTP.....	443

12/	L'université de Corse	444
13/	L'ADEME	444
14/	L'Observatoire Territorial des Déchets (OTD).....	445
15/	Le Conservatoire Botanique National de Corse (CBNC).....	446
16/	L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (RMC)	446
17/	Associations de consommateurs	447
CHAPITRE 7 ANNEXES		448
Annexe 1. Liste des abréviations et acronymes utilisés dans le document 448		
Annexe 2. Eléments pris en compte pour la définition des 6 grands territoires corses		
		450
Annexe 3. Etat des lieux détaillé de la prévention et gestion des déchets en 2018		
		455

Liste des figures

Figure 1 : Dynamisme démographique du territoire entre 2011 et 2016 (source, INSEE, 2018)	24
Figure 2 : Variation de population quotidienne générée par les trafics maritimes et aériens du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2017 (INSEE)	26
Figure 3 : Capacités mensuelles en lits touristiques durant la saison 2018 (INSEE)	26
Figure 4 : Cartographie de la Corse (source : EE PPGDD Corse)	27
Figure 5 : Réseau des principales infrastructures de transport en Corse (source : La Corse en bref, INSEE, 2019).....	28
Figure 6 : Carte des 6 grands territoires corses et les zones particulières.....	30
Figure 7 : Cartographie des EPCI ayant la compétence collecte en Corse (OEC, 2019)	34
Figure 8 : Variation des tonnages selon la saisonnalité	36
Figure 9 : Production de DMA par EPCI en 2018 en kg/hab. ^{INSEE} (Source : OEC, SINOE, SYVADEC).....	36
Figure 10 : Production de DMA en tonnages selon le découpage des 6 grands territoires corses en 2018 (Source : Elcimai, AntraStrada, AAC)	37
Figure 11 : Bilan des flux de DMA	38
Figure 12 : Bilan des tonnages de DMA exportés (SYVADEC, 2018)	39
Figure 13 : Composition nationale des déchets des entreprises du commerce (INSEE, 2016)	45
Figure 14 : Cartographie du gisement estimé des DAE en Corse en 2018.....	47
Figure 15 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets professionnels en 2018 (OEC)	50
Figure 16 : Filières suivies par les déchets dangereux suivant les déclarations IREP (2017)	56
Figure 17 : Typologie de déchets produits par les activités du BTP.....	58
Figure 18 : Répartition des déchets du BTP par branche et nature de déchets (Source : Moyennes prises selon les différentes sources mobilisées pour l'estimation du gisement) ..	60
Figure 19 : Cartes illustrant l'estimation de la répartition des gisements DBTP en 2018	61
Figure 20 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets BTP en 2018 (OEC).....	64
Figure 21 : Cartographie des déchèteries et point de collecte de proximité (2018)	68
Figure 22 : Cartographie des installations de transfert des déchets en Corse en fonction des flux accueillis (2018)	69
Figure 23 : Cartographie des plateformes de compostage en Corse.....	69
Figure 24 : Cartographie des unités de regroupement ou de pré-tri en Corse existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge).....	70
Figure 25 : Carte des unités de regroupement des déchets professionnels en Corse en 2018	70
Figure 26 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)	73

Figure 27 : Evolution 1999-2019 de la population (INSEE Recensement de la population 1999-2019).....	87
Figure 28 : Autorisations annuelles de programmes collectifs et résidences 2001-2019	87
Figure 29 : Evolution du tissu d'entreprises 2001-2019 (Fichier SIRET 2001-2019, INSEE)	88
Figure 30 : l'évolution des secteurs économiques (Fichier SIRET 2017-2020, INSEE).....	88
Figure 31 : L'évolution par territoire (Fichier SIRET 2017-2020, INSEE)	88
Figure 32 : Prospective territorialisée des gisements DMA à horizon 2027 et 2033	96
Figure 33 : Prospective territorialisée des gisements DAE à horizon 2027 et 2033.....	97
Figure 34 : Prospective territorialisée des gisements DBTP à horizon 2027 et 2033	98
Figure 35 : Evolution des gisements produits par type de déchet à horizon 2033 par rapport à l'année de référence 2018 selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste.....	119
Figure 36 : Évolution attendue de la production de DMA (en kg/hab.) entre 2018 et 2033, en prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition	120
Figure 37 : Évolution attendue de la production des déchets non dangereux non inertes des activités économiques entre 2018 et 2033, en prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition.....	121
Figure 38 : Évolution attendue de la production des déchets du BTP entre 2010 et 2031, en prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition	121
Figure 39 : Évolution attendue de la production des déchets dangereux entre 2010 et 2031, en prenant en compte les objectifs du Plan	121
Figure 40 : Evolution des tonnages collectés par type de déchet à horizon 2033 par rapport à l'année de référence 2018 selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste.....	122
Figure 41 : Evolution du taux de captage des déchets selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste.....	123
Figure 42 : Tonnages de déchets valorisés et traités en 2033 selon les scénarios (ambition nécessaire et volontariste)	124
Figure 43 : Evolution des gisements de déchets à valoriser et traiter entre 2018 et 2033 selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste	126
Figure 44 : Carte de localisation des déchèteries existantes et en projet.....	131
Figure 45 : Tonnages orientés vers la valorisation matière en 2033.....	134
Figure 46 : Tonnages orientés vers la valorisation organique en 2033	138
Figure 47 : Carte des installations de compostage et des projets en cours	139
Figure 48 : Carte des installations de stockage des déchets inertes existantes en 2018 et des projets en cours.....	146
Figure 49 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par méthanisation Combinaison 3 - Scénario d'ambition nécessaire	151
Figure 50 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par méthanisation Combinaison 3 - Scénario volontariste.....	152
Figure 51 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par unité de valorisation énergétique Combinaison 4 - Scénario d'ambition nécessaire	154
Figure 52 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par unité de valorisation énergétique Combinaison 4 - Scénario volontariste.....	155
Figure 53 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un passage par un centre de sur-tri Combinaison 5 - Scénario d'ambition nécessaire.....	157

Figure 54 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un passage par un centre de sur-tri Combinaison 5 - Scénario volontariste	158
Figure 55: Les 3 domaines et 7 piliers de l'Economie Circulaire - Source ADEME, juin 2017	279
Figure 56: contenu du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.....	280
Figure 57: Hiérarchie d'utilisation des ressources (source ADEME MOOC Economie Circulaire 2017)	282
Figure 58: Dynamique d'amélioration continue du label économie circulaire de l'ADEME (source ELCIMAÏ ENVIRONNEMENT)	286
Figure 59 : Calendrier de réalisation de l'étude spécifique sur la mise en œuvre d'orientations stratégiques vis-à-vis de l'économie circulaire	288
Figure 60: Décomposition de la valeur ajoutée en Corse en 2015 (source DIRECCTE/INSEE)	290
Figure 61: Les deux principales logiques au sein de l'économie de la fonctionnalité et les types d'offres associés (source : Ademe)	294
Figure 62: De quelle manière la filière de recyclage du PSE en boucle fermée est organisée ? (source : www.democles.org)	297
Figure 63: Articulation des différentes planifications territoriales avec une stratégie d'économie circulaire (source : Rémi ROGHE et Jean-Michel Pedinielli)	299
Figure 64 : Classement des actions pour l'axe 1 (12 votants)	310
Figure 65 : Classement des actions pour l'axe 2 (11 votants)	312
Figure 66 : Classement des actions pour l'axe 3 (13 votants)	313
Figure 67 : Classement des actions pour l'axe 4 (10 votants)	315
Figure 68 : Grands territoires corses permettant une coopération EPCI.....	317
Figure 69 : Liste des orientations pour le PTPGE et le PTAEC	320
Figure 70 : Cartes utilisées pour le découpage des 6 territoires	451
Figure 71 : Nombre de composteurs individuels distribués sur le territoire entre 2009 et 2018	461
Figure 72 : Nombre de composteurs partagés recensés sur le territoire au 01/07/2019 ..	461
Figure 73 : Cartographie des EPCI ayant la compétence collecte en Corse (OEC, 2019) ..	469
Figure 74 : Cartographie des adhérents au SYVADEC (Source : Observatoire Territorial des déchets, 2018)	470
Figure 75 : Cartographie des ratios de production d'OMR produit par EPCI (2018).....	471
Figure 76 : Cartographie des EPCI ayant la compétence collecte en Corse (OEC, 2019) ..	472
Figure 77 : Variabilité des tonnages de déchets ménagers collectés (source : Plan d'action pour le recyclage et la valorisation du verre en Corse, AAC Coaching et ANDRASTRADA pour l'OEC, 2019).....	473
Figure 78 : Augmentation des ratios de collecte mensuels (source : caractérisation des ordures ménagères résiduelles et des encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)	473
Figure 79 : Gisement de prévention et de détournement, en kg/hab./mois, en saison touristique et hors saison, à l'échelle du SYVADEC (source : caractérisation des ordures ménagères résiduelles et des encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)	474
Figure 80 : Déploiement de la collecte sélective des emballages et papiers recyclables sur le territoire (OEC, 2018).....	475
Figure 81 : Consignes de collectes sélectives des papiers cartons (SYVADEC, 2019)	475

Figure 82 : Cartographie des ratios de productions recyclables et papiers produits par EPCI (2018)	476
Figure 83 : Cartographie des modes de collecte des emballages recyclables (à gauche) et des papiers (à droite) selon les EPCI (GIRUS, 2019)	477
Figure 84 : Typologie d’emballages ménagers toujours présents au sein des ordures ménagères (source : Caractérisation des OMr et encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)	478
Figure 85 : Gisements spécifiques potentiels liés à l’extension des consignes de tri (source : Caractérisation des OMr et encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)	478
Figure 86 : Cartographie des ratios de production de cartons par EPCI (2018).....	480
Figure 87 : Cartographie des modes de collecte du verre selon les EPCI (Elcimai, 2019) .	482
Figure 88 : Cartographie des ratios de production de verre par EPCI en Corse (2018).....	483
Figure 89 : Variations mensuelles des tonnages de verre collectés sur le territoire (source : Plan d’action pour le recyclage et la valorisation du verre en Corse, AAC Coaching et ANDRASTRADA pour l’OEC, 2019)	483
Figure 90 : Cartographie des EPCI ayant une collecte des biodéchets	486
Figure 91 : Cartographie du transport des biodéchets (OEC, EPCI, SYVADEC, 2019).....	487
Figure 92 : Gisements de déchets occasionnels produits en Corse en 2018 (t) (Source : SYVADEC).....	489
Figure 93 : Ratios de production des déchets occasionnels produits en Corse en 2018 (Kg/hab. ^{DGF}).....	490
Figure 94 : Répartition de la fraction valorisable des tout-venants par nature de déchets (SYVADEC, 2018).....	490
Figure 95 : Chiffres clés de l’éco-organisme Eco-Mobilier, agréé pour cette filière, et du SYVADEC pour l’année 2018 et 2019 en France et en Corse :.....	492
Figure 96 : Filière de valorisation et de traitement des DEA collectés en Corse (Eco-mobilier, 2018)	492
Figure 97 : Localisation des bornes TLC en Corse	493
Figure 98 : Performances de collecte et de tri des TLC par région (source Eco-TLC, 2018)	494
Figure 99 : Répartition des filières de valorisation des textiles (%) (OEC, 2018)	495
Figure 100 : Production de DMA par EPCI en 2018 en kg/hab. INSEE (Source : OEC, SINOE, SYVADEC).....	498
Figure 101 : Production de DMA en tonnages selon le découpage des 6 grands territoires corses en 2018 (Source : Elcimai, Antrastrada, AAC)	499
Figure 102 : Répartition des gisements de DMA en 2018	499
Figure 103 : Composition des OMR selon les caractérisations réalisées par le SYVADEC en 2018	500
Figure 104 : Bilan des flux de DMA	501
Figure 105 : Répartition des filières de valorisation et de traitement des DMA en 2018 ...	502
Figure 106 : Bilan des tonnages de DMA exportés (SYVADEC, 2018).....	502
Figure 107 : Cartographie des modes de financement par EPCI en 2019 (Elcimai sur la base des informations OEC, 2019)	504
Figure 108 : Répartition des coûts de gestion des déchets (ADEME, 2018)	506
Figure 109 : Répartition des établissements actifs au 31 décembre 2015 par secteur d’activité (INSEE	

2018).....	510
Figure 110 : Cartographie du gisement des DAE produits en Corse en 2018	511
Figure 111 : Composition nationale des déchets des entreprises du commerce (INSEE, 2016)	512
Figure 112 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets professionnels en 2018 (OEC).....	516
Figure 113 : Répartition des exploitations agricoles moyennes et grandes présentes sur le territoire selon leur spécialisation (source : INSEE, la Corse en bref 2019, sur la base d'Agreste 2013)	518
Figure 114 : Orientations technico-économiques de l'agriculture (source : Agreste 2010)	518
Figure 115 : Répartition du gisement par nature de déchets, en 2017 (GEREP 2019).....	524
Figure 116 : Répartition des filières de traitement suivies pour la gestion des déchets dangereux de Corse (GEREP 2019).....	525
Figure 117 : Nature des déchets produits par les principaux producteurs de déchets dangereux en 2017 (GEREP 2019).....	528
Figure 118 : Nature des déchets dangereux diffus en transit, collectés par Chimirec en 2017 (GEREP, 2019).....	529
Figure 119 : Composition des DEEE collectés en Corse (Ecologic, 2018).....	532
Figure 120 : Part de DEEE présente dans les ordures ménagères résiduelles (source : caractérisation des ordures ménagères en 2018, SYVADEC).....	533
Figure 121 : Localisation des points de collecte de DASRI des patients en auto-traitement en 2019 (source : DASTRI)	538
Figure 122 : Typologie de déchets produits par les activités du BTP	541
Figure 123 : Profils régionaux des entreprises des travaux publics selon le type d'activités (Source : Observatoire des métiers du BTP, 2016).....	542
Figure 124 : Profils régionaux des entreprises du bâtiment selon le type d'activités (Source : Observatoire des métiers du BTP, 2016)	543
Figure 125 : Estimation du gisement de déchets du BTP en 2016.....	546
Figure 126 : Répartition du gisement de déchets du BTP par branche.....	547
Figure 127 : Répartition des déchets du BTP par branche et nature de déchets (Source : Moyennes prises selon les différentes sources mobilisées pour l'estimation du gisement)	547
Figure 128 : Territorialisation des gisements produits des déchets du BTP de toutes natures en 2018.....	548
Figure 129 : Cartographie des déchèteries publiques accueillant les professionnels en 2018	551
Figure 130 : Cartographie des installations privées accueillant les déchets professionnels en 2018 (en vert) et les projets à venir (en rouge)	551
Figure 131 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) en 2018 (en vert) en projet (en rouge)	552
Figure 132 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets BTP en 2018 (OEC)	553
Figure 133 : Cartographie des formations rocheuses potentiellement amiantifères en Corse (source : BRGM)	554
Figure 134 : Cartographie des déchèteries et point de collecte de proximité (2018).....	558
Figure 135 : Cartographie des installations de transfert des déchets en Corse en fonction des flux accueillis (2018)	559

Figure 136 : Cartographie des plateformes de compostage en Corse	562
Figure 137 : Cartographie des plateformes de compostage gérées par le SYVADEC	563
Figure 138 : Cartographie des unités de regroupement ou de pré-tri en Corse existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)	564
Figure 139 : Carte des unités de regroupement des déchets professionnels en Corse en 2018	566
Figure 140 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)	569
Figure 141 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)	569
Figure 142 : Carte de sinistralité par rapport au risque inondation (source : observatoire national des risques naturels - Géorisques, 2019).....	575
Figure 143 : Carte d'avancement de la formalisation des PPRNI (source : observatoire national des risques naturels - Géorisques, 2019).....	575



Liste des tableaux

Tableau 1 : Estimations de la population par EPCI (source : INSEE via OEC)	25
Tableau 2 : Bilan des gisements de DMA en Corse (2018)	35
Tableau 3 : Estimation des gisements DAE orientés vers les différentes filières de gestion des déchets en 2018	48
Tableau 4 : Comparaison du gisement estimé de DAE en 2018 avec le nombre d'installations accueillant les DAE	49
Tableau 5 : Estimation du gisement produit par le secteur du BTP	60
Tableau 6 : Comparaison du gisement estimé de DBTP en 2018 avec le nombre d'installations accueillant ces déchets (unités de transfert/valorisation et ISDI/carrières).....	64
Tableau 7 : Bilan sur les filières suivies par les déchets du BTP en 2018	66
Tableau 8 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse	72
Tableau 9 : Bilan des unités de concassage pour les déchets inertes	73
Tableau 10 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse	74
Tableau 11 : Gisements produits estimés en 2018 (année de référence) par nature et origine (Sources voir annexe 3- état des lieux détaillé).....	78
Tableau 12 : Bilan des taux de valorisation matière et organique en 2018	80
Tableau 13 : Scénarios d'hypothèses prospectives.....	91
Tableau 14 : Prospective tendancielle des gisements de déchets produits estimé en Corse à horizon 2027 et 2033	94
Tableau 15 : Part de chaque grand territoire corse dans la production globale de déchets estimée (DMA, DAE et DBTP).....	99
Tableau 16 : Les objectifs des scénarios d'ambition	116
Tableau 17 : Détail des tonnages de DMA valorisés pour les scénarios ambition nécessaire et volontaire	126
Tableau 18 : Evolution des capacités des ISDND Corse par rapport au gisement estimé à enfouir sur la période du PTPGD	141
Tableau 19 : Valeurs initiales prises en compte pour le découpage des 6 grands territoires	453
Tableau 20 : Synthèse des actions du programme de prévention formalisé dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux	457
Tableau 21 : Opérations financières par l'ADEME et l'OEC dans le cadre de la convention pluriannuelle 2015-2020	459
Tableau 22 : Synthèse des actions du programme de prévention formalisé dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets dangereux	466
Tableau 23 : Eléments détaillés relatifs aux actions planifiées dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets dangereux 2017	467
Tableau 24 : Répartition des tonnages d'emballages ménagers recyclés par nature, en 2018 (source CITEO).....	479
Tableau 25 : Tonnages de papiers graphiques collectés en Corse, en 2018.....	479
Tableau 26 : Performance de collecte de TLC en 2018	494
Tableau 27 : MNU collectés en 2018 (Cyclamed, 2019)	495
Tableau 28 : Bilan des gisements de DMA en Corse (2018).....	496

Tableau 29 : Synthèse et comparaison aux ratios nationaux ADEME.....	497
Tableau 30 : Détail du coût aidé par flux en Corse, comparé aux moyennes nationales (ADEME, 2018).....	505
Tableau 31 : Nombre de STEU depuis 2009 (Source : SATESE 2014 et data.gouv.fr).....	507
Tableau 32 : Principales collectivités productrices de boues de STEP (Source : MTES 2017)	507
Tableau 33 : Estimation des gisements DAE orientés vers les différentes filières de gestion des déchets en 2018	514
Tableau 34 : Comparaison du gisement estimé de DAE en 2018 avec le nombre d'installations accueillant les DAE	515
Tableau 35 : Synthèse des résidus de production végétale potentiellement valorisables énergétiquement (source : SRB, 2019)	520
Tableau 36 : Synthèse des résidus de production animale potentiellement valorisables énergétiquement (source : SRB, 2019)	520
Tableau 37 : Synthèse des résidus de transformation agroalimentaire potentiellement valorisables énergétiquement (source : SRB, 2019)	521
Tableau 38 : Volumes des sédiments de dragage évacués en 2018 en Corse (CCI, 2019)	523
Tableau 39 : Producteurs de déchets dangereux de plus de 2 tonnes /an en 2017 (GEREP 2019)	527
Tableau 40 : Nombre de centres agréés et de VHU pris en charge en 2017 (ADEME, 2019)	531
Tableau 41 : Centres agréés VHU en Corse (OEC, 2019).....	531
Tableau 42 : Origine et quantité de DEEE collectés en 2018 (ECOLOGIC, 2019).....	532
Tableau 43 : Quantité de piles et accumulateurs collectés en 2017 et 2019 (SYDEREP, 2018 et 2020)	534
Tableau 44 : Evolution des quantités de Piles collectées depuis 2010 par le SYVADEC.....	534
Tableau 44 : Quantité de lampes collectées via Recylum en 2017 (RECYLUM, 2019).....	534
Tableau 45 : Evaluation du gisement de DASRI proposée dans le cadre du Plan Régional de Gestion des Déchets Dangereux de Corse.....	537
Tableau 46 : Caractéristiques du secteur du BTP en 2016 (Source : Observatoire des métiers du BTP et INSEE)	541
Tableau 47 : Estimation du gisement produit par le secteur du BTP.....	548
Tableau 48 : Comparaison du gisement estimé de DBTP en 2018 avec le nombre d'installations accueillant ces déchets (unités de transfert/valorisation et ISDI/carrières)	553
Tableau 49 : Bilan des déchèteries en Corse en 2018.....	557
Tableau 50 : Bilan des installations de transfert en Corse	560
Tableau 51 : Quantités réceptionnées à l'échelle des plateformes de compostage en Corse	562
Tableau 52 : Bilan des centres de pré-tri en Corse.....	565
Tableau 53 : Détail des tonnages valorisés par nature de déchets.....	565
Tableau 54 : Bilan des unités de concassage pour les déchets inertes.....	569
Tableau 55 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse.....	571
Tableau 56 : Recensement du nombre de communes concernées par type de risque ne Corse (DDRM 2A et 2B)	574



Chapitre 1 Introduction : un plan unique pour une plus grande transversalité

1/ Une nouvelle planification nécessaire

LE TERRITOIRE CORSE COMPETENT POUR L'ELABORATION DU PTPGD

La loi n° 2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 attribue la compétence de planification des déchets aux Régions qui sont désormais responsables d'une planification unique de la prévention et de la gestion des déchets sur leur territoire.

Même si le périmètre de la collectivité territoriale corse est inchangé, et que celle-ci était déjà en charge des planifications de la prévention et de la gestion des déchets, le territoire est lui aussi directement concerné par ce texte, qui induit de nombreuses évolutions de ses compétences, dont l'élaboration de ce Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD).

La Collectivité de Corse a confié à l'Office Environnemental de Corse de mener les travaux pour l'élaboration du PTPGD.

UN CONTENU CADRÉ POUR UNE PLUS GRANDE LISIBILITÉ ET L'ASSURANCE D'UNE COMPLÉTUDE DES THÉMATIQUES ABORDÉES

Le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016, codifié aux articles L. 541-13 et R. 541-13 et suivants du Code de l'Environnement, précise le contenu, les modalités d'élaboration et de suivi du PTPGD ; il comportera ainsi :

- Un **état des lieux** de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, quantité, nature, composition et les modalités de leur transport,
- Une **prospective** à termes de six et douze ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites sur le territoire,
- Des **objectifs** en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs,
- Une **planification** de la prévention et de la gestion des déchets à termes de six et douze ans, comportant notamment les actions à prévoir pour atteindre les objectifs, et la mention des installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les dits objectifs,
- Un plan territorial d'action en faveur de l'économie circulaire (**PTAEC**).
- Formalisé en parallèle des travaux classiques de planification, son objectif est entre autres d'élargir la prévention et la valorisation des déchets à un objectif plus global d'économie de ressources, en donnant une visibilité plus forte et une portée réglementaire aux travaux en cours sur le sujet.

Le plan sera également accompagné d'un **rapport d'évaluation environnementale** qui vise à renforcer la prise en compte de l'environnement en amont des projets, et à resserrer l'analyse autour des enjeux environnementaux les

plus importants en rapport avec la gestion des déchets.

UN PÉRIMÈTRE RÉGLEMENTÉ : TOUS LES DÉCHETS SONT CONCERNÉS

Le PTPGD couvre tous les déchets produits et/ou traités sur le territoire corse :

- Quelle que soit leur nature (à l'exclusion des déchets explosifs et radioactifs),
- Quel que soit leur producteur (ménages, activités économiques, collectivités, administrations...),
- Quel que soit leur lieu de traitement (Corse ou hors Corse),
- Quelle que soit leur origine : des activités régulières, des situations exceptionnelles (tels que les déchets de catastrophes naturelles) ou de pratiques émergentes (tels que la gestion à terre des sédiments de dragage).

UN CALENDRIER CONTRAINT

La loi NOTRe précédemment citée imposait, sous la pression des obligations européennes, une approbation des PPGD avant février 2017. Cette échéance était incompatible avec les contraintes opérationnelles des territoires, les échéances d'élections territoriales particulières au territoire corse et à la nomination des élus aux différents organismes de suivi du plan (CdC, CESEC, Chambre des Territoires) et la nécessité de concertation avec les acteurs territoriaux.

Pour autant, comme précisé précédemment, de nombreuses actions ont été engagées au cours des dernières années pour tenter de faire émerger des solutions.

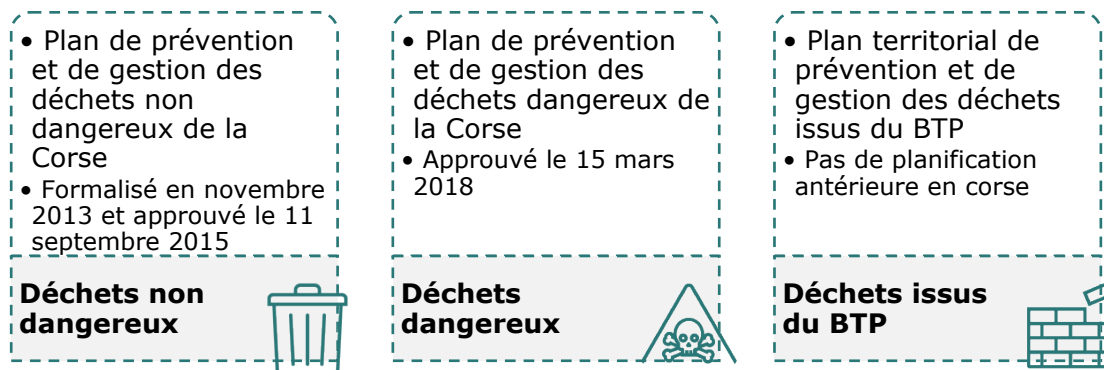
Au regard de l'urgence sanitaire et sociale, il est aujourd'hui capital d'aller vite dans la précision puis le déploiement de l'ensemble de ces actions, tout en s'assurant de leur pertinence. C'est l'objectif des présents travaux d'élaboration du PTPGD, qui sont menés sur l'année 2020. Le calendrier électoral, avec la tenue d'élections municipales en mars 2020, ainsi que les conséquences induites par la crise du COVID-19 ont été prises en compte dans l'organisation des concertations.



2/ Un plan unique dans la continuité des précédentes planifications

3 PLANS EN 1

Le PTPGD se substitue aux trois types de plans préexistants, pour une plus grande cohérence :



Bien qu'aucun plan territorial de prévention et de gestion des **déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics n'ait été formalisé**, des études préliminaires ont notamment été menées entre 2006 et 2010 par les chambres consulaires et les fédérations des entrepreneurs et artisans du BTP. Par ailleurs, un schéma interdépartemental des carrières (Corse-du-Sud et Haute-Corse) est en cours de réalisation.

TENANT COMPTE DES RÉCENTS PLANS D' ACTIONS ENGAGÉS

Le plan fait également suite :

- Aux deux plans d'actions formalisés en mai 2016 puis en octobre 2018 par la Collectivité de Corse afin de faire face à la situation de crise que rencontre le territoire depuis de nombreuses années.
- À la réalisation d'une étude spécifique relative à la mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire en Corse, en cours de finalisation.

Différents axes stratégiques ont alors été actés dans la « déclinaison du plan d'action sur les déchets 2018-2021 » :

- 1/ Le renforcement du tri à la source**, identifié comme un axe majeur et prioritaire. L'objectif visé est de parvenir à un taux de tri de 60 %.
 - Priorité au déploiement du système de collecte en porte à porte (PAP) partout où cela est possible pour les biodéchets, emballages et ordures ménagers.
 - Priorité au traitement des biodéchets qui représentent près d'un quart des OM et présente un potentiel d'utilisation en agriculture et prise en compte également des déchets verts.

- 2/** La création de **centres de tri « multifonctions »**, d'un modèle innovant, qui associent le tri des matériaux issus des collectes sélectives, le tri des déchets industriels banals (DIB) et des déchets de déchèteries ainsi que le tri des déchets ménagers résiduels pour stabilisation.

L'objectif est de compléter le tri à la source par la récupération des recyclables dans les ordures ménagères résiduelles (OMR), les déchets dangereux qui n'auraient pas été écartés en amont et le reste des déchets fermentescibles.

- 3/** L'ouverture de **nouveaux centres de stockage de déchets ultimes**.

L'objectif est de limiter à moyen terme le stockage des déchets ultimes à moins de 40 % du total des OM produites en Corse, soit environ 90 000 tonnes par an (sur base DMA 2018 : 220 00T), puis de diminuer progressivement jusqu'à 20 %, avec des déchets entrants sur ISDND stabilisés.

- 4/** La promotion de la prévention et de **l'économie circulaire** ; l'objectif du plan est d'accélérer et orienter le processus : valorisation de l'organique, traitement du verre et des plastiques, etc...

- 5/** Le **soutien à la maîtrise d'ouvrage publique**, de façon à maîtriser les coûts pour les usagers et de respecter au plus près les critères environnementaux et sociaux de référence. Des partenariats public/privé pourraient néanmoins être mis en place pour optimiser les compétences, les projets privés seront soutenus dans le cadre des aides réglementaires en vigueur quand ils respectent les préconisations des Plans, notamment pour le recyclage des matières triées.

L'Office de l'Environnement promeut et accompagne la déclinaison locale de ces plans en soutenant l'ensemble des parties prenantes dans le développement de leurs projets.

Ce sont ainsi plus de 2,2 millions d'euros qui ont été engagés en 2017 puis 2,6 millions d'euros en 2018 par le service Economie circulaire et Gestion des déchets pour le soutien d'initiatives très variées, comme :

- L'accompagnement technique et financier des collectivités compétentes dans la déclinaison de la planification régionale. Notamment pour des études d'adaptation et d'optimisation des services de prévention et de gestion des déchets des EPCI avec études de faisabilité des solutions techniques de prévention et de gestion des biodéchets et pour des études de préfiguration de mise en œuvre de la tarification incitative (Appel à projet OEC- Ademe).



- Le développement d'une stratégie territoriale pragmatique de développement de l'économie circulaire et la formalisation d'une feuille de route,
- La formalisation et la diffusion d'outils tels que des guides de bonnes pratiques, incluant une identification des facteurs clés de succès et des points de vigilance spécifique au territoire corse,
- L'accompagnement de projets novateurs via des appels à projet économie circulaire notamment (48 projets ont ainsi été instruits dans ce cadre en 2018),
- La réalisation d'études spécifiques quant à la pertinence du développement local de certaines filières, comme la valorisation du verre par exemple,
- ...



En parallèle, plusieurs délibérations ont été prises en juin et septembre 2019 afin de sensibiliser les professionnels, et plus particulièrement la grande distribution, à la nécessité d'adopter des modes de gestion plus vertueux.

Plusieurs actions pourraient ainsi en effet être systématisées par les distributeurs :

- Promotion de la vente de produits ne contenant aucun emballage plastique ou contenant de l'écoemballage,
- Mise en place de dispositifs pour la réutilisation de plastiques et emballages émanant de produits proposés à la vente,
- Généralisation de la mise en place de bornes de tri dès la sortie immédiate des caisses...

A une échelle plus large, l'optimisation de la gestion des papiers est identifiée comme un levier important, avec différentes pistes d'actions :

- Limitation de la consommation de papier : impression de tous les documents en recto-verso, dématérialisation des documents...,
- Généralisation de la mise en place de poubelles de tri du papier

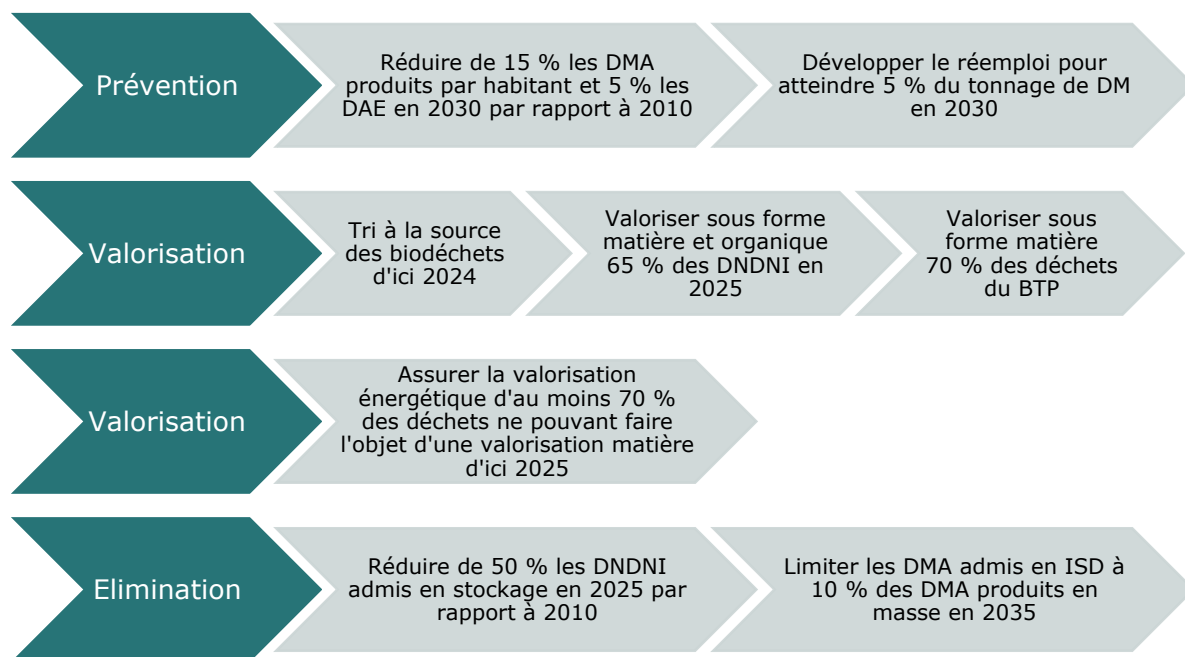
Enfin, une étude de l'opportunité du déploiement de la consigne a été diligentée afin d'identifier les freins et les leviers spécifiques au territoire.

Au-delà des seules dispositions réglementaires, il s'agit bien ici de proposer des éléments actualisés d'appréciation des enjeux, de façon à pouvoir réajuster et déployer de façon efficiente les différents dispositifs envisagés.

3/ Des objectifs européens et nationaux structurants

DES OBJECTIFS NATIONAUX A DECLINER SUR LE TERRITOIRE

Conformément à l'article L. 541-1 du Code de l'Environnement, modifié suite à la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, aux directives cadres européennes sur les déchets de 2018, à la loi contre le gaspillage et pour l'économie circulaire de 2020.



Principe de proximité

Il s'agit d'assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production afin de répondre aux enjeux environnementaux, tout en contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes.

Principe d'autonomie des territoires



Il convient de disposer, à l'échelle territoriale, d'un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination de déchets ultimes.

4/ Une nécessaire articulation avec les autres documents de planification du territoire ou extérieures

L'organisation de la prévention et de la gestion des déchets se situe à la croisée de différentes stratégies économiques et territoriales du territoire corse en termes de soutiens aux entreprises, de développement économique, d'aménagement, etc.

Plusieurs planifications territoriales ont été ou sont en cours de formalisation sur ces sujets, et il est important de s'assurer de la cohérence de l'ensemble des politiques publiques qui ont été menées.

En ce sens, les travaux d'élaboration du plan tiendront notamment compte des orientations et plans d'actions définies à l'échelle :

- Du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (**SRDEII**), approuvé en 2017, qui identifie entre autres le développement de l'économie circulaire comme un enjeu du territoire, et qui promeut le développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS),
- Du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse (**PADDUC**), approuvé le 2 octobre 2015 par l'Assemblée de Corse, qui donne les orientations et stratégies de développement pour la Corse et vise notamment un rééquilibrage des territoires (ayant un impact direct sur les infrastructures, le tourisme, la construction...)
- Du schéma régional biomasse (**SRB**), en cours de finalisation, qui vise un développement équilibré et cohérent de filières co-existantes de production et de valorisation énergétique de la biomasse, dont les biodéchets (à noter qu'en Corse, ce schéma sera partie intégrante de la future Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), actuellement en révision),
- Du **schéma territorial des carrières**, en cours d'élaboration, qui vise notamment à une meilleure prise en compte des déchets du BTP en substitution des matériaux primaires.

En complément, une attention est également accordée aux documents de planification existants à l'échelle nationale sur la prévention, la gestion des déchets et la promotion de l'économie circulaire (feuille de route Economie Circulaire...), et à l'échelle régionale (PTPGD des régions traitant des déchets originaires de Corse notamment).

5/ Des acteurs mobilisés

5.1/ Tous les acteurs ont un rôle à jouer

Sur ce sujet encore, au-delà de la simple obligation réglementaire, l'implication de l'ensemble des parties prenantes du territoire apparaît indispensable pour enfin trouver une issue à la situation de crise que rencontre le territoire depuis de nombreuses années. **Tous les acteurs ont un rôle important à jouer :**





Etat

Organiser, financer et contrôler le respect de l'application des réglementations



EPCI

Organiser, optimiser et réaliser le service de prévention et de gestion des déchets ménagers. Mettre en œuvre des solutions adaptées et performantes de tri à la source



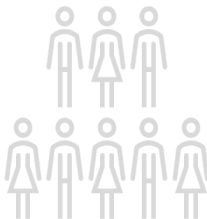
Fédérations et différentes organisations professionnelles

Informier et sensibiliser les producteurs, et contribuer à la structuration de certaines filières ;
Promouvoir la gestion des déchets comme un levier d'optimisation économique important



Associations

Contribuer à sensibiliser les différents publics.
Développer des actions complémentaires aux solutions proposées par les acteurs compétents en matière de gestion des déchets.



Usagers (ménages et professionnels)

Contribuer par des comportements plus responsables à la solutions de préventions et de gestion des déchets.



OEC

Elaborer le plan territorial de prévention et de gestion des déchets.
Promouvoir et accompagner techniquement et financièrement sa déclinaison sur le territoire.

5.2/ Une élaboration concertée avec les acteurs du territoire

LA CCES POUR SUIVRE L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PTPGD

Conformément à la réglementation, une **Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi** (CCES) du plan a été mise en place, comportant des représentants des collectivités territoriales, des groupements compétents en matière de collecte et traitement des déchets, de l'État et des organismes publics, des associations (en particulier associations de protection de l'environnement et associations de consommateurs), des chambres consulaires, des éco-organismes, des organisations professionnelles, des représentants des citoyens...

La réunion d'installation de cette commission a eu lieu le 19 septembre 2019, présidée par M. François SARGENTINI, conseiller exécutif et président de l'Office de l'Environnement de la Corse, en charge de l'élaboration du PTPGD pour le compte de la collectivité territoriale. Elle s'est réunie deux fois en un an aux différentes phases clés d'élaboration du plan pour que l'ensemble des acteurs soient tenus informés de l'avancée de la démarche, expriment leur avis et contribuent à son déploiement.

LES GROUPES DE TRAVAIL

L'engagement fort de l'ensemble des parties prenantes est essentiel, la participation des acteurs aux travaux d'élaboration, notamment à l'occasion des groupes de travail a été crucial pour identifier, caractériser et coordonner les actions envisageables à l'échelle de chacun.

Deux sessions de quatre groupes de travail se sont ainsi tenues sur le premier semestre 2020 malgré la crise sanitaire, pour dans un premier temps échanger sur les enjeux territoriaux, et dans un second temps débattre des orientations à retenir pour le territoire.



Déchets ménagers et assimilés

2 GT les 18 juin et 9 juillet 2020

149 invités à chaque session

Des ateliers dédiés au financement, aux biodéchets, aux emballages et papiers, aux déchets résiduels et à la prévention



Déchets des activités économiques

2 GT les 16 juin et 9 juillet 2020

130 invités à chaque session

Des ateliers dédiés au tri 5 flux, à la collecte des déchets dangereux, à la distribution et aux flux assimilés



Déchets du BTP

2 GT les 5 juin et 7 juillet 2020

135 invités à chaque session

Des ateliers dédiés au bâtiment et aux TP



Economie circulaire

2 GT les 16 juin et 7 juillet 2020

151 invités à chaque session

Des ateliers dédiés aux ressources, à la consommation, au réemploi, à la déclinaison locale d'actions

LE FUTUR PTPGD : ELEMENTS CLES A RETENIR

Une planification réglementaire de la prévention et de la gestion de tous les déchets à 6 et 12 ans ;

Une planification dans la continuité des planifications précédentes ;

Un champ d'actions encadré par la réglementation nationale, dans une logique de respect de la hiérarchisation des modes de traitement et de l'essor d'une nouvelle économie plus circulaire ;

La nécessaire implication de l'ensemble des parties prenantes pour faire émerger une planification aux réalités du territoire et dans le champ des compétences et responsabilités de chacun ;

Un calendrier contraint par l'urgence de la situation, une concertation réalisée malgré la crise COVID-19 et tenant compte du calendrier électoral pour favoriser l'appropriation et la mise en œuvre du plan d'actions

Chapitre 2 Prévention et gestion des déchets : des perspectives d'amélioration à tous les niveaux et pour tous les types de déchets

1/ Préalable : Le territoire corse, de multiples particularités

1.1/ Une population permanente en augmentation, une population saisonnière également structurante

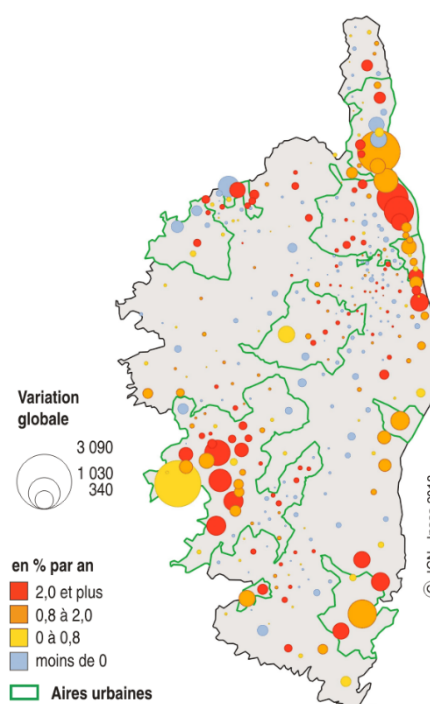
1.1.1/ Éléments clés issus du recensement INSEE 2017

Selon les données de l'INSEE, la Corse compte 335 000 habitants au 1^{er} janvier 2017. La tendance est à l'augmentation de la population avec une croissance annuelle moyenne de 1,1 %. Cette hausse est 2 fois supérieure à celle de la France métropolitaine (0,45 % de croissance moyenne annuelle).

Depuis 10 ans, cette augmentation de population est soutenue à l'échelle des deux départements Corse et expliquée partiellement par les migrations. Comparée aux autres régions, la Corse est ainsi la région qui a la croissance démographique la plus importante entre 2007 et 2017.

Les agglomérations d'Ajaccio et de Bastia ont une croissance démographique supérieure à la moyenne nationale mais ce sont les couronnes de ces 2 grands pôles urbains qui sont les territoires les plus dynamiques de l'île avec des croissances annuelles moyennes supérieures à 2 %.

Figure 1 : Dynamisme démographique du territoire entre 2011 et 2016 (source, INSEE, 2018)



La Corse est toutefois une région âgée : trois résidents sur dix ont 60 ans ou plus et un sur dix a plus de 75 ans, soit des proportions supérieures à la moyenne nationale. Sous les effets conjugués de l'allongement de l'espérance de vie et de la faible natalité, la population est vieillissante. Ce paramètre est à prendre en compte à la fois pour l'organisation des campagnes de sensibilisation, et pour l'évolution de la production de certains déchets (déchets d'activité de soin notamment).

Le parc de logements est constitué à 50,8 % de maisons individuelles et de 48 % d'appartements, ce qui influence localement l'organisation des précollectes et collectes.

Tableau 1 : Estimations de la population par EPCI (source : INSEE via OEC)

	2017		2018	
	Pop INSEE	Pop DGF	Pop INSEE	Pop DGF
Communaute d agglomeration Bastia	57 306	59 503	58 098	60 351
Communaute d agglomeration Pays Ajaccien	83 756	89 188	83 997	89 695
Communaute de communes Alta Rocca	8 447	15 568	8 479	15 773
Communaute de communes Calvi-Balagne	11 718	18 638	11 785	18 901
Communaute de communes Cap Corse	6 800	10 888	6 808	10 968
Communaute de Communes Casinca-Castagniccia	12 196	15 833	12 367	15 932
Communaute de Communes Celavo-Prunelli	8 328	10 202	8 467	10 393
Communaute de communes Centre Corse	9 729	11 136	9 693	11 063
Communaute de communes Costa Verde	9 675	14 695	9 951	15 064
Communaute de communes Fium Orbu Castellu	2 576	3 140	2 577	3 142
Communaute de Communes Ile Rousse-Balagne	10 561	16 967	10 422	16 862
Communaute de communes Marana Golo	22 639	25 527	23 186	26 158
Communaute de Communes Nebbiu-Conca d Oru	6 855	9 811	7 061	10 208
Communaute de communes Oriente	1 769	3 723	1 790	3 787
Communaute de Communes Ouest Corse	7 593	14 548	7 586	14 735
Communaute de Communes Pasquale Paoli	6 278	9 469	6 272	9 506
Communaute de Communes Pieve d Ornano	4 555	7 313	4 577	7 408
Communaute de communes Sartenais-Valinco	11 400	15 651	11 485	15 984
Communaute de Communes Sud-Corse	20 312	31 565	20 680	33 000
Hors Périmètre SYVADEC	21 719	31 421	22 002	31 950
Total général	324 212	414 786	327 283	420 880

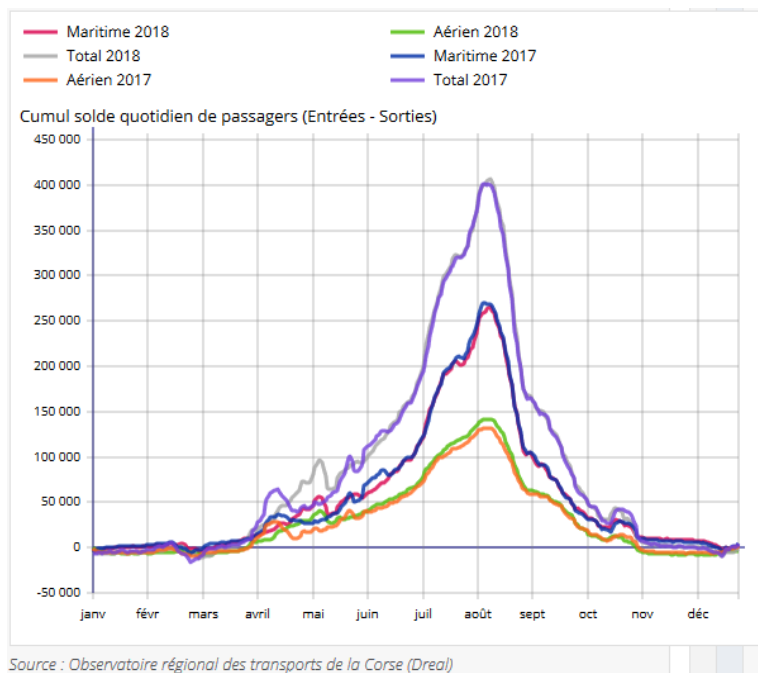
1.1.2/ Une population doublée en période estivale

La Corse dispose de quatre aéroports internationaux à Ajaccio, Calvi, Porto-Vecchio et Bastia, et de sept ports totalisant un peu moins de 8,5 millions de passagers en moyenne annuelle pour le transport extérieur.

Compte-tenu de l'attractivité du territoire, le solde des arrivées et départs de passagers sur la période estivale se traduit par la présence quotidienne de 200 000 à 300 000 personnes supplémentaires sur le territoire insulaire. Selon l'INSEE, cet afflux dépasse même les 300 000 personnes du 19 juillet au 23 août. En particulier, le 13 août 2018, la Corse a accueilli 407 000 personnes de plus que sa population résidente, ce qui représente plus du doublement de la population.

Certaines collectivités côtières voient ainsi leur population augmenter de plus de 50 % (CC Sud Corse, CC Ile-Rousse-Balagne, ...), voir de plus de 80 % (CC Alta Rocca, CC Spelunca Liamone - Territoire ouest corse...), ce qui a de profondes répercussions sur les natures et volumes de déchets générés, et donc les moyens à déployer pour les gérer.

Figure 2 : Variation de population quotidienne générée par les trafics maritimes et aériens du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 (INSEE)

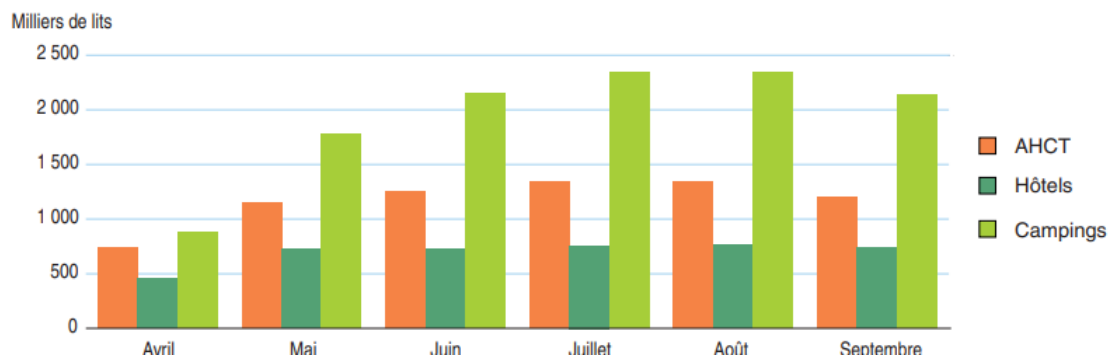


En 2018, les touristes ont passé 10,9 millions de nuitées dans les hébergements touristiques marchands. La fréquentation croît modérément de 0,6 % sur un an, la seule région de la moitié sud de la France à bénéficier d'une évolution favorable. Ce paramètre sera à prendre en compte dans le cadre de l'analyse prospective.

Celle-ci est portée par l'hôtellerie de plein air et, dans une moindre mesure, par l'hôtellerie traditionnelle, le nombre de nuitées dans les autres hébergements collectifs étant en baisse.

Les gérants de ces établissements tout comme les usagers sont des cibles particulières à prendre en compte dans l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation.

Figure 3 : Capacités mensuelles en lits touristiques durant la saison 2018 (INSEE)



AHCT : autres hébergements collectifs de tourisme

1.1.3/ Population retenue pour l'année de référence du Plan 2018

Plusieurs indicateurs sont suivis annuellement par l'INSEE :

- La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune,
- La population comptée à part comprend les personnes dont leur résidence habituelle est dans une autre commune (étudiants, résidences secondaires),
- La population totale est la somme de la population municipale et de la population comptée à part. Elle sert de base pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF).

Afin de prendre en compte l'impact de l'activité touristique sur la gestion des déchets, la population retenue pour l'année de référence du plan est la population DGF de l'année 2018, soit 420 000 habitants.

Population retenue pour l'année 2018 : 420 000 habitants (population DGF)

1.2/ Une géographie impactante pour l'organisation logistique de la gestion des déchets

La Corse présente une superficie de 8 680 km², soit 1,6 % du territoire métropolitain. Elle se situe à 177 km au sud-est de la Côte d'Azur, à 85 km de l'ouest de la Toscane et à 12 km du nord de la Sardaigne.

L'île est d'une longueur de 183 km et d'une largeur de 83 km pour un périmètre de plus de 1 000 km du fait de la présence de nombreuses baies, dont le tiers environ forment des plages.

Elle présente l'altitude la plus élevée des îles de Méditerranée occidentale avec une moyenne de 568 m d'altitude et une surface de 1 614,4 km² au-dessus de 1 000 m. Elle se caractérise notamment par la présence de 8 massifs montagneux dont quatre dépassent les 2 000 m d'altitude, les plus importants étant le Monte Cinto (2 710 m) et le Monte Rotondo (2 625 m).



Figure 4 : Cartographie de la Corse (source : EE PPGDD Corse)

Le territoire possède de fortes dénivellations. En effet ses plus hauts sommets sont situés à moins de 40 km de la côte. La crête principale est représentée par le massif du Monte Cinto, qui comporte plus de 100 sommets au-dessus de 2 000 m.

La côte Ouest est plus exposée aux vents dominants, elle est plus découpée, et creusée de golfes profonds.

Cette configuration contraint largement le développement et l'implantation des infrastructures de transport sur le territoire.

Le réseau routier est de l'ordre de 7 400 km, dont 561 km de routes territoriales et 4 446 km de routes départementales.

En parallèle du réseau routier, le réseau ferroviaire s'étend sur une distance de l'ordre de 230 km, la ligne principale étant la ligne Ajaccio-Bastia.

Figure 5 : Réseau des principales infrastructures de transport en Corse (source : La Corse en bref, INSEE, 2019)



1.3/ Un patrimoine naturel exceptionnel

La Corse est dotée d'un patrimoine naturel riche (biodiversité, habitat...). Les enjeux de préservation sont importants. Leur prise en compte est indispensable pour les problématiques de gestion des déchets ; cet enjeu est très largement développé dans le rapport environnemental associé à la présente planification.

1.4/ La Corse en 6 grands territoires et quelques zones particulières

La démarche de planification s'appuie généralement sur une vision globale à l'échelle de tout le territoire et s'affranchit par conséquent de certaines particularités locales qui pourtant ont leurs incidences sur la prévention et la gestion des déchets. L'OEC et les acteurs ont souhaité élaborer un PTPGD en conservant une approche territorialisée ; il a donc été retenu d'élaborer et **construire le plan à une échelle plus fine que celle globale du territoire Corse.**

Le découpage en secteurs a pour objectif de regrouper les EPCI confrontés aux mêmes caractéristiques territoriales afin de projeter des territoires de coopérations et de mutualisations possibles. Pour autant, ce découpage ne se substitue pas aux logiques de découpage pour la valorisation et le traitement existant sur le territoire.

Pour définir l'échelle la plus adéquate notamment pour la mise en œuvre du plan, plusieurs contraintes ont été prises en compte :

- Respect à minima des frontières des EPCI, compétents en matière de gestion des déchets,
- Prise en compte des particularités démographiques, économiques, géographiques de chaque EPCI pour construire des territoires cohérents.

Sur cette base, **6 GRANDS TERRITOIRES ONT ETE DESSINES** en considérant quelques zones particulières.

Note sur les « poches de grande ruralité » (95 communes)

Les « poches de grande ruralité » sont des espaces de faible densité démographique et économique, excentrés où des solutions locales efficaces devraient être recherchées. Porto y est une exception (forte activité touristique) et un exemple (gestion autonome des déchets par certains professionnels du tourisme).

Note sur les « zones de coopération potentielles » (5 communes)

Les « zones de coopération potentielle » ou « espaces de coopération territoriale » pour déchets et matières transformables, sont des zones relevant d'un EPCI dont la configuration géographique amène l'opportunité de coopérer avec l'EPCI voisin (5 communes).

Pour élaborer ce découpage les éléments pris en compte sont les suivants :

- Approche cartographique de la situation démographique et économique de la Corse au moment du PADDUC (début des années 2010) voir Chapitre 7 Annexe 2,
- Les valeurs initiales caractéristiques et représentatives de chaque territoire sur le plan démographique, économique, habitat, tourisme et BTP voir Chapitre 7 Annexe 2.

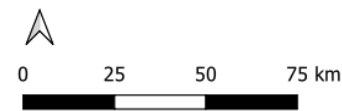
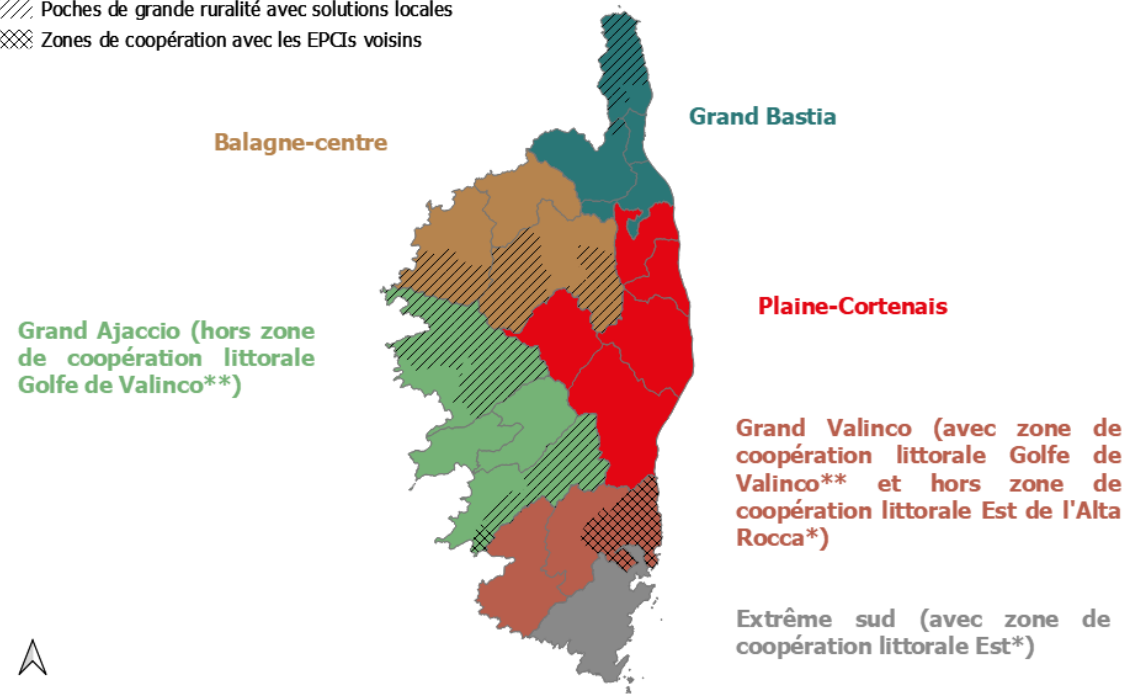


Figure 6 : Carte des 6 grands territoires corses et les zones particulières

Légende

- Contours des EPCIs
- Particularités internes à prendre en compte
 - //// Poches de grande ruralité avec solutions locales
 - XXXX Zones de coopération avec les EPCIs voisins

Grands territoires de Corse et leurs particularités



Source : AAC / Antrastrada / Elcimai 2020

* Zone de coopération littorale est (Solenraza, Conca, Zonza, San Gavino di Carbini)

** Zone de coopération littorale du Golfe du Valinco (Serra di Ferro)

2/ L'état des lieux de la production et de l'organisation des déchets en Corse

L'état des lieux de la production et de l'organisation des déchets en Corse présenté ci-après contient les éléments demandés par le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016, codifié aux articles L. 541-13 et R. 541-13 et suivants du Code de l'Environnement.

Pour une meilleure lisibilité, cette partie est présentée selon le déroulé suivant :

- Les actions de prévention engagées en vue de réduire la production des déchets,
- La production et la gestion des **déchets non dangereux**, incluant :
 - Les déchets ménagers et assimilés (DMA), c'est-à-dire les déchets issus de l'activité domestique des ménages et des activités économiques collectés dans les mêmes conditions que ceux-ci, soit :

Les déchets « quotidiens », collectés par les collectes traditionnelles : ordures ménagères résiduelles et collectes sélectives de recyclables (comprenant les emballages / papiers et le verre).

Les déchets occasionnels, c'est-à-dire, les déchets collectés en déchèteries (encombrants, cartons bruns, déchets verts, ...) ainsi que les déchets verts et les encombrants collectés en porte à porte.

Les déchets d'assainissement.

- Les déchets des activités économiques, hors déchets du BTP :
 - Des déchets valorisables : verre, métaux, cartons, papiers, bois, plastiques, ...
 - Des déchets organiques (hors déchets agricoles),
 - Des déchets en mélange.
- La production et la gestion des **déchets dangereux**. Selon l'article R. 541-8 du Code de l'environnement « sont considérés comme dangereux les déchets qui présentent une ou plusieurs des propriétés énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 ». Ces critères de dangerosité sont larges et concernent aussi bien la santé que l'environnement (inflammable, comburant, irritant, écotoxique, ...).
- La production et la gestion spécifiques des **déchets du BTP**, qui concernent l'ensemble des déchets produits par les activités du bâtiment et des travaux publics.

L'origine des informations présentées est systématiquement précisée, ainsi que lorsque cela est nécessaire les incertitudes associées notamment pour les DAE et déchets du BTP ; dans le même état d'esprit, les informations manquantes sont identifiées lorsque leur absence nuit à l'appréciation des enjeux sur le territoire.

A noter que cet état des lieux a bien intégré la réalisation d'un bilan de la mise en œuvre des différents plans d'actions précédents mais qui n'a pas été formalisé.



2.1/ Des démarches de prévention qui se multiplient à l'échelle du territoire

La prévention, de quoi parle-t-on ?

La **prévention des déchets** peut être définie comme l'ensemble des mesures et des actions prises en amont (c'est-à-dire avant la gestion d'un déchet, notamment au niveau de la conception, de la production, de la distribution et de la consommation d'un bien) visant à réduire l'ensemble des impacts environnementaux et à faciliter la gestion ultérieure du dit déchet (notamment par la réduction en amont des quantités produites et/ou la réduction de leur dangerosité, par l'amélioration de leur caractère réutilisable ou valorisable...).



Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas. En ce sens, la prévention constitue un enjeu prioritaire à l'échelle du territoire corse, à l'instar du territoire national.

Le détail des actions identifiées est présenté dans l'état des lieux détaillé en annexe du PTPGD. Les éléments essentiels à retenir sont les suivants :

La prévention de la production des déchets des ménages

Des dynamiques de prévention des déchets engagées par les territoires :

- Des actions engagées très tôt, dès 2001 par certains territoires (ex SIVOM de l'Ostriconi),
- Une dynamique historique qui s'est formalisée en 2009 par un PLPD territorial 2009-2014 porté par le SYVADEC,
- Puis un programme de prévention établi dans le cadre de l'élaboration du PPGDND pour la période 2012-2024.

La déclinaison de ce programme d'actions ne s'est pas formalisée, à ce jour, par l'élaboration de PLPDMA, bien que ces documents de planification soient obligatoires depuis 2012. Toutefois plusieurs initiatives ont été mises en œuvre :

- 5 lauréats des appels à projet « Territoires zéro déchets, zéro gaspillage » : Le SYVADEC, la Communauté d'agglomération du Pays Ajaccien, la Communauté d'agglomération de Bastia, la Communauté de communes du Fium'Orbu-Castellu et la Communauté de communes de l'Oriente
- Plus de 25 000 composteurs individuels distribués sur le territoire et 12 plateformes de compostage partagé soit près d'1/3 des maisons équipées (gisement détourné estimé à 2 000 tonnes de biodéchets soit environ 50 kg/composteur/an)
- Des associations œuvrant à la sensibilisation du grand public et participant à la prévention de la production des déchets.



CORSE
(MOBILITÉS) SOLIDAIRE



Cette dynamique territoriale est soutenue et encouragée par l'Office de l'Environnement de Corse et l'ADEME, qui proposent des financements pour développer différents leviers d'optimisation : **43 projets ont ainsi été financés en 2016 et 2017 pour 800 000 € de subventions.**

La prévention de la production des déchets des professionnels

Plusieurs actions sont également engagées afin de sensibiliser les professionnels à la réduction de leurs déchets.

Elles concernent à la fois le relai de démarches nationales sur le territoire, ou le développement d'initiatives locales.

L'OEC et l'ADEME assurent ce rôle de relai et mènent plusieurs actions pour aider les professionnels à réduire leur production de déchets :

- Accompagnement dans le lancement de démarches d'écoconception,
- Etude de mises en œuvre de filières déchets ou d'optimisation des flux,
- Sensibilisation via les 18 fiches thématiques mise à disposition,
- Appel à projet Economie Circulaire en 2020,
- Et de manière ciblée pour le secteur touristique avec la promotion de l'hôtellerie durable et du tourisme écoresponsable et le projet RISPETTU. En 2018, 21 Hôtels, 1 Village de vacances et 5 résidences étaient engagées dans la démarche. Une aide logistique à ce projet est assurée par le SYVADEC.

Bien que les initiatives soient moins mises en avant pour les autres secteurs d'activités, elles n'en restent pas moins présentes sur le territoire. Les acteurs du BTP, par exemple, témoignent du développement de réemploi sur chantier de certains déchets inertes.

La prévention de la production des déchets dangereux

Il existerait peu d'actions spécifiques à la prévention de la production de déchets dangereux.

Certains programmes déployés par l'Office de l'environnement ou l'ADEME couvrent néanmoins ce type de déchets, notamment dans le cadre de l'écoconception ou l'optimisation des flux.

Des démarches historiques comme Imprim'vert ou Garage propre sont toujours des références pour certaines branches professionnelles.

Différents éco-organismes sont également impliqués dans des campagnes de sensibilisation sur le territoire comme à l'échelle nationale pour sensibiliser les producteurs potentiels de DEEE, lampes, piles, DDS....

Rappelons qu'un programme d'actions spécifiques avait été formalisé à l'occasion de l'élaboration du plan territorial de prévention et de gestion des déchets dangereux ancien plan (2017). Différents organismes s'étaient notamment engagés

dans ce cadre à piloter ces actions. Aucun indicateur de suivi de la mise en œuvre de ces actions n'est pour l'instant disponible.

A retenir concernant la prévention

- Plusieurs démarches ZDZG complémentaires engagées par les 2 Communautés d'agglomération, les 2 Communautés de communes et le SYVADEC,
- De nombreux dispositifs d'accompagnement et de soutiens proposés par les pouvoirs publics,
- Une visibilité des initiatives à parfaire pour une meilleure efficacité,
- Des démarches de sensibilisation de tous les publics à poursuivre et développer.

2.2/ Une production de déchets ménagers bien cernée

19 EPCI COMPÉTENTES EN MATIÈRE DE COLLECTE

19 EPCI exercent la compétence collecte des déchets ménagers.

L'OEC et l'ADEME accompagnent les EPCI pour améliorer les performances de tri dans le cadre d'optimisation des services de prévention et de gestion des déchets et dans un souci de maîtriser les coûts.

Pour le traitement : une compétence très majoritairement gérée par le SYVADEC. 37 communes réparties sur 3 EPCI n'ont pas adhéré au syndicat.

Les intercommunalités adhérentes ont confié au SYVADEC la construction et la gestion, réalisée en régie, des toutes les infrastructures publiques : déchèteries appelées recycleries en Corse (y compris infrastructures de proximité : éco-points et déchèteries mobiles), quais de transfert des OMr et centres de regroupement du tri, plateformes publiques de compostage des biodéchets et végétaux.

Le plan d'actions 2019 du SYVADEC axe les efforts vers :

- Le renforcement du programme de compostage et le soutien au développement du réemploi à l'échelle territoriale,
- La collecte de nouveaux flux (huiles, bouteilles de gaz, pneus),

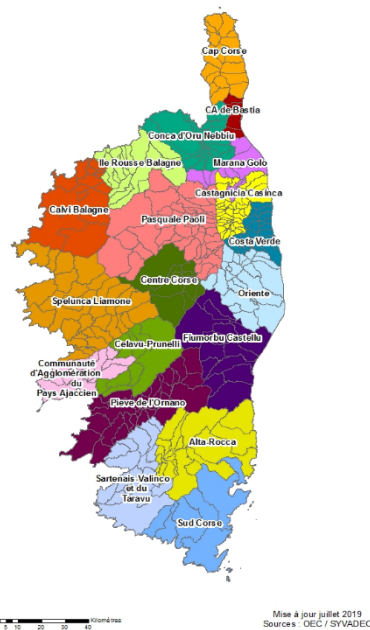


Figure 7 : Cartographie des EPCI ayant la compétence collecte en Corse (OEC, 2019)

- La modernisation et le renforcement du réseau de déchèteries et de plateformes de compostage, la création de centres de tri et de plateformes de regroupement.

UN RATIO DE PRODUCTION ELEVE PAR RAPPORT AUX RÉFÉRENCES NATIONALES

La production de DMA s'élève à environ 242 500 tonnes en Corse en 2018 soit 582 kg/hab.^{DGF} et 722 kg/hab.^{INSEE} contre 583 kg/hab.^{INSEE} en France.

Tableau 2 : Bilan des gisements de DMA en Corse (2018)

Origine des déchets	Compositions des gisements	Tonnages	Ratio ¹ (kg/hab. INSEE)	Moyenne nationale (kg/hab. ^{INSEE})
DMA Déchets non occasionnels	OMR	148 800 t	442,9 kg/hab.	261 kg/hab.
	Emballages recyclables	5 300 t	15,7 kg/hab.	47,0 kg/hab.
	Papiers	4 030 t	12,0 kg/hab.	
	Verre	11 950 t	35,6 kg/hab.	29 kg/hab.
	Biodéchets	1 840 t	5,5 kg/hab.	17,4 kg/hab.
	Cartons	6 400 t	19,2 kg/hab.	
DMA Déchets occasionnels	DEA	8 470 t	25,2 kg/hab.	468 kg/hab. (territoire touristique)
	Métaux	5 970 t	17,8 kg/hab.	
	Textiles	760 t	2,3 kg/hab.	
	Déchets verts	14 200 t	42,4 kg/hab.	
	Inertes	10 420 t	31,0 kg/hab.	
	Bois	4 580 t	13,6 kg/hab.	
Tout-venant	19 700 t	58,6 kg/hab.		
TOTAL DMA		242 420 t	721,7 kg/hab.	
Matières sèches de boues de STEU		5 980 t	17,8 kg/hab.	
TOTAL Autres DNDNI		5 980 t	17,8 kg/hab.	

La production d'OMR est largement supérieure à la moyenne nationale, tandis que des marges de progrès sont observées concernant la collecte des emballages et papiers. L'écart pour les biodéchets est dû à la couverture partielle du service de collecte séparée en 2018.

Les performances de collecte du verre et des DEA sont supérieures aux moyennes nationales. Pour un territoire touristique, les performances de collecte des déchets occasionnels sont faibles.

Des performances de collecte des déchets occasionnels faibles pour un territoire touristique (190,8 kg/hab. contre 468 kg/hab. – référence ADEME).

¹ Ratio exprimé pour l'ensemble de la population INSEE de Corse

UN POIDS FORT DES DECHETS ASSIMILES (DÉCHETS D'ACTIVITÉS)

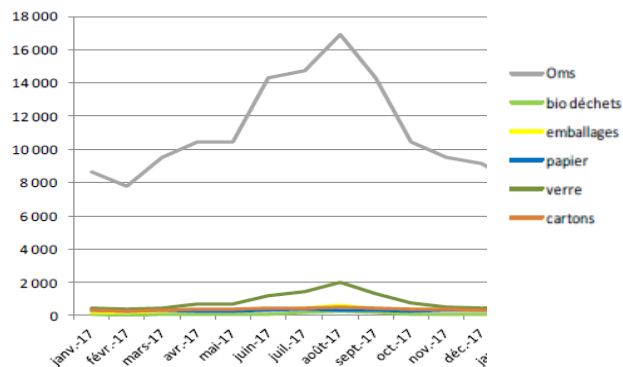
A l'échelle nationale, la part des déchets assimilés est de l'ordre de 20 % de DMA. La présence de déchets assimilés dans les DMA est plus importante en Corse (30 % selon le PPGDND 2018), liée à la structure de l'entrepreneuriat corse (part élevée de PME et TPE) et à un accès facilité au service public de gestion des déchets.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION À LA BAISSÉ

La quantité individuelle de déchets ménagers et assimilés produite (gravats compris) a été réduite de - 13,8 % entre 2010 et 2018. Hors gravats, elle a augmenté de 2 %.

DES FLUX IMPACTÉS PAR L'INFLUENCE TOURISTIQUE

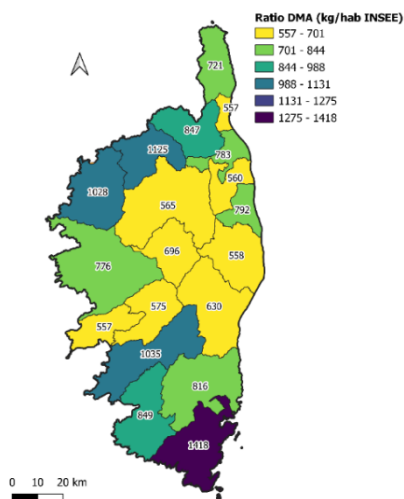
La production est marquée par saisonnalité forte liée à l'activité touristique (augmentation des ratios de production mensuelle de DMA entre 5 % et 49 % selon les EPCI).



Les flux les plus impactés par ces variations sont les OMr, la CS et le verre.

Figure 8 : Variation des tonnages selon la saisonnalité

DES DISPARITÉS TERRITORIALES DANS LA PRODUCTION DES DMA



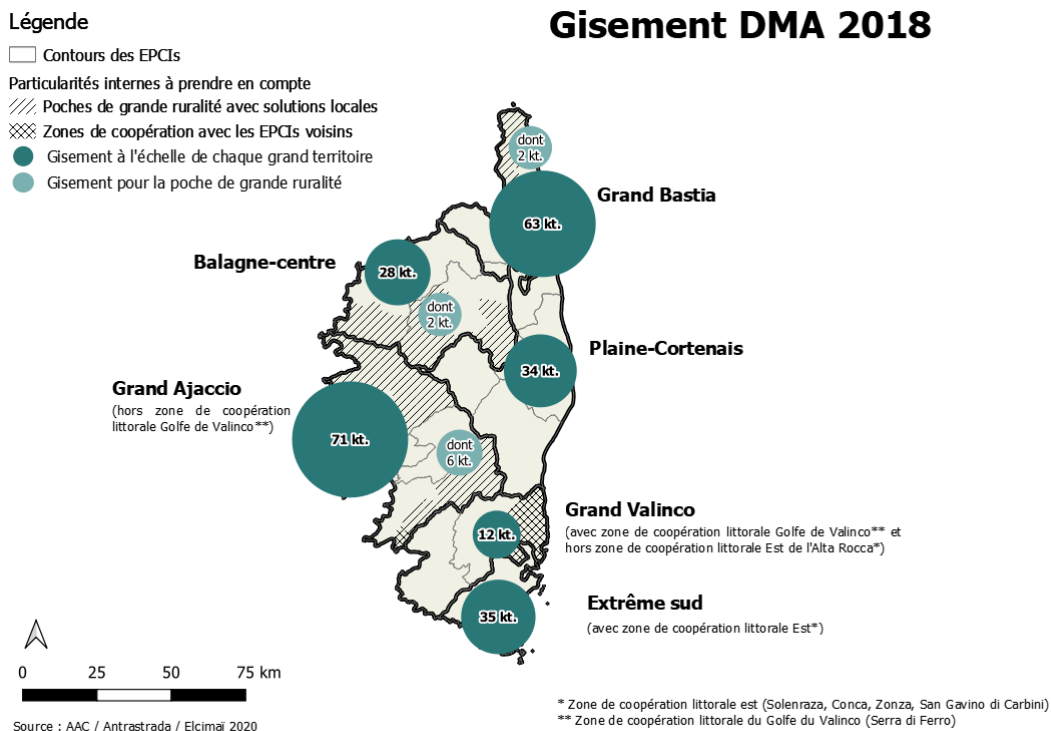
Des disparités territoriales de production de DMA (ratio par habitant) sont observées, liées à plusieurs contraintes (zones touristiques, typologie d'habitat, densité de population, habitudes de tri).

Figure 9 : Production de DMA par EPCI en 2018 en kg/hab. INSEE (Source : OEC, SINOE, SYVADEC)

APPROCHE TERRITORIALISÉE DES GISEMENTS PRODUITS

Ces gisements sont déterminés en fonction de la production de chaque EPCI, de la population DGF et des lits professionnels (taux de remplissage 50 % sur une saison de 6 mois).

Figure 10 : Production de DMA en tonnages selon le découpage des 6 grands territoires corses en 2018 (Source : Elcimai, AntraStrada, AAC)



DES MARGES DE PROGRÈS SUR LA VALORISATION DES OMR, FLUX MAJORITAIRE

Les OMR collectés en mélange reste le gisement majoritaire des DMA, représentant 60 %.



Les marges de progrès de tri restent significatives en Corse avec 70% du gisement OMr qui pourrait être valorisés :

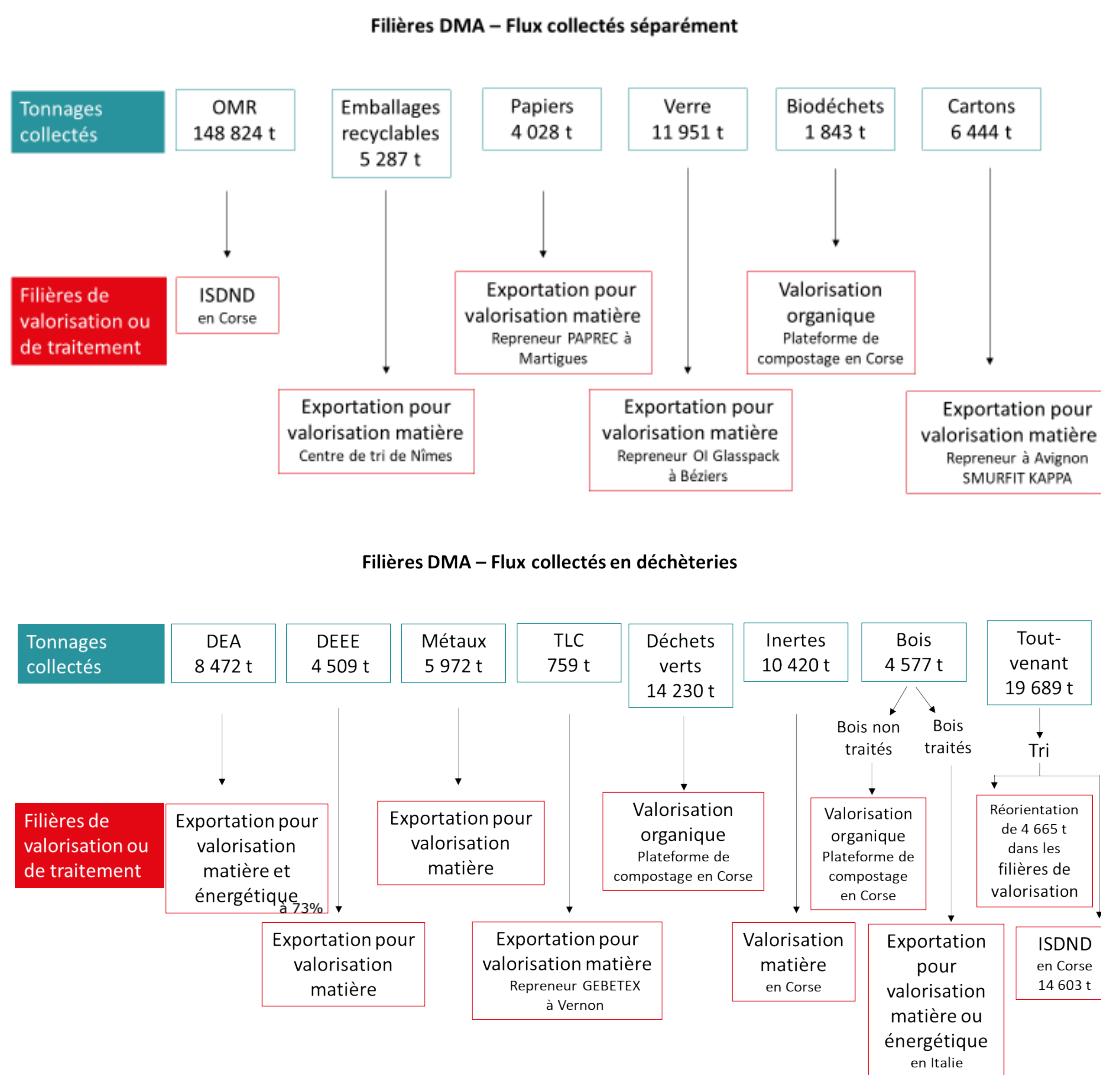
Nature des déchets	Pourcentage
Gaspillage alimentaire (Produits alimentaires emballés)	4,4 %
Biodéchets (Déchets alimentaires)	22,3 %
Déchets recyclables (papiers, emballages, verre)	24,9 %

Nature des déchets	Pourcentage
Extension des consignes de tri (barquette, films alimentaires, pots, ...)	7,4 %
Autres déchets recyclables (DEEE, textiles, DDS, cartons, ...)	11 %
Déchets résiduels	30 %

UN TAUX DE VALORISATION MATIÈRE GLOBALE A FAIRE PROGRESSER

Le stockage des déchets reste la filière de traitement majoritaire des DMA, représentant 66% des gisements produits en 2018. Seulement 26 % des tonnages sont orientés en valorisation matière.

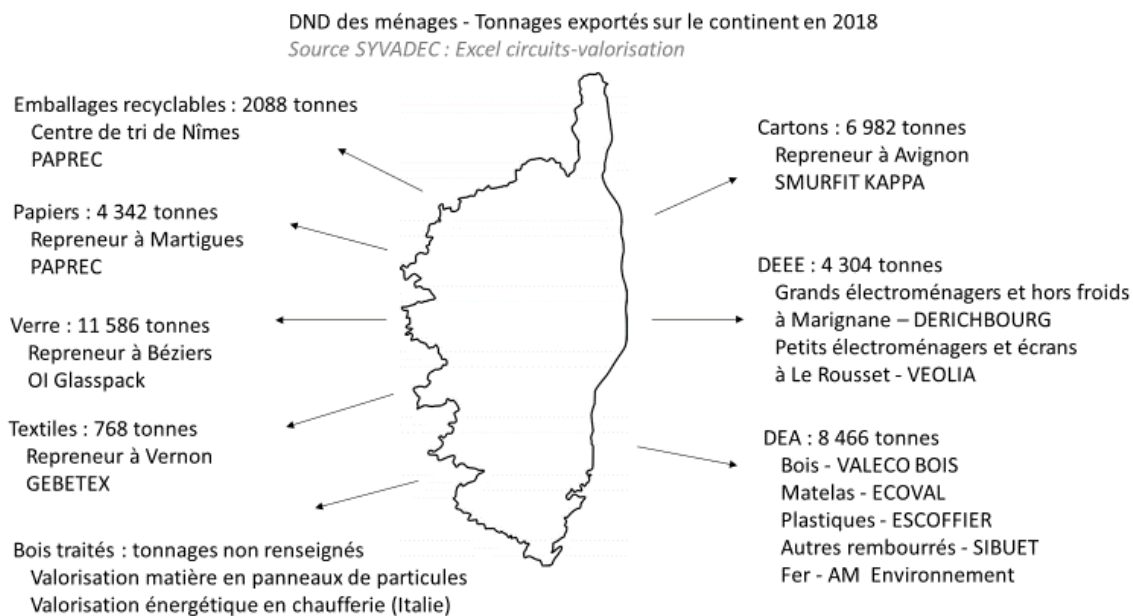
Figure 11 : Bilan des flux de DMA



ZOOM SUR L'EXPORTATION DES DMA

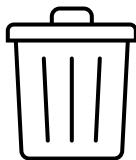
Seuls les déchets verts, les biodéchets et les gravats sont valorisés en Corse. Les emballages et papiers cartons sont acheminés sur le continent. Aucun flux non valorisable n'est exporté en situation normale ; les OMR et la fraction non valorisable du tout-venant sont enfouis dans les ISDND du territoire.

Figure 12 : Bilan des tonnages de DMA exportés (SYVADEC, 2018)



A RETENIR POUR ...

Les OMR



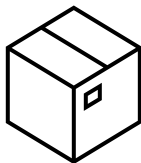
- Un gisement collecté de 149 000 tonnes en 2018 sur le territoire représentant 60 % des DMA, connu précisément,
- Une production individuelle de 354 kg/hab. ^{DGF}/an largement supérieure à la moyenne nationale mais des progrès importants enregistrés ces dernières années (la production en 2018 est inférieure de 8,57 % à celle de 2010, alors que la population est en hausse de près de 30 000 habitants),
- Des marges de progrès significatives, 70 % des OMR pourraient faire l'objet d'une valorisation
- Une collecte principalement effectuée en porte-à-porte,
- Une élimination par stockage.

- Un gisement collecté de 5 300 tonnes d’emballages recyclables et de 4 000 tonnes de papiers collectés en 2018 sur le territoire soit 25 % du gisement potentiellement captable,
- Des performances doublées depuis 2015, pour les emballages et réhaussées d’un tiers pour les papiers, mais qui restent inférieures aux références nationales
- Une marge significative de progrès : 44 kg/hab.^{INSEE} d’emballages et 37 kg/hab.^{INSEE} de papiers présents dans les OMr en 2018. Actuellement 75 % d’emballages et 78 % de papiers ne seraient pas valorisés,
- 96 % de la population couvert par le service de collecte sélective en 2018, 100 % en 2019,
- Une extension des consignes de tri déployée mi-2018, une harmonisation des consignes de tri sur le territoire
- Un pré-tri réalisé sur le territoire mais affiné sur le continent.

Les emballages et papiers recyclables



Le carton



- Un gisement collecté de 6 400 tonnes en 2018 sur le territoire, (15,3 kg/hab.^{DGF} et 19,1 kg/hab.^{INSEE}) soit 53 % du gisement potentiellement captable
- Un gisement potentiel de 20 kg/hab.^{INSEE} présent dans les OMr, 47% des cartons ne seraient pas valorisés,
- Une collecte déployée sur l’ensemble des EPCI,
- Une fois conditionnés les cartons sont exportés sur le continent pour être valorisés.

- Des performances de collecte supérieures à la moyenne nationale : 12 000 tonnes collectées soit 28,4 kg/hab.^{DGF/an} et 35,6 kg/hab.^{INSEE/an}, (5 % des DMA), mais seulement 53 % du gisement potentiellement captable,
- Une progression de + 60 % depuis 2015,
- Un gisement potentiel de plus de 28 kg/hab.^{INSEE/an} de déchets de verre présents dans les OMr, 47 % du verre ne serait pas valorisé,
- Le verre est regroupé sur des quais de transfert puis recyclé sur le continent. Des études sont en cours pour la recherche de solutions locales de valorisation dont le réemploi des bouteilles avec consignes et le broyage fin, pour emploi comme additifs pour ciments et bétons pour les verres ne pouvant être réemployés.

Le verre



Biodéchets



Ainsi, par biodéchets, sont ciblés :

- La fraction organique produite par les ménages et les entreprises ;
- Les déchets organiques produits par les collectivités (restauration collective, ...)
- Les déchets verts produits par les ménages, les collectivités et les professionnels (paysagistes, ...)

Les déchets faisant l'objet d'un compostage individuel ou de quartier ne sont pas pris en compte ici car ils font l'objet d'une réduction à la source.

Les contraintes réglementaires se sont durcies ces dernières années concernant la prévention et la gestion de cette fraction, qui représente une part conséquente du bac d'ordures ménagères d'un français (27% selon source MODECOM ADEME 2017).

Sa gestion doit répondre à :

- Une obligation de tri à la source et de valorisation pour tous les producteurs de plus de 10 t/an de biodéchets depuis le 1er janvier 2016 ;
- Une généralisation du tri à la source d'ici 2024.

En Corse :

Le traitement séparatif des biodéchets est une priorité. L'OEC et l'ADEME accompagnent sur ce sujet les EPCI sur le plan financier et opérationnel.

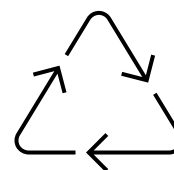
- A ce jour, le gisement collecté est de 1 840 tonnes en 2018 pour les 10 EPCI concernées (principalement pour les gros producteurs), soit 8,5 kg/hab.^{DGF}/an (5,5 kg/hab.^{INSEE}/an), seulement 5 % du gisement potentiellement captable,
- Un gisement potentiel de l'ordre de 34 000 à 40 000 t selon les hypothèses
- Un service de collecte assuré en régie pour les 10 EPCI qui l'ont mis en place, une collecte majoritairement réalisée en porte-à-porte pour des gros producteurs (professionnels de restauration),
- Une valorisation organique locale sur les plateformes de compostage, dont le réseau est en cours de développement.

En Corse les points de collecte des déchets occasionnels au sens de l'ADEME sont appelées des recycleries. Toutefois ce terme répond à une autre fonction et d'autres structures dont l'objectif est le réemploi, la réparation et la réutilisation. Ainsi pour clarifier les termes employés, la suite du document fait mention de :

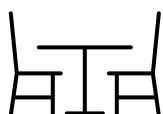
- **Déchèterie** : toute installation permettant la collecte des déchets occasionnels (métaux, cartons, bois, tout venant ...) et dont les filières sont propres à chaque flux. Il s'agit de points de collecte de proximité.
- **Recyclerie** : toute installation dédiée au réemploi, la réparation et la réutilisation

- Un gisement collecté de 64 100 tonnes en 2018 sur le territoire, 152 kg/hab.^{DGF}/an et 190 kg/hab.^{INSEE}/an. Des performances en progression depuis 2010. Les flux principaux sont le tout-venant, les déchets verts et les inertes qui représentent 65 % des gisements collectés,
- Des déchèteries principalement gérées par le SYVADEC,
- Des performances de collecte faibles pour un territoire touristique (468 kg/hab. ^{INSEE} d'après les références nationales),
- Les flux collectés en déchèteries et valorisés sont les DEA, les métaux, les DEEE, les déchets verts, les inertes et la fraction valorisable du tout-venant,
- Une optimisation de la valorisation des gisements collectés, notamment grâce au tri du tout-venant (100 % du tout-venant fait l'objet d'un tri depuis 2017 et 45 % soit 4 665 tonnes sont valorisées),
- Le développement du réemploi s'intensifie (3 déchèteries ont un partenariat mais une étude est en cours pour une mise en place généralisée à toutes les déchèteries et plusieurs EPCI se lancent également dans des études sur le sujet).

Déchets occasionnels (tous)



Zoom sur les DEA



Pour les déchets d'ameublement ménagers :

- 8 500 tonnes en 2018 soit 20 kg/hab.^{DGF}, soit 25 kg/hab.^{INSEE},
- Des performances en progression et 2 fois supérieurs à la moyenne nationale,
- L'efficacité du captage est de 97 %,
- Une marge de progrès identifiée concerne la promotion du réemploi et de la réparation/réutilisation,
- Une filière gérée par Eco-mobilier (éco organisme).

Pour les déchets d'ameublement professionnels :

- 2 673 tonnes collectées en 2019,
- Une filière gérée par Valdelia (éco organisme).

- 1 borne pour 3 000 habitants (contre 1 pour 1 500 en France),
- Une collecte assurée a priori exclusivement par le secteur public,
- Seulement 11 % du gisement potentiel capté, 760 tonnes,
- Des performances de collecte inférieures aux performances nationales, 2,4 kg/hab.^{INSEE} contre 3,6 kg/hab.^{INSEE} en France (niveau de collecte équivalent PACA),
- Les tonnages captés semblent insuffisants pour créer un centre de tri des TLC en Corse. Cependant, des démarches de prévention et d'économie circulaire peuvent être promues localement et l'exportation des tonnages peut être revue pour limiter les distances parcourues.

Zoom sur les TLC



Les déchets d'assainissement



Des progrès significatifs sur la gestion des déchets d'assainissement en Corse :

- Une densification des STEP (223 en 2017 contre 85 en 2009),
- Une valorisation organique majoritaire des 6 000 tonnes de matières sèches de boues produites,
- Le déploiement d'installations de valorisation sur l'île permettant de limiter les exports.

Aucune information récente n'est disponible pour les autres gisements de déchets d'assainissement (refus de dégrillage, flux issus de l'assainissement non collectif...).

Une actualisation de ces données est prévue au cours de l'année 2020, ce qui permettra de connaître plus finement les gisements et les destinations des déchets d'assainissement collectif de Corse, et ainsi de définir les enjeux pour l'analyse prospective.

Les éléments détaillés de chaque flux sont présentés dans l'annexe Etat des lieux détaillés.



COÛTS ET FINANCEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS : ELEMENTS CLES

- Un service majoritairement financé par la TEOM (16 EPCI sur 19) et par la redevance spéciale (10 sur 19 EPCI),
- Aucun EPCI n'a mis en place la tarification incitative en 2018 mais plusieurs études et expérimentation sont en cours,
- 11 EPCI remplissent leur matrice ComptaCoût en 2018,
- Les coûts de gestion sont élevés sur le territoire : 243 €HT/hab.^{INSEE}/an en Corse contre 93 €HT/hab.^{INSEE}/an pour la moyenne nationale, pour l'ensemble des flux ménagers.
- Les coûts sont majoritairement liés à la collecte et au transport des déchets (60%) contre 28% pour le traitement (détail en annexe 3).

LES ENJEUX ACTUELS

Promouvoir la prévention

Compte tenu du gisement de DMA très élevé, les démarches de prévention engagées sur le territoire sont à poursuivre et à développer notamment sur les thématiques émergentes du réemploi et de la réparation.

Réduire la fraction résiduelle (OMr et TV)

La prévention est un des axes majeurs d'actions au vu :

- De la fraction évitable dans les OMR (70 %),
- De l'enjeu de réduction des tonnages admis en ISDND

Améliorer le tri (notamment pour les flux soumis à filières REP et les biodéchets)

Les performances de tri à la source peuvent être améliorées en raison :

- Des possibilités de déploiement de solutions facilitant le tri à la source,
- Du potentiel de valorisables restant encore dans les OMr et tout venant,
- Des nouvelles filières REP à mettre en place (leur mise en place opérationnelle n'est pas encore connue).

Mieux connaître la part des assimilés

Bien que la pratique des assimilés par le service public de gestion des déchets soit très ancrée sur le territoire, la part des assimilés est peu suivie.

Optimiser les organisations et coordonner les interventions

L'organisation de la gestion des DMA présente plusieurs évolutions majeures ces dernières années. Cependant, plusieurs facteurs d'optimisation et de coordination sont possible au vu :

- De la production d'OMr élevée,
- Des possibilités de déploiement de solutions facilitant le tri à la source, notamment le tri à la source des biodéchets,
- Du nombre de filières de valorisation restreintes

Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Un potentiel de développement de la valorisation matière et organique est à étudier sur le territoire en raison du fait que :

- Seule la valorisation organique des déchets verts et des biodéchets et la valorisation matière des inertes sont réalisées sur le territoire
- La collecte des biodéchets se développe,
- La dépendance des filières de valorisation sur le continent pour les flux de déchets non dangereux non inertes

Etudier la pertinence de la valorisation énergétique

Pour la fraction non valorisable sous forme matière, les possibilités de valorisation énergétique sont à étudier en raison des objectifs réglementaires de restriction des tonnages admis en ISDND.

Disposer d'exutoires pérennes pour les déchets résiduels

La Corse dispose seulement de 2 ISDND avec des dates de fin d'autorisation d'exploiter à court terme.

Maitriser les couts

Les coûts de gestion des déchets sont élevés pour l'ensemble des flux et le service est majoritairement financé par la TEOM.

2.3/ Une connaissance des déchets des activités économiques non dangereux à parfaire

Les déchets non dangereux non inertes des professionnels (DNDNI), hors déchets du BTP, regroupent un ensemble de déchets, définis par défaut, qui ne présentent aucune des caractéristiques spécifiques aux déchets dangereux et qui ne sont pas inertes (gravats). On y retrouve :

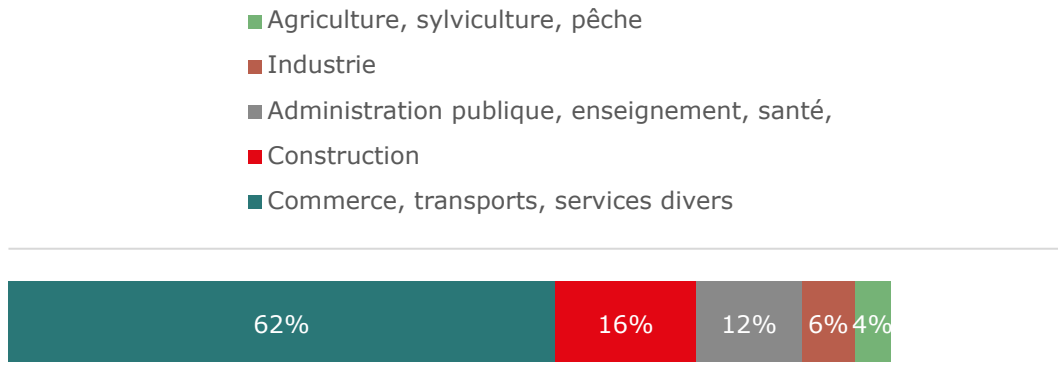
- Des déchets recyclables : verre, métaux, cartons, papiers, bois, plastiques,...
- Des déchets organiques (hors déchets agricoles gérés in-situ),
- Des déchets en mélange.

Dans ce paragraphe sont concernés les DNDNI des activités économiques, y compris les déchets agricoles mais excluant les déchets du BTP, évoqués dans un chapitre dédié (2.5/). Les éléments clés sont présentés ici, le détail est présenté en annexe 3 notamment le focus sur les déchets issus de l'agriculture, les pneumatiques et les mobil-homes.



UNE MAJORITÉ DE PETITES STRUCTURES

La Corse compte **46 635 établissements**, majoritairement représentés par le secteur tertiaire marchand et non marchand :



**La construction est abordée dans le rapport relatif aux déchets du BTP*

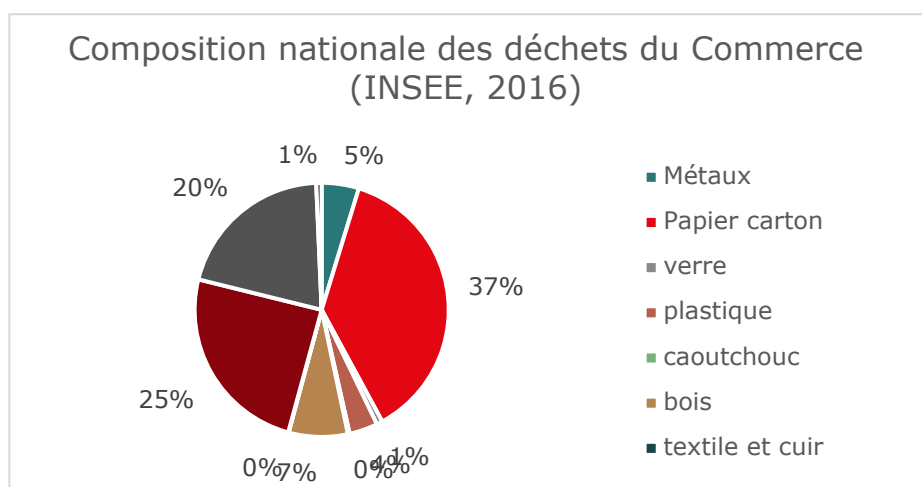
96 % des établissements sont des PME et TPE ; cette structuration traduit un besoin d'accompagnement potentiellement fort de ces structures dans la mise en œuvre de leurs obligations, et la prépondérance de producteurs de flux diffus.

Les déchets produits par ces activités sont très variés : plastiques, verre, métaux, papier, bois, mélange, textiles, fermentescibles, dangereux. Il n'y a pas à ce jour de données sur la composition des déchets produits par les entreprises corses.

Selon des statistiques de l'INSEE disponibles à l'échelle nationale, les déchets des entreprises du commerce (62 % des entreprises) seraient composés de 37 % de papiers-cartons, 25 % de déchets en mélange et 20% de verre.

La composition proposée ici est à titre indicatif et ne reflète pas forcément celle que l'on peut rencontrer en Corse car le profil des entreprises est différent (très majoritairement TPE et PME). Par ailleurs, l'INSEE n'a pas publié d'éléments concernant les entreprises de moins de 20 salariés.

Figure 13 : Composition nationale des déchets des entreprises du commerce (INSEE, 2016)

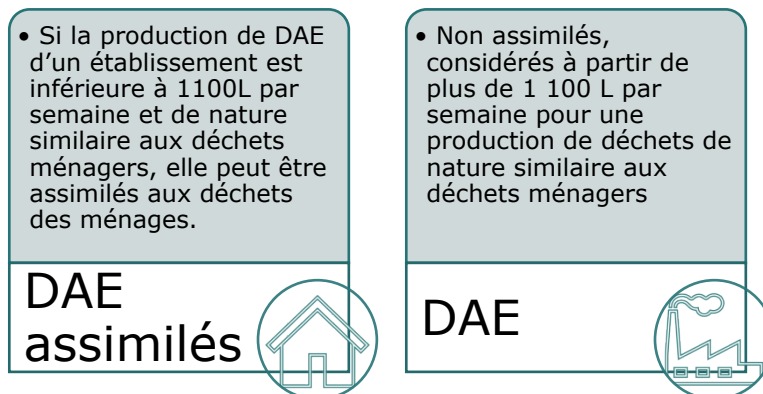


Champ : établissements du commerce (hors commerce automobile) de 20 salariés ou plus.

Source : Insee, enquête sur la production de déchets non dangereux dans le commerce 2016

UNE PART IMPORTANTE DE DAE DANS LES DMA

En Corse, les collectivités jouent un rôle clé dans la gestion des DAE, de nombreux flux étant gérés via le service public de gestion des déchets.



A l'échelle nationale, la part des déchets assimilés est de l'ordre de 20% de DMA. En Corse, cette proportion est plus élevée au vu de la part des TPE et PME. Selon le PPGDND elle est de 30 % en Corse.

UNE CONNAISSANCE DU GISEMENT À PARFAIRE

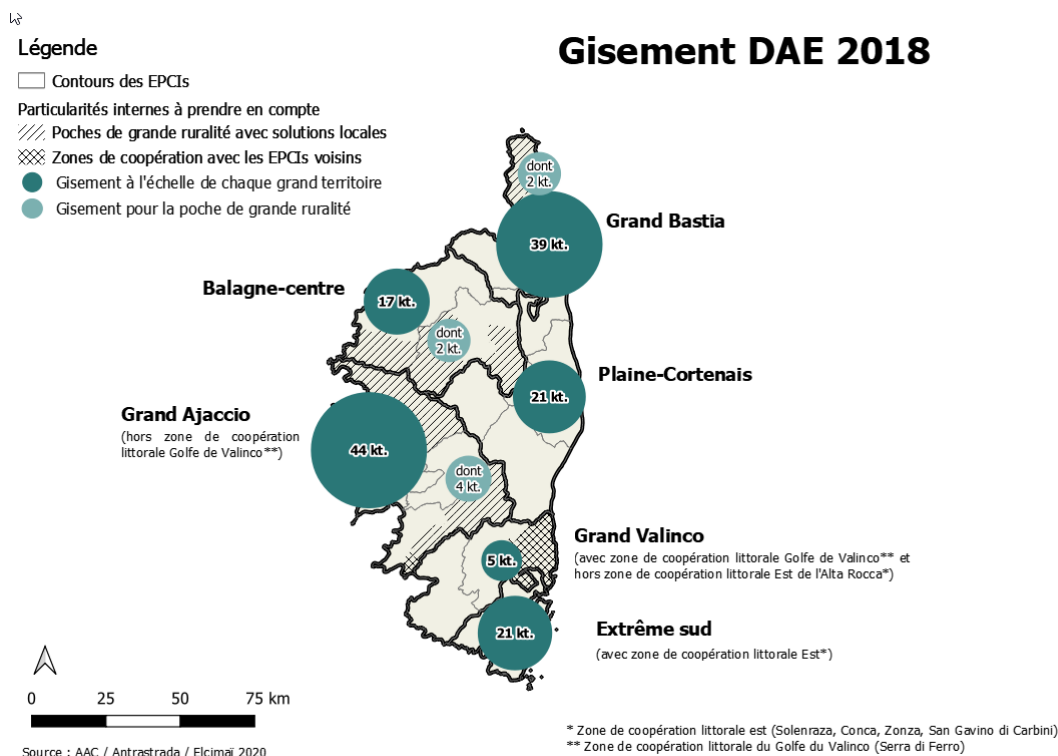
Les gisements de déchets non dangereux des activités économiques sont traditionnellement méconnus en raison de l'absence de traçabilité, et donc de possibilité de consolidation à une échelle territoriale.

Peu suivi, le gisement des **déchets non dangereux non inertes des activités économiques hors BTP** a été estimé à **146 000 tonnes** en 2010². La composition du gisement n'est pas connue et aucune donnée plus récente n'est disponible. **L'estimation est réalisée sans connaissance précise du gisement et en considérant qu'une part importante est collectée avec les DMA. Cette estimation présente une part d'incertitude difficile à évaluer à ce jour.**

Une analyse territoriale de la production de ce gisement a été effectuée en fonction du nombre d'établissements recensés en Corse, en considérant tous les secteurs d'activités à l'exclusion du BTP, traité par ailleurs (aucun coefficient correcteur lié au dynamisme urbain ou touristique n'a été pris en compte spécifiquement, ces paramètres étant déjà pris en compte par l'intermédiaire du positionnement des établissements).

² Estimation a été réalisée à partir d'une étude menée par le Cabinet MERLIN pour le compte de l'OEC.

Figure 14 : Cartographie du gisement estimé des DAE en Corse en 2018



L'ADEME a publié en septembre 2020 une **méthode harmonisée d'observation** des Déchets d'Activités Economiques à l'échelle nationale. Le Guide présentant cette méthodologie d'évaluation des gisements, tout juste édité, sera suivi par l'équipe de l'Observatoire Territorial des Déchets (OTD) de l'OEC pour l'évaluation de ce gisement.

DES FILIÈRES DE GESTION PEU CONNUES

En Corse, **33 déchèteries** sont accessibles aux professionnels (une seule déchèterie publique n'accepte pas les professionnels). Cependant, l'accès est règlementé par un contrôle d'accès et un paiement au nombre de passage et les apports de gravats et de DDS ne sont pas acceptés. A ce jour, les données disponibles ne permettent pas de distinguer la part des DAE faisant l'objet d'une valorisation, la part faisant l'objet d'un traitement sans valorisation, ni même la part de DAE gérés sur le territoire ou exportés vers le continent.

En l'absence, des estimations ont été réalisées par extrapolation de données disponibles sur des territoires aux profils similaires à la Corse (attrait touristique, profil économique semblable) afin de consolider les éléments du PPGDND Corse 2018. Ces estimations seront donc à revoir par l'OTD suivant le guide ADEME.

Ce guide, publié en septembre 2020, n'a pu être suivi pour l'estimation des DAE du PTPGD, une autre méthode a été appliquée dans le cadre de l'élaboration de celui-ci. La méthode utilisée pour les filières DAE est détaillée en annexe 3.

Tableau 3 : Estimation des gisements DAE orientés vers les différentes filières de gestion des déchets en 2018

Pour 2018	Valorisation matière	Valorisation organique	Valorisation énergétique	Stockage	Inconnu	TOTAL
Rappel des données connues mais très incomplètes	?	?	?	22 000 t	?	146 000 t
Estimation de la répartition DAE (DNDNI) selon les filières (moyennes des sources utilisées)	24%	8%	0%	26%	43%	100%
	34 500 t	11 500 t	0 t	37 600 t	62 400 t	146 000 t

La seule donnée disponible pour la Corse concerne le tonnage de DAE orienté en ISDND et estimé à 22 000 tonnes en 2018. Ce tonnage est déterminé à partir des données de tonnages entrants en ISDND, déduit des apports de DMA.

Le gisement inconnu peut concerner :

- Des flux dont la traçabilité n'est pas assurée mais qui sont gérés dans des installations et des filières conformes à la réglementation,
- Des flux ne faisant pas l'objet d'une gestion conforme.

Malgré les obligations réglementaires, l'usage de **pratiques illicites** type dépôts sauvages ou brûlage resterait fréquent en Corse selon les constats réalisés par les fédérations professionnelles et les Chambres consulaires.

A ce jour, les données disponibles ne permettent pas de déterminer le poids de ces pratiques.

Le tri et la gestion conforme des déchets des professionnels sont menés à l'initiative de certaines entreprises sensibilisées mais seraient loin d'être des pratiques systématiques en Corse, notamment dans le secteur du BTP.

Les **freins évoqués pour une gestion conforme** des déchets sont les suivants :

- Le coût induit par la gestion des déchets (liée en partie à l'insularité du territoire, l'absence de concurrence, les investissements importants pour créer des plateformes alors que les volumes à traiter restent faibles ...),
- Les restrictions d'accès sur les déchèteries publiques qui ont réduit le nombre d'exutoires pour certains producteurs professionnels,
- Le manque de volonté de certains professionnels pour améliorer leur gestion des déchets,
- L'absence de solutions pour certains types de déchets (exemple les palettes),

- Un maillage insuffisant d'installations, nécessitant aux professionnels de parcourir des distances importantes pour évacuer leurs déchets.

La pertinence du maillage des installations s'étudie en vérifiant si :

- 1/** Le nombre d'installations est suffisant par rapport au gisement
- 2/** La proximité des installations est suffisante par rapport aux zones de production.

Pour le premier point, l'analyse croisée des gisements estimés produits de DAE et des installations présentes montre que le nombre d'installations accueillant les déchets professionnels est en théorie en nombre suffisant. En effet le nombre de tonnes estimées ramené à 1 installation est assez faible (en moyenne 1 installation pour 4 000 tonnes). Toutefois le nombre d'installations n'est pas cohérent avec le gisement à traiter. L'Extrême Sud dispose par exemple de 3 installations pour un gisement de 21 000 t alors que le Grand Valinco dispose du même nombre d'installations pour seulement 5 000 tonnes.

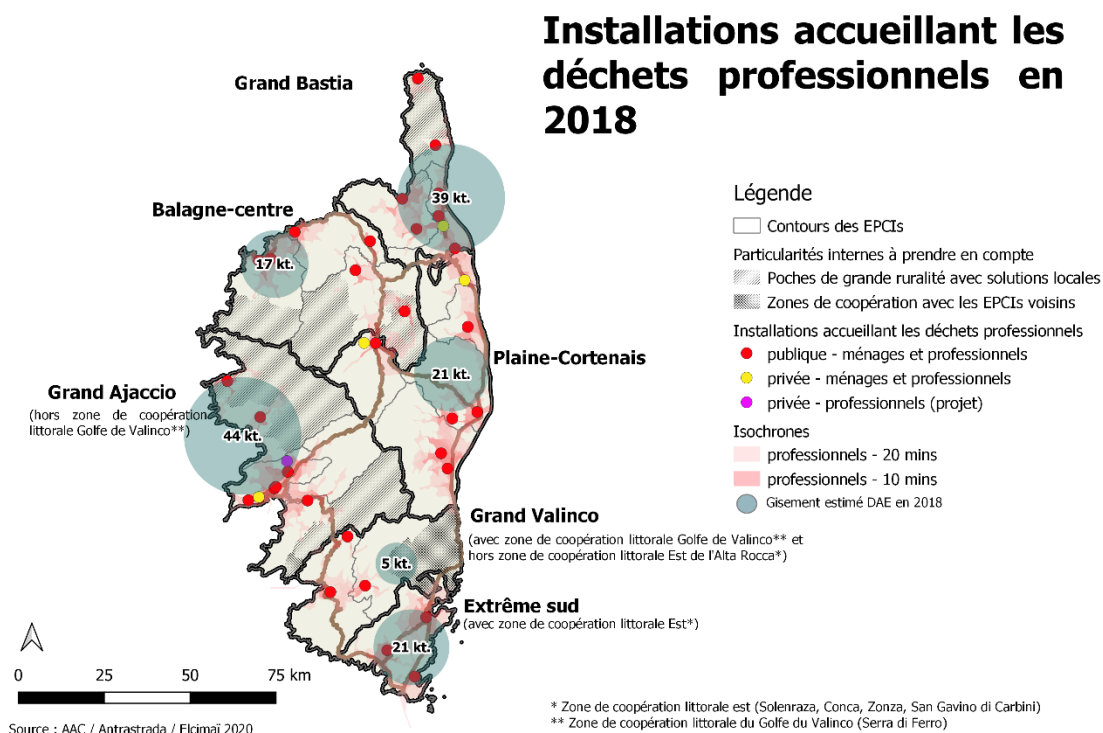
Tableau 4 : Comparaison du gisement estimé de DAE en 2018 avec le nombre d'installations accueillant les DAE

Territoires	Nombre d'installations accueillant les déchets des professionnels	Gisement DAE estimé en 2018	Ratio
Grand Bastia	8	39 ktonnes	1 installation pour 4 900 t
Balagne-Centre	6	17 ktonnes	1 installation pour 2800 t
Grand Ajaccio	9	44 ktonnes	1 installation pour 4 900 t
Extrême Sud	3	21 ktonnes	1 installation pour 7 000 t
Grand Valinco	3	5 ktonnes	1 installation pour 1 700 t
Plaine-Cortonais	8	21 ktonnes	1 installation pour 2 600 t

Pour le second point d'analyse, la carte ci-dessous montre les isochrones à 10 et 20 minutes de trajet autour de chaque installation. Certains territoires pourraient être densifiés en installation pour répondre à une logique de proximité : Balagne-Centre, Grand Bastia, Grand Ajaccio, Extrême Sud. Ils présentent des zones de production (proches des zones urbaines et des axes routiers) à plus de 20 min d'une installation. Sans une estimation précise des DAE produits sur le territoire (en attendant la méthode harmonisée de l'ADEME), la projection du nombre d'installations nécessaires ne peut être réalisée avec certitude. Cette analyse devra être affinée lors du suivi de la mise en œuvre du PTPGD.



Figure 15 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets professionnels en 2018 (OEC)



A noter toutefois que ces analyses ont permis de construire les scénarios du PTPGD présentés dans le chapitre 3 en tenant compte des éléments prospectives sur la production des déchets à horizon 2033 et des orientations retenues pour le PTPGD.

Le rôle des organismes relais, tout comme des maitres d'ouvrage, semble déterminant pour l'amélioration des pratiques sur le territoire. Renforcement des campagnes de sensibilisation, déploiement de politiques et de pratiques incitatives (intégration de clauses sur la gestion et la traçabilité dans les cahiers des charges...), mise à disposition d'installations de collecte de proximité et renforcement des contrôles et des sanctions sont autant de leviers qui permettront d'améliorer les pratiques à moyen terme, et ainsi de limiter l'impact environnemental.

LES ENJEUX ACTUELS

Connaître les gisements

La connaissance des gisements de DAE produits en Corse reste à affiner dans le cadre du suivi du PTPGD par l'OTD avec le concours des organismes compétents publics et privés.

Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention et du tri

Des démarches de prévention ont été engagées par l'OEC et l'ADEME ainsi que des actions ciblées par branches professionnelles mais des marges de progrès demeurent.

Ces démarches devront être poursuivies avec le concours des chambres consulaires et organismes professionnels.

Garantir le tri 6 flux et la traçabilité des filières

La traçabilité du tri des DAE est partielle en raison :

- Des pratiques non systématiques de tri,
- Du manque de suivi des tonnages des déchets non dangereux des entreprises à l'échelle du territoire (43% du gisement estimé dont la filière n'est pas connue).

Augmenter le taux de captage

Le taux de captage peut être amélioré au vu :

- Des faibles tonnages admis en installations,
- Des retours des professionnels sur le maillage insuffisant de lieux de collecte.

Augmenter la valorisation matière

Le taux de valorisation matière des DAE peut être optimisé compte tenu des faibles tonnages admis en installation de tri au regard des gisements estimés.

Evaluer la pertinence d'une valorisation énergétique territoriale

Pour la fraction non valorisable sous forme matière, les possibilités de valorisation énergétique sont à étudier en raison des objectifs réglementaires de restriction des tonnages admis en ISDND.

2.4/ 15 400 tonnes de déchets dangereux collectés en Corse et traités en métropole

Le gisement de déchets dangereux est établi à partir de 2 types de sources :

- Les tonnages reçus en installations de traitement et déclarés dans IREP³,
- Les données des éco-organismes et des collecteurs pour certains flux.

Un travail de consolidation a été réalisé en sélectionnant une seule source pour chaque flux afin d'éviter tout double compte. **La source majorante a été retenue.**

	Compositions des gisements	IREP	Eco-organismes, collecteurs	Retenu pour le PTPGD
DD	VHU	49 t	4 700 t	4 700 t
	DEEE (hors piles et accumulateurs)	1 485 t	4 660 t	4 660 t
	Terres et boues de dragage polluées	1 450 t		1 450 t
	Huiles usées	764 t	1 440 t	1 440 t
	DASRI	11 t	1 050 t	1 050 t
	Autres déchets dangereux	510 t		510 t
	Déchets amiantés	390 t		390 t
	Déchets contenant des hydrocarbures	244 t		244 t
	DD diffus		220 t	220 t
	Déchets de préparations chimiques	217 t	259 t	259 t
	DDS		126 t	126 t
	Solvants usés	84 t		84 t
	Déchets contenant des PCB	70 t		70 t
	Boues, dépôts et résidus chimiques	60 t		60 t
	Médicaments non utilisés		50 t	50 t
	Liquides souillés	43 t		43 t
	Piles et accumulateurs	2 t	22 t	22 t
	Lampes		10 t	10 t
	Déchets photovoltaïques		5 t	5 t
	Produits phytosanitaires non utilisables		1 t	1 t
Déchets pyrotechniques		1 t	1 t	

³ Registre français des Emissions Polluantes

	Compositions des gisements	IREP	Eco-organismes, collecteurs	Retenu pour le PTPGD
	REFIOM, REFIDI et autres résidus d'opération thermique	0,3 t		0,3 t
	TOTAL DD	5 379 t	12 814 t	15 353 t

Ces flux très majoritairement produits en petites quantités (seulement 23 % des gisements concernent des producteurs de plus de 2t/an).

La territorialisation des gisements n'a pas été réalisée, contrairement aux autres flux, du fait que :

- L'état des lieux se base sur des tonnages reçus en installations et non une estimation de production de gisement, qu'ainsi les données disponibles ne reflètent pas les zones de production de déchets,
- L'ensemble des flux valorisables est exporté sur le continent et donc ne présente pas le même enjeu de réflexion territoriale de création d'installations de valorisation en Corse (les tonnages concernés étant insuffisants pour développer un réseau d'infrastructures).

L'origine des déchets collectés en Corse est imparfaitement connue :

- 1242 tonnes proviennent des gros producteurs (17 établissements),
- 126 tonnes sont collectées en déchèteries.

La faible représentation du secteur industriel à qui l'on impose un suivi rigoureux des déchets dangereux, et la grande part de déchets diffus avec une faible traçabilité, expliquent le déficit d'informations sur l'origine des déchets.

Plusieurs filières REP sont aujourd'hui en place, mais les taux de captage et de collecte restent faibles par rapport aux moyennes nationales, sauf pour les DEEE.

DE NOUVEAUX GISEMENTS POTENTIELLEMENT ÉMERGENTS : DÉCHETS DIFFUS NON-COLLECTES SPÉCIFIQUEMENT, BPHU, PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES...

Comme précédemment évoqués, nombre de flux diffus ne sont aujourd'hui pas captés et sont gérés selon des filières inappropriées. Les seules ordures ménagères résiduelles comprennent par exemple 2,0 kg/hab./an de déchets dangereux (principalement des DDS : 1,1 kg/hab./an). Il est fort probable que d'autres flux, notamment des flux de déchets professionnels collectés en mélange, soient également souillés.

Les travaux d'élaboration du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux avaient estimé le gisement potentiel non collecté à 3 800 t. Il peut s'agir de tonnages collectés en mélange avec les déchets non dangereux ou de dépôts sauvages.

En parallèle, de nouveaux flux apparaissent, que ce soit dans le cadre de la promotion d'une gestion plus vertueuse (comme dans le cadre des Bateaux de Plaisance Hors d'usage ou BPHU) par exemple, ou de l'essor de nouveaux produits et usages (citons par exemple le cas des panneaux photovoltaïques et des batteries associées).



L'optimisation de la collecte des déchets diffus et la mise en place de filières pour ces flux émergents sont également des orientations prioritaires.

A retenir

- Un gisement de **15 400 tonnes**, composé **majoritairement de VHU et DEEE**,
- Des flux très majoritairement produits en petites quantités (seulement 23 % des gisements concernent des producteurs de plus de 2t/an),
- Les filières REP en place mais des taux de captage et de collecte faibles par rapport aux moyennes nationales, sauf pour les DEEE,
- La problématique singulière des terres amiantifères, qui ne disposent pas de mode de gestion adapté à ce jour.

ZOOM SUR QUELQUES FLUX SPÉCIFIQUES



VHU - 4 700 t

4 345 véhicules hors d'usages
9 centres agréés en Corse



Déchets amiantés - 390 t

Roches amiantifères : 133 communes (Haute-Corse)
Pas des casiers spécifiques dans des ISDND en Corse, traitement similaire aux déblais ordinaires



Huiles - 1 440 t

Variation des mises sur le marché à l'échelle nationale :
- baisse entre 1998 et 2011
- légère augmentation entre 2016 et 2017



Piles et accumulateurs - 22 t en 2017

Performance de collecte 3 fois inférieure à la moyenne nationale
Collecte en enseigne de distribution (64%) et déchèteries (22%)



DEEE - 4 660 t

Stagnation du nombre d'équipements mis sur le marché en 2018, après 4 ans d'augmentation
Gros électroménagers : 71% du gisement
Plus de 5kg/hab./an présents dans les OMr en Corse



DASRI - 1 050 t

1 seul prestataire de collecte/traitement en Corse
2 unités de prétraitement par désinfection autoclave en Corse



Déchets photovoltaïques - 5 t (chiffre en hausse)

Charte de développement de l'énergie solaire photovoltaïque en Corse dès 2011
6% de l'approvisionnement électrique en Corse



DDS - 126 t

Collecte en déchèteries
Ratio de collecte très inférieur à la moyenne nationale



BPHU - pas de traçabilité du gisement collecté

Pas d'objectif de collecte
Taxe portuaire inférieure à celle du continent : excès de stockage de bateaux pouvant devenir des épaves
Renforcement du maillage : au moins 1 centre BPHU sur la façade Rhône-Méditerranée-Corse



Déchets pyrotechniques - 0,6 t

Eco-organisme APER PYRO agréé (1er janvier 2016-31 décembre 2020)
35 points de collecte
Campagne annuelle d'enlèvement dans les magasins d'accastillage (agrément "un pour un")
2 centres de traitement (Bretagne et PACA)

UNE TRAÇABILITÉ DES FILIÈRES DE TRAITEMENT À AMÉLIORER

La Corse compte plusieurs **unités de préparation** avant traitement :

- 2 unités de tri, transit, regroupement des déchets dangereux (CHIMIREC, Toxicorse),
- 1 centre de tri et de regroupement pour les opérations de dépollution (AM Environnement),
- 2 unités de désinfection des DASRI pour banalisation (SANICORSE),
- 8 centres de traitement des VHU.

Aucune installation de traitement des déchets dangereux n'est implantée en Corse.

Le projet de création d'installation d'ORIENTE ENVIRONNEMENT à Giuncaggio comprend toutefois en complément de la création d'une ISDND une alvéole de stockage des terres amiantifères.

Les gisements de déchets dangereux sont exportés sur le continent pour valorisation ou traitement dans des installations spécifiques.

Les gisements trop faibles ne permettent en effet pas de développer le réseau d'infrastructures de traitement à l'échelle du territoire, à l'exception des sites de pré-traitement /dépollution pour certains flux contenant des produits dangereux (VHU, DEEE...)⁴.

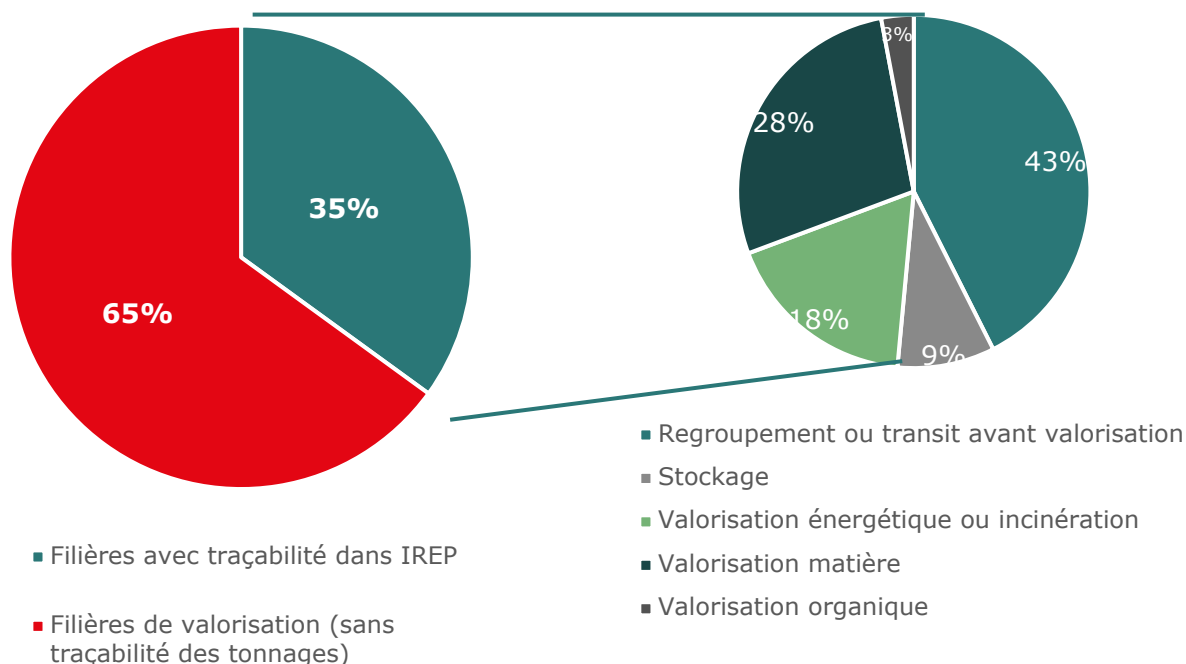


Figure 16 : Filières suivies par les déchets dangereux suivant les déclarations IREP (2017)

⁴ A titre indicatif, les unités de régénération de solvants implantées sur le continent présentent des capacités de l'ordre de 8 000 à 25 000 t/an ; l'installation de stockage de déchets dangereux la plus proche du territoire est celle de Bellegarde, dont la capacité autorisée est de 215 000 t/an en 2020 (183 000 t/an entre 2021 et 2039).

La traçabilité des filières est aujourd’hui complexifiée par les différentes activités de regroupement, qui sont à l’origine d’une perte progressive d’information sur l’origine géographique initiale du déchet.

LES ENJEUX ACTUELS

Les enjeux identifiés dans le cadre du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets dangereux en 2017 restent tous d’actualité.

Mieux connaître les gisements diffus

La gestion des déchets dangereux des producteurs de plus de 2t/an seulement fait l’objet d’une traçabilité précise, encadrée par une obligation réglementaire.

Maitriser et prévenir la production

Le PPGDD a établi un programme d’actions de prévention de la production de déchets dangereux, mais aucun indicateur de suivi de mise en œuvre n’est pour l’instant disponible à ce jour.

Sensibiliser les producteurs à la nécessité d’une bonne gestion

Les déchets dangereux ne sont pas tous collectés de manière séparée, les dépôts sauvages restent également récurrents.

Améliorer le captage de ces déchets diffus

Le taux de captage des déchets dangereux peut-être amélioré :

- La majorité des tonnages sont produits en flux diffus ce qui ne facilite pas la collecte,
- Une part des déchets dangereux reste encore présente dans les OMr.

Optimiser le déploiement des filières REP sur le territoire

Les taux de captage et de collecte des filières REP restent faibles par rapport aux moyennes nationales (sauf pour les DEEE).

Déployer des solutions optimisées pour les flux émergents

Le besoin de solutions pour les flux émergents est à déployer en Corse en raison de :

- L’essor des nouveaux produits ou usages qui tendent à augmenter la production de nouveaux flux de déchets,
- Du manque de suivi de ces flux.

Disposer de solutions locales pour l’amiante liée et les terres amiantifères

Le territoire ne dispose pas de solution d’élimination des déblais amiantifères actuellement, alors que 133 communes ont des roches à probabilité amiantifères.

2.5/ Déchets du BTP : un gisement mal connu et des solutions de traitement insuffisantes

Les déchets du BTP concernent les déchets produits par les activités du bâtiment et des travaux publics tous types de déchets confondus, inertes, non dangereux et dangereux. Ils peuvent provenir du domaine privé ou du domaine public.

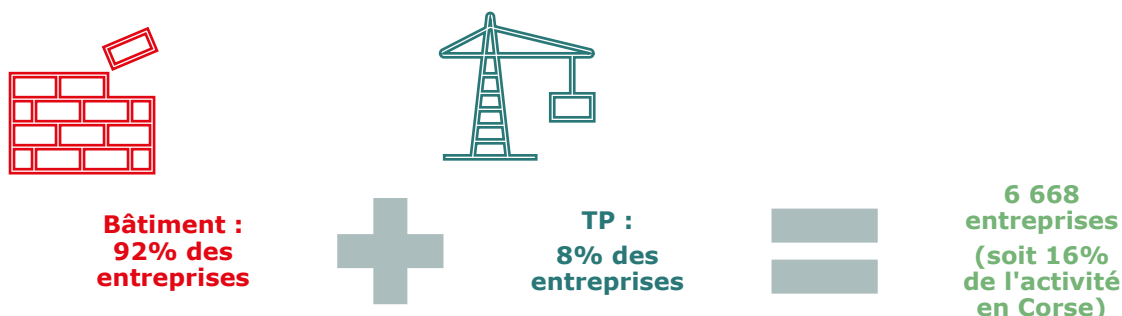
Figure 17 : Typologie de déchets produits par les activités du BTP

		ACTIVITES PRODUCTRICES	DESTINATIONS ET SOLUTIONS POSSIBLES
DECHETS INERTES aucune réaction chimique, physique ou biologique avec l'environnement	Terres Graves Bétons	Enrobés Briques Tuiles...	Travaux Publics Démolition Bâtiment Gros œuvre
DECHETS NON INERTES ET NON DANGEREUX	Plâtre Végétaux Bois non traités	DEEE Métaux Plastiques...	Réutilisation sur chantier Réaménagement de carrière Stockage ISDI
DECHETS DANGEREUX Déchets contenant des éléments toxiques ou dangereux en quantité variable	Amiante Solvants Bois traités	Peintures Colles Terres polluées...	Valorisation matière Valorisation énergie Stockage ISDND
		Bâtiment Second œuvre Démolition Bâtiment Gros œuvre	Traitement thermique Traitement physico-chimique Stockage ISDD
		Bâtiment Second œuvre Démolition	

UN GRAND NOMBRE DE PRODUCTEURS DE DÉCHETS DU BTP

Le secteur du BTP a un poids particulièrement important dans l'économie corse. Il a connu une forte croissance dans la première décennie des années 2000, portée notamment par une demande soutenue de logements collectifs et des dépenses publiques élevées. Le nombre de logements autorisés a connu une forte hausse avec un dynamisme un peu plus fort dans le nord de l'île jusqu'en 2010 avant un ralentissement. La rénovation est également un facteur d'accroissement potentiel dans le secteur résidentiel, liées aux économies d'énergies, mais peu d'activités se sont lancées dans la région. La Corse est la région française où le BTP pèse le plus dans l'économie, que ce soit en termes de valeur ajoutée, de densité d'établissements ou d'emploi.

Dans la région, le BTP se caractérise aussi par une forte part d'établissements sans salarié, en partie liée au statut d'auto-entrepreneur fréquent dans le secteur. Les établissements employeurs sont surtout des petites structures.



A retenir

- Une **valeur ajoutée 2 fois plus importante** qu'à l'échelle nationale,
- **Des activités surreprésentées** par rapport à d'autre (maçonnerie par exemple), des profils se rapprochant de ceux de PACA et de l'Occitanie,
- Une **activité majeure** à l'échelle territoriale : 1470 M€ (dont 414 M€ pour l'activité TP),
- Un **investissement public dans le secteur du BTP en Corse supérieur à la moyenne nationale** (1 077€/hab. contre 632 €/hab.)
- Une majorité de **Très Petites Entreprises en Corse : beaucoup de producteurs de petites quantités** de déchets n'ayant pas forcément les moyens organisationnels pour une gestion optimisée d'une grande diversité de déchets

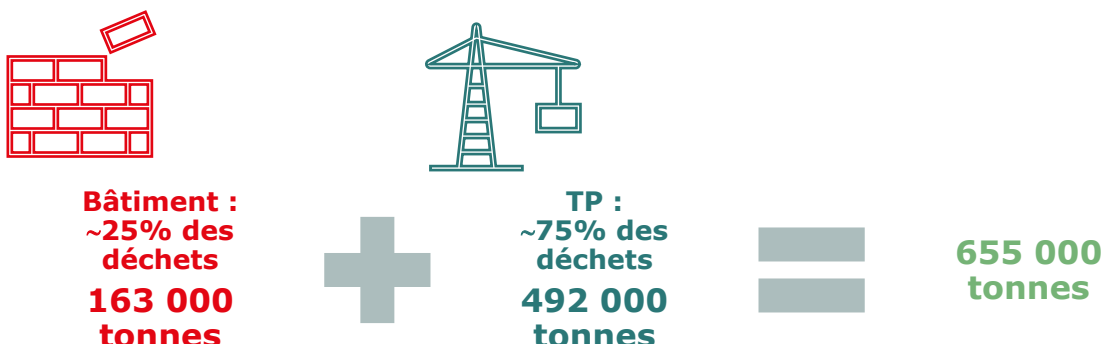
UN GISEMENT MAJORITAIREMENT PRODUIT PAR LE SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET PRINCIPALEMENT COMPOSÉ D'INERTES

Il n'existe aujourd'hui aucune source fiable concernant les gisements produits ou collectés sur le territoire. Plusieurs estimations ont donc été réalisées dans le cadre des travaux d'élaboration du PTPGD, et devront être confirmées au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan afin de réajuster les plans d'actions si nécessaire. Les estimations réalisées présentent des incertitudes qu'il n'est pas possible d'évaluer à ce jour. Le travail de l'Observatoire Territorial des Déchets avec le concours des organismes professionnels doit permettre d'améliorer la connaissance de la production et gestion des déchets de ce secteur.

Ces estimations ont été réalisées à partir de 7 sources différentes dont les ratios ont été appliqués à l'échelle de la Corse. Le détail des résultats et la méthodologie sont présentés en annexe 3.

En écartant les valeurs extrêmes afin d'éviter la prise en compte de données aberrantes, cette méthode permet de proposer une estimation de gisement de **655 000 tonnes en Corse**.

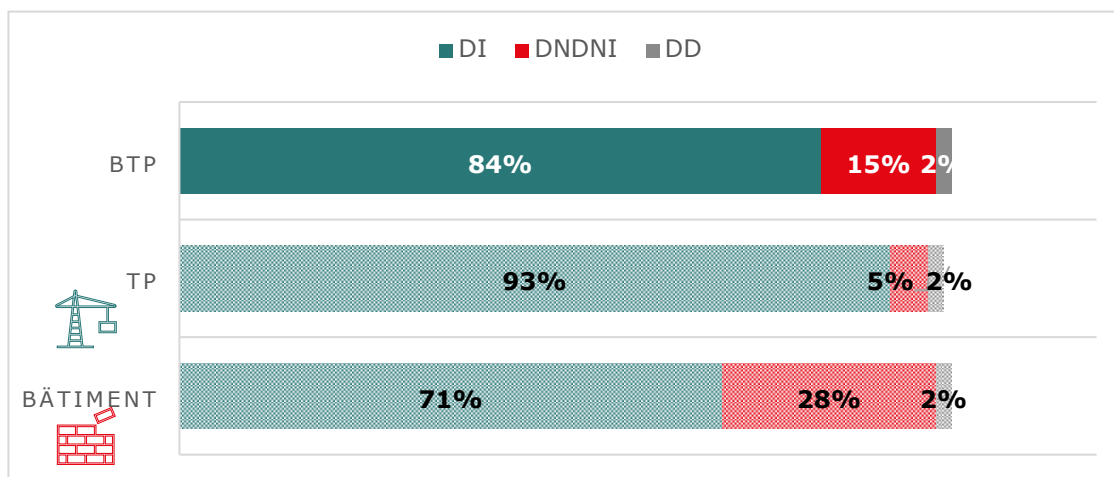
Environ **75% des gisements produits proviennent des Travaux Publics, qui génèrent une proportion importante de déchets inertes**.



Les **déchets inertes** constituent la grande majorité des déchets produits par les Travaux publics en masse.



Pour le bâtiment, la nature des déchets est plus contrastée. La part de DNDNI est plus forte que pour les TP (28% contre 5% pour les TP) mais les DI restent le flux **majoritaire à 71%**.

Figure 18 : Répartition des déchets du BTP par branche et nature de déchets (Source : Moyennes prises selon les différentes sources mobilisées pour l'estimation du gisement)



Cette répartition par nature de déchets a été appliquée au gisement estimé de déchets produits par les activités du BTP.

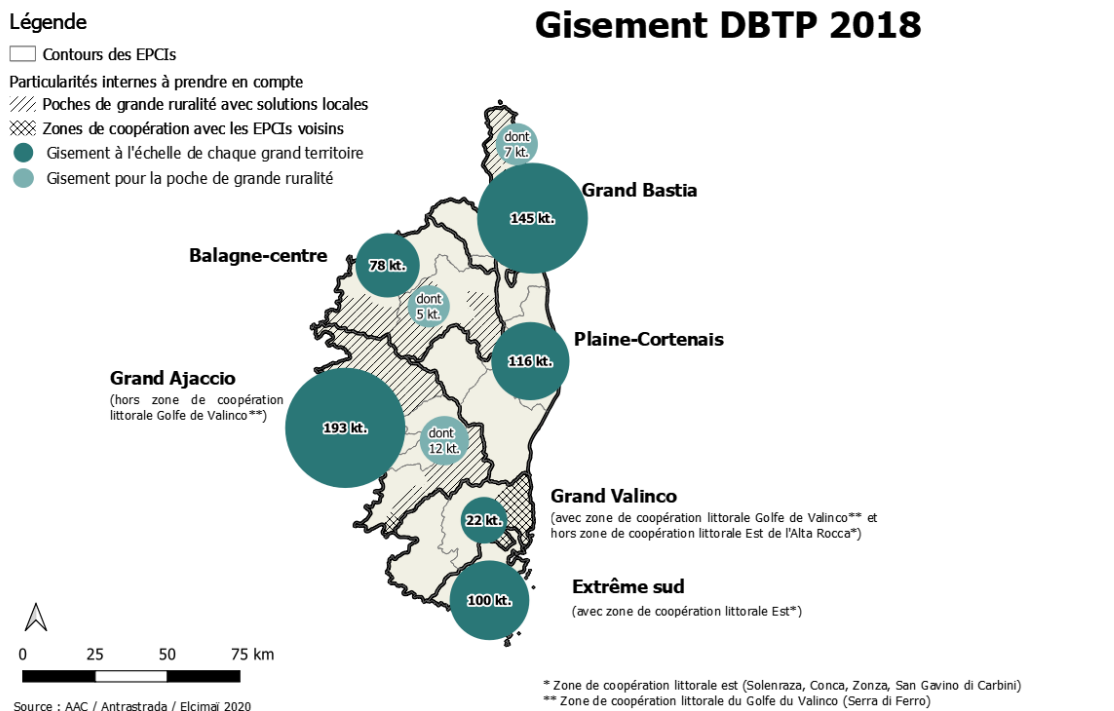
Tableau 5 : Estimation du gisement produit par le secteur du BTP

Origine des déchets	Composition des gisements	2018
Bâtiment 	Déchets inertes	116 000 t
	Déchets non dangereux	44 000 t
	Déchets dangereux	3 000 t
TP 	Déchets inertes	457 000 t
	Déchets non dangereux	25 000 t
	Déchets dangereux	10 000 t
Total déchets du BTP		655 000 t

Nota bene : Concernant les déchets du TP, la fédération du bâtiment de Corse a indiqué oralement avoir estimé le gisement à environ 250 000 tonnes. Mais cette donnée est difficile à cerner précisément donc ne peut être prise en compte.

Une estimation de la répartition géographique du gisement produit a été réalisée en prenant en compte le nombre de logements (Insee RP 2016) : résidences principales, résidences secondaires et logements vacants, et affecté d'un coefficient correcteur lié au dynamisme urbain actuel (estimation Antra Strada).

Figure 19 : Cartes illustrant l'estimation de la répartition des gisements DBTP en 2018



DES BONNES PRATIQUES À IMPULSER

Plusieurs actions de sensibilisation sont engagées par l'ADEME, l'OEC et les chambres consulaires à l'échelle territoriale pour encourager les professionnels à adopter les bonnes pratiques et abandonner certaines pratiques non-conformes de gestion des déchets (dépôts sauvages, brûlage, etc.).

- L'OEC a mis à disposition des collectivités des exemples de clauses environnementales en faveur de la valorisation des déchets pour les cahiers des charges des opérations de travaux. Parmi les chantiers exemplaires, la construction du collège et de la cuisine centrale de Mezzavia où la charge « Chantier à faibles nuisances environnementales » a été mise en œuvre. Les collectivités publiques, principaux donneurs d'ordre en matière de construction, doivent développer la mise en application des obligations en matière de gestion des déchets dans leurs CCTP et dans la traçabilité des flux sur les chantiers dont elles assurent la maîtrise d'ouvrage.

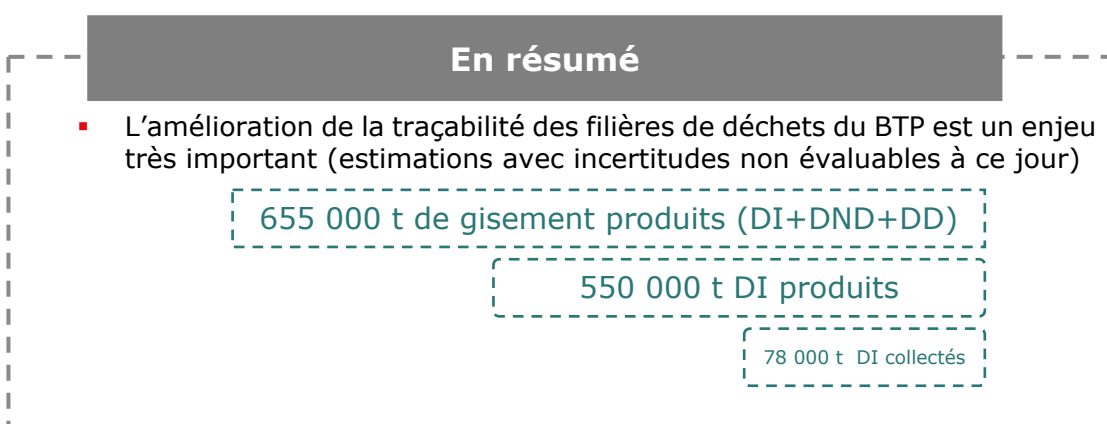
Toutefois plusieurs freins ont été identifiés :

- Le coût de la gestion conforme des déchets. Les faibles volumes à traiter, de part notamment le caractère insulaire, ne permettent pas d'assurer une rentabilité pour les plateformes de valorisation et encore moins de déployer une concurrence permettant d'accéder à des prix attractifs, notamment pour les flux en mélange.
- Peu d'entreprises de Corse sont membres des fédérations professionnelles, si bien que les actions qu'elles mettent en œuvre restent limitées à un nombre restreint de professionnels, généralement déjà sensibilisés et volontaires dans l'amélioration de leurs pratiques.

UN GISEMENT COLLECTÉ MÉCONNU

Le réseau d'installations de gestion accessibles aux professionnels est assez peu structuré et parfois mal connu par les acteurs. Il bénéficie d'une faible visibilité auprès des différentes parties prenantes. Les tonnages de déchets provenant des activités du BTP en installation de valorisation ou de traitement en Corse ne sont pas connus en l'absence de données consolidées à l'échelle de la Corse.

Pour approfondir ces informations, une **enquête est actuellement en cours à l'échelle des installations de Corse par l'Observatoire Territorial des Déchets de l'office de l'environnement**. En 2018, les retours partiels de l'enquête sur les déchets du BTP menée par l'OEC indiquent que les gisements collectés de déchets inertes représentent au moins **78 000 tonnes en Corse**.



ORGANISATION ET FILIÈRES SUIVIES

Sur le principe, l'organisation de la gestion des déchets du BTP est la suivante (en dehors des flux gérés non conformément à la réglementation) :

- Les déchets dangereux suivent des filières dédiées (voir 2.4/) ; d'après le CNIDEP 220,4 tonnes seraient produites par les artisans du BTP.
- Pour les déchets non dangereux non inertes, les solutions et installations concernent les mêmes que celles présentées au 2.3/ pour les DAE, elles sont très limitées sur le territoire. Toutefois d'après la CCI de Haute Corse, la gestion sur chantier se développe de plus en plus mais n'est pas quantifiable actuellement.
- Aussi le tri est assuré soit directement sur chantier pour les entreprises qui ont développé ce procédé, soit via les collecteurs privés de déchets qui cherchent à maximiser la valorisation pour augmenter leurs recettes liées au recyclage.
- De fait, les entreprises, qui ne pratiquent pas le tri sur chantier ou ne font pas appel à des prestataires privés de collecte, génèrent des déchets en mélange difficilement valorisables.

- Pour les déchets inertes, 84% du gisement des déchets du BTP, l'organisation est la suivante :
 - Aujourd'hui, les **déchèteries publiques** du SYVADEC accueillent les professionnels (17 sites sur les 26 déchèteries publiques accueillant les professionnels⁵) mais limitent les apports (ouverture d'un compte prépayé, nombre de crédits accordés chaque année et débité à chaque passage en fonction de la taille des camions pour les déchets inertes : 2 sacs de 48 kg par usager par passage). Les déchèteries publiques ne sont pas des lieux de collecte privilégiés par les professionnels du BTP, ce qui ne facilite pas la connaissance des gisements produits et collectés.
 - 5 déchèteries professionnelles accueillent les acteurs du BTP (carte en annexe 3).
 - Quelques acteurs privés du déchet ont toutefois été identifiés par l'OEC et la DREAL et confirmés suite à des échanges téléphoniques comme assurant la valorisation des déchets du BTP, 8 sites identifiés.
 - 8 installations sont autorisées pour le stockage des déchets inertes sur le territoire.

Pour les autres flux, les installations n'étant pas spécifiques aux déchets du BTP, cela ne permet donc pas d'identifier les éléments propres à ce secteur d'activité.

La pertinence du maillage des installations s'étudie en vérifiant si :

- 1/** Le nombre d'installations est suffisant par rapport au gisement,
- 2/** La proximité des installations est suffisante par rapport aux zones de production.

Pour le premier point, l'analyse croisée des gisements estimés produits de DBTP et des installations présentes montre que le nombre d'installations accueillant les déchets professionnels est en théorie en nombre suffisant. En effet le nombre de tonnes estimées ramené à 1 installation est cohérent avec les capacités des installations sur le continent (en moyenne 1 installation pour 44 000 tonnes). Par ailleurs, le nombre d'installations n'est relativement cohérent avec le gisement estimé sur chaque territoire : des moyens adaptés aux besoins d'un point de vue strictement quantitatif à chaque territoire.

⁵ Liste détaillée des installations au Chapitre 7 Annexe 3

Tableau 6 : Comparaison du gisement estimé de DBTP en 2018 avec le nombre d'installations accueillant ces déchets (unités de transfert/valorisation et ISDI/carrières)

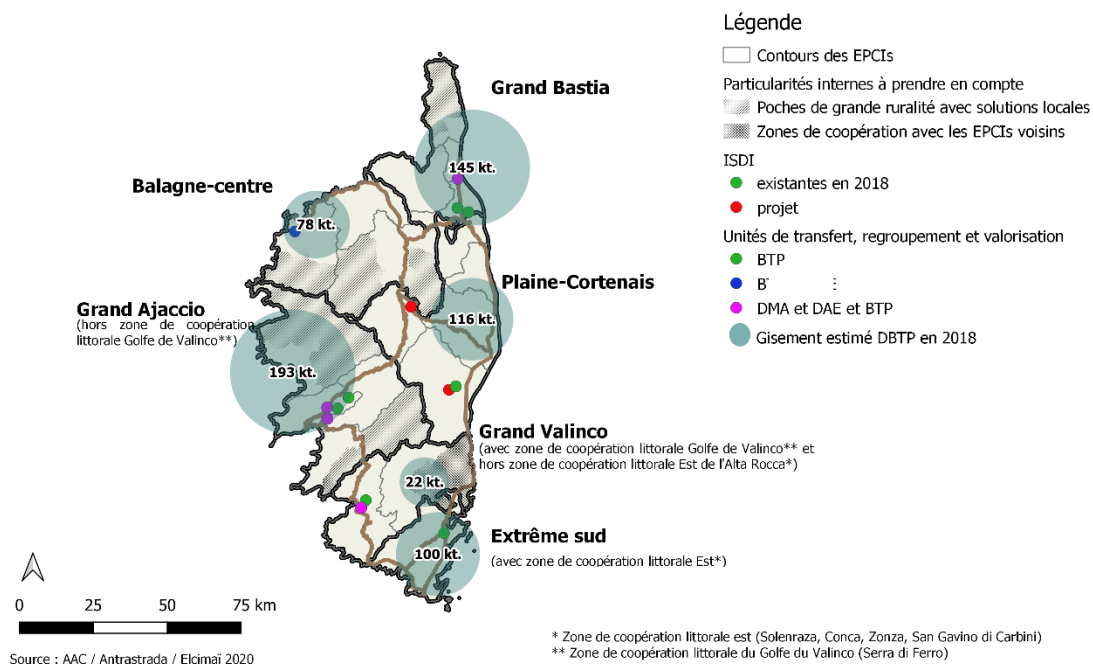
Territoires	Nombre d'installations accueillant les déchets du BTP	Gisement DBTP estimé en 2018	Ratio
Grand Bastia	3	145 ktonnes	1 installation pour 48 000 t
Balagne-Centre	2	78 ktonnes	1 installation pour 37 500 t
Grand Ajaccio	4	193 ktonnes	1 installation pour 48 000 t
Extrême Sud	2	100 ktonnes	1 installation pour 50 000 t
Grand Valinco	2	22 ktonnes	1 installation pour 11 000 t
Plaine-Cortonais	2	116 ktonnes	1 installation pour 58 000 t

Pour le second point d'analyse, la carte ci-dessous montre que tous les territoires pourraient être densifiés en installation pour répondre à une logique de proximité.

Sans une estimation précise des déchets du BTP produits sur le territoire, la projection du nombre d'installations nécessaires et des types de solutions à apporter ne peut être réalisée avec certitude. Cette analyse devra être affinée lors du suivi de la mise en œuvre du PTPGD lorsque les données disponibles sur ces flux de déchets seront plus complètes.

Figure 20 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets BTP en 2018 (OEC)

Installations accueillant les déchets BTP en 2018



Listes et détails des installations présentées au Chapitre 7 – Annexe 3

A noter toutefois que ces analyses ont permis de construire les scénarios du PTPGD présentés dans le chapitre 3 en tenant compte des éléments prospectives sur la production des déchets à horizon 2033 et des orientations retenues pour le PTPGD.

Malgré l'absence de données consolidées, une estimation des tonnages orientés vers les différentes filières a été réalisée. Le détail et la méthodologie sont présentés au chapitre 7 annexe 3.



Tableau 7 : Bilan sur les filières suivies par les déchets du BTP en 2018

Origine des déchets	Compositions des gisements	Valorisation matière	% valorisation matière	Valorisation organique	% valorisation organique	Stockage	% stockage	Inconnu	% inconnu	TOTAL
Bâtiment	Déchets Inertes	19 500 t	17%	0 t	0%	0 t	0%	96 763 t	83%	116 263 t
	Déchets non dangereux	10 441 t	24%	3 487 t	8%	11 380 t	26%	18 905 t	43%	44 213 t
	Déchets dangereux	0 t	0%	0 t	0%	0 t	0%	3 275 t	100%	3 275 t
SOUS-TOTAL DECHETS DU BATIMENT		29 941 t	18%	3 487 t	2%	11 380 t	7%	118 942 t	73%	163 750 t
TP	Déchets Inertes	58 500 t	13%	0 t	0%	0 t	0%	398 363 t	87%	456 863 t
	Déchets non dangereux	5 801 t	24%	1 937 t	8%	6 322 t	26%	10 503 t	43%	24 563 t
	Déchets dangereux	0 t	0%	0 t	0%	0 t	0%	9 825 t	100%	9 825 t
SOUS-TOTAL DECHETS DES TP		64 301 t	13%	1 937 t	0%	6 322 t	1%	418 690 t	85%	491 250 t
SOUS-TOTAL Déchets du BTP		94 242 t	14%	5 424 t	1%	17 702 t	3%	537 633 t	82%	655 000 t

LES ENJEUX ACTUELS

Connaître les gisements

En Corse, la connaissance des gisements de déchets du BTP est limitée par :

- L'absence de Cellule Economique régionale,
- La faible représentativité des fédérations professionnelles qui ne regroupent qu'une faible partie des entreprises du BTP,
- La dernière estimation de 2014 basée sur une approche par ratios.

Concernant la planification territoriale, le déploiement du travail de d'observation des déchets (OTD) pour les déchets du BTP est un axe prioritaire à développer pour ce flux, dans la continuité de la démarche nationale engagée.

Assurer la traçabilité des filières

82% des déchets dont la destination n'est pas connue (dont 92% de déchets inertes).

La traçabilité des tonnages de déchets du BTP est partielle en raison :

- Les installations n'étant pas spécifiques aux déchets du BTP, l'origine des apports n'est pas systématiquement tracée en entrée des sites,
- Lorsque la traçabilité est effectuée, les tonnages valorisés ou traités par filières ne sont pas consolidés à l'échelle du territoire.

Augmenter les taux de captage

Le taux de captage peut être amélioré au vu de :

- L'écart entre l'estimation des gisements produits et les tonnages entrants en installations en Corse,
- La faible visibilité des installations existantes auprès des parties prenantes.

Eradiquer les pratiques illégales

Au vu des retours des entretiens téléphoniques réalisés avec les professionnels, de mauvaises pratiques qui restent encore à éradiquer.

Soutenir les débouchés de valorisation matière

Le tri se développe de plus en plus sur les chantiers mais les débouchés de valorisation matière restent limités sur le territoire, ce qui est un frein à l'application du principe de proximité et au respect de l'objectif de valorisation sous forme matière de 70% (LTECV) en 2020.

2.6/ Un réseau d'installations de valorisation et de traitement des déchets insuffisant pour faire face aux besoins du territoire

Point de vigilance : le recensement des installations a été obtenu via le croisement de différentes sources d'informations (DREAL, OEC, SYVADEC, groupes de travail,...). Il reflète la situation au moment de l'élaboration du PTPGD. La liste de ces installations est présentée au Chapitre 7 Annexe 3.

LES DÉCHÈTERIES ET POINTS DE COLLECTE DE PROXIMITÉ

Le territoire compte **34 déchèteries**, dont 27 sont des déchèteries publiques et 7 gérées par une maîtrise d'œuvre privée. Depuis le 1^{er} janvier 2020, le SYVADEC assure l'exploitation de 25 déchèteries

Les déchets des ménages sont acceptés sur 31 déchèteries, tandis que les déchets des professionnels sont acceptés sur 33 déchèteries.

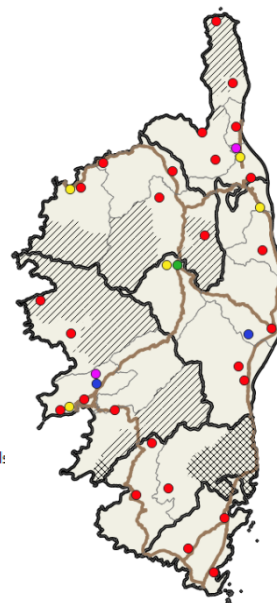
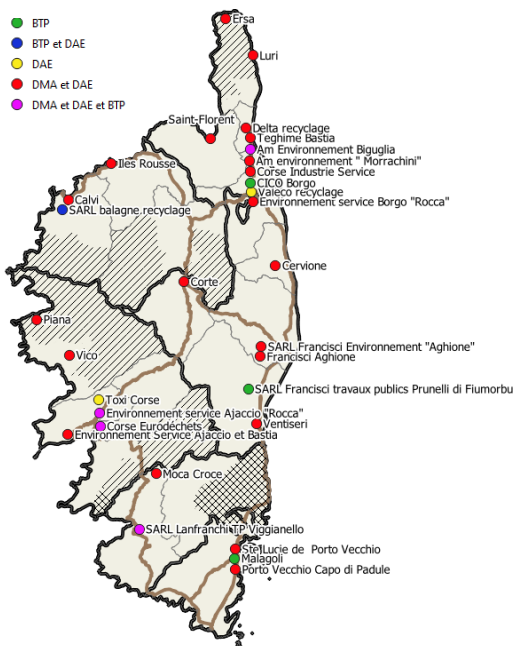


Figure 21 : Cartographie des déchèteries et point de collecte de proximité (2018)

Concernant le maillage des déchèteries corses, bien que le nombre moyen de déchèterie soit cohérent avec les références nationales, de fortes disparités existent entre les différents territoires. Les acteurs du territoire et notamment le SYVADEC évoque les insuffisances suivantes : infrastructures de valorisation et de traitement des DMA est loin d'être abouti en Corse :

- les zones urbaines (CAB et CAPA, Rive Sud ajaccienne) qui ont besoin d'être équipées en déchèteries complémentaires de grande taille
- les zones rurales qui ont besoin d'équipements de taille plus modeste ou de proximité (éco-points).

LES INSTALLATIONS DE TRANSFERT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET DES DAE



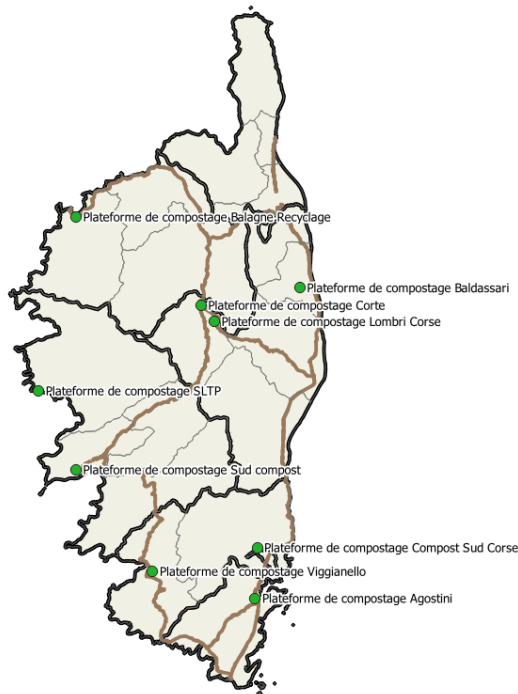
Dans le cadre du dispositif de fonctionnement normal de la gestion des déchets, le territoire compte 36 installations de transfert des déchets. Il convient par ailleurs de signaler que suite à la situation de crise que rencontre le territoire depuis le second semestre 2019, plusieurs installations de stockage/regroupement temporaires ont été mises en place pour pallier l'indisponibilité des exutoires. Au regard des quantités en jeu, ces sites ont fait l'objet de déclarations administratives au titre des ICPE.

Figure 22 : Cartographie des installations de transfert des déchets en Corse en fonction des flux accueillis (2018)

LES UNITÉS DE VALORISATION ORGANIQUE DES DÉCHETS NON DANGEREUX

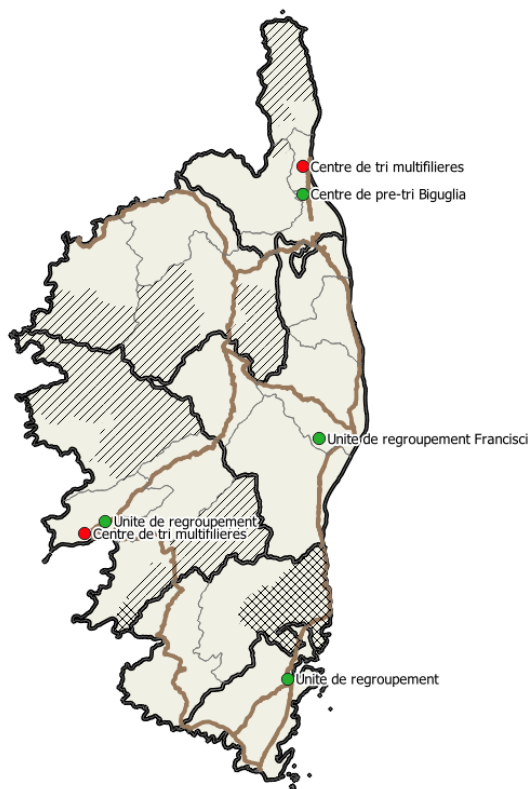
Le territoire compte 9 plateformes de compostage.

Figure 23 : Cartographie des plateformes de compostage en Corse



LES UNITÉS DE REGROUPEMENT ET/OU VALORISATION MATIÈRE DES DÉCHETS NON DANGEREUX

Pré-Tri ou regroupement des recyclables ménagers



Le territoire ne compte pas de centre de tri des emballages et papiers recyclables à proprement parlé, mais dispose néanmoins de plusieurs centres de pré-tri (1) et/ou regroupement (3) pour les emballages et papiers recyclables en Corse.

Figure 24 : Cartographie des unités de regroupement ou de pré-tri en Corse existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)

Regroupement ou pré-tri des déchets des professionnels

Suite à une enquête téléphonique auprès des professionnels de la gestion des déchets, 7 installations identifiées de regroupement ou de pré-tri à destination des déchets non dangereux professionnels ont été recensées.

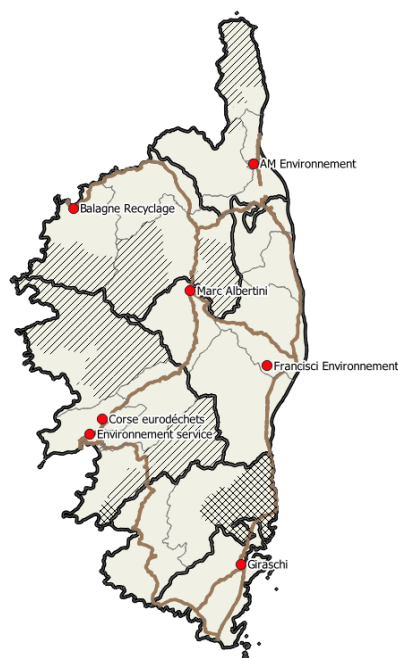


Figure 25 : Carte des unités de regroupement des déchets professionnels en Corse en 2018

LES UNITÉS DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES DÉCHETS NON DANGEREUX

La seule installation recensée est l'installation de méthanisation des boues et des graisses de la station d'épuration de la CAPA, autorisée au titre des ICPE par un arrêté préfectoral initial daté du 30 mai 2012. Afin d'optimiser les performances de la méthanisation, les boues biologiques subissent au préalable une désintégration par ultrasons. Le biogaz produit est valorisé en chaleur et en électricité via des installations de combustion et de cogénération.

LES INSTALLATIONS DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX (ISDND)

La gestion des déchets résiduels est la principale problématique sur le territoire.

En 2018, le territoire ne compte plus que deux ISDND en activité pour la gestion des déchets résiduels de l'ensemble de l'île.

- ↳ **L'ISDND de Viggianello** a une capacité totale de 464 000 tonnes. L'arrêté préfectoral n°08-0243 autorise l'exploitation du site jusqu'en 2020. Sa capacité maximale annuelle autorisée est de 45 000 tonnes.

La capacité annuelle de stockage du site a été augmentée temporairement par arrêté inter-préfectoral n°2A-2018-06-25-005 du 25/06/2018 pour atteindre 71 500 tonnes, puis par un arrêté préfectoral de réquisition n°2A-2018-08-13-002 du 13/08/2018 autorisant le dépôt de 60 000 tonnes au-delà de la capacité totale jusqu'au 1^{er} mars 2019.

Cette installation accueille très majoritairement les déchets du SYVADEC.

- ↳ **L'ISDND de Prunelli di Fium'Orbu** exploité par l'entreprise STOC (Société de Traitement des Ordures Ménagères) fonctionne en mode bioréacteur. Le site dispose d'une unité de valorisation énergétique du biogaz via la revente de l'énergie thermique et de l'électricité.

La capacité totale du site est de 400 000 tonnes, sa capacité maximale de stockage annuelle est de 40 000 tonnes. L'arrêté préfectoral n°2013-213-0012 autorise l'exploitation du site jusqu'en 2023.

L'arrêté du 6 novembre 2018 a réquisitionné l'entreprise STOC pour recevoir une capacité complémentaire de 18 000 tonnes de déchets ultimes.

	Gestionnaire	Localisation	Tonnages reçus en 2018
ISDND	SYVADEC	Viggianello	126 000 t
ISDND	STOC	Prunelli di Fium'Orbu	46 000 t

On notera que les démarches de valorisation engagées (collectes sélectives, tri des encombrants...) ont permis de réduire de 5 % les quantités enfouies entre 2010 et 2015, alors même que la population a augmenté de près de 30 000 habitants.

Cet effort de réduction et de détournement devra être poursuivi pour répondre aux obligations de limitation des capacités induites :

- Par la LTECV : en 2020, les capacités autorisées sont ainsi censées être limitées à 70 % des quantités entrantes en 2010, soit 126 100 t ; en 2025, elles seraient limitées à 50 % de ces mêmes quantités, soit 90 075 t,

- Par la loi AGECE : en 2035, les DMA admis en stockage seront limités à 10 % des DMA produits en masse.

Ce manque d'exutoires est entre autres lié à l'omniprésence du réflexe NIMBY à l'échelle du territoire. Les anciennes mauvaises pratiques sont à l'origine d'une perception tronquée par de nombreuses parties prenantes qui s'opposent systématiquement à l'idée même d'un projet de stockage. Les règles de l'art et la réglementation ont pourtant été nettement renforcées quant à la conception, l'aménagement et l'exploitation de ces sites. Les impacts potentiels même sont potentiellement modifiés en raison de la modification de la composition des flux stockés.

Les projets identifiés :

Tableau 8 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
ISDND et installation de tri et de valorisation des déchets ménagers	SARL LANFRANCHI ENVIRONNEMENT	Arrêté du 13 novembre 2019, installation autorisée pour une durée de 10 ans, avec une capacité de stockage de 58 000 t/an DDAE déposé le 7/10/2020 pour une extension de 38 100t jusqu'en mai/juin 2021	Lieu-dit "Jena di Peno" - Viggianello
ISDND et installation de stockage des terres amiantifères	ORIENTE ENVIRONNEMENT	Ecriture des prescriptions notifié en octobre 2020 - Décision du Tribunal administratif n°1700043 du 03/10/2019, relançant la procédure d'examen et d'autorisation	Giuncaggio
ISDND	STANECO	Arrêté complémentaire n°2B-2017-08-08-002 en date du 08 août 2017	Tallone

LES UNITÉS DE GESTION DES DÉCHETS INERTES

Plusieurs installations de valorisation des déchets inertes sont identifiées sur le territoire ; les flux entrants sont concassés, criblés, puis réutilisés en sous-couche routière ou pour des remblais.

Tableau 9 : Bilan des unités de concassage pour les déchets inertes

Exploitant	Zone d'apport
CICO Carrière (Borgo - Lucciana)	Grand Bastia
Balagne Recyclage (Calvi)	Balagne
Malagoli (San Gavino di Carbini)	Plaine, extrême Sud
Corse Concassage recyclage (Mezzavia)	CAPA, Spelunca Liamone, Piève de l'Ornano
SARL Lanfranchi (Viggianello)	Sud
Betag (Luciana)	Grand Bastia
Marc Albertini (Corte)	Centre Corse

Par ailleurs, 8 installations sont autorisées pour réaliser du stockage de matériaux inertes (autorisations de remblaiement de carrières - rubrique 2510 de la nomenclature ICPE ou une installation dans le cadre du stockage des déchets inertes - rubrique 2760) :

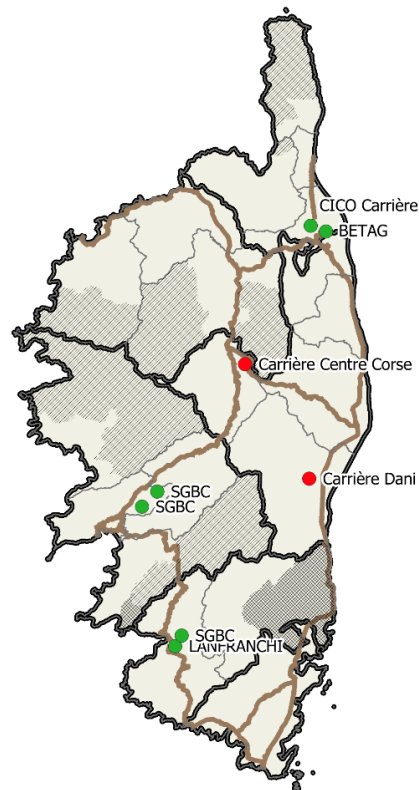


Figure 26 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)

LES INSTALLATIONS DE REGROUPEMENT ET DE TRAITEMENT DES DÉCHETS DANGEREUX

L'entreprise **CHIMIREC** exploite sur la commune de Penta di Casinca une unité de tri/transit/ regroupement de déchets dangereux et DEEE. Les capacités de stockage autorisées sont variables selon les types de déchets dangereux.

La **société Toxicorse** dispose également d'une autorisation de transit / regroupement de déchets dangereux pour une capacité maximale de 100 t pour une unité localisée à Sarrola-Carcopino.

A noter également que l'entreprise **AM Environnement** réalise des opérations de dépollution des DEEE (enlèvement des fluides frigorigènes) dans son centre de tri et préparation de Biguglia, ainsi que des opérations de regroupement (lampes par exemple).

Deux unités ECODAS de prétraitement par désinfection autoclave sont exploités par la **société SANICORSE** à Sarrola-Carcopino.

PROJETS D'INSTALLATIONS IDENTIFIÉS

Conformément à la réglementation, le PTPGD doit recenser les projets ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration déposés auprès des services de l'Etat à la date de rédaction du plan.

Dans le cadre de ce rapport d'état des lieux, plusieurs projets d'installations ont été recensés sur le territoire et sont identifiés ci-après, indépendamment de leur stade d'avancement.

Les besoins en équipements de tous types sont en effet cruciaux à l'échelle du territoire : déchèteries, plateformes de compostage et unités de méthanisation, centres de sur-tri, installations de stockage...

Tableau 10 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
Déchèteries fixes	SYVADEC	Créations	CA Bastia (2) CA Pays Ajaccien (4) CC Calvi Balagne (1) CC Castagniccia Casinca (1) CC Ile Rousse Balagne (1) CC Pasquale Paoli (1) CC Pieve Ornano (1) CC Sud Corse (1)

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
Déchèteries fixes	SYVADEC	Rénovation	CC Centre Corse (1) CC Ile Rousse Balagne (1) CC Marana Golo (1) CC Pieve Ornano (1) CC Pasquale Paoli (1) CC Sud Corse (3)
Déchèteries mobiles	SYVADEC	Créations	Zone Ouest (1) Zone Centre Balagne (1) Zone Sud (1)
Déchèterie privée	SARL Eco Pros	Accueil des professionnels uniquement - en cours	Biguglia
Déchèterie privée	SARL Eco Pros	Accueil des professionnels uniquement - en cours	Sarrola
Quais de transfert OM	SYVADEC	Créations	Montegrosso Belgodere Porto Vecchio
Quais de transfert OM	SYVADEC	Rénovations	Campile Porto Vecchio
Centres de regroupement du tri	SYVADEC	Créations	Sisco Belgodere Saint Florent Francardo Viggianello Porto Vecchio
Point de regroupement du tri	SYVADEC	Rénovation	Campile
Plateforme de compostage	SYVADEC	Au stade de projet, dossier non déposé à l'OEC	Balagne – Belgodère
Plateformes de compostage	SYVADEC	AMO en cours	Grand Bastia (Monte, Sisco)
Plateforme de compostage	SYVADEC	Au stade de projet, dossier non déposé	Grand Sud
Plateforme de compostage	SYVADEC	AMO en cours	Grand Ajaccio

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
Plateforme de compostage	SYVADEC	Création	Montegrosso
Plateforme de compostage	SYVADEC	Création	CC Costa Verde (foncier à identifier)
Plateforme de compostage	SYVADEC	Rénovation	Viggianello
Centre de tri multi filières	SYVADEC / CAPA	Etude de définition en cours	Ajaccio
Centre de tri multi filières	SYVADEC / CAB	Etude de définition en cours	Grand Bastia
ISDND et installation de tri et de valorisation des déchets ménagers	SARL LANFRANCHI ENVIRONNEMENT	Arrêté du 13 novembre 2019, installation autorisée pour une durée de 10 ans, avec une capacité de stockage de 58 000 t/an DDAE déposé le 7/10/2020 pour une extension de 38 100t jusqu'en mai/juin 2021	Lieu-dit "Jena di Peno" - Viggianello
ISDND et installation de stockage des terres amiantifères	ORIENTE ENVIRONNEMENT	Ecriture des prescriptions notifiées en octobre 2020- Décision du Tribunal administratif n°1700043 du 03/10/2019, relançant la procédure d'examen et d'autorisation	Giuncaggio
ISDND	STANECO	Arrêté complémentaire n°2B-2017-08-08-002 en date du 08 août 2017	Tallone

2.7/ Les déchets en situations exceptionnelles

Conformément à la réglementation, le PTPGD doit « préciser l'identification des installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits en situation exceptionnelle, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, en distinguant ceux dont la production trouve sa cause dans le caractère exceptionnel de la situation et ceux dont la collecte et le traitement peuvent se voir affectés par cette situation. Les précisions concernant l'organisation de la collecte sont coordonnées avec les dispositions relatives à la sécurité civile prises notamment par les communes et leurs groupements. »

Dans le cas d'une catastrophe naturelle, la commune est productrice et détentrice des déchets. Elle doit mettre en place la collecte des déchets des ménages sans nuire à la salubrité publique. Le maire (L2212-2 et L2224-13 et suivant du CGCT) reste la personne responsable de la gestion des déchets issus de situations exceptionnelles, qu'il s'agisse de déchets dangereux et non dangereux.

Au titre de l'article L2215-1 du CGCT, le représentant de l'État dans le département peut prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité. Ainsi lorsque l'ampleur du sinistre le nécessite, ou en cas de défaillance du maire, ou si ce dernier en fait la demande, l'État peut intervenir.

Compte tenu de sa géographie et de la richesse des milieux naturels, la Corse est concernée par une grande diversité de risques naturels, dont les principaux sont les inondations, les feux de forêts et les tempêtes. Les 360 communes du territoire présentent un risque sismique, cependant il est qualifié de négligeable même si non nul.

Plusieurs planifications spécifiques à la gestion de situations de crise existent :

- Les Plans ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) planifient l'organisation opérationnelle des secours lors d'évènements affectant gravement la population,
- Les plans POLMAR proposent des plans d'intervention en cas de pollution accidentelle des milieux marins pour mobiliser et coordonner les moyens de lutte contre les pollutions ; ils peuvent comporter des volets POLMAR Mer pour des interventions en domaine maritime et POLMAR-Terre pour les situations où les pollutions atteignent les côtes.

C'est notamment dans ce cadre qu'a été formalisé un inventaire des zones favorables à l'implantation de zones de stockage intermédiaires en cas de pollutions aux hydrocarbures en 2004.

Pour l'année de référence du plan, aucune installation de stockage temporaire des déchets en situations exceptionnelles n'est identifiée.

2.8/ Synthèse de l'état des lieux

2.8.1/ Bilan

Point de vigilance : Les estimations réalisées pour les DAE et déchets du BTP présentent des incertitudes non évaluables à ce jour. Ces gisements théoriques représentent 75% du gisement total estimé dont 72% d'inertes et 28% de DNDNI. Aussi il est nécessaire de prendre en compte ces éléments dans la lecture des tableaux ci-dessous. Les tonnages « théoriques » sont indiqués en italique.

Inventaire des déchets par nature, quantité et origine

Tableau 11 : Gisements produits estimés en 2018 (année de référence) par nature et origine (Sources voir annexe 3- état des lieux détaillé)

Nature des déchets	Origine des déchets	Compositions des gisements	Gisements produits	Gisements produits (DGF)	Gisements produits (INSEE)
			2018	2018	2018
DNDNI	DMA Déchets non occasionnels	OMR	148 824 t	353,6 kg/hab.	442,9 kg/hab.
		Emballages recyclables	5 287 t	13,5 kg/hab.	15,7 kg/hab.
		Papiers	4 028 t	10,3 kg/hab.	12,0 kg/hab.
		Verre	11 951 t	28,4 kg/hab.	35,6 kg/hab.
		Biodéchets	1 843 t	8,5 kg/hab.	5,5 kg/hab.
		Cartons	6 444 t	15,3 kg/hab.	19,2 kg/hab.
	DMA Déchets occasionnels	DEA	8 472 t	20,1 kg/hab.	25,2 kg/hab.
		Métaux	5 972 t	14,2 kg/hab.	17,8 kg/hab.
		Textiles	759 t	1,8 kg/hab.	2,3 kg/hab.
		Déchets verts	14 230 t	33,8 kg/hab.	42,4 kg/hab.
		Inertes	10 420 t	24,8 kg/hab.	31,0 kg/hab.
		Bois	4 577 t	10,9 kg/hab.	13,6 kg/hab.
		Tout-venant	19 689 t	46,8 kg/hab.	58,6 kg/hab.
	SOUS-TOTAL DMA			242 495 t	582,0 kg/hab.

Nature des déchets	Origine des déchets	Compositions des gisements	Gisements produits	Gisements produits (INSEE)
			2018	2018
DNDNI	DAENDNI		<i>146 000 t</i>	<i>434,5 kg/hab.</i>
	SOUS-TOTAL DAENDNI		146 000 t	434,5 kg/hab.
	Matières sèches de boues de STEU		5 984 t	17,8 kg/hab.
	SOUS-TOTAL Autres DNDNI		5 984 t	17,8 kg/hab.
	SOUS-TOTAL DNDNI		394 480 t	1 174,1 kg/hab.

Nature des déchets	Compositions des gisements	Gisements produits	Gisements produits (INSEE)
		2018	2018
DD ⁶	Boues, dépôts et résidus chimiques	60 t	0,2 kg/hab.
	Déchets amiantés	392 t	1,2 kg/hab.
	Déchets contenant des hydrocarbures	244 t	0,7 kg/hab.
	Déchets contenant des PCB	71 t	0,2 kg/hab.
	DASRI	1 047 t	3,1 kg/hab.
	Déchets de préparations chimiques	217 t	0,6 kg/hab.
	DEEE (hors piles et accumulateurs)	4 663 t	13,9 kg/hab.
	Huiles usées	1 444 t	4,3 kg/hab.
	Liquides souillés	43 t	0,1 kg/hab.
	Piles et accumulateurs (hors DEEE)	22 t	0,1 kg/hab.
	REFIOM, REFIDI et autres résidus d'opération thermique	0,3 t	0,0 kg/hab.
	Solvants usés	84 t	0,2 kg/hab.
	Terres et boues de dragage polluées	1 454 t	4,3 kg/hab.
	VHU	4 701 t	14,0 kg/hab.
	DDS	126 t	0,4 kg/hab.
	DD diffus	220 t	0,7 kg/hab.
	Médicaments non utilisés	47 t	0,1 kg/hab.
	Lampes	9 t	0,0 kg/hab.
	Déchets pyrotechniques	1 t	0,0 kg/hab.
	Déchets photovoltaïques	5 t	0,0 kg/hab.
Produits phytosanitaires non utilisables	1 t	0,0 kg/hab.	
Autres déchets dangereux	514 t	1,5 kg/hab.	
SOUS-TOTAL DD		15 365 t	45,7 kg/hab.

⁶ Pour éviter les doubles comptes lorsque que des sources d'informations différentes présentent des données différentes pour un même flux de DD, les estimations les plus élevés ont été prises en compte.

Nature des déchets	Origine des déchets	Compositions des gisements	Gisements produits	Gisements produits (INSEE)
			2018	2018
DBTP	Bâtiment	Déchets Inertes	116 263 t	346,0 kg/hab.
		Déchets non dangereux	44 213 t	131,6 kg/hab.
		Déchets dangereux	3 275 t	9,7 kg/hab.
	SOUS-TOTAL DECHETS DU BATIMENT		163 750 t	487,4 kg/hab.
	TP	Déchets Inertes	456 863 t	1 359,7 kg/hab.
		Déchets non dangereux	24 563 t	73,1 kg/hab.
		Déchets dangereux	9 825 t	29,2 kg/hab.
	SOUS-TOTAL DECHETS DES TP		491 250 t	1 462,1 kg/hab.
	SOUS-TOTAL Déchets du BTP		655 000 t	1 949,4 kg/hab.
TOTAL DECHETS			1 064 845 t	3 169,2 kg/hab.

Bilan sur les taux de valorisation

Les filières suivies en 2018 sont présentées en détail au Chapitre 7 Annexe 3, cette analyse permet d'estimer le taux de valorisation global en 2018.

En 2018, le taux de valorisation matière et organique pour les DNDNI s'élève à 31% du gisement produit estimé. Très éloigné de l'objectif réglementaire fixé de 65%, il indique la nécessité de déployer en priorité des orientations pour une meilleure valorisation des déchets produits.

Tableau 12 : Bilan des taux de valorisation matière et organique en 2018

	Tonnage estimé envoyé vers des filières de valorisation matière et organique	Tonnage total produit estimé	Taux de valorisation matière et organique	Rappel de l'objectif réglementaire pour les flux concernés
DNDNI	141 971 t	452 835 t	31%	55% en 2020 de valorisation matière et organique pour les DNDNI toutes origines confondues puis 65% en 2025
<i>Dont pour les DMA (hors inertes)</i>	<i>68 000 t</i>	<i>232 000 t</i>	<i>29%</i>	
<i>Dont pour les DAE</i>	<i>46 000 t</i>	<i>146 000 t</i>	<i>32%</i>	
<i>Dont pour les DND du BTP</i>	<i>22 000 t</i>	<i>655 000 t</i>	<i>32%</i>	

2.8.2/ Une atteinte partielle des objectifs réglementaires actuels

Comme cela a été rappelé dans le chapitre 1, certaines orientations nationales voir européennes conditionnent les dispositions à prévoir dans le futur plan.

Un point d'avancement de la situation territoriale est proposé ci-après au regard des thématiques majeures du plan :

- La réduction et la valorisation des déchets,
- Le traitement des déchets,
- La fiscalité,
- Les biodéchets,
- Les déchets du BTP.

Ils mentionnent notamment :

- Les objectifs à prendre en compte et les références réglementaires qui y sont liées,
- La situation régionale 2018 et une estimation de l'importance du défi à relever en fonction de cette situation :
 - ★ : l'objectif est déjà atteint, ou la situation en 2018 et/ou les évolutions des dernières années s'orientent vers l'objectif réglementaire.
 - ★★ : certains points de vigilance sont soulevés mais des opportunités fortes sont identifiées.
 - ★★★ : plusieurs points de vigilance sont soulevés et devront être levés pour atteindre les objectifs.
- Les opportunités, leviers et points de vigilance à prendre en compte.

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	dans le détail	Situation régionale en 2018	Opportunités - leviers - points de vigilance
- 15% de DMA par hab. entre 2010 et 2030	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire		Une baisse de 13,8% de la production entre 2010 et 2018, à nuancer en fonction de l'origine de la baisse des gravats collectés en déchèterie ★★★★	- Des actions de réduction à déployer sur l'ensemble des déchets ménagers, et non plus "seulement" sur les ordures ménagères et le gaspillage alimentaire - Des opérations de réemploi à valoriser - Une fraction assimilée des déchets à prendre en compte (déchets professionnels collectés par les EPCI).
- 15% de DAE entre 2010 et 2030	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Réduction de 5 % des DAE par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP, en 2030 par rapport à 2010	- DAE : des flux peu identifiés et une vision partielle des filières suivies ★★★★	- Des acteurs référents à mobiliser pour mieux cerner les gisements, identifier les flux, sensibiliser les producteurs ... (Office de l'environnement, Dreal, Ademe, fédérations professionnelles, chambres consulaires, opérateurs,...)
Lutte contre le gaspillage alimentaire	Loi 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- Les commerces de détails alimentaires devront proposer la reprise gratuite des denrées alimentaires à une ou plusieurs associations. - Concerne les commerces dont la surface est supérieure à un seuil mentionné à l'article 3 de la loi n°72-657 du 13 juillet 1972 (400m²) - Des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective des collectivités - Réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015 : d'ici 2025 dans les domaines de la restauration collective et de la distribution alimentaire, D'ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la	- Des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire mais des marges de progrès importantes d'après les caractérisations - Des collectivités territoriales qui se mobilisent mais des mutualisations à trouver ★★	- Des "nouveaux acteurs", classiquement peu présents dans le monde "déchet", à renforcer sur la suite (par exemple des associations d'aides humanitaires, associations caritatives et sociales,... : pour le glanage sur les marchés, pour la reprise des denrées,...), des modalités de partenariats à trouver
Tri à la source des déchets organiques et généralisation pour tous les producteurs d'ici 2024	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Obligation de tri à la source et de valorisation biologique de déchets composés majoritairement de biodéchets : obligation pour les producteurs de + 5 t/an à compter du 01/01/2023, à tous à partir du 31/12/2023 Principes incluant le compostage de proximité et la collecte séparée des biodéchets	- DMA : un plan compostage individuel, des collectes en cours de déploiement - DNDNI : pas de collecte spécifique référencée - Des solutions de traitement en cours de mise en place (notamment des plateformes de compostage) ★★★★	- Poursuite et déploiement du dispositif - Des complémentarités à trouver entre les acteurs territoriaux et les acteurs locaux - Des optimisations et des rationalisations de l'ensemble des collectes à rechercher - Prise en compte des retours d'expérience
Une extension à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022	Décret du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD	- Une planification du déploiement de l'harmonisation des consignes de tri dans le cadre du futur PRPGD	L'extension des consignes de tri a été mis en place dès août 2018 ★★★★	- Une poursuite de la sensibilisation des différents publics à poursuivre - Des optimisations et des rationalisations de l'ensemble des collectes à rechercher - Des retours d'expérience à mettre en place
55% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65% en 2025	Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte		- DMA : 34% de valorisation matière et organique - DAE : des flux peu identifiés et une vision partielle des filières suivies ★★★★	- Une optimisation de la collecte sélective et du verre qui doit perdurer - Une valorisation des déchets de déchèteries à poursuivre - L'incidence des DAE à prendre en compte
Un tri obligatoire des déchets de papier, métal, plastique, verre et bois et textiles	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- pour les entreprises qui n'ont pas recours aux services des collectivités territoriales pour la gestion de leurs déchets <u>et</u> pour les entreprises qui ont recours aux services des collectivités et qui produisent ou détiennent plus de 1 100 litres de déchets par semaine	- DAE : des flux peu identifiés et une vision partielle des filières suivies - Traitement: une incertitude sur les capacités de tri du territoire et des productions de refus à anticiper ★★★★	- Des acteurs référents à mobiliser pour mieux cerner les gisements, identifier les flux ... (fédérations professionnelles, chambres consulaires, opérateurs,...)
Réduction des quantités stockées	Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Réduction de 30% des quantités de déchets non dangereux non inertes stockés entre 2010 et 2020 et de 50% entre 2010 et 2025 Limiter les DMA admis en ISD à 10 % des DMA produits en masse en 2035 Obligation d'une justification d'un tri préalable pour éliminer les déchets dans des ISD	- 5 % de déchets stockés entre 2010 et 2018 ★★★★	- Des flux de DMA à détourner - De nouveaux exutoires à trouver pour les DAE

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	dans le détail	Situation régionale en 2018	Opportunités - leviers - points de vigilance
Une limite aux capacités annuelles d'élimination des déchets non dangereux non inertes	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD	- Stockage : 2020 : 70% des quantités admises en 2010 2025 : 50% des quantités admises en 2010 - Incinération sans valorisation énergétique : 2020 : 75% des quantités admises en 2010 2025 : 50% des quantités admises en 2010	- 5 % de déchets stockés entre 2010 et 2018 - En 2025, des capacités qui seront réduites à environ : stockage : 90 075 t/an incinération : 0 t/an - Soit au moins 80 000 t/an à détourner de ces filières ★★★	- Des flux de DND à basculer vers d'autres filières - Une réflexion à engager sur le traitement de proximité
Assurer la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques disponibles	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Assurer la valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025	Aucune installation de valorisation énergétique recensée sur le territoire à l'exception du méthaniseur de boues de step de la CAPA. ★★	- Une connaissance des gisements (notamment DAE et DBTP) à affiner pour étudier la faisabilité technico-économique des solutions disponibles de valorisation des déchets résiduels (post atteinte objectifs de valorisation matière et organique) - Une valorisation énergétique possible, sous forme de CSR, dans des installations de production de chaleur ou d'électricité, mais qui doivent être adaptables pour recevoir la biomasse afin d'assurer une non dépendance vis-à-vis des déchets
Respect du principe de proximité et prise en compte des bassins de vie	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD	- Assurer la gestion des déchets à l'échelle du bassin de vie, en fonction de la nature des déchets considérés et de la viabilité économique des modes de traitement envisagés.	- Pour les DMA : traitement sur le territoire des déchets résiduels, exportation de certains valorisables (emballages plastiques...) - pour les DAE , les déchets du BTP : des flux peu identifiés et une vision partielle des filières suivies - pour les DD : une externalisation du traitement des déchets dangereux à l'exception des DASRI qui répond à des contraintes liées aux installations de gestion ★★★	- Des capacités de traitement des déchets résiduels qui sont aujourd'hui insuffisantes mais des capacités à mieux identifier pour certaines filières (déchets des professionnels) - Des valorisations en local à promouvoir

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	dans le détail	Situation régionale en 2018	Opportunités - leviers - points de vigilance
Progression vers la généralisation d'une tarification incitative	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD	Avec un objectif national de 15 millions d'habitants en 2020 et de 25 millions en 2025	Plusieurs études d'opportunité ont été réalisées mais aucun mode de financement incitatif n'a pour l'instant été mis en place (une expérimentation est néanmoins en cours au niveau de la CC Calvi Balagne)	- Des expériences nationales à transposer ★★★



Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	dans le détail	Situation régionale en 2018	Opportunités - leviers - points de vigilance
Lutte contre le gaspillage alimentaire	Loi 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- Les commerces de détails alimentaires devront proposer la reprise gratuite des denrées alimentaires à une ou plusieurs associations. - Concerne les commerces dont la surface est supérieure à un seuil mentionné à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 (400m ²) - Des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective des collectivités - Réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015 : d'ici 2025 dans les domaines de la restauration collective et de la distribution alimentaire, D'ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale	- Des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire mais des marges de progrès importantes d'après les caractérisations - Des collectivités territoriales qui se mobilisent mais des mutualisations à trouver ★★	- Des "nouveaux acteurs", classiquement peu présents dans le monde "déchet", à renforcer sur la suite (par exemple des associations d'aides humanitaires, associations caritatives et sociales,... : pour le glanage sur les marchés, pour la reprise des denrées,...), des modalités de partenariats à trouver
Tri à la source des déchets organiques et généralisation pour tous les producteurs d'ici 2024	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Obligation de tri à la source et de valorisation biologique de déchets composés majoritairement de biodéchets : obligation pour les producteurs de + 5 t/an à compter du 01/01/2023, à tous à partir du 31/12/2023 Principes incluant le compostage de proximité et la collecte séparée des biodéchets	- DMA : un plan compostage individuel, des collectes en cours de déploiement - DNDNI : pas de collecte spécifique référencée - Des solutions de traitement en cours de mise en place (notamment des plateformes de compostage) ★★★★	- Poursuite et déploiement du dispositif - Des complémentarités à trouver entre les acteurs territoriaux et les acteurs locaux - Des optimisations et des rationalisations de l'ensemble des collectes à rechercher - Prise en compte des retours d'expérience
Un traitement qui s'oriente vers le compostage et la stabilisation de la biomasse	Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Appels à projet pour le développement d'unités de méthanisation	incluant la mise en œuvre d'une stratégie nationale de mobilisation de la biomasse (SNMB) et de schémas régionaux de biomasse	Un plan compostage en cours de déploiement à l'échelle du Syvadec, un réseau de plateformes de compostage qui se structure Un schéma territorial biomasse en cours de finalisation, qui identifie peu de perspectives pour le développement de la méthanisation compte-tenu des singularités territoriales Des projets de centres de sur-tri qui incluent un volet stabilisation des résiduels ★★	Des collectes séparatives à développer, un réseau d'installations à structurer

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	dans le détail	Situation régionale en 2018	Opportunités - leviers - points de vigilance
- 15% de DAE entre 2010 et 2030	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Réduction de 5 % des DAE par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP, en 2030 par rapport à 2010	- Des gisements peu suivis au cours du temps et une fiabilité faible des données 2010 ★★★	- Des acteurs référents à mobiliser pour mieux cerner les gisements, identifier les flux ... (fédérations professionnelles, chambres consulaires,...)
Valorisation sous forme matière de 70 % des déchets du BTP	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD	Valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics à l'horizon 2020	Un taux de valorisation incalculable compte-tenu de l'absence de données fiables sur les gisements et les filières ★★★	
Priorité à l'utilisation des matériaux issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage des déchets	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- Au plus tard en 2020, l'Etat et les collectivités territoriales s'assurent qu'au moins 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers de construction ou d'entretien routiers dont ils sont maîtres d'ouvrage sont réemployés ou orientés vers le recyclage ou les autres formes de valorisation matière - Des objectifs de valorisation à prendre en compte sur les chantiers de MO publique et dans les appels d'offres : 2017 : Au moins 50% en masse sur leurs chantiers de construction routiers 2020 : Au moins 60% en masse sur leurs chantiers de construction routiers	- des clauses environnementales générales incluant la gestion des déchets parfois incluses dans les appels d'offres - Mais généralement, des matériaux recyclés concurrencés par l'utilisation de matériaux naturels ★★★	- Un rôle des maîtres d'ouvrage à renforcer
Reprise des déchets matériaux chez les distributeurs	Décret du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets	- Pour les distributeurs dont la surface est supérieure ou égale à 400 m ² et réalisant un chiffre d'affaires annuel de plus d'un million d'euros	- des points de dépose en région non identifiés ★★★	- Des distributeurs du territoire qui vont devoir s'équiper et des éventuels besoins de place à prévoir - Des déchets de construction mieux captés et des flux à anticiper.
Un tri obligatoire des déchets de bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- pour les entreprises qui n'ont pas recours aux services des collectivités territoriales pour la gestion de leurs déchets <u>et</u> pour les entreprises qui ont recours aux services des collectivités et qui produisent ou détiennent plus de 1 100 litres de déchets par semaine	- DAE : des flux peu identifiés et une vision partielle des filières suivies - Traitement: une incertitude sur les capacités de tri du territoire et des productions de refus à anticiper ★★★	- Des acteurs référents à mobiliser pour mieux cerner les gisements, identifier les flux ... (fédérations professionnelles, chambres consulaires, opérateurs...)



2.8.3/ Enjeux et pistes de progrès identifiés

L'organisation de la prévention et de la gestion des déchets ménagers sur le territoire engage depuis quelques années une profonde mutation : développement des collectes sélectives des emballages et mise en place de nouvelles consignes de tri, développement des collectes de biodéchets, tri et valorisation des encombrants, engagement dans une démarche forte de prévention avec les labellisations ZDZG...

Les situations individuelles restent toutefois disparates entre les EPCI, et les engagements inégaux ; toutes les bonnes pratiques mises en place sur le territoire doivent être mises en avant et partagées à la fois à l'échelle des élus et des techniciens afin de témoigner de leur faisabilité même dans un contexte corse singulier.

La connaissance précise des besoins et des coûts est à la base de toute démarche d'optimisation, chacun doit s'engager dans cette démarche.

La complémentarité des engagements des maitres d'ouvrage est un facteur clé de succès important ; ainsi, les engagements pris à une échelle territoriale peuvent être utilement relayés à l'échelle locale pour une meilleure appropriation et adaptation des démarches, et permettre ainsi l'émergence de nouveaux projets.

Les enjeux environnementaux et financiers liés aux déchets ont été compris par une grande partie de la population, qui trie ou est prête à trier. Mais les modalités du tri sont parfois compliquées et il reste beaucoup à faire en matière de communication et de sensibilisation.

Ces démarches de progrès ne suffisent cependant pas encore à résoudre la profonde crise que rencontre le territoire concernant la structuration d'un dispositif de traitement pérenne. **Il faut que tous prennent conscience que même un fort engagement dans des politiques volontaristes de prévention et de valorisation ne suffira pas à pallier le besoin en installation de gestion des déchets ultimes.**

La mobilisation et l'engagement responsable de l'ensemble des parties prenantes est une nécessité.

Si la gestion des déchets ménagers présente plusieurs évolutions majeures ces dernières années, l'organisation de la gestion des déchets professionnels reste toujours aussi floue. Seule la gestion des déchets dangereux des producteurs de plus de 2t/an fait l'objet d'une traçabilité précise, encadrée par une obligation réglementaire.

L'absence de suivi spécifique à ces flux, la faible mobilisation des organismes professionnels fédérateurs étaient déjà constatés à l'occasion du PIEDMA puis du PPGDND.

En 2018, la conclusion reste la même : la traçabilité et la gestion des déchets des entreprises doit être améliorée, pour les déchets assimilés comme pour les déchets du BTP. Le caractère récurrent des dépôts sauvages et les niveaux de valorisation faibles ne sont pas uniquement la conséquence du manque de structures susceptibles de prendre en charge ces déchets. De plus, une part importante de ces flux échoit aux collectivités, et ce le plus souvent en l'absence de redevance spéciale.

De nombreuses pistes de progrès ont été identifiées dans le cadre du plan d'actions formalisé en 2018 ; celles-ci ont été étudiées dans le cadre de la présente planification.

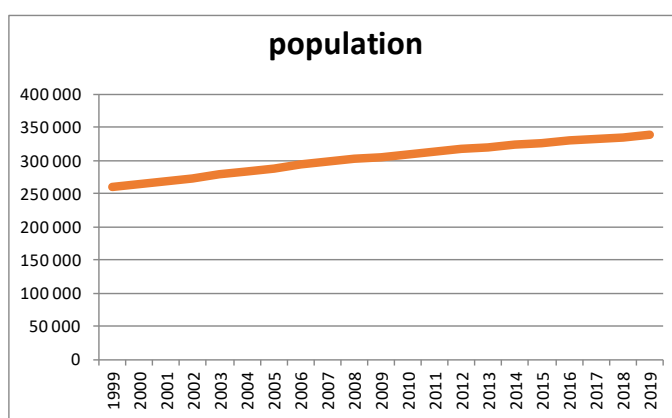
3/ Evolution tendancielle à la hausse de la production de déchets en Corse sans actions du Plan

3.1/ Hypothèses et méthodologie

Historique des évolutions récentes de la Corse en 2000 et 2020 sur quelques points structurants : une forte mutation de l'île

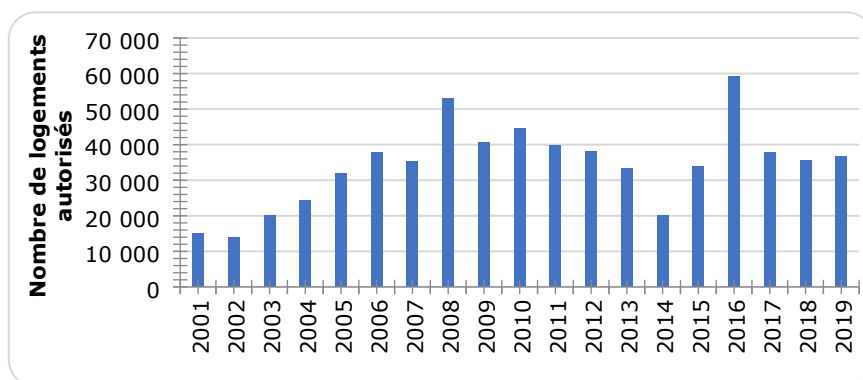
La population s'est accrue entre 1999 et 2019 à une vitesse quasi constante de + 1,33 % par an, passant de 260 194 habitants à 339 178 habitants (soit un accroissement sur la période de 80 000 habitants environ, équivalent à + 30 %).

Figure 27 : Evolution 1999-2019 de la population (INSEE Recensement de la population 1999-2019)



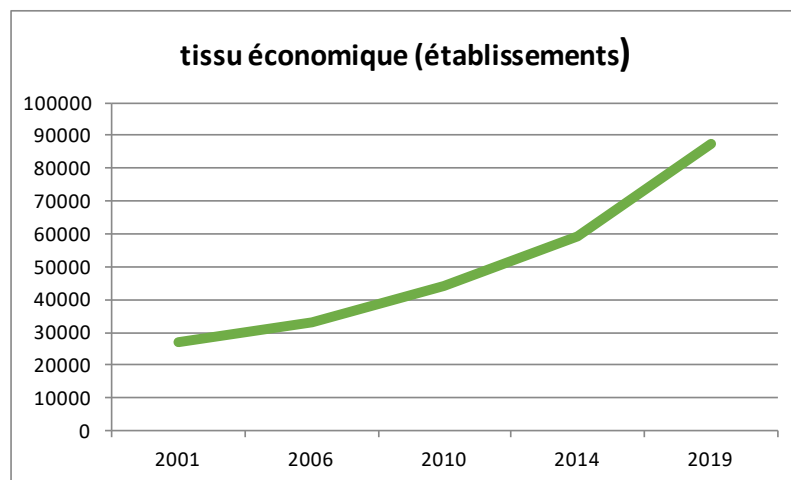
Les autorisations annuelles de programme entre 2001 (date de promulgation du PEI) et 2014 ont suivi une courbe assez « gaussienne », centrée sur 2008. Depuis 2014-2015, une autre vague d'autorisations a démarré, avec une valeur « particulière » en 2016, où celles-ci ont atteint un maximum 1,6 fois égal à celui des années 2014-2019. Hormis cela le phénomène sur cette période reste élevé mais stable.

Figure 28 : Autorisations annuelles de programmes collectifs et résidences 2001-2019



Le tissu économique s'est accru de manière explosive entre 2001 et 2019, passant de 27 176 à 87 233 établissements, soit multiplié par 3,2. L'accélération a été de plus en plus forte, surtout entre 2017 et aujourd'hui : + 36 % sur 3 ans et + 23 245 établissements (voir analyse au 1.3).

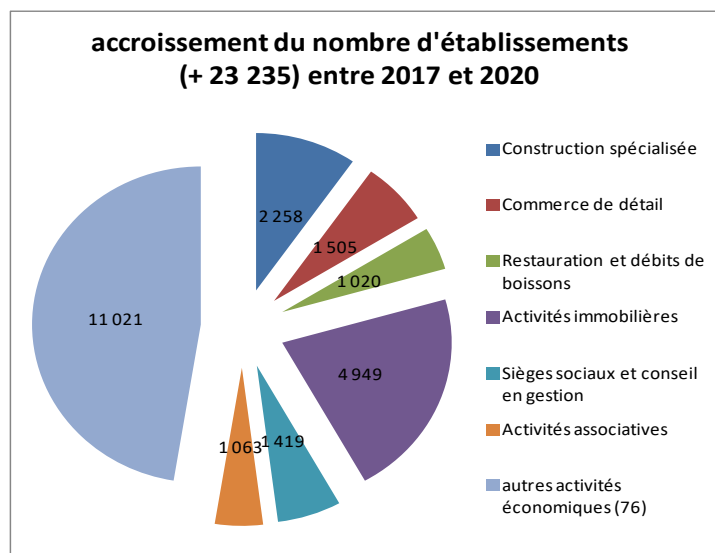
Figure 29 : Evolution du tissu d'entreprises 2001-2019 (Fichier SIRET 2001-2019, INSEE)



Evolutions spatiale et sectorielle récente du tissu économique de la Corse (entre 2017 et 2020)

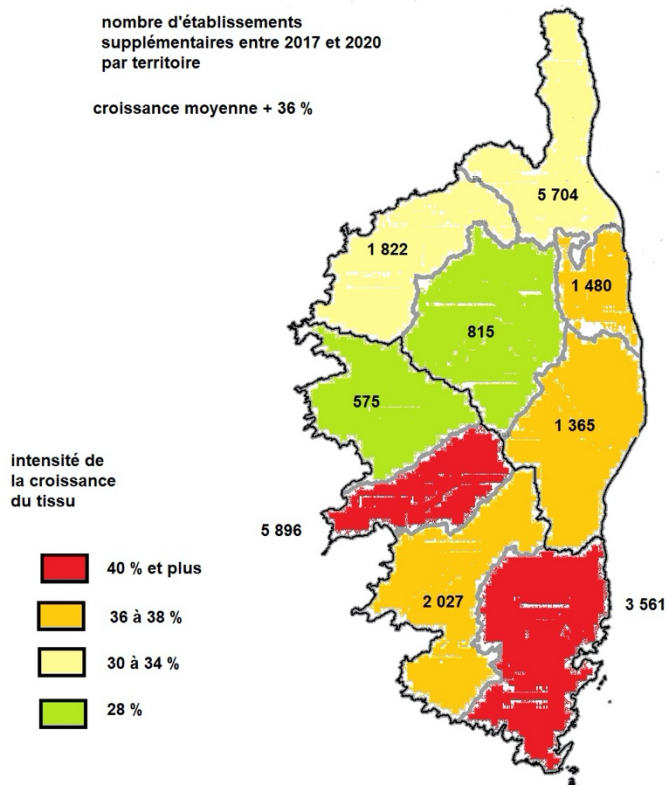
La transformation actuelle (2017-2020) du tissu économique corse est portée par 6 activités : l'immobilier (21 % de l'accroissement), la construction spécialisée (10 %), le commerce de détail (6 %), les activités de sièges sociaux et conseils (6 %), les activités associatives (5 %), les bars et restaurants (4 %). Les 76 autres activités sont responsables du reste de l'accroissement du tissu.

Figure 30 : l'évolution des secteurs économiques (Fichier SIRET 2017-2020, INSEE)



Les territoires du sud et de la plaine sont ceux où l'expansion est la plus forte. Les territoires les plus ruraux sont ceux où la dynamique est la plus faible. **Marana-Golo est aussi très dynamique**, même si le reste du territoire nuance celle-ci sur le global (Grand Bastia).

Figure 31 : L'évolution par territoire (Fichier SIRET 2017-2020, INSEE)



Les éléments de prospective

Les documents de référence

Les documents de référence des éléments de réflexion pour la prospective sont le PADDUC (adopté en 2014) et le SRDE2I (adopté en 2016).

Les programmes d'investissement public engagés et à venir

Les programmes d'investissement public retenus pour la réflexion sur la prospective sont la fin du Programme Exceptionnel d'Investissements (2017-2020 théorique) et le futur Plan de Transformation et d'Investissements pour la Corse (PTIC), qui succèdera au PEI sur une durée de 5 ans, actuellement en cours de préparation. Aussi on peut considérer que le PEI et le PTIC vont avoir un effet direct en investissements entre 2020 et 2027 (compte tenu des décalages en cours) et qu'ils auront un effet induit sur la période 2027-2033, en matière d'occupation de l'espace

Le PEI concerne essentiellement le Bâtiment et les Travaux Publics dans sa mise en œuvre. Le PTIC devrait poursuivre dans cette voie, cependant les volumes d'investissements en cours et pressentis sont vraisemblablement moindre que ce qui a déjà été réalisé depuis 2001(soit dans les phases 1 et 2 du PEI, initialement prévu sur 2001-2017). Leur portée (directe et induite) dans le temps, et dans leur projection déchets, peut-être anticipée comme moindre que la période précédente, avec un effet plus fort sur 2020-2027 que sur 2027-2033.

Les incidences de la mutation du tissu et du développement potentiel de nouveaux secteurs économiques

La mutation du tissu économique corse depuis 2001 s'est encore renforcée et accélérée entre 2017 et 2020 (+23 235 établissements, +36 %). Ces évolutions concernent majoritairement certains secteurs (graphique p 3). Cette mutation fortement impulsée par l'immobilier et la construction et par la croissance de la population pourrait ne pas maintenir ce rythme, et dans un premier temps (2027) décliner de 22 % environ, pour revenir en 2033 à son niveau actuel. Ceci en raison d'un phénomène probable de disparition d'entreprises suite à l'interruption COVID, aux départs en retraite, à 2 saisons touristiques successives mitigées (2019-2020) et à de potentielles fusions-concentrations (hypothèses Antra Strada à partir des documents de référence et observations). Enfin certains secteurs ont une croissance propre : l'Énergie (photovoltaïque), la Mobilité (véhicules électriques, nautisme), les Industries Agro-Alimentaires, qu'il convient de prendre en compte du point de vue des déchets.

Les incidences des tendances d'évolution de la population (Insee)

La prospective de population Insee fait apparaître une progression de 10 % entre 2018 (335 995 h) et 2033 (366 174 h). Celle-ci est équivalente en moyenne à 0,575 % par an. Ce qui est un taux d'accroissement non négligeable mais que la présente prospective va utiliser.

Les incidences des tendances d'évolution de la fréquentation touristique (hypothèses Antra Strada)

Les tendances d'évolution de la fréquentation touristique sont établies à partir de la base de 2018 (année 2019 en retrait dans l'hébergement professionnel de 7 %, et année 2020 particulière en raison du Covid-19). Elles se répartissent entre tourisme marchand (suivant allongement de la saison, puisque le régime normal de sa fréquentation est globalement assez stable depuis quelques années) et non marchand (proportionnelle à l'accroissement du nombre de résidences secondaires). La différenciation territoriale sera faite sur la base de l'offre touristique marchande.

Les scenarii possibles sur la période 2020-2027-2033

L'hypothèse de base sur laquelle se fondent les 3 scenarii repose sur le lien suivant :

- Création de logements :
 - Augmentation de population et des résidences secondaires
 - Lien avec le tourisme non marchand ;
- Hypothèses (H1&H2) de développement du tourisme marchand (stabilité globale du parc de lits pros H1 et H2, mais progression du taux de remplissage des ailes de saison H2 (avant été/après été) ;

=>Développement du tissu économique (entreprises) en fonction de cette croissance ; avec une partie autonome (IAA, énergie, mobilité)

L'hypothèse centrale « logements nouveaux » est issue des tendances 2001-2019, confrontées avec l'AUEC, soit 3 scenarii : 3 200 – 4 000 --5 000 logements nouveaux par an de manière linéaire sur la période 2018-2033 et correspond à l'augmentation de

population de la prospective Insee ; le complément de logements supplémentaires correspond à des nouvelles Résidences Secondaires.

Tableau 13 : Scénarios d'hypothèses prospectives

Scenar io	Logement s nouveaux/ an	Accroissem ent Population/ an	Résidence s secondair es (R2) nouvelles/ an	Influenc e (R2) Tourism e non marcha nd sur nuitées en 2033	Influenc e H1 Tourism e marcha nd sur nuitées en 2033	Influenc e H2 Tourism e marcha nd sur nuitées en 2033	Entrepris es en 2033	Dont entrepris es nouveau x secteurs en 2033
1	3 200	2 000	550	+ 7,3 %	+7,5 %	+20,5 %	83 595	2 953
2	4 000	2 000	1 350	+ 17,8 %	+7,5 %	+20,5 %	86 582	3 132
3	5 000	2 000	2 350	+ 31 %	+7,5 %	+20,5 %	89 567	3 554

Les hypothèses touristiques H1 (stabilité offre marchande) et H2 (élargissement de la saison) tablent sur une stabilité globale de la capacité d'accueil professionnelle, compte tenu du rapport défavorable entre offre d'hébergement non professionnel et offre professionnelle.

La sensibilité (convergences et divergences) entre les scenarii

L'activité du BTP et le niveau de construction des Résidences Secondaires prédéterminent, dans ce modèle, l'essentiel du mouvement affectant la vie de l'île, en dehors du développement autonome de certaines activités productives (IAA, énergie) et de l'élargissement de la saison touristique professionnelle. L'hypothèse centrale retenue est donc le scenario 2 (médian) avec une hypothèse d'évolution touristique à mi-chemin entre H1 et H2 (environ + 32 % de nuitées touristiques marchandes et non marchandes en 2033, soit un équivalent population permanente supplémentaire de 126 575 hab.). La sensibilité autour du scenario 2 est relativement faible car l'élargissement de la saison touristique professionnelle (différence entre hypothèses H1 et H2) est peu influent comparativement au reste des autres facteurs. La sensibilité extrême du scenario 2 (entre scenario1 H1 et scenario3 H2) est plus importante, variant entre + 11 % et + 49 % par rapport à la situation globale des déchets (le scenario 2 se situant à + 28 % par rapport à aujourd'hui).

Les impacts sur les différents types de déchets

Les DMA devraient évoluer globalement (yc tri, OMR et encombrants) d'ici 2033, de +30 % à + 35 % ; le scénario médian se situant à +32,5 %. La population de référence en équivalent habitants permanents passerait de 419 000 à 493 000 environ (en prenant en compte la population résidente et la population touristique), soit une croissance de 18 % par rapport à aujourd'hui (2018) ; croissance encadrée par 2 hypothèses entre +14 % et +22,4 %.

Le différentiel d'augmentation entre population équivalente en habitants permanents et le niveau des DMA peut se trouver dans un accroissement de la consommation liée à l'augmentation du niveau de revenu global des résidents et des touristes séjournant sur l'île, directement (par les ménages) ou indirectement par les déchets « assimilés ».

Concernant les DMA, des hypothèses spécifiques ont également été prises en compte avec :

- L'amélioration du ratio de collecte des emballages au détriment des OMR liées à la mise en place de l'extension des consignes de tri en 2018. +36% du tonnage collecte sur les emballages entre 2018 et 2019 d'après les données SYVADEC
- Evolution du tonnage collecté de TLC en plus des hypothèses contextuelles sur la démographie en lien avec l'évolution des mises sur le marché. +2%/an selon les données de l'éco-organisme (Eco-TLC).
- Concernant les matières sèches de boues, l'hypothèse est d'atteindre 7 000 t en 2027 (donnée fixée par le rapport SATESE 2014) puis une évolution entre 2027 et 2033 en lien avec les hypothèses contextuelles (population, tourisme...) évoquées plus haut.

L'évolution des DAE (hors DBTP) prend en compte l'accroissement de la population résidente et touristique, ainsi que les dynamiques et mutations sectorielles observées (2017-2020), tout en considérant les mouvements plus autonomes de nouveaux secteurs : énergie, mobilité, IAA.

Les DBTP devraient augmenter selon les hypothèses H1, H2 et H3 de création de logements, et notamment de résidences secondaires, puisque les hypothèses témoignent que les différences résultent de l'accroissement de celles-ci. La création de logements et la rénovation représentent vraisemblablement autour de 30 % des déchets du secteur BTP. Les 70 % restants résultent apparemment des programmes d'investissements notamment publics, mais qui sont pour le moment mal connus.

Concernant les déchets dangereux, les hypothèses suivantes ont été prises en compte :

- Pour les déchets des gros producteurs (déchets contenant des hydrocarbures, déchets de préparations chimiques, huiles usées, liquides souillés, piles et accumulateurs (hors DEEE) : une augmentation du tonnage en fonction de l'évolution du PIB a été retenue.
- Pour les DASRI, l'évolution de la production a été corrélée en tenant compte du vieillissement de la population : augmentation de +5% des tonnages entre 2018 et 2033 liée au vieillissement de la population soit +0,33%/an.
- Pour les DEEE, évolution du tonnage selon l'évolution de la population pour les gros électroménagers (71% du gisement)

- Pour les VHU : augmentation de 4,4%/an du tonnage liée à l'augmentation des mises sur le marché et pris en compte des hypothèses d'évolution contextuelles (population, ...) citées plus haut
- Pour le DDS : évolution en fonction des hypothèses contextuelles citées plus hauts (population...)
- Pour tous les autres flux (Boues, dépôts et résidus chimiques, déchets amiantés, déchets contenant PCB, REFIOM, REFIDI, autres résidus d'incinération, solvants usés, terres et boues de dragage polluées, DD diffus, lampes, déchets pyrotechniques, déchets photovoltaïques, produits phytosanitaires non utilisables, autres déchets dangereux) : une stabilisation des tonnages a été retenue.

Enjeux et rôle du PTPGD et du PTAEC

Le PTPGD et PTAEC constituent un document complémentaire des 2 précédents (PADDUC et SRDE2I), en matière de stratégie de développement et d'aménagement de l'île, et ont un lien avec l'économie de l'île à travers l'évolution de son tissu et sa localisation.

3.2/ Résultats de la prospective des gisements

3.2.1/ Gisements à horizon 2027 et 2033

Sans actions du PTPGD et du PTAEC, les hypothèses prises et les estimations réalisées tendent vers un gisement évalué à 1 235 700 tonnes de déchets en 2027 et 1 347 200 tonnes de déchets en 2033 contre 1 064 850 tonnes en 2018 soit une évolution de la production de déchets au global à 27% d'ici 12 ans.

Cette évaluation reste une estimation à appréhender avec précaution car elle reste basée sur des hypothèses et sur des estimations dans la limite des données et ressources disponibles au moment de son élaboration.

Le manque d'informations notamment sur les DAE et DBTP et certains déchets dangereux actuellement est clairement identifié. L'une des orientations du PTPGD sera de participer à combler ses lacunes afin d'affiner les prospectives et estimations.

Tableau 14 : Prospective tendancielle des gisements de déchets produits estimé en Corse à horizon 2027 et 2033

Nature	Origine des déchets	Compositions des gisements	2018	Tonnages (t/an)		% évolution tendancielle		Différence tonnage 2018-2033 Tendancielle
				Prospective tendancielle		2018-2027	2018-2033	
				2027	2033			
DNDNI	DMA Déchets non occasionnels	OMR	148 800 t	171 900 t	187 000 t	16%	26%	38 200 t
		Emballages recyclables	5 300 t	8 300 t	9 100 t	57%	72%	3 800 t
		Papiers	4 030 t	4 700 t	5 100 t	17%	27%	1 070 t
		Verre	11 950 t	13 800 t	15 000 t	15%	26%	3 050 t
		Biodéchets	1 840 t	2 100 t	2 300 t	14%	25%	460 t
		Cartons	6 400 t	7 400 t	8 100 t	16%	27%	1 700 t
	DMA Déchets occasionnels	DEA	8 470 t	9 800 t	10 600 t	16%	25%	2 130 t
		Métaux	5 970 t	6 900 t	7 500 t	16%	26%	1 530 t
		Textiles	760 t	900 t	1 000 t	18%	32%	240 t
		Déchets verts	14 200 t	16 400 t	17 900 t	15%	26%	3 700 t
		Inertes	10 420 t	12 000 t	13 100 t	15%	26%	2 680 t
		Bois	4 580 t	5 300 t	5 800 t	16%	27%	1 220 t
		Tout-venant	19 700 t	22 700 t	24 700 t	15%	25%	5 000 t
	SOUS-TOTAL DMA		242 420 t	282 200 t	307 200 t	16%	27%	64 780 t
	DAENDNI		146 000 t	161 000 t	181 500 t	10%	24%	35 500 t
	SOUS-TOTAL DAENDNI		146 000 t	161 000 t	181 500 t	10%	24%	35 500 t
Matières sèches de boues de STEU		5 980 t	7 000 t	7 200 t	17%	20%	1 220 t	
SOUS-TOTAL Autres DNDNI		5 980 t	7 000 t	7 200 t	17%	20%	1 220 t	
SOUS-TOTAL DNDNI		394 400 t	450 200 t	495 900 t	14%	26%	101 500 t	
DD	SOUS-TOTAL DD		15 353 t	16 300 t	17 000 t	6,2%	10,7%	1 647 t

			Tonnages (t/an)					
Nature	Origine des déchets	Compositions des gisements	2018	Prospective tendancielle		% évolution tendancielle		Différence tonnage 2018-2033
				2027	2033	2018-2027	2018-2033	Tendancielle
DBTP	Bâtiment	Déchets Inertes	116 300 t	136 600 t	148 100 t	17%	27%	31 800 t
		Déchets non dangereux	44 200 t	51 900 t	56 300 t	17%	27%	12 100 t
		Déchets dangereux	3 300 t	3 800 t	4 200 t	15%	27%	900 t
	SOUS-TOTAL DECHETS DU BATIMENT		163 800 t	192 300 t	208 600 t	17%	27%	44 800 t
	TP	Déchets Inertes	456 900 t	536 600 t	581 900 t	17%	27%	125 000 t
		Déchets non dangereux	24 600 t	28 800 t	31 300 t	17%	27%	6 700 t
		Déchets dangereux	9 800 t	11 500 t	12 500 t	17%	28%	2 700 t
	SOUS-TOTAL DECHETS DES TP		491 300 t	576 900 t	625 700 t	17%	27%	134 400 t
	SOUS-TOTAL Déchets du BTP		655 100 t	769 200 t	834 300 t	17%	27%	179 200 t
	TOTAL DECHETS			1 064 853 t	1 235 700 t	1 347 200 t	16%	27%

3.2.2/ Approche territorialisée des gisements à horizon 2027 et 2033

L'évolution de ces espaces sur la période 2018-2033 se profile très littorale et avec vraisemblablement une diminution de l'activité des territoires de grande ruralité.

Pour rappel, le découpage de ces 6 grands territoires a été réalisée en suivant la méthode présentée plus haut au chapitre 2 – 1.4.

Figure 32 : Prospective territorialisée des gisements DMA à horizon 2027 et 2033

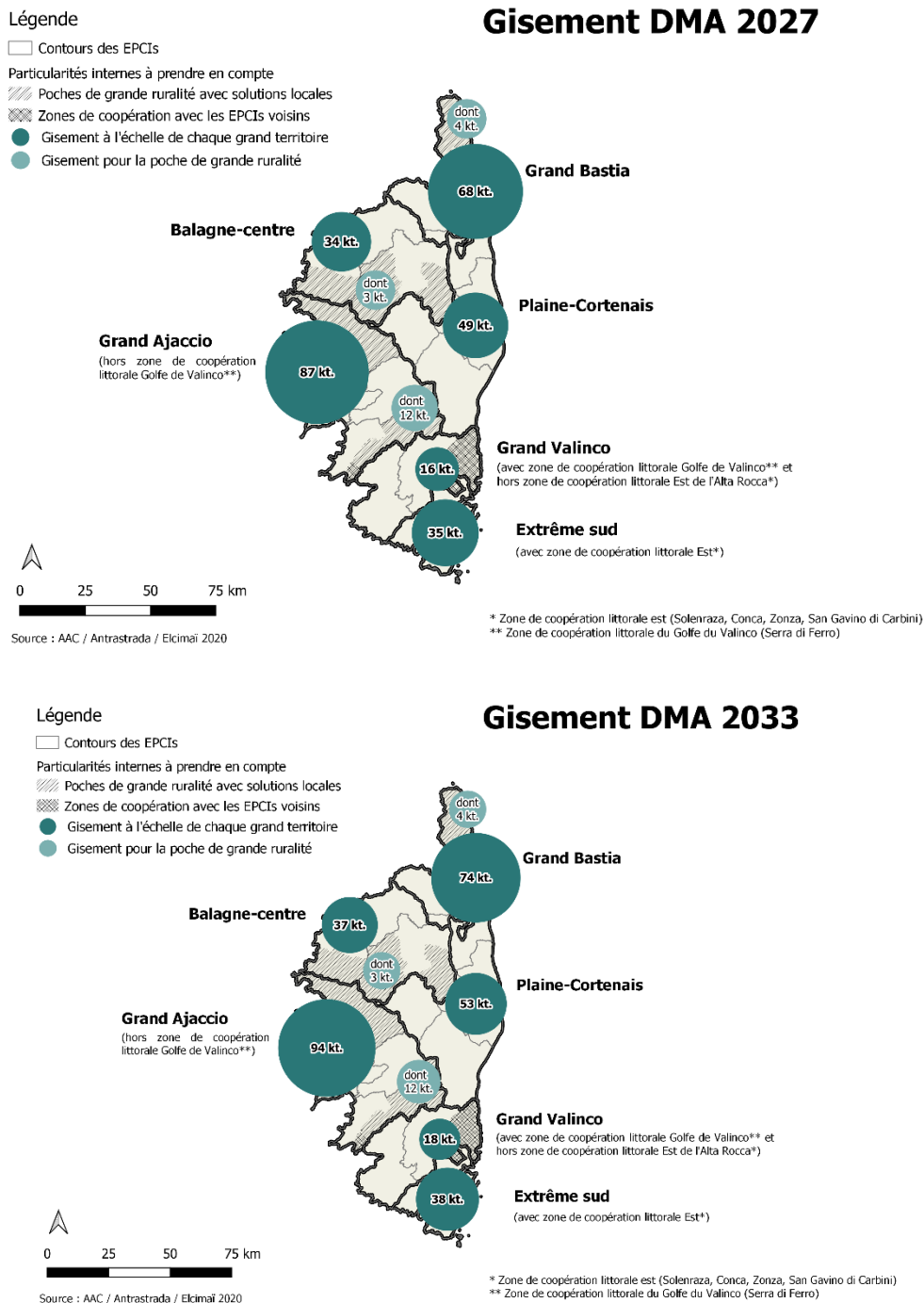
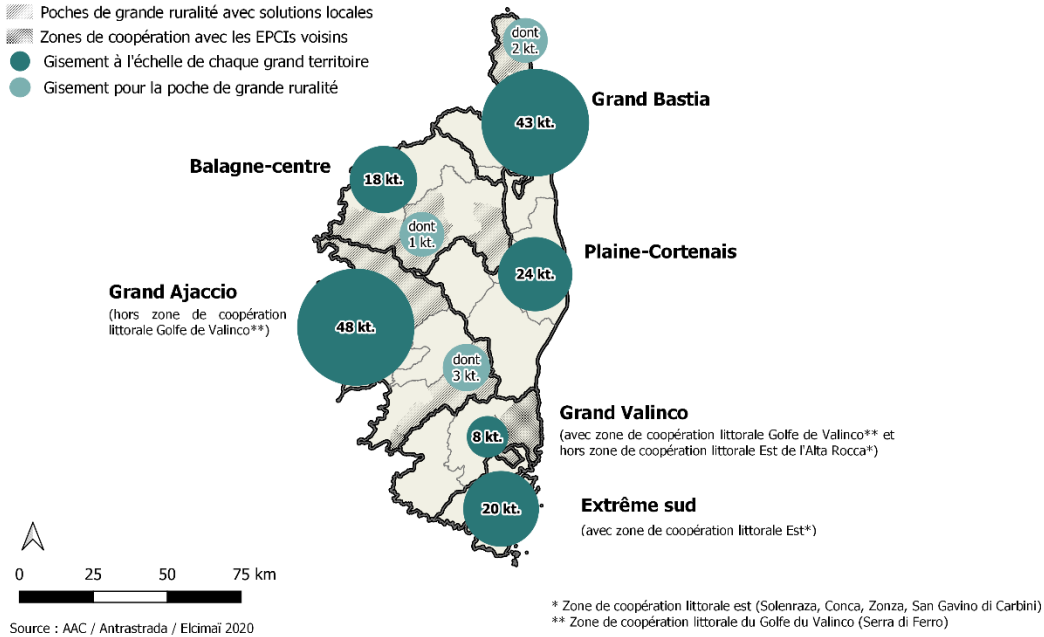


Figure 33 : Prospective territorialisée des gisements DAE à horizon 2027 et 2033

Légende

- Contours des EPCIs
- Particularités internes à prendre en compte
 - ▨ Poches de grande ruralité avec solutions locales
 - ▨ Zones de coopération avec les EPCIs voisins
- Gisement à l'échelle de chaque grand territoire
- Gisement pour la poche de grande ruralité

Gisement DAE 2027



Légende

- Contours des EPCIs
- Particularités internes à prendre en compte
 - ▨ Poches de grande ruralité avec solutions locales
 - ▨ Zones de coopération avec les EPCIs voisins
- Gisement à l'échelle de chaque grand territoire
- Gisement pour la poche de grande ruralité

Gisement DAE 2033

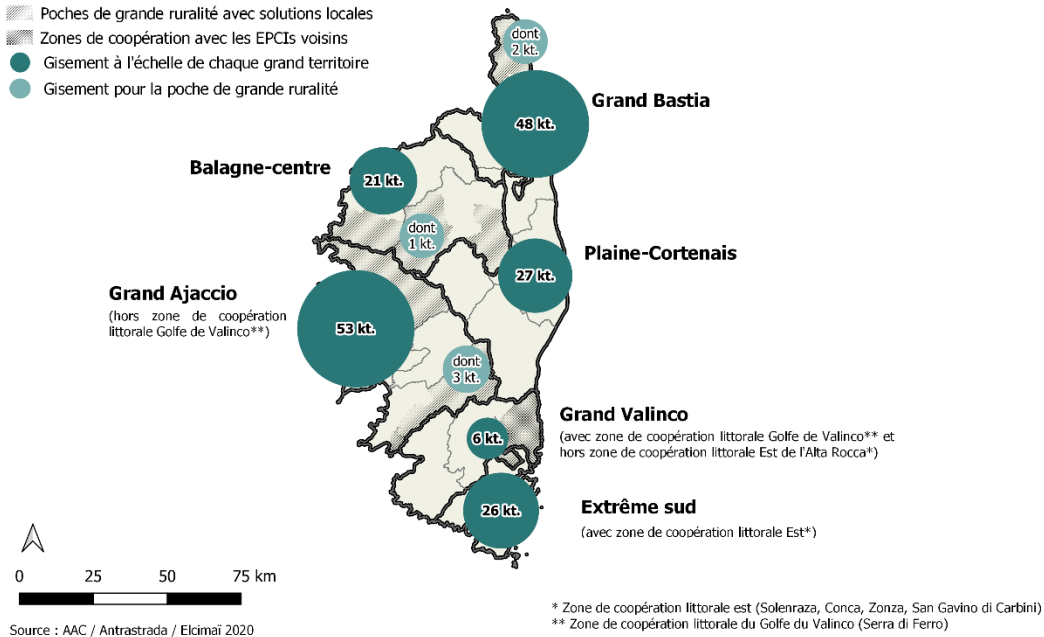
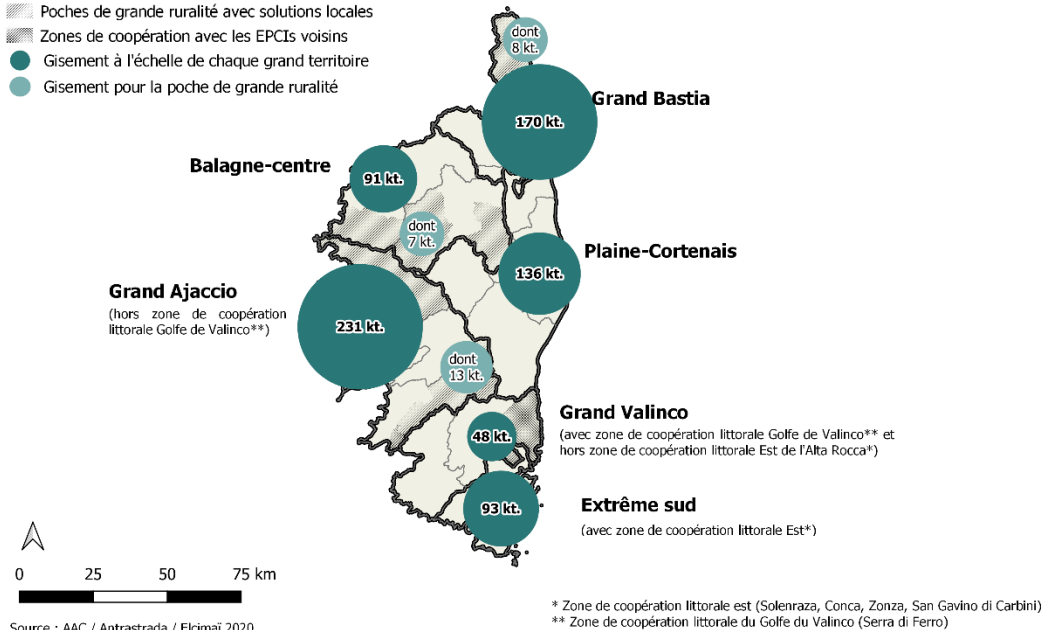


Figure 34 : Prospective territorialisée des gisements DBTP à horizon 2027 et 2033

Légende

- Contours des EPCIs
- Particularités internes à prendre en compte
 - ▨ Poches de grande ruralité avec solutions locales
 - ▨ Zones de coopération avec les EPCIs voisins
- Gisement à l'échelle de chaque grand territoire
- Gisement pour la poche de grande ruralité

Gisement DBTP 2027



Légende

- Contours des EPCIs
- Particularités internes à prendre en compte
 - ▨ Poches de grande ruralité avec solutions locales
 - ▨ Zones de coopération avec les EPCIs voisins
- Gisement à l'échelle de chaque grand territoire
- Gisement pour la poche de grande ruralité

Gisement DBTP 2033

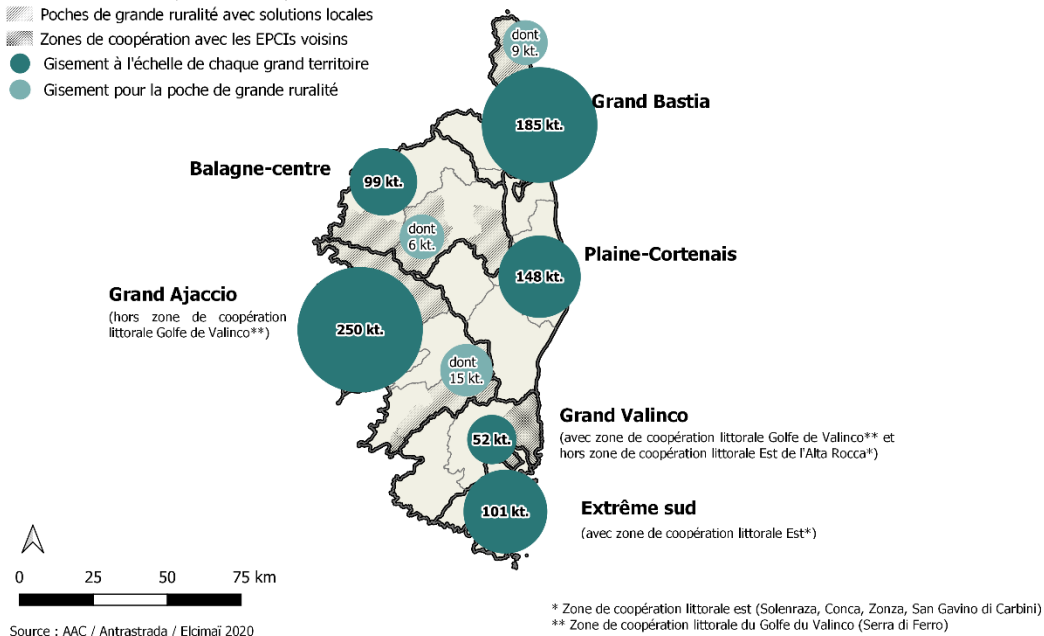
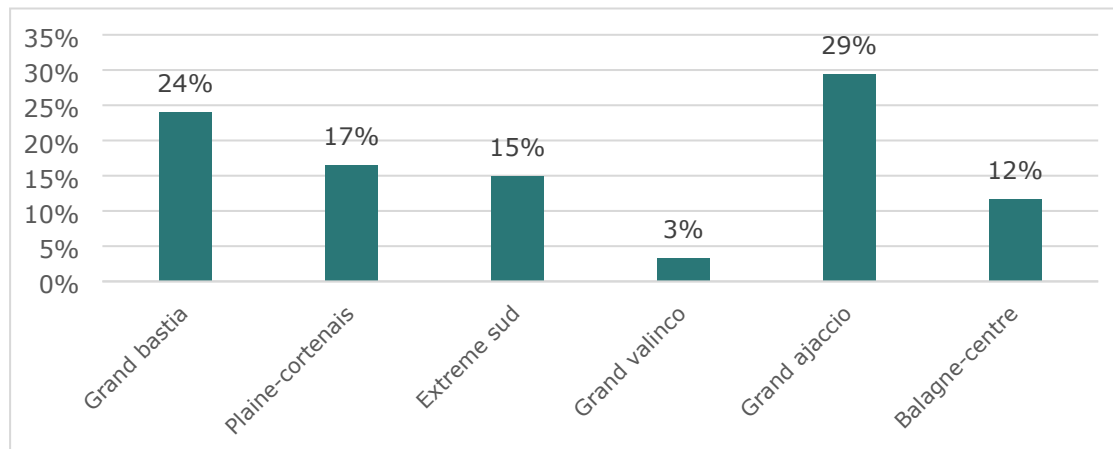


Tableau 15 : Part de chaque grand territoire corse dans la production globale de déchets estimée (DMA, DAE et DBTP)



3.2.3/ Evaluation des gisements disponibles pour les installations de valorisation des déchets triés en provenance des entreprises

La loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire a réaffirmé l'obligation pour tous les producteurs ou détenteurs de déchets de mettre en place le tri à la source de 5 flux et leur valorisation (bois, verre, papier, plastiques, métaux). A compter de 2025, les textiles seront rajoutés à cette liste.

Dans le secteur du BTP, un tri devra être effectué sur les chantiers : « *tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre* ».

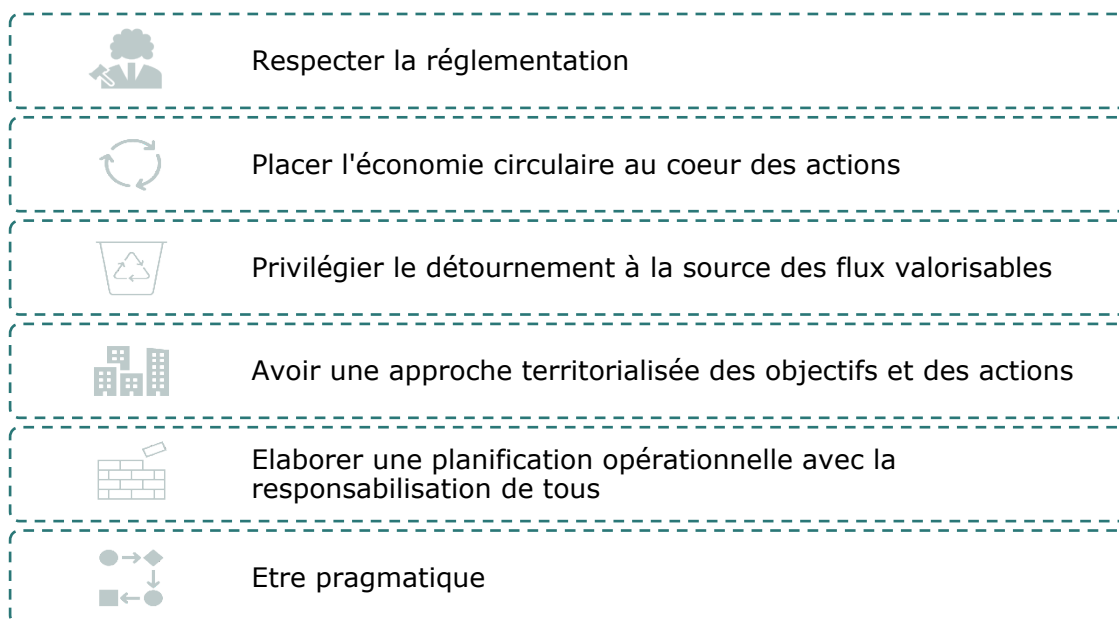
A l'heure actuelle, il n'existe pas de données complètes recensant les productions de déchets non dangereux non inertes issus des activités économiques. Le gisement, dispersé sur un ensemble important de producteurs, est mal connu et peu suivi.

Ainsi, les gisements valorisables de déchets d'activités ne sont pas estimables en l'état actuel des connaissances. Une étude d'estimation de la composition des déchets d'activités devra être menée dans le cadre de la mise en œuvre du Plan afin d'atteindre un niveau de connaissance plus complet.

Chapitre 3 Orientations du PTPGD

1/ Principes fondateurs

Les orientations du PTPGD ont été définies et construites sur la base des principes suivantes :



Afin de proposer un PTPGD opérationnel et pragmatique, il s'organise schématiquement au travers de ce document de la manière suivante :

ORIENTATIONS

- Grands principes à suivre, stratégie générale
- = **Ce que nous voulons pour la Corse**

SCÉNARIOS POSSIBLES

- Définis et étudiés selon le contexte corse
- = **Les possibilités concernant la prévention et la gestion des déchets**

OBJECTIFS DÉCLINÉS

- Ambitions qui permettent de répondre à chaque orientation
- = **Nos engagements**

PLAN D' ACTIONS

- Actions opérationnelles qui permettent d'atteindre les objectifs fixés
- = **Ce que nous allons mettre en oeuvre**

2/ Orientations retenues, les souhaits pour la Corse

8 ORIENTATIONS DÉFINIES ET RETENUES PAR LES ACTEURS CORSES

Orientation A : Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes d'économie circulaire

Orientation B : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Orientation C : Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Orientation D : Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire

Orientation E : Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages

Orientation F : Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser

Orientation G : Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire

Orientation H : Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques des professionnels



A

Orientation A : Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes d'économie circulaire



Cible



DMA

DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

▪ Gisements

Un gisement de DMA très élevé, de l'ordre de 722 kg/hab./an en 2018 avec des coûts de gestion très élevés, des filières de gestion à consolider et à pérenniser. Un gisement de DAE et de déchets du BTP peu suivi :

- Estimé à 146 000 t pour les DAE en 2018 (estimation sans connaissance précise du gisement et en considérant qu'une part importante est collectée avec les DMA, estimée à 30%. Détail Chapitre 2 et Chapitre 7 Annexe 3) et évalué à la hausse à horizon 2033 (environ 181 500 t, détail Chapitre 2 et Chapitre 7 Annexe 3)
- Estimé à 655 000 t pour les déchets du BTP en 2018 (détail Chapitre 2 et Chapitre 7 Annexe 3) et évalué à la hausse à horizon 2033 (environ 834 300 t, détail Chapitre 2 et Chapitre 7 Annexe 3), avec un potentiel de réduction des tonnages actuellement peu exploité.

▪ Actions déjà engagées en 2018

Des actions de prévention engagées sur le territoire avec des thématiques bien ancrées et notamment à l'échelon local (sensibilisation des scolaires, promotion du compostage domestique...), 10 EPCI engagés⁷ dans des démarches d'études de faisabilité de la TI (voir état des lieux, chapitre 2), des initiatives émergentes (sur le réemploi et la réparation notamment) à poursuivre et systématiser, en particulier pour les DMA et les DAE. Peu d'actions de réduction sont connues pour les déchets du BTP.

Des synergies et collaborations sont à rechercher pour une meilleure efficacité des actions engagées et favoriser le développement de nouvelles initiatives.

⁷ CC Cap Corse, CC Marana Golo, CC Castagniccia Casinca, CC Oriente, CC Calvi Balagne, CC Ile Rousse Balagne, CC Spelunca Liamone, CC Fium'Orbu Castellu, CC Sud Corse, CC Sartenais Valinco et du Taravu

- Objectifs à prendre en compte

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment), objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	<p>Réduire de 15 % les DMA à horizon 2030 par rapport à 2010</p> <p>Promouvoir le réemploi (5 % des DMA en 2030), le déploiement de la tarification incitative</p> <p>Des orientations spécifiques concernant les contenants en verre et les bouteilles en plastiques</p> <p>Couverture de 25 millions de français à horizon 2025 par une tarification incitative</p>	<p>Réduire de 5% les DAE par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP, en 2030 par rapport à 2010</p>	
Objectifs territoriaux (PTAEC)		<p>Plusieurs objectifs de développement du réemploi et de la réutilisation, ainsi que de boucles d'économie circulaire (en émergence : recyclage des cartons, valorisation de certains polymères plastiques)</p>	
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux		<p>Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention</p>	<p>S'orienter vers le réemploi des DI, potentiel aujourd'hui peu exploité</p>

Il s'agit ici de respecter, selon une territorialisation géographique, les objectifs réglementaires de réduction des volumes à prendre en charge, dans la perspective d'optimiser les filières et les coûts de gestion. En s'appuyant notamment, sur les acteurs institutionnels pour mettre en œuvre les actions et accompagner les entreprises (tous secteurs confondus) dans cette transition.

L'ensemble des activités économiques doivent participer au même niveau à l'effort de prévention (en particulier le secteur du BTP peu engagé).

B

Orientation B : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source



Cible



DMA

DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Gisements présents

Des marges de progrès encore significatives au vu des résultats des caractérisations des déchets ménagers et assimilés : 68% de la poubelle grise est toujours constituée de déchets qui pourraient faire l'objet d'une collecte sélective ou d'un tri à la source en 2018 :

- 16 300 tonnes d'emballages ménagers soit 75% du gisement d'emballages valorisables dans les DMA
- 13 900 tonnes de papiers soit 78% du gisement de papiers valorisables dans les DMA
- 10 500 tonnes d'emballages en verre soit 47% du gisement de verre valorisables dans les DMA
- 8 400 tonnes de cartons soit 47% du gisement de cartons valorisables dans les DMA
- 33 000 tonnes de biodéchets soit 95% du gisement valorisables dans les DMA.
- 5 900 tonnes de textiles soit 81% du gisement de textiles valorisables dans les DMA dont
 - 5 300 tonnes de textiles dans les OMr dont 67% en bon état
 - 465 tonnes dans le tout-venant de déchèterie dont 63% en bon état d'après les caractérisations du SYVADEC.

Des informations peu disponibles concernant la gestion des flux valorisables des DAE (faible lisibilité des services proposés, absence de données consolidées concernant les flux valorisés). Un gisement des déchets du BTP méconnu avec une majorité de Très Petites Entreprises produisant de flux diffus.

- Spécificités territoriales

Le territoire corse est caractérisé par de nombreuses contraintes géographiques qui contraignent les déplacements (détail abordé Chapitre 2).

Des capacités de traitement des résiduels insuffisantes, des accès aux déchèteries publiques restreint pour les professionnels. Une gestion de proximité imposée par les coûts de transport très élevés pour les déchets inertes, mais des points de collecte de proximité insuffisants et peu connus par les professionnels.

La gestion de proximité est à développer pour certains flux notamment les biodéchets où la gestion de proximité immédiate est possible par des solutions de compostage individuel, collectif (partagé) ou sur des plateformes de compostage implantées à proximité des zones de production.

- Actions déjà engagées en 2018

- Tous flux

Une mise en place des collectes sélectives tardives, des dynamiques fortes sur certains territoires.

Certaines collectes de proximité s'organisent, notamment à l'occasion du déploiement des filières REP (DEEE, TLC, DEA, VHU, BPHU, Piles et accumulateurs, pneus, Mobil-homes, DDS, DASRI). Une obligation de reprise par les distributeurs de matériaux à organiser.

- Biodéchets

Des collectes de biodéchets émergentes sur plusieurs EPCI (1800 t en 2018). A noter cependant, des volumes de déchets verts collectés toujours aussi importants (14230 t en 2018). D'autre part, des campagnes de distribution de composteurs à poursuivre et accompagner, des nouvelles initiatives à relayer (mise à disposition de broyeurs, composteurs de quartier...), des opérations de lutte contre le gaspillage alimentaire engagées par les collectivités (programme EcoScola notamment) et la grande distribution.

L'OEC poursuit son accompagnement auprès des EPCI pour l'étude global d'optimisation de la gestion des déchets.

- Emballages et papiers / journaux

Mise en place de l'extension des consignes de tri dès août 2018 en Corse.

- Objectifs à prendre en compte

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025		
	Obligation de tri 5 flux étendu à 6 flux en 2025 : papiers, métaux, plastiques, verre, bois et textiles		
	Obligation de tri à la source des biodéchets d'ici 2024		
	Obligation de tri à la source des biodéchets d'ici 2024	Une obligation de tri des biodéchets d'ici 2024	Tri à la source des déchets de construction et de démolition
	Obligation de réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de	Obligation de réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du	Prouver la traçabilité des

	2015. D'ici 2025 dans les domaines de la restauration collective et de la distribution alimentaire	niveau de 2015. D'ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale	opérations de dépôts des déchets de leurs chantiers Obligation de collecte des distributeurs Mise en place d'une filière REP matériaux de construction
	Obligation de tri à la source en 2025 des TLC		
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux			Augmenter les taux de captage de tous les déchets et participer à résorber les dépôts sauvages (estimation de 82% de gisement envoyé vers des filières inconnues actuellement)

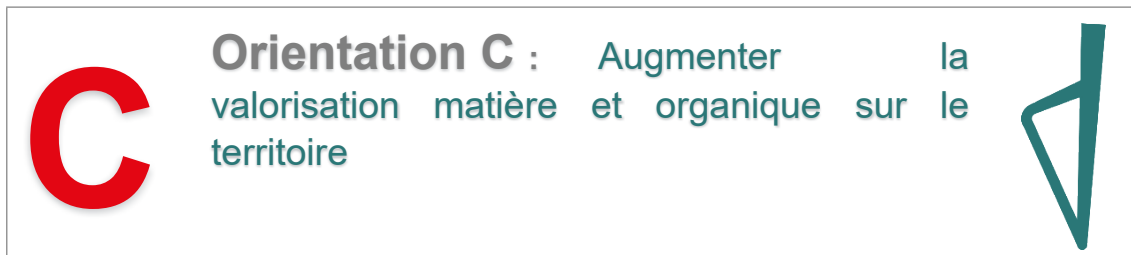
Il s'agit ici de respecter les obligations réglementaires de tri à la source des biodéchets, de réduction du gaspillage alimentaire, de valorisation, du principe de proximité. Via le développement de collecte de proximité permettant d'inciter les producteurs à effectuer un geste de tri, en leur facilitant celui-ci et ainsi détourner ces fractions du stockage :


Conformément à la réglementation, une planification spécifique est prévue dans le cadre du plan concernant les emballages et papiers/cartons, les biodéchets, les TLC et dans laquelle un axe concernant l'amélioration des taux de captage sera réalisé.

D'autre part, la collecte de proximité permet de limiter des impacts du transports, de répondre à l'enjeu d'augmentation du captage. Pour cela différents niveaux d'actions : développement du maillage de points de collecte, déchèteries publiques, déchèteries mobiles pour collectes spécifiques, déchèteries professionnelles et distributeurs.

Cela permet également de développer les partenariats avec les associations et les structures d'ESS.





Cible  DMA DAE BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Gisements / Filières

La valorisation monte en puissance à l'occasion du déploiement des collectes sélectives pour les DMA même si des marges de progrès sont importantes. Pour rappel, près de 70% de la poubelle grise pourrait faire l'objet d'une valorisation.

Concernant les autres flux, les difficultés de recueil des données (concernant les gisements potentiels et les gisements collectés) ne permettent pas de calculer le taux de valorisation des DAE. Toutefois il faut probablement considérer une part forte des assimilés pris en charge par le SPGD.

Un gisement produit de DNDNI du BTP estimé à 69 000 t, majoritairement issu de Très Petites Entreprises du BTP, mais gisement collecté de DNDNI non connu. Peu de filière de valorisation locale (le taux de valorisation n'est pas connu).

Les déchets inertes représentent 84% des déchets du BTP. Le tonnage collecté est estimé à 77 000 tonnes de DI, soit moins de 10% du gisement estimé de DI (enquête OEC). En l'absence d'information sur les modalités de gestion des 90% restant, il est présumé un fort potentiel de valorisation.

Une gestion de proximité imposée par les coûts de transport très élevés pour les déchets inertes.

Des filières en place (inertes, cartons, emballages...), mais des filières locales à développer.

- Spécificités territoriales

Des filières de gestion des résiduels non pérennes et une valorisation reportée sur le continent (coûts importants pour des faibles gisements concernés). Des accès aux déchèteries publiques restreint pour les professionnels.

En Corse, le coût de gestion global des déchets pour les EPCI est 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale et 65% plus élevé que les collectivités touristiques.

D'après les échanges lors des groupes de travail BTP, il semblerait que des déchets du BTP ne suivent pas les filières adaptées au regard des tonnages entrants dans les installations et des estimations réalisées. Ces mauvaises pratiques créent des distorsions de concurrence dans le cadre des collectes par des opérateurs privés qui veillent à gérer leurs installations selon la réglementation en vigueur.

Un investissement public dans le secteur du BTP en Corse supérieur à la moyenne nationale générant des possibilités de mobilisation d'un gisement potentiel important

via la commande publique en utilisant les modèles de cahiers des charges avec des clauses sur le sujet.

- Actions déjà engagées en 2018

10 EPCI sur 19 ont mis en place une redevance spéciale avec des conditions d'assujettissement perfectibles

Des études en cours sur le développement de filières locales (filière verre), des initiatives individuelles réussies (PSE)

Une démarche de progrès engagée à l'échelle de plusieurs territoires en Corse (décrits dans le PTAEC, Chapitre 5), notamment sous l'impulsion du plan d'actions économie circulaire initié en 2017.

Des pistes de progrès identifiées pour plusieurs flux/territoires, des réflexions engagées à l'échelle d'au moins 7 zones d'activité (voir PTAEC, Chapitre 5).

Des soutiens significatifs aux démarches d'écologie territoriales apportés par les institutionnels du territoire.

- Objectifs à prendre en compte

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment), objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025 Déploiement et Renforcement des filières REP Chaque partie prenante doit contribuer au financement à la hauteur de ses responsabilités		
			70% de valorisation matière des déchets du BTP
Objectifs territoriaux (PTAEC)		Plusieurs objectifs de boucles d'économie circulaire (en émergence : recyclage des cartons, valorisation de certains polymères plastiques)	
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux			Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Il s'agit d'atteindre à minima les objectifs réglementaires de valorisation des DNDNI et des déchets du BTP et d'assurer la cohérence avec les objectifs d'économie circulaire du PTAEC.

De promouvoir l'essor de filières locales dans une logique d'économie circulaire.

De sensibiliser et responsabiliser les producteurs.

De s'appuyer sur l'exemplarité des acteurs publics (commande publique) pour favoriser les bonnes pratiques des entreprises et le développement de la valorisation.

D

Orientation D : Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire



Cible



DMA

DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Gisements / filières

Des gisements combustibles à affiner et à confronter aux réalités de la faisabilité technico-économique des installations (CSR, UVE) voir détail dans la partie suivante.

Des gisements de bois méconnus à l'échelle territoriale.

Le territoire rencontre de nombreuses difficultés à pérenniser les capacités de traitement des déchets résiduels.

Des besoins en chaleur qui restent à identifier.

Plus de 830 000 tonnes estimées⁸ de déchets auraient dû être orientées vers le stockage en 2018 (ISDND, ISDD et ISDI).

Règlementairement, en 2025, les tonnages envoyés en ISDND ne devront pas excéder 50% des quantités admises en 2010 soit 90 000 tonnes.

Une orientation en ISDI de 30% du gisement de déchets estimés⁸ (150 000 à 170 000t) permettrait de respecter l'objectif des 70% de valorisation matière.

Des capacités de traitement des résiduels insuffisantes et des accès aux installations contraints.

Un reporting des installations qui ne permet pas d'identifier de façon précise l'origine des déchets. Seuls 10% (77 000 tonnes) du gisement estimé⁸ de déchets inertes seraient accueillis au sein des 8ISDI ou carrières accueillant des remblais.

Une filière controversée et une réelle difficulté à pérenniser des capacités, une gouvernance à travailler.

Une gestion de proximité imposée par les coûts de transport très élevés pour les déchets inertes.

⁸ D'après les analyses et estimations réalisés dans l'état de lieux (détail Chapitre 2 et Chapitre 7 Annexe 3)

- Actions déjà engagées en 2018

A l'heure actuelle, plusieurs collectivités étudient des projets d'unités de tri mécanisées pour traiter les fractions valorisables (CSR).

- Objectifs

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment)

	DMA	DAE
Réglementation	Valoriser 70 % des déchets ne pouvant pas faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025 Développer les installations de valorisation énergétique de déchets de bois pour la production de chaleur, sous réserve du respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de GES Impose de développer les valorisations matière, organiques puis énergétique des déchets	

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Hiérarchisation des modes de traitement Capacités réservées en ISD pour les refus de tri Limitation des capacités en ISD à horizon 2020 et 2025		
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Limitation des quantités de DM admis à 10 % du gisement à horizon 2035		70% de valorisation matière des déchets du BTP Eradiquer les pratiques illégales

Les déchets combustibles triés pourraient être évacués sur le continent, ou encore l'incinération pourrait être une solution pour respecter les objectifs de limite de la mise en stockage.

Etudier les perspectives de développement à une échelle globale (DMA+DAE) dans une logique d'optimisation au regard des seuils de faisabilité technique des installations et des gisements de combustibles en Corse.

De respecter les obligations réglementaires qui contraignent fortement le stockage, bien que la filière de stockage reste indispensable quel que soit le scénario choisi.

D'intégrer dans le plan d'actions du PTPGD, d'engager des réflexions collectives à l'échelle territoriale et locale pour favoriser l'émergence de projets et leur acceptabilité pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement. Favorisant le respect du principe de proximité.

De réserver l'accès en ISD uniquement aux déchets ultimes à impact « neutre » après prévention, tri à la source, tri et sur-tri. Systématiser les obligations de justification d'un tri préalable dans les Certificats d'Aptitude Préalable.

E

Orientation E : Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages



Cible



DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Territoires

Les témoignages recueillis à l'occasion de l'état des lieux font état d'un recours à des pratiques illégales (dépôts sauvages, brulage...) et persistantes sur le territoire.

Pas de structures représentantes de l'ensemble des entreprises du BTP en Corse.

Besoin d'accompagner les acteurs pour supprimer les pratiques illégales.

- Objectifs

Des enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.

	DAE	Déchets du BTP
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Eradiquer les pratiques illégales	

Travailler collectivement tel que prévu dans le plan d'actions au développement des volets prévention, contrôle et répression via des brigades de propreté intercommunales composées d'agents assermentés pour résorber ces mauvaises pratiques.

Si la formation / sensibilisation ne fonctionne pas, passer par les leviers de sanction et rendre visible les pratiques illégales.

Utiliser les réseaux sociaux pour dénoncer ces mauvaises pratiques.

F

Orientation F : Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser



Cible



DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Données

Les travaux réalisés à l'occasion de l'état des lieux ont permis de mettre en évidence plusieurs difficultés persistantes dans la collecte de données et la diffusion d'informations concernant les gisements produits, les services proposés à l'échelle du territoire, les pratiques. La traçabilité de nombreux flux est imparfaite, et il existe aujourd'hui peu de données consolidées à l'échelle du territoire.

Des gisements produits et collectés méconnus freinant l'essor de nouveaux projets : estimation des gisements produits et collectés à partir de ratios établis sur des territoires similaires.

- Actions déjà engagées en 2018


La mise en place d'un Observatoire Territorial des Déchets (OTD) par l'OEC a permis depuis plusieurs années de disposer d'indicateurs concernant la gestion des déchets ménagers et des déchets dangereux, des travaux sont en cours pour compléter ces données et étendre le dispositif d'observation aux déchets des activités économiques, et notamment des déchets du BTP.

- Objectifs


Des obligations réglementaires et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.


	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Obligation de suivi de l'atteinte des objectifs du plan	
		Traçabilité des déchets Prouver la traçabilité des opérations de dépôts des déchets de leurs chantiers Obligation d'une justification d'un tri préalable pour éliminer les déchets dans des ISD ou UI Assurer qu'au moins 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers des maîtrises d'ouvrage publique de construction ou d'entretien routiers sont réemployés et recyclés
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Connaître les gisements	
		Assurer la traçabilité Eradiquer les pratiques illégales

Structurer la traçabilité et le suivi de la gestion des déchets (DAE + BTP) pour donner les moyens de respecter les objectifs réglementaires et répondre aux enjeux. Aller vers une meilleure consolidation des indicateurs dans une logique de faciliter la mise en œuvre des orientations du plan et de réajustement du plan d'actions.



Orientation G : Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire



Cible 
DMA
DAE
BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Actions déjà engagées en 2018

Dans le cadre des travaux de la Commission « Economie circulaire » de la Chambre des Territoires, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) initié de manière conjointe entre les agences, offices et les services de la Collectivité de Corse.

- Objectifs

Des obligations réglementaires et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Dans le cadre du PTPGD, un Plan Territorial d'Action pour une Economie Circulaire		
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Créer plus de liens et d'échanges entre les acteurs (issu du GT EC du 28/04/2020)		

Il s'agit de mobiliser dans la durée les acteurs corses (territoires, entreprises, chambres consulaires et associations) via des rencontres régulières afin d'instaurer du lien et faire émerger des projets communs.

De développer des actions et démarches partagées et mutualisées à différentes échelles (EPCI, zones d'activités, etc.) et adaptées aux différents profils du territoire (agglomérations, littoral, montagnes...).



Orientation H : Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques des professionnels



Cible



DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Territoire

Les témoignages recueillis à l'occasion de l'état des lieux font état d'un fort besoin de sensibilisation des producteurs, à la fois pour les informer sur leur responsabilité, mais aussi pour les informer sur les bonnes pratiques et les gains correspondants.

Ce besoin est d'autant plus prégnant que le tissu entrepreneurial corse est composé très majoritairement de TPE/PME.

Pas de structures représentantes de l'ensemble des entreprises du BTP en Corse.

Besoin d'accompagner les acteurs pour mettre en œuvre l'amélioration des pratiques et l'augmentation de la valorisation.

- Actions déjà engagées en 2018

De façon assez paradoxal, les dispositifs d'accompagnement aujourd'hui en place sur le territoire semblent peu sollicités, et les actions engagées à l'échelle de différents institutionnels pas toujours coordonnés.

- Objectifs

La mise en place d'une organisation adaptée de la gestion des déchets (solutions de collecte, de valorisation ou de traitement) ne suffit pas nécessairement à obtenir une meilleure gestion des déchets

L'accompagnement des acteurs est un axe incontournable pour y arriver. Les entreprises ont un rôle clé dans le bon fonctionnement des orientations mises en place.

Il s'agit :

- De former et sensibiliser les professionnels via différents vecteurs et sur l'ensemble des thématiques
- De diffuser les bonnes pratiques et communiquer régulièrement sur l'existants, les innovations, etc.

3/ Etude des scénarios possibles

3.1/ Description des scénarios d'ambition

Sur la base des évolutions tendanciennes de population, de flux et d'activités économiques, des orientations et actions retenues lors des groupes de travail, ainsi que des caractéristiques propres à chaque territoire, des scénarios d'ambition ont été définis. Les éléments cadrants de ces scénarios d'ambition ont été basés sur plusieurs types d'objectifs :

- Réglementaires : l'évolution de la réglementation impose d'atteindre un certain nombre d'objectifs à horizon de temps défini ;
- Planifiés : des documents de planification existants imposent l'atteinte d'objectifs sur le territoire ;
- Volontaires : Le territoire est volontariste et veut atteindre des objectifs plus ambitieux au regard de sa situation particulière.

Ces 3 types d'objectifs ont permis de définir 2 scénarios d'ambition à horizon 2033 pour chaque action et chaque flux :

- Un scénario d'ambition nécessaire répondant principalement aux objectifs réglementaires et aux besoins immédiats de la région ;
- Un scénario volontariste intégrant en plus des objectifs des deux scénarios précédents des actions plus engagées et ambitieuses sur la prévention des DAE, la réutilisation des déchets inertes sur les chantiers, la baisse des tonnages de déchets dangereux et le déploiement de la TI.

Le scénario d'ambition nécessaire implique des moyens déjà très ambitieux au regard de la situation initiale et des objectifs réglementaires à atteindre. C'est pourquoi l'étude s'est limitée à 2 scénarios.

Le détail des éléments constitutifs de chaque scénario sont présentés dans le tableau ci-dessous.

A noter :

- Certains objectifs sont évoqués séparément mais ont fait l'objet d'une prise en compte dans un schéma global. Par exemple, l'effet associé à la mise en place des Programmes Locaux de Prévention n'est pas intégré dans les territoires en tarification incitative pour lesquels les impacts de l'action sont déjà très importants.
- L'ensemble des actions proposées pour aboutir à ces objectifs sont détaillées dans le plan d'actions présenté au chapitre 4.

Tableau 16 : Les objectifs des scénarios d'ambition

AXE D'EVOLUTION	ORIENTATIONS CONCERNEES	OBJECTIFS	SOURCE	CIBLE	HYPOTHESES SCENARIO D'AMBITION NECESSAIRE	HYPOTHESES SCENARIO VOLONTARISTE
Faire diminuer les tonnages de déchets grâce à la prévention et au tri à la source	Orientation A : Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes d'économie circulaire	-15% de DMA à horizon 2030 sur tous les EPCI	Décret 2016-811 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets	DMA	80% de la population couverte par la tarification incitative	100% de la population couverte par la tarification incitative
			Code de l'environnement	DMA	Programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés sur tous les EPCI	Programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés sur tous les EPCI
			Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), paquet économie circulaire de l'Union européenne, Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	DMA	Mise en place d'une solution de tri à la source adaptée à chaque EPCI	Mise en place d'une solution de tri à la source adaptée à chaque EPCI
			Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire + cahier des charges ECO-TLC	DMA	+2,3 kg/hab. entre 2018 et 2020 pour atteindre l'objectif réglementaire de la REP +2% par an du tonnage entre 2020 et 2033 (source Eco-TLC) Atteindre 5,6 kg/hab.	+2,3 kg/hab. entre 2018 et 2020 pour atteindre l'objectif réglementaire de la REP +2% par an du tonnage entre 2020 et 2033 (source Eco-TLC) Atteindre 5,6 kg/hab.
	Orientation B : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source	Réduire de 5% par million € PIB (2030-2010) la production de déchets d'activités	Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	DAE	Déploiement de nombreuses actions d'économie circulaire (voir PTAEC) L'évolution du PIB entre 2010 et 2033 est identique à l'évolution annuelle sur la période 2011-2015, soit +1,87%/an -5 t/M€ du PIB entre 2010 et 2030 Stabilisation du ratio entre 2030 et 2033 (t/M€ PIB)	Déploiement de très nombreuses actions d'économie circulaire Stabilisation des tonnages de DAE
		Réduire de 50% le gaspillage alimentaire en 2025	Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, loi n° 2016-138 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire	DMA / DAE	-50% en 2025 (objectif réglementaire pour les DAE)	-50% en 2025 (objectif réglementaire pour les DAE)
		Prise en compte des objectifs de collecte des REP pour les DASRI, DEEE et DDS	Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire Pour le scénario volontariste : objectifs du PDD de la Corse	DD	Réduction de 5% par million € PIB pour les flux des gros producteurs pour atteindre une stabilisation des tonnages	-10% des tonnages des gros producteurs et -10% du ratio de diffus
Améliorer le captage des déchets	Orientation F : Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser	Améliorer le captage des déchets dangereux	Plan national de gestion des déchets, code de l'environnement	DD	Capter 100% des déchets dangereux	Capter 100% des DD
	Orientation E : Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages	Supprimer les dépôts sauvages	Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	DAE, BTP	0 dépôts sauvages à terme	0 dépôts sauvages à terme

Axe d'évolution	Orientations concernées	Objectifs	Source	Cible	Hypothèses scénario d'ambition nécessaire	Hypothèses scénario volontariste
Développer la valorisation pour réduire les déchets résiduels	Orientation C : Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire	Tri des biodéchets pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris les collectivités territoriales	<i>Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), paquet économie circulaire de l'Union européenne, Loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire</i>	DMA / DAE	Mise en place d'une collecte séparative des biodéchets avec une approche par typologie de territoire et par gisement - 80% du gisement capté et Atteindre 85,5 kg/hab. de biodéchets détournés en 2033 A partir de 2024, tri pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets	Mise en place d'une collecte séparative des biodéchets avec une approche par typologie de territoire et par gisements - 100% du gisement capté et 2033 Atteindre 105,5 kg/hab. de biodéchets détournés en 2033 A partir de 2024, tri pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets
		Améliorer la valorisation matière des DMA	<i>Action volontariste</i>	DMA (encombrants)	Atteindre 60% de valorisation matière sur le tout venant	Atteindre 60% de valorisation matière sur le tout venant
				DMA (Emballages, papiers, cartons, verre)	<u>Emballages et papiers</u> : Améliorer les performances de collecte pour atteindre 53,5 kg/hab. Transfert de flux (OMR vers CS). Transfert de flux pour capter les 111 kg/hab. d'emballages papiers présents dans les OMR. <u>Verre</u> : 100% du verre des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population pour atteindre 64,4 kg/hab. Transfert de flux pour capter les 28,8 kg/hab. de verre présent dans les OMR <u>cartons</u> : 100% du carton ondulé des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population pour atteindre 42 kg/hab. Transfert de flux pour capter les 22,8 kg/hab. de carton présents dans les OMR.	<u>Emballages et papiers</u> : Améliorer les performances de collecte pour atteindre 63,5 kg/hab. Transfert de flux (OMR vers CS). Transfert de flux pour capter les 111 kg/hab. d'emballages papiers présents dans les OMR. <u>Verre</u> : 100% du verre des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population pour atteindre 64,4 kg/hab. Transfert de flux pour capter les 28,8 kg/hab. de verre présent dans les OMR <u>cartons</u> : 100% du carton ondulé des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population pour atteindre 42 kg/hab. Transfert de flux pour capter les 22,8 kg/hab. de carton présents dans les OMR.
		Améliorer le recyclage des déchets produits par l'activité du BTP	<i>Action volontariste</i>	BTP	Développer la réutilisation sur chantier des déchets inertes à hauteur des ratios constatés par l'enquête SOES 2014 à partir de 2020 soit 14% de DI du bâtiment réutilisés sur d'autres chantiers et 26% des DI du TP réutilisés sur d'autres chantiers	Développer la réutilisation sur chantier des déchets inertes à hauteur des ratios constatés par l'enquête SOES 2014 à partir de 2020 soit 23% de DI du bâtiment réutilisés sur d'autres chantiers et 36% des DI du TP réutilisés sur d'autres chantiers
	Atteindre 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP) et 70% de valorisation des déchets du BTP (toutes natures confondues)	<i>Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) Décret 2016-811</i>	DMA / DAE / BTP	Atteindre les objectifs réglementaires : • 65% de valo matière ou organique des DNDNI (DMA+DAE+BTP) • 70% de valorisation des déchets BTP (toutes natures confondues)	Atteindre les objectifs réglementaires : • 65% de valo matière ou organique des DNDNI (DMA+DAE+BTP) • 70% de valorisation des déchets BTP (toutes natures confondues)	
Obligation pour les producteurs et détenteurs de déchets (entreprises, commerces, administrations...) de trier à la source 5 flux de déchets : papier/carton, métal, plastique, verre, bois						
Orientation D : Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire	Limitier les tonnages de déchets enfouis en ISDND en 2025 à 50% des quantités admises en 2010	<i>LTECV, décret 2016-811</i>	DMA / DAE / BTP	Atteindre les objectifs réglementaires : en 2025 à 50% des quantités admises en 2010	Atteindre les objectifs réglementaires : en 2025 à 50% des quantités admises en 2011	

3.2/ Impacts des scénarios d'ambition sur la production de déchets à horizon 12 ans

Les scénarios entraînent, à horizon 2033, par rapport à la situation tendancielle :

- Une réduction des gisements produits pour tous les flux de déchets
- Une augmentation des gisements collectés et captés
- Une augmentation des gisements valorisés
- Une réduction des gisements de résiduels à traiter

Les 2 scénarios évoluent dans le même sens mais le degré d'évolution varie en fonction des scénarios. La hausse ou la baisse est accentuée pour le scénario volontariste, plus ambitieux que le scénario d'ambition nécessaire (réglementaire).

Les parties suivantes détaillent les performances attendues suite à l'atteinte des objectifs présentés dans le Tableau 16.

Méthodologie utilisée pour les estimations de gisements

Les gisements ont été estimés sur la base des données 2018

- 1/ Extrapolées dans le cadre de la prospective sans mises œuvre du PTPGD et donc sans application des objectifs. Cette prospective réalisée pour les DMA, DE, DBTP et DD est présentée de manière détaillée au Chapitre 2 3/. Cette prospective de tonnages permet de prendre en compte les éléments contextuels telles que l'évolution démographique, l'évolution du tissu économique et de la stratégie de développement du territoire.
- 2/ Puis dans un second temps en appliquant les objectifs d'ambition décrits ci-avant (impacts des études d'optimisation, de tri à la source, d'une valorisation matière ambitieuse, ...).

Ces estimations sont basées sur des données initiales notamment pour les DAE et DBTP avec des incertitudes et en posant des hypothèses d'évolution qui seront à affiner dans le cadre du suivi du PTPGD.

Ainsi les estimations présentent des incertitudes qu'il n'est possible d'évaluer avec les données disponibles à ce jour.

3.2.1/ Evolution des gisements produits

AU GLOBAL

Sans actions du PTPGD et du PTAEC et sur la base des évolutions démographiques, touristiques et économiques observées, les estimations réalisées tendent vers un tonnage de déchets en 2033 de 1 347 000 tonnes soit une évolution du gisement de déchets de 27% par rapport à l'année de référence 2018.

En intégrant les objectifs règlementaires à atteindre (**scénario d'ambition nécessaire** – cf. objectifs dans le chapitre 3 3.1/), le gisement de déchets atteindrait 1 108 700 tonnes soit :

- Une évolution du gisement de déchets de -18% par rapport à l'évolution tendancielle 2033.

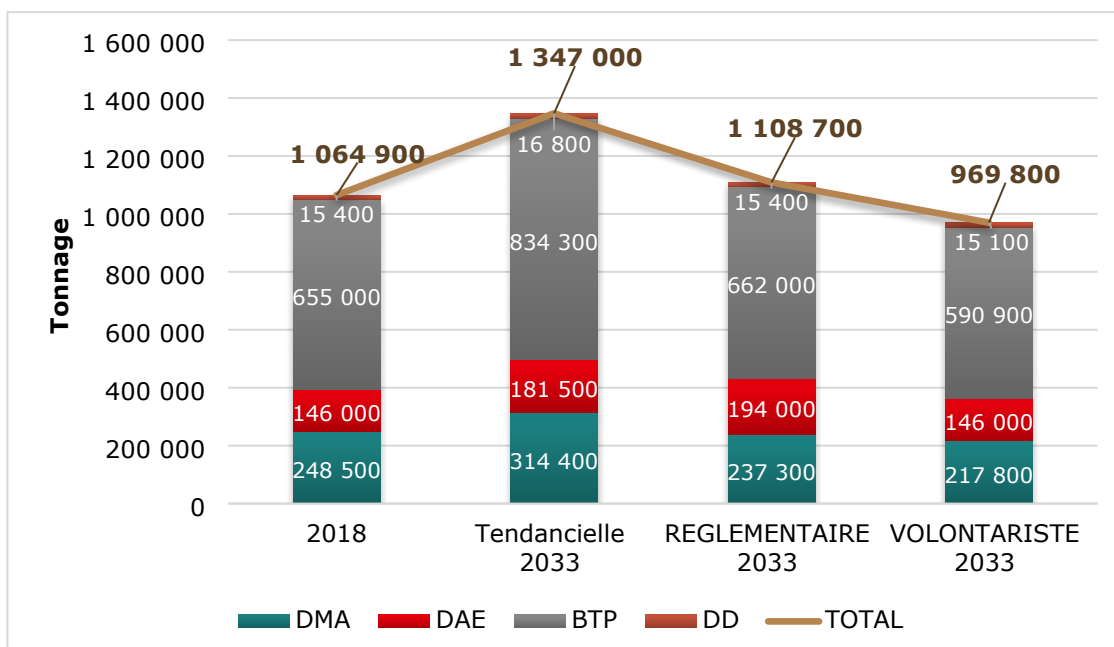


- Une évolution du gisement de déchets de +4% par rapport à l'année de référence 2018.

En intégrant les objectifs réglementaires à atteindre ainsi que d'autres objectifs plus ambitieux (**scénario volontariste** dans le chapitre 3 3.1/), le gisement de déchets n'atteindrait plus que 969 800 tonnes soit :

- Une évolution du gisement de déchets de -28% par rapport à l'évolution tendancielle 2033.
- Une évolution du gisement de déchets de -9% par rapport à l'année de référence 2018.

Figure 35 : Evolution des gisements produits par type de déchet à horizon 2033 par rapport à l'année de référence 2018 selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste



L'évolution par type de déchet est la suivante :

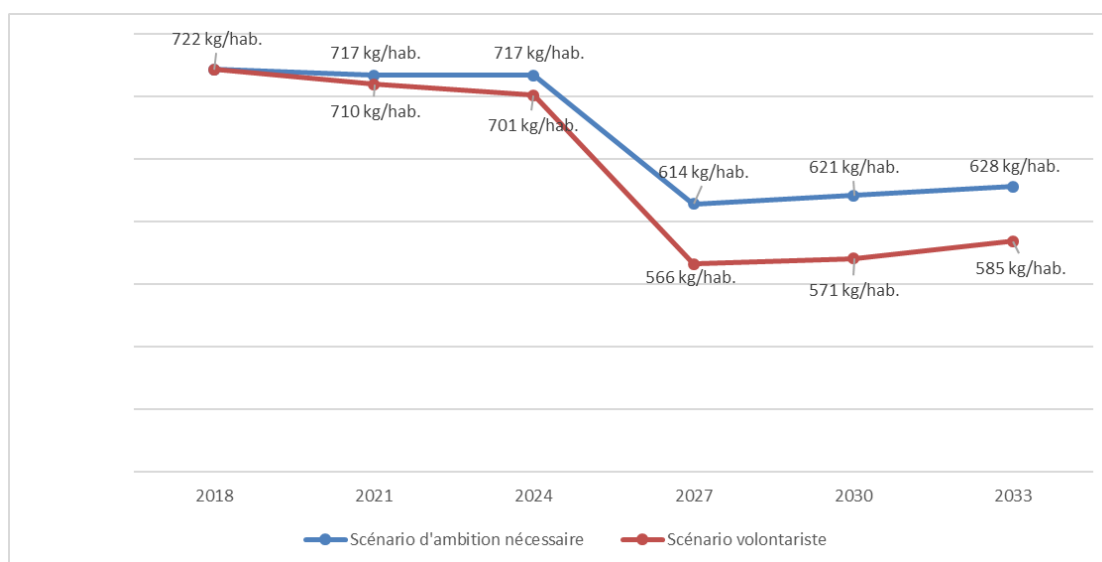
- Les gisements de DMA baissent de 25 à 30% selon les scénarios.
- Les gisements de DAE augmentent entre le scénario tendanciel et le scénario d'ambition nécessaire en raison de l'évolution du PIB. Dans le cas du scénario volontariste, des actions sont mises en place afin d'aboutir à une stabilisation des DAE par rapport à l'année de référence.
- Les gisements de déchets du BTP baissent de 21 à 29% selon les scénarios.
- Les gisements de déchets dangereux baissent de 8 à 10% selon les scénarios.

DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

En prenant en compte les objectifs de prévention et de valorisation présentés ci-après, les productions de DMA attendues passent de 722 kg/hab.^{INSEE} en 2018 :

- **À 628 kg/hab.^{INSEE} en 2033, soit une réduction de 13% pour le scénario d'ambition nécessaire. Ceci représente une baisse de 94 kg/hab. et de près de 12 500 t.**
- **À 585 kg/hab.^{INSEE} en 2033, soit une réduction de 19% pour le scénario volontariste. Ceci représente une baisse de 137 kg/hab. et de près de 32 000 t.**

Figure 36 : Évolution attendue de la production de DMA (en kg/hab.) entre 2018 et 2033, en prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition



Par ailleurs, il est à noter que, compte tenu des objectifs de réduction à la source, mais également de collecte des biodéchets, de tri des recyclables, ... **la production attendue d'ordures ménagères résiduelles passerait de**

- **443 kg/hab.^{INSEE} à 181 kg/hab.^{INSEE} en 2033 soit une réduction de près de 60% des gisements pour le scénario d'ambition nécessaire.**
- **443 kg/hab.^{INSEE} à 124,5 kg/hab.^{INSEE} en 2033 soit une réduction de près de 72% des gisements pour le scénario volontariste**

DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (HORS BTP)

En prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition, la production attendue de déchets non dangereux des activités économiques augmenterait de 58% entre 2018 et 2033, et resterait stable dans le cas du scénario volontariste, le premier améliorant fortement le captage de ces déchets et le second favorisant la réduction à la source des DAE.

Figure 37 : Évolution attendue de la production des déchets non dangereux non inertes des activités économiques entre 2018 et 2033, en prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition

DAE	2018	2021	2027	2033
Scénario d'ambition nécessaire	146 000 t	169 000 t	180 400 t	230 000 t
Scénario volontariste	146 000 t	146 000 t	146 000 t	146 000 t

DÉCHETS DU BTP

En prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition, la production attendue de déchets du BTP augmenterait de 1% entre 2018 et 2033 dans le cas du scénario d'ambition nécessaire et baisserait de 10% dans le cas du scénario volontariste, les deux scénarios améliorant fortement la réutilisation des matériaux sur les chantiers et le captage des dépôts sauvages et le second favorisant en plus la réduction à la source des déchets du BTP.

Figure 38 : Évolution attendue de la production des déchets du BTP entre 2010 et 2031, en prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition

BTP	2018	2021	2027	2033
Scénario d'ambition nécessaire	655 000 t	600 000 t	614 000 t	662 000 t
Scénario volontariste	655 000 t	536 000 t	549 000 t	591 000 t

DÉCHETS DANGEREUX

En prenant en compte les objectifs des scénarios d'ambition, la production attendue de déchets dangereux reste stable sur le scénario d'ambition nécessaire et baisse de 2% dans le cas du scénario volontariste basé sur une baisse de 10% des déchets dangereux diffus.

Figure 39 : Évolution attendue de la production des déchets dangereux entre 2010 et 2031, en prenant en compte les objectifs du Plan

DD	2018	2021	2027	2033
Scénario d'ambition nécessaire	15 400 t	15 400 t	15 400 t	15 400 t
Scénario volontariste	15 400 t	15 300 t	15 200 t	15 100 t

Ainsi, le scénario d'ambition nécessaire qui met l'accent sur l'atteinte des objectifs réglementaire permet de limiter l'évolution du gisement de déchets mais ne permet pas complètement d'atteindre le niveau observé en 2018. En effet, plusieurs objectifs visent principalement à améliorer le captage de certains déchets aujourd'hui invisibles et à limiter l'évolution de certains flux.

A contrario, les actions du scénario volontariste étant plus axées sur la réduction à la source, le gisement global de déchets est en baisse par rapport au niveau observé

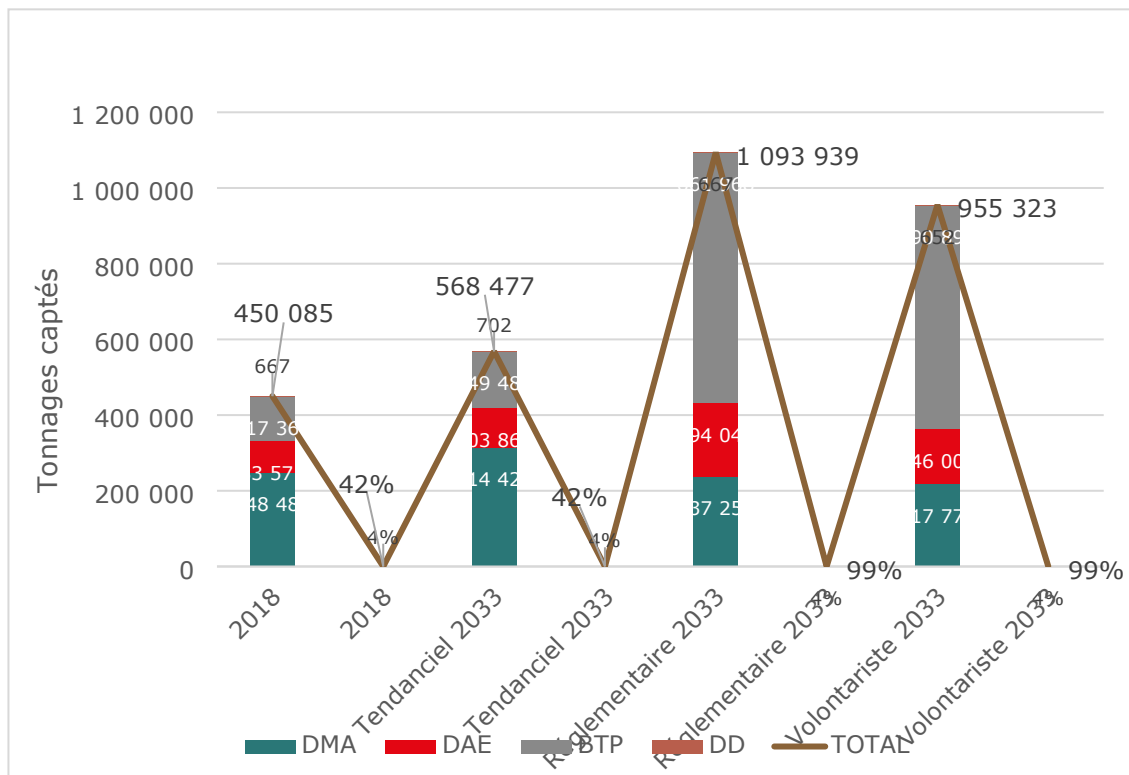


en 2018. Les actions visant à capter plus de déchets sont compensées par celles permettant d'éviter leur production.

3.2.2/ Evolution des gisements collectés et captés

Les tonnages collectés augmentent de 92% entre le scénario d'ambition nécessaire et le scénario tendanciel et de 68% entre le scénario volontariste et le scénario tendanciel. Cette évolution s'explique par l'amélioration du captage des déchets et en particulier des déchets du BTP via plusieurs actions dont la principale est le captage de 100% des dépôts sauvages. Les actions mises en place pour atteindre ces objectifs sont détaillées dans le plan d'actions du PTPGD (chapitre 4).

Figure 40 : Evolution des tonnages collectés par type de déchet à horizon 2033 par rapport à l'année de référence 2018 selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste

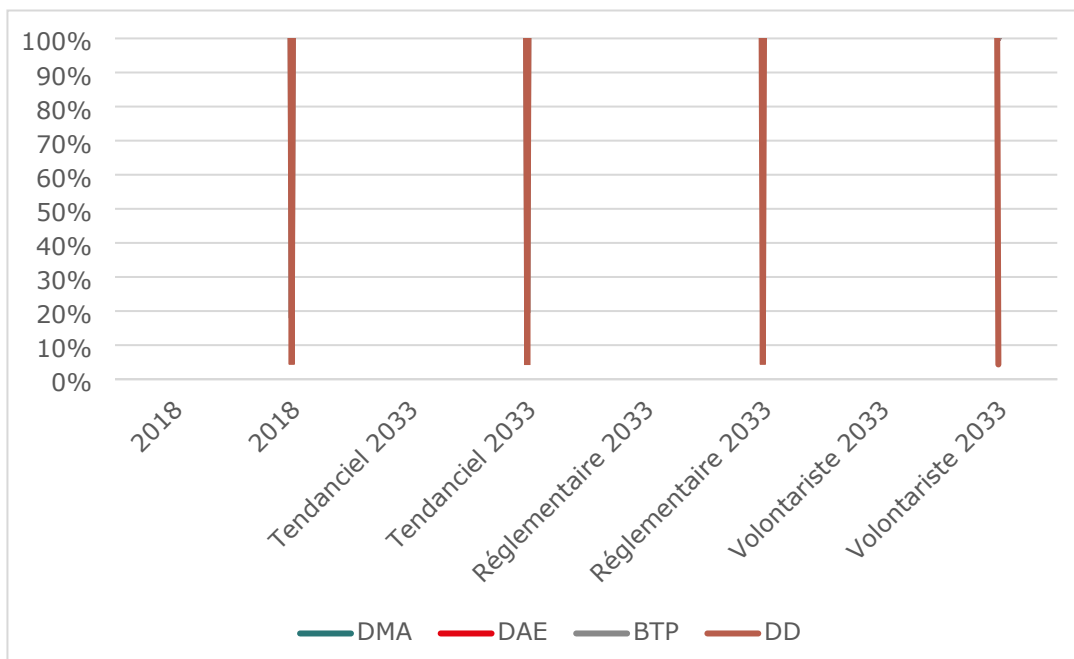


Zoom sur le taux de captage des déchets

En 2018 seuls 42% des déchets produits étaient tracés et captés avec de grandes disparités selon les flux. Si 100% des DMA produits sont captés, seuls 57% des DAE le sont, 18% des déchets du BTP et 4% des déchets dangereux.



Figure 41 : Evolution du taux de captage des déchets selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste



Les hypothèses prises dans les scénarios (et plus particulièrement l'augmentation du captage des DAE, des déchets du BTP et des déchets dangereux) visent à améliorer significativement la prise en charge de ces déchets.

L'ensemble des actions proposées pour aboutir à ces objectifs sont détaillées dans le plan d'actions présenté au chapitre 4.

3.2.3/ Evolution des gisements à valoriser et traiter

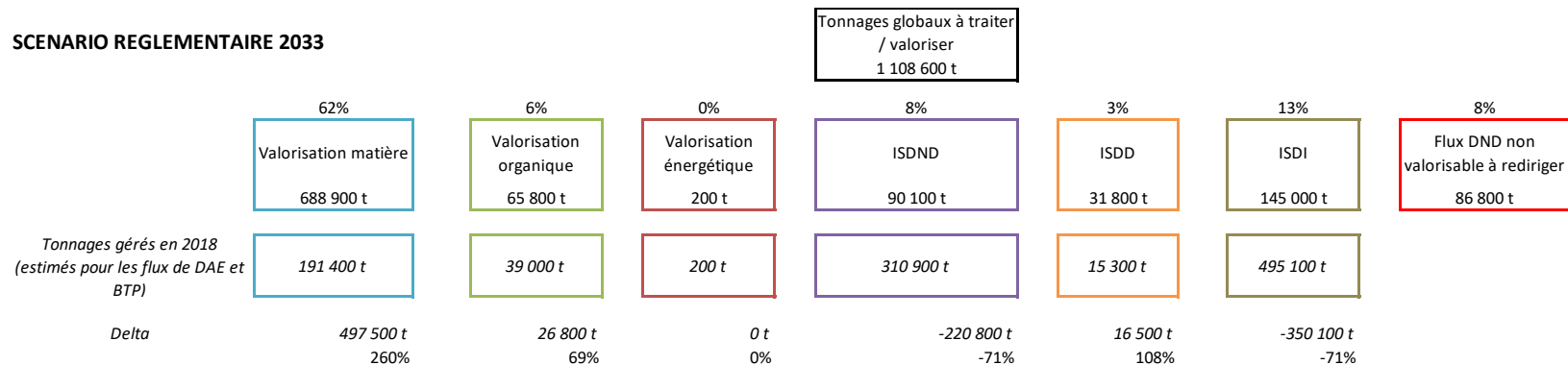
Les objectifs pris dans les scénarios vont avoir un impact sur les filières de traitement empruntées par les différents flux.

La figure suivante illustre les tonnages orientés vers chaque filière de valorisation ou de traitement en fonction des scénarios.

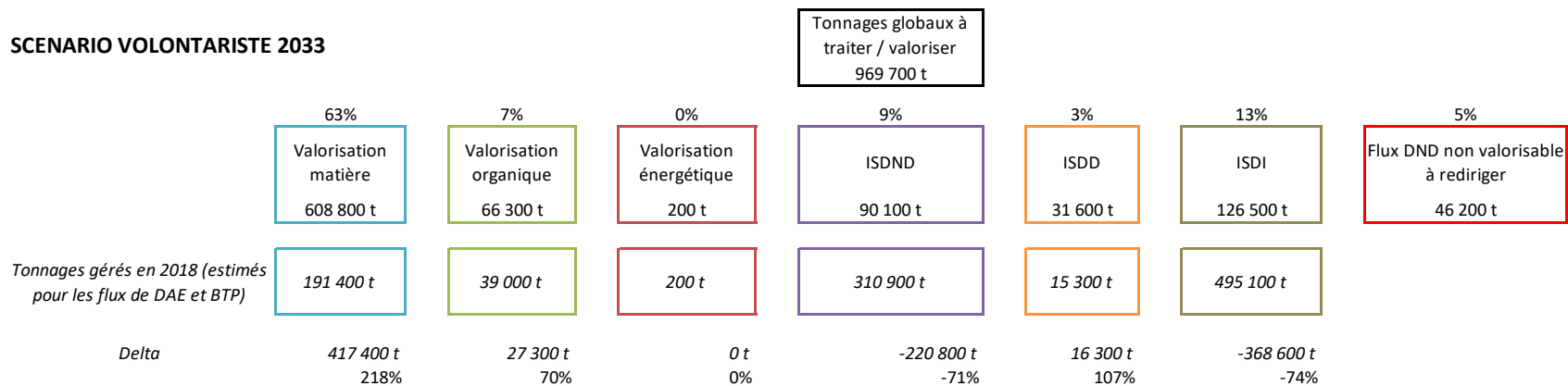


Figure 42 : Tonnages de déchets valorisés et traités en 2033 selon les scénarios (ambition nécessaire et volontariste)

SCENARIO REGLEMENTAIRE 2033



SCENARIO VOLONTARISTE 2033



La valorisation matière et organique augmente de façon importante entre le scénario tendanciel et les scénarios d'ambition : **+159% de valorisation matière et organique pour le scénario d'ambition nécessaire** et **+130% de valorisation pour le scénario volontariste**. En détail :

Valorisation matière			
Scénario d'ambition nécessaire		Scénario volontariste	
688 900 t dont		608 800 t dont	
17% de DMA	Soit +84% par rapport à 2018	19% de DMA	Soit +84% par rapport à 2018
16% de DAE	Soit +221% par rapport à 2018	14% de DAE	Soit +142% par rapport à 2018
67% de DBTP (dont 60% inertes)	Soit +400% par rapport à 2018	67% de DBTP (dont 59% d'inertes)	Soit +340% par rapport à 2018
Valorisation organique			
Scénario d'ambition nécessaire		Scénario volontariste	
65 800 t dont		66 300 t dont	
66% de DMA	Soit -37% par rapport à 2018	72% de DMA	Soit -30% par rapport à 2018
23% de DAE	Soit 33% par rapport à 2018	17% de DAE	Soit +0% par rapport à 2018
11% de DBTP	Soit +28% par rapport à 2018	10% de DBTP	Soit +28% par rapport à 2018

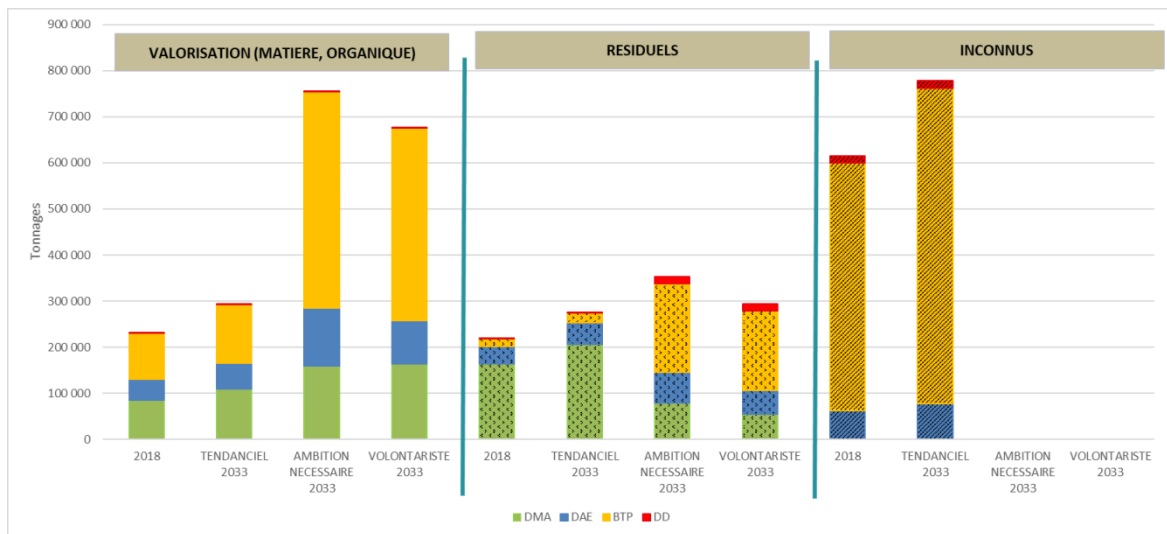
Paradoxalement, les leviers engagés pour améliorer le captage et la collecte dans les deux scénarios participent à :

- Augmenter la part de déchets résiduels à traiter (+23% entre le scénario réglementaire et le scénario tendanciel et +2% entre le scénario volontariste et le scénario tendanciel.
- À réduire au minimum la part de déchets dont les filières de traitement ne sont pas connues à l'heure actuelle. Ainsi les tonnages de déchets dont les filières sont inconnues diminuent de 98% dans les deux scénarios.

Le taux de captage des déchets en 2018 est tellement faible que les ambitions portées par les 2 scénarios sur ce point (notamment sur la résorption des dépôts sauvages) entraînent un gisement beaucoup plus important à traiter en 2033 qu'en 2018 et ce malgré les ambitions fortes en matière de réduction et de valorisation matière et organique.



Figure 43 : Evolution des gisements de déchets à valoriser et traiter entre 2018 et 2033 selon les 3 scénarios : tendanciel, ambition nécessaire et volontariste



Les flux inconnus concernent majoritairement les déchets inertes du BTP, peu tracés.

Les DMA connaissent le transfert le plus important entre le stockage et la valorisation avec une **baisse de 62 à 73% des tonnages envoyés en stockage** en fonction des scénarios et une augmentation de 46 à 50% des tonnages valorisés en fonction des scénarios.

Les flux de DMA font l'objet d'une traçabilité permettant une meilleure visibilité. Par rapport à 2018, les taux de valorisation matière et organique augmentent de + 50%.

Tableau 17 : Détail des tonnages de DMA valorisés pour les scénarios ambition nécessaire et volontaire

	Valorisation matière			Valorisation organique		
	2018	Ambition nécessaire 2033	Volontariste 2033	2018	Ambition nécessaire 2033	Volontariste 2033
OMR	0 t	0 t	0 t	0 t	0 t	0 t
Emballages recyclables	5 287 t	12 708 t	13 197 t	0 t	0 t	0 t
Papiers	4 028 t	9 682 t	10 055 t	0 t	0 t	0 t
Verre	11 951 t	16 852 t	15 379 t	0 t	0 t	0 t
Biodéchets*	0 t	0 t	0 t	1 843 t	14 715 t	18 157 t
Cartons	6 444 t	14 928 t	15 379 t	0 t	0 t	0 t
Déchets occasionnels	34 965 t	61 234 t	61 337 t	14 230 t	21 585 t	22 512 t
TOTAL	62 675 t	115 404 t	115 348 t	16 073 t	36 300 t	40 668 t

*Biodéchets collecté séparément (or compostage individuel)

Les DAE et les déchets du BTP, très présents dans la catégorie « inconnus », sont correctement captés afin d'être orientés vers de la valorisation ou du traitement de résiduels.

3.3/ Les solutions possibles en matière d'organisation de la gestion des déchets

3.3.1/ Organisation de la collecte et du captage pour la Corse

Des études territoriales à mener

POUR LES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

L'amélioration de la collecte et du captage des déchets ménagers passera par la réalisation d'études d'optimisation du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers comprenant une étude du mode de financement du service et la réalisation d'un nouveau schéma de collecte à l'échelle de chaque EPCI.

Elles pourront ainsi permettre l'étude simultanée, a minima :

- De la mise en œuvre d'un programme local de prévention (PLPDMA)
- De l'optimisation des modes de collecte, transfert, traitement en fonction des différents leviers retenus dont
 - La mise en place de **solutions de prévention et de gestion des biodéchets** permettant d'atteindre les objectifs réglementaires de généralisation du tri à la source des biodéchets avant fin 2023 ;
 - L'évaluation avec précision des besoins en infrastructures et équipements,
- Du déploiement de la tarification incitative.

Ce type d'études très complète est estimée à environ 1€/habitant.

LEVIER	GAINS	POINTS DE VIGILANCE
METTRE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES LOCAUX DE PREVENTION	Le développement d'un PLPDMA permet de réaliser une économie sur le coût de la gestion des déchets qui est fonction du gisement évité grâce aux actions mise en œuvre	Le portage politique et le déploiement de moyens humains d'animation sont indispensables pour tendre vers les objectifs que se fixe la collectivité
REORGANISER ET OPTIMISER LE SERVICE DE GESTION DES DECHETS	Adaptation des moyens aux besoins de chaque territoire, maîtrise des coûts Amélioration des performances	Etudier les leviers possibles pour tous les flux (Oma, déchets occasionnels) afin d'avoir une approche globale et complète du service pour définir la stratégie d'ensemble
DEVELOPPER LE TRI A LA SOURCE DES BIODECHETS	La mise en place d'une gestion séparative des biodéchets génère une réduction de la production d'OMr. Gestion de proximité : plateforme compostage	Ajuster les fréquences de collecte des OMr afin de réduire les coûts de collecte. Le détournement de la part de déchets organiques présents dans les OMR est plus important

		<p>lorsque les consignes de tri excluent les déchets verts</p> <p>Attention à l'effet saisonnier dû au tourisme</p> <p>Malgré les économies de traitement des OMR, le tri à la source génère potentiellement un surcoût pour les collectivités (variable selon le mode de tri à la source retenu : compostage ou collecte séparative)</p>
<p>DEPLOYER LA TARIFICATION INCITATIVE</p>	<p>La mise en place d'une tarification incitative génère une réduction de la production d'OMr qui est issue d'actions de prévention, mais également d'un report des tonnages vers la CS et les déchèteries.</p> <p><u>Gains financiers estimés :</u></p> <p>9 millions € grâce à l'évolution des tonnages dont 3 millions € liés à la réduction des coûts de traitement des OMr</p>	<p>L'impact social dépend du mode de tarification retenu (REOMi ou TEOMi).</p> <p>La communication est un élément clé de la mise en œuvre d'un système incitatif.</p> <p>Le report des tonnages vers la CS et les déchèteries nécessite la présence des infrastructures au risque de voir se développer des dépôts sauvages.</p>



POUR LES DAE ET LES DÉCHETS DU BTP

La mise en place d'actions d'économie circulaire à destination des entreprises (...) devrait permettre de stabiliser voire de diminuer les tonnages de déchets de DAE et BTP produits.

Des études sur les démarches d'écologie industrielle et territoriale pour mettre en place des actions d'économie circulaire sur le territoire (pour DAE et BTP) devront donc être menées à l'échelle des collectivités (environ 10 000€ par collectivité).

1 animateur de la démarche devra être créé par collectivité (0,5 ETP par collectivité).

Un tri à la source à faire monter en puissance

- Certaines actions sont déjà enclenchées sur le territoire et il conviendra de les faire monter en puissance en améliorant le captage des **Textiles Linge Chaussures** (TLC) dans l'optique de détourner 1 240 tonnes du flux OMr ou tout-venant. Les moyens à mettre en œuvre sont les suivants :
 - Une complémentarité à développer dans le maillage des points de collecte entre collecte par collectivité et collecte par professionnels (commerces)
 - Le déploiement de près de 220 bornes supplémentaires sur tout le territoire
 - La mobilisation des réseaux existants
 - Le renforcement de la communication et de la sensibilisation sur le tri à la source

Malgré l'économie liée au traitement des OMr, le déploiement de cette collecte sélective entraînerait un surcoût de près de 480 000 €HT (compte tenu des coûts aidés issus de la matrice 2018 du SYVADEC et considérant le coût aidé des OMr à 143,3 €HT/t et celui du textile à 530 €HT/t).

- Des **emballages et des papiers** dans l'optique de détourner d'environ 4 700 tonnes des OMr vers la collecte sélective pour être valorisées. Les moyens à mettre en œuvre sont les suivants :
 - Une stratégie et un plan de communication en complément des coûts de communication actuel pour les emballages et le papier.
 - La mise en place de brigades d'animateurs/sensibilisateurs à dimensionner aux besoins de chaque territoire. La communication se doit d'être simple et accessible en particulier dans un contexte insulaire et touristique.

Ici aussi malgré l'économie liée au traitement des OMr, le déploiement de cette collecte sélective entraînerait un surcoût de près de 266 000 €HT (compte tenu des coûts aidés issus de la matrice 2018 du SYVADEC et considérant le coût aidé des OMr à 143,3 €HT/t et celui des emballages et papiers à environ 200 €HT/t).

- Du **verre** dans l'optique de détourner entre 3 500 et 5 000 tonnes présentes dans les OMr vers la collecte du verre, soit une économie de l'ordre de 452 000 €HT (compte tenu des coûts aidés issus de la matrice 2018 du SYVADEC et considérant le coût aidé des OMr à 143,3 €HT/t et celui du verre



à -4,24 €HT/t). Les moyens à mettre en œuvre passent par le développement du tri à la source adapté en fonction des territoires et des types de producteurs.

- Du **carton** avec la poursuite des actions déjà engagées sur les territoires, associée à un travail de communication.

Les réseaux à développer pour une meilleure prise en charge

La **lutte contre les dépôts sauvages** constitue un volet important des scénarios d'ambition. En effet, les dépôts sauvages impactent non seulement l'environnement et la salubrité mais détournent également des quantités importantes de déchets des filières de valorisation et de traitement.

La création de brigades de propreté intercommunales permettrait :

- Une meilleure prise en charge des flux non traités/valorisés actuellement et une meilleure traçabilité des filières employées
- La possibilité de faire payer la gestion des dépôts collectés en cas d'identification du propriétaire du dépôt
- De répondre à un besoin de police :
 - Des EPCI dans le cadre de la compétence de collecte des déchets
 - Des municipalités dans le cadre de la compétence de la propreté urbaine

Ces brigades seraient composées d'agents assermentés et assureraient des patrouilles de surveillance afin de :

- Localiser des dépôts sauvages et des décharges illicites en utilisant les nouvelles technologies et les réseaux sociaux pour répertorier
- Constater, rechercher et verbaliser les usagers responsables de ces dépôts

Constitution d'une police intercommunale selon les modalités de l'article L512-2 du code de la sécurité intérieure :

A la demande des maires de plusieurs communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, celui-ci peut recruter, après délibération de deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, un ou plusieurs agents de police municipale, en vue de les mettre à disposition de l'ensemble de ces communes. Leur nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires ne fait pas obstacle à leur mise à disposition.

Les agents de police municipale ainsi recrutés exercent, sur le territoire de chaque commune où ils sont affectés, les compétences mentionnées à l'article L. 511-1, sans préjudice des compétences de police judiciaire qui leur sont dévolues par le code de procédure pénale et par les lois pénales spéciales. Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du maire de cette commune.

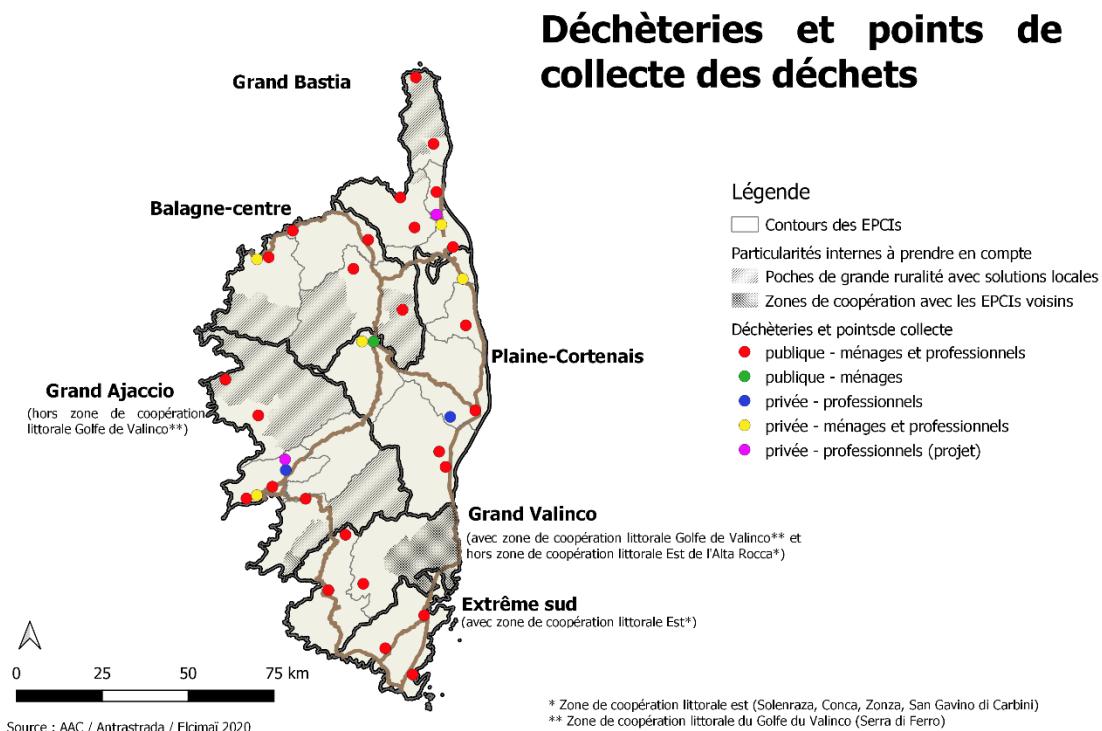
Synthèse :

- Un accord des assemblées délibérantes des communes membres est nécessaire avec une majorité qualifiée
 - Les maires doivent faire une notification au président de l'EPCI
 - L'EPCI recrute des policiers municipaux mis à la disposition des communes
 - Une convention intercommunale de coordination est rédigée
- L'agent exerce le pouvoir de police général des maires et le pouvoir de police spéciale conservé par les maires quand il est mis à la disposition des communes
 - L'agent exerce les missions placées sous l'autorité du Président pour la mise en œuvre des pouvoirs de polices spéciale transférés

Un **meilleur accès aux déchèteries et la création de déchèteries professionnelles** permettraient également d'améliorer le captage et la traçabilité des déchets professionnels. Plusieurs sites seraient répartis sur le territoire (en nombre suffisant et adapté), et accueilleraient à minima les 6 flux règlementaires : bois, fractions minérales, métal, verre, plastique, plâtre et déchets d'amiante liée. Cela permettrait aux professionnels de trouver des sites adaptés à leurs besoins (tonnages, type de flux, horaires, ...) avec des filières agréées.

La communication serait développée en priorité sur les installations existantes et sur les possibilités de reprise par les distributeurs.

Figure 44 : Carte de localisation des déchèteries existantes et en projet



La communication à engager

La communication devra être accentuée **auprès de tous les acteurs** du territoire afin d'améliorer la connaissance des particuliers et des professionnels sur les obligations réglementaires, les organisations mises en place, les outils existants, les lieux de collecte, ...

Pour les ménages, il s'agira par exemple d'agir à travers :

- L'organisation d'évènements à destination du grand public (rencontres avec les EPCI, portes ouvertes d'installations ou de lieux de réemploi, visites de sites, ...),
- De la communication sur les réseaux sociaux, les médias locaux, pour chaque profil de citoyens ;
- Le déploiement d'animations dans les établissements sociaux-éducatifs (écoles, centres de loisirs, CCAS...)
- La participation de panels de citoyens dans les EPCI en charge de la collecte et/ou du traitement des déchets
- ...

Pour les professionnels, les actions devront être plus ciblées et proactives :

- L'organisation de formations sur l'écoconception, le gaspillage alimentaire, le tri à la source des biodéchets, la gestion des déchets sur les chantiers, ...
- L'accompagnement des entreprises pour une meilleure gestion de leurs déchets
- L'animation d'évènements ciblant des activités spécifiques ou des flux spécifiques
- La diffusion de newsletters, la création d'un site spécialisé, ... rappelant les solutions de gestion existantes sur le territoire
- ...

3.3.2/ Organisation du traitement et de la valorisation pour la Corse

Les évolutions de flux de déchets et de tonnages associées aux évolutions réglementaires vont avoir un impact sur les besoins en installations du territoire.

Les principes généraux

La mise en œuvre de nouveaux process au travers de nouvelles installations ou des installations existantes va être nécessaire, quel que soit le scénario envisagé. Il convient de garder en tête que ces évolutions devront se faire :

- En cohérence et en conformité avec la réglementation,



- Dans l'objectif d'une plus grande autonomie territoriale en matière de gestion des déchets,
- De garantir une offre de traitement adaptée aux producteurs et aux quantités de gisement à traiter
- De développer les conditions d'attractivité économique de la région.

Les solutions proposées ci-dessous permettent de respecter le double objectif d'augmentation du taux de valorisation et de diminution de l'enfouissement.

Pour les résiduels, conformément à la hiérarchie réglementaire des modes de traitement, il convient de favoriser la valorisation énergétique des déchets résiduels par rapport à l'incinération sans valorisation ou le stockage, tout en respectant le principe de proximité, en veillant à limiter le transport des déchets.

Sont entendus par déchets résiduels, les déchets qui n'auraient pas pu être réduits, ou valorisés sous forme matière ou organique.

Pour rappel, la loi de transition énergétique indique que : « Afin de ne pas se faire au détriment de la prévention ou de la valorisation sous forme de matière, la valorisation énergétique réalisée à partir de combustibles solides de récupération doit être pratiquée soit dans des installations de production de chaleur ou d'électricité intégrées dans un procédé industriel de fabrication, soit dans des installations ayant pour finalité la production de chaleur ou d'électricité, présentant des capacités de production de chaleur ou d'électricité dimensionnées au regard d'un besoin local et étant conçues de manière à être facilement adaptables pour brûler de la biomasse ou, à terme, d'autres combustibles afin de ne pas être dépendantes d'une alimentation en déchets. »

Les besoins en termes de valorisation matière

La part de déchets orientés vers la valorisation matière augmente de plus de 200% :

- **Scénario d'ambition nécessaire : + 260% des besoins en valorisation matière (+84% pour les DMA, + 221% pour les DAE, + 209% pour les DNDBTP, +429% pour les DIBTP)**
- **Scénario volontariste : + 218% des besoins en valorisation matière (+84% pour les DMA, + 142% pour les DAE, +209% pour les DNDBTP, +361% pour les DIBTP).**

Figure 45 : Tonnages orientés vers la valorisation matière en 2033



Plusieurs installations seraient à créer pour atteindre ces objectifs de valorisation :

- Des centres de tri DMA (emballages – papier – cartons) et des centres de tri DAE et DND du BTP. En effet, au vu des tonnages à valoriser (12 700 tonnes d’emballages, 9 700 t de papiers et 15 000 tonnes de cartons = 37 400 tonnes, la pertinence de création de centres de tri est avérée. Actuellement, sur le continent les installations de tri nouvelle génération avec extension des consignes de tri sont pérennes à partir de 30 000 tonnes. Toutefois les études réalisées sur le territoire ont envisagé la création de centre de tri à partir de 4 500 tonnes d’entrants. Le coût du transport vers le continent justifie l’abaissement des seuils de rentabilité.
- Des centres de recyclage des inertes du BTP
- La mutualisation de concasseurs mobiles.

Concernant les plateformes de regroupement, celles-ci restent indispensables car elles permettent de massifier tous les flux potentiels et de limiter les transports.

BESOIN EN INSTALLATIONS DE VALORISATION MATIÈRE POUR LES DMA

CENTRES DE TRI DMA (EMBALLAGES – PAPIER – CARTONS)	
FLUX ENTRANTS Tonnages concernés	<ul style="list-style-type: none"> • 12 700 t/an Emballages (60% du gisement potentiellement captable) • 9 700 t/an Papiers (53% du gisement potentiellement captable) • 15 000 t/an Cartons (100% du gisement potentiellement captable) <p>Les taux de captage obtenus sont ambitieux compte tenu des taux 2018 constatés</p>
Technique	<ul style="list-style-type: none"> • Emballages : <u>Tri poussé</u> (séparation complète de tous les flux : cartons, papiers, briques alimentaires, PET clair, PEHD/PP, flux développement, films, aciers, aluminium) ou <u>tri simplifié</u> (regroupement des papiers/cartons et de toutes les résines plastiques → nécessite un sur-tri sur un autre centre) • Papiers : Passage sur la ligne de tri ou simple conditionnement en balles (selon qualité du flux entrant) • Cartons : Conditionnement en balles
Dimensionnement	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sites : 1 site par grand bassin de production (Ajaccio et Bastia)
FLUX SORTANTS Bilan matière	<ul style="list-style-type: none"> • Emballages : Valorisation matière = 75% (9 500 t) / Refus = 25% (3 200 t) • Papiers / Cartons : Valorisation matière = 100% (24 700 t) / Refus = 0%
Qualité des produits triés	<ul style="list-style-type: none"> • Emballages : Conformés aux PTM Eco-organisme • Papiers : Conformés aux PTM Eco-organisme • Métaux : Conformés aux PTM Eco-organisme • Refus : Vers filière de valorisation énergétique (exigences des repreneurs qui dépend de la filière de valorisation : cimenterie, chaufferie, UVE)
Coûts d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> • Variable selon dimensionnement et niveau de tri (simplifié ou poussé) : 10-12 M€HT pour 1 site de 20 kt/an tri poussé soit 20 à 24 M€HT pour 2 centres de tri
Coûts de fonctionnement⁹	<ul style="list-style-type: none"> • Très variable selon dimensionnement et niveau de tri (simplifié ou poussé) : 100 – 200 €/t soit 3,7 à 7,5 M€/an
Coûts de transport	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert vers un centre de tri : <i>1,09 à 2,8 €/t/km</i> • Tri simplifié : <ul style="list-style-type: none"> • Si transport en Corse (entre Bastia et Ajaccio par exemple) = 150 €/t pour les emballages • Si export vers continent, transport maritime (<i>60€/t</i>) • Produits triés envoyés vers les filières de recyclage : Coûts de transport déduits des recettes matières • Refus envoyés vers une filière de traitement : <ul style="list-style-type: none"> • Si valorisation énergétique in situ (valorisation du CSR sur place) : 0€/t • Si valorisation énergétique ex situ (valorisation du CSR sur autre installation) dépendant de la localisation de l'installation • Si valorisation énergétique ex situ (valorisation du CSR sur le continent) = transport maritime (hypothèse 60€/t) • Si traitement sur une autre installation = dépend de la localisation de l'installation

⁹ Coûts de fonctionnement⁹(hors amortissement, gestion des refus, recettes et soutiens)

Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Synergie entre les 2 sites (1 tri simplifié + 1 tri poussé par exemple) • Possibilité d'implanter ces centres au sein d'un site multi filière : permet notamment de traiter les refus sur la même installation et de bénéficier d'équipements communs (pesée, voies de circulation, gestion des poussières, ...) • Synergie possible avec des centres de sur-tri au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMr
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sites préconisés plutôt qu'un seul afin d'assurer la continuité de service sur l'île en cas d'arrêt prolongé sur l'un des sites (incendie, ...) • Pas de filières locales de recyclage (notamment pour les papiers/cartons et plastiques) : implique un export des produits triés

BESOINS EN INSTALLATIONS DE VALORISATION MATIÈRE POUR LES DAE ET LES DND BTP

CENTRES DE TRI DAE et DND BTP SUR LE TERRITOIRE	
FLUX ENTRANTS Tonnages concernés	<ul style="list-style-type: none"> • 169 000 t/an : DAE (hors déchets collectés et envoyés directement vers filière de recyclage) • 49 100 t/an : DND Bâtiments (hors déchets collectés et envoyés directement vers filière de recyclage) • 27 300 t/an : DND TP (hors déchets collectés et envoyés directement vers filière de recyclage (verre, papiers))
Technique	<ul style="list-style-type: none"> • Tri mécanique et manuel ayant pour objectif d'extraire la matière valorisable sous forme de matière et préparer un flux valorisable sous forme énergie
Dimensionnement	<ul style="list-style-type: none"> • 2 à 4 sites : A localiser selon les bassins de production (évaluation et répartition géographique précise des gisements à effectuer au préalable via la recherche du meilleur compromis entre le bassin de production et les installations de traitement des sous-produits (refus et CSR) afin de limiter les coûts de transport mais aussi en fonction des opportunités possibles via les opérateurs existants (foncier disponible...)). Sur la base des cartes de gisements les zones les plus propices à une implantation semblent être Grand Ajaccio, Grand Bastia, Plaine Cortenais et Extrême Sud
FLUX SORTANTS Bilan matière	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Flux en mélange</u> : Valorisation matière = 60% (147 240 t) / Valorisation énergétique = 17% (41 720t) / Refus = 23% (56 440 t)
Qualité des produits triés	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Valorisation matière</u> : Conformes aux exigences des repreneurs • <u>Valorisation énergétique</u> : Conformes aux exigences des repreneurs (dépend de la filière de valorisation : cimenterie, chaufferie, UVE)
Coûts d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> • Variable selon le dimensionnement et le niveau de tri (tri à la pelle, tri mécanique, tri manuel, préparation CSR) : 8-10 M€HT pour 1 site de 50 kt/an tri mécanique, manuel et préparation CSR soit 32 à 40 M€HT pour l'ensemble des centres
Coûts de fonctionnement¹⁰	<ul style="list-style-type: none"> • Très variable selon dimensionnement et niveau de tri : 20 – 30 €/t soit 4,9 à 7,4 M€/an

¹⁰ Coûts de fonctionnement¹⁰(hors amortissement, gestion des refus, recettes et soutiens)

Coûts de transport	<ul style="list-style-type: none"> • Produits triés envoyés vers les filières de recyclage : Coûts de transport déduits des recettes matières • Refus envoyés vers une filière de traitement (plusieurs solutions possibles selon l'implantation des sites, chaque site pouvant choisir une solution différente) : <ul style="list-style-type: none"> • Si valorisation énergétique in situ (valorisation du CSR sur place) : 0€/t • Si valorisation énergétique ex situ (valorisation du CSR sur autre installation) dépendant de la localisation de l'installation • Si valorisation énergétique ex situ (valorisation du CSR sur le continent) = transport maritime (hypothèse 60€/t) • Si traitement sur une autre installation = dépend de la localisation de l'installation <p><i>Des solutions alternatives de transport pourront être étudiées sur la base de la localisation précise des zones de production, des installations de tri et des installations de traitement</i></p>
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Installations qui peuvent intégrer le traitement du tout-venant de déchèteries • Fraction Haut PCI qui peut être valorisée sous forme de CSR, sur des installations communes avec les sous-produits des OMR
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Pas ou peu de filières locales de recyclage (notamment pour les papiers/cartons et plastiques) : implique un export des produits triés • Implique de trouver une filière de valorisation énergétique

CENTRES DE RECYCLAGE DES INERTES DU BTP	
FLUX ENTRANTS Tonnages concernés	<ul style="list-style-type: none"> • 360 000 à 410 000 tonnes de déchets inertes du BTP
Besoins	<ul style="list-style-type: none"> • Plateforme de concassage – a minima 6 plateformes (1 par territoire).
Coûts	<ul style="list-style-type: none"> • Terrassement – plateforme : 35 à 40 000 €HT pour 3000 à 4000 m² • Local : 1200 €HT/m² (20 000 € pour un bungalow équipé) • Matériel : 850 à 900 000 €HT • Coût à la tonne : 10 à 20 €HT/t
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Attention à la présence de plâtre dans les déchets inertes • Bien communiquer sur l'existence des centres de recyclage des matériaux inertes du BTP
Préconisations	<ul style="list-style-type: none"> • Filière à développer rapidement

MUTUALISATION DE CONCASSEURS MOBILES AVEC MISE EN LOCATION

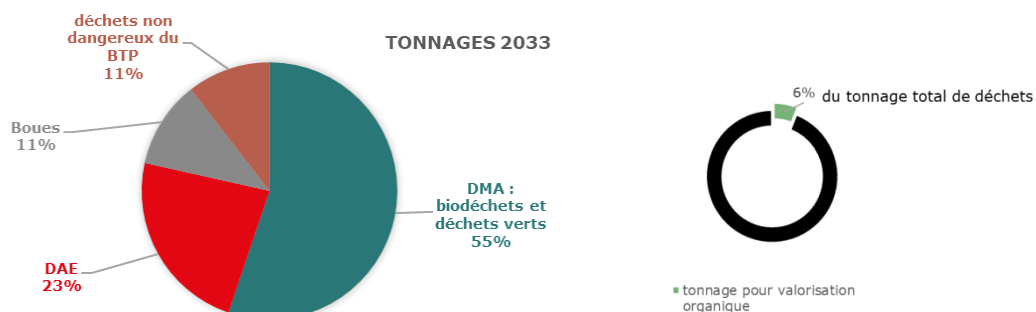
FLUX ENTRANTS	<ul style="list-style-type: none"> 360 000 à 410 000 tonnes de déchets inertes du BTP
Tonnages concernés	
Besoins	<ul style="list-style-type: none"> 1 loueur par territoire à privilégier pour les secteurs plus ruraux et les poches de grande ruralité
Coûts	<p><u>Moyens humains :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes mobilisées par opération de concassage : 1 chargeur + 1 pelleteur (pour 5000 tonnes par semaine). <p><u>Moyens financiers :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Dossier de déclaration Préfectoral : 300 € HT Concassage : 5 à 10 € HT par tonne (inclus amené et replis matériel et installation de chantier) en fonction du volume concassé Chargement des matériaux concassés vendus : 0,55 € HT par tonne Les recettes couvrent environ 80 à 90% du coût.
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> Mutualisation possible avec les plateformes de concassage
Préconisations	<ul style="list-style-type: none"> A faire en parallèle du développement des centres de recyclage

Les besoins en termes de valorisation organique

Les besoins en valorisation organique augmentent de 70% (+27 000 t) (+118% pour les DMA, +33% pour les DAE, +21% pour les boues, + 28% pour les DNDBTP).

Les déchets organiques, et en particulier les biodéchets présentent un enjeu majeur à venir. Actuellement 22% des OMR contiennent des biodéchets potentiellement valorisables de manière locales (gestion de proximité immédiate ou plateforme de proximité). Cette gestion locale est propice à une réduction des coûts et impacts sur l'environnement liés au transport.

Figure 46 : Tonnages orientés vers la valorisation organique en 2033

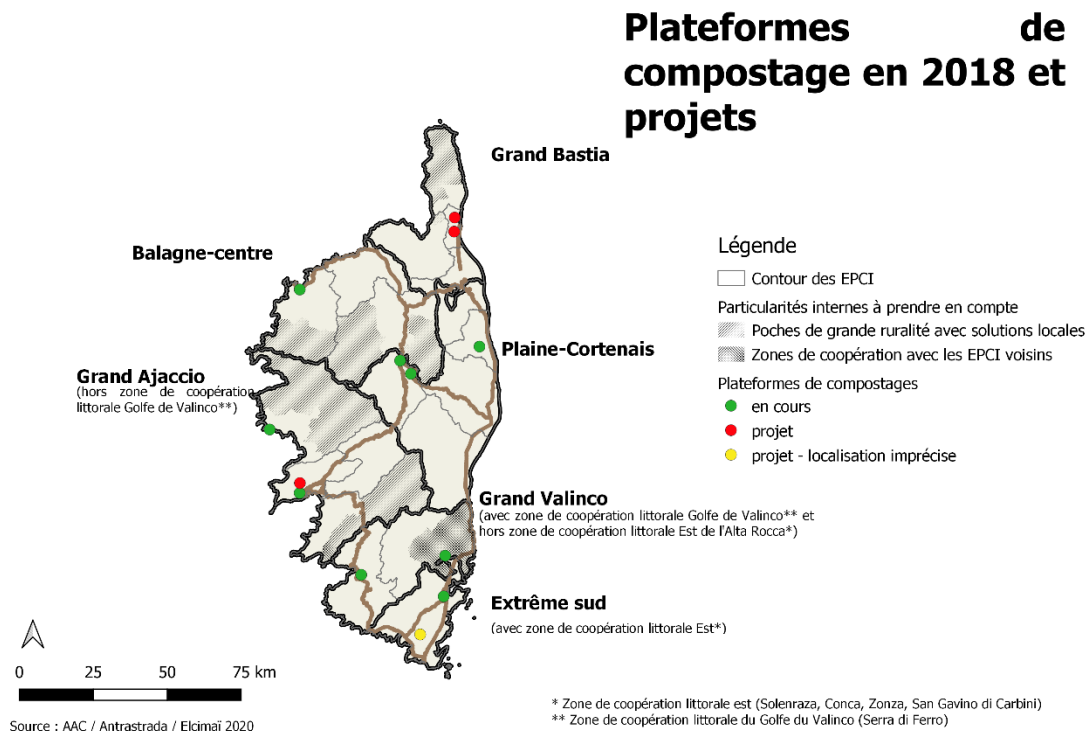


A noter qu'en l'absence de données précises sur la composition et la localisation des DAE, les biodéchets issus des activités économiques n'ont pas pu être intégrés à l'étude.

Plusieurs types d'installations pourraient être créés pour atteindre ces objectifs :

DEVELOPPER LES PLATEFORMES DE COMPOSTAGE	
FLUX ENTRANTS Tonnages concernés	<ul style="list-style-type: none"> • Environ 65 800 tonnes : 14 700 t de biodéchets, 21 600 tonnes de déchets végétaux, 7 200 tonnes de boues, 15 300 tonnes de DAENDNI, 7 000 tonnes de BTPNDNI t (déchets verts issus du défrichage ou du paysagisme),
Besoins	<ul style="list-style-type: none"> • Plateformes supplémentaires à développer sur chaque EPCI (à noter que 4 grands projets sont en cours portés par le SYVADEC (Balagne-Belgodère, Grand Bastia, Grand Sud et Grand Ajaccio). • Une logique de proximité doit être privilégiée avec le développement de petites plateformes de compostage sur chaque EPCI.
Coûts	<ul style="list-style-type: none"> • Plateforme de compostage de quartier (jusqu'à 52t/an) : 20 000 € + 1 personne 2 à 4h/semaine (3000 €/an) • Plateforme de compostage centralisée (jusqu'à 730 t/an) : 120 000 € pour une plateforme de 250 tonnes/an
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de créer de petites unités de compostage des boues sur les stations d'épuration
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'une complémentarité des apports structurants (1/3) et humides (2/3) : déchets verts et déchets alimentaires
Préconisations	<ul style="list-style-type: none"> • Avantage des plateformes de compostage dans la logique de proximité

Figure 47 : Carte des installations de compostage et des projets en cours



CREER UNE UNITE DE METHANISATION INDUSTRIELLE

FLUX ENTRANTS Tonnages concernés	<ul style="list-style-type: none"> • Environ 132 200 tonnes : 66 400 tonnes d'OMr, 14 700 t de biodéchets, 21 600 tonnes de déchets végétaux, 7 200 tonnes de boues, 15 300 tonnes de DAENDNI, 7 000 tonnes de BTPNDNI t (déchets verts issus du défrichage ou du paysagisme),
FLUX SORTANTS Bilan matière	<p>En sortie de méthanisation, les flux sont valorisés sous forme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Matière grâce à une chaîne de tri préalable au processus de méthanisation qui extrait les flux valorisables (métaux, ...). Cette valorisation matière concerne 17 700 tonnes (13% de l'entrant) dont 5 000 t provenant des OMr, 8 700 t des DAENDNI et 4 000 t des BTPNDNI. • Mais aussi organique via la production de digestat compostés. La valorisation organique concerne 75 200 t (57% de l'entrant) dont 29 900 t provenant des OMr, 14 700 t provenant des biodéchets, 21 600 t provenant des déchets verts, 7 200 t provenant des boues, 1 800 t provenant des DAENDNI et BTPNDNI. <p>Ces processus génèrent des refus de l'ordre de 39 400 t (30% de l'entrant) dont 31 500 t provenant des OMr, 5 400 t provenant des DAENDNI et 2 500 t provenant des BTPNDNI.</p> <p>Si la filière méthanisation industrielle est retenue, les tonnages à enfouir en ISDND représenteraient plus de 140 000 tonnes (refus de méthanisation + tout venant + DAE et BTP non dangereux non inertes) ce qui est au-delà des 50% de quantités enfouies concernées admises en 2025 (Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD).</p> <p>A noter également que l'objectif de valorisation sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics à l'horizon 2020 (Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD) est tout juste atteint.</p> <p>Aussi il n'est pas possible d'envisager la création d'unités de méthanisation industrielle sans une valorisation supplémentaire, notamment énergétique des CSR afin de réduire la part envoyée en enfouissement.</p> <p>Dans la prochaine partie 3.4, des synoptiques ont été réalisés pour apporter plus de clarté à la lecture des flux entrants et sortants à chacune des configurations (avec valorisation de CSR et sans valorisation de CSR).</p>
Besoins	<ul style="list-style-type: none"> • 2 installations de 30-40 kt/an sur les zones les plus productrices (Ajaccio et Bastia) (à mettre en perspective avec le dimensionnement des projets VS la faible quantité d'OMR prévue dans le Plan)
Coûts	<ul style="list-style-type: none"> • Unité de méthanisation : 2 unités de 66 000 t/an • Coûts d'investissement : 35 M€ • Coûts de fonctionnement : Environ 1 million €/an
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de prévoir un plan d'épandage du digestat produit • Nécessité d'un raccordement au réseau gaz, extension si besoin • Rappel du besoin de valorisation du CSR pour respecter les obligations réglementaires quant aux tonnages maximums possibles à enfouir et donc de la création d'au moins 1 chaudière de valorisation de CSR
Préconisations	<ul style="list-style-type: none"> • Potentiel valorisation du méthane (chaleur ou électricité) • Possible intégration des biodéchets • Synergie avec les DAE organiques

Les besoins en termes de gestion des déchets résiduels non dangereux

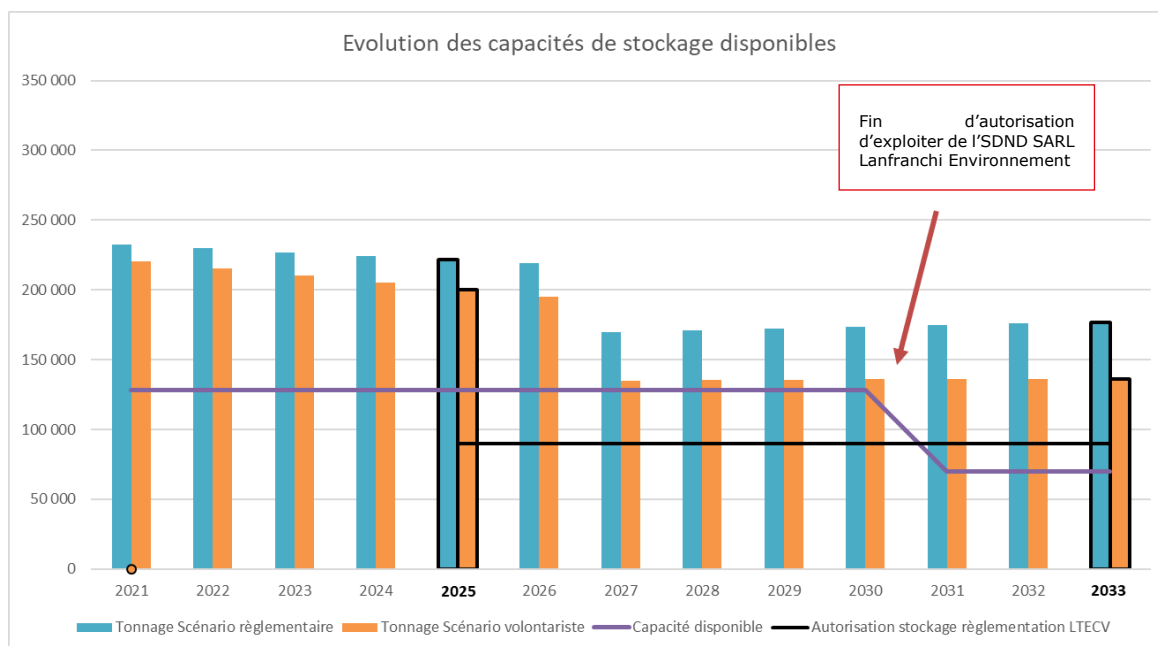
Les déchets résiduels ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière ou organique représente **180 000 tonnes dans le cas du scénario d'ambition nécessaire** et **135 000 tonnes pour le scénario volontariste**.

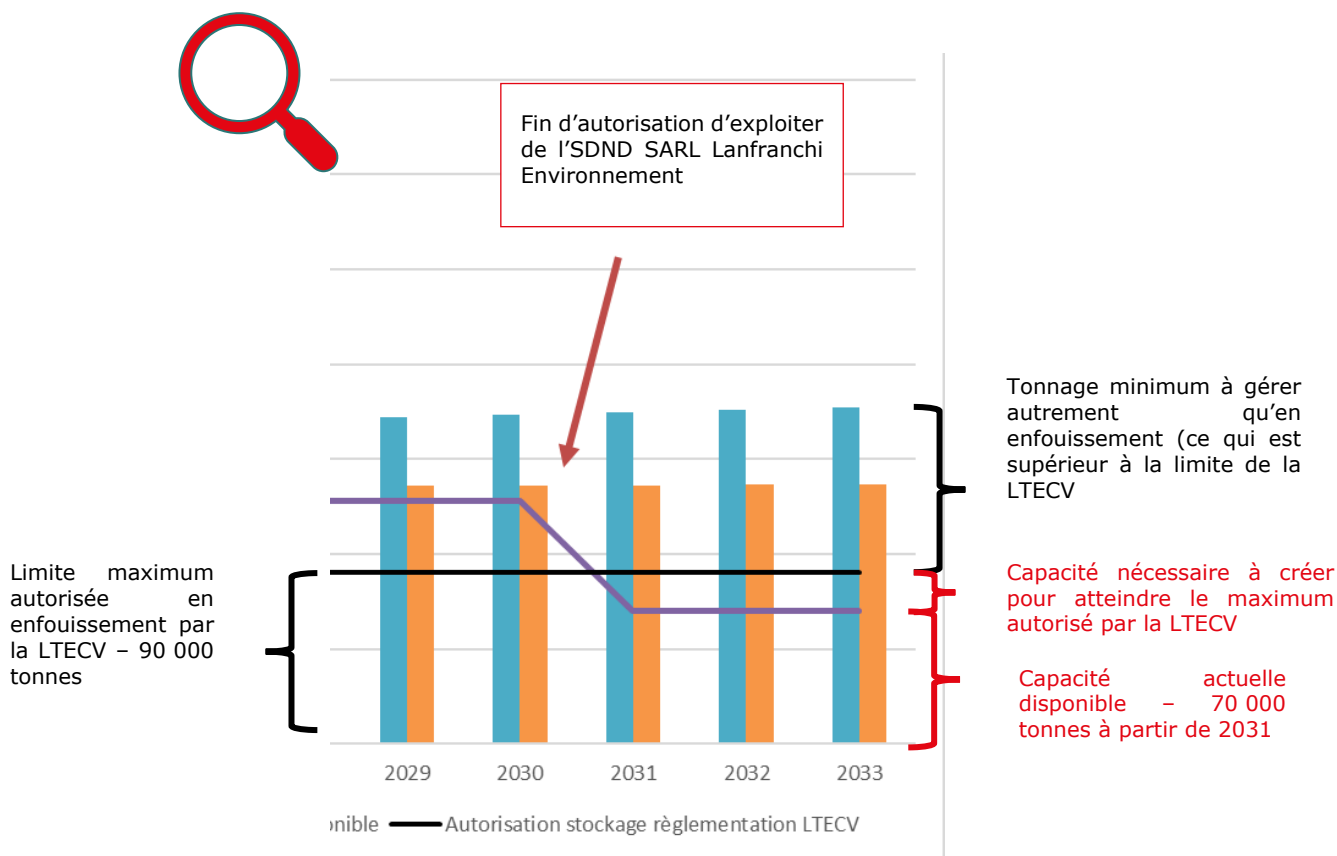
LES CAPACITÉS DE STOCKAGE DES RÉSIDUELS DISPONIBLES

Les capacités de stockage des ISDND sur le territoire arrivent progressivement à terme. Dès 2021, la capacité de stockage en ISDND sera inférieure au besoin. La situation s'aggravera encore en 2030 lors de la fermeture de l'ISDND de SARL Lanfranchi Environnement faisant passer la capacité de stockage à un niveau inférieur au tonnage réglementaire autorisé par la LTECV.

En effet, à partir de 2025, réglementairement les ISDND ne pourront plus accepter que 90 000 tonnes de déchets non valorisables. Ainsi, en 2033, la capacité des ISDND ne sera plus que de 70 000 tonnes soit un besoin maximum de capacité supplémentaire de 20 000 tonnes maximum pour respecter la limite fixée par la LTECV.

Tableau 18 : Evolution des capacités des ISDND Corse par rapport au gisement estimé à enfouir sur la période du PTPGD





LES SOLUTIONS À DÉVELOPPER

En priorité toutes les solutions hors ISDND au regard des contraintes réglementaires pour l'enfouissement (90 000 tonnes maximum), soit 2 solutions possibles à développer :

- Créer une Unité de Valorisation Énergétique
- Des centres de sur-tri au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMR avec valorisation du CSR.

En second, la création de capacité de stockage dans la limite de 90 000 tonnes/an.

Cette filière est donc à envisager dans 2 cas de figure :

- De manière couplée avec des solutions de valorisation énergétique (UVE ou surtri avec valorisation CSR) pour permettre de gérer les refus non valorisables.
- En complément de l'export, si la filière stockage reste majoritaire.

Dans tous les cas, des casiers de stockage du plâtre et des déchets amiantés seront également à prévoir afin de disposer de solutions locales sur le territoire.

POUR LA GESTION DES FLUX NON VALORISABLES MATIERE OU ORGANIQUE

CREER UNE UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE	
FLUX ENTRANTS	
Tonnages concernés	<ul style="list-style-type: none"> • 66 400 t/an OMR • 12 000 t/an Fraction Haut PCI Tout-venant déchèteries • 48 500 t/an Fraction Haut PCI DAE • 13 200 t/an Fraction Haut PCI DND BTP
Technique	<ul style="list-style-type: none"> • Incinération
Dimensionnement	<ul style="list-style-type: none"> • 1 site de 70 à 140 kt/an selon flux accueillis
FLUX SORTANTS	
Bilan matière	<ul style="list-style-type: none"> • OMR : Valorisation matière = 25% (mâchefers - 16 600 t) / Valorisation énergétique = 70% (46 500 t) / ISDD = 5% (3 300 t) • <u>Fractions Haut PCI Tout-venant, DAE et DND BTP</u> : Valorisation matière = 0% / Valorisation énergétique = 100% (73 700 t) / ISDD = 0%
Qualité des produits triés	<ul style="list-style-type: none"> • Mâchefers • REFIOM
Coûts d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> • 84 M€HT pour 1 site de 140 kt/an
Coûts de fonctionnement¹¹	<ul style="list-style-type: none"> • Environ 130 €/t soit 18,2 M€/an
Coûts de transport	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert vers l'UVE : 0,4 €/t/km pour les OMr, 2€/t/km pour le tout-venant • Mâchefers envoyés vers les filières de recyclage (techniques de construction routière) : Coûts de transport déduits des recettes • REFIOM envoyés en ISDD : Transport maritime (non connu)
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • L'électricité fournie pourrait permettre de produire de l'H2 vert (installation d'un électrolyseur et d'une ou plusieurs stations de distribution pour bus et parc de véhicules)
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Implique en amont d'extraire la fraction Haut PCI des tout-venant déchèteries, des DAE et des DND BTP (centres de tri DAE / DND BTP) • Débouchés pour les mâchefers à développer

¹¹ Coûts de fonctionnement (hors amortissement, gestion des refus, recettes et soutiens)

CREER DES CENTRES DE SUR-TRI AU FONCTIONNEMENT MODULABLE POUR LE TOUT-VENANT ET LES OMR

FLUX ENTRANTS Tonnages concernés	<ul style="list-style-type: none"> • 66 400 t/an OMR • 29 900 t/an Tout-venant déchèteries
Technique	<ul style="list-style-type: none"> • Le principe du site multi filières est de séparer les déchets pour les orienter vers différentes filières de valorisation : <ul style="list-style-type: none"> • Stabilisation biologique : Dégradation de la fraction fermentescible des OMR dans un module de traitement biologique (pertes en eau et en matière organique). Produit dégradé (stabilisat) enfoui en ISDND • Valorisation matière : Extraction des matières recyclables issues des OMR et du tout-venant par une ligne de tri mécanique. Matières recyclables évacuées vers les filières de recyclage • Valorisation énergétique : Extraction de la fraction à fort pouvoir calorifique des OMR et du tout-venant, puis préparation du combustible pour une valorisation sous forme de CSR. CSR valorisé sur place (chaufferie) ou ex situ (cimenterie, chaufferie)
Dimensionnement	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sites : 1 site par grand bassin de production (Ajaccio et Bastia)
FLUX SORTANTS Bilan matière	<ul style="list-style-type: none"> • <u>OMR</u> : Valorisation matière =7,5% (5 000 t) / Pertes en eau et en MO = 22,5% (15 000 t) / Valorisation énergétique = 32,5% (21 600 t)/ ISDND = 37,5% (24 900 t) • <u>Tout-venant</u> : Valorisation matière =25% (7 500 t) / Pertes en eau et en MO = 0% / Valorisation énergétique = 40% (12 000 t) / ISDND = 35% (10 500 t)
Qualité des produits triés	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation matière (métaux et éventuels papiers/cartons et plastiques recyclables) : Conformes aux exigences des repreneurs • Valorisation énergétique : Conformes aux exigences des repreneurs (dépend de la filière de valorisation : cimenterie, chaufferie, UVE) • Refus (stabilisat) : Stabilité biologique = 10 à 20 mg O₂/g MS maxi
Coûts d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> • 16 à 24 M€HT pour les centres de surtri • Pour une chaudière de valorisation CSR 800 €/t en moyenne
Coûts de fonctionnement¹²	<ul style="list-style-type: none"> • Environ 40 à 50 €/t soit 3,9 à 4,8 M€/an • Recettes issues des reventes matières (fonction des cours des matériaux) • Si export du CSR pour valorisation sur le continent 30 à 50 €/t • Si chaudière en Corse 75 à 90 €/t
Coûts de transport	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert vers l'UTVD : 0,4 €/t/km pour les OMR, 2€/t/km pour le tout-venant • Produits triés envoyés vers les filières de recyclage : environ 1,8€/t/km • CSR envoyés vers des filières de valorisation des CSR : <ul style="list-style-type: none"> • Si valorisation des CSR sur place = 0€/t • Si valorisation des CSR sur une autre installation = dépend de la localisation de l'installation • Si valorisation des CSR sur le continent = transport maritime (hypothèse 60€/t) • Refus (dont stabilisat) orientés vers l'enfouissement : dépend de la localisation de l'ISDND

¹² Coûts de fonctionnement (hors amortissement, gestion des refus, recettes et soutiens)

Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Synergie entre les 2 sites en cas d'arrêt de l'un des 2 • Possibilité de créer une installation commune pour la valorisation du CSR (mais implique transport du CSR) avec production d'électricité et H₂ vert
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Implique de créer une filière de valorisation du CSR • Pas ou peu de filières locales de recyclage (notamment pour les papiers/cartons et plastiques) : implique un export des produits triés

POUR LA GESTION DES ULTIMES

CREER UNE ISDND A PARTIR DE 2031 POUR ATTEINDRE LA LIMITE IMPOSEE PAR LA LTECV

FLUX ENTRANTS	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin maximum (voir partie suivante avec les combinaisons possibles) : environ 75 000 tonnes
Tonnages concernés	
Besoins	<ul style="list-style-type: none"> • 1 installation
Coûts	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement : 2,8 à 5,6 M€ pour 75 000 tonnes • 50% de l'investissement au démarrage et 50% réparti sur la durée de l'exploitation • Fonctionnement : 15 à 25 € HT/t soit 1,12 à 1,9 M€/an
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Capacités autorisées encadrées • Variation de la TGAP • Délai de la procédure d'autorisation
Préconisations	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier de nouvelles installations permettant une valorisation

POUR LA GESTION DU PLÂTRE ET DE L'AMIANTE LIÉE

CREER DES CASIERS DE STOCKAGE DU PLATRE ET DE L'AMIANTE LIEE

FLUX ENTRANTS	<ul style="list-style-type: none"> • Non connus
Tonnages concernés	
Besoins	<ul style="list-style-type: none"> • Installer 1 casier plâtre et 1 casier amiante sur au moins 1 ISDND • Les gisements de terres amiantifères étant présents en Haute Corse, un casier sera nécessaire au moins sur ce bassin.
Coûts	<ul style="list-style-type: none"> • Coûts : 80 000 €HT pour le réaménagement de casiers existants
Points de vigilance	<ul style="list-style-type: none"> • Bien prévoir un casier pour chaque flux
Préconisations	<ul style="list-style-type: none"> • A créer dès que possible • Prévoir des alvéoles sur au moins 1 ISDI par grand territoire soit 6 pour chaque flux pour massifier avant envoi vers les casiers

Les besoins en installations de stockage de déchets dangereux

Le tonnage de déchets stockés en ISDD augmente de 12%.

Tonnage à traiter : 32 000 tonnes.

Ce tonnage supplémentaire ne justifie pas la création d'une installation dédiée (seuil minimum de rentabilité = 50 000 à 100 000 tonnes). Les flux continueront à être exportés.

Toutefois le PTPGD doit prévoir dans son plan d'actions, des éléments de planification relatif aux déchets dangereux. Cet aspect est développé dans le Chapitre 4.

Les besoins en installations de stockage des déchets inertes

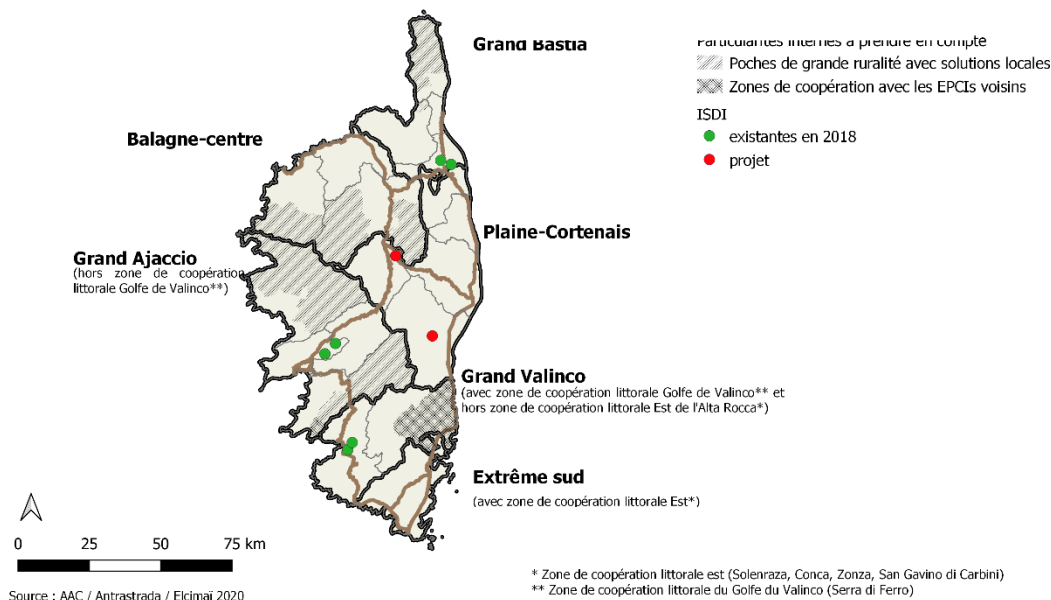
Le tonnage de déchets stockés en ISDI diminue de plus de 70%.

Tonnage à traiter : 120 000 à 145 000 tonnes.

En 2018, 6 ISDI sont présentes sur le territoire et 2 projets sont en cours. Sur les données disponibles (2 ISDI¹³), les capacités autorisées sont estimées au moins à 200 000 tonnes. Ces capacités sont suffisantes par rapport aux besoins.

Toutefois, certaines zones ne disposant pas du tout d'ISDI (cas de Balagne-centre notamment), une réflexion pourra être menée sur la création de sites supplémentaires dans ces zones blanches ou pour permettre de disposer de solutions de proximité et limiter les dépôts sauvages.

Figure 48 : Carte des installations de stockage des déchets inertes existantes en 2018 et des projets en cours



¹³ Capacités connues ISDI SARL LANFRANCHI : environ 132 000 t, ISDI STOC : 72 000 t

La gestion des D3E et des VHU

A l'heure actuelle, les tonnages traités sont les suivants :

- VHU : 4 700 tonnes collectés par 9 centres agréés
- DEEE : 4 700 tonnes collectés majoritairement sur les déchèteries du territoire

Les tonnages traités en 2033 n'évoluant pas, la création de nouvelles installations de traitement pour ces flux ne semble pas nécessaire.

La gestion des BPHU

Il n'existe pas de repreneur affilié à l'Association pour la Plaisance Eco-Responsable (APER) sur le territoire. Cette filière est donc à développer au regard de l'activité portuaire sur le territoire.

3.4/ Etude technico-économique des combinaisons de solutions

3.4.1/ Présentation des combinaisons

Rappel : Chaque combinaison se décline selon 2 degrés d'ambition, en hypothèse basse avec le **scénario d'ambition nécessaire** et en hypothèse haute avec le **scénario volontariste**

	SCENARIO D'AMBITION NECESSAIRE	SCENARIO VOLONTARISTE
Principe	Répondre principalement aux objectifs réglementaires et aux besoins immédiats de la Collectivité de Corse. Développer la réduction à la source des DMA, Améliorer les taux de captage des recyclables ménagers et assimilés, déployer le tri 5 flux des DAE, augmenter la valorisation matière, évaluer les potentiels de valorisation énergétique et réduire la part des déchets enfouis.	Engager, en plus des objectifs réglementaires et des besoins immédiats de la Collectivité de Corse, des actions plus fortes et ambitieuses sur la prévention des DAE, le tri à la source des biodéchets, la réutilisation des déchets inertes sur les chantiers, la baisse des tonnages de déchets dangereux et le déploiement de la TI. Développer la réduction à la source de tous les flux, améliorer les taux de captage de tous les flux recyclables, augmenter la valorisation matière élargie aux DAE et aux déchets du BTP, évaluer les potentiels de valorisation énergétique et réduire la part des déchets enfouis à son maximum
Evolution des quantités de déchets entre 2018 et 2033	DMA : - 12 500 t (-13% / -94 kg/hab.) DAE : + 84 000 t (+58%) BTP : + 7 000 t (+1%) DD : stabilisation	DMA : - 32 000 t (-19% / -137 kg/hab.) DAE : stabilisation BTP : -64 000 t (-10%) DD : - 300 t (-2%)

Chaque combinaison possède donc les mêmes ambitions d'un point de vue de la prévention et de la valorisation matière et organique.

La distinction se joue au niveau des solutions pour la gestion des déchets résiduels non dangereux.

Combinaison	1	2	3	4	5
Collecte et captage	Augmentation du maillage des points de collecte : +++ points de collecte TLC / PAV Collecte sélective (nombre et localisation à définir) +++ communication et sensibilisation Réflexion sur l'accès des déchèteries publics pour les professionnels dans les zones rurales Déchèteries professionnelles à 20 min dans les zones de fortes productions				
Valorisation matière	Au moins 2 centres de tri des DMA Au moins 2 à 4 centres de tri DAE Au moins 6 plateformes de concassage des DI (1 par grand territoire) Au moins 6 loueurs de concasseur mobile (1 par grand territoire)				
Valorisation organique	Plateformes de compostage (besoin supplémentaire pour 27 000 t) dont 4 projets en cours identifiés => Besoin à préciser en fonction des projets Méthanisation agricole en fonction des projets				
			2 unités de méthanisation industrielle		
Traitement des résiduels	Tout stockage	Tout export		1 UVE de 100 à 130 kt/an selon les scénarios d'ambition	2 Centres de surtri + valorisation CSR
	135 000 t à 180 000 tonnes selon scénario d'ambition		Besoin ISDND 110 à 140kt pour les refus, tout venant, DNDNI des DAE et BTP si non valorisation en CSR Avec valorisation CSR besoin réduit à de 50 à 60 kt	Besoin ISDND 40 à 50 kt pour tout venant non incinérables, DNDNI des DAE et BTP	ISDND 75 à 94 kT pour les refus, DNDNI des DAE et BTP
	Au moins 1 casier amiante et 1 casier plâtre par Grand territoire (sur ISDI)				
	Au moins 1 ISDI sur les zones blanches ou zones nécessitant des solutions pour les dépôts sauvages				
Déchets dangereux	Statu quo Regroupement et export pour traitement sur le continent				



COMBINAISON 1 : TOUT EN STOCKAGE

Cette solution n'est pas envisageable avec les objectifs réglementaires en vigueur et à venir.

Pour rappel les obligations concernant le recours à l'enfouissement se limite à 90 000 tonnes alors que les besoins (après application des 65% de valorisation matière et organique) s'élevaient entre **180 000** et **135 000 tonnes** de déchets résiduels (ultimes + non valorisables matière et organique) selon les scénarios d'ambition.

Dans ces conditions la solution du stockage ne peut pas être envisagée seule.

⇒ **Combinaison 1 non pertinente car ne répond pas aux enjeux réglementaires**

COMBINAISON 2 : TOUT EXPORT

Dans cette solution 2 cas de figure peuvent être envisagés :

- 1/** Maximum possible en stockage sur 1 ou 2 installations maximum en Corse et le reste envoyé sur le continent vers d'autres filières que l'enfouissement (UVE, surtri...)
- 2/** Suppression des ISDND en Corse, tout est exporté avec des filières à définir

La solution de l'export ne répond pas au besoin d'autosuffisance et de proximité.

Au-delà des coûts de transport maritime des déchets à prendre en compte qui s'ajoutent aux coûts de traitement, l'absence de maîtrise des filières et la dépendance à des installations hors du territoire apportent un risque sur la pérennité de l'organisation de la gestion des déchets.

Compte tenu de ces éléments la solution « Tout export » n'est pas préconisée.

⇒ **Combinaison 2 non préconisée en raison de la forte dépendance à des installations hors territoire**

COMBINAISON 3 : UNITÉ DE MÉTHANISATION INDUSTRIELLE

La création de 2 unités de méthanisation industrielle est une solution intéressante pour permettre d'atteindre les ambitions fixées en matière de valorisation matière et organique **à condition d'associer la valorisation du CSR** issus du procédé.

Malgré les coûts d'investissement (20 millions d'euros), cette solution apporte de l'autonomie au territoire. Elle offre, par ailleurs, une possibilité de valorisation énergétique par le biais de la production d'électricité à partir du biogaz régénéré. C'est une solution de mix énergétique qui renforce l'autonomie énergétique du territoire insulaire.

2 sites seraient à construire compte tenu des tonnages à traiter. Dans ces conditions, des solutions de rupture de charge et plateforme de massification seront nécessaires pour limiter les impacts du transport.

Pour la gestion des déchets ultimes de cette combinaison, le besoin est estimé entre 50 000 et 60 000 tonnes avec valorisation du CSR, les capacités de stockage en ISDND existantes (capacité disponible) seront suffisantes.

Toutefois il est à noter que ce type d'installations n'est préconisé par le Schéma régional Biomasse Corse (SRB) que pour les secteurs de fortes productions. En effet, le SRB préconise le compostage pour les fermentescibles des OMr (compostage de proximité individuel ou collectif, plateforme de proximité...) dans les zones rurales et de faibles volumes afin de limiter les impacts liés au transport pour un flux dont la gestion locale est possible.

⇒ **Combinaison 3 pertinente dans les conditions fixées par les autres documents de planification en vigueur**



Figure 49 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par méthanisation Combinaison 3- Scénario d'ambition nécessaire

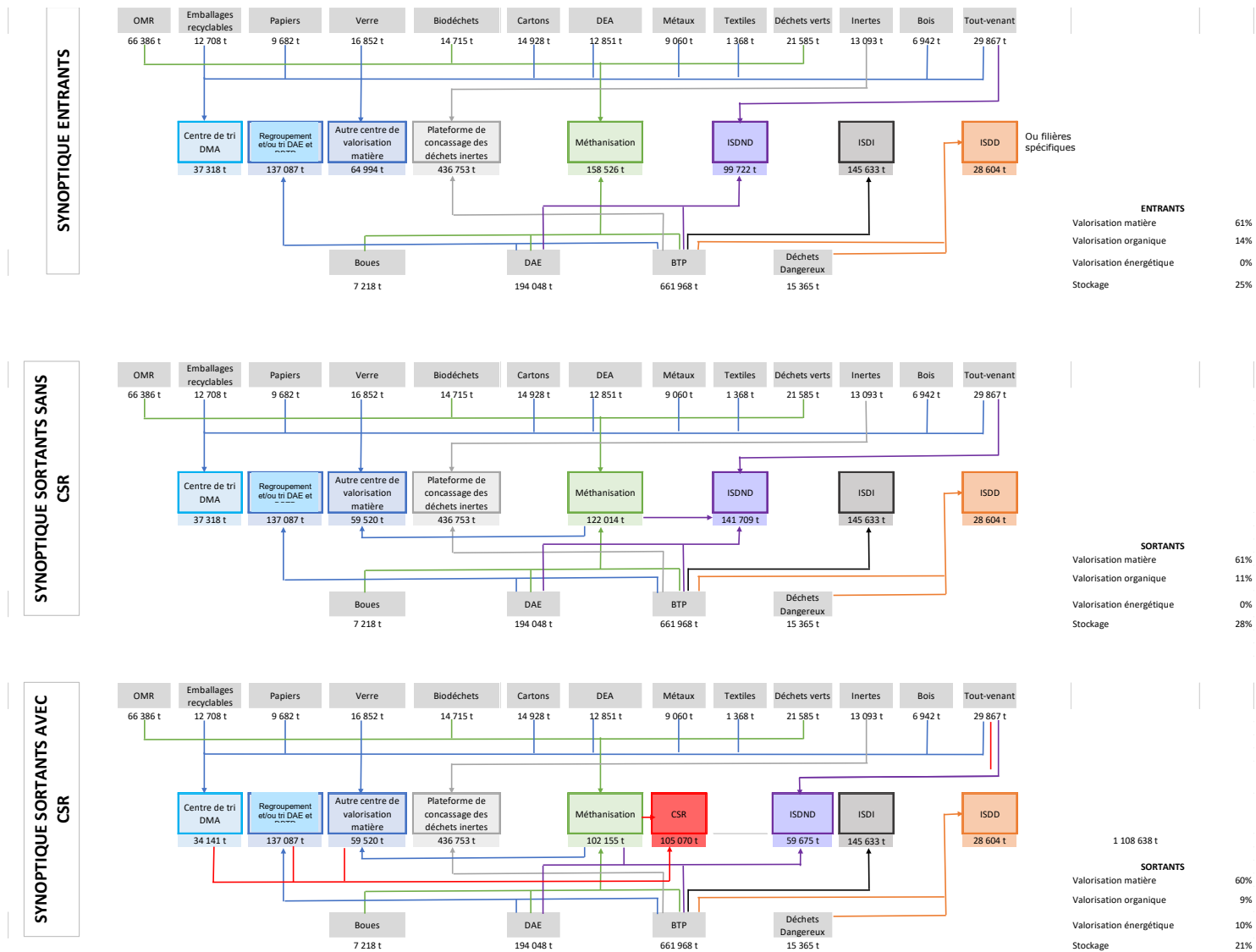
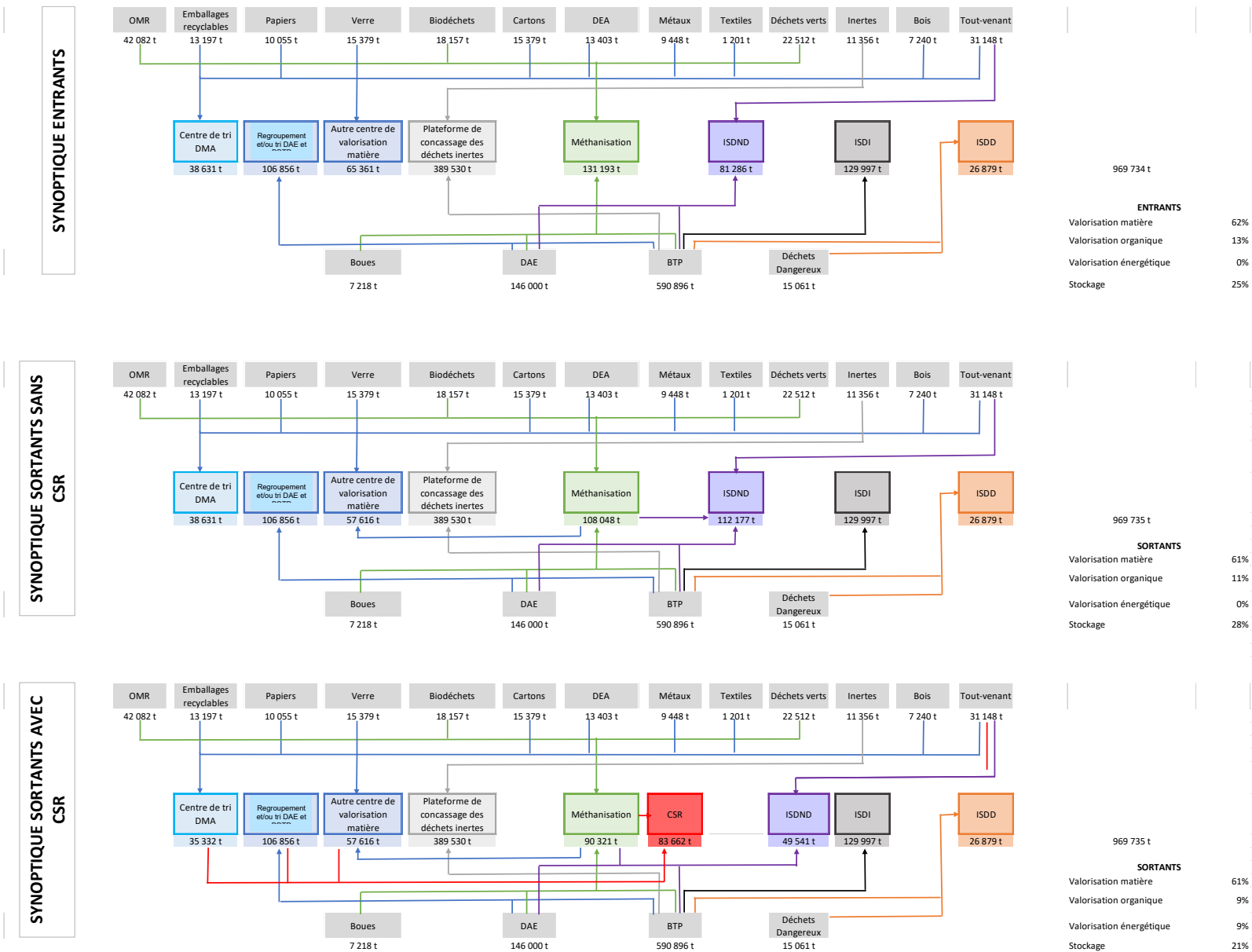


Figure 50 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par méthanisation Combinaison 3 – Scénario volontariste



COMBINAISON 4 : UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE

La création d'une UVE apporte une autonomie du territoire pour la gestion des déchets résiduels.

Toutefois il s'agit d'un process coûteux (84 millions d'€ d'investissement et 18,2 millions d'€ de frais de fonctionnement). Bien que maîtrisée sur le plan des impacts environnementaux, ce type d'installation est peu populaire auprès de la population. L'émergence d'un tel projet peut donc être fastidieux et long.

Un autre inconvénient est la gestion des déchets secondaires : REFIOM (fumées) et Mâchefers (résidus d'incinération). Les installations traitant les REFIOM ne pourront être envisagées sur le territoire (non rentable avec les gisements à traiter). Le recours à l'export vers le continent sera donc nécessaire. Pour les mâchefers il sera nécessaire de s'assurer d'un débouché en valorisation matière, en technique de construction routière par exemple, pour limiter l'export et disposer d'une filière locale de gestion de ces déchets.

Enfin comme pour la solution 3, 1 seul site serait pertinent au regard des déchets à traiter. Dans ces conditions, des solutions de rupture de charge et plateforme de massification seront nécessaires pour limiter les impacts du transport.

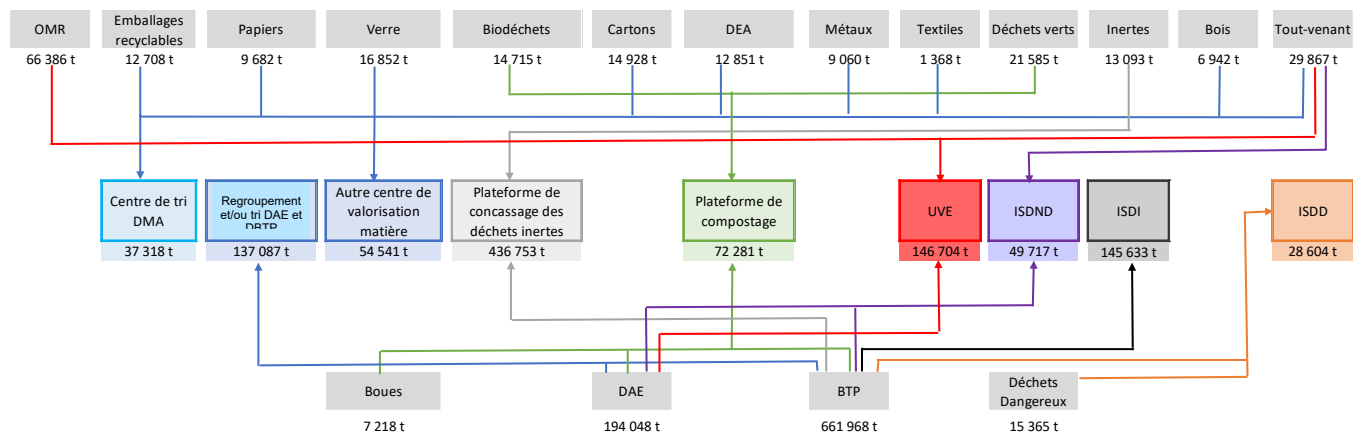
Le point fort de cette solution, la production d'électricité à partir des déchets. Cette production peut également être un débouché pour la production d'hydrogène vert, sur laquelle l'Etat mise fortement pour le développement économique et la relance post-Covid. Cette production d'énergie verte peut participer au mix énergétique du territoire corse et réduire la dépendance aux énergies fossiles.

Dans cette combinaison, un ISDND restera nécessaire (tout venant non incinérable, et DNDNI des DAE et DBTP) pour un besoin total de 40 000 à 50 000 tonnes selon les scénarios d'ambition retenu. Ces besoins sont couverts par les capacités disponibles (pour rappel 70 000 tonnes).

⇒ **Combinaison 4 pertinente sur la base des données disponibles mais à étudier plus finement pour garantir les débouchés et lever les contraintes identifiées ici.**

Figure 51 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par unité de valorisation énergétique Combinaison 4 – Scénario d'ambition nécessaire

SYNOPTIQUE ENTRANTS

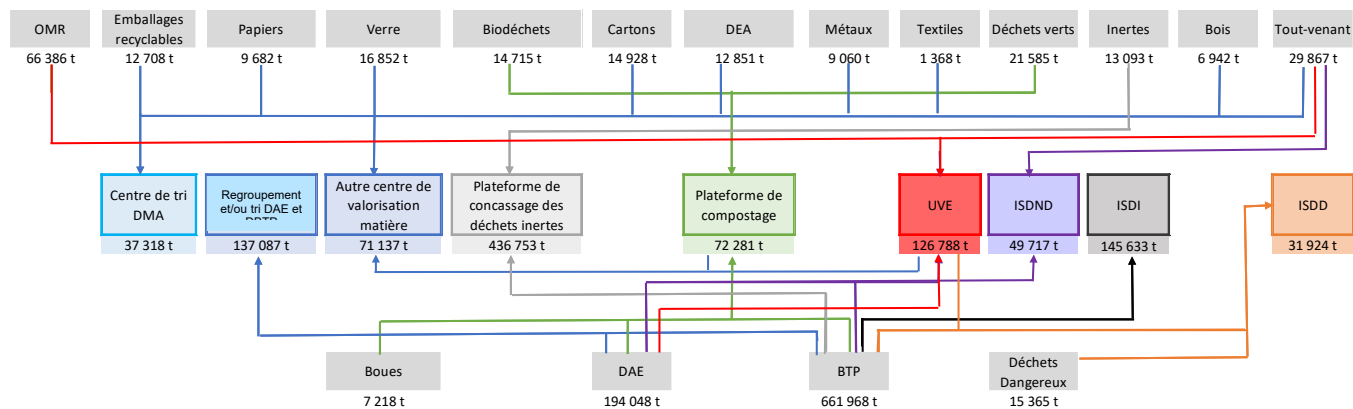


1 108 638 t

ENTRANTS

Valorisation matière	60%
Valorisation organique	7%
Valorisation énergétique	13%
Stockage	20%

SYNOPTIQUE SORTANTS



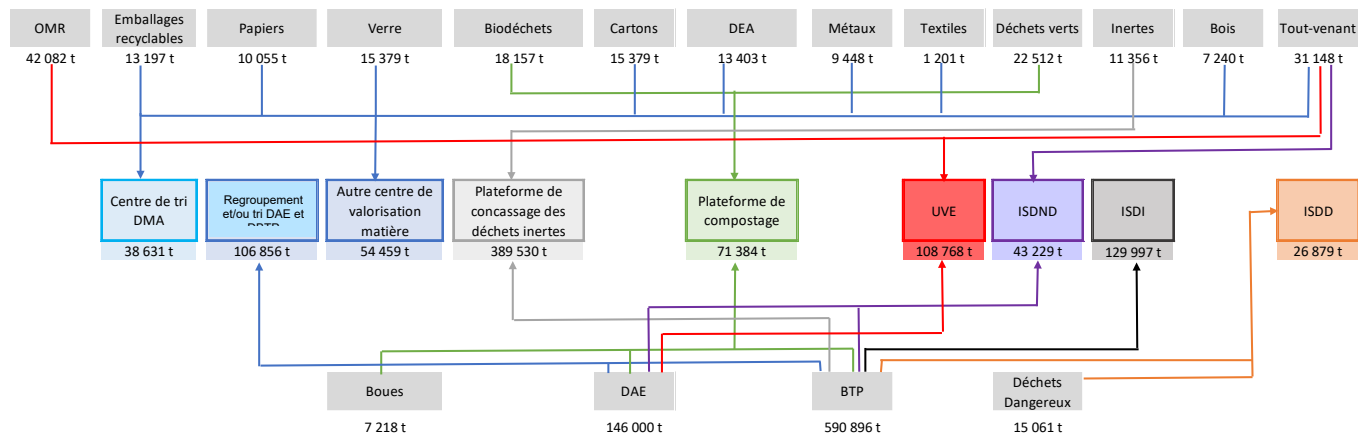
1 108 638 t

SORTANTS

Valorisation matière	62%
Valorisation organique	6%
Valorisation énergétique	0%
Stockage	32%

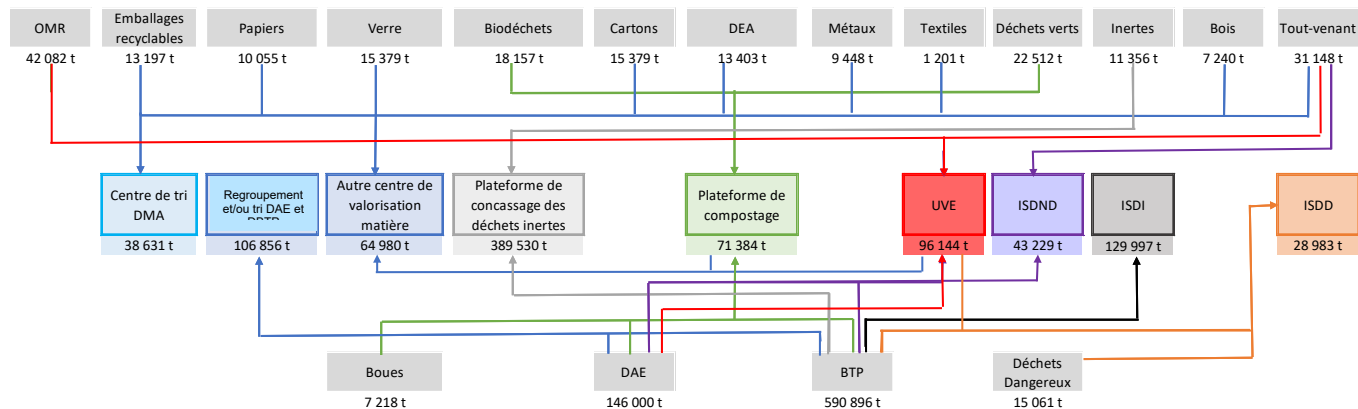
Figure 52 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un traitement par unité de valorisation énergétique Combinaison 4- Scénario volontariste

SYNOPTIQUE ENTRANTS



969 734 t	
ENTRANTS	
Valorisation matière	61%
Valorisation organique	7%
Valorisation énergétique	11%
Stockage	21%

SYNOPTIQUE SORTANTS



969 734 t	
SORTANTS	
Valorisation matière	62%
Valorisation organique	7%
Valorisation énergétique	0%
Stockage	31%

COMBINAISON 5 : CENTRES DE SURTRI

La création de centres de surtri apporte une solution autonome de gestion des déchets résiduels à condition de disposer et pérenniser les débouchés pour les flux triés :

- Fraction organique → plateformes de compostage
- Fraction matière recyclable → recyclage matière.
Fraction CSR (non recyclable) → Chaudière avec production d'électricité et d'hydrogène vert. A titre d'exemple, pour 15-20 000 t/an de CSR (soit l'estimation de la production du centre de surtri de la CAPA) :
 - Puissance chaudière : 7 à 10 MW
 - Chaleur produite : 50 à 75 GWh/an (environ 4 à 6 000 éq. Logements en chauffage urbain)
 - Autoconsommation chaleur : 3 GWh/an
 - Si valorisation électrique : rendement env. 25%, soit env. 12 à 18 GWh/an (environ 800 à 1 500 éq. Logements en électricité)
 - Sous-produits :
 - Mâchefers : 7%
 - REFIOM : 2,5%
- 2 centres de tri seraient nécessaires compte tenu des gisements concernés et des seuils de rentabilité convenables, à positionner sur les 2 grandes zones de production (Ajaccio et Bastia).

Ces procédés sont moins coûteux (par rapport à un projet d'UVE), 24 millions d'€ d'investissement et 43 millions de frais de fonctionnement.

Les refus de ces installations et les DNDNI des DAE et DBTP devront être traités en ISDND. Les besoins totaux sont estimés entre 75 000 et 95 000 tonnes (dans l'état des connaissances actuelles). Cette capacité atteint la limite fixée par la LTECV de quantités de déchets non dangereux stockés de 90 000 tonnes. Il est primordial d'affiner la connaissance sur les gisements DAE et BTP pour vérifier les bilans matière effectués. Dans ces conditions, 1 ISDND supplémentaire pourrait être nécessaire.

⇒ **Combinaison 5 pertinente sous réserve d'une étude approfondie pour pérenniser les débouchés des fractions triées**

Figure 53 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un passage par un centre de sur-tri Combinaison 5- Scénario d'ambition nécessaire

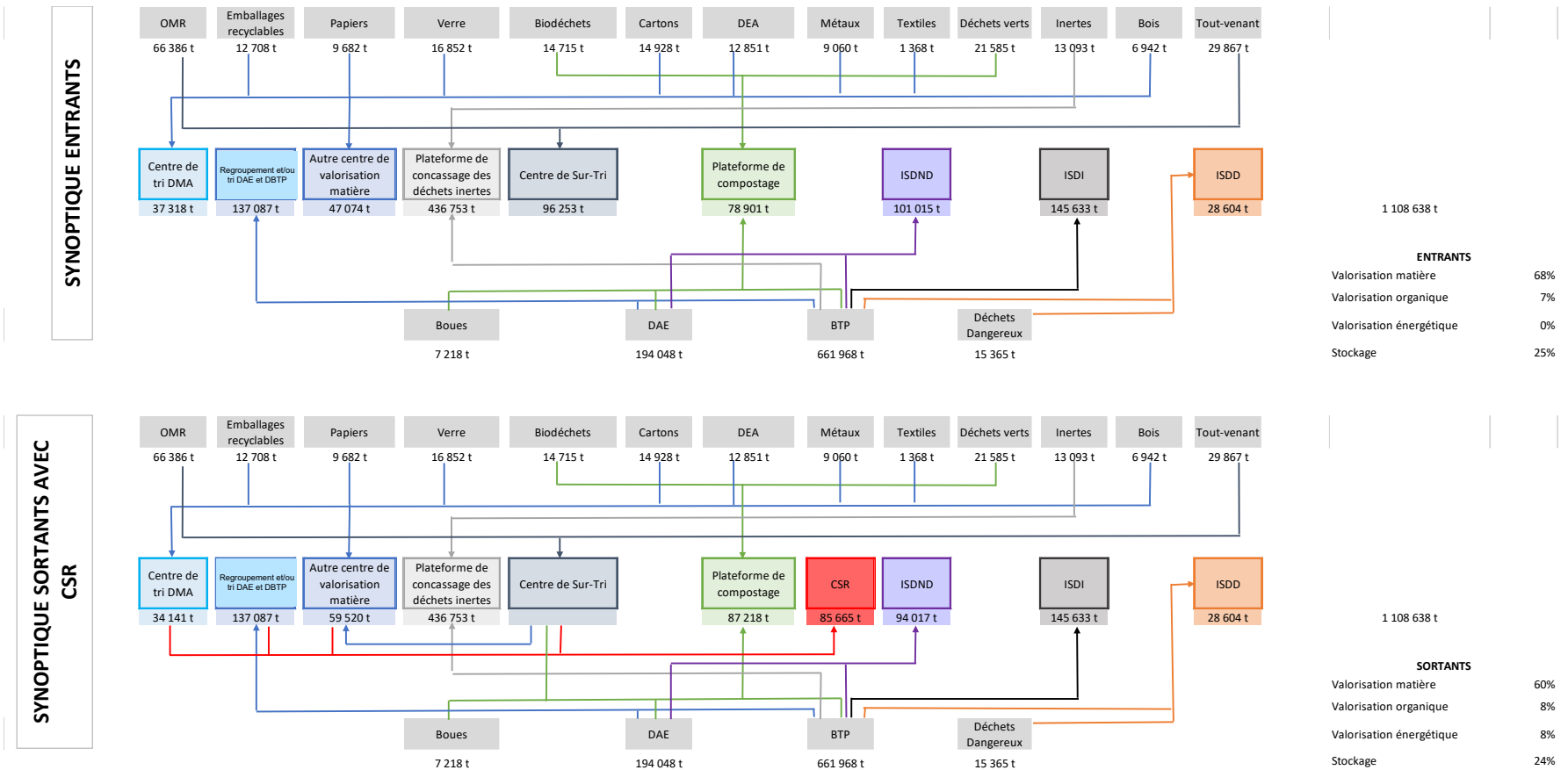
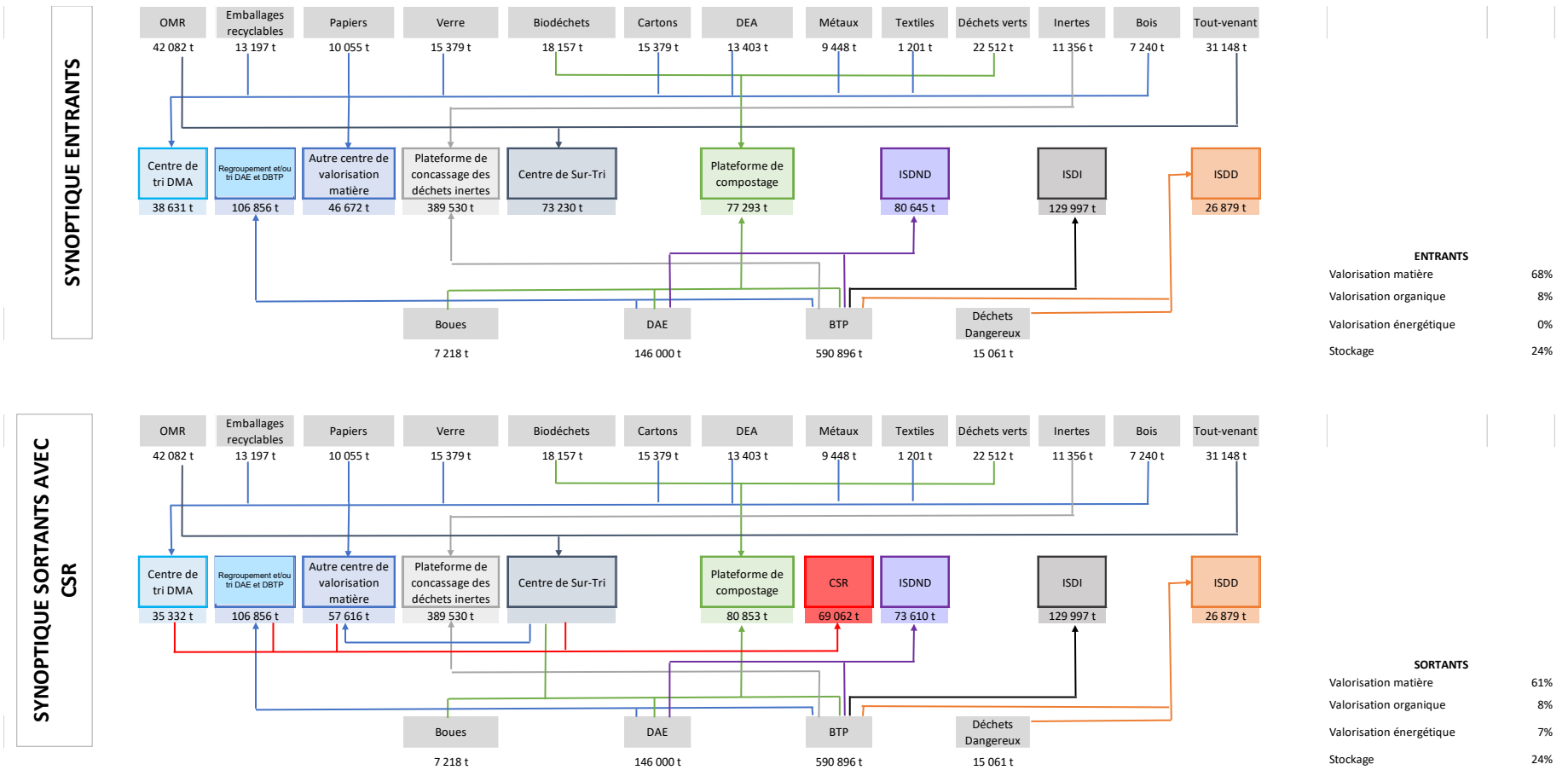


Figure 54 : Synoptiques des flux entrants et sortants dans le cas d'un passage par un centre de sur-tri Combinaison 5 – Scénario volontariste



3.4.2/ Comparaison technico-économique

Sont présentées dans ce comparatif, les combinaisons pertinentes pour le PTPGD :

- Combinaison 3 : Méthanisation industrielle
- Combinaison 4 : UVE
- Combinaison 5 : Centres de surtri.

Performances globales attendues			
Paramètres	Combinaison 3 Méthanisation	Combinaison 4 UVE	Combinaison 5 Centres de surtri
Gisement produit	DMA : 237 300 t / 218 000 t DAE : 194 000 t / 146 000 t BTP : 662 000 t / 591 000 t DD : 15 400 t / 15 100 t		
Valorisation matière	Sans production de CSR : 61% / 62% Avec production de CSR : 60% / 60%	60% / 61%	60% / 61%
Valorisation organique	Sans production de CSR : 14% / 13% Avec production de CSR : 12% / 12%	7% pour les deux scénarios	8% pour les deux scénarios
Atteinte de l'objectif de 65% de valorisation matière et organique	75% pour les deux scénarios sans CSR 72% pour les deux scénarios avec CSR	67% / 68% OUI	68% / 69% OUI
Valorisation énergétique	Sans production de CSR : 9% pour les 2 scénarios Avec production de CSR : 8% pour les 2 scénarios	13% / 11%	8% / 7%
Stockage (ultimes, inertes, DD)	Sans production de CSR : 25% pour les 2 scénarios Avec production de CSR : 20% pour les 2 scénarios	16% / 17%	24% pour les 2 scénarios
* selon ambition : en marron scénario ambition nécessaire et en vert scénario volontariste			

Impacts techniques : organisation à mettre en œuvre			
Paramètres	Combinaison 3 Méthanisation	Combinaison 4 UVE	Combinaison 5 Centres de surtri
Collecte et captage	+++ PAV TLC et CS Adaptation des déchèteries publiques en zones rurales pour faciliter l'accès des professionnels Création de déchèteries professionnels pour permettre d'avoir un point de collecte dans 1 rayon de 20 min autour des zones de fortes productions		
Centre de tri DMA et DAE	2 centres de tri DMA (1 sur Grand Ajaccio et 1 sur Grand Bastia) 2 à 4 centres de tri DAE (Grand Ajaccio, Grand Bastia, Plaine Cortenais et Extrême Sud mais à repreciser)		
Plateformes de compostage	4 projets de plateformes de compostage Développer les installations de petites tailles pour une gestion de proximité		
Plateforme concassage DI	Au moins 1 par grand territoire (6)		
Méthanisation indus	2 unités en Corse	Non concerné	Non concerné
UVE	Non concerné	1 unité en Corse	Non concerné
Centres de surtri	Non concerné	Non concerné	2 centres (1 sur Grand Ajaccio et 1 sur Grand Bastia)
Chaudières de valorisation CSR	Au moins 1 unité	Non concerné	Au moins 1 unité
ISDND	Pas de création, les besoins (50 à 60 kt) sont couverts par les capacités disponibles (70 000 t)	Pas de création, les besoins (40 à 50 kt) sont couverts par les capacités disponibles (70 000 t)	1 Site supplémentaire (besoins de 75 à 94 kt pour 70 kt de capacité disponible) à confirmer ou possibilité d'étendre la capacité du site existant
ISDI	Au moins 1 ISDI dans les zones blanches (besoins à préciser avec évaluation des gisements BTP plus précises)		
Casier amiante et plâtre	Au moins 1 casier amiante en corse + casier plâtre sur un ISDND + alvéole de regroupement pour chaque flux déchets amiantes et plâtres) sur au moins 1 ISDI de chaque Grand territoire (6)		
Impact sur le transport	Rupture de charge / massification nécessaire +++	Rupture de charge / massification nécessaire +++	Rupture de charge / massification nécessaire ++

Impacts techniques : bilan matière (sur les éléments variants entre les combinaisons)			
Paramètres	Combinaison 3 Méthanisation	Combinaison 4 UVE	Combinaison 5 Centres de surtri
Entrants des process spécifiques à chaque combinaison sur les flux résiduels DND	<p>OMR : 66 400 t/an / 42 100 t/an</p> <p>Biodéchets : 14 700 t/an / 18 200 t/an</p> <p>Déchets verts : 21 600 t/an / 22 500 t/an</p> <p>DND AE : 15 300 t/an / 11 500 t/an</p> <p>Boues : 7 200 t/an pour les 2 scénarios</p> <p>DND BTP : 7 000 t/an pour les 2 scénarios</p>	<p>OMr : 66 400 t/an / 42 100 t/an</p> <p>Fraction Haut PCI Tout venant déchèterie : 12 000 t/an</p> <p>Fraction Haut PCI DAE : 48 500 t/an</p> <p>Fraction Haut PCI DND BTP : 13 000 t/an</p>	<p>OMR : 66 400 t/an / 42 100 t/an</p> <p>Tout-venant déchèteries : 29 900 t/an / 31 100 t/an</p>
Sortants des process spécifiques à chaque combinaison sur les flux résiduels DND	<p>Sans valorisation du CSR :</p> <p>Refus = 62 800 t/an / 51 500 t/an</p> <p>Avec valorisation du CSR :</p> <p>CSR 40 000 / 30 000 t/an</p> <p>Production potentielle électricité voir H₂ vert</p> <p>Refus (non CSR) = 20 000 t/an / 16 300 t/an</p>	<p>Mâchefers pour valorisation (filière de recyclage) : 16 600 t/an / 10 500 t/an</p> <p>REFIOM (en ISDD sur le continent) : 2 800 t/an / 2 100 t/an</p> <p>Production potentielle électricité voir H₂ vert</p>	<p>Valorisation matière (métaux et éventuels papiers/cartons et plastiques recyclables) : 12 500 t/an / 11 000 t/an – Conformes aux exigences des repreneurs</p> <p>Valorisation énergétique : 33 500 t/an / 26 100 t/an – Conformes aux exigences des repreneurs (dépend de la filière de valorisation : cimenterie, chaufferie, UVE) => Production électricité voir H₂ vert</p> <p>Refus (stabilisat) : 33 400 t/an / 26 700 t/an</p>
Débouchés		Filières locales pour le recyclage des mâchefers (sous couche routière)	Filières locales de recyclage à déployer Filières de valorisation énergétique à créer

Impacts économiques (en bleu investissement et en vert frais de fonctionnement)			
Paramètres	Combinaison 3 Méthanisation	Combinaison 4 UVE	Combinaison 5 Centres de surtri
Etude territoriale d'optimisation + EC	545 000 €	545 000 €	545 000 €
Collecte et captage	Non évaluable à cette échelle (à définir pour chaque EPCI, actions pour le plan d'actions)	Non évaluable à cette échelle (à définir pour chaque EPCI, actions pour le plan d'actions)	Non évaluable à cette échelle (à définir pour chaque EPCI, actions pour le plan d'actions)
Centre de tri DMA et DAE	58 000 000 €	58 000 000 €	58 000 000 €
	11 800 000 €	11 800 000 €	11 800 000 €
Plateformes de compostage	Non évaluable (en attente évaluation gisement DAE fraction organique précise avec méthode harmonisée ADEME)	Non évaluable (en attente évaluation gisement DAE fraction organique précise avec méthode harmonisée ADEME)	Non évaluable (en attente évaluation gisement DAE fraction organique précise avec méthode harmonisée ADEME)
Plateforme concassage DI	5 600 000 €	5 600 000 €	5 600 000 €
	non connu	non connu	non connu
Méthanisation indus	35 000 000 €	- €	- €
	2 000 000 €	- €	- €
UVE	- €	84 000 000 €	- €
	- €	18 200 000 €	- €
Centres de surtri	- €	- €	24 000 000 €
	- €	- €	4 300 000 €
ISDND	- €	- €	750 000 €
	- €	- €	400 000 €
ISDI	Non évaluable (en attente données gisements BTP précis)	Non évaluable (en attente données gisements BTP précis)	Non évaluable (en attente données gisements BTP précis)
Casier amiante et plâtre	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Export CSR sortants de process (sur flux maîtrisés) pour valorisation	4 000 000 €	- €	3 000 000 €
TOTAL si valorisation CSR hors Corse (hors aides potentielles sur investissement en vigueur)	96 680 000 € 294 €/hab.	147 680 000 € 440 €/hab.	88 430 000 € 263 €/hab.
	18 345 000 € 55 €/hab.	30 545 000 € 91 €/hab.	20 045 000 € 60 €/hab.

Impacts économiques (en bleu investissement et en vert frais de fonctionnement)			
Paramètres	Combinaison 3 Méthanisation	Combinaison 4 UVE	Combinaison 5 Centres de surtri
Chaudière de valorisation des CSR sortants des process (sur flux maîtrisés ¹⁴)	32 000 000 €	- €	24 000 000 €
	3 300 000 €	- €	2 475 000 €
TOTAL si valorisation CSR en Corse = 1 chaudière (hors aides potentielles sur investissement en vigueur)	128 680 000 € 384 €/hab.	147 680 000 € 440 €/hab.	112 430 000 € 335 €/hab.
	17 645 000 € 53 €/hab.	30 545 000 € 91 €/hab.	19 520 000 € 58 €/hab.

Critères	Paramètres	Combinaison 3 Méthanisation	Combinaison 4 UVE	Combinaison 5 Centres de surtri
Impacts (Voir détail rapport environnemental)	Scénario d'ambition nécessaire	Réduction des impacts environnementaux +		
	Scénario volontariste	Réduction des impacts environnementaux ++		
Points de vigilance		Solution possible sur les zones de fortes productions en cohérence avec les préconisations du Schéma régional Biomasse	Acceptation de la population	Nouvelles solutions / peu de reculs sur pertinence et fiabilité
		Valorisation CSR nécessaire		Performances conditionnées par pérennité des débouchés

¹⁴ Chiffrage impossible sur une partie des flux issus des DAE et DBTP dont la gestion est très incertaine notamment sur le potentiel de valorisation CSR, cela concerne environ 65 000 tonnes pour la combinaison 3 et environ 40 000 tonnes pour la combinaison 5

POINTS DE VIGILANCE SUR L'ÉTUDE MENEÉ

Au vu de l'absence de précisions sur des données majeures en termes de composition et de tonnages (DAE et déchets du BTP), la limite des connaissances actuelles ne permet pas de mettre en exergue les possibilités de traitement sur le territoire afin d'atteindre les objectifs fixés. Il conviendra avant toute création d'installation de travailler sur une meilleure connaissance des flux. Ce sera très certainement la première mission de l'observatoire des déchets dans la continuité des actions menées pour les DMA pour suivre les indicateurs du PTPGD.

CONCLUSION

Au regard des éléments disponibles à ce jour, les besoins concernant la valorisation matière et organique sont semblables et nécessaires à chaque combinaison et quel que soit le scénario d'ambition. Les performances de valorisation sont également très proches.

La différence se porte sur la solution à envisager pour les flux résiduels (après valorisation) à savoir la méthanisation, l'UVE ou les centres de sur-tri avec valorisation de CSR. Ces 3 combinaisons présentent des avantages et inconvénients qu'il convient d'étudier.

	Avantages	Inconvénients
Combinaison 3 Méthanisation	<p>2 sites de méthanisation avec au moins une chaudière de valorisation du CSR</p> <p>Autonomie du territoire+++ si création d'une chaudière de valorisation CSR en Corse</p> <p>Coût ++</p> <p>Opportunité de production d'électricité à partir de biogaz et d'H₂ vert. Performance énergétique +++</p>	<p>Seulement pour les secteurs à fortes production selon le Schéma régional biomasse (priorité au compostage de proximité dans les zones rurales et avec des faibles volumes)</p> <p>Valorisation du CSR nécessaire pour respecter les obligations réglementaires</p>
Combinaison 4 UVE	<p>Autonomie du territoire ++</p> <p>Opportunité de production d'électricité et d'H₂ vert</p> <p>Performance énergétique ++</p>	<p>Gestion des mâchefers et des REFIOM (hors Corse)</p> <p>Coût +++</p> <p>Acceptation difficile de la population</p> <p>1 site (organisation logistique avec rupture de charge nécessaire)</p>
Combinaison 5 Centres de sur tri	<p>2 sites avec au moins 1 chaudière</p> <p>Autonomie +++ du territoire si création d'une chaudière en Corse</p> <p>Coût ++</p> <p>Opportunité de production d'électricité et d'H₂ vert</p> <p>Performance énergétique +++</p>	<p>Absences de solutions locales de recyclage des produits triés</p>

Une faisabilité à étudier de façon précise pour ne pas créer de concurrence malsaine entre valorisation matière et énergétique, et maîtriser les coûts de gestion.

Recourir à une analyse multicritères bénéfiques / coûts détaillée pour analyser la pertinence d'un rapatriement pour valorisation sur le continent.

Des réflexions à adapter à une échelle territoriale, alors que la pertinence d'une valorisation énergétique de moindre rendement (pour une production électrique par exemple) est à reconsidérer dans une zone non interconnectée.

3.5/ Conclusion : Eléments retenus pour le PTPGD

Les scénarios d'ambition proposés permettent de fixer des fourchettes de gisements. En effet, en fonction des actions mises en place et des volontés plus ou moins poussées des différents acteurs, certains objectifs du scénario volontariste pourront être atteints.

Ainsi il ne convient pas de retenir un des scénarios mais plutôt de tendre a minima vers le scénario réglementaire tout en visant les objectifs du scénario volontariste.

Ce qu'il faut retenir quant aux possibilités envisageables pour le PTPGD :

- Les orientations retenues sont guidées par les objectifs réglementaires, le contexte corse (état des lieux de la gestion des déchets, actions engagées et projets envisagés) et les prospectives d'évolution à horizon 2033.
- Ces orientations sont déclinées :
 - À minima par des objectifs réglementaires mais dont l'ambition, au regard du contexte et des prospectives, est déjà élevé
 - Au maximum avec un scénario volontariste encore plus ambitieux, limité par les gisements potentiels valorisables et captables.

Les deux scénarios d'ambition tendent vers les mêmes impacts :

- Une réduction des gisements produits pour tous les flux de déchets
- Une augmentation des gisements collectés et captés
- Une augmentation des gisements valorisés
- Une réduction des gisements de résiduels à traiter.

Dans un effort plus ou moins soutenu selon le scénario.

Sur cette base les organisations à mettre en place sont le déploiement d'installations de valorisation matière et organique pour les DMA, DAE et BTP.

Le nombre et la localisation de ces installations sont à définir précisément à l'issue des campagnes d'amélioration de la connaissance des gisements et des filières suivies notamment pour les DAE et BTP (rappel la part de ces déchets représente 75% des flux dont 72% d'inertes et 28% de DNDNI).

L'amélioration des connaissances est d'ailleurs une orientation clé du PTPGD.



Concernant les flux résiduels, plusieurs options sont possibles sur le territoire mais à vérifier avec une étude de faisabilité plus approfondie :

- La méthanisation industrielle mais non prioritaire par rapport à du développement de compostage de proximité pour être cohérent avec le Schéma régional Biomasse et sous condition d'une valorisation énergétique des CSR pour atteindre les objectifs réglementaires notamment sur les restrictions d'enfouissement,
- L'UVE, une solution éprouvée et maîtrisée mais coûteuse, difficile à accepter par la population et avec des déchets spéciaux à gérer
- Les centres de surtri avec valorisation du CSR, une solution moins coûteuse mais récente et donc moins éprouvée et dont les performances sont dépendantes des débouchés locaux pour les flux triés.

L'opportunité réelle de telle ou telle filière doit être à ce jour affinée (21% de gisement de DNDNI est théorique), compte tenu du manque de données précises et des incertitudes liées aux estimations réalisées.

Pour le PTPGD il est donc proposé de ne pas retenir une solution en particulier mais d'ouvrir le champ des possibles afin d'accompagner le territoire au déploiement des actions et à l'atteinte des objectifs dans la stratégie de prévention et de gestion des déchets que la Corse souhaite mettre en œuvre.

Le suivi du plan permettra d'affiner les prospectives et d'ajuster le niveau d'ambition, les objectifs et les actions au fil des années.

La stratégie portée par le PTPGD et son contenu (notamment le plan d'actions décrit au chapitre 4) permettra de répondre aux orientations visées et objectifs fixés en matière de prévention et valorisation matière même si la solution pour le traitement des résiduels n'est pas pleinement définie.



4/ Objectifs déclinés, les engagements pris

8 ORIENTATIONS DÉCLINÉS EN 30 OBJECTIFS

Thématiques	Orientations	N° objectif	Objectifs
Prévention	A Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire	OA - Obj 1	Faire que tous les EPCI soient couverts par un PLP et encourager les démarches volontaristes plus ambitieuses (TZDZG...)
		OA - Obj 2	Développement d'une consommation responsable
		OA - Obj 3	Elargir et développer les démarches d'écoconception
		OA - Obj 4	Développer une économie de la fonctionnalité
		OA - Obj 5	Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation
		OA - Obj 6	Prévenir la production de biodéchets et déchets verts et renforcer le tri à la source
		OA - Obj 7	Renforcer la prévention par un financement adapté
		OA - Obj 8	Prévenir la production de déchets dangereux
Collecte et captage	B Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source	OB - Obj 1	Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons
		OB - Obj 2	Augmenter les taux de captage des TLC
		OB - Obj 3	Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières
		OB - Obj 4	Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels
		OB - Obj 5	Améliorer le captage des déchets dangereux diffus
Valorisation	C Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire pour tous les flux	OC - Obj 1	Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques
		OC - Obj 2	Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse
		OC - Obj 3	Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)
		OC - Obj 4	Développer la valorisation des déchets inertes
		OC - Obj 5	Améliorer la valorisation matière des flux résiduels (OMR, Tout venant)
		OC - Obj 6	Promouvoir le prétraitement des DEEE et VHU
		OC - Obj 7	Développer localement le traitement des BPHU
Traitement	D Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire	OD - Obj 1	Etudier la pertinence du recours à une filière de valorisation énergétique pour les déchets du territoire
		OD - Obj 2	Disposer de capacités de stockage suffisantes et adaptées sur le long terme pour les DNDNI ayant fait l'objet d'un tri à la source ou et surtri en amont
		OD - Obj 3	Disposer de capacités de stockage des inertes non valorisables suffisantes dans une logique de proximité
E Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages		OE - Obj 1	Eradiquer les pratiques illégales
F		OF - Obj 1	Amélioration la connaissance des flux de déchets, de l'organisation et des pratiques

Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser		
G Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire	OG - Obj 1	Créer du lien entre les territoires, les acteurs de l'ESS, les entreprises et les Universités
	OG - Obj 2	Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire
	OG - Obj 3	Créer du lien autour de la problématique "Déchets"
H Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques	OH - Obj 1	Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques
	OH - Obj 2	Promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets



Chapitre 4 Planification à 6 et 12 ans : les efforts à mener pour atteindre les objectifs, en PTPGD en 100 actions

Aide à la lecture de ce chapitre

Dans cette partie, les différents plans d'actions en lien avec la prévention et la gestion des déchets sont présentés. Pour chaque objectif du PTPGD une fiche « objectif » a été élaborée elle reprend :

Le niveau d'importance de l'objectif : réglementaire, nécessaire ou volontaire

- Le contexte de l'objectif retenu
- La déclinaison territoriale de l'objectif
- Les résultats attendus
- Les indicateurs de suivi
- Le plan d'actions, déclinant lui-même pour chaque action
 - Sa priorité, selon 3 niveaux
 - 1 Prioritaire
 - 2 Modérément prioritaire
 - 3 Non prioritaire
 - Sa complexité, selon 4 niveaux
 - 1 Faible
 - 2 Modérée
 - 3 Elevée
 - 4 Très élevée
 - Son échéance
 - Sa cible
 - Son coût estimatif
 - Les acteurs dont :
 - Les porteurs de l'action
 - Les partenaires associés pour dynamiser et concrétiser l'action en distinguant ceux ayant un apport technique de ceux ayant un apport financier et technique.
 - Le planificateur et fédérateur.

1/ Planification de la prévention des déchets

PRIORITE A LA PREVENTION ET A LA REDUCTION DE DECHETS

La prévention des déchets, qui permet de limiter l'utilisation des ressources, est l'un des axes importants de l'économie circulaire.

L'objectif est « en priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation » (article 4 de la directive, article L.541-1 du Code de l'environnement).

Les modes de traitement sont ainsi hiérarchisés ainsi (article 4 de la directive, article L.541-1 du Code de l'environnement) :

- La préparation en vue de la réutilisation ;
- Le recyclage et la valorisation des déchets organiques par retour au sol ;
- Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- L'élimination.

Comme la réglementation le préconise, la Collectivité de Corse se fixe des objectifs de prévention des déchets et souhaite ainsi réduire :

- De 25 à 30% la production de DMA sur le territoire ;
- De 21 à 29% la production de déchets du BTP
- De 8 à 10 % la production de déchets dangereux.

Concernant les DAE, des actions sont mises en place pour limiter voire stabiliser leur production.



Les actions prévues pour aboutir à ces objectifs sont déclinées dans **l'orientation A : Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes d'économie circulaire** qui comprend **8 objectifs et 18 actions** :

- **OA1 – Faire que toutes les ECPI soient couverts par un PLP et encourager les démarches volontaristes plus ambitieuses (TZDZG...)**
– 1 action :
 - Poursuivre l'accompagnement des Communautés de communes et d'agglomération pour l'élaboration des PLP, de manière prioritaire à toutes autres démarches et financer les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration des PLP
- **OA2 – Développer une consommation responsable** – 2 actions (détaillée dans le PTAEC)
- **OA3 - Elargir et développer les démarches d'écoconception** – 2 actions :
 - Organiser auprès des entreprises des formations aux démarches d'éco-conception de produits et services en ciblant les domaines :
 - De l'agriculture et de l'Agroalimentaire en Corse,
 - Du Tourisme,
 - De la construction-extension-restructuration de bâtiments,
 - Du Commerce et Services,
 - Du secteur maritime,
 - Du secteur de la Fabrication,
 - Former les maîtrises d'ouvrages publiques (MOP) aux démarches d'éco-conception d'évènements culturels et sportifs et prendre en compte de l'Écoconception dans la commande publique de bâtiments par les acteurs publics locaux.
- **OA4 - Développer une économie de la fonctionnalité** – 1 action :
 - Organiser auprès des entreprises des formations au développement de services et d'usages en substituts de produits et bien de consommation :
 - Dans les domaines agricoles et agroalimentaires corses,
 - Dans le secteur Tourisme par l'Économie de la Fonctionnalité et l'Écoconception,
 - Dans le secteur Commerce et Services par l'Économie de la Fonctionnalité et l'Écoconception,
 - Dans le secteur maritime,

▪ **OA5 - Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation**
– 9 actions :

- Créer des nouveaux équipements de type recyclerie
- Créer des nouveaux espaces du réemploi.
- Favoriser l'usage d'emballage en verre via un dispositif de consigne régional (100% des EPCI = 100% de la population) pour réduire la production et la consommation de contenants en verre.
- Engager une concertation à l'échelle territoriale pour réduire la production et la consommation de bouteilles plastiques à usage unique.
- Réaliser et diffuser un annuaire de l'offre de réparation disponible.
- Réaliser et diffuser un site d'accès aux fichiers de pièces détachées pour imprimantes 3D.
- Réaliser des diagnostics de flux par établissement.
- Mettre en œuvre des audits préliminaires sur le territoire et communiquer largement sur les chantiers et démarches exemplaires et promouvoir et généraliser la mise en place de SOGED (Schéma d'Organisation et de gestion des déchets de chantier) ou SOSED (Schéma d'Organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier).
- Développer les initiatives liées au réemploi (bourse aux matériaux, recythèque...) sur les zones urbaines.

▪ **OA6 - Prévenir la production de biodéchets des déchets verts et renforcer le tri à la source**– 4 actions :

- Réduire le gaspillage alimentaire dans la production alimentaire, la distribution et la restauration :
 - Production : développer le don, la vente, la transformation des produits déclassés alimentaires, en lien avec la pré-feuille de route pour une économie 100% circulaire, mesure phare n°6 : concernant l'extension des dons à autres acteurs (industries agro-alimentaires, ...)
 - Distribution : inciter au tri à la source dans les GMS, inciter à vendre les produits « en dehors du standard esthétique » à prix attractifs, communiquer sur les dates de péremption (DLUO, DLC...)
 - Contrôler l'obligation de dons par les grandes surfaces (> 400 m²) et sensibiliser / informer / accompagner les petites surfaces (< 400 m²),
 - Restauration collective : Assurer la formation des restaurateurs (faire la promotion des circuits courts et de la saisonnalité des produits, accompagner les gestionnaires dans la rédaction de leurs cahiers des charges) ; et mener des actions de sensibilisation envers ces professionnels
- Evaluer et mettre en œuvre les solutions de tri à la source des biodéchets pour chaque EPCI et étudier les interactions avec le SPGD (notamment les collecte OMR)

- Promouvoir des solutions de gestion à la source : composteurs individuels, partagés, mise à disposition de broyeurs... pour réduire les volumes de déchets verts entrants dans le SPGD.
- Créer un réseau de référents (un maître composteur par ECPI) pour sensibiliser, rappeler la réglementation et la destination du compost.
- Favoriser la mise en place de composteurs individuels, avec une formation et une aide à l'équipement des particuliers par les ECPI et en partenariat avec le SYVADEC.
- Identifier les prérequis au déploiement du compostage partagé sur des zones urbaines denses avant son déploiement effectif.
- Biodéchets des professionnels :
 - Accompagner les acteurs de la grande-distribution et les restaurateurs dans la mise en place du tri à la source des biodéchets.
 - Développer la collecte séparée pour les gros producteurs en commençant d'abord les établissements publics (collèges, lycées, ...) et la restauration collective.
 - Identifier les mutualisations possibles entre les déchets des ménages, les déchets des professionnels et les déchets agricoles, et suivre la mise en place progressive des collectes de biodéchets des professionnels et des capacités de traitement, en parallèle.
- **OA7 - Renforcer la prévention par un financement adapté – 1 action :**
 - Accompagner les EPCI pour la mise en place d'une tarification incitative, communiquer et former les élus et techniciens des collectivités, communiquer largement sur la tarification incitative auprès des usagers, financer les missions d'étude de préfiguration à la mise en place de la tarification incitative
- **OA8 - Prévenir la production de déchets dangereux – 1 action :**
 - Agir sur les gros producteurs de déchets dangereux et les diffus via :
 - Le développement des démarches d'accompagnement des entreprises.
 - La communication et l'animation d'évènements sur la thématique des déchets dangereux.
 - L'utilisation du levier de la commande publique pour favoriser l'emploi de produits éco conçus".



Objectif A1

Faire que tous les ECPI soient couverts par un PLP et encourager les démarches volontaristes plus ambitieuses (TZDZG...)

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Promouvoir le réemploi des flux de toutes origines et les boucles d'économie circulaire
- Réduire de 15 % les DMA à horizon 2030 par rapport à 2010
- A horizon 2035 (au-delà de l'échéance du PTPGD), limiter l'enfouissement à 10% des DMA produits
- Développer une consommation locale tant sur le plan des ménages que des territoires et des acteurs économiques
- Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

ECPI

Zones prioritaires **Prioriser les ECPI avec les moins bons ratios de collecte**

Résultats attendus

- A minima -7% des tonnages OMa

Indicateurs de suivi









Nombre de PLP sur le territoire

Plan d'actions

1 action à réaliser avant 2025

OBJECTIF A1

Tous les ECPI couverts par un PLP et encourager les démarches volontaristes plus ambitieuses (TZDZG...)

Action	Priorité 	Com- plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OA-1-01 Poursuivre l'accompagnement des ECPI pour l'élaboration des PLP de manière prioritaire à toutes autres démarches Financer les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration des PLP	1	1	2025	DMA	Etudes : 380 000 € Suivi : 730 000 €	ECPI	ADEME OEC SYVADEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif A3

Elargir et développer les démarches d'écoconception

● Réglementaire

● Nécessaire

○ Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Promouvoir le réemploi des flux de toutes origines et les boucles d'économie circulaire
- Réduire de 5% les DAE
- Mettre en place des actions spécifiques concernant les contenants en verre et les plastiques
- Mettre un place un dispositif de formation des maîtrises d'ouvrage publiques (MOP) et des acteurs économiques aux démarches d'éco-conception

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

Collectivité de Corse

Zones
prioritaires

Prioriser les ECPI avec le plus
d'acteurs économiques (OA-3-04)

Tout le territoire (OA-3-05)

Résultats attendus

- Réduire de 5% par million € PIB (2030-2010) la production de déchets non dangereux (DAE et BTP)
- Stabiliser les tonnages de DAE
- Stabiliser voire réduire de 10% les tonnages de déchets dangereux.

Indicateurs de suivi

Nombre total de formations réalisées auprès des entreprises aux démarches d'éco-conception de produits et services (OA-3-04)

Nombre d'évènements intégrant des démarches d'éco-conception (OA-3-05)









Nombre total de formations réalisées auprès des MOP aux démarches d'éco-conception d'évènements culturels et sportifs (OA-3-05)

Plan d'actions

2 actions à réaliser avant 2027

OBJECTIF A3

Elargir et développer les démarches d'écoconception

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OA-3-04 : Organiser auprès des entreprises des formations aux démarches d'éco-conception de produits et services. Fiche 3.2 (PAE2C*) : Développement de l'Ecoconception dans les domaines de l'agriculture et de l'Agroalimentaire Fiche 4.1 (PAE2C*) : Ecoconception de l'offre Sites et Lieux Touristiques Fiche 4.2 (PAE2C*) : Conversion du mode de construction-extension-restructuration de bâtiments dans le secteur Tourisme par l'Ecoconception Fiche 5.2 (PAE2C*) : Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Écoconception Fiche 9.1 (PAE2C*) : Développement de l'écoconception dans le secteur maritime Fiche 10.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Écoconception dans le secteur de la Fabrication en Corse	1	3	2027	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CCI, CRMA + Fédérations de professionnels	ADEME OEC ATC	OEC
OA-3-05 : Former les maîtrises d'ouvrages publiques (MOP) aux démarches d'éco-conception d'événements culturels et sportifs Fiche 7.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Écoconception dans la commande publique de bâtiments par les acteurs publics locaux.	2	2	2027	-	Réalisation d'une étude de marché : €30 k€	CNFPT + CCI	ADEME OEC Fédérations professionnelles	OEC

*Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif A4

Développer une économie de la fonctionnalité



Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Promouvoir le réemploi des flux de toutes origines et les boucles d'économie circulaire.
- Plusieurs objectifs de développement du réemploi et de la réutilisation.
- Identifier l'ensemble des secteurs économiques et publics pouvant faire l'objet de développement de services d'usages en remplacement de l'acquisition de produits et bien matériels.
- Evaluer le potentiel de développement et engager une dynamique de changement progressif de mise sur le marché de tels offres de services d'usages.

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

Collectivité de Corse

Zones
prioritaires

EPCI (OA-4-07)

Résultats attendus

- Limiter la production de déchets d'activités
- Développer une offre de services et d'usages privés sur le territoire Corse
- Développer une offre de services et publics sur le territoire Corse

Indicateurs de suivi

Nombre total de formations réalisées auprès des MOP au développement de services et d'usages (OA-4-07)









Plan d'actions

1 action à réaliser avant 2027



OBJECTIF A4

Développer une économie de la fonctionnalité

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs et initiateurs de l'action 	Partenaires associés pour dynamiser l'action 	Planificateur 
OA-4-07 Organiser auprès des entreprises des formations aux développements de services et d'usages en substituts de produits et bien de consommation Fiche 3.3 (PAE2C)*Evaluer l'impact et lever les verrous pour « instiller » l'économie de la fonctionnalité dans les domaines agricoles et agroalimentaires corses Fiche 4.3 (PAE2C)*Conversion du mode d'équipement dans le secteur Tourisme par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception Fiche 5.2 (PAE2C)*Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception Fiche 9.2 (PAE2C)*Incitation à la mise en œuvre de l'économie de la fonctionnalité dans le secteur maritime	3	3	2027	-	Réalisation d'une étude de marché : €30 k€	CCI, CRMA + Fédérations de professionnels	ADEME OEC	OEC

*Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif A5

Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation

- Réglementaire
- Nécessaire
- Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Promouvoir le réemploi des flux de toutes origines et les boucles d'économie circulaire
- Réduire de 15 % les DMA à horizon 2030 par rapport à 2010
- Réduire de 5% les DAE
- Développer une consommation locale tant sur le plan des ménages que des territoires et des acteurs économiques
- Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application : **Zones prioritaires** **Par ECPI et pour tout le territoire**
Collectivité de Corse

Résultats attendus

- Limiter la production de déchets
- Développement du réemploi et de la réutilisation

Indicateurs de suivi









Nb de recyclerie / ressourcerie déployé (OA-5-08)
Nb total d'espace du réemploi / réutilisation déployé (OA-5-09)
Tonnages de verre collecté / Nb de dispositifs de consigne / Taux de verre dans les caractérisations d'OMr (OA-5-10)
Tonnages d'emballages collectés / Taux d'emballages dans les caractérisations d'OMr et de sélectif (OA-5-11)
Nb de prestataires de réparation identifié / Nb d'actions mises en place par les ECPI (OA-5-12)
Nombre de connexions au site Internet (OA-5-16)
Nb d'entreprises ayant réalisé des diagnostics / Nature des de DAE produits (OA-5-17)
Nb de chantiers avec des démarches exemplaires / Nb de formations réalisées / Nb de donneurs d'ordre formés (OA-5-18)
Nb d'évènements organisés (OA-5-19)









Plan d'actions

8 actions à réaliser d'ici 2027 et 1 d'ici 2033

OBJECTIF A5

Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OA-5-08 Création d'équipements type recyclerie	3	3	2027	DMA	Une étude de faisabilité d'une recyclerie : de 20 k€ à 25 k€	EPCI CRESS SYVADEC	Associations ADEME OEC	OEC
OA-5-09 Création d'espace du réemploi	2	2	2027	DMA	Non chiffrable	EPCI SYVADEC	CRESS Associations ADEME OEC	OEC
OA-5-10 Favoriser l'usage d'emballage en verre via un dispositif de consigne régional	2	3	2027	DMA DAE	Non chiffrable	CCI / EPCI + Distributeurs / embouteilleurs	Fédérations professionnelles Ademe OEC	OEC
OA-5-11 Engager une concertation à l'échelle territoriale pour réduire la production et la consommation de bouteilles plastiques à usage unique	2	3	2027	DMA DAE	Une animation d'une journée d'ateliers avec préparation et compte-rendus : ~5k€	CCI / EPCI + Distributeurs, intervenants dans l'évènementiel	Fédérations professionnelles ADEME OEC	OEC
OA-5-12 Annuaire de l'offre de réparation disponible	1	1	2027	DMA DAE	Non chiffrable	EPCI + CCI / CRMA	CRESS Associations ADEME OEC SYVADEC	OEC

Action	Priorité 	Com- plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OA-5-16 Sites d'accès aux fichiers de pièces détachées pour imprimantes 3D	2	1	2027	DMA DAE	Non chiffrable	EPCI + CCI / CRMA / GRESS	Fournisseurs de fichiers opensource	OEC
OA-5-17 Réaliser des diagnostics de flux par établissement	1	3	2033	DAE	Un diagnostic d'un site + compte-rendu : ~5 k€	Chambres consulaires + Fédérations de professionnels	Organismes de formation DREAL Bureaux d'études	OEC
OA-5-18 Mettre en œuvre des audits préliminaires sur le territoire et communiquer sur les chantiers exemplaires	1	2	2027	BTP	Un diagnostic d'un site + compte-rendu : ~5 k€	Fédérations du bâtiment et des travaux publics	EPCI Etablissements Publics Foncier MOa / MOe ADEME OEC	OEC
OA-5-19 Développer les initiatives liées au réemploi (bourse aux matériaux, recythèque...) sur les zones urbaines	3	2	2027	BTP	Non chiffrable	Structures de l'ESS + EPCI	ADEME OEC Associations SYVADEC	OEC

*Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif A6

Prévenir la production de biodéchets et déchets verts et renforcer le tri à la source

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Réduire de 15 % les DMA à horizon 2030 par rapport à 2010
- Réduire de 5% les DAE
- Sensibiliser les professionnels aux enjeux du gaspillage et de la gestion différenciée des biodéchets

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

ECPI

Zones prioritaires

Prioriser les zones rurales ou mixtes

Résultats attendus

- 80% à 100% du gisement potentiel de biodéchets captés
- Collecte des biodéchets : collecte séparative au moins pour les logements non équipables de composteurs (47% des logements selon INSEE)
- Gaspillage alimentaire : Baisse de 50% à horizon 2025

Indicateurs de suivi

Taux de biodéchets dans les caractérisations d'OMr (OA-6-20)

Nombre d'études réalisées (OA-6-21)

Nombre de foyers concernés par : la collecte des biodéchets, le compostage (OA-6-21)

Nombre d'actions de proximité mises en place par ECPI (OA-6-22)

Nombre d'utilisateurs du service (OA-6-22)

Nombre d'enseignes et de restaurant impliqués dans la démarche (OA-6-23)

Tonnages d'OMr collectés (OA-6-23)









Plan d'actions









4 actions dont 3 à réaliser avant 2025 et 1 avant 2027

OBJECTIF A6

Prévenir la production de biodéchets et Déchets verts et renforcer le tri à la source

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur
<p>OA-6-20</p> <p>Réduire le gaspillage alimentaire dans la production alimentaire et la distribution</p> <p>Communication, actions avec la restauration collective et des petits commerces et marchés pour réduire de 50% le gaspillage alimentaire</p>	2	3	2025	DMA DAE	Un plan de communication par un cabinet spécialisé : ~20 k€	Restauration privée : Fédérations professionnelles (GMS, restauration) Restauration collective : Commune, Cdc	ADEME OEC Chambres consulaires ODARC SYVADEC	OEC
<p>OA-6-21</p> <p>Evaluer et mettre en œuvre les solutions de tri à la source des biodéchets dans le cadre d'une étude optimisation des SPGD pour chaque ECPI et étudier les interactions avec le SPGD (collecte OMr notamment)</p>	1	2	2025	DMA	Etudes : 206 000 € Mise en place et suivi : coût fonction des choix retenus	ECPI SYVADEC	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
<p>OA-6-22</p> <p>Promouvoir des solutions de gestion à la source : composteurs individuels, partagés, mise à disposition de broyeurs, pour réduire les volumes de déchets verts entrants dans le SPGD</p> <p>Créer un réseau de référents (un maître composteur par ECPI) pour sensibiliser, rappeler la réglementation et la destination du compost</p> <p>Favoriser la mise en place de composteurs individuels, avec une formation et une aide à l'équipement des particuliers par les ECPI</p> <p>Identifier les prérequis au déploiement du compostage partagé sur des zones urbaines denses avant son déploiement effectif</p>	3	1	2025	DMA	<p>Exemple broyeur :</p> <p>Broyeur compact : 500 à 3000€ d'investissement</p> <p>Broyeur gros volume : 15 à 25000€ d'investissement, 1500€/an de maintenance, 300€/an d'assurance</p>	ECPI SYVADEC	<p>Associations citoyennes et environnementales</p> <p>ADEME</p> <p>OEC</p>	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-6-23 -Accompagner les acteurs de la grande-distribution et les restaurateurs dans la mise en place du tri à la source des biodéchets - Développer la collecte séparée pour les gros producteurs en commençant d'abord les établissements publics (collège, lycée,...) et la restauration collective - Identifier les mutualisations possibles entre les déchets des ménages, les déchets des professionnels et les déchets agricoles, et suivre la mise en place progressive des collectes de biodéchets des professionnels et des capacités de traitement, en parallèle	3	3	2027	DMA DAE	Non chiffable	Distributeurs ECPI	Fédérations de professionnels CRMA/CCI ODARC SYVADEC ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif A7

Renforcer la prévention par un financement adapté



- Réglementaire
- Nécessaire
- Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Réduire de 15 % les DMA à horizon 2030 par rapport à 2010 en développant notamment la tarification incitative
- Réduire de 5% les DAE
- Promouvoir les PLP et les études de tarification incitative
- Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

ECPI

Zones
prioritaires

Prioriser les EPCI ayant déjà réalisés une étude de préfiguration en vue d'optimiser leur SPGD

Résultats attendus

- A minima -15% de DMA (objectif réglementaire de prévention) et jusqu'à 130 kg d'OMr/hab.
- 65% valorisation matière des DMA
- Participation à l'effort national pour atteindre 25 millions d'habitants en TI en 2025 (impact sur les OMr, CS, Verre et Tout venant)

Indicateurs de suivi

Nombre de ECPI ayant mis en place une tarification incitative









Evolution des tonnages de DMA par flux

Plan d'actions

1 action à réaliser avant 2027

OBJECTIF A7

Renforcer la prévention par un financement adapté

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
<p>OA-7-24</p> <p>Accompagner les ECPI pour la mise en place d'une tarification incitative,</p> <p>Communiquer et former les élus et techniciens des collectivités</p> <p>Communiquer largement sur la tarification incitative auprès des usagers</p> <p>Financer les missions d'étude de préfiguration à la mise en place de la tarification incitative pour chaque ECPI et les missions de déploiement</p>	1	3	2027	DMA	<p>Etudes : 170 000 €</p> <p>Suivi : 2 060 000 €</p>	ADEME OEC	EPCI	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) // Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif A8

Prévenir la production de déchets dangereux



Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Promouvoir l'éco-conception
- Accompagner les entreprises
- Renforcer les connaissances des entreprises sur les déchets dangereux

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

OEC

Zones
prioritaires

Prioriser les ECPI avec le plus
d'activités économiques

Résultats attendus

- A minima stabilisation des tonnages et au maximum -10% des tonnages des gros producteurs et -10% du ratio de diffus (objectif PDD Corse en cours)

Indicateurs de suivi

Tonnages de déchets dangereux diffus

Nombre d'entreprises accompagnées









Nombre d'évènements sur la thématique des déchets dangereux

Plan d'actions

1 action à réaliser avant 2033

OBJECTIF A8

Prévenir la production de déchets dangereux

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
<p>OA-8-25</p> <p>Agir sur les gros producteurs de déchets dangereux et les diffus via :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le développement des démarches d'accompagnement des entreprises - La communication et l'animation d'évènements sur la thématique des déchets dangereux - L'utilisation du levier de la commande publique pour favoriser l'emploi de produits éco conçus 	1	4	2033	<p>DMA</p> <p>DAE</p> <p>BTP</p>	Non chiffable	<p>Chambres consulaires</p> <p>Fédérations professionnelles</p>	<p>ADEME</p> <p>OEC</p> <p>DREAL</p>	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) // Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

2/ Planification de la gestion des déchets

2.1.1/ Actions en lien avec les objectifs fixés

AMELIORER LE CAPTAGE, LE TRI A LA SOURCE ET PROMOUVOIR LES COLLECTES DE PROXIMITE

En 2018 seuls 42% des déchets produits estimés étaient tracés et captés avec de grandes disparités selon les flux (100% des DMA captés, mais seulement 57% des DAE, 18% des déchets du BTP et 4% des déchets dangereux).

Le Plan vise un objectif ambitieux en termes de captage avec 100% des DMA, des DAE et des déchets du BTP ainsi que 100% des flux de déchets dangereux diffus,

Les actions prévues pour aboutir à ces objectifs sont déclinées dans **l'orientation B : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source** qui comprend **5 objectifs et 16 actions** :

- **OB1 – Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons – 4 actions** :
 - Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri.
 - Déployer la collecte en porte-à-porte pour les emballages partout où c'est possible.
 - Accompagner les ERP assimilés aux ménages (diagnostics et mise en place de collectes mutualisées ou non) pour le tri des emballages, papiers/cartons.
 - Développer la collecte des cartons (10% des flux) par l'ajout de matériels de collecte adaptés ou des collectes spécifiques.
- **OB2 – Augmenter les taux de captage des TLC – 2 actions** :
 - Densifier le maillage de PAV et mobiliser les réseaux existants (caritatif et metteurs sur le marché).
 - Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri à la source.
- **OB3 – Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières – 1 action** :
 - renforcer le tri du tout-venant (sensibilisation des agents et des usagers, ...), favoriser le tri des encombrants sur les déchèteries et envoyer 100% des encombrants en centre de tri ou sur-tri, en 2027.
- **OB4 – Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels – 7 actions** :
 - Accompagner les entreprises du secteur touristique dans la mise en œuvre du tri 6 flux.
 - Identifier les zones blanches et faciliter la mise en place de points de collecte de proximité.
 - Adapter le service proposé sur les déchèteries publiques aux professionnels en zones rurales (horaires, type et volume de déchets acceptés...).

- Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée.
- Proposer des solutions de collecte SPGD adaptées en intégrant les professionnels à la réflexion globale sur le service de collecte (mutualisation des collectes dans les ZAC, organisation de collecte ponctuelle pour les flux diffus).
- Identifier les acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction et engager des opérations de reprise en lien avec la fédération nationale (FNBM : fédération du négoce de bois et des matériaux de construction), les Chambres consulaires et les ECPI.
- Travailler sur le déploiement de l'obligation de collecte des distributeurs (en reproduisant par exemple l'initiative de la CCI du Var, qui a initié un dialogue entre les distributeurs et 2 collectivités ZDZG, mais aussi FBTP, CAPEB, CMA).
- **OB5 - Améliorer le captage des déchets dangereux diffus – 1 action :**
 - Capturer 100% des déchets dangereux diffus en :
 - Développant des démarches d'accompagnement des entreprises.
 - Communicant et animant des évènements sur la thématique des déchets dangereux.
 - Permettant un accès facilité aux points de collecte.



Objectif B1

Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des marges de progrès encore significatives au vu des résultats des caractérisations des déchets ménagers et assimilés.

Une nécessité d'augmenter les taux de captage

Une obligation de tri 5 flux étendu à 6 flux en 2025 : papiers, métaux, plastiques, verre, bois et textiles

Un objectif réglementaire de valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025

Orientation concernée : B - Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Déclinaison territoriale de l'objectif

Tout le territoire

(OB-1-26)

Echelle d'application

ECPI

Prioriser les ECPI avec les moins bons taux de valorisation (OB-1-27)

Zones prioritaires

Prioriser les ECPI avec le plus d'ERP (OB-1-28)

Prioriser les ECPI avec le plus d'activités économiques productrices de cartons (OB-1-29)

Résultats attendus

(OB-1-26/28)

- Emballages et papiers :
Améliorer les performances de collecte pour atteindre 48 à 63,5 kg/hab. INSEE pour les territoires sans TI+ECT en 2025
Transfert de flux (OMR vers CS) : ambition atteignable de 111 kg/hab. d'emballages papiers présents selon les caractérisations OMR
Cartons :
100% du carton ondulé des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population
Transfert de flux pour capter les 22,8 kg/hab. de carton présent dans les OMR
Atteindre 42 kg/hab. de carton pour la pop sans TI
- Impact sur les filières et participation à l'effort d'atteinte des 65% de valorisation matière

(OB-1-27)

- Emballages et papiers :
Améliorer les performances de collecte pour atteindre 48 à 63,5 kg/hab. INSEE pour les territoires sans TI+ECT en 2025
Transfert de flux (OMR vers CS) : ambition atteignable de 111 kg/hab. d'emballages papiers présents selon les caractérisations OMR

(OB-1-29)

- 100% du carton ondulé des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population
- Transfert de flux pour capter les 22,8 kg/hab. de carton présent dans les OMr
- Atteindre 42 kg/hab. de carton pour la population sans TI

Indicateurs de suivi

Tonnages d'emballages et papiers/cartons captés (OB-1-26)

Tonnages d'emballages captés (OB-1-27)

Nombre d'ERP ayant mis en place des collectes séparatives ou mutualisées
(OB-1-28)

Tonnages d'emballages, papiers/cartons captés (OB-1-28)

Nombre de bacs destinés à la collecte des cartons par ECPI (OB-1-29)

Nombre de collectes spécifiques cartons sur le territoire (OB-1-29)









Evolution du taux de cartons dans les caractérisations OMr et sélectif (OB-1-29)









Plan d'actions

1 action à enclencher dès 2021, 3 actions à enclencher d'ici 2025

OBJECTIF B1

Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-1-26 Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri	1	1	2021	DMA	Stratégie et plan de communication de l'ordre de 15 000 à 30 000 €. Brigade d'animateurs /sensibilisateurs : 440 000 €. économie de l'ordre de 500 000 € TTC	ECPI	ADEME OEC Associations citoyennes et environnementales SYVADEC	OEC
OB-1-27 Déployer la collecte en porte-à-porte pour les emballages partout où c'est possible	1	2	2025	DMA	Non chiffrable	ECPI	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Com- plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-1-28 Accompagner les ERP assimilés aux ménages (diagnostics et mise en place de collectes mutualisées ou non) pour le tri des emballages, papiers/cartons	2	2	2025	DMA	Non chiffrable	ECPI ERP	ADEME OEC	OEC
OB-1-29 Développer la collecte des cartons (10% des flux) par l'ajout de matériels collecte adaptés ou des collectes spécifiques	1	2	2025	DMA	Non chiffrable	ECPI	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif B2

Augmenter les taux de captage des TLC



Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des marges de progrès encore significatives au vu des résultats des caractérisations des déchets ménagers et assimilés.

Une nécessité d'augmenter les taux de captage

Une obligation de tri à la source en 2025 des TLC et de tri 5 flux étendu à 6 flux en 2025 : papiers, métaux, plastiques, verre, bois et textiles

Un objectif réglementaire de valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025.

Orientation concernée : B - Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

ECPI

Zones prioritaires

Prioriser les ECPI avec les moins bons taux de collecte des textiles

Résultats attendus

- +2% par an du tonnage entre 2020 et 2033 (source Eco-TLC) et +2,3 kg/hab. entre 2018 et 2020 pour atteindre l'objectif réglementaire de la REP
- Objectif de 5,6 kg/hab.
- Transfert de flux (OMR vers TLC)

Indicateurs de suivi

Nombre de PAV installés (OB-2-30)

Tonnages de TLC collectés (OB-2-30)

Nombre de filières existantes (OB-2-30)









Nombre d'actions de communication sur les TLC par ECPI (OB-2-31)

Plan d'actions

2 actions à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF B2

Augmenter les taux de captage des TLC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-2-30 TLC : Densifier le maillage de PAV et mobiliser les réseaux existants (caritatif et metteurs sur le marché)	2	1	2027	DMA	Stratégie et plan de communication de l'ordre de 15 000 à 30 000 €. Brigade d'animateurs /sensibilisateurs : 440 000 €. Économie de l'ordre de 500 000 € TTC	ECPI SYVADEC	Eco-TLC ADEME OEC Structures de l'ESS Distributeurs, établissements de seconde main	OEC
OB-2-31 TLC : Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri à la source	3	1	2027	DMA	Non chiffrable	ECPI	Eco-TLC SYVADEC ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) // Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif B3

Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Un objectif réglementaire de valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025.

Une nécessité d'augmenter les taux de captage.

Orientation concernée : B - Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

ECPI

Zones
prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Atteindre 60% de valorisation matière sur le tout-venant
- Participation à l'effort d'atteinte des 65% de valorisation matière

Indicateurs de suivi









Tonnages de tout-venant issus des collectes et des déchèteries

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF B3

Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-3-32 Renforcer le tri du tout-venant (sensibilisation des agents et des usagers, ...) Favoriser le tri des encombrants sur les déchèteries Envoyer 100% des encombrants en centre de tri ou sur-tri, en 2027	1	1	2027	DMA	Non chiffrable	SYVADEC ECPI	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif B4

Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Une nécessité d'augmenter les taux de captage

Une obligation de tri 5 flux étendu à 6 flux en 2025 : papiers, métaux, plastiques, verre, bois et textiles et de tri à la source des déchets de construction et de démolition.

Un objectif réglementaire de valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025.

Une obligation de tri des biodéchets d'ici 2023.

Une obligation de réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015 d'ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale (article 11).

Obligation de prouver la traçabilité des opérations de dépôts des déchets de leurs chantiers.

Mise en place d'une filière REP matériaux de construction.

Orientation concernée : B - Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

ECPI

(OB-4-32/33/34/35/36/37)

Collectivité de Corse

(OB-4-38/39)

Zones prioritaires **Tout le territoire**

Résultats attendus

- Participation à l'effort d'atteinte des 65% de valorisation matière

Indicateurs de suivi

Nombre d'entreprises impliquées dans la démarche (OB-4-33)

Tonnages d'OMr et de sélectif collectés (OB-4-33)

Nombre de zones blanches recensées (OB-4-34)

Nombre de points de collecte mis en place (OB-4-34)









Nombre de déchèteries acceptant les professionnels (OB-4-35)
Nombre d'entrées et de dépôts de professionnels sur chaque déchèterie (OB-4-35)
Tonnages de déchets collectés sur les déchèteries (OB-4-35)
Nombre de déchèteries professionnelles (OB-4-36)
Nombre de ECPI intégrant la collecte de professionnels (OB-4-37)
Nombre de professionnels concernés par une collecte par ECPI (OB-4-37)
Nombre de collectes spécifiques organisées par les ECPI pour les professionnels (OB-4-37)
Tonnages de déchets de professionnels collectés séparément par les ECPI (OB-4-37)
Nombre total d'acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction (OB-4-38)
Nombre total d'opérations de reprise déployées en lien avec la fédération nationales, les Chambres consulaires et les ECPI (OB-4-38)
Nombre total de réunion d'échanges avec les distributeurs et les territoires en vue de préparer de déploiement de la filière de reprise des matériaux (OB-4-39)









Plan d'actions









2 actions à enclencher d'ici 2025, 3 actions à enclencher d'ici 2027, 3 actions à enclencher d'ici 2033

OBJECTIF B4

Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-4-33 Accompagner les entreprises du secteur touristique dans la mise en œuvre du tri 6 flux	2	3	2027	DMA DAE	Non chiffrable	Fédérations de professionnels CRMA/CCI	ADEME OEC ECPI ATC	OEC
OB-4-34 Identifier les zones blanches et faciliter la mise en place de points de collecte de proximité	1	2	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Fédérations de professionnels CRMA/CCI	ADEME OEC ECPI	OEC
OB-4-35 Adapter le service proposé sur les déchèteries publiques aux professionnels en zones rurales (horaires, type et volume de déchets acceptés...)	3	2	2033	DAE BTP	Non chiffrable	SYVADEC EPCI	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-4-36 Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée	2	4	2033	DAE BTP	Entre 110 et 130€/m ² hors foncier Pour une déchèterie de petite taille : 1,2 M€	Fédérations de professionnels CRMA/CCI	ECPI OEC	OEC
OB-4-37 Proposer des solutions de collecte SPGD adaptées en intégrant les professionnels à la réflexion globale sur le service de collecte (mutualisation des collectes dans les ZAC, organisation de collecte ponctuelle pour les flux diffus)	1	2	2033	DMA DAE	Non chiffrable	ECPI	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-4-38 Identifier les acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction et engager des opérations de reprise en lien avec la fédération nationale (FNBM : fédération du négoce de bois et des matériaux de construction), les Chambres consulaires et les ECPI	2	2	2025	BTP	Non chiffrable	FNBM (Fédération du négoce de bois et des matériaux de construction) + CRMA/CCI	ADEME OEC EPCI Eco-organismes (selon flux concernés)	OEC
OB-4-39 Travailler sur le déploiement de l'obligation de collecte des distributeurs (en reproduisant par exemple l'initiative de la CCI du Var, qui a initié un dialogue entre les distributeurs et 2 collectivités ZDZG, mais aussi FBTP, CAPEB, CMA) pour réduire de 50% le gaspillage alimentaire	2	3	2025	BTP	Non chiffrable	FNBM (Fédération du négoce de bois et des matériaux de construction) + CRMA/CCI	ADEME OEC EPCI Eco-organismes (selon flux concernés)	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) // Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif B5

Améliorer le captage des déchets dangereux diffus

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Une nécessité d'augmenter les taux de captage

Améliorer la connaissance des flux de déchets dangereux

Orientation concernée : B - Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

**Zones
prioritaires**

Tout le territoire

Résultats attendus

- Pour les DMA, transfert de flux (OMR vers DDS déchèterie) mais le tonnage concerné est faible.
- Pour les DD diffus des autres producteurs, impact sur les filières (qualitatif car les données sur le gisement produit ne sont pas connues).

Indicateurs de suivi

Tonnages de déchets dangereux des ménages collectés par les ECPI









Tonnage de déchets dangereux traités

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2033

OBJECTIF B5

Améliorer le captage des déchets dangereux diffus

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-5-40 Capturer 100% des déchets dangereux diffus en : Développant des démarches d'accompagnement des entreprises Communicant et animant des évènements sur la thématique des déchets dangereux Permettre un accès facilité aux points de collecte	1	4	2033	DMA DAE BTP	Non chiffrable	ECPI, SYVADEC	ADEME OEC Chambres consulaires Fédérations professionnelles DREAL	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

PRIVILEGIER LA VALORISATION MATIERE ET ORGANIQUE SUR LE TERRITOIRE

En 2018, le taux de valorisation matière et organique pour les DNDNI s'élevait à 31% du gisement produit. Ce chiffre est très éloigné de l'objectif réglementaire fixé à 65% (LTECV) et indique la nécessité de déployer en priorité des orientations pour une meilleure valorisation des déchets produits.

Le Plan vise ainsi un objectif de 69% à 86% de valorisation matière et organique selon les combinaisons de solutions de traitement possibles.

Les actions prévues pour aboutir à ces objectifs sont déclinées dans **l'orientation C : Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire** qui comprend **7 objectifs et 22 actions** :

- **OC1 objectif– Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques** – 1 action :
 - Identifier des synergies de flux et services entre les entreprises du territoire.
- **OC2 - Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse** – 6 actions :
 - Associer la gestion des invendus à des fins de transformation.
 - Accompagner les agriculteurs pour le déploiement d'unités de méthanisation.
 - Adapter la production aux justes besoins et aux débouchés identifiés.
 - Développer des capacités de proximité de valorisation organique des biodéchets en cohérence avec les préconisations du Schéma régional Biomasse (unité de compostage publiques ou privées, unité de méthanisation).
 - Favoriser les bonnes pratiques de valorisation des déchets verts recommandées.
 - Promouvoir les retours d'expériences des GIEE (groupements d'intérêts économiques et environnementaux) sur la méthanisation agricole auprès des agriculteurs et identifier localement les potentiels de co-valorisation en liaison avec les chambres d'agriculture, les coopérative et les associations.
- **OC3 - Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)** – 9 actions:
 - Travailler collectivement avec la Fédération du commerce et de la distribution pour faciliter la valorisation des biodéchets.
 - Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables.
 - Valoriser les entreprises engagées dans la gestion des déchets.

- Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales).
 - Favoriser l'implication d'acteurs locaux et les dynamiques public-privé pour une pérennité des services (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal).
 - Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques.
 - Favoriser le développement de filières locales de valorisation en Corse (palettes, verre, ...) à l'échelle des ECPI et développer celles déjà en place (PSE).
 - Réaliser une étude de marché pour la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (liens avec les expériences existantes).
 - Intégrer les obligations de recyclage dans toutes les opérations sous maîtrise d'ouvrage publique, en travaillant par exemple autour de dispositifs incitatifs (bonus/malus).
- **OC4 - Développer la valorisation des déchets inertes - 2 actions :**
 - Déployer des installations de valorisation des déchets inertes sur le territoire.
 - Soutenir la mutualisation de concasseurs mobiles avec mise en location.
- **OC5 - Améliorer la valorisation matière des flux résiduels (OMR, Tout venant) - 2 actions :**
 - Créer des centres de surtri « multifonctions » au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMR (phase de transition).
 - Mettre en place la redevance spéciale sur tous les territoires.
- **OC6 - Promouvoir le prétraitement des DEEE et VHU - 1 action :**
 - Communiquer sur les filières de reprise des DEEE et des VHU et développer des filières locales.
- **OC7 - Développer localement le traitement des BPHU - 1 action :**
 - Développer une filière locale de traitement des BPHU.



Objectif C1

Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025 et 70% de valorisation matière des déchets du BTP
- Déployer et renforcer les filières REP dès lors que leur mise en œuvre opérationnelle est possible
- Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Orientation concernée : C - Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :
Collectivité de Corse

Zones
prioritaires

Prioriser les actions sur les zones les plus productrices de déchets d'activités

Résultats attendus

- Améliorer le maillage des solutions sur le territoire et optimiser les transports pour augmenter les taux de valorisation

Indicateurs de suivi

Nombre total de synergies de flux et de services déployées entre les entreprises par démarche d'EIT engagée (OC-1-41)

Plan d'actions

1 action à réaliser tout au long de la vie du plan

OBJECTIF C1

Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Action	Priorité	Complexité	Echéance	Cible	Estimation de coût	Porteurs	Acteurs Partenaires	Planificateur
OC-1-41 Identifier des synergies de flux et services entre les entreprises du territoire	1	4	2033	DAE BTP	Un diagnostic pour 20 entreprises : ~25 k€	CCI, CRMA EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif C2

Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse

- Réglementaire
- Nécessaire
- Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025
- Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application
Collectivité de Corse

Zones prioritaires

Prioriser les actions sur les zones ne disposant pas de solution de valorisation organique

Résultats attendus

- Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)

Indicateurs de suivi

Tonnages annuels d'inventus d'entreprises valorisés via des filières matières (OC-2-47)

Tonnage annuel méthanisable (OC-2-48)

Nombre total de méthaniseurs agricoles (OC-2-48)

Tonnages annuels produits par secteur d'activités par rapport aux tonnages annuels de déchets générés de ces mêmes secteurs d'activités (OC-2-49)

Nombre d'installations de valorisation organique par type (OC-2-50)

Tonnages de biodéchets valorisés (OC-2-50)

Nombre de supports de communication diffusés / distribués (OC-2-51/52)

Nombre de formations réalisées (OC-2-51/52)









Taux de déchets verts dans les caractérisations (OC-2-51)









Plan d'actions









4 actions à enclencher d'ici 2027 et 2 actions à enclencher d'ici 2033

OBJECTIF C2

Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-2-47 Associer la gestion des invendus à des fins de transformation	2	3	2027	DAE	Non chiffrable	EPCI	ADEME OEC ODARC	OEC
OC-2-48 Accompagner les agriculteurs pour le déploiement d'unités de méthaniseur	3	4	2033	DAE	Une étude de faisabilité pour la création d'un méthaniseur agricole : ~25k€	Chambre d'agriculture	ADEME OEC ODARC EPCI	OEC
OC-2-49 Adapter la production aux justes besoins et aux débouchés identifiés	2	4	2033	DAE	Non chiffrable	GMS + CCI/CRMA/CA	ADEME OEC ODARC EPCI	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-2-50 Développer des capacités de proximité de valorisation organique des biodéchets (unité de compostage publiques ou privées, unité de méthanisation) en cohérence avec les préconisations du Schéma régional Biomasse	1	3	2027	DMA DAE	Plateforme de compostage : 10 000 t/an : - Coûts d'investissement : 1,5 millions d'€ - Coûts de fonctionnement : Très variable d'un site à l'autre : 60 à 160 €/t	ECPI SYVADEC	ADEME OEC ODARC	OEC
OC-2-51 Favoriser les bonnes pratiques de valorisation des déchets verts recommandées	1	1	2027	DMA DAE	Non chiffrable	ECPI	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-2-52 Promouvoir les retours d'expériences des GIEE (groupements d'intérêts économiques et environnementaux) sur la méthanisation agricole auprès des agriculteurs et identifier localement les potentiels de co-valorisation en liaison avec la chambre d'agriculture, les coopérative et les associations	3	1	2027	DAE	Non chiffrable	ECPI Chambre d'Agriculture	IAA ADEME OEC ODARC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif C3

Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025 et 70% de valorisation matière des déchets du BTP
- Déployer et renforcer les filières REP dès lors que leur mise en œuvre opérationnelle est possible
- Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones prioritaires **Tout le territoire**

Résultats attendus

- Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)

Indicateurs de suivi

Nombre d'enseigne impliquées dans la valorisation des biodéchets (OC-3-53)

Tonnages annuels de matières secondaires mobilisables par typologie de flux (OC-3-54)

Nombre d'entreprises engagées (OC-3-55)

Nombre de supports de communication diffusés / distribués (OC-3-55)

Chiffre d'affaire total évalué par l'étude sur l'émergence et la croissance de la valorisation locale des déchets de plâtre (OC-3-56)

Nombre d'entreprises total concerné par l'émergence et la croissance de la valorisation locale des déchets de plâtre (OC-3-56)

Nombre d'emploi total concerné par l'émergence et la croissance de la valorisation locale des déchets de plâtre (OC-3-56)

Nombre de repreneurs (OC-3-57)

Nombre de filières créées (OC-3-57)

Chiffre d'affaire total évalué par l'étude sur l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques (OC-3-58)

Nombre d'entreprises total concerné par l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques (OC-3-58)

Nombre d'emploi total concerné par l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques (OC-3-58)

Tonnages annuels des filières de valorisation des déchets en Corse (OC-3-59)

Chiffre d'affaire total évalué par l'étude sur la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments une fois réalisée (OC-3-60)

Nombre d'entreprises total concerné par la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (OC-3-60)

Nombre d'emploi total concerné par la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (OC-3-60)

Nombre d'appel d'offres passés intégrant des obligations de recyclage avec distinction bonus/malus éventuel (OC-3-61)

Nombre de supports de communication diffusés / distribués (OC-3-61)









Plan d'actions









7 actions à enclencher d'ici 2027 et 2 actions à enclencher d'ici 2033











OBJECTIF C3

Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-3-53 Travailler collectivement avec la Fédération du commerce et de la distribution pour faciliter la valorisation des biodéchets	2	3	2027	DAE	Non chiffrable	Fédération du commerce et de la distribution	ECPI ADEME OEC	OEC
OC-3-54 Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables	3	3	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles Prestataires déchets	ADEME OEC	OEC
OC-3-55 Valoriser les entreprises engagées dans la gestion des déchets	2	2	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-3-56 Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales)	3	4	2027	BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	Fédérations professionnelles Chambres consulaires Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC	OEC
OC-3-57 Favoriser l'implication d'acteurs locaux et les dynamiques public-privé pour une pérennité des services (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	1	3	2033	DAE BTP	Non chiffrable	ECPI Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC	OEC
OC-3-58 Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques	2	4	2027	DAE BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	Université de Corse Fédérations professionnelles CCI	ADEME OEC Eco-organismes SYVADEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-3-59 Favoriser le développement de filières locales de valorisation en Corse (palettes, verre) à l'échelle des ECPI et développer celles déjà en place (PSE)	1	3	2033	DAE BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	CCI, CRMA Prestataires déchets Fédérations professionnelles	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	OEC
OC-3-60 Réaliser une étude de marché pour la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (liens avec les expériences existantes)	3	3	2027	BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	CCI, CRMA Distributeurs Fédérations professionnelles	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	OEC
OC-3-61 Intégrer les obligations de recyclage dans toutes les opérations sous maîtrise d'ouvrage publique, en travaillant par exemple autour de dispositifs incitatifs (bonus/malus).	2	3	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Communes / ECPI (et toutes MOa) faisant réaliser des travaux	Fédération du bâtiment et des travaux publics	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) // Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif C4

Développer la valorisation des déchets inertes

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Atteindre 70% de valorisation matière des déchets du BTP
- Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones

prioritaires

Les installations sont à déployer sur les territoires qui n'en possèdent pas

Résultats attendus

- Participation à l'atteinte de 70% de valorisation des déchets du BTP

Indicateurs de suivi

Nombre de centres de valorisation des déchets inertes créés (OC-4-62)

Nombre de centres de valorisation des déchets inertes en projet (OC-4-62)









Nombre de prestataires proposant un service de concassage mobile (et leur localisation) (OC-4-63)









Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027 et 1 action à enclencher d'ici 2033

OBJECTIF C4

Développer la valorisation des déchets inertes

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-4-62 Déployer des installations de valorisation des déchets inertes sur le territoire	1	4	2027	BTP	Plateforme de concassage - Coût investissement Terrassement - plateforme : 35 à 40 000 €HT pour 3000 à 4000 m ² Local : 1200 €HT/m ² (20 000 € pour un bungalow équipé) Matériel : 850 à 900 000 €HT Coût à la tonne : 10 à 20 €HT/t	Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC SYVADEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-4-63 Soutenir la mutualisation de concasseurs mobiles avec mise en location	2	3	2033	BTP	<p>Moyens humains : Nombre de personnes mobilisées par opération de concassage : 1 chargeur + 1 pelleteur (pour 5000 tonnes par semaine).</p> <p>Moyens financiers : Dossier de déclaration Préfectoral : 300 € HT Concassage : 5 à 10 € HT par tonne (inclus amené et replis matériel et installation de chantier) en fonction du volume concassé Chargement des matériaux concassés vendus : 0,55 € HT par tonne Les recettes couvrent environ 80 à 90% du coût</p>	Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC EPCI	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) // Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)
Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif C5

Améliorer la valorisation matière des flux résiduels (OMR, Tout venant)

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Atteindre 65% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2025
- Déployer et renforcer les filières REP dès lors que leur mise en œuvre opérationnelle est possible
- Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

(OC-5-64)

ECPI

(OC-5-65)

Zones prioritaires

Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND

(DMA+DAE+BTP)

(OC-5-64)

Les actions sont à développer directement sur tout le territoire sur des zones facilement accessibles

(OC-5-65)

Résultats attendus

- Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)

Indicateurs de suivi

Nombre de centres de surtri créés (OC-5-64)

Nombre de centre de surtri en projet (OC-5-64)









Nombre de collectivités ayant mis en place la redevance spéciale (OC-5-65)

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027 et 1 action à enclencher d'ici 2033

OBJECTIF C5

Améliorer la valorisation matière des flux résiduels (OMR, Tout venant)

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-5-64 Créer des centres de surtri « multifonctions » au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMR (phase de transition)	3	4	2027	DAE BTP	Coûts pour une installation acceptant 40 000 tonnes d'OMr, 6 500 tonnes de tout-venant et 4 500 tonnes d'emballages : • Investissement : 13 à 16 M€HT pour le process hors foncier • Fonctionnement : 100 à 120 €/t pour les OMr et le TV, 417 €/t pour les emballages	Opérateurs de gestion des déchets SYVADEC	ADEME OEC	OEC
OC-5-65 Mettre en place la redevance spéciale sur tous les territoires	2	3	2033	DMA	Non chiffrable	ECPI	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif C6

Promouvoir le prétraitement des DEEE et VHU

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Déployer et renforcer les filières REP dès lors que leur mise en œuvre opérationnelle est possible
- Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

**Zones
prioritaires**

Tout le territoire

Résultats attendus

- Augmentation des flux captés et amélioration de la valorisation matière des DEEE et des VHU

Indicateurs de suivi

Nombre de repreneurs DEEE et VHU sur le territoire









Tonnages de DEEE et VHU valorisés

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF C6

Promouvoir le prétraitement des DEEE et VHU

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-6-66 Communiquer sur les filières de reprise des DEEE et des VHU Développer des filières locales	2	3	2027	DMA DAE BTP	Non chiffrable	Eco organisme	Repreneurs agréés SYVADEC ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif C7

Développer localement le traitement des BPHU

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment), ainsi que les objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et les enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux. Les objectifs à atteindre sont les suivants :

- Déployer et renforcer les filières REP dès lors que leur mise en œuvre opérationnelle est possible
- Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

**Zones
prioritaires**

Tout le territoire

Résultats attendus

- Améliorer la valorisation matière des BPHU
- Limiter les exportations

Indicateurs de suivi

Nombre de repreneurs BPHU sur le territoire









Tonnages de BPHU valorisés

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF C7

Développer localement le traitement des BPHU

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-7-67 Développer une filière locale de traitement des BPHU	2	3	2027	DMA DAE	Non chiffrable	Eco Organismes	Association pour la Plaisance Eco-Responsable Repreneurs SYVADEC ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

UNE FILIERE PERENNE DE TRAITEMENT DES RESIDUELS

La gestion des déchets résiduels est la principale problématique sur le territoire. En 2018, le territoire ne comptait plus que deux ISDND en activité et en exploitation pour la gestion des déchets résiduels de l'ensemble de l'île. En 2033, il n'en restera qu'une.

Ainsi, même si les flux de déchets résiduels seront fortement réduits grâce aux actions du Plan, il convient d'anticiper les besoins pour ces déchets résiduels et de pérenniser ces filières.

Les actions prévues pour aboutir à ces objectifs sont déclinées dans **l'orientation D : Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire** qui comprend **3 objectifs** :

- **OD1 – Etudier la pertinence du recours à une filière de valorisation énergétique pour les déchets du territoire – 3 actions :**
 - Etudier la pertinence d'une filière de valorisation du bois sur le territoire
 - Etudier la pertinence d'une filière de valorisation énergétique des déchets à haut PCI sur le territoire (valorisation CSR)
 - Etudier la pertinence d'une filière de valorisation énergétique de tous les déchets combustibles sur le territoire (UVE)
- **OD2 - Disposer de capacités de stockage suffisantes et adaptées sur le long terme pour les DNDNI ayant fait l'objet d'un tri à la source et un surtri en amont – 1 action :**
 - Travailler collectivement à l'émergence d'au moins 1 site pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement en intégrant dans les réflexions les contraintes liées à la gestion des déchets du BTP (casier dédié amiante, casier dédié plâtre)
- **OD3 - Disposer de capacités de stockage des inertes non valorisables suffisantes dans une logique de proximité - 2 actions :**
 - Disposer d'installations de stockage réparties sur le territoire (ISDI ou remblaiement de carrières)
 - Engager une réflexion à l'échelle du PADDUC et des SCOT lors de leur révision pour identifier les secteurs d'implantation possibles pour les ISD



Objectif D1

Etudier la pertinence du recours à une filière de valorisation énergétique pour les déchets du territoire

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des objectifs réglementaires favorisant la valorisation.

Des gisements combustibles à affiner et à confronter aux réalités de la faisabilité technico-économique des installations (CSR, UVE).

Des gisements de bois méconnus à l'échelle territoriale.

Une réticence historique concernant l'incinération à l'échelle territoriale.

Le territoire rencontre de nombreuses difficultés à pérenniser les capacités de traitement des déchets résiduels.

Des besoins en chaleur qui restent à identifier.

Orientation concernée : D - Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

**Zones
prioritaires**

Tout le territoire

Résultats attendus

- Détourner les flux de l'enfouissement
- Améliorer le pourcentage de valorisation
- Limiter les exportations
- Créer une source d'énergie sur le territoire

Indicateurs de suivi

Etude réalisée









Avancement du plan d'actions associé









Plan d'actions

2 actions à enclencher d'ici 2024 et 1 action à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF D1

Etudier la pertinence du recours à une filière de valorisation énergétique pour les déchets du territoire

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OD-1-68 Etudier la pertinence d'une filière de valorisation du bois sur le territoire	2	3	2027	DMA DAE	Difficile à estimer en l'absence de données sur les DAE	OEC Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse	ADEME DREAL Fédérations professionnelles	OEC
OD-1-69 Etudier la pertinence d'une filière de valorisation énergétique des déchets à haut PCI sur le territoire (valorisation CSR ?)	3	3	2024	DMA DAE	Non chiffrable	ECPI OEC Opérateurs de gestion des déchets	SYVADEC Fédérations professionnelles ADEME OEC DREAL	OEC

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OD-1-70 Etudier la pertinence d'une filière de valorisation énergétique de tous les déchets combustibles sur le territoire	3	3	2024	DMA DAE	Coûts pour une installation de 70 000 tonnes : Investissement : 42 M€ (600€/t) Etudes et services : 3,6 M€ (51€/t) Fonctionnement : 9,1 M€ (130€/t - 7 à 9 ETP nécessaires)	SYVADEC OEC ECPI Opérateurs de gestion des déchets	DREAL ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif D2

Disposer de capacités de stockage suffisantes et adaptées sur le long terme pour les DNDNI ayant fait l'objet d'un tri à la source et un surtri en amont

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des objectifs réglementaires limitant l'enfouissement

Une réticence historique concernant l'incinération à l'échelle territoriale.

Le territoire rencontre de nombreuses difficultés à pérenniser les capacités de traitement des déchets résiduels.

Orientation concernée : D - Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Anticiper les besoins en termes de stockage de déchets ultimes dans les années à venir.
- Permettre une autonomie du territoire sur la gestion des déchets ultimes

Indicateurs de suivi

Nombre de réunions du groupe de travail

Avancement des actions envisagées

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2024

OBJECTIF D2

Disposer de capacités de stockage suffisantes et adaptées sur le long terme pour les DNDNI ayant fait l'objet d'un tri à la source et un surtri en amont

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs
OD-2-71 Travailler collectivement à l'émergence d'au moins 1 site pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement en intégrant dans les réflexions les contraintes liées à la gestion des déchets du BTP (casier dédié amiante, casier dédié plâtre)	1	3	2024	DMA DAE	Investissement : 750 000 à 1,5 M€ selon la taille de l'installation (50 000 à 200 000 m3) 50% de l'investissement au démarrage et 50% réparti sur la durée de l'exploitation Fonctionnement : 15 à 25 € HT/t	OEC, ADEME ECPI SYVADEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) // Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif D3

Disposer de capacités de stockage des inertes non valorisables suffisantes dans une logique de proximité

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des gisements de production de déchets inertes élevés.

Une orientation en ISDI de 30% du gisement de déchets estimés (150 000 à 170 000t) pour respecter l'objectif des 70% de valorisation matière.

Des capacités de traitement des résiduels insuffisantes et des accès aux installations contraints.

De nombreux dépôts illégaux.

Orientation concernée : D - Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Supprimer les dépôts sauvages
- Améliorer la traçabilité des déchets inertes

Indicateurs de suivi









Nombre d'installations de stockage de déchets inertes
Nombre de PADDUC et SCOT intégrant des secteurs d'implantation possibles pour les ISDI

Plan d'actions

2 actions à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF D3

Disposer de capacités de stockage des inertes non valorisables suffisantes dans une logique de proximité

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OD-3-72 Disposer d'installations de stockage réparties sur le territoire (ISDI ou remblaiement de carrières)	1	4	2027	DMA BTP	Non chiffrable	Opérateurs de gestion des déchets	DREAL ADEME OEC SYVADEC	OEC
OD-3-73 Engager une réflexion à l'échelle du PADDUC et des SCOT lors de leur révision pour identifier les secteurs d'implantation possibles pour les ISD	1	2	2027	DMA DAE BTP	Non chiffrable	ECPI Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse	DREAL SYVADEC ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

LUTTER CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES

Malgré les obligations réglementaires, les **pratiques illicites** de type dépôts sauvages ou brûlage restent fréquentes et persistantes en Corse.

Ainsi, la **lutte contre les dépôts sauvages** constitue un volet important du plan car ils impactent non seulement l'environnement et la salubrité mais détournent également des quantités importantes de déchets des filières de valorisation et de traitement. Le Plan se fixe ainsi un objectif très ambitieux de suppression de 100% des dépôts sauvages.

Une action forte est prévue pour aboutir à cet objectif et est déclinée dans **l'orientation E : Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages :**

- **OE1 – Eradiquer les pratiques illégales – 1 action :**
 - Mettre en place d'un plan d'actions spécifique et coordonné (pouvoirs de police sur les dépôts sauvages, identification des producteurs de déchets, renforcement de la traçabilité avec la mise en place d'outils de suivi automatiques, mise en place d'un guichet unique pour le signalement, etc.)



Objectif E1

Eradiquer les pratiques illégales



Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Un recours à des pratiques illégales (dépôts sauvages, brulage...) et persistantes sur le territoire.

Pas de structures représentantes de l'ensemble des entreprises du BTP en Corse.

Besoin d'accompagner les acteurs pour supprimer les pratiques illégales.

Orientation concernée : E - Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Supprimer la totalité des dépôts sauvages
- Réinjecter dans les filières de valorisation et traitement plus de 500 000 tonnes de déchets du BTP et plus de 60 000 tonnes des DAE

Indicateurs de suivi

Etude réalisée

Avancement du plan d'actions associé

Nombre d'actions mises en place par les CA et les CC

Tonnage de dépôts sauvages

Nombre de signalements









Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027



OBJECTIF E1

Eradiquer les pratiques illégales

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OE-1-74 Mise en place d'un plan d'actions spécifique et coordonné (pouvoirs de police sur les dépôts sauvages, identification des producteurs de déchets, renforcement de la traçabilité avec la mise en place d'outils de suivi automatiques, mise en place d'un guichet unique pour le signalement, etc.)	2	4	2027	DMA DAE BTP	610 000 €/an	Communes ECPI	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

AMELIORER LA CONNAISSANCE DES FLUX POUR MIEUX PLANIFIER ET ORGANISER

Les gisements de déchets des activités économiques et du BTP sont traditionnellement méconnus en raison de l'absence de traçabilité, et donc de possibilité de consolidation à une échelle territoriale.

Le Plan s'engage dans l'amélioration des connaissances sur les flux à travers une 9 actions déclinées dans **l'orientation F : Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser** :

- **OF1 : Améliorer la connaissance des flux de déchets, de l'organisation et des pratiques** – 9 actions :
 - Appliquer la méthodologie nationale d'évaluation des gisements des DAE définie par l'ADEME
 - Suivre les taux de collecte et les modes de valorisation
 - Poursuivre le déploiement d'une dynamique d'observation des DAE et des DBTP
 - Créer une dynamique d'observation de la réutilisation
 - Accompagner et animer les acteurs pour définir une méthodologie de suivi des déchets de chantier
 - Favoriser les diagnostics et les accompagnements individuels
 - Renforcer la sensibilisation à la question des déchets du BTP dans les formations professionnelles
 - Instaurer la mise en œuvre d'audits pour accompagner les entreprises à la mise en place de la réduction à la source de leurs déchets et l'optimisation de leur valorisation/traitement
 - Valoriser les entreprises engagées dans la prévention des déchets, l'utilisation de matériaux biosourcés, par la communication, la création d'écolabels régionaux..."

Objectif F1

Amélioration la connaissance des flux de déchets, de l'organisation et des pratiques

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux conduisant à :

- Une obligation de suivi de l'atteinte des objectifs du plan
- La traçabilité des déchets
- La preuve de la traçabilité des opérations de dépôts des déchets des chantiers
- Une obligation de justification d'un tri préalable pour éliminer les déchets dans des ISD ou UI
- L'assurance de réemploi ou de recyclage d'au moins 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers des maîtrises d'ouvrage publique de construction ou d'entretien routiers
- Mieux connaître les gisements
- Assurer la traçabilité des flux
- Eradiquer les pratiques illégales.

Orientation concernée : F - Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones prioritaires **Tout le territoire**

Résultats attendus

- Une meilleure connaissance des gisements de déchets d'activité et de déchets du BTP.
- L'amélioration des taux de captage et de valorisation de ces flux.
- Une meilleure connaissance des pratiques

Indicateurs de suivi

Création d'un observatoire des DAE (OF-1-75/76)

Nombre de groupes de travail menés (OF-1-75/76/77)

Avancement des étapes permettant de définir le gisement (OF-1-75/76/77)

Extension de l'observatoire aux DAE et DBTP (OF-1-77)

Création d'un observatoire du réemploi (OF-1-78)

Nombre de chantiers faisant appel au réemploi (OF-1-78)

Nombre de communications sur les diagnostics déchets sur les chantiers (OF-1-79)









Nombre de formations réalisées (OF-1-79)









Plan d'actions

4 actions à enclencher d'ici 2027 et 1 action à enclencher d'ici 2033

OBJECTIF F1

Amélioration la connaissance des flux de déchets, de l'organisation et des pratiques

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OF-1-75 Appliquer la méthodologie nationale d'évaluation des gisements des DAE définie par l'ADEME	3	3	2027	DAE	Non chiffrable	OEC (OTD)	ECPI, DREAL Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	OEC
OF-1-76 Suivre les taux de collecte et les modes de valorisation	1	2	2027	DAE BTP	Non chiffrable	OEC (OTD)	ECPI OEC Chambres consulaires Fédérations DREAL Eco organismes	OEC
OF-1-77 Poursuivre le déploiement d'une dynamique d'observation des DAE et des DBTP	2	2	2027	DAE BTP	Non chiffrable	OEC (OTD)	ECPI, DREAL OEC Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	OEC

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OF-1-78 Créer une dynamique d'observation de la réutilisation	2	3	2033	DMA DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires	Democles (Ecosystem) Fédérations professionnelles ADEME OEC	OEC
OF-1-79 Accompagner et animer les acteurs pour définir une méthodologie de suivi des déchets de chantier Favoriser les diagnostics et les accompagnements individuels Renforcer la sensibilisation à la question des déchets du BTP dans les formations professionnelles - Instaurer la mise en œuvre d'audits pour accompagner les entreprises à la mise en place de la réduction à la source de leurs déchets et l'optimisation de leur valorisation/traitement - Valoriser les entreprises engagées dans la prévention des déchets, l'utilisation de matériaux biosourcés, par la communication, la création d'écolabels régionaux...	1	2	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires	Democles (Ecosystem) Fédérations professionnelles ADEME OEC	OEC

CREER DU LIEN ENTRE LES TERRITOIRES ET LES ACTEURS DU TERRITOIRE

Afin créer une émulation autour du sujet de l'économie circulaire et de la gestion des déchets, les acteurs corses (territoires, entreprises, chambres consulaires et associations) doivent développer les rencontres pour faire émerger des projets communs et s'engager dans des actions et démarches partagées et mutualisées à différentes échelles (ECPI, zones d'activités, etc.) et adaptées aux différents profils du territoire (agglomérations, littoral, montagnes...).

Une action est prévue pour aboutir à cet objectif et est déclinée dans **l'orientation G : Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire** :

- **OG1 – Créer du lien autour de la problématique "Déchets" – 1 action** :
 - Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux :
 - V1 : Proposer des animations semestrielles avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales
 - V2 : Elargir les débats à d'autres lieux de concertation (hors déchets)



Objectif G3

Créer du lien autour de la problématique "Déchets"

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Un besoin de créer plus de liens et d'échanges entre les acteurs et de développer des actions et démarches partagées et mutualisées à différentes échelles (ECPI, zones d'activités, etc.) et adaptées aux différents profils du territoire (agglomérations, littoral, montagnes...).

Orientation concernée : G - Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Zones prioritaires **Tout le territoire**

Collectivité de Corse

Résultats attendus

- Développer les solutions de proximité, limiter les exportations, créer de l'activité économique sur le territoire

Indicateurs de suivi

Nombre total d'acteurs économiques en réseaux en lien avec la valorisation des déchets d'activités économiques

Nombre total de lieux de concertations ne portant pas sur les déchets ayant intégré ce sujet dans les débats









Nombre total d'animations semestrielles avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF G3

Créer du lien autour de la problématique "Déchets"

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
<p>OG-3-85</p> <p>Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux</p> <p>V1 : Proposer des animations semestrielles avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales</p> <p>V2 : Elargir les débats à d'autres lieux de concertation (hors déchets)</p>	1	2	2027	DMA DAE BTP	Non chiffable	<p>EPCI (DMA) Eco-organismes (concernés)</p> <p>CCI, CRMA, CA, AUE (Autres flux) Eco-organismes (concernés) Fédérations professionnelles Opérateurs de gestion des déchets</p>	<p>ADEME OEC</p>	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

AMELIORER LES PRATIQUES DE CHACUN GRACE A LA FORMATION ET A LA SENSIBILISATION

L'état des lieux a montré un fort besoin de sensibilisation et de formation des acteurs sur la question des déchets, à la fois sur la connaissance de leurs responsabilités mais également sur les pratiques existantes. A l'heure actuelle, les dispositifs d'accompagnement existants sont pourtant peu utilisés.

Afin d'améliorer l'accès à la connaissance des acteurs du territoire, le Plan préconise la mise en place de plusieurs actions déclinées dans **l'orientation H : Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques** :

- **OH1 : Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques - 6 actions :**
 - Organiser des formations pour les entreprises sur les critères d'achats durables :
 - Dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire
 - Développer le concept d'achat durable
 - Organiser des formations pour les entreprises sur le rôle et la place des espaces verts.
 - Diffuser un guide des bonnes pratiques des solutions existantes localement.
 - Former les acteurs économiques aux rôles de chaque acteur et leur compétence légales en vigueur.
 - Donner de la visibilité aux dispositifs d'accompagnement et aux services existants de collecte.
 - Former les responsables et agents aux bonnes pratiques (tri 5-6 flux).
- **OH2 : Promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets - 7 actions :**
 - Travailler avec les organismes de formation initiale et continue pour développer des modules, concernant la conception du programme fonctionnel de travaux, la mise en place du tri sur les chantiers, les modalités de gestion spécifiques des DD (amiante, emballages souillés...), la valorisation des déchets auprès de toutes les parties prenantes (maitres d'ouvrage, architectes, maîtrise d'œuvre...)
 - Encourager la réalisation d'un diagnostic précisant les conditions de réemploi et de valorisation des matériaux dans le cadre d'opérations de démolition ou de réhabilitation significative
 - Diffuser des bonnes pratiques de gestion déblais/remblais, etc., à l'occasion de rendez-vous professionnels non liés spécifiquement à la gestion des déchets
 - Faciliter la visibilité des services existants en travaillant sur différents supports de communication existants ou à créer, en relayant l'information sur différents médias complémentaires
 - Promouvoir les modes d'exploitation vertueux, les démarches RSE, y compris sur le plan social, en favorisant les actions d'insertion
 - Formaliser la déclinaison des chartes d'engagement volontaires individuelles et collectives à l'échelle de la Corse, communiquer largement sur celles-ci

- Communiquer régulièrement et via différents types de médias sur des initiatives extraterritoriales et interroger sur leur reproductibilité en Corse pour faciliter l'acculturation des parties prenantes



Objectif H1

Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des gisements de production de déchets élevés en 2018 et projetés à 2033 et un fort besoin de sensibilisation des producteurs, à la fois pour les informer sur leur responsabilité, mais aussi sur les bonnes pratiques et les gains correspondants. La mise en place d'une organisation adaptée de la gestion des déchets (solutions de collecte, de valorisation ou de traitement) ne suffit pas nécessairement à obtenir une meilleure gestion des déchets. L'accompagnement des acteurs est un axe incontournable pour y arriver. Les entreprises ont un rôle clé dans le bon fonctionnement des orientations mises en place.

Il s'agit :

- De former et sensibiliser les professionnels via différents vecteurs et sur l'ensemble des thématiques
- De diffuser les bonnes pratiques et communiquer régulièrement sur l'existants, les innovations, etc.

Orientation concernée : H - Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

Collectivité de Corse

(OH-01-93/94/95)

ECPI

(OH-01-90/92/96)

Zones prioritaires

Les actions sont à développer en priorité sur les zones concentrant le plus d'entreprises et devront à terme être étendues à tout le territoire (OH-1-90/92)

Résultats attendus

- Permettre une réduction des déchets produits par les entreprises du territoire

Indicateurs de suivi

Nombre de formations auprès des entreprises sur les critères d'achats durables (OH-1-90)

Nombre de formations auprès des entreprises au rôle et à la place des espaces verts autour des entreprises (OH-1-92)

Avancement du guide (OH-1-93)

Nombre de supports de guides distribués (ou téléchargés) (OH-1-93)

Nombre de formations réalisées (OH-1-94)

Nombre d'acteurs formés (OH-1-94)

Liste des dispositifs existants (OH-1-95)

Nombre de communications réalisées (OH-1-95)

Nombre de formations réalisées (OH-1-96)

Nombre d'acteurs formés (OH-1-96)









Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2024 et 5 actions à réaliser d'ici 2027

OBJECTIF H1

Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques

Action	Priorité 	Com- plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur
OH-1-90 Organiser des formations pour les entreprises sur les critères d'achats durables : - Dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire - Développer le concept d'achat durable	2	2	2027	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC ODARC	OEC
OH-1-92 Organiser des formations pour les entreprises sur le rôle et la place des espaces verts	3	2	2027	DAE	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC EPCI	OEC

Action	Priorité 	Com- plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OH-1-93 Diffuser un guide des bonnes pratiques des solutions existantes localement	2	2	2024	DAE BTP	Réalisation d'un guide : ~25 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-1-94 Former les acteurs économiques à leur rôle compétences légales en vigueur	1	2	2027	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-1-95 Donner de la visibilité aux dispositifs d'accompagnement et aux services existants de collecte	2	1	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-1-96 Former les responsables et agents aux bonnes pratiques (tri 5-6 flux)	2	2	2027	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif H2

Promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets

- Réglementaire
- Nécessaire
- Volontaire

Contexte

Des gisements de production de déchets élevés en 2018 et projetés à 2033 et un fort besoin de sensibilisation des producteurs, à la fois pour les informer sur leur responsabilité, mais aussi sur les bonnes pratiques et les gains correspondants. La mise en place d'une organisation adaptée de la gestion des déchets (solutions de collecte, de valorisation ou de traitement) ne suffit pas nécessairement à obtenir une meilleure gestion des déchets. L'accompagnement des acteurs est un axe incontournable pour y arriver. Les entreprises ont un rôle clé dans le bon fonctionnement des orientations mises en place.

Il s'agit :

- de former et sensibiliser les professionnels via différents vecteurs et sur l'ensemble des thématiques
- de diffuser les bonnes pratiques et communiquer régulièrement sur l'existants, les innovations, etc.

Orientation concernée : H - Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones prioritaires

Les actions sont à développer en priorité auprès des entreprises de BTP du territoire et aux maîtres d'ouvrages puis devront être étendues à l'ensemble des professionnels du territoire

Résultats attendus

- Augmenter le captage et la valorisation des déchets d'activités.
- Améliorer la connaissance des filières existantes.

Indicateurs de suivi

Nombre d'organismes de formation proposant au moins 1 module en lien avec les déchets (OH-2-97)

Nombre de formations réalisées (OH-2-97)

Nombre d'acteurs formés (OH-2-97)

Support de communication réalisé (OH-2-98/99/101/103)

Nombre de canaux et fréquence de diffusion (OH-2-98/99/100/101/102/103)

Nombre de supports de communication existants (OH-2-100)

Avancement de la rédaction des chartes d'engagement (OH-2-102)

Nombre de chartes signées (OH-2-102)









Plan d'actions









4 actions à enclencher d'ici 2027 et 3 actions à enclencher d'ici 2033











OBJECTIF H2

Promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OH-2-97 Travailler avec les organismes de formation initiale et continue pour développer des modules, concernant la conception du programme fonctionnel de travaux, la mise en place du tri sur les chantiers, les modalités de gestion spécifiques des DD (amiante, emballages souillés...), la valorisation des déchets auprès de toutes les parties prenantes (maitres d'ouvrage, architectes, maîtrise d'œuvre...)	1	3	2033	BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-2-98 Encourager la réalisation d'un diagnostic précisant les conditions de réemploi et de valorisation des matériaux dans le cadre d'opérations de démolition ou de réhabilitation significative	1	2	2027	BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OH-2-99 Diffuser des bonnes pratiques de gestion déblais/remblais, etc., à l'occasion de rendez-vous professionnels non liés spécifiquement à la gestion des déchets	3	3	2033	BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-2-100 Faciliter la visibilité des services existants en travaillant sur différents supports de communication existants ou à créer, en relayant l'information sur différents médias complémentaires	2	2	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-2-101 Promouvoir les modes d'exploitation vertueux, les démarches RSE, y compris sur le plan social, en favorisant les actions d'insertion	3	2	2033	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OH-2-102 Formaliser la déclinaison des chartes d'engagement volontaires individuelles et collectives à l'échelle de la Corse, communiquer largement sur celles-ci	3	2	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-2-103 Communiquer régulièrement et via différents types de médias sur des initiatives extraterritoriales et interroger sur leur reproductibilité en Corse pour faciliter l'acculturation des parties prenantes	3	3	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

2.1.2/ Installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer

Conformément à l'article R541-16 du Code de l'environnement, le plan mentionne les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre ses objectifs et de gérer l'ensemble de déchets pris en compte, dans le respect des limites mentionnées à l'article R. 541-17 et en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance. Le présent paragraphe décrit ces installations.

La réglementation fixe un certain nombre d'objectifs en termes de traitement :

- Limitation des capacités annuelles d'élimination des déchets non dangereux non inertes (Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD) :
 - Stockage : en 2025, 50% des quantités admises en 2010
 - Incinération sans valorisation énergétique : en 2025, 50% des quantités admises en 2010
- Assurer la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques disponibles (Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) : Assurer la valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025
- Respecter le principe de proximité et la prise en compte des bassins de vie (Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD) : Assurer la gestion des déchets à l'échelle du bassin de vie, en fonction de la nature des déchets considérés et de la viabilité économique des modes de traitement envisagés.
- Valoriser sous forme matière 70 % des déchets du BTP (Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD) : Valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics à l'horizon 2020

De plus, l'évolution des tonnages des différents flux va conduire à la nécessité de repenser les filières de traitement du territoire.

LES INSTALLATIONS DE COLLECTE

Pour les ménages, améliorer le maillage des déchèteries publiques et les disparités territoriales en créant des infrastructures adaptées aux besoins des territoires avec par exemple :

- des déchèteries de grande taille pour les zones urbaines (CAB et CAPA, Rive Sud ajaccienne)
- des équipements de taille plus modeste ou de proximité (éco-points) pour les zones rurales.

Pour les non-ménages : Un meilleur accès aux déchèteries publiques et la création de déchèteries professionnelles permettra d'améliorer le captage et la traçabilité des déchets professionnels. Plusieurs sites sont à répartir sur le territoire (en nombre suffisant et adapté), afin :

- D'accueillir à minima les 6 flux règlementaires : bois, fractions minérales, métal, verre, plastique, plâtre et déchets d'amiante liée.

- De permettre aux professionnels y compris du BTP de trouver des sites adaptés à leurs besoins (tonnages, type de flux, horaires...) avec des filières agréées.

Les déchèteries publiques devront être adaptées en zones rurales pour faciliter l'accès des professionnels. Les études de préfiguration à l'échelle des EPCI peuvent permettre de participer à identifier de quelles manières faire évoluer les déchèteries pour permettre de faciliter l'accès des professionnels aux déchèteries dans les zones rurales où une déchèterie professionnelle ne peut être créée.

Les déchèteries professionnelles seront à développer pour permettre d'avoir un point de collecte dans 1 rayon de 20 min autour des zones de fortes productions.

LES INSTALLATIONS DE VALORISATION MATIERE

La part de déchets orientés vers la valorisation matière va augmenter de plus de 200% par rapport à 2018 avec la mise en place des actions du Plan. Plusieurs installations sont à créer pour atteindre les objectifs de valorisation de la réglementation et du Plan :

- Au moins 2 centres de tri DMA (emballages – papier - cartons) pour un tonnage total entrant de 37 000 tonnes
- Au moins 2 à 4 centres de tri DAE et DND du BTP pour un tonnage entrant de 240 000 tonnes. A localiser selon les bassins de production (évaluation et répartition géographique précise des gisements à effectuer au préalable). Sur la base des cartes de gisements les zones les plus propices à une implantation semblent être Grand Ajaccio, Grand Bastia, Plaine Cortenais et Extrême Sud).
- Au moins 1 centres de recyclage des inertes du BTP par grand territoire soit au moins 6 pour un tonnage entrant de 360 à 410 000 tonnes
- La mutualisation de concasseurs mobiles (au moins 1 loueur par grand territoire soit au moins 6 loueurs sur le territoire).

Compte tenu des objectifs de valorisation et de l'augmentation des tonnages à valoriser et à diriger vers les installations de tri, le Plan reste ouvert à la création d'équipements de transfert en vue de l'optimisation de la logistique (exemple centre de regroupement de tri pour rupture de charge).

LES INSTALLATIONS DE VALORISATION ORGANIQUE

Selon les objectifs de prévention et de collecte des biodéchets du Plan, ce sont, en 2033, au moins 20 000 tonnes de biodéchets et déchets verts qui seront à traiter sans compter les déchets organiques des DAE et DBTP qui n'ont pu être évalué à ce jour.

Dans ce cadre, et afin de pouvoir assurer le traitement de ces déchets sur le territoire, dans un principe de proximité et d'autosuffisance, il sera nécessaire de **mieux identifier et suivre les capacités de traitement des déchets organiques et anticiper les besoins à venir.**

En termes de valorisation organique, plusieurs installations peuvent être envisagées :

- En priorité (selon les préconisations du Schéma régional Biomasse), en complément des solutions de proximité immédiate (compostage individuel et



partagé), des plateformes de compostage de proximité à développer sur chaque Communauté de communes ou d'agglomération dans une logique de proximité.

- En second, 2 unités de méthanisation de 30-40 kt/an sur les zones les plus productrices (Ajaccio et Bastia) pour les flux organiques.

Les besoins de ces 2 unités sont à étudier de manière approfondie à l'issue d'une meilleure connaissance des gisements de DAE et DBTP (quantité et qualité) et pour assurer la présence de débouchés pérennes sur le territoire. Pour répondre aux objectifs réglementaires il sera nécessaire d'associer de la valorisation de CSR (chaudière), détail voir le chapitre 3.

LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DECHETS RESIDUELS

Les capacités de stockage des ISDND sur le territoire arrivent progressivement à terme. Dès 2021, la capacité de stockage en ISDND sera inférieure au besoin. La situation s'aggravera encore en 2030 lors de la fermeture de l'ISDND de SARL Lanfranchi Environnement faisant passer la capacité de stockage à un niveau inférieur au tonnage réglementaire autorisé par la LTECV (90 000 tonnes). Bien qu'en dehors de la période du PTPGD, celui-ci doit tendre vers l'objectif de LAGEC concernant la limite d'enfouissement de 10% des DMA produits à horizon 2035. Un objectif encore plus ambitieux à prendre en compte dans les années futures.

Conformément à la hiérarchie des modes de traitement, il convient de favoriser la valorisation énergétique des déchets résiduels par rapport à l'incinération sans valorisation ou le stockage, tout en respectant le principe de proximité et en veillant à limiter le transport des déchets.

Sont entendus par déchets résiduels, les déchets qui n'auraient pas pu être réduits, ou valorisés sous forme matière ou organique, conformément aux objectifs du présent Plan

Ainsi, il convient de privilégier en priorité toutes les solutions hors ISDND au regard des contraintes réglementaires pour l'enfouissement (90 000 tonnes maximum), soit 2 solutions possibles préétudier dans le cadre de l'élaboration du PTPGD mais à approfondir après une meilleure connaissance des gisements notamment DAE et DBTP :

- Créer une Unité de Valorisation Énergétique pour 140 000 tonnes entrantes (OMr, Tout-venant, DAE et DND BTP)
- Créer deux centres de sur-tri pour 100 000 tonnes entrantes (OMr et tout-venant) au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMR avec valorisation du CSR (au moins 1 chaudière).

Nota bene : A noter que ces 2 solutions potentielles s'ajoutent à celle de la méthanisation proposée plus haut. L'une des 3 sera à retenir à l'issue d'une étude plus approfondie ;

En second, la création de capacité de stockage dans la limite de 90 000 tonnes/an. Cette filière est donc à envisager dans 2 cas de figure :



- De manière couplée avec des solutions de valorisation énergétique (UVE ou surtri avec valorisation CSR) pour permettre de gérer les flux non valorisables par ces installations.
- En complément de l'export, si la filière stockage reste majoritaire.

Un casier de stockage du plâtre et un casier de stockage de l'amiante devront également être prévus sur une ISDND.

2.1.3/ Gestion des déchets produits en situation exceptionnelle

Selon le Décret du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets, le plan territorial doit préciser « l'identification des installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits en situation exceptionnelle, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, en distinguant ceux dont la production trouve sa cause dans le caractère exceptionnel de la situation et ceux dont la collecte et le traitement peuvent se voir affectés par cette situation. Les précisions concernant l'organisation de la collecte sont coordonnées avec les dispositions relatives à la sécurité civile prises notamment par les communes et leurs groupements. »

Dans le cas d'une catastrophe naturelle, la commune est productrice et détentrice des déchets. Elle doit mettre en place la collecte des déchets des ménages sans nuire à la salubrité publique. Le maire (L2212-2 et L2224-13 et suivant du CGCT) reste la personne responsable de la gestion des déchets issus de situations exceptionnelles, qu'il s'agisse de déchets dangereux et non dangereux.

Au titre de l'article L2215-1 du CGCT, le représentant de l'État dans le département peut prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité. Ainsi lorsque l'ampleur du sinistre le nécessite ou en cas de défaillance du maire ou si ce dernier en fait la demande, l'État peut intervenir.

À ce jour, selon la base des données sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), aucune installation de stockage temporaire des déchets n'est identifiée sur le territoire.

A l'échelle nationale, plusieurs enjeux ont été soulevés concernant la gestion des déchets en situations exceptionnelles, et notamment :

- Un manque d'information sur les retours d'expériences concernant la gestion des situations de crise et sur la gestion des déchets générés : les informations ne sont pas compilées à une échelle territoriale et les collectivités manquent de retours sur les actions entreprises par leurs voisines.
- Un manque d'anticipation de certaines collectivités en charge de la gestion des déchets et peu de prise en compte d'un volet opérationnel dans les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS).

Les enjeux d'une bonne gestion de crise sont pourtant importants : il s'agit notamment d'atténuer les coûts humains, socio-économiques et environnementaux par une préparation individuelle et collective adaptée, et de favoriser la résilience après la crise.



Il conviendrait d'accompagner les collectivités en charge de la gestion des déchets et autres parties prenantes sur cette problématique et les inciter :

- A identifier les potentielles situations de crise auxquelles leur territoire est sujet, les conséquences potentielles à la fois sur la production de déchets et sur l'organisation de la gestion des déchets qu'ils soient réguliers ou issus de la crise (adaptation des circuits de collecte, disponibilité des installations...),
- A définir une organisation en conséquence, comprenant notamment :
 - L'identification et la hiérarchisation des flux à traiter,
 - L'identification de points de stockage intermédiaires ou zones de regroupement,
 - L'identification des exutoires possibles, en respectant si possible la hiérarchie des modes de gestion et le principe de proximité.
- A intégrer un volet déchets aux Plans communaux de sauvegarde, à formaliser des plans de continuation d'activité.

Dans une logique d'amélioration continue et de capitalisation des retours d'expérience, Il est demandé aux acteurs concernés de réaliser un bilan post catastrophe de manière à :

- Évaluer les quantités de déchets prises en charge et les comparer aux quantités théoriques,
- Évaluer le coût réel de la gestion des déchets post catastrophes,
- Évaluer les dispositifs mis en place,
- Proposer des actions correctives et améliorer la préparation de la gestion d'une prochaine crise,
- Faire bénéficier l'ensemble des acteurs de retours d'expérience.

3/ Planifications spécifiques

3.1/ DMA et déploiement de la tarification incitative

Selon le décret du 19 juin 2016, le plan comprend une planification spécifique aux déchets ménagers et assimilés qui inclut notamment : « une synthèse des actions prévues concernant le déploiement de la tarification incitative pour les déchets ménagers et assimilés »

Objectif OA7 : Renforcer la prévention par un financement adapté

Il s'agira ainsi d'atteindre, conformément aux objectifs de la loi, entre 80 % et 100% de la population couverte en 2027.

Les actions prévues sont les suivantes :

- Accompagner les ECPI pour la mise en place d'une tarification incitative,



- Communiquer et former les élus et techniciens des collectivités
- Communiquer largement sur la tarification incitative auprès des usagers
- Financer les missions d'étude de préfiguration à la mise en place de la tarification incitative pour chaque EPCI et les missions de déploiement

3.2/ Déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques

Selon le décret du 19 juin 2016, le plan comprend une planification spécifique aux déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques relevant des filières à responsabilité élargie des producteurs qui inclue notamment :

« - une planification de l'implantation des centres de tri nécessaires dans le cadre de l'extension progressive des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques prévue par l'article L. 541-1;

« - une planification du déploiement de modalités harmonisées de collecte séparée des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques, à l'aide de schémas types harmonisés d'organisation de la séparation des flux de déchets, de consignes de tri correspondantes et de couleurs des contenants associés prévus à l'article 80 de la loi no 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

L'extension des consignes de tri a été déployée en Corse en 2018. Toutefois, le territoire ne dispose d'aucun centre de tri et effectue uniquement un pré-tri avant envoi sur le continent.

Les actions mises en place dans PTPGD en lien avec l'amélioration du captage et de la prévention des déchets vont avoir un impact important sur les tonnages d'emballages et de papiers à trier des DMA et des DAE mais également sur d'autres flux valorisables.

En 2033, le tonnage d'emballages et papiers à trier sera compris entre 22 400 et 23 300 tonnes soit 140 à 150% de plus qu'en 2018.

Planification de l'implantation des centres de tri

Le plan prévoit ainsi la création de 2 centres de tri DMA (emballages - papier - cartons) par grand bassin de production (Ajaccio et Bastia).

Les études menées sur ces 2 centres de tri sont à ce jour terminées. Leur dimensionnement a été discuté en COPIL avec les partenaires du projet (SYVADEC, ADEME, OEC et CITEO).

Actions en lien avec les emballages et les papiers

Plusieurs orientations du plan ont trait aux emballages et aux papiers :

Objectif OB1 : Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri

- Déployer la collecte en porte-à-porte pour les emballages partout où c'est possible
- Accompagner les ERP assimilés aux ménages (diagnostics et mise en place de collectes mutualisées ou non) pour le tri des emballages, papiers/cartons
- Développer la collecte des cartons (10% des flux) par l'ajout de bacs adaptés ou des collectes spécifiques.

Objectif OB4 : Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Accompagner les entreprises du secteur touristique dans la mise en œuvre du tri 6 flux
- Identifier les zones blanches et faciliter la mise en place de points de collecte de proximité
- Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée.

Objectif OC3 : Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables
- Valoriser les entreprises engagées dans la gestion des déchets
- Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales)
- Favoriser l'implication d'acteurs locaux et les dynamiques public-privé pour une pérennité des services (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)
- Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques.

3.3/ Biodéchets

Selon le décret du 19 juin 2016, le plan comprend une planification spécifique aux biodéchets qui inclue notamment :

« – un recensement des mesures de prévention des biodéchets, dont les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire ;

« – une synthèse des actions prévues concernant le déploiement du tri à la source des biodéchets par les collectivités territoriales en application de l'article L. 541-1;



« – l'identification des possibilités de mutualisation des collectes et des traitements des flux des biodéchets des ménages, des biodéchets des entreprises et des déchets organiques des exploitations agricoles ;

Recensement des actions de prévention et de lutte contre le gaspillage alimentaire

En 2018, la collecte de biodéchets auprès des ménages et petits producteurs en porte à porte était mise en place sur 10 ECPI représentant près de 216 000 habitants. Le gisement collecté (1800 tonnes) ne représentait pourtant que 5% du gisement global estimé à 34 000 tonnes/an.

La prévention de la production de ces biodéchets est un des axes majeurs du plan ; parmi les principes phares détaillés dans les objectifs, figurent ainsi les objectifs suivants :

Objectif OA6 : Prévenir la production de biodéchets et déchets verts et renforcer le tri à la source

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Réduire le gaspillage alimentaire dans la production alimentaire, la distribution et la restauration :
 - Production : développer le don, la vente, la transformation des produits déclassés alimentaires, en lien avec la pré-feuille de route pour une économie 100% circulaire, mesure phare n°6 : concernant l'extension des dons à autres acteurs (industries agro-alimentaires, ...)
 - Distribution : inciter au tri à la source dans les GMS, inciter à vendre les produits « en dehors du standard esthétique » à prix attractifs, communiquer sur les dates de péremption (DLUO, DLC, ...)
 - Contrôler l'obligation de dons par les grandes surfaces (> 400 m²) et sensibiliser / informer / accompagner les petites surfaces (< 400 m²),
 - Restauration collective : Assurer la formation des restaurateurs (faire la promotion des circuits courts et de la saisonnalité des produits, accompagner les gestionnaires dans la rédaction de leurs cahiers des charges) ; et mener des actions de sensibilisation envers ces professionnels

Synthèse des actions prévues concernant le déploiement du tri à la source des biodéchets par les collectivités territoriales

Le tri à la source pourra se faire en mettant en place, sur l'ensemble du territoire régional, en combinant des solutions de prévention (compostage individuel et partagé) et les collectes séparées afin de réduire la part des biodéchets résiduels en mélange dans les OMr et capter entre 80 et 100% du gisement potentiel en 2033.

En plus des actions de prévention identifiées ci-avant, le PTPGD fixe des objectifs forts en termes de tri des biodéchets avec :

Objectif OA6 : Prévenir la production de biodéchets et déchets verts et renforcer le tri à la source

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Evaluer et mettre en œuvre les solutions de tri à la source des biodéchets pour chaque ECPI et étudier les interactions avec le SPGD (OMr notamment)
- Accompagner les ECPI pour la mise en place d'une gestion séparative des biodéchets
- Promouvoir des solutions de gestion à la source : composteurs individuels, partagés, mise à disposition de broyeurs, ... pour réduire les volumes de déchets verts entrants dans le SPGD
- Créer un réseau de référents (un maître composteur par ECPI) pour sensibiliser, rappeler la réglementation et la destination du compost
- Favoriser la mise en place de composteurs individuels, avec une formation et une aide à l'équipement des particuliers par les ECPI en partenariat avec le SYVADEC
- Identifier les prérequis au déploiement du compostage partagé sur des zones urbaines denses avant son déploiement effectif
- Pour les professionnels :
 - Accompagner les acteurs de la grande-distribution et les restaurateurs dans la mise en place du tri à la source des biodéchets
 - Développer la collecte séparée pour les gros producteurs en commençant d'abord les établissements publics (collège, lycée,...) et la restauration collective
 - Identifier les mutualisations possibles entre les déchets des ménages, les déchets des professionnels et les déchets agricoles, et suivre la mise en place progressive des collectes de biodéchets des professionnels et des capacités de traitement, en parallèle.

Synthèse des actions prévues concernant la valorisation des biodéchets

Le PTPGD fixe également des objectifs forts en termes de valorisation des biodéchets avec :

Objectif OC2 : Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Associer la gestion des invendus à des fins de transformation
- Accompagner les agriculteurs pour le déploiement d'unités de méthanisation
- Adapter la production aux justes besoins et aux débouchés identifiés



- Développer des capacités de proximité de valorisation organique des biodéchets (unité de compostage publiques ou privées, unité de méthanisation)
- Favoriser les bonnes pratiques de valorisation des déchets verts en s'appuyant sur les recommandations de l'ADEME (Guide des bonnes pratiques « Alternatives au brûlage des déchets verts, les collectivités se mobilisent »)
- Promouvoir les retours d'expériences des GIEE (groupements d'intérêts économiques et environnementaux) sur la méthanisation agricole auprès des agriculteurs et identifier localement les potentiels de co-valorisation en liaison avec la chambre d'agriculture, les coopérative et les associations

Objectif OC3 : Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière

L'action à déployer est la suivante :

- Travailler collectivement avec la Fédération du commerce et de la distribution pour faciliter la valorisation des biodéchets

Identification des possibilités de mutualisation des collectes et des traitements des flux des biodéchets des ménages, des biodéchets des entreprises et des déchets organiques des exploitations agricoles

Les collectivités devront identifier la faisabilité économique et environnementale de mutualisations des collectes de biodéchets sur leur territoire (ménages et non ménages).

Les biodéchets collectés séparément devront être orientés prioritairement en compostage et/ou dans des unités de méthanisation agricoles ou territoriales pour répondre à des logiques de débouchés et de proximité.

3.4/ VHU

Planification des installations de traitement agréées

Selon le décret du 19 juin 2016, le plan comprend une planification spécifique aux déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques relevant des filières à responsabilité élargie des producteurs qui inclue notamment :

« une planification des installations de traitement agréées en adéquation avec le gisement du territoire »

4 345 VHU auraient été pris en charge au niveau de 9 centres agréés en 2017.



La fiche orientation OC6 détaille un objectif en lien avec la gestion des VHU :

Objectif OC6 : Promouvoir le prétraitement des DEEE et VHU

L'action à déployer est la suivante :

- Communiquer sur les filières de reprise des DEEE et des VHU et développer des filières locales.

A noter qu'une action est également prévue pour développer localement le traitement des BPHU pour lesquels aucune filière n'existe à ce jour.

3.5/ TLC

Planification des centres de tri

Selon le décret du 19 juin 2016, le plan comprend une planification spécifique aux déchets de textiles, linge de maison et chaussures relevant de la filière à responsabilité élargie des producteurs qui inclue notamment :

« Une planification des centres de tri de ces déchets. »

Pour rappel, concernant la filière Textiles, Linge de Maison et Chaussures (TLC), **seulement 11% du gisement total de TLC est capté** via les filières spécifiques, ce qui laisse une marge de progression considérable. Le PTPGD se fixe ainsi l'objectif de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de captage (4,6 kg/hab./an) et prévoit d'atteindre les objectifs de

- 5,1 kg/hab. en 2027
- Et 5,6 kg/hab./an en 2033

Pour cela, le Plan prévoit

- De mieux identifier le maillage du territoire et de le développer (déploiement de près de 220 bornes supplémentaires)
- De renforcer la communication et la sensibilisation

Aucun centre de tri des TLC n'est présent en Corse et les tonnages captés semblent insuffisants pour créer un centre de tri des TLC. Cependant, des démarches de prévention et d'économie circulaire peuvent être promues localement et l'exportation des tonnages peut être revue pour limiter les distances parcourues.

Actions en lien avec les TLC

Une orientation du plan est dédiée aux TLC :

Objectif OB2 : Augmenter les taux de captage des TLC

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Densifier le maillage de PAV et mobiliser les réseaux existants (caritatif et metteurs sur le marché)
- Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri à la source.

3.6/ Déchets du BTP

Selon le décret du 19 juin 2016, le plan comprend une planification spécifique aux biodéchets qui inclue notamment :

- « Une synthèse des actions relatives au déploiement de la reprise des déchets prévu par l'article L. 541-10-9, en coordonnant les distributeurs avec les déchèteries professionnelles et publiques qui acceptent ces déchets de manière à assurer une distance appropriée entre déchèteries permettant leur répartition pertinente sur le territoire
- L'identification en quantité et en qualité des ressources minérales secondaires mobilisables à l'échelle de la région de façon à permettre une bonne articulation avec le schéma régional des carrières défini aux articles R. 515-2 et suivants. ».

3.6.1/ Etat des lieux

La connaissance des gisements de déchets du BTP est limitée. L'état des lieux relatif aux déchets du BTP a estimé, sur la base plusieurs sources différentes, que 655 000 tonnes de déchets du BTP étaient produites en 2018 majoritairement par les entreprises de travaux publics (majoritairement des inertes).

Le réseau d'installations de gestion accessibles aux professionnels est assez peu structuré et parfois mal connu. Il bénéficie d'une faible visibilité auprès des différentes parties prenantes. Les tonnages de déchets provenant des activités du BTP en installation de valorisation ou de traitement en Corse ne sont pas connus par l'absence de données consolidées à l'échelle de la Corse.

Les mauvaises pratiques des acteurs du BTP sont courantes : dépôts sauvages, brûlage, gestion non conforme des déchets...

Plusieurs enjeux se détachent donc sur cette thématique :

- Mieux connaître les gisements
- Assurer la traçabilité des filières
- Augmenter les taux de captage
- Eradiquer les pratiques illégales
- Soutenir les débouchés de valorisation matière.

3.6.2/ Orientations et planifications

Actions de prévention et de réemploi

Le PTPGD fixe des objectifs en termes de prévention et de réemploi des déchets du BTP avec :

Objectif OA5 : Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation

Les actions à déployer sont les suivantes :



- Mettre en œuvre des audits préliminaires sur le territoire et communiquer largement sur les chantiers et démarches exemplaires et promouvoir et généraliser la mise en place de SOGED (Schéma d'Organisation et de gestion des déchets de chantier) ou SOSED (Schéma d'Organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier)
- Développer les initiatives liées au réemploi (bourse aux matériaux, recythèque...) sur les zones urbaines

Améliorer la collecte et le captage des déchets du BTP

En termes d'amélioration de la collecte et du captage des déchets du BTP, le PTPGD fixe plusieurs actions :

Objectif OB4 : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

L'action à déployer est la suivante :

- Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée.
- Identifier les acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction et engager des opérations de reprise en lien avec la fédération nationale (FNBM : fédération du négoce de bois et des matériaux de construction), les Chambres consulaires et les ECPI
- Travailler sur le déploiement de l'obligation de collecte des distributeurs (en reproduisant par exemple l'initiative de la CCI du Var, qui a initié un dialogue entre les distributeurs et 2 collectivités ZDZG, mais aussi FBTP, CAPEB, CMA)

Améliorer la connaissance des flux du BTP pour mieux planifier et organiser

Le PTPGD fixe des objectifs forts en termes d'amélioration de la connaissance des flux du BTP avec :

Objectif OF1 : Améliorer la connaissance des flux de déchets, de l'organisation et des pratiques

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Poursuivre le déploiement d'une dynamique d'observation des DAE et des DBTP
- Créer une dynamique d'observation du réemploi
- Accompagner et animer les acteurs pour définir une méthodologie de suivi des déchets de chantier
- Favoriser les diagnostics et les accompagnements individuels
- Renforcer la sensibilisation à la question des déchets du BTP dans les formations professionnelles
- Instaurer la mise en œuvre d'audits pour accompagner les entreprises à la mise en place de la réduction à la source de leurs déchets et l'optimisation de leur valorisation/traitement



- Valoriser les entreprises engagées dans la prévention des déchets, l'utilisation de matériaux biosourcés, par la communication, la création d'écolabels régionaux..."

Planification du maillage en installations de gestion des déchets du BTP

Le PTPGD prévoit sur son territoire le développement des centres de recyclage des inertes et la mutualisation de concasseurs mobiles avec mise en location.

Planification du maillage du territoire en installations de collecte des déchets amiantés

Selon le décret du 19 juin 2016, le plan comprend une planification spécifique aux déchets amiantés qui inclue notamment : « planification du maillage du territoire en installations de collecte de ces déchets ;

En 2017, près de 400 tonnes de déchets amiantés provenant de Corse ont été traités par les installations de traitement déclarant dans GEREPA en 2017. Aucune solution d'élimination n'existe sur le territoire.

Le manque d'exutoire et la méconnaissance du gisement rendent nécessaires la mise en place à court terme d'un suivi des besoins et des capacités disponibles en vue d'anticiper des créations de casiers sur le territoire.

La fiche orientation OB4 détaille un objectif en lien avec l'accès à des sites de collecte :

Objectif OB4 : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

L'action à déployer est la suivante :

- Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée.

En termes d'installation, le PTPGD prévoit la création de casiers amiante sur chaque ISDND du territoire et sur les zones amiantifères Haute-Corse.

4/ Bilan du PTPGD au regard des exigences réglementaires

La synthèse proposée ci-après illustre la manière dont le plan propose de décliner les orientations réglementaires nationales et européennes sur le territoire et les objectifs attendus au regard des thématiques majeures du plan :

- La réduction et la valorisation des déchets,
- Le traitement des déchets,
- La fiscalité,
- Les biodéchets,
- Les déchets du BTP.

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	Dans le détail	Objectifs du PTPGD	Situation régionale attendue en 2033
- 15% de DMA par hab. entre 2010 et 2030	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire		OA - Obj 2 Développement d'une consommation responsable OA - Obj 3 Elargir et développer les démarches d'écoconception OA - Obj 4 Développer une économie de fonctionnalité OA - Obj 5 Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation	Des PLP déclinés à l'échelle de toutes les ECPI
- 15% de DAE entre 2010 et 2030	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Réduction de 5 % des DAE par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP, en 2030 par rapport à 2010	OA - Obj 3 Elargir et développer les démarches d'écoconception OA - Obj 4 Développer une économie de fonctionnalité et de la réutilisation OA - Obj 5 Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse	Stabilisation du ratio de production de DAE en t/Meuro PIB, voir stabiliser les tonnages
Lutte contre le gaspillage alimentaire	Loi 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- Les commerces de détails alimentaires devront proposer la reprise gratuite des denrées alimentaires à une ou plusieurs associations. - Concerne les commerces dont la surface est supérieure à un seuil mentionné à l'article 3 de la loi n°72-657 du 13 juillet 1972 (400m ²) - Des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective des collectivités - Réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015 : d'ici 2025 dans les domaines de la restauration collective et de la distribution alimentaire, D'ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale	OA - Obj 6 Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source	-50 % en 2025
Tri à la source des déchets organiques et généralisation pour tous les producteurs d'ici 2024	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Obligation de tri à la source et de valorisation biologique de déchets composés majoritairement de biodéchets : obligation pour les producteurs de + 5 t/an à compter du 01/01/2023, à tous à partir du 31/12/2023 Principes incluant le compostage de proximité et la collecte séparée des biodéchets	OA - Obj 6 Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse	Mise en place d'une collecte séparative des biodéchets avec une approche par typologie de territoire et par gisements - 80 à 100% du gisement capté en 2033 Atteindre 105,5 kg/hab. de biodéchets détournés en 2033 A partir de 2024, tri pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	Dans le détail	Objectifs du PTPGD	Situation régionale attendue en 2033
Une extension à l'ensemble des emballages plastiques avant 2022	Décret du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD	- Une planification du déploiement de l'harmonisation des consignes de tri dans le cadre du futur PTPGD		Mise en place d'une solution de tri à la source adaptée à chaque Communauté de communes et d'agglomération
55% de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65% en 2025	Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte		OB - Obj 4 Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	Atteindre 65% de valo matière ou organique des DNDNI (DMA+DAE+BTP)
Un tri obligatoire des déchets de papier, métal, plastique, verre et bois et textiles	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- pour les entreprises qui n'ont pas recours aux services des collectivités territoriales pour la gestion de leurs déchets et pour les entreprises qui ont recours aux services des collectivités et qui produisent ou détiennent plus de 1 100 litres de déchets par semaine	OB - Obj 1 Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons OB - Obj 4 Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	Emballages et papiers : Améliorer les performances de collecte pour atteindre 63,5 kg/hab. Transfert de flux (OMR vers CS). Transfert de flux pour capter les 111 kg/hab. d'emballages papiers présents dans les OMR. Verre : 100% du verre des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population pour atteindre 64,4 kg/hab. Transfert de flux pour capter les 28,8 kg/hab. de verre présent dans les OMR cartons : 100% du carton ondulé des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population pour atteindre 42 kg/hab. Transfert de flux pour capter les 22,8 kg/hab. de carton présents dans les OMR.
Réduction des quantités stockées	Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Réduction de 30% des quantités de déchets non dangereux non inertes stockés entre 2010 et 2020 et de 50% entre 2010 et 2025 Limiter les DMA admis en ISD à 10 % des DMA produits en masse en 2035 Obligation d'une justification d'un tri préalable pour éliminer les déchets dans des ISD	OB - Obj 3 Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières OB - Obj 4 Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal) OC - Obj 5 Améliorer la valorisation matière des flux résiduels (OMR, Tout venant) OD - Obj 2 Disposer de capacités de stockage suffisantes et adaptées sur le long terme pour les DNDNI ayant fait l'objet d'un tri à la source et un surtri en amont	Atteindre les objectifs réglementaires : en 2025 à 50% des quantités admises en 2010

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	Dans le détail	Objectifs du PTPGD	Situation régionale attendue en 2033
Une limite aux capacités annuelles d'élimination des déchets non dangereux non inertes	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD	- Stockage : 2020 : 70% des quantités admises en 2010 2025 : 50% des quantités admises en 2010 - Incinération sans valorisation énergétique : 2020 : 75% des quantités admises en 2010 2025 : 50% des quantités admises en 2010	OB - Obj 3 Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières OB - Obj 4 Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal) OC - Obj 5 Améliorer la valorisation matière des flux résiduels (OMR, Tout venant) OD - Obj 2 Disposer de capacités de stockage suffisantes et adaptées sur le long terme pour les DNDNI ayant fait l'objet d'un tri à la source et un surtri en amont	'Atteindre les objectifs réglementaires : en 2025 à 50% des quantités admises en 2010
Assurer la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques disponibles	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Assurer la valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025	OD - Obj 1 Etudier la pertinence du recours à une filière de valorisation énergétique pour les déchets du territoire	
Respect du principe de proximité et prise en compte des bassins de vie	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD	- Assurer la gestion des déchets à l'échelle du bassin de vie, en fonction de la nature des déchets considérés et de la viabilité économique des modes de traitement envisagés.	OD - Obj 3 Disposer de capacités de stockage des inertes non valorisables suffisantes dans une logique de proximité	

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	Dans le détail	Objectifs du PTPGD	Situation régionale attendue en 2033
Progression vers la généralisation d'une tarification incitative	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD	Avec un objectif national de 15 millions d'habitants en 2020 et de 25 millions en 2025	OA - Obj 7 Renforcer la prévention par un financement adapté	80 à 100 % de la population couverte par la tarification incitative

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	Dans le détail	Objectifs du PTPGD	Situation régionale attendue en 2033
Lutte contre le gaspillage alimentaire	Loi 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	<ul style="list-style-type: none"> - Les commerces de détails alimentaires devront proposer la reprise gratuite des denrées alimentaires à une ou plusieurs associations. - Concerne les commerces dont la surface est supérieure à un seuil mentionné à l'article 3 de la loi n°72-657 du 13 juillet 1972 (400m²) - Des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective des collectivités - Réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015 : d'ici 2025 dans les domaines de la restauration collective et de la distribution alimentaire, D'ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale 	OA - Obj 6 Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source	-50 % en 2025
Tri à la source des déchets organiques et généralisation pour tous les producteurs d'ici 2024	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	<p>Obligation de tri à la source et de valorisation biologique de déchets composés majoritairement de biodéchets : obligation pour les producteurs de + 5 t/an à compter du 01/01/2023, à tous à partir du 31/12/2023</p> <p>Principes incluant le compostage de proximité et la collecte séparée des biodéchets</p>	<p>OA - Obj 6 Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source</p> <p>OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse</p>	<p>Mise en place d'une collecte séparative des biodéchets avec une approche par typologie de territoire et par gisements - 80 à 100% du gisement capté en 2033</p> <p>Atteindre 105,5 kg/hab. de biodéchets détournés en 2033</p> <p>A partir de 2024, tri pour tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets</p>
Un traitement qui s'oriente vers le compostage et la stabilisation de la biomasse	Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte Appels à projet pour le développement d'unités de méthanisation	Incluant la mise en œuvre d'une stratégie nationale de mobilisation de la biomasse (SNMB) et de schémas régionaux de biomasse	OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse	

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	Dans le détail	Objectifs du PTPGD	Situation régionale attendue en 2033
- 15% de DAE entre 2010 et 2030	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Réduction de 5 % des DAE par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP en 2030 par rapport à 2010	OA - Obj 3 Elargir et développer les démarches d'écoconception OA - Obj 4 Développer une économie de fonctionnalité OA - Obj 5 Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	Stabilisation du ratio de production de DAE en t/Meuro PIB, voir stabiliser les tonnages
Valorisation sous forme matière de 70 % des déchets du BTP	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD	Valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics à l'horizon 2020	OB - Obj 3 Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal) OC - Obj 4 Développer la valorisation des déchets inertes	0 dépôts sauvages à terme Développer la réutilisation sur chantier des déchets inertes à hauteur des ratios constatés par l'enquête SOES 2014 à partir de 2020 soit 23% de DI du bâtiment réutilisés sur d'autres chantiers et 36% des DI du TP réutilisés sur d'autres chantiers 70% de valorisation des déchets BTP (toutes natures confondues)
Priorité à l'utilisation des matériaux issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage des déchets	Décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PTPGD Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- Au plus tard en 2020, l'Etat et les collectivités territoriales s'assurent qu'au moins 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers de construction ou d'entretien routiers dont ils sont maîtres d'ouvrage sont réemployés ou orientés vers le recyclage ou les autres formes de valorisation matière - Des objectifs de valorisation à prendre en compte sur les chantiers de MO publique et dans les appels d'offres : 2017 : Au moins 50% en masse sur leurs chantiers de construction routiers 2020 : Au moins 60% en masse sur leurs chantiers de construction routiers	OA - Obj 5 Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	Développer la réutilisation sur chantier des déchets inertes à hauteur des ratios constatés par l'enquête SOES 2014 à partir de 2020 soit 23% de DI du bâtiment réutilisés sur d'autres chantiers et 36% des DI du TP réutilisés sur d'autres chantiers 70% de valorisation des déchets BTP (toutes natures confondues)
Reprise des déchets matériaux chez les distributeurs	Décret du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets	- Pour les distributeurs dont la surface est supérieure ou égale à 400 m ² et réalisant un chiffre d'affaires annuel de plus d'un million d'euros	OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	0 dépôts sauvages à terme 70% de valorisation des déchets BTP (toutes natures confondues)

Objectifs réglementaires à prendre en compte	Références réglementaires	Dans le détail	Objectifs du PTPGD	Situation régionale attendue en 2033
Un tri obligatoire des déchets de bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre	Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	- pour les entreprises qui n'ont pas recours aux services des collectivités territoriales pour la gestion de leurs déchets <u>et</u> pour les entreprises qui ont recours aux services des collectivités et qui produisent ou détiennent plus de 1 100 litres de déchets par semaine	<p>OB - Obj 3 Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels</p> <p>OC - Obj 1 Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques</p> <p>OC - Obj 2 Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse</p> <p>OC - Obj 3 Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)</p>	0 dépôts sauvages à terme '70% de valorisation des déchets BTP (toutes natures confondues)



5/ Suivi de la mise en œuvre du PTPGD

5.1/ Une gouvernance adaptée

Le Plan Territorial a pour objet de coordonner, à l'échelle régionale, les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets sur une période de 6 et 12 ans, et de contribuer, à travers le PTAEC, à la transition vers une économie circulaire.

Afin de s'assurer de la véracité de ce plan d'actions et de pouvoir engager rapidement si nécessaire des actions correctives en fonction de l'évolution du contexte, il convient de poursuivre un suivi régulier de sa mise en œuvre.

La Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi du Plan, composée avec un nombre d'acteurs conséquent pour une concertation élargie, aura été le cadre d'échanges aux différentes étapes de l'élaboration du PTPGD. De toute évidence, il ressort de ce processus la nécessité d'un débat plus permanent entre des acteurs aux points de vue et enjeux parfois différents. Ces échanges très constructifs méritent d'être prolongés au-delà ; il semble en effet primordial de maintenir une dynamique territoriale et de faire du Plan un outil vivant et adopté par l'ensemble des acteurs.

Par ailleurs, le bon déroulé des différentes actions inscrites dans le Plan ainsi que leur mise en œuvre s'appuient un certain nombre d'acteurs, « porteurs » ou « partenaires ». De fait, ceci rend nécessaire : les transmissions d'informations clés, les échanges entre acteurs concernés, le suivi de l'atteinte des objectifs, et, plus généralement, le pilotage et l'animation des actions.

Une étape supplémentaire a été franchie avec succès lors de l'élaboration du Plan Tous Déchets et il conviendra ainsi de continuer sur cette lancée avec :

- Une réunion d'une commission consultative a minima une fois par an pour suivre l'avancée des actions, notamment au travers des indicateurs ;
- Des réunions de groupes de travail pour mener à bien les actions, dans un calendrier qui sera défini en fonction des priorités.

5.2/ Un suivi assuré par l'Observatoire du territoire

L'observatoire initié avec le PIEDMA a vu ses missions s'amplifier dans le cadre du PPGDND et maintenant dans la réalisation du PTPGD. Il s'agit notamment d'une entité de suivi et d'évaluations des plans et donc d'un outil d'aide à la décision.

La Collectivité de Corse via l'OEC assure le suivi annuel de l'exécution des différents plans, dans le cadre des missions de l'Observatoire Territorial des Déchets (OTD), ce dernier trouve donc toute sa légitimité au travers des décisions prises lors de l'adoption des plans.

L'observatoire est en place officiellement depuis 2015 via les délibérations N°15/205 du 15 juillet 2015 et 17/300 du 22 septembre 2017 approuvant respectivement les Plans DND et DD et demandant à l'OEC d'établir des évaluations annuelles de leur gestion dans le cadre des missions de l'OTD.

Ses missions sont donc :



- De réaliser le suivi de l'évolution des flux de déchets - ressources dans le cadre d'une démarche partenariale la plus large possible en consolidant les données existantes ou par des travaux d'enquête,
- De proposer une synthèse des données disponibles à des fins de connaissance et d'aide à la décision,
- De travailler sur l'observation des déchets et des flux matières, et le déploiement de l'économie circulaire de manière globale.

Outre cette approche technique, il a également un rôle d'animation territoriale.

Enfin, il assure la liaison avec les régions limitrophes et les référents nationaux afin de permettre d'améliorer la connaissance des enjeux interrégionaux et nationaux et de guider les politiques publiques, notamment concernant les difficultés de déclinaison des objectifs réglementaires sur les territoires (limitation des capacités de mise en stockage, déploiement des filières REP...).

Cette organisation sera maintenue pendant la durée de la mise en œuvre du plan, avec le développement de nouveaux axes d'observation spécifiques notamment sur les déchets du BTP, le réemploi, la gestion des situations exceptionnelles...



Chapitre 5 De la gestion des flux à la gestion des ressources : Le Plan Territorial d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire

1/ De quoi parle-t-on ?

1.1/ L'économie circulaire, une approche plus vertueuse de nos activités

L'économie circulaire a pour ambition première de rendre la société, dans son ensemble, moins polluante et plus sobre dans l'utilisation des ressources tout en poursuivant un objectif de croissance économique et de création d'emplois. L'application de ce modèle permettrait de ne prélever qu'à hauteur de ce que la nature peut fournir et renouveler et de n'y rejeter que ce qu'elle pourrait absorber.

L'économie circulaire est donc centrée sur la notion de ressource et de boucle de matière. L'ADEME définit l'économie circulaire comme un système permettant de « limiter le gaspillage des ressources et l'impact environnemental en augmentant l'efficacité à tous les stades de l'économie des produits »¹⁵ et distingue sept piliers pour caractériser les actions relatives à l'Economie Circulaire, structurés en trois champs :

- La production et l'offre de biens et de services ;
- La consommation au travers de la demande et du comportement du consommateur (économique ou citoyen) ;
- La gestion des déchets avec le recours prioritaire au recyclage qui permet de boucler la boucle.

Figure 55: Les 3 domaines et 7 piliers de l'Economie Circulaire - Source ADEME, juin 2017¹⁶



¹⁵ Source ADEME : Fiche technique de l'Economie Circulaire (2014)

¹⁶ Le pilier Extraction/exploitation et achats durables était précédemment nommé approvisionnement durable.

1.2/ Un cadre réglementaire promouvant ces démarches

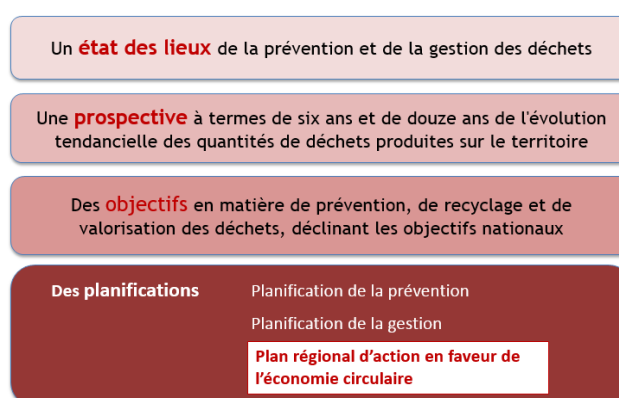
1.2.1/ La loi NOTRe, à l'origine de la planification spécifique

La loi portant sur la Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe¹⁷) a instauré plusieurs

documents de planification régionale. Parmi eux, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD) vise à coordonner à l'échelle régionale les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets quelles que soient leur nature, leur origine, leur destination. Il comprend les éléments suivants :



Figure 56: contenu du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets



Selon l'article R541-16 du code de l'environnement, le PTPGD prévoit « un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire telle que définie à l'article L. 110-1-1. » (Cf. Figure 56: contenu du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets). Ainsi le législateur, en choisissant d'intégrer ce plan, témoigne de sa volonté de développer l'économie circulaire en France.

L'article L110-1-1 du code de l'environnement (créé par la LTECV) auquel l'article fait référence définit l'Economie Circulaire comme visant « à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets.

La promotion de l'écologie industrielle et territoriale et de la conception écologique des produits, l'utilisation de matériaux issus de ressources naturelles renouvelables gérées durablement et issus du recyclage, la commande publique durable, l'allongement de la durée du cycle de vie des produits, la prévention des déchets, la prévention, la réduction ou le contrôle du rejet, du dégagement, de l'écoulement ou de l'émission des polluants et des substances toxiques, le traitement des déchets en respectant la hiérarchie des modes de traitement, la coopération entre acteurs économiques à l'échelle territoriale pertinente dans le respect du principe de

17 LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

proximité et le développement des valeurs d'usage et de partage et de l'information sur leurs coûts écologique, économique et social contribuent à cette nouvelle prospérité. ».

De la complétude de cette définition, il peut être distingué 3 idées clés :

- L'économie circulaire intègre les pratiques axées sur la prévention et la gestion des déchets (en suivant la hiérarchie des modes de traitement) ;
- L'économie circulaire intègre les pratiques axées sur la consommation sobre et responsable des ressources naturelles ;
- L'économie circulaire vise à favoriser la coopération entre acteurs afin d'accroître le développement local.

1.2.2/ La LTECV, un nouvel élan réglementaire dans le prolongement des lois Grenelle

La Commission Européenne a adopté en décembre 2015 une série de mesures dans le domaine de la production, la consommation et de la gestion des déchets visant à faciliter la transition de l'Europe vers une Economie Circulaire pour renforcer sa compétitivité, sa croissance économique durable et la création de nouveaux emplois. Ce **paquet « Economie Circulaire »** a été voté et amendé par le Parlement en avril 2018, qui a renforcé certains objectifs adoptés par la Commission Européenne, en particulier dans le domaine des déchets. Il fixe notamment :



- Pour les déchets dits municipaux : des objectifs de réemploi et de recyclage de 55% en 2025, 60% en 2030 et 65% en 2035.
- Pour les emballages : un objectif global de 65% de recyclage en 2025, 70% en 2030.
- Et une réduction du stockage des déchets municipaux avec une limite maximale de 10% des déchets générés d'ici 2035.

En France, avec l'adoption de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV¹⁸) qui consacre son titre IV à la lutte contre le gaspillage et la promotion d'une économie circulaire, on constate une accélération de la transition vers un modèle intégrant plus de circularité, que ce soit au niveau des territoires ou au niveau des entreprises.

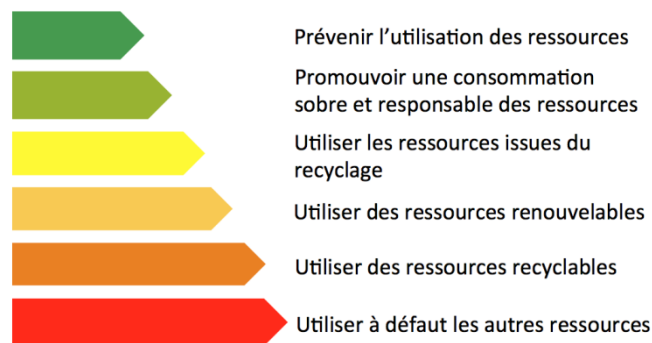
La LTECV demande un découplage entre la consommation de matières premières et la croissance économique, ainsi qu'un objectif de diminution de la consommation intérieure de matière par habitant. Elle s'appuie sur une hiérarchie d'utilisation des ressources comme présentée en Figure 57.

La LTECV fixe également des objectifs structurants concernant la prévention et la gestion des déchets :

- Réduction de 10% des quantités de déchets ménagers et assimilés en 2020 par rapport à 2010 ;
- Stabilisation des déchets d'activités économiques entre 2010 et 2020 ;
- 65% de recyclage des déchets non dangereux non inertes d'ici 2025 ;
- Réduction de moitié de la mise en décharge en 2025 par rapport à 2010.

18 LOI n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte- On parlera de LTECV dans la suite du document

Figure 57: Hiérarchie d'utilisation des ressources (source ADEME MOOC Economie Circulaire 2017)



1.2.3/ La FREC, des pistes d'optimisation utiles pour les territoires

Ces objectifs ont conduit à l'élaboration d'une **feuille de route nationale pour l'économie circulaire** dont la version définitive est parue en avril 2018.

Cette feuille de route **élaborée via 4 ateliers** (territoires, plastiques, consommation/production durable et instruments économiques) et la consultation des citoyens (1 800 propositions et 16 000 votes recueillis) a eu pour objectif, à l'instar de **la feuille de route pour économie circulaire corse**, de structurer l'appareil productif français pour un développement de l'Economie Circulaire. Elle comporte 50 mesures réparties en 4 catégories :

1. Une feuille de route pour **mieux produire**.
2. Une feuille de route pour **mieux consommer**.
3. Une feuille de route pour **mieux gérer nos déchets**.
4. Une feuille de route pour **mobiliser tous les acteurs**.

Si plusieurs préconisations relèvent d'une approche nationale, comme les mesures veillant à une meilleure information des consommateurs (affichage de critères de durabilité et de réparabilité sur les EEE, application du logo Triman sur les emballages et produits à destination des ménages...), de nombreuses mesures peuvent être déclinées à l'échelle locale. Certaines d'entre elles, comme la simplification des consignes de tri, l'ont d'ailleurs déjà été. La pertinence et la faisabilité des autres au regard du contexte corse pourra être utilement étudiée au cours des travaux d'élaboration.

1.2.4/ La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, mise en œuvre de la FREC

Les travaux de déclinaison de la FREC ont abouti à la rédaction d'une loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire promulguée le 10 février 2020.

Avec cette loi, le gouvernement souhaitait proposer « un équilibre entre la responsabilité des entreprises par l'élargissement du périmètre du principe pollueur-payeur et une meilleure information des consommateurs », afin de faire passer le pays d'une économie linéaire à une économie circulaire. Elle s'articule autour de 4 grandes orientations :



- Mettre fin au gaspillage pour préserver les ressources naturelles,
- Mobiliser les industriels pour transformer les modes de production,
- Renforcer l'information du consommateur,
- Améliorer la collecte des déchets et lutter contre les dépôts sauvages.

Après plusieurs lectures à l'assemblée et au Sénat conformément au dispositif législatif au cours du second semestre 2019, le projet de texte a été promulguée le 10 février 2020 (publication au journal officiel le 11 février 2020). Parmi les dispositions majeures de ce texte, on note :

- **Le renforcement de certains objectifs** en titres Ier A et IV, comme :
 - La priorité à la prévention, en réduisant non plus de 10 mais de 15 % les quantités de DMA produites par habitant, et en quantifiant à -5% la réduction des DAE, en 2030 par rapport à 2010.
 - La fin de la mise sur le marché d'emballages en plastique à usage unique d'ici 2040, et 100% de plastique recyclé d'ici le 01/01/2025.
 - La réduction des DMA admis en stockage en 2035 à 10 % des quantités de DMA produites mesurées en masse.
 - La valorisation énergétique d'au moins 70% des déchets ne pouvant pas faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025.
- **Le renforcement de l'information du consommateur** en titre II : de nouvelles obligations sont proposées en matière d'information, notamment sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits générateurs de déchets proposés à la vente, la réparabilité des équipements électriques et électroniques, le tri et la disponibilité des pièces détachées nécessaires à la réparation de certains équipements.
- **La promotion du réemploi et la réutilisation, et le renforcement de la lutte contre le gaspillage** en titre III, avec notamment :
 - L'interdiction de l'élimination des invendus des produits non alimentaires qui sont encore utilisables est notamment proposée, ou encore différentes dispositions concernant la vente en vrac,
 - La systématisation de diagnostic déchets comprenant des informations sur leur réemploi ou à défaut le recyclage lors de travaux de démolition et/ou de réhabilitation, et la sortie de statut de déchet des produits et équipements destinés au réemploi,
 - L'existence d'une zone de dépôt de produits destinés au réemploi sur les déchèteries lorsque les structures de l'ESS en font la demande.

- **Le renforcement de la responsabilité des producteurs** en titre IV, en soutenant le marché du recyclage et en assurant la réduction de la consommation de certaines ressources non renouvelables ; Une redéfinition du périmètre du principe pollueur-payeur mis en œuvre grâce à la « responsabilité élargie » des producteurs (REP) est proposée. Le texte prévoit que ce principe puisse être appliqué à de nouveaux produits générateurs de déchets :
 - La mise sur le marché de nouveaux produits est subordonnée au respect d'un taux minimal d'incorporation de matière recyclée (art.61-II, mise à jour de l'art L541-9 du Code de l'env.).
 - Les importateurs de produits justifient que leurs produits peuvent suivre des filières de valorisation (art.61-III, L541-9 du Code de l'env.).
 - Dès 2030, tout metteurs sur le marché de plus de 10 000 pièces par an justifient que les déchets engendrés peuvent suivent une filière de recyclage (art. 61-IV, mise à jour de l'art L541-9-1 du Code de l'env.).
 - Toute personne morale qui fabrique, vend, distribue des produits qui engendre des déchets doit pourvoir ou contribuer à la prévention des déchets et mettre en place en place des éco-organismes, des représentants des EPCI peuvent être associées aux décisions des éco-organismes (art.62-I, L541-10 à L541-10-16 du Code de l'env.).
 - Les contributions financières versées couvrent les coûts de prévention, de collecte, de transport et de traitement des déchets (art. 62, mise à jour de l'art. L541-10-1 du Code de l'env.).
 - Les éco-organismes créent un fond dédié au financement du réemploi et de la réutilisation (art. 62, L541-10-5 du Code de l'env.).

Ce titre prévoit également certains objectifs secondaires, comme :

- La collecte de 77% des bouteilles de plastiques en 2025 (90 % en 2029).
- La mise en œuvre de consignes pour réemploi à l'échelle régionale si les collectivités en font la demande et que la CdC émet un avis favorable.

Certaines dispositions s'appliquent aux distributeurs, comme :

- Le déploiement de bacs de tri sélectif à la sortie des surfaces de vente de plus de 400 m².
- L'obligation pour les officines de pharmacie de collecter sans frais les DARSIS perforants produits par les patients en automédication.

Enfin, plusieurs évolutions sont proposées pour les installations de gestion :

- Les conditions de mise en œuvre de nouvelles installations de tri mécano-biologique sont précisées, en conditionnant leur autorisation au respect par les Communautés de communes et Communautés d'agglomérations de la généralisation du tri à la source des biodéchets.
- Les conditions d'acceptation des déchets en stockage sont subordonnées à certaines justifications.

- **La lutte contre les dépôts sauvages** en titre V, y compris certaines dispositions concernant les VHU.



Le titre VI propose également plusieurs dispositions diverses, dont :

- Une collecte par les EPCI des biodéchets dont les producteurs ne sont pas des ménages dans certaines conditions,
- La possibilité pour la CdC de demander la révision de la capacité annuelle de stockage sous certaines conditions.

Le rôle et la place des acteurs territoriaux et économiques dans le déploiement de ces différents dispositifs est clairement précisé :

- **Les éco-organismes** pour le déploiement des nouvelles filières REP attendues dans la loi AGECE et pour la montée en puissance de la prévention et de la réutilisation des flux ciblés par ces différents REP dès lors que leur mise en œuvre opérationnelle est possible.
- **Les EPCI** dont la compétence de collecte pour les déchets ménagers et assimilés va être largement mobilisée pour développer les dynamiques de prévention, de collectes séparées pour atteindre les objectifs de valorisation attendus, et de valorisation locale de certains flux comme les biodéchets, complétée par son rôle de lutte contre les dépôts sauvages via les services de nettoyage et sa capacité de verbaliser via le rôle de police des maires. Le syndicat de traitement venant compléter ces compétences en mutualisant les moyens à l'échelon régional.
- **Les acteurs économiques**, en qualité de metteurs sur le marché (REP) d'une part et de détenteurs finaux (producteurs) d'autre part, afin de développer l'éco-conception des produits, de supprimer les produits à usages uniques, en permettant l'émergence de circuits courts et d'offres de réparations des produits.
- **Les chambres consulaires**, en qualité de représentant des acteurs économiques, peuvent être des relais de formation, d'information, et de conseils aux entreprises dans le cadre de leur évolution vers des processus de production intégrant des dynamiques d'économie circulaire.
- **Les acteurs institutionnels**, en planifiant et soutenant économiquement les territoires et les acteurs économiques.

1.3/ Différentes dispositions nationales visant à valoriser l'engagement des acteurs dans une économie circulaire

1.3.1/ Un cadre normatif expérimental pour les entreprises

La norme expérimentale XP X30-901 est une norme volontaire, elle invite le porteur de la démarche à croiser les trois dimensions du développement durable (environnement, économie, sociétal) et les sept piliers de l'économie circulaire :

- Approvisionnement durable,
- Écoconception,
- Écologie industrielle et territoriale,
- Économie de la fonctionnalité,
- Consommation responsable,
- Allongement de la durée d'usage,
- Gestion des déchets ultimes.



Selon une étude du BIPE¹⁹ réalisée en 2016, plus une entreprise s'implique dans la normalisation, plus elle a de chance d'augmenter son

¹⁹ <https://normalisation.afnor.org/actualites/la-normalisation-un-vrai-plus-pour-les-entreprises-qui-sen-emparent/>

chiffre d'affaires. Tous les profils d'entreprises, d'associations ou d'acteurs publics peuvent déployer ce référentiel selon l'AFNOR.

En complément de leurs systèmes de management intégrés (ISO 9001, 14001, 18000, 50001...), les entreprises peuvent désormais aussi déployer ce référentiel expérimental, qui leur permettra d'organiser leur processus d'approvisionnement, d'éco-conception ou de production, afin d'atteindre des objectifs d'économies circulaires propres ou de la nouvelle loi AGECE.

1.3.2/ Un nouveau label spécifique pour les territoires

L'ADEME accompagne les collectivités, dotées à minima de la compétence déchets :

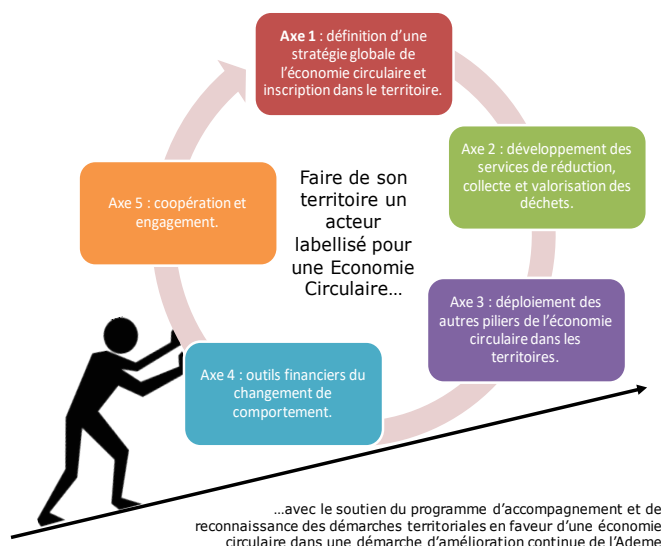
- À faire un état des lieux de sa politique au regard de son contexte,
- Définir sa stratégie d'actions,
- Suivre et évaluer sa performance globale en matière d'économie circulaire.

Dans ce cadre, elle propose plusieurs services aux collectivités :

- Des outils et méthodes dont un référentiel d'actions (tableur avec les 5 axes de la politique EC) ;
- Un soutien financier possible pour le diagnostic initial, les études ou l'accompagnement de la démarche ;
- Des formations ;
- Une mise en réseau d'acteurs via le réseau A3P.

Les modalités de reconnaissance d'une collectivité sur la base du référentiel d'actions seront définies au cours de l'année 2019. Les premiers labels économie circulaire ont été attribués lors des 4^{èmes} assises virtuelles de l'économie circulaire qui se sont tenues les **7 et 8 septembre 2020**.

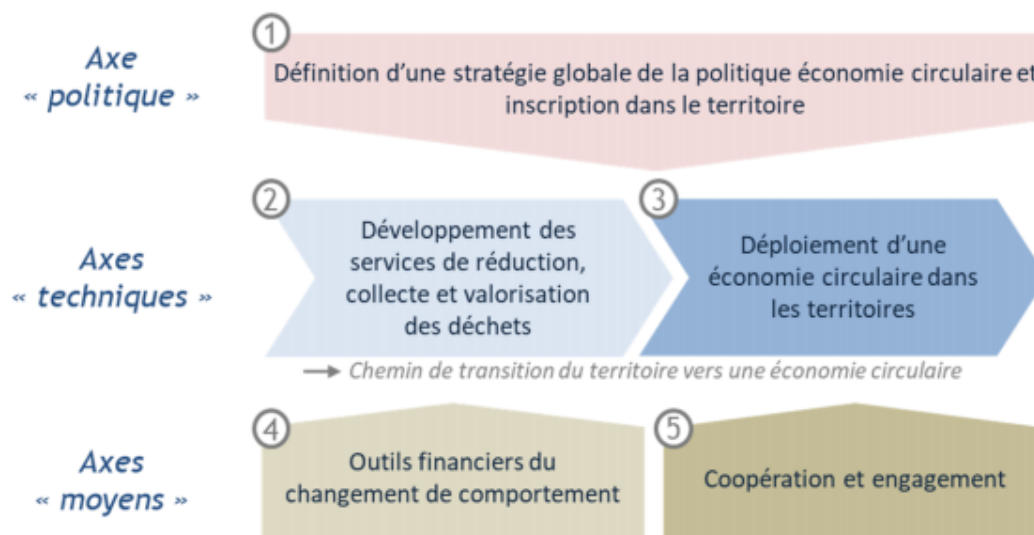
Figure 58: Dynamique d'amélioration continue du label économie circulaire de l'ADEME (source ELCIMAÏ ENVIRONNEMENT)



Le référentiel d'actions est un tableur complet et opérationnel, permettant d'avoir une vision globale et stratégique en interne de la politique d'économie circulaire. Il requiert un travail en transversalité au sein de la collectivité et avec les différents acteurs de la collectivité. Ce référentiel permet de :

- Réaliser un état des lieux des actions en faveur d'une politique déchets et économie circulaire.
- Établir une stratégie et son plan d'action associé.
- Suivre dans le temps et de mesurer les résultats obtenus dans une optique de progrès et d'amélioration continue.

Le tableur est composé de 5 axes de la politique « économie circulaire » :



Chaque Communauté de communes et Communauté d'agglomérations peut ainsi évaluer sa situation de départ, et définir une feuille de route de progrès en précisant les prochaines étapes à atteindre et les actions intermédiaires pour y parvenir.

Les élus de ces territoires auront ainsi la possibilité de projeter leur situation vers des axes d'évolutions pour atteindre différents objectifs prédéfinis. Le suivi d'indicateur et l'évaluation des résultats obtenus permettent aux territoires engagés d'atteindre de nouveaux paliers de labellisation avant d'envisager une nouvelle d'amélioration de ses activités et services.

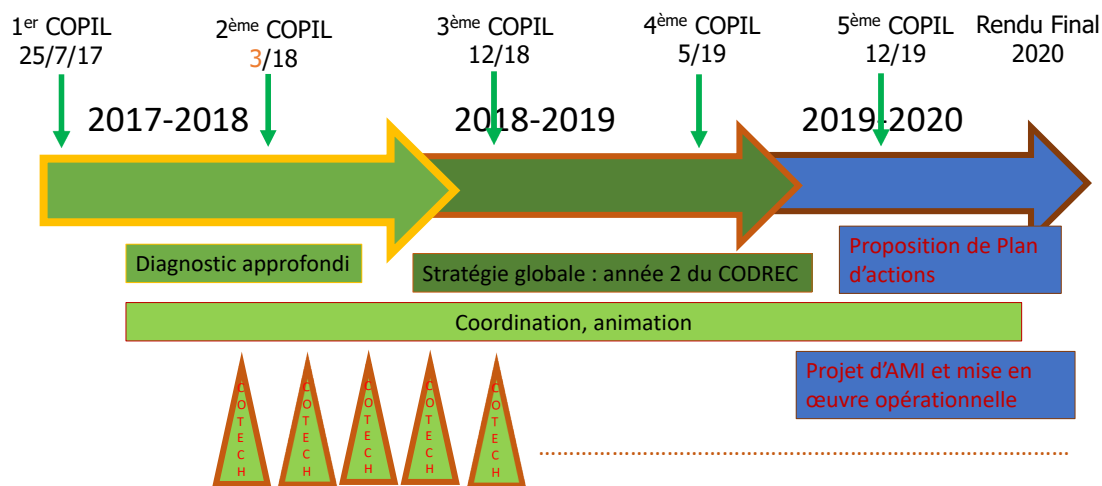
1.4/ Un plan territorial d'actions en faveur de l'économie circulaire pour mettre en lumière et prolonger les actions d'ores et déjà engagées

Dans le contexte insulaire corse, les enjeux du déploiement de l'économie circulaire sont d'autant plus prégnants. Le renforcement de telles pratiques permettrait à la fois de contenir les coûts en utilisant des ressources locales, mais aussi de créer une réelle économie locale, sur le plan des emplois et de valeurs ajoutées territoriales, vecteur de formation tout en limitant les besoins en installations de gestion des déchets.

Conscients de ceux-ci, les pouvoirs politiques notamment ont d'ores et déjà engagé de nombreuses démarches visant à promouvoir ce nouveau paradigme. Le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation, approuvé en 2017, affirme ainsi déjà l'importance de la mutation de l'économie.

Afin de pouvoir proposer une déclinaison opérationnelle à cet objectif, une étude spécifique portant sur la mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire en Corse a été lancée en 2017 à l'initiative de l'OEC. Celle-ci avait permis d'établir un premier diagnostic de la situation actuelle, notamment en évaluant le degré de sensibilisation et des pratiques des entreprises sur le territoire via la réalisation de 50 enquêtes de terrain, et de rechercher des pistes d'optimisation et des effets de levier à l'occasion de 6 groupes de travail organisés avec des acteurs aux profils variés sur différents bassins de vie.

Figure 59 : Calendrier de réalisation de l'étude spécifique sur la mise en œuvre d'orientations stratégiques vis-à-vis de l'économie circulaire



La mise en œuvre du plan sera l'occasion de poursuivre et d'approfondir le travail de la feuille de route validée en mai 2020, tout en lui donnant une plus grande lisibilité avec la déclinaison d'une stratégie régionale d'un engagement durable, régulier et organisé dans le temps. La mise en œuvre du plan impliquera non seulement la promotion d'actions et de formations, mais surtout une dynamisation d'acteurs et de réseaux d'acteurs. C'est avec cet objectif que le présent document est proposé.

2/ L'économie circulaire en Corse en 2019

2.1/ Ressources et économie corses

2.1.1/ Les ressources du territoire corse

L'analyse des flux de matières constitue l'un des outils principaux de compréhension et de description du métabolisme territorial. La méthodologie requise, repose sur un inventaire quantitatif des flux de matières entrants, stockés et sortant d'un territoire, et est développée dans le guide du CGDD²⁰ (2014). Cette analyse métabolique des flux matières du territoire n'est toutefois pas réalisée à l'occasion de ce diagnostic du PTPGD, car il nécessite le plus souvent une étude à part entière et la mobilisation de nombreuses données économiques.

Le déploiement du PTAEC pourra utilement s'appuyer sur une telle analyse métabolique du territoire corse et de ses échanges de flux avec le continent et les autres pays.

2.1.2/ Profil socio-économique

Selon une analyse réalisée par la DIRECCTE, le profil socio-économique de la Corse peut se résumer par les éléments suivants. Située au cœur du golfe de Gènes, la Corse s'étend sur une superficie de 8 680km². Elle se caractérise par un relief montagneux et un littoral très découpé. C'est la troisième île de méditerranée en superficie derrière la Sicile et la Sardaigne. Avec 38 habitants au km², Sa population se situe parmi les départements français les moins denses (moyenne nationale de 105 habitants/km²).

La population corse est majoritairement présente sur le littoral, et en particulier dans les grandes villes et leur périphérie. Les dix communes les plus peuplées regroupent 169 047 habitants en 2015, soit 52% de la population totale de l'île.

Au 1^{er} janvier 2017, le territoire compte 2 communautés d'agglomération, les communautés d'agglomération du Pays Ajaccien et de Bastia qui abritent à elles seules 43% des habitants de l'île et 17 communautés de communes se répartissent sur le reste du territoire.

En 2015, le tertiaire marchand concentre 50% de l'ensemble de la richesse créée sur le territoire. Ce secteur occupe une place prépondérante dans l'économie corse, à laquelle contribuent les activités liées au tourisme. Vient ensuite le tertiaire non marchand qui est surreprésenté dans la région avec 33% de la valeur ajoutée. Le BTP représente 9% de la richesse produite. Les activités de services et commerce dominant le paysage économique de l'île, avec 83 000 salariés répartis dans 35 000 établissements (2015).

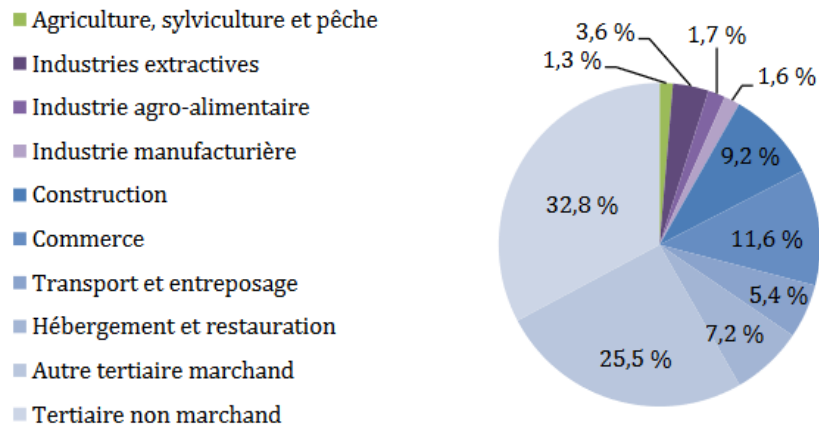
Au 31 décembre 2015, 47 000 établissements²¹ sont implantés en Corse. Les petits établissements dominent le tissu économique régional, 72% n'ont pas de salariés et 96% en ont moins de dix. Seuls 1,8 % comptent plus de 20 salariés. Les trois quarts des établissements insulaires relèvent du secteur tertiaire, avec une

²⁰ Comptabilité des flux de matières dans les régions et les départements, Guide méthodologique (juin 2014)

²¹ Selon la définition de l'INSEE, « l'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'unité légale. Il produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique... »

dominance du commerce, des services aux entreprises et des services administrés. En 2017, la Corse compte 13 163 entreprises artisanales.

Figure 60: Décomposition de la valeur ajoutée en Corse en 2015 (source DIRECCTE/INSEE)



Source : Mission, d'après les données de l'INSEE. *Nota bene* : La catégorie « Industries extractives » comprend également les secteurs de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution.

Sur le territoire, le secteur industriel emploie 6 600 personnes dans 2 700 établissements (2015). La grande majorité des salariés de l'industrie travaille dans l'agroalimentaire (35,5%) et l'énergie (33,5%).

Les filières du tourisme, de l'agriculture, de l'artisanat et du BTP représentent l'essentiel des activités économiques du territoire. Le caractère maritime de la Corse doit également être souligné, en 2018, plus de 160 000 embauches (hors tourisme) ont été réalisées, selon Pôle Emploi, dans les services portuaires et nautiques (107 200), le reste étant réparti entre la pêche et la culture marine et les travaux en mer. En Corse, la filière maritime représente 1 % de l'emploi salarié.

Selon l'observatoire économique territoriale corse, en 2016, les exportations de la Corse ont diminué de façon significative après une année de reprise (-21,8% sur un an contre +78,5% en 2015).

Les principales exportations concernent :

- Les produits agricoles pour : 17,7%.
- Les produits chimiques et parfums, cosmétique pour 20,7%.

Les principales importations concernent

- Les produits pétroliers raffinés et coke pour 21,4%.
- Les produits des IAA pour 14,8%.

80% des importations des entreprises implantées en Corse proviennent des pays de l'UE. En 2016, celles-ci se maintiennent à un niveau proche de celui de l'année précédente. L'Italie conserve sa première place d'approvisionneur étranger malgré un repli de 6,4% des échanges.

Le montant des importations est également en repli et est en partie le fait de la baisse de 12,7% des produits pétroliers raffinés qui constituent après les autres produits industriels, la principale matière importée.

La nette diminution du montant des exportations vers les pays de l'UE est essentiellement due à la contraction des échanges avec l'Italie (-55,7% sur un an), principale destination des marchandises insulaires de cette zone.

2.2/ Etat des lieux des initiatives

L'inventaire des différentes actions et initiatives identifiées sur le territoire corse s'appuie sur différentes sources et en particulier :

- La mission réalisée par Rémi ROGHE et Jean-Michel PEDINIELLI : Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire en Corse » (AAC /SC)
- Différentes recherches bibliographiques (ex : études, webographie, articles...).

Depuis 2017, l'Office de l'environnement de la Corse et l'Ademe, ont lancé un appel à projet (AAP) pour soutenir les porteurs de projets sur les piliers de l'économie circulaire. Les projets retenus à l'occasion de cet appel à projet sont également précisés dans les différents chapitres suivants.

En mai 2019 la Chambre des Territoires de Corse s'est autosaisie pour créer une commission sur l'Economie Circulaire. Ses réflexions l'ont conduite en septembre 2019 à prendre la décision de lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) de manière conjointe entre les agences, offices et les services de la Collectivité de Corse, sous le pilotage de l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), dans le cadre des travaux de la Commission « Economie circulaire ». Cela a abouti en décembre à la validation des conditions d'organisation de cet AMI.

Les différentes actions ainsi répertoriées sont présentées pour chacun des sept piliers de l'économie circulaire. Celles relevant de l'AAP OEC/ADEME constituent des premiers accompagnements d'actions isolées, initiatrices d'expériences locales plus ou moins en lien avec certains piliers de l'économie circulaire.

En 2018 et 2019, 108 projets ont été déposés en réponse à l'AAP. 50 % environ étaient portés par des entreprises, 25 % par des associations, 20 % par des EPCI, des établissements publics ou des chambres consulaires, 5 % par des consultants.

La moitié des projets concernaient le secteur des services au sens large du terme ; un tiers se partageaient entre le secteur du tourisme (essentiellement des diagnostics d'Ecolabel) et le secteur agriculture-IAA. Enfin le secteur de la fabrication a généré 11 % des projets. Le BTP et le commerce ne présentant que très peu de projets.

60 % environ des projets émanaient de Haute Corse, avec une prépondérance de projets situés dans le grand Bastia ou sur la plaine orientale. En Corse du Sud le grand Ajaccio est logiquement le territoire leader, dans les mêmes proportions que le grand Bastia en Haute Corse. Les projets germent donc de manière assez régulière sur les territoires au regard de leur tissu. En dehors de la plaine orientale qui peut-être engendre un peu plus de projets, le phénomène est assez réparti.

Les projets concernent principalement les piliers recyclage, étude pour aller vers de l'éco-conception, réemploi ; à cela s'ajoute un grand nombre de projets concernant les écolabels touristiques, l'éducation, les PAT et circuits courts et des projets de Développement Durable. Les projets sont pour 90 % des projets plutôt individuels.



La feuille de route telle que définie par la Chambre des Territoires de Corse et l'Office de l'Environnement de la Corse vient à l'issue de cet AAP structurer une démarche transversale sur le plan des objectifs entre les différents agences et offices corses apportant une visibilité et un cadre dans lequel s'inscrire pour chacun des acteurs du territoire. Le PTAEC vient apporter le plan d'actions de ces objectifs à atteindre.

2.2.1/ L'approvisionnement durable

L'approvisionnement durable (extraction/exploitation et achats durables) concerne le mode d'exploitation/extraction des ressources visant une exploitation efficace des ressources en limitant les rebuts d'exploitation et l'impact sur l'environnement notamment dans l'exploitation des matières énergétiques et minérales (mines et carrières) ou dans l'exploitation agricole et forestière tant pour les matières/énergie renouvelables que non renouvelables.

Ce pilier recouvre les éléments relatifs aux achats privés et publics (des entreprises, des collectivités et des citoyens).

Parmi les initiatives identifiées, citons celle de l'Association Corse d'Agroécologie Una Lenza da Annacquà, une association loi 1901 qui compte une soixantaine d'adhérents dont un tiers de producteurs. Elle est à l'origine d'une initiative citoyenne d'articulation entre petits producteurs et consomm'acteurs, sont les objectifs sont de :

- Soutenir les jardiniers et agriculteurs de Corse dans leurs efforts d'installation, dans l'amélioration de leurs pratiques et dans la diffusion locale de leur production.
- Encourager et soutenir la sauvegarde et la remise en valeur des espaces agricoles, des anciens jardins, du patrimoine matériel ou immatériel associé à ces espaces, sur le territoire de la Corse.
- Organiser toutes actions pouvant contribuer, directement ou indirectement, à ces objectifs.

Le PETR Ornanu-Taravu-Valincu-Sartenais porte, avec la commune d'Arghjusta Muricciu et avec le chantier d'insertion Valinco Loisirs Développement (VLD), une démarche similaire de récupération d'anciens jardins et de développement de circuits courts, et est en court d'essaimage de celle-ci.

2.2.2/ L'écoconception

L'écoconception vise, dès la conception d'un procédé, d'un bien ou d'un service, à prendre en compte l'ensemble du cycle de vie en minimisant les impacts environnementaux.

Dans le cadre de l'AAP OEC/ADEME, plusieurs porteurs de projets du territoire ont obtenu un financement :

- Una Lenza : Essaimage et consolidation du « Drivulinu », dispositif de vente directe écoresponsable (DRAAF).
- SARL DIMETEX : AMO pour la mise en œuvre d'un projet d'écoconception (ADEME/OEC).
- Corsica Sport Loisirs : Accompagnement pour l'éco-conception de sols sportifs (ADEME/OEC).
- SCEA Ribella Agriculture : Accompagnement pour l'éco-conception d'une malterie (ADEME/OEC).
- SAS Sagone Resort : Diagnostic d'éco-conception (ADEME).
- L'EARL Vache tigre : étude d'éco-conception du nouveau bâtiment de production.

L'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), Maître d'ouvrage, a également engagé une opération de construction d'ouvrages (récifs artificiels et lests) éco-conçus au fond du golfe d'Ajaccio, au niveau de la plage du Ricantu. La fabrication des modules a été réalisée par la société ISULA Services basée à Ajaccio. Le coffrage des éléments a été réalisé à l'aide d'un moule en silicone fourni par la société LIB-Industries basée dans le Gard. La conception a eu cinq objectifs principaux :

- Offrir des habitats adaptés à des espèces cibles locales (juvéniles et adultes).
- Restaurer des ressources halieutiques sur des fonds marins dégradés par les activités humaines.
- Tester de nouveaux concepts constructifs adaptés aux moyens techniques locaux.
- Tester de nouveaux types de structures : modularité.
- Tester différents types de matériaux : béton, acier, cordages, filets et bio-concrétion naturelle par système Géocorail@.

2.2.3/ L'écologie industrielle et territoriale

L'écologie industrielle et territoriale, dénommée aussi symbiose industrielle (ou EET en Corse pour Ecologie Economique Territoriale), constitue un mode d'organisation interentreprises par des échanges de flux ou une mutualisation de besoins :

L'Office de l'environnement de la Corse (OEC) et l'Ademe, en collaboration avec les CCIT et les CMA et en partenariat avec l'Agence développement économique de la Corse (ADEC), la DIRECCTE et la DREAL, ont sélectionné 4 zones d'activité en vue d'un accompagnement vers une démarche d'écologie industrielle et territoriale (1 zone en création, 3 zones existantes dont 2 en extension) :

- L'intercommunalité de Calvi Balagne.
- L'ASPASIE, zone d'activité de Purettone, Borgo.
- La Communauté d'agglomération du Pays ajaccien.
- L'intercommunalité de l'Alta Rocca.

Les objectifs annoncés sont :

- Démontrer, sur ces territoires volontaires, l'intérêt d'une telle démarche : bénéfices économiques, sociaux et environnementaux.
- Accompagner, dans le temps, ces territoires afin de mettre en œuvre une démarche d'écologie industrielle et territoriale pérenne.
- Capitaliser des retours d'expériences pour faciliter l'accompagnement d'autres territoires dans une démarche similaire.

Le premier accompagnement, consistant à mobiliser les acteurs des 4 zones d'activités et à réaliser des études d'opportunité et des pré-diagnostic pour identifier les enjeux du territoire et les besoins de ces acteurs, est terminé.

Une démarche similaire a été mise en œuvre dans les zones d'activités de Purettone (Borgo), de Ciniccia (Levie) et de Cantone (Calvi), toutes trois en cours de requalification ou d'extension :

- Réalisation d'entretiens individuels avec les acteurs de la zone pour appréhender le contexte et identifier des premières opportunités de synergies.
- Recherche de nouvelles pistes dans le cadre d'un atelier participatif.
- Positionnement de chaque entreprise via un sondage.



La pertinence des pistes envisagées a été évaluée pour en connaître le potentiel sur le plan des gains économiques et/ou environnementaux. Certaines pistes ont ainsi été éliminées mais la plupart ont été retenues car elles présentent à ce stade un potentiel et un intérêt importants pour les acteurs de chaque zone. Pour chacune de ces pistes, un plan d'action a été proposé ainsi qu'un délai prévisionnel d'exécution. Une charte a été rédigée et validée par les acteurs de chaque zone, qui l'ont signé, afin de s'engager à déployer les actions retenues.

À Mezzana (Ajaccio), la situation est différente car il s'agit d'une zone en cours de réalisation. La démarche retenue a consisté à identifier des actions d'amorçage comme un poste d'accueil pour les entreprises souhaitant s'installer, un annuaire des entreprises de la zone ou la mutualisation de l'achat de ressources communes à toute entreprise.

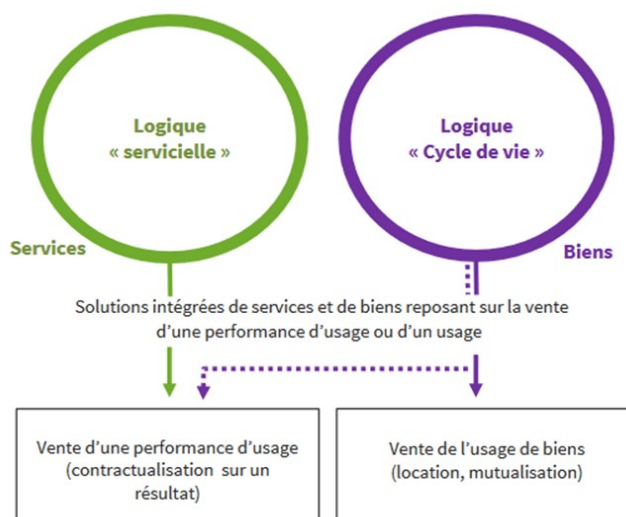
Une autre démarche d'Ecologie Economique Territoriale sur la vallée de la Gravona, de Vizzavona à Ajaccio est évoquée sur la plateforme www.economiecirculaire.org²² mais la phase opérationnelle ne semble pas avoir été mise en œuvre.

Dans le cadre de l'AAP OEC/ADEME, un financement a été obtenu par la Communauté de Communes de L'Orient pour réaliser une étude de structuration d'un espace de coopération des entreprises (OEC).

2.2.4/ L'économie de la fonctionnalité

L'économie de la fonctionnalité privilégie l'usage à la possession et tend à vendre des services liés aux produits plutôt que les produits eux-mêmes. Ce champ de l'économie circulaire n'est pas encore développé en Corse (mais le même constat est fait à l'échelle nationale), et pourra constituer un axe du futur plan d'action à prendre en compte.

Figure 61: Les deux principales logiques au sein de l'économie de la fonctionnalité et les types d'offres associés (source : Ademe)



²² <https://www.economiecirculaire.org/initiative/h/ecologie-economique-territoriale-sur-la-vallee-de-la-gravona-de-vivarrio-a-ajaccio.html>

2.2.5/ La consommation responsable

La consommation responsable doit conduire l'acheteur, qu'il soit acteur économique (privé ou public) ou citoyen consommateur, à effectuer son choix en prenant en compte les impacts environnementaux à toutes les étapes du cycle de vie du produit (biens ou service).

L'Office de l'environnement de la Corse, l'Ademe, la DRAAF et la DREAL accompagnent depuis plusieurs années les acteurs du territoire dans leurs démarches. En 2019, un financement a ainsi été attribué à plus d'une dizaine de porteurs de projets sur cette thématique :

- SARL Mistralu, Ecolabel européen phase 1 (OEC).
- AQFORR, Trois diagnostics groupés pour l'écolabel européen (phases 1 et 2) – (ADEME).
- Cabinet AMIC, Quatre diagnostics groupés pour l'écolabel européen (phases 1 et 2) – (ADEME).
- Hôtel Escale Plage, Affichage environnemental (OEC).
- FRCA Corse, Accompagnement des filières de valorisation des produits connexes, lutte contre le gaspillage alimentaire et développements des achats durables et groupés (ADEME, OEC, DRAAF).
- EPLEFPA Borgo Marana, Lutte contre le gaspillage alimentaire (DRAAF).
- CIAS de l'Île-Rousse Balagne, Diagnostic et plan d'actions d'un projet alimentaire territorial (PAT) – ADEME, OEC, DRAAF.
- CPIE A Rinascita, Campagne pédagogique « Réduisons, trions et recyclons nos déchets » (DREAL).
- Paese d'avvene, Animation autour de l'autonomie alimentaire (ADEME, DREAL).
- CPIE Ajaccio, Animation autour de jardins partagés (ADEME, DRAAF).
- Communauté de communes de l'Île-Rousse Balagne, Organisation d'une éco-manifestation pour les journées du patrimoine (DREAL).

2.2.6/ L'allongement de la durée d'usage

L'allongement de la durée d'usage par le consommateur conduit au recours à la réparation, à la vente ou don d'occasion, ou à l'achat d'occasion dans le cadre du réemploi ou de la réutilisation.

Le SYVADEC a organisé un défilé de mode pour sensibiliser à la réutilisation et à la transformation. Pour mener à bien l'opération, le syndicat s'est rapproché de partenaires locaux (salon du chocolat, couturières de la région bastiaise) pour proposer au public un défilé 100% recyclé.

11 tenues réalisées à partir des collectes de TLC réalisées sur le territoire sont présentées lors d'une soirée exceptionnelle dans le cadre du premier salon du chocolat de Bastia.



L'Association ALPHA, Bastia-Lupino, a créé une ligne de sacs (cabats, sacs de plage, trousse, étuis à lunettes, sacoches d'ordinateurs portables) par transformation de TLC usagés. Les prototypes sont réalisés et la mise en production est en cours.

L'Office de l'environnement de la Corse et l'Ademe, ont également attribué en 2019 un financement à la SARL DIMETEX, une aide à l'investissement dans une machine pour permettre la réutilisation de déchets textiles.

2.2.7/ Le recyclage

Le recyclage vise à utiliser les matières premières issues de déchets ; c'est un des volets actuellement le plus développé sur le territoire.

La promotion du recyclage et de la valorisation est historiquement un axe de développement fort porté par la CdC, mais aussi par les intercommunalités et le SYVADEC. De nombreuses actions ont été déployées en ce sens ces dernières années, comme la généralisation des collectes sélectives, le tri des encombrants...

La CdC a signé un CODREC avec l'Ademe comportant 4 axes, dont l'axe n°2 qui porte sur la feuille de route Economie circulaire de l'OEC et le plan d'actions associé :

- **Axe n°1** : Préparer et lancer les travaux d'élaboration du nouveau PTPGD (plan territorial de prévention et gestion des déchets).
- **Axe n°2** : Elaborer la feuille de route Economie circulaire de l'OEC et le plan d'action à inclure dans le PTPGD.
- **Axe n°3** : Faire en sorte que l'observation au service de la planification « déchets » soit assurée à l'échelle de toute la région et autant que possible articulée avec les autres domaines d'observation régionale.
- **Axe n°4** : Animer le projet, mobiliser les acteurs, participer au développement d'un partenariat régional en mettant en place une gouvernance élargie.

L'OEC soutien et accompagne ainsi la valorisation des déchets ménagers sur le territoire et en particulier le développement de la valorisation matière et du recyclage. Une étude spécifique a, par exemple, été réalisée pour évaluer la faisabilité du recyclage et la valorisation du verre en Corse, par Rémi ROGHE et Jean-Michel Pedinielli.

Selon cette étude, le système de consigne est environnementalement beaucoup moins impactant et permettrait d'augmenter de façon substantielle le captage de la source. Trois entreprises seraient ainsi soit déjà dans la dynamique de la consigne (Bière NAPO, dans la région d'Ajaccio), soit très intéressées et étudieraient les possibilités techniques et financières tels que Les Eaux de Saint Georges, commune de Grossetu et OREZZA à Rapaghju en Castagniccia. La brasserie Pietra et la coopérative UVIB étudient les possibilités de participer à cette démarche.

L'Office de l'environnement de la Corse, l'Ademe, la DRAAF et la DREAL ont attribué en 2019 un financement à plusieurs porteurs de projets en ce sens :

- Marc Carbuccia, Etude de faisabilité pour une valorisation des ressources locales et déchets verts (ADEME).
- SCA UVIB, Etude de faisabilité d'une unité de valorisation des marcs de raisin et des lies (OEC).
- CPIE A Rinascita, Développement d'un composteur de quartier (DREAL).
- SYVADEC, Animation autour des filières déchets (ADEME).
- SAS Gaïa, Equipements tri déchets d'entreprise et communication (ADEME).
- SAS Gaïa, Etude sur le tri des déchets à la source (ADEME).

Les axes 1 et 2 du plan d'actions 2019 du SYVADEC ont également été consacrés à cet objectif, avec le déploiement du tri à la source des emballages et papiers mais aussi de certains flux comme les huiles, et l'émergence d'installations de tri et de valorisation, pour les biodéchets par exemple.



Un forum Economie Circulaire : recycler en Corse et utiliser en Corse avait également été organisé en juillet 2019 pour promouvoir le développement du recyclage local.

Des entreprises du territoire sont également d'ores et déjà engagées dans ces démarches.

Un projet de coopération avec Corstyrène est porté par la Communauté de commune de l'Oriente pour la collecte des polystyrènes. Il figure dans la 3eme vague 2019 de l'AAP OEC Ademe. Cette entreprise intègre ainsi dans sa fabrication de panneaux isolants pour le bâtiment du PSE usagés, selon le schéma suivant.

Figure 62: De quelle manière la filière de recyclage du PSE en boucle fermée est organisée ? (source : www.democles.org)



Corstyrène recycle les chutes de découpe d'isolants PSE issus de produits neufs (chantiers de construction) de sa propre marque :

- Chutes de découpe d'isolants PSE issues de produits neufs de sa propre marque.
- Déchets de PSE propres, secs, sans odeur, ni broyés, ni compactés, exempts de tout corps étranger et autres produits.

Le PSE issu de la démolition et/ou souillé est refusé.

En 2018, la Communauté de commune de Costa Verde a mis en place une collecte des huiles alimentaires usagées des professionnels. Celles-ci sont ensuite transformées en bio-savons et en bio-détergents par une savonnerie,

La mobilisation du réseau associatif est aussi un levier de sensibilisation important pour fédérer et animer différentes initiatives. La SAS Centrale Corse Bio est en demande de financement dans la 3eme vague 2019 de l'AAP OEC Ademe.

Ces différentes initiatives sont l'amorce d'un plan d'action que propose le PTAEC qui vient compléter et couvrir l'ensemble des secteurs économiques et des territoires de l'île. Elles ont constitué un point de départ d'émergences de projets mais sans permettre d'obtenir les résultats que nécessitent une véritable mutation des pratiques économiques pour préserver les ressources du territoire, réduire la production de déchets, augmenter leur valorisation et inscrire ainsi l'économie Corse dans une dynamique de transition vers une économie circulaire locale. Ainsi, **les AAP et l'AMI doivent être organisés et planifiés de manière cohérente et transversale, en s'appuyant notamment sur les objectifs du PTPGD et du PTAEC.**

2.2.8/ Perspectives d'accompagnement

En septembre 2019, la Chambre des Territoires de Corse, sous le pilotage de l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), dans le cadre des travaux de la Commission « Economie circulaire », a pris la décision de lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) de manière conjointe entre les agences, offices et les services de la Collectivité de Corse en septembre 2019.

L'AMI acté en septembre 2019 par la Chambre des Territoires de Corse l'AAP OEC/ADEME constitue le point de départ de la feuille de route dont entend se doter la chambre des territoires de la CdC pour la mise en œuvre d'une Gouvernance adaptée au territoire et à ses enjeux économiques et environnementaux, « *L'enjeu est d'intégrer l'économie circulaire de manière globale et transversale dans toutes les activités ainsi que dans les politiques publiques et via les Offices et Agences de la CdC* ».

Les axes de la feuille de route proposée sont :

- Favoriser le Fonctionnement de l'Economie Circulaire.
- Favoriser la recherche de la construction d'actions territorialisées structurantes.
- Promouvoir les outils et les leviers pour développer l'Economie Circulaire.

L'Appel à Manifestations d'intérêts, préfiguré avec les offices et les agences et via un comité de pilotage (COFIL) a pour vocation :

- De définir les cibles pertinentes pour optimiser l'impact et l'intégration de l'EC en Corse (EPCI, Entreprises, regroupement d'entreprises, coopératives).
- D'adapter et de construire le périmètre d'actions en intégrant et valorisant les ressources et matières locales.
- D'intégrer à minima, au moins un pilier de l'économie circulaire amont à la gestion des déchets.

L'Appel à Manifestations d'intérêts a proposé également d'intégrer la dimension opérationnelle et la nécessité d'accompagner les entreprises et les collectivités locales, afin d'enraciner l'économie circulaire via une logique de coopération entre ces acteurs. **Il lui reste désormais à trouver la bonne organisation pour atteindre l'efficacité optimale, en termes de règlement des aides, de financement, avec obligatoirement la mise en œuvre d'un guichet unique de compétence CdC (Collectivité de Corse) pour garantir l'accessibilité aux aides des acteurs publics et privés, et aux prêts dans des délais nécessaires.**

2.3/ Eléments de synthèse sur les actions déjà réalisées

Bien que couvrant la plupart des piliers de l'économie circulaire, **les actions existantes inventoriées pour l'année de référence du plan, ne permettent pas de constater une véritable mobilisation des acteurs, ni une amorce notable de changement de paradigme des acteurs** économiques et territoriaux.

Elles ont cependant le mérite d'avoir ouvert la voie et de montrer que pour obtenir une véritable transition vers une économie circulaire, des actions ponctuelles ne peuvent à elles seules induire des changements espérés et en profondeur.

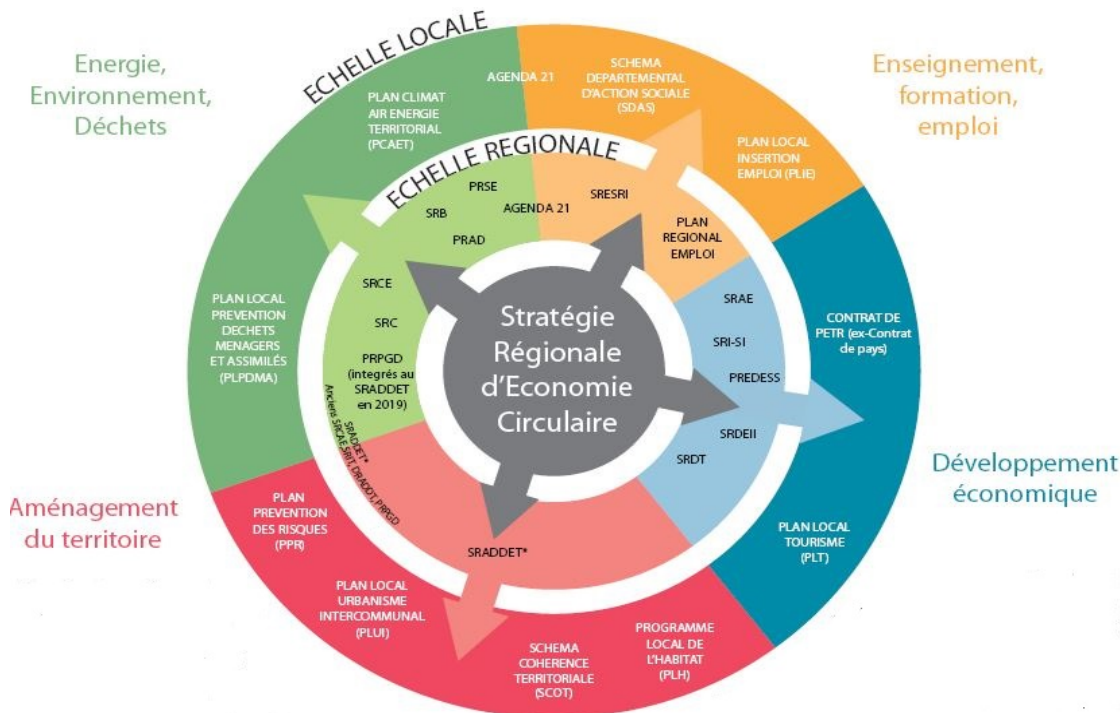
Ce sera le rôle du Plan d'Actions pour une Economie Circulaire, que d'induire de tels changements auprès des acteurs, en les mobilisant tous à la fois et de manière cohérente, sur tous les fronts et dans la durée.



2.4/ Liens avec les autres documents de planifications

Le futur PTAEC devra s'inscrire en lien avec les autres exercices de planification corses tel que l'évoque le guide régional Ademe sur les démarches d'économie circulaires territoriales.

Figure 63: Articulation des différentes planifications territoriales avec une stratégie d'économie circulaire (source : Rémi ROGHE et Jean-Michel Pedinielli)



Le SRDEII récemment adopté et le futur PTAEC constitueront les deux champs d'articulation principaux afin de proposer une harmonisation des actions relevant de l'économie circulaire proposées.

Documents de planification existants	ZDZG/CODREC	Déchets
Actions en lien avec économie circulaire		
Cinq territoires corses ont été lauréats de l'appel à projet ZDZG :		
<ul style="list-style-type: none">■ Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien (CAPA) ;■ Communauté d'Agglomération de Bastia ;■ Communauté de communes du Fium'Orbu Castellu ;■ Communauté de communes de l'Oriente ;■ Le SYVADEC.		
(Cf. paragraphe dédiée à l'état des lieux de la prévention dans le PTPGD)		

Actions en lien avec économie circulaire

Plusieurs actions sont identifiées dans le SRDEII, parmi lesquelles :

Utiliser la commande publique (AMI, marchés et concours) pour faciliter l'adaptation aux transitions et pour aider à la constitution de filières locales, notamment les circuits courts et les circuits d'économie circulaire – p52.

Faciliter au niveau des EPCI et communes l'installation et la conversion des entreprises en proposant un foncier et un aménagement adaptés aux nouveaux modes de production (gestion de l'eau, valorisation des déchets et économie circulaire, énergies renouvelables et stockage énergétique) – p53

Poser les bases d'un plan territorial en faveur de l'économie circulaire en engageant une réflexion stratégique et opérationnelle :

- Étudier la possibilité de mobiliser des aides ciblées concernant la réutilisation des déchets et les circuits courts de recyclage et de réemploi entre entreprises et au sein des entreprises.
- Donner à la gestion de déchets industriels et commerciaux un rôle d'amorçage d'une politique globale d'économie circulaire.
- Analyser les possibilités et les freins au développement d'un écosystème du recyclage et du réemploi des déchets.

Appels à projets pour soutenir l'investissement matériel et immatériel des entreprises sur des thématiques ciblées (ex : économie circulaire...) dans le cadre du régime AFR ou du régime de minimis sous condition de créations d'emploi – p61.

Les activités intégrant la démarche d'économie circulaire sont un terreau de développement d'emplois pour les SIAE. Le développement de ces emplois, comme par exemple dans le tri des déchets, est nécessaire et participe à l'équilibre et à la mixité des territoires – p76.

L'économie sociale et solidaire est depuis toujours un terrain d'expérimentation et d'innovation. Les projets d'économie circulaire entrent dans cette dynamique avec la volonté de repenser les activités économiques à l'échelle d'un territoire en mobilisant l'ensemble des acteurs – p78.



Planifications existantes	SRCAE/PCAET	Energie/ Environnement
Actions en lien avec économie circulaire		
<p>Les énergies renouvelables terrestres et de récupération prises en compte dans le SRCAE sont [...] l'énergie issue des déchets, y compris le biogaz (gaz de décharge, gaz de stations d'épuration d'eaux usées) – p47.</p>		
<p>Des filières de tri sont nécessaires pour les déchets de bois. De plus, il est difficile de structurer la filière bois forestier. Enfin, une vigilance accrue est à porter sur la problématique de la qualité de l'air. La production de chaleur et/ou d'électricité à partir des déchets urbains par incinération ou méthanisation est une filière de récupération d'énergie – p75. Un gisement de 54 000 tonnes de déchets méthanisable est estimé, soit une fourchette allant de 43 GWh à 107 GWh – p232.</p>		
<p>Le développement de la méthanisation (valorisation du méthane issu de la fermentation des déchets, également appelé « biogaz ») reste possible. Aucune étude de potentiel n'est disponible à ce jour sur cette filière. La méthanisation permet de valoriser au maximum les déchets organiques et de réduire la part envoyée en enfouissement – p76.</p>		
<p>La valorisation des déchets nécessite en amont de structurer la filière de collecte et l'approvisionnement (dispersion des gisements), tout en prenant en compte les possibles concurrences d'usage des sous-produits et la saisonnalité des déchets – p77.</p>		
<p>Les émissions de CO2 d'origine énergétique représentent 82% du total (pour 65% en moyenne nationale), soit 2,1 Millions teq CO2. L'agriculture représente 10% des émissions, et les déchets 5% - p120. Le traitement des déchets (inclus dans le secteur « industrie » par le CITEPA) génère 14% des émissions de CH4, principalement au niveau des Centres d'Enfouissement, du fait de leur fermentation – p128.</p>		
<p>Réduire les émissions de GES de l'agriculture : Les marges de réduction de GES non énergétiques sont plus faibles compte-tenu de l'objectif de développement de l'agriculture locale à l'exception d'une meilleure valorisation énergétique des déchets et d'une diminution des intrants – p229.</p>		
<p>L'absence de traitement ultime et le rejet de toute forme de traitement thermique décidé en 2010 constituent, dans ce contexte, une incitation forte à valoriser la part des déchets qui peut l'être. La collecte sélective (verre, emballages, papier) se développe, et concerne 80% de la population insulaire (soit 217 communes). Plusieurs filières particulières ont aussi été mises en place pour les déchets dangereux ou les déchets d'équipement électriques et électroniques. Néanmoins il n'existe aucune structure de valorisation en Corse du fait de la faiblesse du gisement et des débouchés, les déchets triés ou destinés à l'être sont donc transférés vers le continent. Dans le cadre du SRCAE, le secteur des déchets n'est pas considéré comme un secteur de consommation d'énergie, mais comme un gisement d'énergie renouvelable de récupération – p231.</p>		
<p>Sensibiliser sur l'impact du tri des déchets et de la réutilisation des objets sur la baisse des besoins de fabrication de produits et donc sur la baisse de la consommation – p324.</p>		
<p>Encourager la création de filières valorisant le tri/recyclage des déchets – p335.</p>		
<p>Développer la logique d'écologie industrielle pour réduire les consommations d'énergie, d'eau, les émissions de GES, de polluants, et la production de déchets – p379.</p>		
<p>Le développement des forêts en tant que ressource économique, locale, facilement disponible, le bois pouvant faire office de biomasse matériau et de biomasse énergie. Afin que ces deux usages ne se fassent pas concurrence, l'exploitation de déchets ligneux à finalité de biomasse énergie est également à envisager – p390. Développer la filière d'utilisation des déchets pour le chauffage individuel – p402.</p>		
<p>Valoriser énergétiquement les déchets et les autres effluents polluants – p405.</p>		
<p>Le brûlage à l'air libre de végétaux et de déchets, outre l'émission d'odeurs et de fumées, est une source importante de pollution de l'air, via l'émission de gaz et de particules dangereuses pour la santé, dont la concentration dans l'air est réglementée. Cette pratique est interdite par le code de l'environnement. Organiser la valorisation énergétique des déchets via des installations de méthanisation – p434 (et indicateurs p444).</p>		



Documents de planification existants	PRSE 2/3	Santé/ Environnement
Actions en lien avec économie circulaire		
<p>A la suite du SRP, il a été jugé nécessaire d'améliorer les contrôles en matière de déchets, notamment concernant les dépôts de pneus usagers et le brûlage des déchets verts – p7 du PRSE 2.</p> <p>Les systèmes de chauffages urbains et particuliers sont émetteurs de poussières et de NOx ainsi que le brûlage des déchets, en particulier des déchets verts produit dans le cadre d'écobuage ou par des particuliers – p8 du PRSE 2.</p> <p>Par ailleurs, de nombreux types de déchets font encourir un risque vectoriel lié à la prolifération de moustiques dès lors qu'ils sont susceptibles d'héberger une petite collection d'eau, notamment les dépôts de pneumatiques usagés. Tous les déchets agricoles ne sont pas éliminés de façon adéquate et un certain nombre d'entre eux peut accumuler de l'eau de pluie. Toutes les piles et les accumulateurs usagés ne suivent pas les filières d'élimination organisées : ils représentent un risque pour les eaux souterraines et superficielles. Enfin, si elles ne sont pas rigoureusement entretenues, les installations de stockage de déchets ménagers génèrent une prolifération de rongeurs. Le risque sanitaire est élevé lorsque les rongeurs ont accès à un cours d'eau à moins d'un kilomètre et demi. Il peut en aller de même pour les déchetteries, car elles peuvent aussi receler des déchets fermentes cibles. Concernant les déchets, 2 types de solutions sont proposées : d'une part, la mise en place de structures d'accueil des déchets et l'information – sensibilisation qui l'accompagne : ce point sera traité par la CdC/OEC dans le cadre de la révision en cours des plans de prévention déchets ; d'autre part, les contrôles des contrevenants, qui doivent être renforcés par l'Etat : c'est l'objet d'une fiche action du PRSE – p8 du PRSE 2.</p>		

Documents de planification existants	Agendas 21	Développement durable
Actions en lien avec économie circulaire		
<p>L'Office de l'Environnement de la Corse (OEC) accompagne les collectivités locales volontaires dans l'amorce de leur Agenda 21, afin d'élaborer leur agenda 21. Le déchet constitue l'une des thématiques de chacun des agendas :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pays de Balagne : 6 axes (Biodiversité, déchets, énergies, culture, déplacement et habitats durable). ▪ Commune de Bonifacio : 6 axes (Biodiversité, déchets, énergies, patrimoine, déplacement et habitats durable). Communiquer au grand public et aux professionnels (Cafés, Hôtels, Restaurants) de bonnes habitudes sur le tri des déchets. ▪ Centre Corse : 7 axes (Eaux, biodiversité, déchets, énergies, patrimoine, déplacement et habitats durable). La Communauté de communes a communiqué via une plaquette, auprès des étudiants, sur les pratiques de tri et la déchetterie. Elle communique également auprès des particuliers via les panneaux d'informations numériques de la ville de Corte. ▪ Fium'Orbu : 7 axes (Eaux, biodiversité, déchets, énergies, patrimoine, déplacement et habitats durable). Déchets verts et fermentescibles (restauration collective ou privées, et traitement des déchets verts des déchetteries). 		



3/ Organisation de groupes de travail relatif à une économie circulaire pour la Corse

Deux groupes de travail ont été organisés dans un format de webinaire, le premier le 28 avril 2020 et le second, le 7 juillet 2020.

Le premier groupe de travail a suivi une organisation découpée en deux temps. Une première partie destinée à présenter les éléments d'études et de contexte auprès de tous les acteurs participants (plénière) et une seconde partie sous forme groupes thématiques (ateliers participatifs via l'outil www.framemo.org) destinées à exprimer et coproduire les attentes et les propositions des acteurs présents dans chacun des ateliers. Le second groupe de travail a été organisée autour de la présentation des objectifs et actions proposées pour le PTAEC et pour lesquels chacun d'eux on fait l'objet d'un vote (via l'outil www.mentimeter.com).

3.1/ Le groupe de travail du 27 avril 2020

La première partie de ce groupe de travail a porté sur une présentation, du cadre général de la thématique « économie circulaire », des incidences de la nouvelle loi de lutte contre le gaspillage pour une économie circulaire et un rappel du diagnostic réalisé sur le territoire corse des différentes actions et pratiques identifiées en matière d'économie circulaire. La première partie s'est ainsi déclinée autour des points suivants tout en mobilisant la participation d'acteurs territoriaux et/ou économique :

- Les incidences de la nouvelle loi de lutte contre le gaspillage pour une économie circulaire.
- Les spécificités du territoire corse à prendre en compte pour déployer une économie circulaire.
- Les initiatives et actions relevant d'une économie circulaire identifiées dans le cadre du diagnostic avec le témoignage des entreprises EARL Vache Tigre et CENTRALE CORSE BIO.
- La trame de plan d'actions et l'AMI proposés par l'OEC.
- Des retours d'expériences d'autres territoires :
 - L'expérience du CODEC d'Est Ensemble.
 - L'expérience du CODEC du SMICTOM de Morestel.
 - L'expérience du CODEC d'Organom.
 - L'expérience du CODEC du VALTOM.

La seconde partie de ce groupe de travail porté sur différents objectifs de co-production dans le cadre de d'ateliers thématiques. Il a été ainsi proposé d'aborder les thématiques suivantes, pour lesquelles les participants ont été sollicités pour contribuer à enrichir les propositions initiales en complétant les réponses aux questions posées pour chacun des ateliers :

- 1^{er} atelier : Quels sont, selon vous, les flux de déchets qui pourraient devenir des ressources de matières pour l'économie corse ?
- 2^{ème} atelier : Quelles actions, pour développer une consommation responsable en corse, pourraient être proposées dans le cadre du futur PTAEC ?
- 3^{ème} atelier : Quelles actions, pour développer l'allongement de la durée d'usage en corse, pourraient être proposées dans le cadre du futur PTAEC ?
- 4^{ème} atelier : Comment décliner les actions d'économie circulaire localement et auprès de quels acteurs territoriaux et économiques ?



3.1.1/ Participants

46 personnes ont participé à ce groupe de travail du 27 avril 2020, consacré l'économie circulaire, ce qui a permis d'apporter une dynamique d'échanges riches et diversifiés.

3.1.2/ Objet du Groupe de Travail

Ce groupe de travail (GT) a été organisé dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD) et du Plan Territorial d'Actions en faveur de l'Economie Circulaire (PTAEC), tels que prévus dans le cadre de la loi NOTRE.

3.1.3/ Présentation des incidences de la loi AGEC, des spécificités du territoire et de retours d'expérience

Après le développement synthétique des différents aspects de la nouvelle loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire (AGEC) et les impacts et objectifs qu'elle entraîne au niveau de l'ensemble des flux matières et de leurs utilisations, des retours d'expériences ont illustrés ces nouvelles orientations.

Deux témoignages locaux sont venus incrémentés ces exemples :

5.3.1.3.1 Earl Vache Tigre (M. & Mme Abbatucci)

Un des grands intérêts de cet exemple réside dans sa reproductibilité. L'exploitation comporte 300 bêtes, de souche rustique adaptée au territoire.

Une ACV a permis d'avoir une vision future globale. Plusieurs solutions ont été étudiées : compostage des flux organiques classiques, mais aussi valorisation de produits qui actuellement partaient à l'équarrissage, tannage végétal local des peaux, optimisation de la gestion de l'énergie...

L'objectif est : « *d'utiliser les nouvelles technologies du 21^{ème} siècle au service du bon sens paysan du 19^{ème} siècle* ». L'économie circulaire est un plus pour le développement économique du territoire.

5.3.1.3.2 Centrale Corse Bio (M. Philippe Salvi)

Ce projet basé sur la saponification pour la fabrication de détergent à partir d'huiles végétales alimentaires usagées. Il prend en compte aussi le réemploi de jerrican et bidon, ce qui permet de limiter les achats de conteneurs plastiques. Les contenants sont recyclés avec les produits transformés. Aujourd'hui plusieurs freins existent :

- L'image du produit et son origine.
- L'organisation de la collecte auprès des producteurs, avec le morcèlement du territoire et la saisonnalité des productions.

3.1.4/ Atelier n°1 : Flux de déchets pouvant devenir des ressources de matière pour l'économie de la Corse

Les flux de déchets qui ont émergés de manière convergente pour l'ensemble des acteurs concernent ceux considérés comme aujourd'hui importants ou en passe de le devenir. A l'inverse certains flux déjà couverts par les filières REP (verre, DEEE, pneus...) n'ont fait l'objet que de peu de mentions.



Ainsi il a été distingué 6 flux « prioritaires » qui pourraient constituer de nouvelles ressources (même si ces dernières ne sont pas toujours complètement explicitées). Ces 6 flux sont :

- Les déchets du BTP et des chantiers
- Les déchets issus des stations d'épuration (boues et eaux)
- Les cartons
- Les encombrants
- Les plastiques
- Les biodéchets

Les débats se sont plutôt orientés sur l'importance de trouver des solutions pour que ces flux qui sont – ou vont devenir – ou doivent devenir prochainement – des flux de plus en plus collectés, servent à d'autres utilisations que celles de déchets.

Certains flux ont des caractéristiques de densité ou de fréquence différentes selon les caractéristiques des territoires (urbain, péri-urbain, rural, touristique) sur lesquels ils sont produits, mais leur problématique est commune à l'ensemble des EPCI. Le plan devra prendre en compte cette diversité de flux caractéristiques et de situation des différents territoires corses.

Leurs représentants se sont interrogés sur les réponses qui pouvaient être apportées, tout en reconnaissant que ces réponses ne pouvaient être construites sans une coopération et une convergence entre plusieurs acteurs : les entreprises produisant certains déchets, les vendeurs leur fournissant les matériaux et pouvant intervenir sur la récupération, les ménages, les associations et l'ESS... Il ressort que l'organisation/l'articulation locale (sur un territoire dont les limites peuvent être différentes suivant les flux) de ces acteurs est un élément déterminant de la recherche d'exutoires pour ces flux, exutoires différents de leur enfouissement ou d'autres formes de dévalorisation de ces produits.

Parallèlement il est nécessaire que soit trouvées/initiées des solutions de transformation de ces flux en ressources, car les intervenants n'en ont – logiquement- pas la maîtrise ni la connaissance.

3.1.5/ Atelier n°2 : Consommation responsable

Le développement d'une consommation responsable en Corse a été abordée sous plusieurs angles et en a balayé différents aspects. Au cours de ce balayage, se sont logiquement posées des interrogations sur les fondements de la consommation. En effet la notion de consommation responsable soulève des questions sur les besoins et envies des consommateurs, ainsi que des réponses qui leurs sont offertes par les producteurs et les revendeurs. Se sont aussi posées les questions des comportements qui guident l'achat, ainsi que du rôle de l'information-produit et de sa lisibilité pour le consommateur. La question de l'accès – via le coût de production et le prix – à des produits satisfaisants au regard de la consommation responsable a aussi mentionnée. Un volet sur la consommation responsable sera prévu dans le plan.

L'arbitrage entre possession et usage des objets a soulevé aussi des incertitudes au sein de l'atelier, tant du point de vue des formes que cet usage peut prendre, que dans la mutation nécessaire qu'il convient de conduire pour le rendre possible.

Pour promouvoir ce mode de consommation un frein patrimonial a été soulevé, par le fait que les système financiers et comptables ne prennent en compte que les produit « acquis » et non « utilisés ».



La consommation responsable a été abordée sous un troisième angle : celui de la consommation des ressources naturelles, en se focalisant notamment sur la consommation des sites touristiques et sur la consommation d'eau.

Enfin il semble important qu'une philosophie compréhensible guide les actions à proposer pour développer une consommation responsable.

Plusieurs piliers de l'Economie Circulaire ont été reliés à la consommation responsable : le réemploi et le marché de l'occasion, la durée de vie des produits, l'éco-conception des produits, la liaison entre circuits courts et consommation locale, l'économie de la fonctionnalité (avec les restrictions émises ci-dessus sur la pratique de l'usage).

L'implication locale doit aussi être forte pour pouvoir générer/dynamiser une consommation responsable en Corse. Celle-ci peut s'exprimer sous plusieurs formes ; l'animation territoriale, l'éducation et l'exemplarité des institutions donneuses d'ordre sont à prendre en compte. De même la consommation des ressources naturelles de Corse (sites, eau...) doit faire l'objet d'une attention renforcée. La consommation de produits locaux est par ailleurs à privilégier. Enfin l'Economie de la Fonctionnalité et l'Écoconception sont considérées comme une évolution potentiellement source de développement de filières locales et de nouveaux métiers.

3.1.6/ Atelier n°3 : Allongement de la durée d'usage

L'allongement de la durée d'usage pourrait être envisagé à travers plusieurs actions :

- Une plus grande couverture territoriale des installations de différents types (recycleries-ressourceries, zones de gratuité sur les déchetteries, repair'cafés, espace de réemploi, give-box...).
- Une sensibilisation des usagers au réflexe de réemploi-réutilisation, tant en tant qu'utilisateur, qu'en tant qu'apporteur, particulièrement en ce qui concerne les encombrants.
- Le développement de la consigne sur le verre ou sur d'autres objets qui pourraient être mis à disposition pour leur usage, en privilégiant alors une approche d'Economie de la Fonctionnalité.
- La facilitation du recours à la réparation de manière traditionnelle (annuaire des offres de réparation) ou de manière moderne (recréation de pièces par des imprimantes 3D).

Les principaux freins mentionnés quant à l'allongement de la durée d'usage relèvent de :

- La confiance modérée envers des produits d'occasion ou recyclés, au regard de leur fiabilité et de la garantie qu'ils peuvent présenter.
- L'image de ces produits aux yeux du consommateur compte tenu des réserves ci-dessus.
- Le manque de communication-sensibilisation vers le public pour lever les appréhensions mentionnées ci-dessus.
- La stabilité financière et la pérennité des acteurs de l'ESS, souvent très impliqués dans ces actions.
- L'organisation souhaitable d'un maillage territorial entre les installations permettant du réemploi, les acteurs de l'ESS et les EPCI.

Le plan proposera des actions pour développer le réemploi et la réutilisation.



3.1.7/ Atelier n°4 : Actions d'Economie Circulaire à mettre en place localement

Les actions d'Economie Circulaire à décliner localement ont été abordées autour des thématiques suivantes :

- Soutien des projets engagés dans le réemploi.
- Promotion de l'Economie Circulaire en milieu rural à partir de retours d'expériences et de bonnes pratiques.
- Facilitation de l'émergence de réseaux locaux autour de l'Economie Circulaire, regroupant entreprises, start-ups, collectivités locales, particulièrement en milieu rural.
- Gestion partagée de la ressource en eau par des chartes locales impliquant l'ensemble des acteurs et secteurs économiques concernés (agriculture, tourisme, collectivités locales...) sur chaque territoire.
- Favoriser les coopérations locales notamment autour de la valorisation des biodéchets par les agriculteurs locaux, autour des flux qui peuvent circuler entre agroalimentaire et agriculture, et autour du réemploi-réparation-réutilisation en utilisant le concours de l'ESS.

Les freins soulevés pour mettre en place localement des actions d'Economie Circulaire sont :

- L'insuffisance de moyens humains et techniques.
- La difficulté à mobiliser du foncier.
- Le manque de visibilité des acteurs déjà engagés.
- La difficulté à mettre en réseau les différents acteurs.
- La difficulté à initier et divulguer des comportements vertueux.
- La difficulté à optimiser des ressources locales (eau, énergie, biodéchets) dans les exploitations agricoles.
- Une innovation à accompagner pour développer l'Economie Circulaire.
- Des régimes d'aides mal adaptés et peu propices au développement de ces actions.
- Une gouvernance dans laquelle doit s'affirmer l'orientation vers l'Economie Circulaire.

3.1.8/ Synthèse du 1^{er} GT sur l'économie circulaire

Les principaux points de convergence – idées forces - des 4 ateliers du groupe de travail sur l'économie circulaire sont :

- La sensibilisation-Education à la réutilisation de produits, pour une nouvelle consommation ou pour une nouvelle production.
- L'élargissement de l'offre de réemploi-réutilisation à l'échelle du territoire.
- La qualification de la qualité-fiabilité des produits résultants de l'Economie Circulaire.
- La valorisation de l'usage plutôt que la possession.
- Le maillage du territoire en installations permettant des actions locales d'Economie Circulaire.
- La mise en réseau des acteurs.
- L'accompagnement à l'émergence de coopérations locales.
- L'accompagnement à la création/adaptation de solutions d'Economie Circulaire.
- L'affirmation d'une gouvernance lisible en faveur de l'Economie Circulaire.



3.2/ Le groupe de travail du 07 juillet 2020

Ce second groupe de travail a porté sur une présentation destinée à valider les orientations du PTPGD, définir les parties prenantes, préfigurer le plan d'actions autour de 4 axes :

Axes	Intitulés	Objectifs	Actions
N°1	Créer du lien	3 objectifs	8 actions
N°2	Production locale et écoresponsable	2 objectifs	5 actions
N°3	Consommation responsable (acteurs économiques et ménages)	3 objectifs	8 actions
N°4	Boucles d'économie circulaire locale	5 objectifs	6 actions

Thématique	Priorité	Orientations		Actions	
Axe n°1 : Sensibiliser, créer du lien	Nécessaire	Objectif n°1	Créer du lien entre les territoires, les acteurs de l'ESS, les entreprises et les Universités	3 actions	EC 1 EC 2 EC 3
	Nécessaire	Objectif n°2 :	Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire	2 actions	EC 4 EC 5
	Nécessaire	Objectif n°3 :	Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques	7 actions	EC 6 EC 7a,b,c EC 8a,b,c
Axe n°2 : Production locale et écoresponsable	Nécessaire	Objectif n°4 :	Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques	6 actions	EC 9a,b,c,d EC 10 EC 11
	Réglementaire	Objectif n°5 :	Elargir et développer les démarches d'éco-conception	2 actions	EC 12 EC 13
Axe n°3 : Consommation responsable	Nécessaire	Objectif n°6 :	Développement d'une consommation locale	2 actions	EC 14a,b
	Nécessaire	Objectif n°7 :	Développer une économie de la fonctionnalité	2 actions	EC 15 EC 16
	Nécessaire	Objectif n°8 :	Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation	8 actions	EC 17a,b,c,d EC 18 EC 19 EC 20 EC 21

Thématique	Priorité	Orientations		Actions	
Axe n°4 : boucles d'économie circulaire	Réglementaire	Objectif n°9 :	Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières	1 action	EC22
	Réglementaire	Objectif n°10 :	Créer les conditions à l'émergence d'une filière de recyclage et de valorisation des biodéchets en Corse	3 actions	EC 23a,b EC 24
	Volontaire	Objectif n°11 :	Créer les conditions à l'émergence d'une filière de recyclage des cartons en Corse	1 action	EC 25
	Nécessaire	Objectif n°12 :	Prendre en charge des flux diffus de déchets du BTP	1 action	EC 26
	Volontaire	Objectif n°13 :	Créer les conditions à l'émergence d'une filière de valorisation de certains polymères plastiques en Corse	1 action	EC 27

Ce groupe de travail (GT) a été organisé afin :

- De débattre des orientations proposées du futur PTPGD (plan territorial de prévention et de gestion des déchets) pour chacune des étapes de la prévention et de la gestion,
- D'identifier les parties prenantes et de préfigurer le plan d'actions pour atteindre les orientations « qui porte quoi », le but étant d'établir une hiérarchie de l'ordre de priorité des actions et de permettre le positionnement des acteurs sur les objectifs à fixer.

3.2.1/ Présentation de la méthode de travail

Un important travail a été engagé depuis trois ans autour de l'identification de pistes de développement possibles propres au territoire. La rédaction du PTAEC se situe en continuité de ces réflexions, afin de donner de la visibilité à toutes les opportunités identifiées.

Pour cette séance de travail, treize objectifs regroupés en quatre axes de travail sont proposés :

1. Sensibiliser, créer du lien,
2. Promouvoir une production locale et écoresponsable,
3. Encourager une consommation responsable,
4. Développer des boucles locales d'économie circulaire.

Pour chacun des objectifs, les éléments de contexte sont rappelés et différentes actions sont proposées ; les facteurs clés de succès et points de vigilance sont également abordés.

3.2.2/ Axe 1 : Sensibiliser, créer du lien

Trois objectifs et dix actions sont soumis au débat sur cet axe de travail :

- Objectifs n°1 : Créer du lien entre les territoires, les acteurs de l'ESS, les entreprises et les Universités,
- Objectifs n°2 : Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire,
- Objectifs n°3 : Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques.

Concernant l'entretien des espaces verts, il est suggéré de généraliser le broyage concomitamment aux opérations d'élagage sur place. Il est souligné l'intérêt de choisir des essences méditerranéennes qui n'ont pas besoin de ressources hydriques importantes.



Plus généralement, il est indiqué l'intérêt des AMIS mais il est aussi rappelé l'importance du suivi ultérieur de la mise en œuvre des projets une fois les subventions accordées.

A l'issue des débats sur les orientations proposées pour sensibiliser les différents publics à l'économie circulaire et créer du lien, un sondage est proposé concernant la priorisation des actions à engager.

L'ordre de classement des différents items obtenu par le vote des participants (12 votants) pour l'axe n°1 « *Sensibiliser et créer du lien* » est le suivant :

1	EC5 : Valoriser et partager les innovations des acteurs corses
2	EC6 : Chaque EPCI établit un document cadre d'éco-exemplarité de ses activités et le diffuse auprès de tous les acteurs de son territoire
3	EC4 : Inventorier les réseaux pouvant participer à mobiliser les acteurs
4	EC1 : Pôle de compétitivité des acteurs du territoire pour une EC
5	EC3 : Ateliers semestriels sur le déploiement d'actions du PTAEC
6	EC8a : Formations pour les entreprises - critères d'achats
7	EC2 : Rencontre annuelle multithématique sur l'EC
8	EC7b : Former les MOP - eau
9	EC7a : Former les MOP - critères d'achats en fournitures matières et énergétiques
10	EC7c : Former les MOP - espaces verts
11	EC8b : Formations pour les entreprises - économies d'eau
12	EC8c : Formations pour les entreprises - espaces verts

Proposez un classement pour l'ensemble des actions de l'axe n°1 : sensibiliser et créer du lien

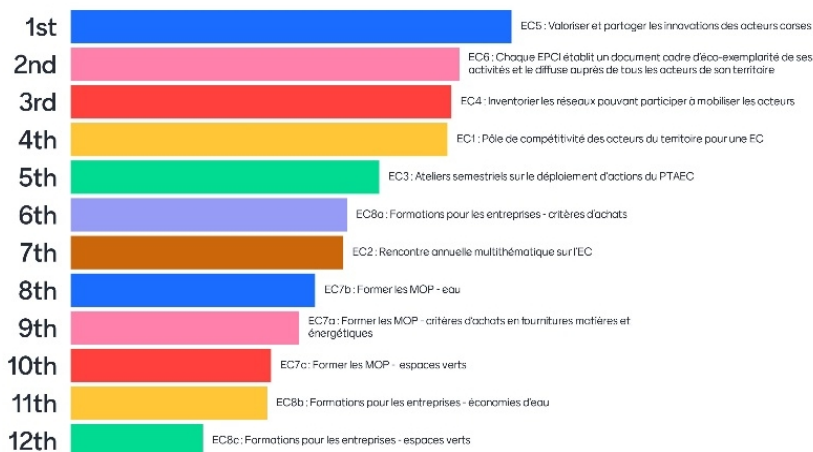


Figure 64 : Classement des actions pour l'axe 1 (12 votants)

Pour les parties prenantes interrogées, la mise en réseau d'acteurs de profils similaires comme d'horizons différents est le principal levier à engager pour stimuler les réflexions et favoriser l'émergence de projets. L'exemplarité territoriale est également un vecteur fort de communication.

3.2.3/ Axe 2 : Production locale et écoresponsable

Deux objectifs et huit actions sont soumis au débat sur cet axe de travail :

- Objectifs n°4 : Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques,
- Objectifs n°5 : Elargir et développer les démarches d'éco-conception.

5.3.2.3.1 Objectif 4 : Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques

Parmi les actions possibles sur cet axe, citons notamment :

- La recherche de synergies et services entre les entreprises du territoire,
- Des gestions mutualisées (partage de surplus énergétique, réutilisation des eaux usées...),
- La formation des maîtres d'ouvrage mais aussi des entreprises aux démarches d'écologie industrielle et territoriale.

Il est indiqué que des réflexions sont d'ores et déjà en cours au niveau de l'OEC et de l'ADEME pour engager de telles démarches.

5.3.2.3.2 Objectif 5 : Elargir et développer les démarches d'éco-conception

Il est souligné qu'il faudra soutenir en amont certains investissements et structurations afin d'initier l'éco-conception à grande échelle et que L'éco-organisme CITEO propose des formations aux entreprises qui vendent des produits nécessitant des emballages ménagers, ainsi que des formations en ligne détaillées sur ce sujet et un outil pour les événements culturels et sportifs

L'association Zero Waste France a réalisé un travail concernant l'organisation d'événements sportifs éco-conçus :

<https://www.zerowasteFrance.org/publication/mon-evenement-sportif-zero-dechet/>.

L'ordre de classement des différents items obtenu par le vote des participants (11 votants) pour l'axe n°2 « *Production locale et écoresponsable* » est le suivant :

1	EC9a : Synergies de flux et services entre les entreprises du territoire
2	EC12 : Organiser auprès des entreprises des formations aux démarches d'éco-conception de produits et services
3	EC10 : Former les MOP aux démarches d'écologie économiques et territoriales
4	EC11 : Formation d'entreprises aux démarches d'écologie économiques et territoriales
5	EC13 : Former les maîtrises d'ouvrages publiques (MOP) aux démarches d'éco-conception d'événements culturels et sportifs
6	EC9c : Réutilisation des eaux usées traitées pour les usagers ne nécessitant pas une eau potable
7	EC9b : Partage des surplus énergétiques entre acteurs
8	EC9d : Gestion des espaces verts des ZA et des entreprises

Proposez un classement pour l'ensemble des actions de l'axe n°2 : Production locale et écoresponsable

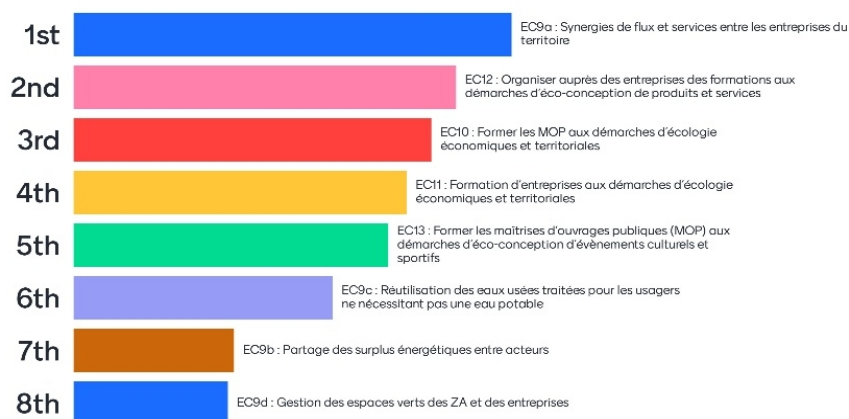


Figure 65 : Classement des actions pour l'axe 2 (11 votants)

Une nouvelle fois, l'engagement de démarches de sensibilisation à l'échelle territoriale et l'engagement de réflexions en proximité sont plébiscités.

3.2.4/ Axe 3 : Consommation responsable

Trois objectifs et douze actions sont soumis au débat sur cet axe de travail :

- Objectifs n°6 : Développement d'une consommation locale,
- Objectifs n°7 : Développer une économie de la fonctionnalité,
- Objectifs n°8 : Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation.

Il est rappelé le travail amorcé par l'OEC sur l'émergence d'une filière sur le verre via le développement de la consigne. Les axes qui semblent important à développer sont soulignés :

- Importance du travail de sensibilisation à engager auprès des producteurs insulaires concernant la problématique du réemploi du verre,
- La nécessité de former des réparateurs et de créer des ateliers de réparation, participatifs ou non.

Il est rappelé que l'AMI sur le réemploi des emballages et verre organisé par l'ADEME et CITEO a été prolongé jusqu'à fin décembre 2020.

A l'issue des débats sur les orientations proposées pour cet axe de travail, un sondage est proposé concernant la priorisation des actions à engager.

L'ordre de classement des différents items obtenu par le vote des participants (13 votants) pour l'axe n°3 « *Consommation responsable* » est le suivant :

1	EC14a : Plateformes de circuits courts des produits locaux
2	EC19 : Création d'espace du réemploi
3	EC17a : Annuaire de l'offre de réparation disponible
4	EC20 : Développement de la consigne
5	EC18 : Création d'équipements type recyclerie
6	EC15 : Former les MOP - services d'usages partagés sur leur territoire
7	EC14b : Etude de marché - énergie verte produite en Corse
8	EC16 : Formations - services et d'usages en substituts bien de consommation
9	EC21 : Site d'accès aux fichiers de pièces détachées pour imprimantes 3D
10	EC17c : Guide - réutilisation des eaux en Corse
11	EC17d : Guide - essences végétales économes en eau et en entretien
12	EC17b : Guide ADEME - réutilisation des énergies perdues

Proposez un classement pour l'ensemble des actions de l'axe n°3 : Consommation responsable

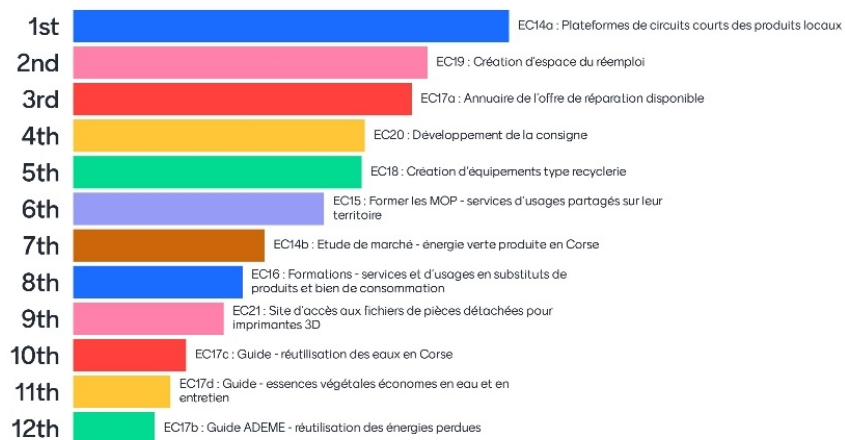


Figure 66 : Classement des actions pour l'axe 3 (13 votants)

Les actions en faveur du réemploi et la promotion de circuits courts sont jugées prioritaires pour les parties prenantes représentées.

3.2.5/ Axe 4 : Boucles d'économie circulaire

Cinq objectifs et sept actions sont soumis au débat sur cet axe de travail :

- Objectifs n°9 : Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières,
- Objectifs n°10 : Créer les conditions à l'émergence d'une filière de recyclage et de valorisation des biodéchets en Corse,
- Objectifs n°11 : Créer les conditions à l'émergence d'une filière de recyclage des cartons en Corse,
- Objectifs n°12 : Prendre en charge des flux diffus de déchets du BTP,
- Objectifs n°13 : Créer les conditions à l'émergence d'une filière de valorisation de certains polymères plastiques en Corse.

5.3.2.5.1 Objectif 9 : Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières

Une réflexion sur la gestion des sites des déchetteries rappelle l'intérêt de placer des caissons de collecte des objets destinés au réemploi sur les sites ; ces espaces solidaires pourraient être gérés par des associations. Plusieurs retours d'expérience de ce type sont détaillés.

Le SYVADEC précise que l'aménagement d'espaces de réemplois sur les « recycleries » (déchetteries) est à l'étude, et que des kiosques de réemploi ont également été proposés aux EPCI.

5.3.2.5.2 Objectif 10 : Créer les conditions à l'émergence d'une filière de recyclage et de valorisation des biodéchets en Corse

Produits alimentaires et gaspillage

Les représentants de Zeru Frazu apprécient l'action EC24 « adapter la production aux justes besoins et aux débouchés identifiés ». En effet, il précise qu'une production appropriée permet de lutter contre le gaspillage alimentaire, en évitant la surproduction d'une part et les refus dus à des problèmes de calibrage d'autre part.

Et concernant la question des biodéchets, ils rappellent que les biodéchets ménagers doivent également faire l'objet de collecte séparée.

L'OEC indique l'intérêt de développer les productions agroalimentaires endogènes, ce qui permettrait à terme de réduire les importations de certains produits, et favoriserait un rééquilibrage de l'économie en faveur de la production locale.

La méthanisation

Concernant cette technologie, de nombreux participants alertent sur les dérives de la promotion de la méthanisation. En effet, il est craint des dérapages de la production dans le seul but d'alimenter le méthaniseur. La crainte principale étant la promotion implicite d'élevages intensifs, un projet futur d'élevage de veaux pour produire du méthane est évoqué.

Une discussion est ouverte et l'animateur dit comprendre les inquiétudes liées à la méthanisation mais précise que les installations envisagées sont de petites échelles, dimensionnées pour un traitement en proximité sur une voire deux exploitations agricoles maximum.



5.3.2.5.3 Objectif 11 : Créer les conditions à l'émergence d'une filière de recyclage des cartons en Corse

L'OEC informe qu'un projet est en cours, mais qu'il n'a pas encore abouti.

Il est indiqué que l'ouate de cellulose peut servir à l'isolation. Elle-même en a bénéficié grâce aux aides afférentes.

L'ordre de classement des différents items obtenu par le vote des participants (10 votants) pour l'axe n°4 « Boucles d'économie circulaire » est le suivant :

1	EC22 : Orienter 100 % des encombrants vers les filières du réemploi et de la réutilisation ou les filières REP
2	EC26 : Accompagner l'émergence de la reprise des matériaux par les fournisseurs
3	EC23a : Optimiser la gestion des invendus à des fins de transformation
4	EC24 : Adapter la production aux justes besoins et aux débouchés identifiés
5	EC25 : Réaliser une étude de marché pour la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments
6	EC27 : Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques
7	EC23b : Accompagner les agriculteurs pour le déploiement d'unités de méthaniseurs

Proposez un classement pour l'ensemble des actions de l'axe n°4 : Boucles d'économie circulaire

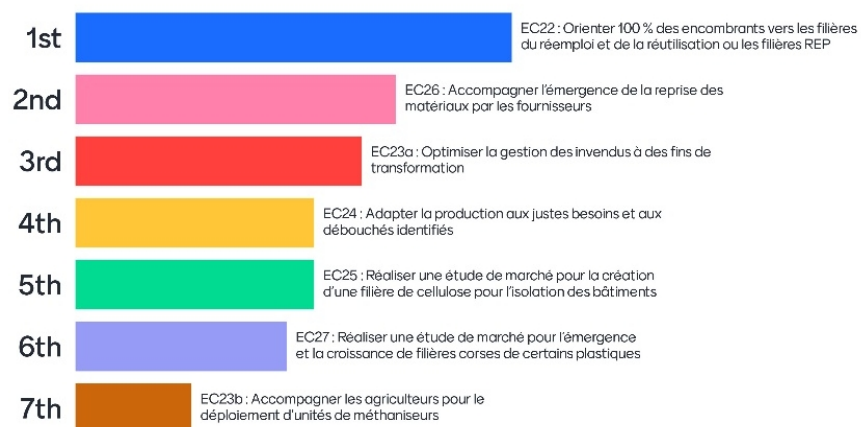


Figure 67 : Classement des actions pour l'axe 4 (10 votants)

Le sondage traduit l'importance accordée aux principes de réemploi et de réparation, et la défiance des parties prenantes quant à la pertinence de la promotion de la méthanisation à l'échelle territoriale.



3.2.6/ Synthèse du 2nd GT sur l'économie circulaire

Pour chacun des 4 axes et objectifs associés, les 3 principales actions prioritaires par les participants sont :

Axes	Intitulés	Objectifs	Les 3 actions prioritaires	Ordre
n°1	Créer du lien	Objectifs n°2 : Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire	EC4 : Inventorier les réseaux pouvant participer à mobiliser les acteurs EC5 : Valoriser et partager les innovations des acteurs corses	3 1
		Objectifs n°3 : Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques	EC6 : Chaque EPCI établit un document cadre d'éco-exemplarité de ses activités et le diffuse auprès de tous les acteurs de son territoire	2

Axes	Intitulés	Objectifs	Les 3 actions prioritaires	Ordre
n°2	Production locale et écoresponsable	Objectifs n°4 : Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques,	EC9a : Synergies de flux et services entre les entreprises du territoire EC10 : Former les MOP aux démarches d'écologie économiques et territoriales	1 3
		Objectifs n°5 : Elargir et développer les démarches d'éco-conception	EC12 : Organiser auprès des entreprises des formations aux démarches d'éco-conception de produits et services	2

Axes	Intitulés	Objectifs	Les 3 actions prioritaires	Ordre
n°3	Consommation responsable (acteurs économiques et ménages)	Objectifs n°6 : Développement d'une consommation locale	EC14a : Plateformes de circuits courts des produits locaux	1
		Objectifs n°8 : Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation	EC19 : Création d'espace du réemploi EC17a : Annuaire de l'offre de réparation disponible	2 3

Axes	Intitulés	Objectifs	Les 3 actions prioritaires	Ordre
n°4	Boucles d'économie circulaire locale	Objectifs n°9 : Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières	EC22 : Orienter 100 % des encombrants vers les filières du réemploi et de la réutilisation ou les filières REP	1
		Objectifs n°10 : Créer les conditions à l'émergence d'une filière de recyclage et de valorisation des biodéchets en Corse	EC23a : Optimiser la gestion des invendus à des fins de transformation	3
		Objectifs n°12 : Prendre en charge des flux diffus de déchets du BTP	EC26 : Accompagner l'émergence de la reprise des matériaux par les fournisseurs	2



4/ Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire (PTAEC) en Corse

4.1/ Prise en compte des particularités du territoire Corse

Le déploiement d'une dynamique d'économie circulaire à l'échelle du territoire corse nécessite de bien considérer les particularités du territoire, sur le plan géographique, économique et environnemental.

Le découpage du territoire est constitué de 17 Communautés de Communes (CC) et 2 Communautés d'Agglomération (CA). Toutefois, une analyse plus approfondie du territoire corse permet également de distinguer six grands territoires comportant chacun des caractéristiques spécifiques et homogènes.

L'intérêt d'un tel découpage est de venir compléter les périmètres de compétences déjà existant que sont notamment ceux des EPCI, afin de projeter des territoires de coopérations et de mutualisations possibles dans un cadre confronté aux mêmes caractéristiques territoriales (plaine, montagne, littoral, urbain, dessertes routières...).

Les actions du PTAEC auront donc vocation à être projetée à l'échelle des EPCI ou de la Collectivité de Corse, mais aussi à l'échelle de ces 6 grands territoires. En effet, l'économie circulaire s'appuie en premier lieu sur une logique de coopération et de lien entre les acteurs. Ces découpages permettent ainsi de faciliter l'élargissement de la coopération entre les EPCI au sein de chaque grand territoire au regard des enjeux similaires qui caractérisent ces différents ensembles.

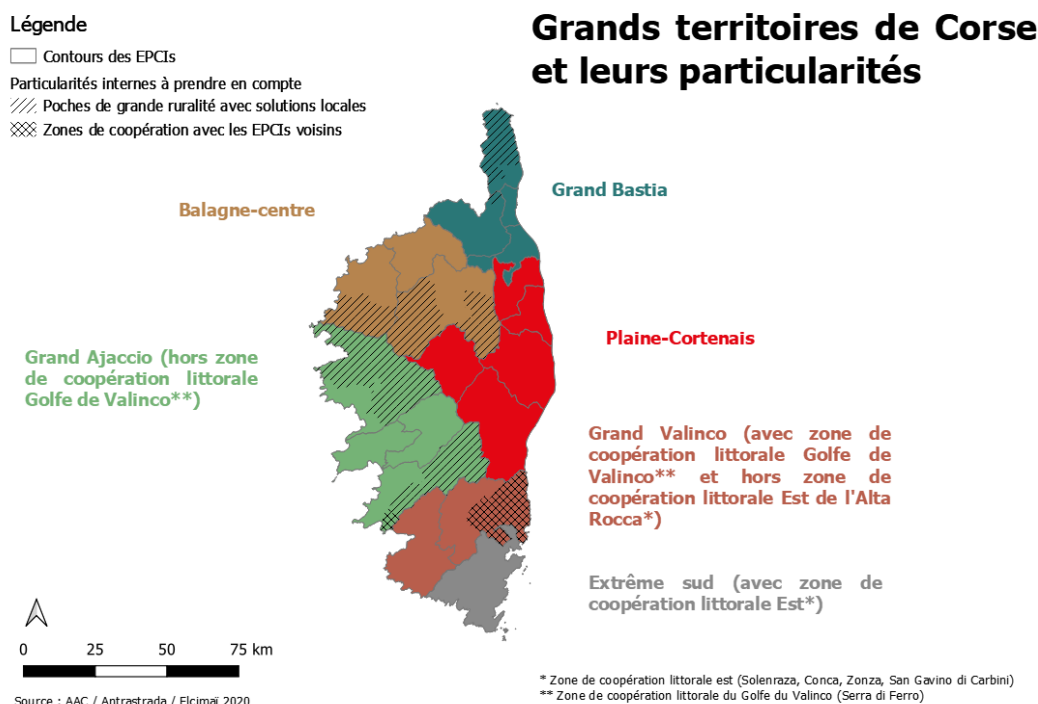


Figure 68 : Grands territoires corses permettant une coopération EPCI

4.2/ Articulation avec les orientations stratégiques et le plan d'actions d'économie circulaire de l'OEC

Dans le cadre du Contrat d'Objectif Dynamique Régionale Déchets et Economie Circulaire (CODREC) que la Collectivité de Corse (CdC) a engagé au travers de l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), une étude de définition d'orientations stratégiques a été réalisée. Elle propose un Plan d'Actions d'Economie Circulaire en Corse (PAE2C) pour la période 2019 à 2031 soit la période couverte par le PTPGD et le PTAEC. Ce travail, pour initier un développement de l'économie circulaire en Corse, s'est appuyé sur **un important travail de rencontre de l'ensemble des acteurs du territoire**, selon 2 catégories,

- Les institutionnels d'une part :
 - La Collectivité de Corse.
 - Les Offices et Agences.
 - Les EPCI.
 - Les Syndicats professionnels.
 - Les administrations d'Etat et Agences nationales.
- Les entreprises d'autre part :
 - Agriculture et Agroalimentaire.
 - Tourisme.
 - Services et commerces.
 - Mécanique.
 - BTP.
 - Transport.
 - Maritime.
 - Fabrication.

Ce travail de concertation a permis d'aboutir à 23 actions réparties entre, les différents secteurs publics et économiques et les quatre premiers piliers de l'économie circulaire :

- Achats durables (4 actions),
- Eco-conception (6 actions),
- Economie de la fonctionnalité (6 actions),
- Ecologie Industrielle et Territoriale (4 actions),
- Complétés de la thématique « Gouvernance » (3 actions).

Les différentes actions proposées, déclinées par typologie de secteurs d'activités économiques, ont ainsi été rapprochées de celle proposées par le PTAEC ci-après afin de **proposer un plan unique comprenant l'intégralité des actions issues des différents travaux réalisés**, pour l'ensemble des secteurs économiques et des territoires.

Les actions du PAE2C, décrites sous forme de fiches dans l'étude pour la « *Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire en Corse* » **sont identifiées dans le PTAEC par le numéro de fiche** correspondant. Elles permettent ainsi de décliner les différents secteurs économiques concernés par les items d'actions de chacun des piliers correspondant au premier domaine de l'économie circulaire que sont l'approvisionnement durable, l'éco-conception, l'écologie industrielle et territoriale et l'économie de la fonctionnalité.



4.3/ Le rôle et la place des acteurs

Elaborer un Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire ne peut se faire sans la contribution de tous les acteurs, institutionnels, territoriaux, économiques et associatifs. Ce fût le cas dans le cadre des 8 groupes de travail organisé et animé par l'Office pour l'Environnement de la Corse au cours du second trimestre 2020.

Mais le déploiement du plan d'actions présenté ci-après, ne saurait se faire également sans une mobilisation de tous ses acteurs (Communautés d'agglomération, Communautés de communes, Chambres consulaires, Ademe, Syndicat de traitement, Eco-organismes, Fédérations professionnelles, associations...) **pour s'emparer chacun des actions qui leur incombent** ou auxquelles ils peuvent contribuer ou être un facilitateur.

L'Office de l'Environnement de la Corse s'est pleinement emparé de son rôle de planificateur et pourra être avec l'Ademe, un financeur de certaines actions, mais **il est indispensable que**, les éco-organismes, les EPCI, le Syndicat de traitement, les chambres consulaires, les associations professionnelles, **les acteurs économiques et les associations s'investissent et soient force de propositions** en qualité d'acteurs et maîtres d'ouvrage clés. **Les réseaux d'acteurs de l'Économie circulaire Corse restant fortement à initier et dynamiser, étant encore trop peu actifs et représentés dans l'organisation actuelle.**

4.4/ Un PTAEC qui s'articule avec le PTPGD

Pour le Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (**PTPGD**) de Corse, un cadre de **9 orientations, 30 objectifs et 103 actions** est décrit et proposé dans le document de planification. **5 de ces orientations intègrent 13 objectifs et 48 actions pour le** Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire (**PTAEC**) présentés dans le tableau de la page suivante.



Orientations		PTPGD		PTAEC		PTPGD & PTAEC	
		Objectifs	Actions	Objectifs	Actions	Objectifs	Actions
A	Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire	4 objectifs	5 actions	3 objectifs	6 actions	4 objectifs	13 actions
B	Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source	5 objectifs	14 actions			1 objectif	2 actions
C	Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire	6 objectifs	13 actions	1 objectif	5 actions	3 objectifs	9 actions
D	Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire	3 objectifs	6 actions				
E	Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages	1 objectif	1 action				
F	Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser	1 objectif	5 actions				
G	Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire et dynamiser les réseaux			2 objectifs	5 actions	1 objectif	1 actions
H	Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques	2 objectifs	11 actions	1 objectif	5 actions	1 objectif	2 actions
Totaux		22 objectifs	55 actions	7 objectifs	21 actions	10 objectifs	27 actions

Figure 69 : Liste des orientations pour le PTPGE et le PTAEC

4.5/ Orientation A : Vers une cohérence des dynamiques de prévention sur tout le territoire

Les flux concernés par l'orientation A sont les **DMA / DAE / BTP**

4.5.1/ Justification

▪ **Situation des gisements**

Selon le diagnostic du PTPGD, le gisement des DMA important, de l'ordre de 722 kg/hab./an en 2018, avec des coûts de gestion très élevés et des filières de gestion à consolider et à pérenniser. Le gisement des DAE et des déchets du BTP est peu suivi :

- Il est estimé à 146 000 t pour les DAE en 2018 et évalué à la hausse à horizon 2033 (181 500 t) sans actions du plan.
- Il est estimé à 655 000 t pour les déchets du BTP en 2018 et évalué à la hausse à horizon 2033 (834 300 t), sans actions du plan et avec un potentiel de réduction des tonnages actuellement peu exploité.

▪ **Les actions engagées**

Des actions de prévention ont été engagées sur le territoire avec des thématiques bien ancrées (sensibilisation des scolaires, promotion du compostage domestique...).

10 EPCI se sont également engagés dans des démarches d'études de faisabilité de la TI et des initiatives émergentes (sur le réemploi et la réparation notamment) sont à poursuivre et à systématiser, en particulier pour les DMA et les DAE.

Peu d'actions de réduction sont connues pour les déchets du BTP.

Des synergies et collaborations sont à poursuivre entre les acteurs pour une meilleure efficacité des actions engagées et favoriser l'émergence de nouvelles initiatives.

▪ **Pour quels objectifs ?**

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment) et des objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux sont proposés.



	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Réduire de 15 % les DMA à horizon 2030 par rapport à 2010 Promouvoir le réemploi (5 % des DMA en 2030), le déploiement de la TI Des orientations spécifiques concernant les contenants en verre et les plastiques Couverture de 25 millions de français à horizon 2025 par une tarification incitative	Réduire de 5% les DAE par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP, en 2030 par rapport à 2010	
Objectifs territoriaux (PTAEC)		Plusieurs objectifs de développement du réemploi et de la réutilisation, ainsi que de boucles d'économie circulaire (en émergence : recyclage des cartons, valorisation de certains polymères plastiques)	
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux		Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention	S'orienter vers le réemploi des DI, aujourd'hui peu développé

Il s'agit ici de respecter, selon une territorialisation géographique, les objectifs réglementaires de réduction des volumes à prendre en charge, dans la perspective d'optimiser les filières et les coûts de gestion.

En s'appuyant notamment, sur les EPCI pour mettre en œuvre les actions et accompagner les entreprises (tous secteurs confondus) dans cette transition.

L'ensemble des activités économiques doivent participer au même niveau à l'effort de prévention (en particulier le secteur du BTP peu engagé).

Pour le PTAEC, l'orientation A, « Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire » comporte 5 objectifs et 19 actions.

Orientation A : Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire		
PTAEC	3 objectifs 6 actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Obj. n°2 (A2) : Développement d'une consommation responsable ▪ Obj. n°4 (A4) : Développer une économie de la fonctionnalité ▪ Obj. n°5 (A5) : Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation
PTPGD & PTAEC	4 objectifs 13 actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Obj. n°3 (A3) : Elargir et développer les démarches d'écoconception ▪ Obj. n°4 (A4) : Développer une économie de la fonctionnalité ▪ Obj. n°5 (A5) : Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation ▪ Obj. n°6 (A7) : Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source

4.5.2/ Actions pour une cohérence des dynamiques de prévention sur tout le territoire (Orientation A (OA))

5 objectifs et 19 actions constituent l'OA du PTAEC telles que décrites ci-après :

Objectif A2

Développement d'une consommation responsable



Contexte/Enjeux

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment).

Il s'agit de renforcer les actions existantes de l'AUE, de l'Office hydraulique et de l'ODARC, de mettre en perspective les circuits courts existants et en initier des nouveaux sur l'ensemble du territoire.

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire.

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :	Zones	Tout le territoire (OA-2-02)
Grands territoires	prioritaires	Zones de montagne (OA-2-03)

Résultats attendus

Développement de la consommation de produits issus de circuits courts par le grand public et les services d'achats publics et des acteurs économiques.

Création, déploiement et distribution d'une offre d'hydroélectricité produite sur le territoire Corse.

Indicateurs de suivi

Nombre total de plateformes de circuits courts identifié et communiqué auprès du grand public et des services d'achats publics (OA-2-02)









Nombre total de KWh potentiel produit à partir d'une source hydro-électrique en Corse (OA-2-03)

Plan d'actions

2 actions à réaliser avant 2027

OBJECTIF A2

Développement d'une consommation responsable

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
<p>OA-2-02</p> <p>Créer et/ou valoriser les plateformes de circuits courts des produits locaux (Liens avec les actions de l'ODARC) par typologie de flux (alimentaire, matériaux recyclés de constructions, invendus d'entreprises...)</p> <p>Inventorier et évaluer les plateformes de circuits courts existantes</p> <p>Proposer l'émergence de nouvelles plateformes ou le renforcement de celles existantes pour couvrir les besoins manquants par cible de produits et typologie de grands territoires</p>	1	2	2027	<p>DMA</p> <p>+ DAE</p> <p>BTP</p>	Non chiffrable	<p>CC et CA</p> <p>+ CCI, CRMA</p> <p>Associations de consommateurs</p>	<p>ODARC</p> <p>AUE</p> <p>ADEME</p> <p>OEC</p>	OEC

OA-2-03 Réaliser une étude de marché pour l'émergence de microcentrales hydro-électriques et l'accès à une énergie verte produite en Corse (Liens avec les actions de l'AUE)	2	4	2027	-	Réalisation d'une étude de marché : €30 k€	Commune CCI, CRMA Associations de consommateurs	ODARC AUE EDF / Etat ADEME OEC	OEC
---	---	---	------	---	---	--	--	-----

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif A3

Elargir et développer les démarches d'écoconception

● Réglementaire

● Nécessaire

○ Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment) et des objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux sont proposés :

- Plusieurs objectifs de développement du réemploi et de la réutilisation
- Des orientations spécifiques concernant les contenants en verre et les plastiques
- Mettre un place un dispositif de formation des maîtrises d'ouvrage publiques (MOP) et des acteurs économiques aux démarches d'éco-conception

Orientation concernée : A – Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

Collectivité de Corse

Zones
prioritaires

EPCI avec le plus d'acteurs
économiques (OA-3-04)

Tout le territoire (OA-3-05)

Résultats attendus

- Réduire de 5% par million € PIB (2030-2010) la production de déchets non dangereux (DAE et BTP)
- Stabiliser les tonnages de DAE
- Stabiliser voire réduire de 10% les tonnages de déchets dangereux.

Indicateurs de suivi

Nombre total de formations réalisées auprès des entreprises aux démarches d'éco-conception de produits et services (OA-3-04)

Nombre d'évènements intégrant des démarches d'éco-conception (OA-3-05)









Nombre total de formations réalisées auprès des MOP aux démarches d'éco-conception d'évènements culturels et sportifs (OA-3-05)









Plan d'actions

2 actions à réaliser avant 2027

OBJECTIF A3

Elargir et développer les démarches d'écoconception

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OA-3-04 : Organiser auprès des entreprises des formations d'actions d'écoconception de produits et services.	1	3	2027	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CCI, CRMA + Fédérations de professionnels	ADEME OEC ATC	OEC
<p>Fiche 3.2 (PAE2C*) : Développement de l'Ecoconception dans les domaines de l'agriculture et de l'Agroalimentaire (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 4.1 (PAE2C*) : Ecoconception de l'offre Sites et Lieux Touristiques (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 4.2 (PAE2C*) Conversion du mode de construction-extension-restructuration de bâtiments dans le secteur Tourisme par l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 5.2 (PAE2C*) : Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 9.1 (PAE2C*) : Développement de l'écoconception dans le secteur maritime (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 10.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Ecoconception dans le secteur de la Fabrication en Corse</p>								

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OA-3-05 : Former les maîtrises d'ouvrages publiques (MOP) aux actions d'éco-conception d'évènements culturels et sportifs	2	2	2027	-	Réalisation d'une étude de marché : €30 k€	CNFPT + CCI	ADEME OEC Fédérations professionnelles	OEC
Fiche 7.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Écoconception dans la commande publique de bâtiments par les acteurs publics locaux. (Voir le descriptif dans le PAE2C)								

*(p90) Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif A4

Développer une économie de la fonctionnalité



Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment) et des objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux sont proposés :

- Plusieurs objectifs de développement du réemploi et de la réutilisation
- Identifier l'ensemble des secteurs économiques et publics pouvant faire l'objet de développement de services d'usages en remplacement de l'acquisition de produits et bien matériels.
- Evaluer le potentiel de développement et engager une dynamique de changement progressif de mise sur le marché de tels offres de services d'usages.

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application : **Zones prioritaires** **Tout le territoire (OA-4-06)**
Collectivité de Corse **EPCI (OA-4-07)**

Résultats attendus

- Limiter la production de déchets d'activités
- Développer une offre de services et d'usages privés sur le territoire Corse
- Développer une offre de services et publics sur le territoire Corse

Indicateurs de suivi









Nombre total de formations réalisées auprès des entreprises au développement de services et d'usages (OA-4-06)
Nombre total de services d'usages déployés par les territoires (OA-4-06)
Nombre total de formations réalisées auprès des MOP au développement de services et d'usages (OA-4-07)

Plan d'actions

2 actions à réaliser avant 2027

OBJECTIF A4

Développer une économie de la fonctionnalité

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OA-4-06 Former les MOP aux déploiements de services d'usages partagés sur leur territoire	2	2	2027	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CNFPT + CCI	ADEME OEC Fédérations de professionnels	OEC
OA-4-07 Organiser auprès des entreprises des formations aux développements de services et d'usages en substituts de produits et bien de consommation	3	3	2027	-	Réalisation d'une étude de marché : €30 k€	CCI, CRMA + Fédérations de professionnels	ADEME OEC	OEC
<p>Fiche 3.3 (PAE2C)*Evaluer l'impact et lever les verrous pour « instiller » l'économie de la fonctionnalité dans les domaines agricoles et agroalimentaires corses (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 4.3 (PAE2C)*Conversion du mode d'équipement dans le secteur Tourisme par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 5.2 (PAE2C)*Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p> <p>Fiche 9.2 (PAE2C)*Incitation à la mise en œuvre de l'économie de la fonctionnalité dans le secteur maritime (voir le descriptif dans le PAE2C*)</p>								

*(p90) Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif A5

Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Des obligations réglementaires ambitieuses sont à prendre en compte (LTECV, LAGEC notamment) et des objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux sont proposés :

- Plusieurs objectifs de développement du réemploi et de la réutilisation
- Connaître l'offre de réparation disponible et proposer un accès centralisé à cette information.
- Déployer un réseau d'équipements et d'installations de prise en charge, de réparation et de vente des objets déposés
- Mailler chaque bassin de vie par une offre d'équipements et d'installations de réemploi et de réutilisation des objets.
- Développer une consigne à l'échelle du territoire corse sur les emballages verres.

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

Collectivité de Corse

Zones Par EPCI et pour tout le
prioritaires territoire

Résultats attendus

- Limiter la production de déchets
- Développement du réemploi et de la réutilisation

Indicateurs de suivi

Nb de recyclerie / ressourcerie déployé (OA-5-08)

Nb total d'espace du réemploi / réutilisation déployé (OA-5-09)

Tonnages de verre collecté / Nb de dispositifs de consigne / Taux de verre dans les caractérisations d'OMr (OA-5-10)

Tonnages d'emballages collectés / Taux d'emballages dans les caractérisations d'OMr et de sélectif (OA-5-11)

Nb de prestataires de réparation identifié / Nb d'actions mises en place par les EPCI (OA-5-12)

Nb d'acteurs ayant bénéficié de la diffusion des guides Energies/Eaux/Espaces verts (OA-5-13/15/15)

Nombre de connexions au site Internet (OA-5-16)

Nb d'entreprises ayant réalisé des diagnostics / Nature des DAE produits (OA-5-17)

Nb de chantiers avec des démarches exemplaires / Nb de formations réalisées / Nb de donneurs d'ordre formés (OA-5-18)

Nb d'événements organisés (OA-5-19)








Plan d'actions

12 actions à réaliser tout au long de la vie du plan

OBJECTIF n°A5

Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur
OA-5-08 Création d'équipements type recyclerie	3	3	2027	DMA	Une étude de faisabilité d'une recyclerie : de 20 k€ à 25 k€	EPCI CRESS SYVADEC	Associations ADEME OEC	OEC
OA-5-09 Création d'espace du réemploi	2	2	2027	DMA	Non chiffrable	EPCI AUE	CRESS Associations ADEME OEC SYVADEC	OEC
OA-5-10 Favoriser l'usage d'emballage en verre via un dispositif de consigne régional	2	3	2027	DMA DAE	Non chiffrable	CCI / EPCI + Distributeurs / embouteilleurs	Fédérations professionnelles ADEME OEC	OEC
OA-5-11 Engager une concertation à l'échelle territoriale pour réduire la production et la consommation de bouteilles plastiques à usage unique	2	3	2027	DMA DAE	Une animation d'une journée d'ateliers avec préparation et comptes-rendus : ~5 k€	CCI / EPCI + Distributeurs, intervenants dans l'évènementiel	Fédérations professionnelles ADEME OEC	OEC
OA-5-12 Annuaire de l'offre de réparation disponible	1	1	2027	DMA DAE	Non chiffrable	EPCI + CCI / CRMA	CRESS Associations ADEME OEC SYVADEC	OEC
OA-5-13 Diffusion du guide Ademe sur la réutilisation des énergies perdues	3	1	2022	-	Réalisation d'un guide : ~25 k€	AUE + CCI / CRMA	ADEME OEC EPCI	OEC
Action	Priorité	Com-	Echéance	Cible	Estimation	Acteurs		

	 Complexité			de coût 	Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 	
OA-5-14 Réaliser et diffuser un guide sur la réutilisation des eaux en Corse	3	2	2027	-	Réalisation d'un guide : ~25 k€	EPCI + CCI / CRMA	Office d'Equipement Hydraulique de Corse ODARC Agence de bassin (RMC)	OEC
OA-5-15 Réaliser et diffuser un guide sur le choix d'essences végétales économes en eau et en entretien	3	3	2027	-	Réalisation d'un guide : ~25 k€	CENC + CBNC	EPCI Chambres consulaires Conservatoire d'Espaces Naturels Corse CBNC	OEC
OA-5-16 Sites d'accès aux fichiers de pièces détachées pour imprimantes 3D	2	1	2027	DMA DAE	Non chiffrable	CRESS + CCI / CRMA / EPCI	Fournisseurs de fichiers opensource CRESS	OEC
OA-5-17 Réaliser des diagnostics de flux par établissement	1	3	2033	DAE	Un diagnostic d'un site + compte-rendu : ~5 k€	Chambres consulaires + Fédérations de professionnels	BE Organismes de formation DREAL	OEC
OA-5-18 Mettre en œuvre des audits préliminaires sur le territoire et communiquer sur les chantiers exemplaires	1	2	2027	BTP	Un diagnostic d'un site + compte-rendu : ~5 k€	Fédérations du bâtiment et des travaux publics	EPCI Etablissements Publics Foncier MOa / MOe ADEME OEC	OEC
OA-5-19 Développer les initiatives liées au réemploi (bourse aux matériaux, recyclage...) sur les zones urbaines	3	2	2027	DMA BTP	Non chiffrable	Structures de l'ESS + EPCI	ADEME OEC Associations EPCI SYVADEC	OEC

*(p90) Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire) //Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

Objectif A7

Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

- Des collectes de biodéchets émergentes sur plusieurs territoires (1800 t en 2018), des volumes de déchets verts toujours aussi importants (14230 t en 2018).
- Des gisements de biodéchets significatifs toujours présents dans les OMr (22,3 % des OMr, soit 19 kg/hab.)
- Des campagnes de distribution de composteurs à poursuivre et accompagner, des nouvelles initiatives à relayer (mise à disposition de broyeurs...).
- Plusieurs opérations de lutte contre le gaspillage alimentaire engagées par les collectivités (programme EcoScola notamment) et la grande distribution.
- Un cadre réglementaire ambitieux sur la prévention et la valorisation des déchets organique.

Orientation concernée : A - Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle
d'application

EPCI

Zones
prioritaires

Chaque territoire va étudier la déclinaison qu'il faut adapter des solutions de collecte et de gestion. Les zones de production

Résultats attendus

- 80% à 100% du gisement potentiel de biodéchets captés
- Déploiement du compostage individuel et collectif, valorisation locale, développement de la collecte séparative des biodéchets en porte-à-porte.
- Gaspillage alimentaire : Baisse de 50% à horizon 2025

Indicateurs de suivi









Taux de biodéchets dans les caractérisations d'OMr

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2023

OBJECTIF A7

Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source

Action	Priorité 	Com- plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OA-7-21 Réduire le gaspillage alimentaire dans la production alimentaire et la distribution Communication, actions avec la restauration collective et des petits commerces et marchés pour réduire de 50% le gaspillage alimentaire	2	3	2025	DMA DAE	Un plan de communication par un cabinet spécialisé : ~20 k€	Fédérations professionnelles (GMS, restauration)	ADEME OEC EPCI ODARC Chambres consulaires	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires **Techniques** / **Financiers et techniques**

4.6/ Orientation B : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Les flux concernés par l'orientation B sont les **DMA / DAE / BTP**

4.6.1/ Justification

▪ **Situation des gisements**

Selon le diagnostic du PTPGD, des potentiels de valorisation significatifs sont possibles au vu des résultats des caractérisations des DMA :

- En 2019 la poubelle grise est toujours constituée notamment de 22,3 % de biodéchets et 39 % de déchets pourraient faire l'objet de collectes séparées.
- ~ 70 % de ces déchets pourraient faire l'objet d'une collecte séparée).

Les flux collectés séparément sont de :

- 26 680 t d'emballages et papiers/cartons collectées en 2019.
- 759 t de textiles collectés sur 138 bornes de collecte en 2018, soit 11 % du gisement seulement. Les TLC présentent un gisement potentiel élevé (caractérisations 2018 SYVADEC) :
 - 5 300 tonnes de textiles dans les OMr dont 67% en bon état.
 - 465 tonnes dans le tout-venant dont 63% en bon état.

Les informations sont peu disponibles concernant la gestion des flux valorisables des DAE (faible lisibilité des services proposés, absence de données consolidées concernant les flux valorisés). On note un gisement des déchets du BTP largement méconnu avec une majorité de Très Petites Entreprises (TPE) produisant des flux diffus.

▪ **Situation du territoire**

Le territoire corse est caractérisé par de nombreuses contraintes géographiques qui pénalisent les déplacements.

Les capacités de traitement des résiduels sont insuffisantes, les accès aux déchèteries publiques ne sont pas ouverts aux professionnels ou de manière très limitée. Une gestion de proximité s'impose au regard des coûts de transport très élevés pour les déchets inertes, mais les points de collecte de proximité existants sont insuffisants et peu connus par les professionnels. Des actions destinées à augmenter le nombre de déchèteries professionnelles sont donc proposées.

▪ **Les actions engagées**

- Tous flux

Une mise en place des collectes sélectives tardives, des dynamiques fortes sur certains territoires.

Certaines collectes de proximité s'organisent, notamment à l'occasion du déploiement des filières REP. L'obligation de reprise par les distributeurs de matériaux n'est pas encore appliquée sur le territoire.



- Biodéchets

L’OEC a proposé différents soutiens au travers de cahier des charges permettant de redynamiser le rôle clé des communautés de communes pour le déploiement, de composteurs individuels et collectifs et des collectes en porte-à-porte des biodéchets.

Des collectes de biodéchets émergentes sont à noter sur plusieurs territoires (1800 t en 2018). A noter cependant que les volumes de déchets verts collectés sont toujours aussi importants (14230 t en 2018). D’autre part, des campagnes de distribution de composteurs sont à poursuivre et accompagner et des nouvelles initiatives à relayer, comme la mise à disposition de broyeurs. Des opérations de lutte contre le gaspillage alimentaire sont également engagées par les collectivités (programme EcoScola notamment) et la grande distribution.

- **Pour quels objectifs ?**

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment) et enjeux issus de l’analyse de l’état des lieux

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Obligation de tri 5 flux étendu à 6 flux en 2025 : papiers, métaux, plastiques, verre, bois et textiles		
	Valorisation de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025		
Réglementation	Obligation de tri à la source des biodéchets		
	Obligation de tri à la source des biodéchets Obligation de réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015. D’ici 2025 dans les domaines de la restauration collective et de la distribution alimentaire Obligation de tri à la source en 2025 des TLC	Une obligation de tri des biodéchets. Obligation de réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015. D’ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale (article 11).	Tri à la source des déchets de construction et de démolition Prouver la traçabilité des opérations de dépôts des déchets de leurs chantiers Obligation de collecte des distributeurs Mise en place d’une filière REP matériaux de construction
Enjeux issus de l’analyse de l’état des lieux			Augmenter les taux de captage

Il s’agit ici de respecter les obligations réglementaires de tri à la source des biodéchets, de réduction du gaspillage alimentaire, de valorisation, du principe de proximité.

Via le développement de collecte de proximité permettant d’inciter les producteurs à effectuer un geste de tri, en leur facilitant celui-ci et ainsi détourner ces fractions du stockage. Une planification spécifique à prévoir dans le cadre du plan concernant les emballages et papiers/cartons, les biodéchets, les TLC (augmentation du taux de captage).

D’autre part, la collecte de proximité permet de limiter des impacts du transports et de répondre à l’enjeu d’augmentation du captage. Pour cela, différents niveaux d’actions sont possibles : développement de la collecte de proximité en porte-à-porte complétés de points d’apports volontaires pour les situations qui le justifient, déchèteries publiques, déchèteries professionnelles et reprise des matériaux par les



distributeurs. Cela permettrait également de développer les partenariats avec les associations et les structures d'ESS.

Pour le PTAEC, l'orientation B, « *Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source* » comporte 1 objectifs et 2 actions.

Orientation B : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source		
PTPGD & PTAEC	1 objectif 2 actions	▪ Obj. n°4 (B4) : Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels



4.6.2/ Actions pour développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source (Orientation B (OB))

1 objectif et 2 actions constituent l'OB du PTAEC telles que décrites ci-après :

Objectif B4

Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte/Enjeux

Le manque de filière et de connaissance des flux de déchets du BTP constaté dans le cadre du diagnostic et le cadre réglementaire ambitieux sur les objectifs de valorisation, justifient de :

- Mobiliser les fournisseurs de matériaux afin de mettre en place l'obligation de reprise auprès de leur client des déchets associés.
- Maintenir voire étoffer une offre minimum de reprises de petites quantités de déchets du BTP auprès des artisans du BTP dans le cadre de l'assimilé par les EPCI (déchèteries).
- Cartographier les zones de chalandise des fournisseurs de matériaux soumis à obligation de reprise.
- D'évaluer le besoin de reprise minimum des artisans dans les déchèteries publiques et déploiement d'une RS associée.

Orientation concernée : B - Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones

prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Participation à l'effort d'atteinte des 65% de valorisation matière

Indicateurs de suivi

Nombre total d'acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction (OB-4-38)

Nombre total d'opérations de reprise déployées en lien avec la fédération nationales, les Chambres consulaires et les EPCI (OB-4-38)









Nombre total de réunion d'échanges avec les distributeurs et les territoires en vue de préparer de déploiement de la filière de reprise des matériaux (OB-4-39)

Plan d'actions

2 actions à enclencher d'ici 2025

OBJECTIF B4

Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OB-4-38 Identifier et cartographier les acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction et engager des opérations de reprise en lien avec la fédération nationale, les Chambres consulaires et les EPCI	2	2	2025	BTP	Non chiffrable	FNBM (Fédération du négoce de bois et des matériaux de construction) + CRMA/CCI	ADEME OEC EPCI Eco-organismes (selon flux concernés)	OEC
OB-4-39 Accompagner le déploiement de l'obligation de collecte des distributeurs (en reproduisant par exemple l'initiative de la CCI du Var, qui a initié un dialogue entre les distributeurs et 2 collectivités ZDZG, mais aussi FBTP, CAPEB, CMA)	2	3	2025	BTP	Non chiffrable	CRMA/CCI + Fédérations de professionnels	ADEME OEC EPCI SYVADEC Eco-organismes (selon flux concernés)	OEC

4.7/ Orientation C : Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Les flux concernés par l'orientation C sont les **DMA / DAE / BTP**

4.7.1/ Justification

▪ **Situation des gisements et des filières**

La valorisation monte en puissance à l'occasion du déploiement des collectes sélectives des assimilés, mais reste encore trop ponctuelle.

Les difficultés de recueil des données (concernant les gisements potentiels et les gisements collectés) ne permettent pas de calculer le taux de valorisation des DAE. Mais probablement une part forte des assimilés pris en charge par le SPGD

Selon le diagnostic du PTPGD, un gisement produit de DNDNI du BTP est estimé à 69 000 t, majoritairement issu de Très Petites Entreprises du BTP, mais le gisement collecté de DNDNI n'est pas connu et le taux de valorisation n'est pas connu.

Les déchets inertes représentent 84% des déchets du BTP. Le tonnage collecté est estimé à 77 000 tonnes de DI, soit moins de 10% du gisement estimé de DI (enquête OEC). En l'absence d'information sur les modalités de gestion des 90% restant, il est présumé un fort potentiel de valorisation.

Une gestion de proximité s'impose par les coûts de transport très élevés pour les déchets inertes et des filières en place (inertes, cartons, emballages...), mais des filières locales restent à développer.

▪ **Situation du territoire**

Les filières de gestion des résiduels ne sont pas pérennes et la valorisation est encore trop souvent reportée sur le continent. Les accès aux déchèteries publiques sont restreints pour les professionnels.

En Corse, le coût de gestion global des déchets pour les EPCI est 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale et 65% plus élevé que les collectivités touristiques. Des mauvaises pratiques sont encore souvent constatés n'incitant pas à utiliser les filières de collectes payantes proposées par les opérateurs.

L'investissement public dans le secteur du BTP en Corse est supérieur à la moyenne nationale induisant la possibilité de mobiliser un gisement potentiel important via la commande publique.

▪ **Les actions engagées**

13 EPCI sur 19 ont mis en place une redevance spéciale avec des conditions d'assujettissement perfectibles. Des études sont en cours sur le développement de filières locales (filière verre), et on note des initiatives individuelles réussies (PSE)

Une démarche de progrès est engagée à l'échelle de plusieurs EPCI en Corse, notamment sous l'impulsion du plan d'actions économie circulaire initié en 2017.

Des pistes de progrès sont identifiées pour plusieurs flux/territoires, des réflexions engagées à l'échelle d'au moins 7 zones d'activités et des soutiens publics existent pour les démarches d'EIT.

▪ **Pour quels objectifs ?**



Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment), objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Valorisation de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025 Déploiement et Renforcement des filières REP Chaque partie prenante doit contribuer au financement à la hauteur de ses responsabilités		
			70% de valorisation matière des déchets du BTP
Objectifs territoriaux (PTAEC)		Plusieurs objectifs de boucles d'économie circulaire (en émergence : recyclage des cartons, valorisation de certains polymères plastiques)	
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux			Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Il s'agit d'atteindre à minima aux objectifs réglementaires de valorisation des DNDNI et des déchets du BTP, d'assurer la cohérence avec les objectifs d'économie circulaire du PTAEC et de :

- Promouvoir l'essor de filières locales (logique d'économie circulaire).
- Sensibiliser et responsabiliser les producteurs, et de donner les moyens financiers à la collectivité d'assumer ses compétences.
- S'appuyer sur la commande publique pour favoriser les bonnes pratiques des acteurs et le développement de la valorisation.

Pour le PTAEC, l'orientation C, « Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire » comporte 3 objectifs et 14 actions.

Orientation C : Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire		
PTAEC	1 objectif 5 actions	▪ Obj. n°1 (C1) : Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques
PTPGD & PTAEC	3 objectifs 9 actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Obj. n°1 (C1) : Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques ▪ Obj. n°2 (C2) : Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse ▪ Obj. n°3 (C3) : Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)

4.7.2/ Actions pour augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire (Orientation C (OC))

3 objectifs et 14 actions constituent l'OC du PTAEC telles que décrites ci-après :

Objectif C1

Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte/Enjeux

Le manque de filière et de connaissance des flux de DAE constaté dans le cadre du diagnostic et le cadre réglementaire ambitieux sur les objectifs de valorisation, notamment ceux ciblés dans la catégorie des 6 flux, justifient des actions tant en amont qu'en aval des entreprises.

Il s'agira dans un premier temps d'identifier les potentialités de synergies de substitution et de mutualisation dans les territoires (zones d'activités, bassins de vie...), de mobiliser les acteurs économiques concernés (en particulier les entreprises et les services de développement économiques des EPCI), puis dans un second temps de réaliser des diagnostics de flux/services au sein des entreprises concernées afin de développer des logiques d'achats groupés et de partage des flux et services.

Orientation concernée : C - Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle
d'application :

Grands
territoires

(OC-01-
42/43/44)

Collectivité de

Corse

(OC-01-
41/45/46)

Zones
prioritaires

Prioriser les actions sur les zones les plus productrices de déchets d'activités (OC-1-41)

Prioriser les actions sur les zones d'activités les plus consommatrices d'énergies primaires (OC-1-42)

Prioriser les actions sur les zones d'activités les plus consommatrices en eau (OC-1-43)

Prioriser les actions sur les zones d'espaces verts les plus consommateurs en eau (OC-1-44)

Prioriser les actions sur les territoires les plus développés sur le plan économique (OC-1-45)

Prioriser les actions sur les zones d'activités les plus développées sur le plan économique (OC-1-46)

Résultats attendus

- Améliorer le maillage des solutions sur le territoire et optimiser les transports pour augmenter les taux de valorisation
- Réduction de la consommation d'énergies primaires dans les procédés d'activités économiques et territoriaux
- Réduction de la consommation d'eau potable dans les procédés d'activités économiques et territoriaux
- Réduction de la consommation d'eau dans la gestion des espaces verts
- Acculturation des acteurs territoriaux aux démarches d'EIT
- Acculturation des acteurs économiques aux démarches d'EIT

Indicateurs de suivi

Nombre total de synergies de flux et de services déployées entre les entreprises par démarche d'EIT engagée (OC-1-41)

Nombre total de KWh potentiel annuel partagé à partir de surplus énergétiques entre acteurs économiques et territoriaux (OC-1-42)

Nombre de m3 d'eaux réutilisées en substitution d'une eau potable / an (OC-1-43)

Nombre total de m2 d'espaces verts d'entreprises gérés avec des essences faiblement consommatrices d'eau (OC-1-44)

Nombre de formations auprès des MOP aux démarches d'écologie industrielle et territoriales – EIT (OC-1-45)

Nombre de démarche d'EIT engagé (OC-1-45/46)









Nombre de formations auprès des entreprises / ports / aéroports sur les démarches d'écologie industrielle et territoriales – EIT (OC-1-46)







Plan d'actions

6 actions à réaliser tout au long de la vie du plan

OBJECTIF C1

Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OC-1-41 Identifier des synergies de flux et services entre les entreprises du territoire	1	4	2033	DAE BTP	Un diagnostic pour 20 entreprises : ~25 k€	CCI, CRMA EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	OEC
OC-1-42 Partager des surplus énergétiques entre acteurs économiques et territoriaux	3	4	2033	-	Une animation de 4 GT pour 4 rencontres chacun : ~20 k€	CCI, CRMA EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC AUE	OEC
OC-1-43 Développer la réutilisation des eaux usées traitées pour les usagers ne nécessitant pas une eau potable	3	4	2033	-	Une animation de 4 GT pour 4 rencontres chacun : ~20 k€	CCI, CRMA EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs	Action	Priorité 
OC-1-44 Orienter la gestion des espaces verts des ZA et des entreprises pour réduire la consommation des ressources en eau	3	3	2027	DAE	Une animation de 1 GT pour 4 rencontres : ~5 k€	CCI, CRMA EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	OEC
OC-1-45 Former les MOP aux démarches d'écologie industrielle et territoriales (EIT)	1	2	2027	DAE	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CNFPT + CCI, CRMA EPCI	ADEME OEC	OEC
OC-1-46 Former les entreprises aux démarches d'écologie industrielle et territoriales (EIT) en y associant les secteurs, agricole, agroalimentaire et maritime	2	2	2027	DAE	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CCI, CRMA	ADEME OEC	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif C2

Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte/Enjeux

Mobiliser les gros producteurs et en particulier les acteurs de la grande distribution.

Impliquer la chambre d'agriculture et les agriculteurs dans le déploiement d'unités de micro-méthanisation.

Réalisation d'études pour l'identification de débouchés locaux des coproduits des biodéchets en lien avec les agriculteurs et les habitants.

Benchmark et diffusion des solutions de déconditionnement des biodéchets emballés permettant une valorisation des co-produits en filière agricole.

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones
prioritaires

Prioriser les actions sur les zones ne disposant pas de solution de valorisation organique

Résultats attendus

- Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)

Indicateurs de suivi

Tonnages annuels d'inventus d'entreprises valorisés via des filières matières (OC-2-47)

Tonnage annuel méthanisable (OC-2-48)

Nombre total de méthaniseurs agricoles (OC-2-48)









Tonnages annuels produits par secteur d'activités par rapport aux tonnages annuels de déchets générés de ces mêmes secteurs d'activités (OC-2-49)

Plan d'actions

3 actions à enclencher d'ici 2027 (OC-2-47) et 2033 (OC-2-48 - 49)

OBJECTIF C2

Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-2-47 Associer la gestion des invendus à des fins de transformation	2	3	2027	DAE	Non chiffrable	EPCI	ADEME OEC ODARC	OEC
OC-2-48 Accompagner les agriculteurs pour le déploiement d'unités de méthaniseur	3	4	2033	DAE	Une étude de faisabilité pour la création d'un méthaniseur agricole : ~25k€	Chambre d'agriculture	ADEME OEC ODARC EPCI	OEC
OC-2-49 Adapter la production de produits alimentaires aux justes besoins et aux débouchés identifiés	2	4	2033	DMA DAE	Non chiffrable	GMS + CCI/CRMA/CA	ADEME OEC ODARC EPCI	OEC

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif C3

Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)



Contexte/Enjeux

Une majorité de Très Petites Entreprises (TPE) en Corse. Un gisement produit de DNDNI du BTP estimé à 69 000 t et un gisement collecté de DNDNI méconnu avec une part importante assimilés aux DMA. Peu de filière de valorisation locale : taux non connu.

Objectif réglementaire : valorisation sous forme de matière en orientant vers ces filières de valorisation 55 % en masse des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65 % en masse en 2025 (LTECV)

Enjeu : Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière.

Orientation concernée : C - Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones
prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)

Indicateurs de suivi









- Tonnages annuels de matières secondaires mobilisables / type de flux (OC-3-54)
- Chiffre d'affaire total évalué par l'étude sur l'émergence et la croissance de la valorisation locale des déchets de plâtre (OC-3-56)
- Nb d'entreprises total concerné par l'émergence et la croissance de la valorisation locale des déchets de plâtre (OC-3-56)
- Nb d'emploi total concerné par l'émergence d'une valorisation du plâtre (OC-3-56)
- Chiffre d'affaire total évalué par l'étude sur l'émergence d'une filières corses de certains plastiques (OC-3-58)
- Nb d'entreprises total concerné par l'émergence d'une filières corses de certains plastiques (OC-3-58)
- Nb d'emploi total concerné par l'émergence d'une filières corses de certains plastiques (OC-3-58)
- Nb annuels des filières de valorisation des déchets en Corse (OC-3-59)
- CA total évalué d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (OC-3-60)
- Nb d'entreprises concerné par une filière de cellulose pour l'isolation (OC-3-59)
- Nb d'emploi concerné par une filière de cellulose pour l'isolation (OC-3-59)







Plan d'actions

5 actions à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF C3

Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OC-3-54 Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables	3	3	2027	DAE BTP	Non chiffrable	Chambres consulaires Fédérations professionnelles Prestataires déchets	ADEME OEC	OEC
OC-3-56 Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales) voire d'autres flux (briques, tuiles...)	3	4	2027	BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	Fédérations professionnelles Chambres consulaires Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC	OEC
OC-3-58 Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières de valorisation corses de certains plastiques (Echelle : CdC)	2	4	2027	DAE BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	Université de Corse Fédérations professionnelles CCI	ADEME OEC Eco-organismes SYVADEC	OEC

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs	Action	Priorité 
OC-3-59 Favoriser le développement de filières locales de valorisation en Corse (palettes, verre,) à l'échelle des EPCI et développer celles déjà en place (PSE)	1	3	2033	DAE BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	CCI, CRMA Prestataires déchets Fédérations professionnelles	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	OEC
OC-3-60 Réaliser une étude de marché pour la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (liens avec les expériences existantes)	3	3	2027	BTP	Une étude de faisabilité pour la création d'une nouvelle filière : de ~20 k€ à ~25 k€	CCI, CRMA Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

4.8/ Orientation G : Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire

Les flux concernés par l'orientation H sont les **DMA / DAE / BTP**

4.8.1/ Justification

▪ Les actions engagées

Dans le cadre des travaux de la Commission « Economie circulaire » de la Chambre des Territoires, un appel à manifestation d'intérêt a été initié de manière conjointe entre les agences, offices et les services de la Collectivité de Corse.

▪ Pour quels objectifs ?

Des obligations réglementaires et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Dans le cadre du PTPGD, un Plan Territorial d'Action pour une Economie Circulaire		
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Créer plus de liens et d'échanges entre les acteurs (issu du GT EC du 28/04/2020)		

Il s'agit de mobiliser et de créer du lien dans la durée entre les acteurs corses (territoires, entreprises, chambres consulaires et associations) via des rencontres régulières afin d'instaurer du lien et faire émerger des projets communs.

Il s'agit également de développer des actions et démarches partagées et mutualisées à différentes échelles (EPCI, zones d'activités, etc.) et adaptées aux différents profils du territoire (agglomérations, littoral, montagnes...).

Pour le PTAEC, l'orientation G, « Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire » comporte 3 objectifs et 14 actions.

Orientation G : Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire		
PTAEC	2 objectifs 5 actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Obj. n°1 (G1) : Créer du lien entre les territoires, les acteurs de l'ESS, les entreprises et les universités ▪ Obj. n°2 (G2) : Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire
PTPGD & PTAEC	1 objectif 1 action	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Obj. n°3 (G3) : Créer du lien entre les acteurs autour de la thématique « Déchets »

4.8.2/ Actions pour créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire (Orientation G (OG)).

2 objectifs et 5 actions constituent l'OG du PTAEC telles que décrites ci-après :

Objectif G1

Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte/Enjeux

Il s'agit de mobiliser dans la durée les acteurs corses, territoires, entreprises, chambres consulaires et associations en organisant des rencontres régulières afin d'instaurer du lien et des projets communs afin de déployer des actions et démarches partagées et mutualisées à différentes échelles (EPCI, zones d'activités...) et adaptées aux différents profils du territoire (agglomérations, littoral, montagnes...).

Orientation concernée : G - Créer du lien entre les territoires, les acteurs de l'ESS, les entreprises et les Universités

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

(OG-1-80/81)

Grands territoires

(OG-1-82)

Zones
prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Un cluster d'acteurs référents identifié par tous les acteurs et reconnus dans ses champs d'expertises (OG-1-80)
- Des rencontres annuelles qui permettent chaque année d'accueillir un nombre plus important d'acteurs économique et territoriaux (OG-1-81)
- Des ateliers multithématiques qui permettent chaque année d'accueillir un nombre plus important d'acteurs économique et territoriaux (OG-1-82)

Indicateurs de suivi

Nombre d'adhérents **annuel** au pôle de compétitivité des acteurs du territoire pour une économie circulaire (OG-1-80)

Nombre de participants à la rencontre annuelle multithématique sur l'économie circulaire (OG-1-81)









Nombre de participants aux ateliers (multi)thématiques semestriels sur le déploiement des actions du PTAEC (OG-1-82)

Plan d'actions









3 actions à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF G1

Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire

Actions	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OG-1-80 Mettre en place un cluster des acteurs du territoire pour une économie circulaire : -en créant un espace de coopération pour aller vers une production valorisant des matières secondaires et une conversion des entreprises du secteur à l'EC : voir description de la Fiche 5.1 (PAE2C)* -avec une focale sur la récupération-transformation de matériaux issus de la déconstruction : voir description de la Fiche 7.1 (PAE2C)*	1	3	2027	DMA DAE BTP	Non chiffrable	Chambre des territoires	ADEME OEC Université de Corse Distributeurs Acteurs économiques Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS SYVADEC Université de Corse EPCI	OEC

*(p90) Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OG-1-81 Organiser une rencontre annuelle multithématique sur l'économie circulaire en mettant en place et en animant les instances multi-acteurs de coordination et de suivi du Plan d'EC : Fiche 1.0 (PAE2C*)	2	1	2027	DMA DAE BTP	Une animation d'une journée d'ateliers avec préparation et compte-rendus : ~5 k€	OEC + Université de Corse EPCI	ADEME OEC Distributeurs Acteurs économiques Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS	OEC
OG-1-82 Organiser des ateliers (multi)thématiques réguliers sur le déploiement des actions du PTAEC en définissant, organisant, mettant en place des dispositifs d'échange d'information, de biens, de services et un espace de travail collaboratif pour la communauté d'acteurs de l'EC : Fiche 1.1 (PAE2C*)	2	2	2027	DMA DAE BTP	Une animation d'une journée d'ateliers avec préparation et comptes-rendus : ~5 k€	OEC + EPCI Chambres consulaires Autres offices et agences de la CdC Eco-organismes	ADEME OEC Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS Acteurs économiques Université de Corse	OEC

*(p90) Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire – OEC – 2019

Objectif G2

Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte/Enjeux

Différents réseaux existants, associations d'entreprises, associations citoyennes peuvent être mobilisés. Il s'agit également d'élargir ces réseaux et/ou d'en créer d'autres s'ils ne couvrent pas suffisamment le territoire et les acteurs cibles.

Les réseaux existants sont déjà bien identifiés, cela leur confère une légitimité auprès des acteurs et ils sont déjà opérationnels, ils permettront de gagner du temps et en efficacité.

Orientation concernée : G - Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Grands territoires
(OG-2-83)

Collectivité de Corse
(OG-2-84)

Zones
prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Des réseaux identifiés et reconnus par tous les acteurs et dans leurs champs d'expertises (OG-2-83)
- Une visibilité des expériences remarquables en matière d'innovations relevant de l'économie circulaire (OG-2-84)

Indicateurs de suivi

Nombre total de réseaux existants pouvant participer à mobiliser les acteurs économiques et sociaux sur des actions relevant de l'économie circulaire (OG-2-83)









Nombre total d'innovations d'acteurs corses en lien avec l'économie circulaire (OG-2-84)

Plan d'actions

2 actions à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF G2

Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs 
OG-2-83 Inventorier les réseaux existants pouvant participer à soutenir et mobiliser les acteurs économiques et sociaux sur des actions relevant de l'économie circulaire.	1	2	2027	DMA DAE BTP	Non chiffrable	CRESS + Chambres consulaires EPCI	ADEME OEC CCI, CRMA Associations d'entreprises CRESS	OEC
OG-2-84 Valoriser et partager les innovations des acteurs corses en matière d'économie circulaire via ses réseaux.	1	3	2027	DMA DAE BTP	Non chiffrable	CCI, CRMA, CA + Associations d'entreprises	ADEME OEC EPCI	OEC

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

Objectif G3

Créer du lien entre les acteurs autour de la thématique « Déchets »

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte

Les travaux réalisés à l'occasion de l'état des lieux ont permis de mettre en évidence plusieurs difficultés persistantes dans la collecte de données et la diffusion d'informations concernant les gisements produits, les services proposés à l'échelle du territoire, les pratiques. La traçabilité de nombreux flux est imparfaite, et il existe aujourd'hui peu de données consolidées à l'échelle du territoire.

La mise en place d'un observatoire a permis depuis plusieurs années de disposer d'indicateurs concernant la gestion des déchets ménagers et des déchets dangereux, des travaux sont en cours pour compléter ces données et étendre le dispositif d'observation aux déchets des activités économiques, et notamment des déchets du BTP.

Orientation concernée : G - Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application

Collectivité de Corse

Zones
prioritaires

Tout le territoire

Résultats attendus

- Développer les solutions de proximité, limiter les exportations, créer de l'activité économique sur le territoire

Indicateurs de suivi

Nombre total d'acteurs économiques en réseaux en lien avec la valorisation des déchets d'activités économiques

Nombre total de lieux de concertations ne portant pas sur les déchets ayant intégré ce sujet dans les débats

Nombre total d'animations semestrielles avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales

Plan d'actions

1 action à enclencher d'ici 2027

OBJECTIF G3

Créer du lien entre les acteurs autour de la thématique « Déchets »

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Fédérateurs
<p>OG-3-85</p> <p>Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux</p> <p>V1 : Proposer des animations régulières avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales</p> <p>V2 : Elargir les débats sur l'EC à d'autres dynamiques de concertation afin de le prendre en compte (construction, urbanisme, transport, maritime, développement...)</p>	1	2	2027	DMA DAE BTP	Non chiffable	<p>EPCI (DMA) Eco-organismes (concernés)</p> <p>CCI, CRMA, CA, AUE (Autres flux) Eco-organismes (concernés) Fédérations professionnelles Opérateurs de gestion des déchets</p>	<p>ADEME</p> <p>OEC</p> <p>EPCI</p>	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

4.9/ Orientation H : Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques

Les flux concernés par l'orientation I sont les **DAE / BTP**

4.9.1/ Justification

▪ Situation du territoire

Les témoignages recueillis à l'occasion de l'état des lieux font état d'un fort besoin de sensibilisation des producteurs, à la fois pour les informer sur leur responsabilité, mais aussi pour les informer sur les bonnes pratiques et les gains correspondants.

Ce besoin est d'autant plus prégnant que le tissu entrepreneurial corse est composé très majoritairement de TPE/PME.

Il n'y a pas de structures représentantes de l'ensemble des entreprises du BTP alors qu'il y a un besoin d'accompagnement des acteurs pour mettre en œuvre l'amélioration des pratiques et l'augmentation de la valorisation.

▪ Les actions engagées

De façon assez paradoxale, les dispositifs d'accompagnement aujourd'hui en place sur le territoire semblent peu sollicités, et les actions engagées à l'échelle de différents institutionnels pas toujours coordonnées.

▪ Pour quels objectifs ?

La mise en place d'une organisation adaptée de la gestion des déchets (solutions de collecte, de valorisation ou de traitement) ne suffit pas nécessairement à obtenir une meilleure gestion des déchets

L'accompagnement des acteurs est un axe incontournable pour y arriver. Les entreprises ont un rôle clé dans le bon fonctionnement des orientations mises en place. Il s'agit :

- De former et sensibiliser les professionnels via différents vecteurs et sur l'ensemble des thématiques.
- De diffuser les bonnes pratiques et communiquer régulièrement sur l'existants, les innovations, etc.

Pour le PTAEC, l'orientation H, « Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire » comporte 1 objectif et 7 actions.

Orientation H : Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire		
PTAEC	1 objectif 5 actions	▪ Obj. n°1 (H1) : Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques
PTPGD & PTAEC	1 objectif 2 actions	▪ Obj. n°1 (H1) : Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques

4.9.2/ Actions pour former et sensibiliser pour améliorer les pratiques (Orientation H (OH))

1 objectifs et 7 actions constituent l'OI du PTAEC telles que décrites ci-après :

Objectif H1

Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques

Réglementaire

Nécessaire

Volontaire

Contexte/Enjeux

Accompagner les territoires dans la mise en place d'un document cadre d'éco-exemplarité de leurs activités et le diffuser auprès des acteurs du territoire.

- Mettre un place un dispositif de formation des maîtrises d'ouvrage publiques (MOP) et des acteurs économiques aux critères d'achats favorisant une économie circulaire.
- S'appuyer sur les acteurs de la formation (Université de Corse, CNFPT, Chambres consulaires, tissu associatif...) et les représentants des branches d'activités (fédérations professionnelles, associations d'entreprises...).

Orientation concernée : H - Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques

Déclinaison territoriale de l'objectif

Echelle d'application :

Collectivité de Corse
(OH-01-86/91)
EPCI
(OH-01-87/88/89/90/92)

Tout le territoire (OH-1-86)

Zones
prioritaires

Les actions sont à développer en priorité sur les zones concentrant le plus d'entreprises et devront à terme être étendues à tout le territoire

(OH-1-87 - 88 - 89 - 90 - 91 - 92)

Résultats attendus

- 100 % des EPCI bénéficiant d'un document cadre d'éco-exemplarité à l'horizon 2027 (OH-1-86)
- 100 % des MOP formés aux critères d'achats l'économie circulaire en fournitures matières et énergétiques à l'horizon 2027 (OH-1-87)
- 100 % des MOP formés aux économies d'eau, réutilisation des eaux pluviales et valorisation des eaux usées traitées à l'horizon 2027 (OH-1-88)
- 100 % des MOP formés au rôle et à la place des espaces verts dans les parcs ou espaces publics à l'horizon 2027 (OH-1-89)
- Permettre une réduction des déchets produits par les entreprises du territoire (OH-1-90)
- 100 % des entreprises/ports sensibilisés aux économies d'eaux à l'horizon 2027 (OH-1-91)
- Permettre une réduction des déchets produits par les entreprises / ports / aéroports du territoire (OH-1-92)

Indicateurs de suivi

Nb total d'EPCI ayant élaboré un document cadre d'éco-exemplarité de ses activités et diffusé auprès de tous les acteurs de leur territoire (OH-1-86)

Nb de formations auprès des MOP au moins 10% de la note correspondant à des critères d'achats durables (OH-1-87)

Nb de formations auprès des MOP aux économies d'eau, réutilisation des eaux pluviales et valorisation des eaux usées traitées (OH-1-88)

Nb de formations auprès des MOP au rôle et à la place des espaces verts dans les parcs ou espaces publics (OH-1-89)

Nb de formations auprès des entreprises sur les critères d'achats durables (OH-1-90)

Nb de formations auprès des entreprises/ports sur les économies d'eau (OH-1-91)

Nb de formations auprès des entreprises au rôle et à la place des espaces verts autour des entreprises (OH-1-92)









Plan d'actions









7 actions à réaliser tout au long de la vie du plan











OBJECTIF H1

Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques

Action	Priorité 	Complexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OH-1-86 Etablir pour chaque EPCI un document cadre d'éco-exemplarité de ses activités et le diffuser auprès de tous les acteurs de son territoire	1	3	2027	DMA	1 étude de diagnostic et d'un plan d'actions d'éco-exemplarité : ~15 k€	EPCI	ADEME OEC	OEC
OH-1-87 Former les MOP aux critères d'achats l'économie circulaire en fournitures matières et énergétiques : - gestion des achats - politiques sectorielles des collectivités et les dispositifs de financement publics	3	2	2027	DMA BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CNFPT + EPCI	ADEME OEC	OEC

Action	Priorité 	Com-plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OH-1-88 Former les MOP aux économies d'eau, réutilisation des eaux pluviales et valorisation des eaux usées traitées	3	2	2027	-	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CNFPT + EPCI	ADEME OEC OEHC	OEC
OH-1-89 Former les MOP au rôle et à la place des espaces verts dans les parcs ou espaces publics	3	2	2027	-	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	CNFPT + EPCI	ADEME OEC	OEC
OH-1-90 Organiser des formations pour les entreprises sur les critères d'achats durables : - Dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire, du tourisme et du maritime - Développer le concept d'achat durable	2	2	2027	DAE BTP	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC ODARC	OEC

Action	Priorité 	Com- plexité 	Echéance 	Cible 	Estimation de coût 	Acteurs		
						Porteurs 	Partenaires 	Planificateur 
OH-1-91 Organiser des formations pour les entreprises aux économies d'eau, y compris dans les secteurs, touristique, portuaire et maritime Favoriser la mise en œuvre de gestes d'achats et d'extraction responsables dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du tourisme et du maritime	3	2	2027	-	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires AE RMC Fédérations professionnelles	ADEME OEC	OEC
OH-1-92 Organiser des formations pour les entreprises sur le rôle et la place des espaces verts	3	2	2027	DAE	Une formation d'une journée avec préparation : ~2,5 k€	Chambres consulaires Fédérations professionnelles	ADEME OEC EPCI	OEC

Priorité de 1 (prioritaire) à 3 (non prioritaire)

Complexité de 1 (simple) à 4 (complexe)

Partenaires Techniques / Financiers et techniques

5/ Fiches actions de la feuille de route

AXE d'ACTION	1 - GOUVERNANCE
ACTION N°1.0	Mettre en place et animer les instances multi-acteurs de coordination et de suivi du Plan d'EC

CONTEXTE	La Collectivité de Corse est engagée dans l'élaboration et l'animation d'un Plan de structuration de l'EC qu'elle souhaite participatif et coopératif avec l'ensemble des acteurs concernés. La mise en place du plan d'EC est donc une opportunité de créer une communauté d'acteurs à l'échelle de la Collectivité de Corse, dédiée à l'économie circulaire. La réalisation des actions, nécessite la constitution d'un réseau coopératif et une animation dédiée. Celle-ci implique la création d'instances (comité de gouvernance, cellules d'animation permanente, etc.) et un mode de gouvernance dédiés. C'est un impératif pour coconstruire une vision commune de l'économie circulaire en région et faire vivre le Plan sur la durée.
MOTS CLÉS	Animation, suivi, indicateur, objectifs, pilote, acteurs, capitalisation, communication
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	Construire la gouvernance au niveau de la CdC, ses agences et offices, et de la Chambre des Territoires.

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Définir les instances, leur composition et leurs missions, leurs interactions avec d'autres instances existantes et à venir.	2020
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Coconstruire les règles de gouvernance, processus décisions – responsabilité : règlement intérieur. Fréquence – objet des réunions.	2020
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Faire vivre et animer les instances.	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Définir le rôle des référents des actions.	2020

AXE d'ACTION	1 - GOUVERNANCE
ACTION N°1.1	Définir, organiser, mettre en place des dispositifs d'échange d'information, de biens, de services et un espace de travail collaboratif pour la communauté d'acteurs de l'EC.

CONTEXTE	<p>L'animation d'un réseau des acteurs de l'EC nécessite le développement de relations de coopération de nature diverses. Un ensemble de dispositifs d'échanges et de collaboration doivent être mis en place pour faire vivre le réseau, l'élargir, stimuler le développement de l'économie circulaire en Corse et suivre l'avancement de la réalisation des actions du Plan d'EC.</p> <p>L'état des lieux préalable à l'élaboration de ce plan et les travaux du groupe de travail ayant permis son élaboration ont d'ores et déjà fait apparaître des besoins en termes d'outils :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un espace d'échange numérique au service de la communauté et de son développement (« Cluster EC de Corse » : objectif de faciliter la circulation de l'information d'actualité au sein du réseau et vers l'extérieur du réseau) • une plateforme régionale collaborative dotée d'un outil cartographique (objectif de faciliter les échanges, d'apprendre les uns des autres, de partager des informations et des problématiques, partager un agenda EC...); • un outil de mise en relation de l'offre et de la demande de produits et services relatifs à l'EC, de type place de marché (objectif de faciliter les échanges de biens, ressources, services relatifs à l'EC, qu'ils soient commerciaux ou non). <p>Plusieurs Régions se sont dotées d'outils de ce type telles que la Région Auvergne-Rhône-Alpes (www.eclaira.org) ou Nouvelle Aquitaine (www.recita.org). À l'échelle nationale, la plateforme Française de l'économie circulaire www.economiecirculaire.org facilite les échanges d'informations sur de nombreux sujets. De même, pour les places de marché numériques, des outils existent pour certains types de biens (déchets, matériaux, matières alimentaires...).</p>
MOTS CLÉS	Collaborer, réseau, agenda partagé, événement annuel, espace d'échange numérique et communication, réseau social, place de marché, plateforme collaborative
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la constitution puis l'élargissement d'une communauté "économie circulaire" en Corse, • Partager et valoriser les actions menées et plus largement dans le champ de l'EC par la mise en œuvre d'un cluster, • Diffuser les bonnes pratiques déjà présentes sur le site de l'Office de l'environnement (https://www.economiecirculaire-oec.corsica), • Soutenir le développement d'offres de biens et services de type "économie circulaire".

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Définir une stratégie de communication à destination du réseau d'acteurs EC corse, puis à destination d'un public élargi à d'autres acteurs de la communauté d'EC animé par l'OEC en concertation avec l'ensemble des agences et offices de la CdC.	2020
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Créer un rendez-vous (événement) annuel dédié.	2020
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	En fonction de la stratégie de communication, définir précisément les besoins en termes d'outils supports.	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Etudier les outils existants et leur réponse potentielle aux besoins du Plan en synergie avec le PRAEC développer au niveau du PPRGD.	2020
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Adapter les solutions existantes ou concevoir et développer les outils nécessaires.	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 6</i>	Administrer, alimenter et animer, en concertation avec la Chambre des Territoires et les autres Agences et Offices de la CdC, et faire connaître les outils.	En continu

AXE d'ACTION	1 - GOUVERNANCE
ACTION N° 1.2	Accompagner et initier à l'EC et à ses objectifs

CONTEXTE	<p>L'économie circulaire est un sujet relativement récent et très vaste dans ses concepts et applications. Au cours de la mise en œuvre de la feuille de route, il a été constaté qu'un travail important est à fournir pour l'intégrer pleinement dans les décisions et les pratiques à l'échelle de la Collectivité de Corse.</p> <p>Des actions de sensibilisation et de formation sont donc nécessaires auprès de tous les acteurs : étudiants, salariés, professionnels, dirigeants d'entreprises, élus, fonctionnaires territoriaux, etc.</p> <p>Les contenus seront diversifiés, portant sur les enjeux sur les ressources à destination des décideurs, aux techniques de mise en œuvre de matériaux locaux et biosourcés dans le domaine du bâtiment, en passant par la création de modules ciblés dans l'enseignement supérieur.</p> <p>Cette initiation, devra aussi être développée dans le cadre des formations professionnelles (formation de base et continue)</p>
MOTS CLÉS	Formation, sensibilisation, vulgarisation, pédagogie, concept, outils, méthodes
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Faire connaître et « démystifier » l'économie circulaire et la notion d'écologie industrielle territoriale.</p> <p>Faire émerger, auprès de différents publics, une réflexion sur l'impact sur nos ressources et notre environnement de nos modes de consommation et de production, proposer et/ou susciter des évolutions positives.</p> <p>Transmettre et former aux concepts, outils et méthodes de l'EC des acteurs publics et privés susceptibles de la mettre en œuvre.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Définir les cibles prioritaires à former, notamment pour favoriser les démarches d'écologie industrielle territoriale et de réemploi.	2019 – début 2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	<p>Identifier les acteurs déjà existants et travaillant sur la formation à l'EC.</p> <p>Recenser les offres existantes et les manques en matière de formation.</p> <p>Concevoir les modules de formation manquants</p> <p>Proposer les modules de formation adaptées aux cibles identifiées</p>	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Faire connaître les offres de formations existantes.	2021 – début 2022
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Déployer les programmes d'actions vers les cibles.	2022-2023

AXE d'ACTION	2 - INSTITUTIONNELS
ACTION N° 2.1	Intégrer l'économie circulaire dans la gestion des achats

CONTEXTE	L'achat public a donc un rôle majeur dans l'économie du territoire. Il représente un formidable levier pour accompagner des pratiques relevant de l'économie circulaire. Plusieurs territoires ont manifesté leur intérêt pour intégrer l'économie circulaire dans certains marchés mais ne savent comment le faire (quels critères, quels marchés en priorité, comment éviter les risques de contentieux...). Certains ont déjà commencé cette intégration et sont ouverts à un partage d'expériences
MOTS CLÉS	Commande publique, formation-sensibilisation, communauté d'acheteurs, rapprochement acheteurs/acteurs
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en relation les acheteurs ensemble et les acteurs - Permettre le partage des pratiques et des outils <p>Favoriser la formation pour à terme permettre le développement de l'économie circulaire dans les stratégies de la commande publique</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Constituer une communauté	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Identifier l'existant, partager et respecter une charte qui définit les modalités d'intégration de clauses d'EC dans les marchés publics	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Convaincre et former les acheteurs publics et mettre en place / en œuvre une interface Acheteurs / Entreprises	2021-2023

AXE d'ACTION	2 - INSTITUTIONNELS
ACTION N° 2.2	Intégrer l'économie circulaire dans les politiques sectorielles des collectivités et les dispositifs de financement publics

CONTEXTE	La Collectivité de Corse, ses agences et offices, disposent d'un levier par leur capacité à soutenir financièrement des projets de diverses natures, à travers des aides (investissement, fonctionnement, action spécifique...) ou des appels à projets ciblés (innovation...). Les offres de services de type « économie de fonctionnalité » sont des outils efficaces de réduction des consommations de ressources mais elles restent « originales » et ont besoin d'une stimulation de la demande pour se pérenniser et se développer. Les collectivités, à travers les mécanismes de soutien cités ci-avant disposent d'un levier permettant d'orienter les porteurs de projets / les structures sollicitant des aides, pour un certain nombre de choix, vers des services de type « économie de fonctionnalité ».
MOTS CLÉS	Economie de fonctionnalité, financement public, aides, appels à projets, aménagement des territoires
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	Faire évoluer les dispositifs de politiques publiques en vue de favoriser les logiques d'économie circulaire dans les projets accompagnés

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Constituer une communauté d'acteurs publics volontaires	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Réaliser un état des lieux des dispositifs de financement publics et d'aménagement du territoire sur lesquels agir.	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Définir les marges de manœuvre et les modalités d'évolution sur chacun des dispositifs envisagés, dans une logique d'innovation et de design des politiques publiques.	2021-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Former et convaincre les financeurs (élus et techniciens) Expérimenter puis déployer l'adaptation de dispositifs publics selon une logique d'économie de la fonctionnalité.	2021-2025

AXE d'ACTION	3 – ACTEURS ECONOMIQUES – Secteur : Agricole et Agroalimentaire
ACTION N° 3.1	Favoriser la mise en œuvre de gestes d'achats et d'extraction responsables dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire

CONTEXTE	<p>La Collectivité de Corse, au travers de ses offices et agences (ODARC, OEHC, AUE et ADEC), au travers des plans et objectifs de structuration de chaque offices et agences, a défini des axes de promotion et de valorisation des ressources biologiques et énergétiques endogènes. La mise en œuvre d'un plan pour le développement de l'économie circulaire, doit jouer un rôle prépondérant sur la mise en œuvre « raisonné » de l'extraction de ces bioressources et l'utilisation optimisée de l'énergie et de l'eau.</p> <p>En effet, l'agriculture et l'agroalimentaire, sont de fait de « gros » consommateurs de ces ressources.</p> <p>La mise en œuvre d'une dynamique commune avec les organisations professionnelles de ces secteurs sera un atout supplémentaire pour une mise en œuvre harmonieuse et pérenne (Chambres consulaires, CRPF, syndicats, ...)</p>
MOTS CLÉS	Animation, Gestion, indicateurs, bioressources, labels, extraction raisonnée, expérimentations, rapprochement offre/demande
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Analyser et connaître les différents gisements et leur seuils d'extractabilité.</p> <p>Mettre en œuvre une capitalisation et une exploitation raisonnée des bio ressources locales.</p> <p>Créer des « modèles » d'utilisation des bioressources locales.</p> <p>Optimiser les ressources hydriques et énergétiques renouvelables de Corse.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Mise en œuvre et recherche de systèmes d'optimisation de captage, de gestion et d'utilisation des ressources hydriques de corse (naturelles et récupérations)	2019-2025
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Animation et accompagnement des gestionnaires et utilisateurs pour mettre en œuvre ces modalités d'utilisations. Créer les outils didactiques permettant le déploiement de ces nouvelles pratiques.	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Création d'un réseau hydrique interconnecté et producteur d'énergie.	2021-2030
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Analyse et études des bioressources inexploitées et mise en œuvre de dynamiques « raisonnées » de gestion et d'exploitation. Identifier, localiser et caractériser les gisements conséquents de bioressources à valoriser : rapprocher les utilisateurs potentiels avec les gisements importants disponibles autour de projets écoles (démonstrateurs) régionaux.	2020-2023
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Organisation du marché, par la mise en œuvre de certifications et de signes de qualité. Evaluer et résoudre les verrous de mise en œuvre sur 3 niveaux : <i>Solutions faciles / existantes ailleurs / à construire</i> Mobiliser les acteurs concernés et coconstruire des actions d'amélioration avec les partenaires volontaires et les pouvoirs publics (droits à l'expérimentation).	En continu

AXE d'ACTION	3 – ACTEURS ECONOMIQUES – Secteur : Agricole et agroalimentaire
ACTION N° 3.2	Développement de l'Ecoconception dans les domaines de l'agriculture et de l'Agroalimentaire en Corse

CONTEXTE	<p>L'écoconception est la mise en œuvre au niveau de la production des produits des paramètres environnementaux tout au long de son cycle de vie. Cette notion est souvent exclusivement identifiée pour la production de services et de biens industriels.</p> <p>Cependant, l'écoconception doit avoir un rôle important dans la conception globale de la chaîne de valeurs des productions agricoles et agroalimentaires de Corse, car on estime que celles-ci sont responsables de 50%, voire plus, des impacts liés à notre alimentation. Pour les produits agricoles et agroalimentaires, ceci implique de mettre en œuvre de meilleures pratiques environnementales sur toutes les étapes de fabrication d'un aliment (production agricole, transformation, logistique etc.) tout en respectant les attentes et équilibres économiques du marché. La démarche doit s'appuyer sur un travail de description et de quantification de la performance environnementale. Cette quantification est possible par une approche d'Analyse du Cycle de Vie (ACV).</p> <p>Certaines entreprises ont d'ores et déjà intégré cette approche dans leur gestion entrepreneuriale, mais elles ne communiquent que très peu.</p> <p>L'écoconception est donc un enjeu primordial pour le développement d'une agriculture pérenne et responsable, afin d'optimiser les productions locales.</p>
MOTS CLÉS	Eco-conception, initiatives régionales, massification des bonnes pratiques
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Diffuser et augmenter l'introduction de l'écoconception dans la production agricole et agroalimentaire corse.</p> <p>Développer les démarches d'analyses de cycle de vie sur toute la chaîne de valeur</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Établir un référentiel (cahier des charges) d'écoconception en concertation avec l'ODARC, l'ADEC, l'OEHC et les organismes sociaux professionnels.	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Définir les modalités de prises en compte systématique et d'appuis financiers spécifiques permettant de promouvoir l'écoconception comme enjeux majeurs dans les projets	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Proposer une « valorisation » des acteurs agissant en faveur de l'éco-conception (intégrant plusieurs niveaux d'engagement)	2021 et en continu
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Concevoir et réaliser plusieurs projets emblématiques (publics et privés) basés sur des ACV, comme : <ul style="list-style-type: none"> - Eco construction de bâtiments agricoles et agroalimentaires, - favoriser l'emploi et la mise en œuvre de récipients réutilisables, tels que le verre, - étudier et favoriser la récupération et l'épuration des eaux usées. 	2021-2026

AXE d'ACTION	3 – ACTEURS ECONOMIQUES – Secteur : Agricole et Agroalimentaire
ACTION N° 3.3	Evaluer l'impact et lever les verrous pour « instiller » l'économie de la fonctionnalité dans les domaines agricoles et agroalimentaires corses

CONTEXTE	<p>La notion d'usage remplaçant celle de propriété est la base du pilier de l'économie de la fonctionnalité.</p> <p>L'analyse des systèmes agricoles et agroalimentaires étant toujours « traditionnels », car la majorité des exploitations et des entreprises sont de petites tailles (TPE, TTPE), montre que cette notion n'est pas acceptée par une majorité de ceux-ci.</p> <p>En effet, des tentatives de mise en commun de moyens d'exploitations (CUMA, coopératives...) n'ayant pas abouties, pour diverses raisons, tendent à freiner l'appropriation de ce modèle économique.</p> <p>Cependant, pour certains investissements de production (matériel bureautique, matériel roulant...) ce mode de gestion tend à se généraliser, surtout dans les entreprises de l'agroalimentaire.</p> <p>Toutefois, certains freins capitalistiques, financiers et comptables, sont susceptibles d'entraver le développement de ce mode de gestions.</p> <p>L'étude et l'intégration de ce paramètre économique dans les plans de gestion prévisionnels (Business Plan) est un des facteurs pour permettre une transition vers ce mode économique. Cette étape devra être effectuée en collaboration avec les agences et offices de la CdC, le système financier régional (Cadec, Capi Corse, BPI, banques...), les chambres consulaires et organismes professionnels.</p> <p>Ce travail de « fond » devra être mené de manière rigoureuse, avec l'appui de l'université et des organismes de formation, et porté à la connaissance des entreprises et des décideurs institutionnels.</p>
MOTS CLÉS	Economie de fonctionnalité, modèles d'affaires, secteurs agricoles et agroalimentaire, études de cas.
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Créer des connaissances sur les plans prévisionnels de gestion et leurs facteurs de succès / d'échec, en économie de la fonctionnalité auprès des entreprises agricoles et agroalimentaires corses.</p> <p>Formuler des recommandations politiques et managériales.</p> <p>Accompagner et inciter les entreprises et EPCI vers ce mode de fonctionnement.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle</i> 1	Structurer et financer un projet de recherche dédié à l'étude des Business Plan (BP) auprès des entreprises agricoles et agroalimentaires corses.	2021
<i>Déclinaison opérationnelle</i> 2	Analyser et comparer d'un nombre limité de cas de BP d'exploitations agricoles et d'entreprises agroalimentaires, afin de connaître leurs fonctionnements, leurs facteurs de succès ou d'échec et leurs impacts sur le développement local et régional.	2022
<i>Déclinaison opérationnelle</i> 3	Réaliser une synthèse et une catégorisation des BP en économie de la fonctionnalité mis en œuvre dans les entreprises agroalimentaires régionales. Étudier le cas des groupes de producteurs agricoles ayant une expérience positive et valider les clefs de succès.	2022-2023
<i>Déclinaison opérationnelle</i> 4	Formuler des recommandations politiques et managériales.	2023

AXE d'ACTION	3 – ACTEURS ECONOMIQUES – Secteur : agricole et agroalimentaire
ACTION N° 3.4	Déployer l'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) associant le monde agricole et agroalimentaire

CONTEXTE	<p>L'Écologie industrielle et territoriale (EIT) met en commun les ressources d'acteurs économiques d'un territoire, en vue de les économiser ou d'en améliorer la productivité : partage d'infrastructures, d'équipements, de services, de matières, etc., telle est la définition de l'ADEME.</p> <p>En Corse, cette démarche est récente et ne concerne actuellement que quelques zones artisanales et industrielles, toutefois l'EIT pourrait avoir des développements dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire.</p> <p>En effet, cela devrait créer des synergies entre les acteurs amont et aval des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, mais aussi des synergies avec les autres secteurs productifs de Corse, ainsi qu'avec les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.</p> <p>De ce fait, le déploiement d'EIT intra et inter secteurs d'activités doit être une priorité pour que l'Economie Circulaire devienne le paradigme essentiel du développement économique de la Corse.</p> <p>Pour cela la CdC au travers de ses agences et offices, devra étudier ce déploiement en concertation avec les différents plans d'aménagement du territoire et en particulier du PADDUC</p>
MOTS CLÉS	EIT, animation, nouvelles démarches, synergies, aménagement des territoires, outils, suivi, évaluation, formation d'acteurs
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Favoriser la mutualisation des espaces ruraux pour une gestion et une production agricole durable.</p> <p>Favoriser l'implantation de nouvelles activités créant des synergies positives entre acteurs amont et aval de la filière.</p> <p>Définir les moyens d'animations territoriales permettant la diffusion et la réussite des EIT.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Identifier et mobiliser des territoires pertinents à l'échelle régionale en vue de lancer de nouvelles démarches d'EIT, en les intégrant aux démarches d'aménagement et de requalification portées par ces territoires. Suivre et évaluer les démarches en cours.	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Mobiliser les moyens d'animation existants et en développer de nouveaux pour aider au déploiement de l'EIT sur le territoire régional	2021 en continu
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Déployer les outils existants (analyse territoriale, atelier collaboratif, diagnostic de flux) et en créer de nouveaux adaptés à la pluralité des démarches (relatifs notamment à l'accès à l'information)	2021 en continu
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Former les acteurs (ensemble des acteurs locaux) avec des moyens adaptés, et notamment les décideurs en charge de l'aménagement des territoires. Constituer un réseau régional, en cohérence avec l'action 1.1.	2021-2025

AXE d'ACTION	4 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Tourisme
ACTION N° 4.1	Ecoconception de l'offre Sites et Lieux Touristiques

CONTEXTE	<p>La Corse possède de nombreux sites et lieux naturels attractifs et réputés (d'où son qualificatif d'île de Beauté). Un certain nombre de ceux-ci bénéficient de protections (parmi lesquelles Znieffs, Natura 2000, Patrimoine de l'Unesco, Réserve Naturelle, Parc Marin, Parc Naturel Régional...), mais bénéficient aussi, de par leur notoriété, d'une forte fréquentation – parfois même <i>trop forte</i> fréquentation qui est de nature à altérer, temporairement ou plus <i>durablement</i>, leur qualité. En marge de ceux-ci existent d'autres sites ou lieux moins connus qui offrent un intérêt proche des sites très fréquentés. Cette mauvaise répartition des flux touristiques est préjudiciable aux équilibres environnementaux et économiques du tourisme corse. En même temps qu'elle génère une surconsommation de certains sites et altère ainsi la principale ressource de l'île, elle limite l'évolution d'autres sites qui permettraient d'obtenir de meilleurs résultats localement et globalement, avec de meilleures perspectives tant environnementales qu'économiques pour l'avenir.</p> <p>Eco-Concevoir l'offre Sites et Lieux touristiques revêt donc une importance majeure pour le présent et l'avenir. Celle-ci peut s'effectuer à partir de projet(s) démonstratif(s) capable d'être essaimés progressivement sur d'autres sites de Corse. Des expériences et des ressources existent déjà en Corse qui peuvent aider à la modélisation de ce(s) projet(s) démonstratif(s) on peut citer à titre d'exemples la gestion du fleuve Taravu et son label « rivière sauvage » ainsi que les aménagements de l'étang de Tanchiccia, peu avant l'embouchure (Collectivité de Corse, précédemment Conseil Général de Corse du Sud), ainsi que différentes actions menées par le Conservatoire du Littoral en Corse du Sud (Testa Vintilegni) ou en Haute Corse (Agriates).</p>
MOTS CLÉS	Projet démonstratif, Eco-Conception, Education-Formation, Maîtrise de la fréquentation de sites et espaces sensibles, Gestion des flux touristiques et de la pression sur les espaces, Renforcement de la qualité de l'offre touristique, Préservation de la ressource touristique de la Corse
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir l'intégrité des Sites et Lieux Touristiques de la Corse • Elaborer un modèle Eco-Conçu de fréquentation pour les sites • Garantir la viabilité économique du modèle pour les acteurs concernés • Augmenter le niveau de qualité des visites • Sensibiliser et Eduquer le secteur Tourisme à la démarche d'Ecoconception de l'offre de Sites et Lieux Touristiques et à ses impacts présents et à venir • Etablir une coopération entre la collectivité locale responsable du site, les acteurs économiques liés, la Collectivité de Corse et l'A.T.C. • Essaimer progressivement le modèle sur d'autres sites et lieux touristiques • Servir de base à une réflexion sur l'« extraction » touristique, au sens d'utilisation non raisonnée de sa ressource sites et lieux et du risque de perte à terme de sa valeur

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Recenser et prioriser sur la base d'une analyse multicritères les Sites et Lieux Touristiques sur lesquels doivent porter la première démarche d'Eco-Conception de l'offre ; sélectionner 3 sites sur lesquels concevoir le(s) modèle(s)	2020
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Eco-Concevoir un modèle de régulation des visites de sites ou lieux/identifiés comme prioritaires, en incluant dans cette démarche la répartition des flux touristiques sur des zones moins connues et donc moins fréquentées	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Informier – Sensibiliser par une approche pédagogique les acteurs concernés localement pour configurer ensemble le modèle	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Accompagner le déroulement et le suivi de l'expérimentation du(es) modèle(s) et de l'analyse des résultats	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Etendre progressivement le modèle aux autres sites et lieux touristiques en faisant reconnaître leur qualité	2021-2025

AXE d'ACTION	4 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Tourisme
ACTION N° 4.2	Conversion du mode de construction-extension-restructuration de bâtiments dans le secteur Tourisme par l'Ecoconception

CONTEXTE	<p>Le secteur Tourisme (Hébergement professionnel) possède un parc d'établissements divers en types (hôtels, campings, résidences de tourisme, villages vacances, hébergements hybrides...), en âge et en qualité de construction. Ce dernier point est moins perceptible car l'utilisation du parc (en dehors des zones urbaines) est quasiment uniquement estivale ; de ce fait et de par leur âge, la qualité de construction et de performance énergétique n'est pas toujours la meilleure et peu compatible avec une utilisation en dehors de la saison actuelle. Il est important que les futurs établissements (ou les futures extensions de ceux existant, ou encore la restructuration d'établissements existant) intègrent l'Eco-Conception, à la fois pour une meilleure maîtrise de leurs consommations en énergie et en eau, ainsi qu'à la fois pour leur futur reconditionnement lorsque ces établissements le nécessiteront. Cette approche de conversion à l'Economie Circulaire permettra à la fois de faire évoluer la qualité de l'offre et sa valeur fonctionnelle et patrimoniale de manière durable ; en même temps qu'elle permettra à terme d'envisager le reconditionnement des bâtiments évitant un gaspillage d'espace précieux.</p>
MOTS CLÉS	Eco-Conception, Education-Formation, Maîtrise des consommations en énergie et en eau des établissements touristiques, Renforcement de la qualité de l'offre touristique, Evolution future des établissements
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et Eduquer le secteur à l'Ecoconception • Modifier l'approche à l'investissement et aux consommations d'eau et d'énergie • Instaurer une clause d'Ecoconception dans les bâtiments • Conditionner les aides financières à la construction - extension – restructuration à cette clause d'Ecoconception • Modifier-transformer le régime des aides pour valoriser la conversion des entreprises à l'Economie Circulaire • Préparer l'offre touristique d'hébergement professionnel à des évolutions ultérieures éventuellement nécessaires

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Informier – Sensibiliser les professionnels avec une approche pédagogique et comparative sur l'impact de l'écoconception et sur son intérêt pour les établissements à étendre – restructurer ou à créer (ATC)	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Définir avec le CAUE de Corse, l'Ordre des Architectes et l'AUEC un cahier des charges de préconisations minimales en matière de consommation d'énergie et d'eau, ainsi que d'évolutions possibles de l'établissement au terme de sa vie, pour garantir ses performances et accroître la qualité de l'offre	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Appuyer la démarche d'Eco labellisation de ces établissements pour valoriser leur qualité environnementale et la faire reconnaître par les clientèles présentes et à venir	2021 -2025
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Définir un régime d'aide avec la CADEC pour la création-conversion des bâtiments du secteur Tourisme, incluant une clause d'Écoconception basée sur le cahier des charges défini avec le CAUE, les Architectes et l'AUEC	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Négocier avec l'Union Européenne et l'Etat (rôle de la Collectivité de Corse) la validation d'un régime d'aide plus large reconnaissant la conversion des entreprises à l'Economie Circulaire via l'Eco-Conception	2021

AXE d'ACTION	4 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Tourisme
ACTION N° 4.3	Conversion du mode d'équipement dans le secteur Tourisme (investissements matériels, meubles) par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Écoconception

CONTEXTE	<p>Le secteur Tourisme (Hébergement professionnel et restauration-bar) utilise de nombreux équipements mobiliers (lits, matelas, meubles, tables, chaises...) et matériels (cuisine, plonge, lavage du linge pour certains encore – bien que la sous-traitance ou la location de linge se soit développée dans l'île, notamment avec les blanchisseries). Ces matériels et parfois mobiliers donnent souvent lieu à des ventes et à des seconds voire troisième marchés, notamment en restauration, ainsi que parfois pour certains mobiliers. La literie fait déjà l'objet pour certains établissements de location d'usage. Cependant au terme de leur vie, la plupart de ces matériels et équipements terminent en déchetterie ou dans la nature, même si une filière Rep est en cours d'installation en Corse depuis quelques mois (Valdelia). Une alternative peut être envisagée en Economie de la Fonctionnalité avec les fournisseurs et le soutien de l'Agence du Tourisme de la Corse (A.T.C.), en y incluant des clauses d'Eco-Conception de ces équipements mobiliers et matériaux, concernant leurs performances de consommations énergétique et en eau. Cette approche de conversion à l'Economie Circulaire via l'Economie de la Fonctionnalité permet aussi de faire évoluer plus rapidement la qualité des établissements que par l'achat car elle offre une possibilité accrue de renouvellement de l'outil de production touristique</p>
MOTS CLÉS	Economie de la Fonctionnalité, Eco-Conception, Education-Formation, Maîtrise des consommations en énergie et en eau en lien avec la démarche d'Eco labellisation des établissements touristiques, Maintien et renforcement de la qualité de l'offre touristique
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et Eduquer le secteur à l'Economie de la Fonctionnalité et à l'Ecoconception • Modifier l'approche à l'investissement-équipement et aux consommations d'eau et d'énergie • Instaurer une clause d'Ecoconception dans les équipements • Négocier avec les fournisseurs pour les faire adhérer à la démarche • Modifier-transformer le régime des aides pour valoriser la conversion des entreprises à l'Economie Circulaire

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Informier – Sensibiliser avec une approche pédagogique et comparative sur l'impact de l'Economie de la Fonctionnalité et sur l'intérêt d'Eco-Concevoir les matériels utilisés	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Définir le mode Economie de la Fonctionnalité souhaitable avec les entreprises du secteur Tourisme (Hébergement Professionnel – Restauration)	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Négocier avec un panel de fournisseurs référencés localement et à l'extérieur de Corse (rôle de l'ATC), évolutif au cours du temps sans limiter le nombre de fournisseurs, pour mettre en place ce mode d'Economie de la Fonctionnalité pour des équipements éco-conçus	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Définir un régime d'aide à la conversion des entreprises du secteur Tourisme à l'Economie Circulaire, accompagnant ce mode d'Economie de la Fonctionnalité de matériels Eco-conçus – avec une prime à la conversion et/ou une négociation avec les compagnies maritimes sur le prix du transport des équipements dont l'usage est loué dans ce cadre	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Négocier avec l'Union Européenne et l'Etat (rôle de la Collectivité de Corse) la validation d'un régime d'aide plus large reconnaissant la conversion des entreprises à l'Economie Circulaire via l'Economie de la Fonctionnalité et l'Eco-Conception	2021

AXE d'ACTION	5 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Commerce et Services
ACTION N° 5.1	Création d'Espaces de Coopération pour aller vers une production valorisant des matières secondaires et une conversion des entreprises du secteur à l'Economie Circulaire

CONTEXTE	<p>Le secteur du Commerce et des Services est omniprésent en Corse. Il génère de nombreux flux de matières secondaires qui finissent très souvent en déchets, soit car les entreprises du secteur les abandonnent n'en ayant plus l'utilité, soit après avoir été utilisés par le consommateur final. La création d'espaces de coopération correspond à un moyen d'éviter la mise en déchets, ou en filière REP, de certaines matières secondaires comme le carton ou le plastique. Ces espaces de coopération entre entreprises du secteur ont pour vocation de créer des gisements d'une certaine importance et servir de matières de production pour créer de nouveaux produits par transformation. L'EIT est donc le point de convergence entre des entreprises du Commerce et des Services et des entreprises désireuses de fabriquer des produits à partir de ces flux.</p> <p>Il constitue, tout comme l'EIT du secteur Fabrication, avec lequel il peut aussi se confondre, un champ d'investigation et d'expérimentation privilégié pour la réutilisation-transformation de matières secondaires sur la base du savoir-faire possédé par d'autres entreprises. Il peut aussi être un champ d'expérimentation de conversion d'entreprises traditionnelles à l'Economie Circulaire sur la base de nouveaux projets.</p>
MOTS CLÉS	Coopération, Ecologie Industrielle Territoriale, Expériences de Développement, Conversion
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Amener les entreprises corses du Commerce et des Services et leurs clients finaux à fournir en matières secondaires des entreprises locales pour retransformation • Générer autour de ces entreprises un espace de coopération dans lequel la matière secondaire puisse être collecter pour être réutilisée • Créer une couverture territoriale de l'île à partir de ces espaces de coopération, pour éviter des transports systématiques • Accompagner les entreprises du Commerce et des Services dans leur coopération pour constituer des gisements de matières secondaires • Inciter des entreprises corses à trouver des process de production à partir des matières secondaires disponibles sur l'île

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Former les services de l'ADEC concernés par les activités du secteur du Commerce et des Services à l'accompagnement des coopérations inter-entreprises pour constituer ces espaces	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Inciter des entreprises de Fabrication, des juniors-entreprises ou des start-ups par des concours à tester/élaborer des nouveaux matériaux ou produits à partir de matières secondaires	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Mettre en fonction une cellule de veille technologique à disposition de ces entreprises pour les informer/conseiller sur de nouvelles opportunités ou retours d'expérience qui pourraient permettre le développement de nouveaux produits	2020-2025
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Organiser la correspondance/coopération de mise à disposition de matières secondaires regroupées pour les entreprises créatrices de nouveaux produits par celles du secteur Commerce et Services	2021-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Mobiliser l'incubateur Inizia pour le développement de ces nouveaux produits innovants et pour l'accompagnement des brevets à déposer	2021-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 6</i>	Favoriser le développement de ces nouveaux produits par des aides financières (avec la CADEC)	2021 -2031

AXE d'ACTION	5 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Commerce et Services
ACTION N° 5.2	Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services (investissements matériels roulants, matériel de travail et mobilier) par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Écoconception

CONTEXTE	Le secteur Commerce et Services utilise essentiellement des équipements mobiliers (bureaux, tables, chaises, aménagements intérieurs de magasin ...), matériels (ordinateurs, photocopieurs...), ainsi que des véhicules. Ces matériels sont très souvent achetés, même si l'usage s'est déjà installé dans quelques domaines (photocopieurs). En fin de vie ou d'activité, ces équipements (surtout les véhicules ou les aménagements) finissent dans leur filière REP ou dans les recycleries gérées par les structures de l'ESS. Une conversion à l'Economie de la Fonctionnalité permettrait de limiter à terme le volume de déchets d'équipement et de diffuser chez les clients une connaissance de ce fondement de l'Economie Circulaire.
MOTS CLÉS	Economie de la Fonctionnalité, Eco-Conception, Education-Formation, Conversion à l'Economie Circulaire
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et Eduquer le secteur à l'Economie de la Fonctionnalité et à l'Ecoconception • Instaurer une clause d'Ecoconception dans les équipements dont l'usage est loué • Amener les fournisseurs à adhérer à la démarche par la négociation • Aider les fournisseurs corses dans leur adhésion à la démarche • Modifier le régime des aides pour valoriser la conversion des entreprises à l'Economie Circulaire • Eduquer à l'Economie Circulaire les clients des entreprises du secteur Commerce et Services engagées dans la démarche, en valorisant celle-ci, pour constituer un lobby consommateur local en faveur des produits éco-conçus

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Informier – Sensibiliser avec une approche pédagogique et comparative sur l'impact de l'Economie de la Fonctionnalité et sur l'intérêt d'Eco-Concevoir les matériels utilisés	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Définir le mode Economie de la Fonctionnalité souhaitable avec les entreprises du secteur	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Négocier avec un panel de fournisseurs référencés localement et à l'extérieur de Corse (rôle de l'ADEC), évolutif au cours du temps, mais non limitatif, pour mettre en place ce mode Economie de la Fonctionnalité pour des équipements éco-conçus	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Définir un régime d'aide à la conversion des entreprises du secteur Commerce et Services à l'Economie Circulaire, accompagnant ce mode d'Economie de la Fonctionnalité de matériels Eco-conçus – avec une prime à la conversion et/ou une négociation avec les compagnies maritimes sur le prix du transport des équipements dont l'usage est loué dans ce cadre	2021
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Négocier avec l'Union Européenne et l'Etat (rôle de la Collectivité de Corse) la validation d'un régime d'aide plus large reconnaissant la conversion des entreprises à l'Economie Circulaire via l'Economie de la Fonctionnalité et l'Eco-Conception	2021

AXE d'ACTION	6 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Mécanique
ACTION N° 6.1	Développement du concept d'achat durable

CONTEXTE	<p>En Corse ce secteur d'activité regroupe les activités de métallerie, de constructions métalliques et d'entretien et réparation mécanique.</p> <p>L'ensemble de ces activités sont importatrices des produits et matériels qu'elles transforment ou commercialisent.</p> <p>Cependant, le concept d'achat durable est très pertinent car l'ensemble de produits ou matériels, transformés, commercialisés et entretenus en Corse, sont souvent potentiellement réutilisables dans l'île.</p> <p>Il est donc indispensable, d'inciter les partenaires économiques à valider cette réalité, en les incitant à acquérir des produits écoconçus et pouvant avoir une « seconde vie » en Corse.</p> <p>Les acteurs de l'ESS, ont pour certains déjà investi dans ces actions, il faudra analyser les contraintes pouvant freiner leur développement, et chercher les solutions pour lever les « verrous ».</p>
MOTS CLÉS	Formation, accompagnement, prix de marché, réglementation, gisement, expérimentation, analyse et rapprochement offre / demande.
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Analyser les principaux flux exploitables en « seconde vie » en Corse et les freins à leur réemploi localement.</p> <p>Mobiliser les professionnels « producteurs » et les consommateurs pour valider la pertinence technique et économique.</p> <p>Expérimenter sur quelques flux majeurs.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Identifier, localiser et caractériser les gisements. Mettre en œuvre des projets « témoins ».	2020 - 2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Agréger et compléter les indicateurs et paramètres disponibles sur les difficultés d'écoulement (frilosité d'utilisation, garantie, etc..). Valider le triptyque : Solutions simples à mettre en œuvre / ayant fonctionnées ailleurs / à développer en tenant compte des réalités de terrain.	2021-2023
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Mobiliser les acteurs et coconstruire des actions permettant le développement de projets mixte EPCI, partenaires privés.	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Animer et accompagner les réseaux, dans le cadre de la Fiche 1.1	En continu

AXE d'ACTION	7 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : BTP
ACTION N° 7.1	Espaces de Coopération pour la récupération-transformation de matériaux issus de la déconstruction

CONTEXTE	<p>Le secteur du BTP est concerné par la déconstruction dans deux cas de figure : la réhabilitation de logements anciens, en milieu rural comme en milieu urbain, et la modification-restructuration de locaux commerciaux ou à usage professionnel. La nouvelle Loi Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire (AGEC 10/02/20) appuie et renforce la prise en compte de la déconstruction et des matériaux qui en sont issus (les articles 51, 54, 62, 72 et 74 y font référence tant dans le titre concernant le réemploi et la réutilisation que dans celui consacré à la responsabilité du producteur). La déconstruction est aujourd'hui le plus souvent réalisée en démolition et sans attention particulière, ni précautions, portées au réemploi ou à la réutilisation. Ces derniers concernent dans certains cas la retransformation par criblage d'agrégats en sable ou graviers réincorporables dans la nouvelle construction, ou en réutilisation en remblais, avec une traçabilité pas toujours garantie. La nouvelle loi amène des contraintes et des opportunités supplémentaires, notamment du côté des producteurs et vendeurs de matériaux, mais la disposition ne peut avoir un réel intérêt économique que dans l'organisation de circuits permettant de respecter les obligations tout en générant des valeurs partageables dans lesquelles toutes les parties se retrouvent. Cette valeur – et le marché sur lequel elle s'échange - existait déjà auparavant pour certains matériaux anciens (portes, fenêtres, poutres, charpentes, cheminées...) puisque des « chiffonniers » en faisaient déjà le commerce. Il existe donc aussi des clients pour certains de ces produits ayant déjà eu une autre vie.</p>
MOTS CLÉS	Economie Industrielle Territoriale, Formation, Projet démonstratif, Garantie de la qualité des produits reconditionnés ou transformés, Prescription de produits issus du second marché
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Modifier l'approche et la réalisation de la déconstruction • Valoriser des produits issus de la déconstruction • Soustraire des matériaux réutilisables à leur démolition • Amener des compétences supplémentaires dans les métiers du BTP • Instaurer une traçabilité des matériaux issus de la déconstruction • Sensibiliser et Eduquer le secteur du bâtiment, les prescripteurs et les consommateurs à l'intérêt des produits du second marché • Intégrer les fournisseurs dans la démarche

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Informier – Sensibiliser les fournisseurs (producteurs et revendeurs) sur les obligations de récupération de matériaux abimés ou issus de la déconstruction	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Former les entreprises du BTP à la déconstruction, en substituant celle-ci à la démolition	2020-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Informier – Sensibiliser les prescripteurs (architectes, conducteurs de travaux, collectivités locales...) à la réglementation issue de la loi AGECE et à l'intérêt / la contrainte d'utiliser des produits provenant de la déconstruction	2020-2025
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Intermédiaire avec les fournisseurs pour développer la coopération entre entreprises du BTP et fournisseurs, et aboutir à la création d'une vingtaine d'EIT territoriaux avec un maillage adapté au fonctionnement des entreprises réalisant les chantiers de déconstruction	2021-2023
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Aider et accompagner la création d'une traçabilité-garantie des qualités des matériaux du second marché	2020-2021
<i>Déclinaison opérationnelle 6</i>	Accompagner la communication-éducation sur le second marché et sur sa traçabilité-garantie à destination des consommateurs	2021 -2023

AXE d'ACTION	7 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : BTP
ACTION N° 7.2	Prise en compte de l'Écoconception dans la commande publique de bâtiments par les acteurs publics locaux

CONTEXTE	L'Écoconception de bâtiments publics est à la fois une nécessité et permet en même temps une vulgarisation-appropriation de la démarche d'Eco-Conception par l'ensemble de la population. Ceci est un vecteur très intéressant de la diffusion par l'exemple de la réalité de l'Economie Circulaire pour sensibiliser la population à d'autres aspects de celle-ci que sa liaison- aval avec les déchets. Cependant l'Eco-Conception doit être connue et comprise des décideurs et donneurs d'ordre publics pour que ceux-ci puissent la transcrire dans leurs cahiers des charges préalablement aux marchés lancés. Cet aspect de la commande publique doit aussi être intégré par les prescripteurs conseillant les décideurs publics. L'incorporation de l'Eco-Conception et la notion d'Achats Durables dans la commande publique doivent faire l'objet de formation et d'acquisition d'un langage commun minimum entre les décideurs et leurs prescripteurs-conseillers.
MOTS CLÉS	Education-Formation, Commande publique, Achats Durables, Eco-Conception
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la nécessité, l'intérêt et la portée de l'Écoconception par les décideurs locaux • Promouvoir les Achats Durables • Amener la réalisation de bâtiments publics Eco-Conçus • Généraliser la démarche à l'ensemble des collectivités publiques de Corse • Illustrer par la réalisation l'un des aspects encore peu connus de l'Economie Circulaire à destination des autres acteurs commandant des bâtiments (entreprises et ménages)

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Informier -- Former les décideurs publics à l'Écoconception et aux Achats Durables afin qu'ils puissent inclure cette dimension dans leurs projets	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Sensibiliser les architectes à la démarche d'information-sensibilisation mise en place auprès des décideurs publics (avec le concours de l'AUEC et du CAUE de Corse)	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Informier – Former les services techniques des collectivités locales à la rédaction des marchés en vue d'inclure des dispositions relatives à l'Écoconception	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Intégrer un bonus dans l'aide aux communes pour des bâtiments réalisés en Eco-Conception en Corse	2021-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Publier annuellement la liste localisée des bâtiments publics réalisés en Eco-Conception en Corse avec l'explication de l'impact de la démarche	2021-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 6</i>	Apposer dans chaque bâtiment public réalisé en Ecoconception un panneau mentionnant la démarche d'Ecoconception et expliquant son impact.	2021 -2031

AXE d'ACTION	8 – SYSTEMES ECONOMIQUES -Secteur : Transport
ACTION N° 8.1	Inciter au développement de l'économie de la fonctionnalité dans le secteur des transports corses

CONTEXTE	<p>La CdC à un double rôle dans les transports, celui d'ordonnateur pour assurer la continuité territoriale entre l'île et le continent, au travers de l'office des transports de Corse (OTC), et de gestionnaire du réseau ferroviaire et aérien, par l'intermédiaire de deux SEM (CFC et Air Corsica). Cependant la majorité des transports terrestres sont effectués par un tissu d'entreprises de transport de tailles variables, mais composés d'un fort tissu de TPE et TTPE (87% des entreprises de transport on moins de 10 salariés).</p> <p>Celles-ci sont souvent familiales, et l'acquisition des matériels roulants, est souvent un investissement capitalistique. Cela induit une flotte de véhicule proche de l'obsolescence, avec des coûts d'entretien prohibitifs.</p> <p>De plus, au vu des changements technologiques qui s'opèrent pour respecter les nouvelles normes européennes (Euro VI) et des technologies émergentes tel que les véhicules à gaz, hybrides rechargeables, voire prochainement Electrique, dont à propulsion hydrogène, ces petites entreprises auront un lourd handicap d'investissement.</p> <p>Le développement de l'économie de la fonctionnalité, pourrait leur permettre d'éviter ce futur écueil technologique et financier.</p> <p>Pour autant il faudra modéliser les business Plan leur permettant de faciliter les verrous actuels, et les accompagner de manière pertinente pour les inciter à « franchir le pas ».</p> <p>Les organisations professionnelles, les chambres consulaires, ainsi que l'implication des concessionnaires, doivent être partenaires pour co-construire cette démarche.</p> <p>En effet, les sociétés structurées régissent des parcs de véhicules souvent en LLD (location longue durée) qui leur permet d'avoir une flotte toujours en pleine capacité d'action.</p>
MOTS CLÉS	Economie de la fonctionnalité, animation, formation, étude de cas, Business Plan
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Créer des indicateurs sur les business plans et leurs facteurs de succès.</p> <p>Créer des outils didactiques permettant une bonne appropriation par les chefs d'entreprises des avantages de ce concept.</p> <p>Animer et accompagner les chefs d'entreprises lors de la mise en œuvre de leur projet.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Réaliser une catégorisation des business plans en économie de la fonctionnalité (EF) existants auprès des entreprises régionales l'employant.	2021 - 2023
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Analyser et comparer sur un échantillon représentatif d'entreprises locales l'impact de business plan prospectifs, intégrant l'EF comme paramètre, afin de connaître leurs fonctionnements, leurs facteurs de succès ou d'échec et leurs impacts sur leur développement économique.	2021 - 2024
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Créer des outils didactiques d'animation et d'incitation permettant de mettre en exergue les avantages de l'EF	2022-2024
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Formuler des recommandations politiques et managériales pour faciliter l'introduction de l'EF dans les TPE de transport	2022

AXE d'ACTION	9 – ACTEURS ECONOMIQUES - secteur : Maritime
ACTION N° 9.1	Développement de l'écoconception dans le secteur maritime

CONTEXTE	<p>Ce secteur, hormis les transports maritimes « bord à bord », représente environ 800 entreprises réparties principalement en deux secteurs d'activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les activités du nautisme - La pêche et l'aquaculture <p>L'écoconception va impacter un large spectre de lieux et de produits, allant de l'aménagement côtier (port de plaisance, mouillages contrôlés, récifs artificiels, chantiers navals...), à la mise en œuvre d'une mobilité « douce », jusqu'à la production de matériels de pêche écoconçus.</p> <p>La CdC participe et accompagne les professionnels, au travers de l'OEC pour les pêcheurs, par l'intermédiaire du FEAMP (fonds européen dédié au secteur de la pêche), et de l'ADEC porteur du pôle d'excellence CAPNAUTIC, dédié au nautisme et à la plaisance.</p> <p>Le CRPMEM organisation professionnelle des métiers de la pêche et de l'aquaculture mobilise les professionnels et définit les investissements qui seraient nécessaires pour pérenniser cette activité.</p> <p>Pour le nautisme, l'OEC, l'ATC et l'ADEC ont coconstruit, avec les professionnels du secteur, la FIN et la DREAL, une charte environnementale pour les loueurs professionnels.</p> <p>L'OEC et l'ATC, au travers de projets européens, ont étudié les impacts et solutions environnementales concernant la plaisance et le mouillage sur les côtes corses.</p> <p>Le Lycée Maritime et Aquacole de Bastia, œuvre d'ores et déjà auprès de futurs professionnels de la mer (marins pêcheurs, matelots, mécaniciens navals...) en ce sens avec des formations très orientées vers les pratiques et technologies environnementales et responsables.</p>
MOTS CLÉS	Ecoconception, innovation, formation, projets démonstratifs
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Initier une démarche d'écoconception lors des aménagements côtiers sur les installations existantes, et pour les projets futurs.</p> <p>Accompagner et développer la R&D et l'innovation environnementale dans le nautisme, les métiers de la pêche et de l'aquaculture.</p> <p>Former et accompagner les professionnels de la mer et les plaisanciers sur la mise en œuvre de l'écoconception.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Définir une éco-conditionnalité des aides, avec la prise en compte de l'écoconception au travers d'analyses de cycle de vie pour tous travaux maritimes.	2021 En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Promouvoir l'innovation et la recherche et développement dans la mise en œuvre d'outils de préhensions (filets, nasses...) et de contentions (cages aquacoles) écoconçues.	2022 - 2025
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Inciter les professionnels de la mer et plaisanciers à « verdir » leur mobilité (hybridation, mobilité électrique...)	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Développer des outils didactiques pour inciter les professionnels et plaisanciers à utiliser des produits et matériels écoconçus	2021-2025

AXE d'ACTION	9 – ACTEURS ECONOMIQUES - secteur : Maritime
ACTION N° 9.2	Incitation à la mise en œuvre de l'économie de la fonctionnalité dans le secteur maritime.

CONTEXTE	<p>L'usage et le copartage de propriété a largement été développé dans le nautisme à travers le monde, et la Corse a de nombreux professionnels du nautisme qui sont d'ores et déjà dans cette démarche économique.</p> <p>Toutefois au vu de l'encombrement des ports de plaisance de Corse, dû souvent à un sous-emploi (en moyenne 40 à 60 heures par an) des embarcations par leurs propriétaires (bateaux ventouses), il semble opportun de mettre en œuvre des actions d'incitation à l'usage plutôt qu'à l'achat.</p> <p>Toutefois entraîne des modifications profondes du modèle économique actuel, du constructeur naval, aux concessionnaires, jusqu'aux utilisateurs.</p> <p>Cette approche, voisine de celle des véhicules terrestres, serait après validation, extensible aux acteurs professionnels (transports passagers côtiers, pêcheurs...).</p> <p>De plus, ce concept aurait un impact positif sur la réduction du nombre de bateau hors d'usage, dont la filière REP a du mal à se structurer en Corse.</p>
MOTS CLÉS	Economie de la fonctionnalité, incitation, animation
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Accompagner et valider de nouveaux business modèles pour l'ensemble des acteurs du nautisme et des professionnels de la mer.</p> <p>Initier une démarche d'économie de la fonctionnalité lors de l'acquisition d'une unité navale.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	<p>Analyser et étudier, par un projet de recherche, l'étude et la génération de modèles d'affaires basés sur l'économie de la fonctionnalité.</p> <p>Valider les atouts et les freins suivants le triptyque : Solutions faciles / existantes ailleurs / à construire.</p>	2021 - 2025
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Promouvoir le développement de l'usage auprès des professionnels de la mer et des plaisanciers.	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Développer des outils didactiques pour inciter les professionnels et plaisanciers à devenir des « usagers » et non des propriétaires.	2022-2025

AXE d'ACTION	9 – ACTEURS ECONOMIQUES - secteur : Maritime
ACTION N° 9.3	Développement d'EIT dans le secteur maritime.

CONTEXTE	<p>La Corse possède plus de 1 000 km de littoral, ou sont implantés de nombreux chantiers navals (env.200).</p> <p>Cependant, ces chantiers sont souvent de petites tailles et les quelques chantiers d'importance, ne peuvent souvent accueillir que des unités de taille moyenne.</p> <p>De ce fait, si une unité de grande plaisance (>40m) a une avarie proche des côtes de la Corse, elle doit être déroutée vers des chantiers sardes ou italiens.</p> <p>Il en est de même pour les quelques unités de chaluts professionnels, situés sur la côte orientale de Corse, et qui font leurs entretiens sur des chantiers italiens.</p> <p>Il semblerait pertinent dans le cadre d'un EIT régional de mettre en œuvre un chantier mutualisé, permettant d'offrir des services d'entretiens et réparations pour les grandes unités, favorisant ainsi de manière supplémentaire l'attractivité de notre île pour cette catégorie de bateaux.</p> <p>Un autre domaine d'activité maritime pourrait créer un EIT, celui du cabotage maritime inter portuaire de Corse.</p> <p>En effet, actuellement ce cabotage s'effectue essentiellement par du transport passager, souvent constitué d'un aller – retour d'un port vers une destination touristique.</p> <p>Seule la région ajaccienne à une navette maritime qui relie Ajaccio à Porticcio situé sur la communauté de communes de l'Ornano.</p> <p>Il est envisagé par la Communauté de communes Spelunca Liamone, de mettre en œuvre ce type de liaison maritime, mais non seulement pour passagers, mais aussi pour d'autres flux ce qui allègerait le réseau routier, surtout pendant la période estivale. Cette expérience pourrait servir de base à un développement harmonieux de ce type de mobilité pour d'autres microrégions de Corse.</p>
MOTS CLÉS	EIT, incitation, animation, projets pilotes
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<p>Etudier, valider et accompagner de nouveaux projets d'EIT dans le domaine maritime.</p> <p>Agréger, animer les territoires porteurs de projets structurants.</p>

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Analyser et étudier, la pertinence technico-économique des projets et leurs impacts environnementaux. Valider les atouts et les freins suivants le triptyque : Solutions faciles / existantes ailleurs / à construire.	2020 - 2025
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Promouvoir le développement d'EIT auprès des décideurs locaux et des EPCI.	En continu
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Développer des outils didactiques pour inciter les acteurs territoriaux à mettre en œuvre ces dynamiques territoriales.	2022-2025

AXE d'ACTION	10 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Fabrication
ACTION N° 10.1	Création de Conditions de Coopération avec le secteur de la Fabrication pour aller vers une production utilisant des matières secondaires

CONTEXTE	<p>Le secteur de la Fabrication en Corse couvre un spectre assez large d'activités même si celles-ci concernent un nombre d'entreprises fort divers selon le domaine. On désigne ici par ce terme de Fabrication l'ensemble des activités de production de biens en dehors des Industries Agro-Alimentaires (regroupées dans la Production alimentaire avec l'agriculture), en dehors de la métallurgie (qui est traitée dans le secteur mécanique-métallurgie) et en dehors des activités du nautisme (qui sont traitées dans le secteur maritime). La Fabrication est donc un secteur qui présente un intérêt important pour l'Economie Circulaire en Corse car il participe à une production locale. Il est une source potentielle d'innovation produits en transformant des matières secondaires aujourd'hui inutilisées et confier aux REP.</p> <p>Il constitue à cet égard un champ d'investigation et d'expérimentation privilégié pour la réutilisation-transformation de ces matières secondaires sur la base du savoir-faire possédé par ces entreprises. Il est aussi un champ d'expérimentation de conversion d'entreprises traditionnelles à l'Economie Circulaire sur la base de nouveaux projets.</p>
MOTS CLÉS	Coopération, Ecologie Industrielle Territoriale, Expériences de Développement, Conversion
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Amener les entreprises corses de Fabrication à travailler avec des matières secondaires disponibles localement • Générer autour de ces entreprises un espace de coopération dans lequel elles peuvent récupérer de la matière secondaire • Adapter les process de production des entreprises de la Fabrication par rapport aux matières secondaires disponibles sur l'île • Accompagner les entreprises dans leur coopération pour récupérer ces flux de matières secondaires

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Mettre en fonction une cellule de veille technologique à disposition des entreprises du secteur pour les informer des nouvelles opportunités ou retours d'expérience qui pourraient permettre le développement de nouveaux produits	2020-2025
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Amener les entreprises du secteur à tester des nouveaux matériaux issus de matières secondaires pour créer de nouveaux produits par des Appels à Manifestation d'Intérêt	2020-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Former les services techniques des Offices et Agences de la CdC concernés par les activités du secteur de la Fabrication (ADEC, ODARC pour le bois, OEHC pour les territoires) à l'accompagnement des entreprises dans la mise en œuvre de ces coopérations inter-entreprises	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Mobiliser l'incubateur Inizia pour le développement de ces nouveaux produits innovants et pour l'accompagnement des brevets à déposer	2021-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Accompagner la structuration d'EIT permettant d'approvisionner les besoins des entreprises engagées dans la fabrication de ces nouveaux produits	2021-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 6</i>	Favoriser le développement de ces nouveaux produits par des aides financières (avec la CADEC)	2021 -2031

AXE d'ACTION	10 – ACTEURS ECONOMIQUES secteur : Fabrication
ACTION N° 10.2	Prise en compte de l'Écoconception dans le secteur de la Fabrication en Corse

CONTEXTE	<p>Le secteur de la Fabrication en Corse couvre un spectre assez large d'activités même si celles-ci concernent un nombre d'entreprises fort divers selon le domaine. On désigne ici par ce terme de Fabrication l'ensemble des activités de production de biens en dehors des Industries Agro-Alimentaires (regroupées dans la Production alimentaire avec l'agriculture), en dehors de la métallurgie (qui est traitée dans le secteur mécanique-métallurgie) et en dehors des activités du nautisme (qui sont traitées dans le secteur maritime). La Fabrication est donc un secteur qui présente un intérêt important pour l'Economie Circulaire en Corse dans le sens où il participe à la production, et dans le sens où il peut/pourrait être utilisateur de matières secondaires résultant d'une première « vie » dans le cadre d'une utilisation préalable (cet aspect est l'objet de la fiche action 10.1).</p> <p>La prise en compte de l'Eco-Conception dans les produits fabriqués en Corse est très importantes au regard de la démarche d'Economie Circulaire souhaitée pour l'île, mais aussi pour l'avantage que peuvent en tirer les entreprises vis-à-vis de leurs clients, que ceux-ci soient locaux ou éventuellement extérieurs à la Corse. Cependant ces entreprises doivent être accompagnés pour favoriser leur réussite et pour jouer pleinement leur rôle d'ambassadeurs et de diffuseurs d'exemples de la mise en œuvre d'actions d'Economie Circulaire.</p>
MOTS CLÉS	Education-Formation, Eco-Conception, Veille technologique, Accompagnement
OBJECTIF(S) DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> • Amener les entreprises corses de Fabrication à adopter une démarche d'Écoconception • Générer autour de ces entreprises un environnement susceptibles de les accompagner dans le développement de leurs projets liés à l'Écoconception • Promouvoir ces entreprises

QUOI ?		Période de réalisation indicative
<i>Déclinaison opérationnelle 1</i>	Informier -- Former les entreprises du secteur à l'Écoconception afin qu'ils puissent inclure cette dimension dans leurs projets et renforcer la valeur de leurs produits	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 2</i>	Former à l'Écoconception les services techniques des Offices et Agences de la CdC concernés par les activités du secteur de la Fabrication (ADEC, ODARC pour le bois, OEHC pour les territoires) pour amener un accompagnement dans la mise en œuvre	2020-2022
<i>Déclinaison opérationnelle 3</i>	Mettre en fonction une cellule de veille technologique à disposition des entreprises du secteur pour les informer des nouvelles opportunités ou retours d'expérience qui pourraient les intéresser dans le développement de leurs projets et l'intégration de l'Écoconception	2020-2025
<i>Déclinaison opérationnelle 4</i>	Intégrer un bonus dans l'aide financière aux entreprises pour des produits réalisés en Eco-Conception en Corse (avec l'ADEC, l'ODARC et la CADEC)	2021-2031
<i>Déclinaison opérationnelle 5</i>	Identifier les entreprises réalisant des produits Écoconçus en Corse	2021 -2031

6/ Conclusions

Déployer une économie circulaire sur un territoire requiert la mobilisation de tous les acteurs et de tous réseaux professionnels, tant économiques, qu'associatifs et territoriaux.

Les premières initiatives identifiées dans le cadre du diagnostic ont montré qu'une approche éparse d'actions non coordonnées, ne permettait pas d'initier un changement dans la durée des pratiques de territoires et économiques.

L'Office pour l'Environnement de la Corse a, dans le cadre de ce Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire (PTAEC), fait le choix d'un plan ambitieux afin de mobiliser l'ensemble des acteurs Corses, en les invitant à s'emparer, contribuer, voire à piloter la cinquantaine d'actions proposées.

L'OEC et l'Ademe pourront accompagner ces actions sur le plan technique et financier afin de stimuler et rendre compte des résultats ainsi obtenus.

Les leviers de réussite d'une telle dynamique sont les liens à créer entre les acteurs et la nécessité de rapidement partager des premiers résultats afin de démontrer tous l'intérêt et le potentiel que peut apporter une telle logique économique. Une véritable prise de conscience des acteurs publics, fédérations professionnelles, collectivités locales est indispensable à ce changement de paradigme ; tout comme l'évolution du régime des aides régionales et nationales faisant encore trop la part belle à l'économie linéaire.

Il appartient à chacun des acteurs de s'emparer du sujet économie circulaire dans le quotidien de ses activités, de manière structurée et organisée sous l'égide de l'OEC, de la Chambre des Territoires et de la Collectivité de Corse, qui prévoit la création d'un Cluster de compétences dédiées à l'économie circulaire afin de partager chaque année leurs avancées et les perspectives.

En quelque sorte il conviendra de constituer autour de la Chambre des Territoires, de l'OEC et communautés de communes une « task force » en mesure de convaincre et d'activer réellement l'économie circulaire autant dans l'amélioration des process en vue d'optimiser nos ressources et préserver notre environnement...mais surtout réformer un régime des aides régionales encore trop favorable à l'économie linéaire.

Chapitre 6 Vers la mise en œuvre

Sur la base des plans d'actions du Chapitre 4, pour faciliter la prise en main des actions à engager par les acteurs et l'opérationnalité de la mise en œuvre du PTPGD et PTAEC, des feuilles de route, par acteur, reprenant les actions à mener sont présentées dans les parties suivantes.

Ces feuilles de route constituent des outils pour aider les acteurs à s'appropriier les actions du PTPGD et PTAEC pour qu'ils puissent pleinement remplir leur rôle.

Ces outils servent de base et de trame et il appartient à chaque acteur de s'en emparer et de les faire évoluer pour s'adapter à leur contexte, leurs enjeux et leurs ambitions.

Au sein de chaque feuille de route, les actions sont classées par ordre de priorité.

Dans les tableaux un code couleur a été mis en place :

L'acteur est porteur principal

L'acteur est porteur secondaire ou co-porteur

1/ L'OEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-1-01	Poursuivre l'accompagnement des EPCI pour l'élaboration des PLP, de manière prioritaire à toutes autres démarches et financer les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration des PLP	OEC - ADEME		OEC, ADEME SYVADEC	2025	1	1	PTPGD
OA-7-24	Accompagner les EPCI pour la mise en place d'une tarification incitative, communiquer et former les élus et techniciens des collectivités, communiquer largement sur la tarification incitative auprès des usagers, financer les missions d'étude de préfiguration à la mise en place de la tarification incitative	OEC- ADEME		EPCI	2027	1	3	PTPGD
OD-2-71	Travailler collectivement à l'émergence d'au moins 1 site pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement en intégrant dans les réflexions les contraintes liées à la gestion des déchets du BTP (casier dédié amiante, casier dédié plâtre)	OEC, ADEME	EPCI SYVADEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL	2024	1	3	PTPGD
OF-1-76	Suivre les taux de collecte et les modes de valorisation	OEC	OTD	EPCI, DREAL Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	2027	1	2	PTPGD
OD-1-68	Etudier la pertinence d'une filière de valorisation du bois sur le territoire	Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse - OEC		ADEME, DREAL, Fédérations professionnelles	2027	2	3	PTPGD
OF-1-77	Poursuivre le déploiement d'une dynamique d'observation des DAE et des DBTP	OEC	OTD	EPCI, DREAL Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	2027	2	2	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OG-1-81	Organiser une rencontre annuelle multithématique sur l'économie circulaire en mettant en place et en animant les instances multi-acteurs de coordination et de suivi du Plan d'EC : Fiche 1.0 (PAE2C*)	OEC	Université de Corse EPCI	ADEME OEC Distributeurs Acteurs économiques Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS	2027	2	1	PTAEC
OG-1-82	Organiser des ateliers (multi)thématiques réguliers sur le déploiement des actions du PTAEC en définissant, organisant, mettant en place des dispositifs d'échange d'information, de biens, de services et un espace de travail collaboratif pour la communauté d'acteurs de l'EC : Fiche 1.1 (PAE2C*)	OEC	EPCI Chambres consulaires Autres offices et agences de la CDC Eco-organismes	ADEME OEC Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS CdC Acteurs économiques Université de Corse	2027	2	2	PTAEC
OF-1-75	Appliquer la méthodologie nationale d'évaluation des gisements des DAE définie par l'ADEME	OEC	OTD	EPCI, DREAL Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	2027	3	3	PTPGD
OD-1-69	Etudier la faisabilité technico économique d'une filière de valorisation énergétique des déchets à haut PCI sur le territoire (valorisation CSR)	EPCI	OEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL, ADEME SYVADEC Fédérations professionnelles	2024	3	3	PTPGD

2/ Le SYVADEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OB-3-32	Renforcer le tri du tout-venant (sensibilisation des agents et des usagers, ...) Favoriser le tri des encombrants sur les déchèteries Envoyer 100% des encombrants en centre de tri ou sur-tri, en 2027	SYVADEC - EPCI		OEC, ADEME	2027	1	1	PTPGD
OB-5-40	Capter 100% des déchets dangereux diffus en : Développant des démarches d'accompagnement des entreprises Communiquant et animant des évènements sur la thématique des déchets dangereux Permettre un accès facilité aux points de collecte	EPCI SYVADEC		OEC, ADEME Chambres consulaires Fédérations professionnelles DREAL	2033	1	4	PTPGD
OD-1-70	Etudier la faisabilité technico économique d'une filière de valorisation énergétique des déchets à haut PCI sur le territoire (valorisation CSR)	SYVADEC	EPCI OEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL OEC, ADEME	2024	3	3	PTPGD
OB-4-35	Adapter le service proposé sur les déchèteries publiques aux professionnels en zones rurales (horaires, type et volume de déchets acceptés...)	SYVADEC	EPCI	OEC, ADEME	2033	3	2	PTPGD
OD-2-71	Travailler collectivement à l'émergence d'au moins 1 site pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement en intégrant dans les réflexions les contraintes liées à la gestion des déchets du BTP (casier dédié amiante, casier dédié plâtre)	OEC, ADEME	EPCI SYVADEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL	2024	1	3	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OC-5-64	Créer des centres de surtri « multifonctions » au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMR (phase de transition)	Opérateurs de gestion des déchets	SYVADEC	OEC, ADEME	2027	3	4	PTPGD

3/ Les EPCI

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
/	Suivre annuellement les coûts du SPGD selon la méthode Compta Coût de l'ADEME	EPCI		ADEME	2021	1	1	
/	Réaliser une étude pour l'optimisation du SPGD	EPCI		OEC, ADEME	2021	1	2	
OB-1-26	Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri	EPCI		OEC - ADEME Associations citoyennes et environnementales SYVADEC	2021	1	1	PTPGD
OD-2-71	Travailler collectivement à l'émergence d'au moins 1 site pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement en intégrant dans les réflexions les contraintes liées à la gestion des déchets du BTP (casier dédié amiante, casier dédié plâtre)	OEC, ADEME	EPCI SYVADEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL	2024	1	3	PTPGD
OA-6-21	Evaluer et mettre en œuvre les solutions de tri à la source des biodéchets pour chaque EPCI et étudier les interactions avec le SPGD (collecte OMr notamment)	EPCI	SYVADEC	OEC, ADEME	2025	1	2	PTPGD
OB-1-27	Déployer la collecte en porte-à-porte pour les emballages partout où c'est possible	EPCI		OEC, ADEME SYVADEC	2025	1	2	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OB-1-29	Développer la collecte des cartons (10% des flux) par l'ajout de matériels collecte adaptés ou des collectes spécifiques	EPCI		ADEME	2025	1	2	PTPGD
OB-1-28	Accompagner les ERP assimilés aux ménages (diagnostics et mise en place de collectes mutualisées ou non) pour le tri des emballages, papiers/cartons	EPCI	ERP	OEC, ADEME	2025	2	2	PTPGD
OA-6-22	- Promouvoir des solutions de gestion à la source : composteurs individuels, partagés, mise à disposition de broyeurs,... pour réduire les volumes de déchets verts entrants dans le SPGD - Créer un réseau de référents (un maître composteur par EPCI) pour sensibiliser, rappeler la réglementation et la destination du compost - Favoriser la mise en place de composteurs individuels, avec une formation et une aide à l'équipement des particuliers par les ECPI et en partenariat avec le SYVADEC. - Identifier les prérequis au déploiement du compostage partagé sur des zones urbaines denses avant son déploiement effectif,	EPCI	SYVADEC	Associations citoyennes et environnementales ADEME, OEC	2025	3	1	PTPGD
OA-5-12	Annuaire de l'offre de réparation disponible	EPCI SYVADEC	CCI / CRMA	CRESS Associations ADEME OEC	2027	1	1	PTAEC + PTPGD
OC-2-51	Favoriser les bonnes pratiques de valorisation des déchets verts recommandés	EPCI		OEC, ADEME	2027	1	1	PTPGD
OA-2-02	Créer et/ou valoriser les plateformes de circuits courts des produits locaux (Liens avec les actions de l'ODARC) par typologie de flux (alimentaire, matériaux recyclés de constructions, invendus d'entreprises...)	EPCI	CCI, CRMA Associations de consommateurs	ODARC AUE ADEME OEC	2027	1	2	PTAEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
	Inventorier et évaluer les plateformes de circuits courts existantes Proposer l'émergence de nouvelles plateformes ou le renforcement de celles existantes pour couvrir les besoins manquants par cible de produits et typologie de grands territoires							
OG-3-85	Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux V1 : Proposer des animations régulières avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales V2 : Elargir les débats sur l'EC à d'autres dynamiques de concertation afin de le prendre en compte (construction, urbanisme, transport, maritime, développement...)	EPCI SYVADEC	Eco-organismes (concernés)	ADEME OEC EPCI	2027	1	2	PTAEC + PTPGD
OC-1-45	Former les MOP aux démarches d'écologie industrielle et territoriales (EIT)	CNFPT	CCI, CRMA EPCI	ADEME OEC	2027	1	2	PTAEC
OG-2-83	Inventorier les réseaux existants pouvant participer à mobiliser les acteurs économiques et sociaux sur des actions relevant de l'économie circulaire	CRESS	Chambres consulaires EPCI	ADEME OEC CCI, CRMA Associations d'entreprises CRESS	2027	1	2	PTAEC
OH-1-86	Etablir pour chaque EPCI un document cadre d'éco-exemplarité de ses activités et le diffuse auprès de tous les acteurs de son territoire	EPCI	EPCI	ADEME OEC	2027	1	3	PTAEC
OC-2-50	Développer des capacités de proximité de valorisation organique des biodéchets (unité de compostage publiques ou privées, unité de méthanisation) en cohérence avec les préconisations du SRB	EPCI, SYVADEC		OEC, ADEME ODARC	2027	1	3	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OH-1-86	Etablir pour chaque EPCI un document cadre d'éco-exemplarité de ses activités et le diffuse auprès de tous les acteurs de son territoire	EPCI		ADEME OEC	2027	1	3	PTAEC
OD-3-73	Engager une réflexion à l'échelle du PADDUC et des SCOT lors de leur révision pour identifier les secteurs d'implantation possibles pour les ISD	EPCI	Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse	DREAL OEC, ADEME	2027	1	4	PTPGD
OB-2-30	TLC : Densifier le maillage de PAV et mobiliser les réseaux existants (caritatif et metteurs sur le marché)	EPCI	SYVADEC	Eco-TLC OEC, ADEME Structures de l'ESS Distributeurs, établissements de seconde main	2027	2	1	PTPGD
OA-5-16	Sites d'accès aux fichiers de pièces détachées pour imprimantes 3D	CRESS	CCI / CRMA / EPCI	Fournisseurs de fichiers opensource CRESS	2027	2	1	PTAEC + PTPGD
OG-1-81	Organiser une rencontre annuelle multithématique sur l'économie circulaire en mettant en place et en animant les instances multi-acteurs de coordination et de suivi du Plan d'EC : Fiche 1.0 (PAE2C*)	OEC	Université de Corse EPCI	ADEME OEC Distributeurs Acteurs économiques Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS	2027	2	1	PTAEC
OA-5-09	Création d'espace du réemploi	EPCI, SYVADEC		CRESS Associations ADEME OEC SYVADEC	2027	2	2	PTAEC + PTPGD
OG-1-82	Organiser des ateliers (multi)thématiques réguliers sur le déploiement des actions du	OEC	EPCI Chambres	ADEME OEC	2027	2	2	PTAEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
	PTAEC en définissant, organisant, mettant en place des dispositifs d'échange d'information, de biens, de services et un espace de travail collaboratif pour la communauté d'acteurs de l'EC : Fiche 1.1 (PAE2C*)		consulaires Autres offices et agences de la CDC Eco-organismes	Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS CdC Acteurs économiques Université de Corse				
OC-2-47	Associer la gestion des invendus à des fins de transformation	EPCI		ADEME OEC / ODARC	2027	2	3	PTAEC + PTPGD
OA-5-10	Favoriser l'usage d'emballage en verre via un dispositif de consigne régional	CCI / EPCI	Distributeurs / embouteilleurs	Fédérations professionnelles ADEME / OEC	2027	2	3	PTAEC + PTPGD
OA-5-11	Engager une concertation à l'échelle territoriale pour réduire la production et la consommation de bouteilles plastiques à usage unique	CCI / EPCI	Distributeurs, intervenants dans l'évènementiel	Fédérations professionnelles ADEME OEC	2027	2	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-61	Intégrer les obligations de recyclage dans toutes les opérations sous maîtrise d'ouvrage publique, en travaillant par exemple autour de dispositifs incitatifs (bonus/malus)...,	Commune	EPCI (et toutes MOa) faisant réaliser des travaux	Fédération du bâtiment et des travaux publics	2027	2	3	PTPGD
OE-1-74	Mise en place d'un plan d'actions spécifique et coordonné (pouvoirs de police sur les dépôts sauvages, identification des producteurs de déchets, renforcement de la traçabilité avec la mise en place d'outils de suivi automatiques, mise en place d'un guichet unique pour le signalement, etc.)	Commune	EPCI	OEC, ADEME	2027	2	4	PTPGD
OB-2-31	TLC : Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri à la source	EPCI		Eco-TLC OEC, ADEME SYVADEC	2027	3	1	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OC-2-52	Promouvoir les retours d'expériences des GIEE (groupements d'intérêts économiques et environnementaux) sur la méthanisation agricole auprès des agriculteurs et identifier localement les potentiels de co-valorisation en liaison avec la chambre d'agriculture, les coopérative et les associations	EPCI	CA	IAA OEC, ADEME ODARC	2027	3	1	PTPGD
OA-5-14	Réaliser et diffuser un guide sur la réutilisation des eaux en Corse	EPCI	CCI / CRMA	Office d'Equipement Hydraulique de Corse Agence de bassin (RMC) ODARC	2027	3	2	PTAEC
OH-1-87	Former les MOP aux critères d'achats l'économie circulaire en fournitures matières et énergétiques : - gestion des achats - politiques sectorielles des collectivités et les dispositifs de financement publics	CNFPT	EPCI	ADEME OEC	2027	3	2	PTAEC
OH-1-88	Former les MOP aux économies d'eau, réutilisation des eaux pluviales et valorisation des eaux usées traitées	CNFPT	EPCI	ADEME OEC OEHC	2027	3	2	PTAEC
OH-1-89	Former les MOP au rôle et à la place des espaces verts dans les parcs ou espaces publics	CNFPT	EPCI	ADEME OEC	2027	3	2	PTAEC
OA-5-19	Développer les initiatives liées au réemploi (bourse aux matériaux, recythèque...) sur les zones urbaines	Structures de l'ESS	EPCI	ADEME Associations EPCI SYVADEC	2027	3	2	PTAEC + PTPGD
OA-6-23	-Accompagner les acteurs de la grande-distribution et les restaurateurs dans la mise en place du tri à la source des biodéchets - Développer la collecte séparée pour les gros producteurs en commençant d'abord les établissements publics (collège, lycée,...) et la	Distributeurs / EPCI		OEC, ADEME SYVADEC Fédérations de professionnels CRMA/CCI	2027	3	3	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
	restauration collective - Identifier les mutualisations possibles entre les déchets des ménages, les déchets des professionnels et les déchets agricoles, et suivre la mise en place progressive des collectes de biodéchets des professionnels et des capacités de traitement, en parallèle							
OA-5-08	Créer des nouveaux équipements de type recyclerie	EPCI SYVADEC	CRESS	Associations ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC + PTPGD
OD-1-69	Etudier la faisabilité technico économique d'une filière de valorisation énergétique des déchets à haut PCI sur le territoire (valorisation CSR)	EPCI	OEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL, ADEME SYVADEC Fédérations professionnelles	2024	3	3	PTPGD
OC-1-44	Orienter la gestion des espaces verts des ZA et des entreprises pour réduire la consommation des ressources en eau	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC
OB-4-37	Proposer des solutions de collecte SPGD adaptées en intégrant les professionnels à la réflexion globale sur le service de collecte (mutualisation des collectes dans les ZAC, organisation de collecte ponctuelle pour les flux diffus)	EPCI		OEC, ADEME	2033	1	2	PTPGD
OC-3-57	Favoriser l'implication d'acteurs locaux et les dynamiques public-privé pour une pérennité des services (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	EPCI	Opérateurs de gestion des déchets	OEC, ADEME	2033	1	3	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	Priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OB-5-40	Capter 100% des déchets dangereux diffus en : Développant des démarches d'accompagnement des entreprises Communicant et animant des évènements sur la thématique des déchets dangereux Permettre un accès facilité aux points de collecte	EPCI SYVADEC		OEC, ADEME Chambres consulaires Fédérations professionnelles DREAL	2033	1	4	PTPGD
OC-1-41	Identifier des synergies de flux et services entre les entreprises du territoire	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2033	1	4	PTAEC + PTPGD
OC-5-65	Mettre en place la redevance spéciale sur tous les territoires	EPCI		OEC, ADEME	2033	2	3	PTPGD
OB-4-35	Adapter le service proposé sur les déchèteries publiques aux professionnels en zones rurales (horaires, type et volume de déchets acceptés...)	SYVADEC	EPCI	OEC, ADEME	2033	3	2	PTPGD
OC-1-42	Partager des surplus énergétiques entre acteurs économiques et territoriaux	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC AUE	2033	3	4	PTAEC
OC-1-43	Développer la réutilisation des eaux usées traitées pour les usagers ne nécessitant pas une eau potable	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2033	3	4	PTAEC

4/ Les communes

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-6-20	Réduire le gaspillage alimentaire dans la production alimentaire, la distribution et la restauration - Production : développer le don, la vente, la transformation des produits déclassés alimentaires, en lien avec la pré-feuille de route pour une économie 100% circulaire, mesure phare n°6 : concernant l'extension des dons à autres acteurs (industries agro-alimentaires, ...) - Distribution : inciter au tri à la source dans les GMS, inciter à vendre les produits «en dehors du standard esthétique » à prix attractifs, communiquer sur les dates de péremption (DLUO, DLC,...) - Contrôler l'obligation de dons par les grandes surfaces (> 400 m²) et sensibiliser / informer / accompagner les petites surfaces (< 400 m²) , - Restauration collective : Assurer la formation des restaurateurs (faire la promotion des circuits courts et de la saisonnalité des produits, accompagner les gestionnaires dans la rédaction de leurs cahiers des charges) ; et mener des actions de sensibilisation envers ces professionnels	Fédérations professionnelles (GMS, restauration)	Commune et Cdc (restauration collective)	OEC, ADEME Chambres consulaires ODARC SYVADEC	2025	2		PTAEC + PTPGD
OC-3-61	Intégrer les obligations de recyclage dans toutes les opérations sous maîtrise d'ouvrage publique, en travaillant par exemple autour de dispositifs incitatifs (bonus/malus)....,	Commune	EPCI (et toutes MOa) faisant réaliser des travaux	Fédération du bâtiment et des travaux publics	2027	2	3	PTPGD
OE-1-74	Mise en place d'un plan d'actions spécifique et coordonné (pouvoirs de police sur les dépôts sauvages, identification des producteurs de déchets, renforcement de la traçabilité avec la mise en place d'outils de suivi automatiques, mise en place d'un guichet unique pour le signalement, etc.)	Commune	EPCI	OEC, ADEME	2027	2	4	PTPGD
OA-2-03	Réaliser une étude de marché pour l'émergence de microcentrales hydro-électriques et l'accès à une énergie verte produite en Corse (Liens avec les actions de l'AUE)	Commune	CCI, CRMA	ODARC AUE ADEME OEC	2027	2	4	PTAEC

			Associations de consommateurs	EDF Corse / Etat				
--	--	--	-------------------------------	------------------	--	--	--	--

5/ Les chambres consulaires

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-5-13	Diffuser le guide Ademe sur la réutilisation des énergies perdues	AUE	CCI / CRMA	ADEME OEC EPCI	2022	3	1	PTAEC
OA-8-25	Agir sur les gros producteurs de déchets dangereux et les diffus via : - Le développement des démarches d'accompagnement des entreprises - La communication et l'animation d'évènements sur la thématique des déchets dangereux - L'utilisation du levier de la commande publique pour favoriser l'emploi de produits éco conçus	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	ADEME DREAL	2033	1	4	PTPGD
OH-1-93	EC : Diffuser un guide des bonnes pratiques des solutions existantes localement auprès des acteurs économiques	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2024	2	2	PTPGD
OB-4-39	Tri 5/6 flux des DAE : Accompagner le déploiement de l'obligation de collecte des distributeurs (en reproduisant par exemple l'initiative de la CCI du Var, qui a initié un dialogue entre les distributeurs et 2 collectivités ZDZG, mais aussi FBTP, CAPEB, CMA) pour réduire de 50% le gaspillage alimentaire	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	ADEME OEC EPCI SYVADEC Eco-organismes (selon flux concernés)	2025	2	3	PTAEC + PTPGD
OB-4-38	Identifier les acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction et engager des opérations de reprise en lien avec la fédération nationales (FNBM : fédération du négoce de bois et des matériaux de construction), les Chambres consulaires et les EPCI	Fédérations professionnelles (FNBM)	CRMA/CCI	ADEME OEC EPCI Eco-organismes (selon flux concernés)	2025	2	3	PTAEC + PTPGD
OA-5-12	Annuaire de l'offre de réparation disponible	EPCI	CCI / CRMA	CRESS Associations ADEME	2027	1	1	PTAEC + PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
				OEC SYVADEC				
OF-1-79	Accompagner et animer les acteurs pour définir une méthodologie de suivi des déchets de chantier Favoriser les diagnostics et les accompagnements individuels Renforcer la sensibilisation à la question des déchets du BTP dans les formations professionnelles - Instaurer la mise en œuvre d’audits pour accompagner les entreprises à la mise en place de la réduction à la source de leurs déchets et l’optimisation de leur valorisation/traitement - Valoriser les entreprises engagées dans la prévention des déchets, l’utilisation de matériaux biosourcés, par la communication, la création d’écotags régionaux...	Chambres consulaires		Democles (Ecosystem) Fédérations professionnelles OEC, ADEME	2027	1	2	PTPGD
OH-1-94	EC/DAE : Former les acteurs économiques à leur rôle compétences légales en vigueur	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	1	2	PTPGD
OH-2-98	Encourager la réalisation d’un diagnostic précisant les conditions de réemploi et de valorisation des matériaux dans le cadre d’opérations de démolition ou de réhabilitation significative	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	1	2	PTPGD
OC-1-45	Former les MOP aux démarches d’écologie industrielle et territoriales (EIT)	CNFPT	CCI, CRMA EPCI	ADEME OEC	2027	1	2	PTAEC
OG-2-83	Inventorier les réseaux existants pouvant participer à mobiliser les acteurs économiques et sociaux sur des actions relevant de l’économie circulaire	CRESS	Chambres consulaires EPCI	ADEME OEC CCI, CRMA Associations d’entreprises CRESS	2027	1	2	PTAEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-2-02	Créer et/ou valoriser les plateformes de circuits courts des produits locaux (Liens avec les actions de l'ODARC) par typologie de flux (alimentaire, matériaux recyclés de constructions, invendus d'entreprises...) Inventorier et évaluer les plateformes de circuits courts existantes Proposer l'émergence de nouvelles plateformes ou le renforcement de celles existantes pour couvrir les besoins manquants par cible de produits et typologie de grands territoires	EPCI	CCI, CRMA Associations de consommateurs	ODARC AUE ADEME OEC	2027	1	2	PTAEC
OB-4-34	DAE/DBTP : Identifier les zones blanches et faciliter la mise en place de points de collecte de proximité	Fédérations professionnelles	CRMA/CCI	OEC, ADEME EPCI	2027	1	2	PTPGD
OA-3-05	Organiser auprès des entreprises des formations d'actions d'éco-conception de produits et services. Fiche 3.2 (PAE2C*) : Développement de l'Ecoconception dans les domaines de l'agriculture et de l'Agroalimentaire (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 4.1 (PAE2C*) : Ecoconception de l'offre Sites et Lieux Touristiques (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 4.2 (PAE2C*) : Conversion du mode de construction-extension-restructuration de bâtiments dans le secteur Tourisme par l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 5.2 (PAE2C*) : Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 9.1 (PAE2C*) : Développement de l'écoconception dans le secteur maritime (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 10.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Ecoconception dans le secteur de la Fabrication en Corse	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	ADEME OEC	2027	1	3	PTAEC + PTPGD
OG-2-84	Valoriser et partager les innovations des acteurs corses en matière d'économie circulaire via ses réseaux	Chambres consulaires	Associations d'entreprises	ADEME OEC EPCI	2027	1	3	PTAEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OG-1-80	Mettre en place un cluster des acteurs du territoire pour une économie circulaire : -en créant un espace de coopération pour aller vers une production valorisant des matières secondaires et une conversion des entreprises du secteur à l'EC : voir description de la Fiche 5.1 (PAE2C) -avec une focale sur la récupération-transformation de matériaux issus de la déconstruction : voir description de la Fiche 7.1 (PAE2C)*	Chambre des territoires		ADEME OEC Université de Corse Distributeurs Acteurs économiques Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS SYVADEC Université de Corse EPCI	2027	1	3	PTAEC
OH-1-95	EC/DAE : Donner de la visibilité aux dispositifs d'accompagnement et aux services existants de collecte	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	1	PTPGD
OA-5-16	Sites d'accès aux fichiers de pièces détachées pour imprimantes 3D	EPCI	CCI / CRMA / CRESS	Fournisseurs de fichiers opensource CRESS	2027	2	1	PTAEC + PTPGD
OC1-46	Former les entreprises aux démarches d'écologie industrielle et territoriales (EIT) en y associant les secteurs, agricole, agroalimentaire et maritime	Chambres consulaires		ADEME OEC	2027	2	2	PTAEC
OC-3-55	Valoriser les entreprises engagées dans la gestion des déchets	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	2	PTPGD
OH-1-96	Former les responsables et agents aux bonnes pratiques (tri 5-6 flux)	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	2	PTPGD
OH-1-90	Organiser des formations pour les entreprises sur les critères d'achats durables : - Dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire, du tourisme et du maritime - Développer le concept d'achat durable	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	ADEME OEC ODARC	2027	2	2	PTAEC + PTPGD
OH-2-100	DAE/DBTP : Faciliter la visibilité des services existants en travaillant sur différents supports de communication existants ou à créer, en relayant l'information sur différents médias complémentaires	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	2	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-3-05	Former les maîtrises d'ouvrages publiques (MOP) aux actions d'éco-conception d'évènements culturels et sportifs Fiche 7.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Écoconception dans la commande publique de bâtiments par les acteurs publics locaux. (Voir le descriptif dans le PAE2C)	CNFPT	CCI	ADEME OEC Fédérations professionnelles	2027	2	2	PTAEC + PTPGD
OG-1-82	Organiser des ateliers (multi)thématiques réguliers sur le déploiement des actions du PTAEC en définissant, organisant, mettant en place des dispositifs d'échange d'information, de biens, de services et un espace de travail collaboratif pour la communauté d'acteurs de l'EC : Fiche 1.1 (PAE2C*)	OEC	EPCI Chambres consulaires Autres offices et agences de la CDC Eco-organismes	ADEME OEC Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS Acteurs économiques Université de Corse	2027	2	2	PTAEC
OA-4-06	Economie de la fonctionnalité : Former les MOP au déploiement de services d'usages partagés sur leur territoire	CNFPT	CCI	ADEME / OEC Fédérations professionnelles	2027	2	2	PTAEC
OB-4-33	Accompagner les entreprises du secteur touristique dans la mise en œuvre du tri 6 flux	Fédérations professionnelles	CRMA/CCI	OEC, ADEME EPCI / ATC	2027	2	3	PTPGD
OA-2-03	Réaliser une étude de marché pour l'émergence de microcentrales hydro-électriques et l'accès à une énergie verte produite en Corse (Liens avec les actions de l'AUE)	EPCI	CCI, CRMA Associations de consommateurs	ODARC AUE ADEME OEC	2027	2	4	PTAEC
OC-3-60	Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques (Echelle : CdC)	Université de Corse	Fédérations professionnelles CCI	ADEME OEC Eco-organismes SYVADEC	2027	2	4	PTAEC + PTPGD
OC-2-52	Promouvoir les retours d'expériences des GIEE (groupements d'intérêts économiques et environnementaux) sur la méthanisation agricole auprès des agriculteurs et identifier localement les potentiels de	EPCI	CA	IAA OEC, ADEME ODARC	2027	3	1	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
	co-valorisation en liaison avec la chambre d'agriculture, les coopérative et les associations							
OH-1-91	Organiser des formations pour les entreprises aux économies d'eau, y compris dans les secteurs, touristique, portuaire et maritime Favoriser la mise en œuvre de gestes d'achats et d'extraction responsables dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du tourisme et du maritime	Chambres consulaires	AE RMC Fédérations professionnelles	ADEME OEC	2027	3	2	PTAEC
OH-1-92	Organiser des formations pour les entreprises sur le rôle et la place des espaces verts	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	ADEME OEC EPCI	2027	3	2	PTAEC + PTPGD
OH-2-102	DAE/DBTP : Formaliser la déclinaison des chartes d'engagement volontaires individuelles et collectives à l'échelle de la Corse, communiquer largement sur celles-ci	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	3	2	PTPGD
OA-5-14	Réaliser et diffuser un guide sur la réutilisation des eaux en Corse	EPCI	CCI / CRMA	Office d'Equipement Hydraulique de Corse Agence de bassin (RMC) ODARC	2027	3	2	PTAEC
OA-5-15	Réaliser et diffuser un guide sur le choix d'essences végétales économes en eau et en entretien	CENC	CBNC	EPCI Chambres consulaires Conservatoire d'Espaces Naturels Corse CBNC	2027	3	2	PTAEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-4-07	Organiser auprès des entreprises des formations aux développements de services et d'usages en substituts de produits et bien de consommation Fiche 3.3 (PAE2C)* Evaluer l'impact et lever les verrous pour « instiller » l'économie de la fonctionnalité dans les domaines agricoles et agroalimentaires corses (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 4.3 (PAE2C)* Conversion du mode d'équipement dans le secteur Tourisme par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 5.2 (PAE2C)* Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 9.2 (PAE2C)* Incitation à la mise en œuvre de l'économie de la fonctionnalité dans le secteur maritime (voir le descriptif dans le PAE2C*)	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC + PTPGD
OC-1-44	Orienter la gestion des espaces verts des ZA et des entreprises pour réduire la consommation des ressources en eau	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC
OC-3-54	DAE/DBTP : Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles Prestataires déchets	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-60	Réaliser une étude de marché pour la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (liens avec les expériences existantes)	Chambres consulaires	Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	2027	3	3	PTAEC + PTPGD
OH-2-103	DAE/DBTP : Communiquer régulièrement et via différents types de médias sur des initiatives extraterritoriales et	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	3	3	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
	interroger sur leur reproductibilité en Corse pour faciliter l'acculturation des parties prenantes							
OC-3-56	Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales) voire d'autres flux (briques, tuiles...)	Fédérations professionnelles	Chambres consulaires Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC	2027	3	4	PTAEC + PTPGD
OA-5-17	Réaliser des diagnostics de flux par établissement	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	Bureaux d'études Organismes de formation DREAL	2033	1	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-59	Favoriser le développement de filières locales de valorisation en Corse (palettes, verre) à l'échelle des EPCI et développer celles déjà en place (PSE)	Chambres consulaires	Prestataires déchets Fédérations professionnelles	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	2033	1	3	PTAEC + PTPGD
OH-2-97	Travailler avec les organismes de formation initiale et continue pour développer des modules, concernant la conception du programme fonctionnel de travaux, la mise en place du tri sur les chantiers, les modalités de gestion spécifiques des DD (amiante, emballages souillés...), la valorisation des déchets auprès de toutes les parties prenantes (maitres d'ouvrage, architectes, maîtrise d'œuvre...)	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2033	1	3	PTPGD
OC-1-41	Identifier des synergies de flux et services entre les entreprises du territoire	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2033	1	4	PTAEC + PTPGD
OF-1-78	Créer une dynamique d'observation de la réutilisation	Chambres consulaires		Democles (Ecosystem) Fédérations professionnelles OEC, ADEME	2033	2	3	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OB-4-36	Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée	Fédérations professionnelles	CRMA/CCI	EPCI SYVADEC	2033	2	4	PTPGD
OC-2-49	Adapter la production de produits alimentaires aux justes besoins et aux débouchés identifiés	GMS	CCI/CRMA/CA	ADEME OEC EPCI	2033	2	4	PTAEC + PTPGD
OH-2-101	DAE/DBTP : Promouvoir les modes d'exploitation vertueux, les démarches RSE, y compris sur le plan social, en favorisant les actions d'insertion	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2033	3	2	PTPGD
OH-2-99	Diffuser des bonnes pratiques de gestion déblais/remblais, etc., à l'occasion de rendez-vous professionnels non liés spécifiquement à la gestion des déchets	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2033	3	3	PTPGD
OC-1-42	Partager des surplus énergétiques entre acteurs économiques et territoriaux	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC AUE	2033	3	4	PTAEC
OC-1-43	Développer la réutilisation des eaux usées traitées pour les usagers ne nécessitant pas une eau potable	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2033	3	4	PTAEC
OC-2-48	Accompagner les agriculteurs pour le déploiement d'unités de méthaniseur	Chambre agriculture		ADEME OEC EPCI ODARC	2033	3	4	PTAEC + PTPGD
OA-2-03	Réaliser une étude de marché pour l'émergence de microcentrales hydro-électriques et l'accès à une énergie verte produite en Corse (Liens avec les actions de l'AUE)	Commune	CCI, CRMA Associations de consommateurs	ODARC AUE ADEME OEC EDF Corse / Etat	2027	2	4	PTAEC

6/ Les professionnels

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OH-1-93	EC/DAE : Diffuser un guide des bonnes pratiques des solutions existantes localement	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2024	2	2	PTPGD
OA-8-25	Agir sur les gros producteurs de déchets dangereux et les diffuser via : - Le développement des démarches d'accompagnement des entreprises - La communication et l'animation d'évènements sur la thématique des déchets dangereux - L'utilisation du levier de la commande publique pour favoriser l'emploi de produits éco conçus	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	ADEME DREAL	2033	1	4	PTPGD
OB-4-38	Identifier les acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction et engager des opérations de reprise en lien avec la fédération nationales (FNBM : fédération du négoce de bois et des matériaux de construction), les Chambres consulaires et les EPCI	Fédérations professionnelles (FNBM)	CRMA/CCI	ADEME OEC EPCI Eco-organismes (selon flux concernés)	2025	2	3	PTAEC + PTPGD
OA-6-20	Réduire le gaspillage alimentaire dans la production alimentaire, la distribution et la restauration - Production : développer le don, la vente, la transformation des produits déclassés alimentaires, en lien avec la pré-feuille de route pour une économie 100% circulaire, mesure phare n°6 : concernant l'extension des dons à autres acteurs (industries agro-alimentaires, ...) - Distribution : inciter au tri à la source dans les GMS, inciter à vendre les produits «en dehors du standard esthétique » à prix attractifs, communiquer sur les dates de péremption (DLUO, DLC,...) - Contrôler l'obligation de dons par les grandes surfaces (> 400 m²) et sensibiliser / informer / accompagner les petites surfaces (< 400 m²) ,	Fédérations professionnelles (GMS, restauration)	Commune et Cdc (restauration collective)	OEC, ADEME Chambres consulaires ODARC SYVADEC	2025	2	3	PTAEC + PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
	- Restauration collective : Assurer la formation des restaurateurs (faire la promotion des circuits courts et de la saisonnalité des produits, accompagner les gestionnaires dans la rédaction de leurs cahiers des charges) ; et mener des actions de sensibilisation envers ces professionnels							
OB-4-39	Distributeur de matériaux : Accompagner le déploiement de l'obligation de collecte des distributeurs (en reproduisant par exemple l'initiative de la CCI du Var, qui a initié un dialogue entre les distributeurs et 2 collectivités ZDZG, mais aussi FBTP, CAPEB, CMA)	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	ADEME OEC EPCI SYVADEC Eco-organismes (selon flux concernés)	2025	2	3	PTAEC + PTPGD
OA-5-18	BTP : Mettre en œuvre des audits préliminaires sur le territoire et communiquer sur les chantiers exemplaires	Fédérations professionnelles (FBTP)		EPCI Etablissements Publics Foncier MOa / MOe ADEME OEC	2027	1	2	PTAEC + PTPGD
OB-4-34	DAE/DBTP : Identifier les zones blanches et faciliter la mise en place de points de collecte de proximité	Fédérations professionnelles	CRMA/CCI	OEC, ADEME EPCI	2027	1	2	PTPGD
OG-3-85	Liens entre acteurs : Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux V1 : Proposer des animations régulières avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales V2 : Elargir les débats sur l'EC à d'autres dynamiques de concertation afin de le prendre en compte (construction, urbanisme, transport, maritime, développement...)	CCI, CRMA, CA, AUE (autres que DMA)	Eco-organismes (concernés) Fédérations professionnelles Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC EPCI	2027	1	2	PTAEC + PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OH-1-94	EC/DAE : Former les acteurs économiques à leur rôle compétences légales en vigueur	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	1	2	PTPGD
OH-2-98	Encourager la réalisation d'un diagnostic précisant les conditions de réemploi et de valorisation des matériaux dans le cadre d'opérations de démolition ou de réhabilitation significative	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	1	2	PTPGD
OG-2-84	Valoriser et partager les innovations des acteurs corses en matière d'économie circulaire via ses réseaux	Chambres consulaires	Associations d'entreprises	ADEME OEC EPCI	2027	1	3	PTAEC
O-A3-04	Organiser auprès des entreprises des formations d'actions d'éco-conception de produits et services. Fiche 3.2 (PAE2C*) : Développement de l'Ecoconception dans les domaines de l'agriculture et de l'Agroalimentaire (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 4.1 (PAE2C*) : Ecoconception de l'offre Sites et Lieux Touristiques (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 4.2 (PAE2C*) : Conversion du mode de construction-extension-restructuration de bâtiments dans le secteur Tourisme par l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 5.2 (PAE2C*) : Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 9.1 (PAE2C*) : Développement de l'écoconception dans le secteur maritime (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 10.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Ecoconception dans le secteur de la Fabrication en Corse	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	ADEME OEC	2027	1	3	PTAEC + PTPGD
OH-1-95	EC/DAE : Donner de la visibilité aux dispositifs d'accompagnement et aux services existants de collecte	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	1	PTPGD
OC-3-55	Valoriser les entreprises engagées dans la gestion des déchets	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	2	PTPGD
OH-1-96	Former les responsables et agents aux bonnes pratiques (tri 5-6 flux)	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	2	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OH-2-100	DAE/DBTP : Faciliter la visibilité des services existants en travaillant sur différents supports de communication existants ou à créer, en relayant l'information sur différents médias complémentaires	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	2	2	PTPGD
OH-1-90	Organiser des formations pour les entreprises sur les critères d'achats durables : - Dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire, du tourisme et du maritime - Développer le concept d'achat durable	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	ADEME OEC ODARC	2027	2	2	PTAEC + PTPGD
OB-4-33	Accompagner les entreprises du secteur touristique dans la mise en œuvre du tri 6 flux	Fédérations professionnelles	CRMA/CCI	OEC, ADEME EPCI / ATC	2027	2	3	PTPGD
OC-3-53	Travailler collectivement avec la Fédération du commerce et de la distribution pour faciliter la valorisation des biodéchets	Fédérations professionnelles (commerce et distribution)		OEC, ADEME EPCI	2027	2	3	PTPGD
OA-5-10	Favoriser l'usage d'emballage en verre via un dispositif de consigne régional	CCI / EPCI	Distributeurs / embouteilleurs	Fédérations professionnelles ADEME / OEC	2027	2	3	PTAEC + PTPGD
OA-5-11	Engager une concertation à l'échelle territoriale pour réduire la production et la consommation de bouteilles plastiques à usage unique	CCI / EPCI	Distributeurs, intervenants dans l'évènementiel	Fédérations professionnelles ADEME OEC	2027	2	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-58	Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques (Echelle : CdC)	Université de Corse	Fédérations professionnelles CCI	ADEME OEC Eco-organismes SYVADEC	2027	2	4	PTAEC + PTPGD
OH-2-102	DAE/DBTP : Formaliser la déclinaison des chartes d'engagement volontaires individuelles et collectives à l'échelle de la Corse, communiquer largement sur celles-ci	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	3	2	PTPGD
OH-1-91	Organiser des formations pour les entreprises aux économies d'eau, y compris dans les secteurs, touristique, portuaire et maritime Favoriser la mise en œuvre de gestes d'achats et d'extraction responsables dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du tourisme et du maritime	Chambres consulaires	AE RMC Fédérations professionnelles	ADEME OEC	2027	3	2	PTAEC

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OH-1-92	EC/DAE : Organiser des formations pour les entreprises sur le rôle et la place des espaces verts	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	ADEME OEC EPCI	2027	3	2	PTAEC + PTPGD
OH-2-103	DAE/DBTP : Communiquer régulièrement et via différents types de médias sur des initiatives extraterritoriales et interroger sur leur reproductibilité en Corse pour faciliter l'acculturation des parties prenantes	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2027	3	3	PTPGD
OC-1-44	Orienter la gestion des espaces verts des ZA et des entreprises pour réduire la consommation des ressources en eau	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC
OA-4-07	Organiser auprès des entreprises des formations aux développements de services et d'usages en substituts de produits et bien de consommation Fiche 3.3 (PAE2C)* Evaluer l'impact et lever les verrous pour « instiller » l'économie de la fonctionnalité dans les domaines agricoles et agroalimentaires corses (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 4.3 (PAE2C)* Conversion du mode d'équipement dans le secteur Tourisme par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 5.2 (PAE2C)* Conversion du mode d'équipement dans le secteur Commerce et Services par l'Economie de la Fonctionnalité et l'Ecoconception (voir le descriptif dans le PAE2C*) Fiche 9.2 (PAE2C)* Incitation à la mise en œuvre de l'économie de la fonctionnalité dans le secteur maritime (voir le descriptif dans le PAE2C*)	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-54	DAE/DBTP : Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles Prestataires déchets	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC + PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OC-3-60	Réaliser une étude de marché pour la création d'une filière de cellulose pour l'isolation des bâtiments (liens avec les expériences existantes)	Chambres consulaires	Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	2027	3	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-56	Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales) voire d'autres flux (briques, tuiles...)	Fédérations professionnelles	Chambres consulaires Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC	2027	3	4	PTAEC + PTPGD
OH-2-97	DAE/DBTP : Travailler avec les organismes de formation initiale et continue pour développer des modules, concernant la conception du programme fonctionnel de travaux, la mise en place du tri sur les chantiers, les modalités de gestion spécifiques des DD (amiante, emballages souillés...), la valorisation des déchets auprès de toutes les parties prenantes (maîtres d'ouvrage, architectes, maîtrise d'œuvre...)	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2033	1	3	PTPGD
OA-5-17	Réaliser des diagnostics de flux par établissement	Chambres consulaires	Fédérations de professionnels	Bureaux d'études Organismes de formation DREAL	2033	1	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-59	Favoriser le développement de filières locales de valorisation en Corse (palettes, verre,) à l'échelle des EPCI et développer celles déjà en place (PSE)	Chambres consulaires	Prestataires déchets Fédérations professionnelles	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	2033	1	3	PTAEC + PTPGD
OC-1-41	Identifier des synergies de flux et services entre les entreprises du territoire	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2033	1	4	PTAEC + PTPGD
OB-4-36	Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant	Fédérations professionnelles	CRMA/CCI	EPCI SYVADEC	2033	2	4	PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
	à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée							
OC-2-49	Adapter la production de produits alimentaires aux justes besoins et aux débouchés identifiés	GMS	CCI/CRMA/CA	ADEME OEC EPCI	2033	2	4	PTAEC + PTPGD
OH-2-101	DAE/DBTP : Promouvoir les modes d'exploitation vertueux, les démarches RSE, y compris sur le plan social, en favorisant les actions d'insertion	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2033	3	2	PTPGD
OH-2-99	DBTP : Diffuser des bonnes pratiques de gestion déblais/remblais, etc., à l'occasion de rendez-vous professionnels non liés spécifiquement à la gestion des déchets	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles	OEC, ADEME	2033	3	3	PTPGD
OC-1-42	Partager des surplus énergétiques entre acteurs économiques et territoriaux	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC AUE	2033	3	4	PTAEC
OC-1-43	Développer la réutilisation des eaux usées traitées pour les usagers ne nécessitant pas une eau potable	Chambres consulaires	EPCI (service dev. éco.) Prestataires Acteurs économiques	ADEME OEC	2033	3	4	PTAEC

7/ Les opérateurs de gestion des déchets

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OD-2-71	Travailler collectivement à l'émergence d'au moins 1 site pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement en intégrant dans les réflexions les contraintes liées à la gestion des déchets du BTP (casier dédié amiante, casier dédié plâtre)	OEC, ADEME	EPCI SYVADEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL	2024	1	3	PTPGD
OD-1-69	Etudier la pertinence d'une filière de valorisation énergétique des déchets à haut PCI sur le territoire	EPCI	OEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL, SYVADEC OEC, ADEME Fédérations professionnelles	2024	3	3	PTPGD
OD-1-70	Etudier la pertinence d'une filière de valorisation énergétique de tous les déchets combustibles sur le territoire	SYVADEC	EPCI OEC Opérateurs de gestion des déchets	DREAL OEC, ADEME	2024	3	3	PTPGD
OD-3-72	Disposer d'installations de stockage réparties sur le territoire (ISDI ou remblaiement de carrières)	Opérateurs de gestion des déchets		DREAL OEC, ADEME SYVADEC	2027	1	2	PTPGD
OG-3-85	Lien entre les acteurs : Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux V1 : Proposer des animations régulières avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales V2 : Elargir les débats sur l'EC à d'autres dynamiques de concertation afin de le prendre en compte (construction, urbanisme, transport, maritime, développement...)	CCI, CRMA, CA, AUE (autres que DMA)	Eco-organismes (concernés) Fédérations professionnelles Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC EPCI	2027	1	2	PTAEC + PTPGD

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OC-4-63	DAE/DBTP : Soutenir la mutualisation de concasseurs mobiles avec mise en location	Opérateurs de gestion des déchets		OEC, ADEME EPCI	2027	2	3	PTPGD
OC-3-54	DAE/DBTP : Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables	Chambres consulaires	Fédérations professionnelles Prestataires déchets	ADEME OEC	2027	3	3	PTAEC + PTPGD
OC-5-64	Créer des centres de surtri « multifonctions » au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMR (phase de transition)	Opérateurs de gestion des déchets	SYVADEC	OEC, ADEME	2027	3	4	PTPGD
OC-3-59	Favoriser le développement de filières locales de valorisation en Corse (palettes, verre) à l'échelle des EPCI et développer celles déjà en place (PSE)	Chambres consulaires	Prestataires déchets Fédérations professionnelles	ADEME OEC Eco-organismes EPCI	2033	1	3	PTAEC + PTPGD
OC-3-57	Favoriser l'implication d'acteurs locaux et les dynamiques public-privé pour une pérennité des services (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	EPCI, SYVADEC	Opérateurs de gestion des déchets	OEC, ADEME	2033	1	3	PTPGD
OC-4-62	DBTP : Déployer des installations de valorisation des déchets inertes sur le territoire	Opérateurs de gestion des déchets		OEC, ADEME	2033	1	4	PTPGD
OC-3-56	DBTP : Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales) voire d'autres flux (briques, tuiles...)	Fédérations professionnelles	Chambres consulaires Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC	2027	3	4	PTAEC + PTPGD

8/ Les éco-organismes

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OG-3-85	EC/DAE : Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux V1 : Proposer des animations régulières avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales V2 : Elargir les débats sur l'EC à d'autres dynamiques de concertation afin de le prendre en compte (construction, urbanisme, transport, maritime, développement...)	EPCI (DMA) CCI, CRMA, CA, AUE (autres que DMA)	Eco-organismes (concernés) Fédérations professionnelles Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC EPCI	2027	1	2	PTAEC + PTPGD
OG-1-80	Organiser des ateliers (multi)thématiques réguliers sur le déploiement des actions du PTAEC en définissant, organisant, mettant en place des dispositifs d'échange d'information, de biens, de services et un espace de travail collaboratif pour la communauté d'acteurs de l'EC : Fiche 1.1 (PAE2C*)	OEC	EPCI Chambres consulaires Autres offices et agences de la CDC Eco-organismes	ADEME OEC Distributeurs Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS Acteurs économiques Université de Corse	2027	2	2	PTAEC
OC-6-66	Communiquer sur les filières de reprise des DEEE et des VHU Développer des filières locales	Eco-organismes		Repreneurs agréés SYVADEC OEC, ADEME	2027	2	3	PTPGD
OC-7-67	Développer une filière locale de traitement des BPHU	Eco-organismes		Association pour la Plaisance Eco-Responsable Repreneurs SYVADEC OEC, ADEME	2027	2	3	PTPGD

9/ Les structures de l'ESS

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OG-2-83	Inventorier les réseaux existants pouvant participer à mobiliser les acteurs économiques et sociaux sur des actions relevant de l'économie circulaire	CRESS	Chambres consulaires EPCI	ADEME OEC CCI, CRMA Associations d'entreprises CRESS	2027	1	2	PTAEC
OA-5-16	Sites d'accès aux fichiers de pièces détachées pour imprimantes 3D	CRESS	CCI / CRMA / EPCI	Fournisseurs de fichiers opensource CRESS	2027	2	1	PTAEC + PTPGD
OA-5-19	Développer les initiatives liées au réemploi (bourse aux matériaux, recythèque...) sur les zones urbaines	Structures de l'ESS	EPCI	ADEME Associations EPCI SYVADEC	2027	3	2	PTAEC + PTPGD
OA-5-8	Créer des nouveaux équipements de type recyclerie	EPCI	CRESS	Associations ADEME OEC SYVADEC	2027	3	3	PTAEC + PTPGD

10/ L'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OG-3-85	Mettre en réseaux les acteurs et définir les filières à développer via des études d'opportunités par flux V1 : Proposer des animations régulières avec les acteurs du territoire sur des flux/activités spécifiques pour promouvoir l'émergence de filières locales V2 : Elargir les débats sur l'EC à d'autres dynamiques de concertation afin de le prendre en compte (construction, urbanisme, transport, maritime, développement...)	CCI, CRMA, CA, AUE	Eco-organismes (concernés) Fédérations professionnelles Opérateurs de gestion des déchets	ADEME OEC EPCI	2027	1	2	PTAEC + PTPGD
OD-3-73	Engager une réflexion à l'échelle du PADDUC et des SCOT lors de leur révision pour identifier les secteurs d'implantation possibles pour les ISD	EPCI	Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse	DREAL OEC, ADEME	2027	1	4	PTPGD
OD-3-75	Engager une réflexion à l'échelle du PADDUC et des SCOT lors de leur révision pour identifier les secteurs d'implantation possibles pour les ISD	EPCI	Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse	DREAL OEC, ADEME	2027	1	4	PTPGD
OA-5-09	Création d'espace du réemploi	EPCI	AUE	CRESS Associations ADEME OEC SYVADEC	2027	2	2	PTAEC + PTPGD
OD-1-68	Etudier la pertinence d'une filière de valorisation du bois sur le territoire	OEC AUE	Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse	OEC, ADEME Fédérations professionnelles	2027	2	3	PTPGD
OA-5-13	Diffuser le guide Ademe sur la réutilisation des énergies perdues	AUE	CCI / CRMA	ADEME OEC EPCI	2022	3	1	PTAEC

11/ Le CNFTP

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OC-1-45	Former les MOP aux démarches d'écologie industrielle et territoriales (EIT)	CNFPT	CCI, CRMA EPCI	ADEME OEC	2027	1	2	PTAEC
OA-3-5	Former les maîtrises d'ouvrages publiques (MOP) aux actions d'éco-conception d'évènements culturels et sportifs Fiche 7.2 (PAE2C*) : Prise en compte de l'Écoconception dans la commande publique de bâtiments par les acteurs publics locaux. (Voir le descriptif dans le PAE2C)	CNFPT	CCI	ADEME OEC Fédérations professionnelles	2027	2	2	PTAEC + PTPGD
OA-4-6	Former les MOP au déploiement de services d'usages partagés sur leur territoire	CNFPT	CCI	ADEME Fédérations professionnelles	2027	2	2	PTAEC
OH-1-87	Former les MOP aux critères d'achats l'économie circulaire en fournitures matières et énergétiques : - gestion des achats - politiques sectorielles des collectivités et les dispositifs de financement publics	CNFPT	EPCI	ADEME OEC	2027	3	2	PTAEC
OH-1-88	Former les MOP aux économies d'eau, réutilisation des eaux pluviales et valorisation des eaux usées traitées	CNFPT	EPCI	ADEME OEC OEHC	2027	3	2	PTAEC
OH-1-89	Former les MOP au rôle et à la place des espaces verts dans les parcs ou espaces publics	CNFPT	EPCI	ADEME OEC	2027	3	2	PTAEC

12/ L'université de Corse

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OC-3-58	Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques (Echelle : CdC)	Université de Corse	Fédérations professionnelles CCI	ADEME OEC Eco-organismes SYVADEC	2027	2	4	PTAEC + PTPGD
OG-1-82	Organiser une rencontre annuelle multithématique sur l'économie circulaire en mettant en place et en animant les instances multi-acteurs de coordination et de suivi du Plan d'EC : Fiche 1.0 (PAE2C*)	OEC	Université de Corse EPCI	ADEME OEC Distributeurs Acteurs économiques Fédérations professionnelles CCI, CRMA CRESS	2027	2	1	PTAEC

13/ L'ADEME

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-7-24	Accompagner les EPCI pour la mise en place d'une tarification incitative, communiquer et former les élus et techniciens des collectivités, communiquer largement sur la tarification incitative auprès des usagers, financer les missions d'étude de préfiguration à la mise en place de la tarification incitative	OEC, ADEME		EPCI	2027	1	3	PTPGD

14/ L'Observatoire Territorial des Déchets (OTD)

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OF-1-76	Suivre les taux de collecte et les modes de valorisation	OEC	OTD	EPCI, DREAL Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	2027	1	2	PTPGD
OF-1-77	Poursuivre le déploiement d'une dynamique d'observation des DAE et des DBTP	OEC	OTD	EPCI, DREAL Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	2027	2	2	PTPGD
OF-1-75	Appliquer la méthodologie nationale d'évaluation des gisements des DAE définie par l'ADEME	OEC	OTD	EPCI, DREAL Chambres consulaires Fédérations Eco organismes	2027	3	3	PTPGD

15/ Le Conservatoire Botanique National de Corse (CBNC)

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-5-15	Réaliser et diffuser un guide sur le choix d'essences végétales économes en eau et en entretien	CENC	CBNC	EPCI Chambres consulaires Conservatoire d'Espaces Naturels Corse CBNC	2027	3	2	PTAEC

16/ L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (RMC)

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple) , 2 , 3 , 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OH-1-91	Organiser des formations pour les entreprises aux économies d'eau, y compris dans les secteurs, touristique, portuaire et maritime Favoriser la mise en œuvre de gestes d'achats et d'extraction responsables dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire, du tourisme et du maritime	Chambres consulaires	AE RMC Fédérations professionnelles	ADEME OEC	2027	3	2	PTAEC

17 / Associations de consommateurs

Rappel référence objectif	Actions	Porteur principal	Porteurs secondaires	Partenaires techniques et financiers	Délai	priorité / importance	Complexité (1 (simple), 2, 3, 4 (complexe))	Rappel cadre de l'action
OA-2-02	Créer et/ou valoriser les plateformes de circuits courts des produits locaux (Liens avec les actions de l'ODARC) par typologie de flux (alimentaire, matériaux recyclés de constructions, invendus d'entreprises...) Inventorier et évaluer les plateformes de circuits courts existantes Proposer l'émergence de nouvelles plateformes ou le renforcement de celles existantes pour couvrir les besoins manquants par cible de produits et typologie de grands territoires	EPCI	CCI, CRMA Associations de consommateurs	ODARC AUE ADEME OEC	2027	1	2	PTAEC
OA-2-03	Réaliser une étude de marché pour l'émergence de microcentrales hydro-électriques et l'accès à une énergie verte produite en Corse (Liens avec les actions de l'AUE)	EPCI	CCI, CRMA Associations de consommateurs	ODARC AUE ADEME OEC	2027	2	4	PTAEC

Chapitre 7 Annexes

Annexe 1. Liste des abréviations et acronymes utilisés dans le document

ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
BTP : Bâtiment et Travaux Publics
CA : Chiffre d'affaires
CA : Communauté d'Agglomération
CAB : Communauté d'agglomération de Bastia
CAPA : Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien
CAPEB : Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment
CC : **Communauté de communes**
CCES : Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi
CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie
CMA : Chambre des Métiers et de l'Artisanat
CNIDEP : pôle d'innovation national de l'artisanat dans le domaine de l'environnement
CODREC : Contrat d'objectifs pour une dynamique régionale déchets et économie circulaire
CPER : Contrat de Plan État Région
CSR : Combustibles Solides de Récupération
CTC : Collectivité Territoriale de Corse
CdC : Collectivité de Corse
DAE : Déchets d'Activités Économiques
DASRI : Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux
DD : Déchets dangereux
DDS : Déchets Dangereux Spécifiques
DEEE : Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques
DGF : Dotation Globale de Fonctionnement
DI : Déchets inertes
DMA : Déchets Ménagers et Assimilés
DND : Déchet Non Dangereux
DNDNI : Déchets Non Dangereux Non Inertes
DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
EGiDA : Estimation des Gisements de Déchets de l'Artisanat
EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale
ESS : Économie Sociale et Solidaire
FFB : Fédération Française du Bâtiment
FNTF : Fédération Nationale des Travaux Publics
FRTP : Fédération Régionale des Travaux Publics
GIE : Groupement d'Intérêt Économique
ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques
ISDD : Installation de Stockage de Déchets Dangereux
ISDI : Installation de Stockage de Déchets Inertes
ISDND : Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux
ITOM : Installation de Traitement des Ordures Ménagères
LTE : Loi de Transition Énergétique
MNU : Médicaments Non Utilisés
MODECOM : MéthOde DE Caractérisation des Ordures Ménagères
NOTRe : Nouvelle Organisation Territoriale de la République
OEC : Office de l'environnement de Corse
OMA : Ordures Ménagères et Assimilés
OMr : Ordures Ménagères résiduelles
PA : Piles et Accumulateurs
PADDUC : Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse
PAM : Petits Appareils Ménagers
PaP : Porte à Porte
PAV : Point d'apport Volontaire
PEDMA : Plan d'Élimination des Déchets Ménagers
PIB : Produit Intérieur Brut
PLP : Programmes Locaux de Prévention
PME : Petite et Moyenne Entreprise
PMI : Petite et Moyenne Industrie
PPGDND : Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux
PRAEC : Plan Régional d'Action en faveur de l'Économie circulaire
PREDD : Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux
PTPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
REOM : Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères
REP : Responsabilité Élargie du Producteur
RS : Redevance spéciale
SRB : Schéma Régional Biomasse
SRC : Schéma Régional des Carrières
SRDEII : Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation
STEP : Station d'épuration des eaux usées
TEOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères
TI : Tarification Incitative
TLC : Textiles, Linges de maison et Chaussures
TP : Travaux Publics
VHU : Véhicules Hors d'Usage
ZDZG : Zéro Déchet Zéro Gaspillage

Annexe 2. Éléments pris en compte pour la définition des 6 grands territoires corses

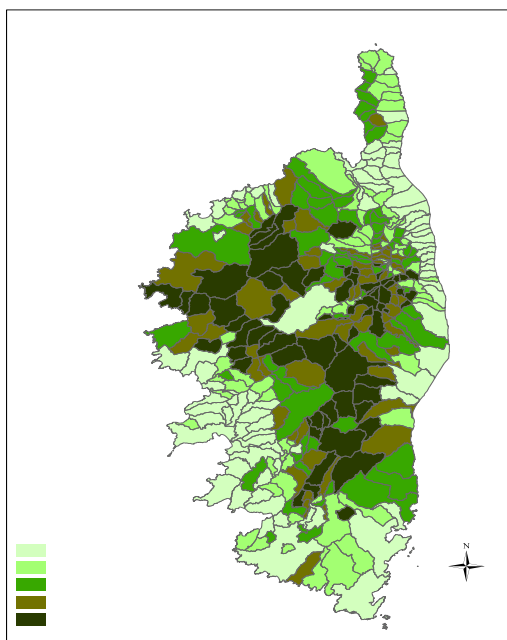
Les cartes 1-2-3-4 donnent une vision de l'organisation géographique (physique et humaine) de l'île au début des années 2010. La carte 1 (carte des contraintes d'accessibilité et de développement) montre comment les difficultés (fortes en foncé, puis de moins en moins fortes en clair) s'exercent à partir de la chaîne montagneuse vers le littoral. La carte 2 corrobore cette situation avec les concentrations de population (forte en vert, puis orange, rouge...) autour de pôles d'influence décroissante. La carte 3 montre la polarisation traditionnelle (héritée de l'histoire) et émergente (en cours de structuration). La carte 4 montre les relations entre ces pôles hiérarchisés, autour des phénomènes d'attraction, de déplacements domicile-travail et de fonctionnement de territoires vécus pour ce qui concerne les habitants, les entreprises ayant leur propre pratique du territoire vécu selon leur activité. Enfin la carte 5 illustre la concentration littorale des hébergements touristiques professionnels.

Figure 70 : Cartes utilisées pour le découpage des 6 territoires

Carte 1

Contraintes d'accessibilité et de développement (difficultés fortes en foncé (chaîne montagneuse), puis de moins en moins fortes en clair (littoral))

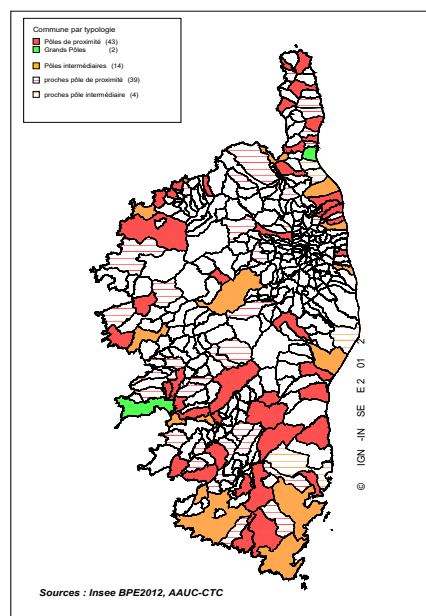
Source PADDUC 2013



Carte 2

Concentrations de populations (forte en vert, puis orange et rouge)

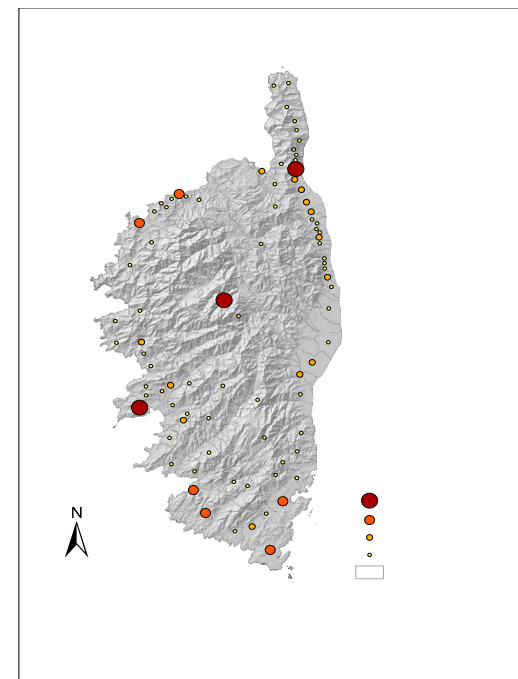
Source PADDUC 2013



Carte 3

Polarisation traditionnelle (héritée de l'histoire) et émergente (en cours de structuration)

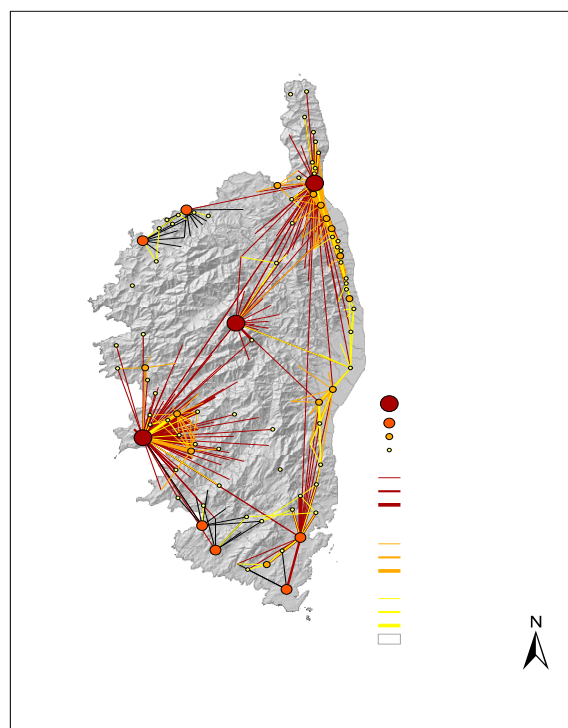
Source PADDUC 2013



Carte 4

Relations entre les pôles hiérarchisés autour des phénomènes d'attraction, de déplacements domicile-travail et de fonctionnement des territoires vécus pour les habitants (les entreprises auant leur propre pratique du territoire vécus selon leur activité)

Source PADDUC 2013



Carte 5

Concentrations des hébergements touristiques professionnels, Insee Corse, bilan annuel du tourisme 2017, dossier n°9 (mai 2018)



Tableau 19 : Valeurs initiales prises en compte pour le découpage des 6 grands territoires

Les grands espaces de Corse, pour ce qui concerne les déchets, sont des « territoires vécus », avec des zones particulières dont les valeurs initiales sont les suivantes :

Territoires vécus	Population 2015	Logements 2016	Entreprises 2017	Influence touristique Variabilité dans l'année (saisons)	Influence du BTP sur le territoire au cours des 12 dernières années
1 Grand Bastia	95 153	54 856	16 906	Peu forte	Moyenne
2 Plaine-Cortonais	50 921	42 542	9 299	Moyenne	Forte
3 Extrême Sud	26 955	28 973	7 650	Très forte	Forte
4 Valinco-Alta Rocca	14 172	14 925	3 332	Forte	Moyenne
5 Grand Ajaccio	111 603	70 406	19 339	Forte	Très forte
6 Balagne-Centre	28 479	30 449	7 462	Forte	Forte
Total des «Poches de Grande Ruralité» incluses dans les territoires	13 643 4,2 % de la Corse	18 240 7,5 % de la Corse	3 357 5,2 % de la Corse	Plutôt faible sauf région de Porto	Faible

Définition utilisée pour les 6 territoires et « poches de grande ruralité » (Antra Strada et AAC)

Explication sur les « poches de grande ruralité » (95 communes)

Les « poches de grande ruralité » sont des espaces de faible densité démographique et économique, excentrés où des solutions locales efficaces devraient être recherchées. Porto y est une exception (forte activité touristique) et un exemple (gestion autonome des déchets par certains professionnels du tourisme).

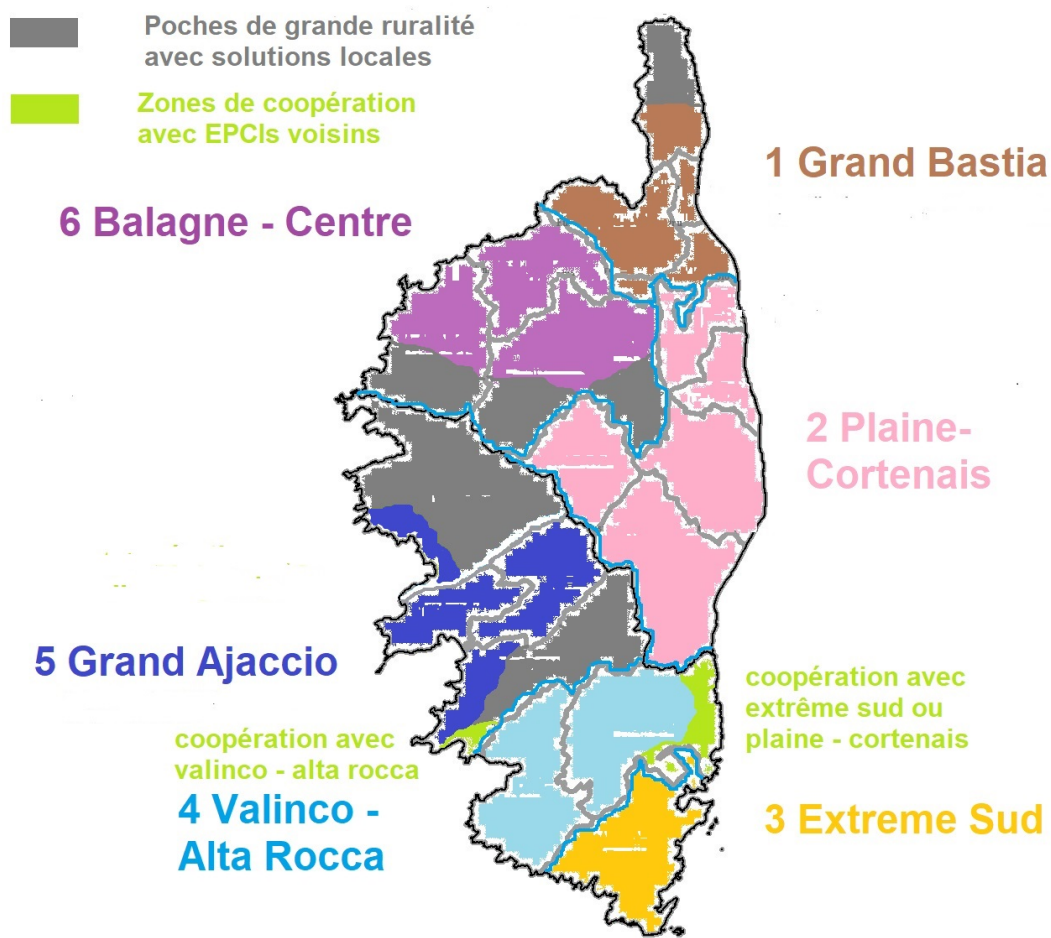
L'ensemble des « Poches de grande ruralité » regroupe 6,9 % de l'activité et 4,4 % de la production de déchets.

Méthode de constitution des 6 territoires (Antra Strada et AAC)

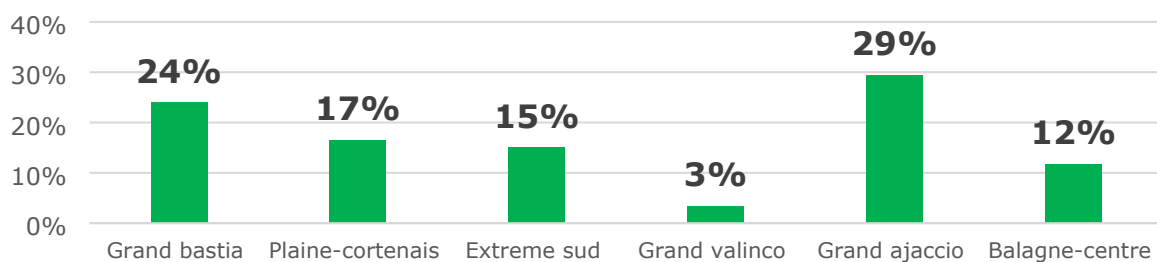
Les 6 territoires sont constitués sur la base d'un indice synthétisant son activité en prenant en compte les déterminants suivants : population, nombre de résidences secondaires, tissu économique (nombre d'établissements présents) et nombre de lits touristiques professionnels.

Les 6 territoires : Grand Bastia, Plaine-Cortonais, Extrême Sud, Valinco-Alta Rocca, Grand Ajaccio, Balagne et Centre sont présentés dans la carte ci-dessous.

Cartographie possible des 6 territoires vécus et de leurs zones particulières (poches de grande ruralité et zones de coopération)



Part relative estimée des territoires vécus dans la production globale de déchets en Corse (DMA, DAE, DBTP)



Annexe 3. Etat des lieux détaillé de la prévention et gestion des déchets en 2018

Préambule

Le présent document a pour objet de mettre en cohérence et de synthétiser l'ensemble des informations collectées au cours des investigations dédiées à la réalisation de l'état des lieux de la gestion actuelle des déchets en Corse.

Il a été formalisé par le groupement de bureau d'études Elcimai Environnement / AAC Coaching / ANTRASTRADA, sous la direction de l'Office Environnemental de la Corse.

Il ne s'agit pas de présenter un état des lieux exhaustif mais bien de mettre en avant les enjeux actualisés de la gestion des déchets sur le territoire, en vue de l'actualisation du plan territorial de prévention et de gestion des déchets de Corse.

L'année de référence retenue pour la réalisation de l'état des lieux est l'année 2018, sauf mention contraire, compte-tenu de la disponibilité des données au moment de la réalisation de l'état des lieux.

Nous remercions vivement l'ensemble des acteurs territoriaux qui ont collaboré à cette phase d'enquête.

Cette annexe présente les éléments détaillés du chapitre 2 – 2 du PTPGD.

1/ Des démarches de prévention qui se multiplient à l'échelle du territoire

1.1/ La prévention, de quoi parle-t-on ?

La **prévention des déchets** peut être définie comme l'ensemble des mesures et des actions prises en amont (c'est-à-dire avant la gestion d'un déchet, notamment au niveau de la conception, de la production, de la distribution et de la consommation d'un bien) visant à réduire l'ensemble des impacts environnementaux et à faciliter la gestion ultérieure du dit déchet (notamment par la réduction en amont des quantités produites et/ou la réduction de leur dangerosité, par l'amélioration de leur caractère réutilisable ou valorisable...).



Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas. En ce sens, la prévention constitue un enjeu prioritaire à l'échelle du territoire corse, à l'instar du territoire national.

1.2/ La prévention de la production des déchets des ménages

1.2.1/ Un engagement historique à l'échelle des territoires

Si le concept même de prévention est assez récent, plusieurs actions ont été engagées très tôt à l'échelle du territoire ; le SIVOM de l'Ostriconi a ainsi engagé dès 2001 des actions visant à promouvoir le compostage individuel.

Il a néanmoins fallu attendre 2009 pour qu'un programme local de prévention de la production des déchets ménagers soit engagé à l'échelle du territoire. Porté par le SYVADEC, ce premier plan sur la période 2009-2014 visait à déployer un programme d'actions de réduction des déchets en collaborant avec de nombreux acteurs pour intervenir sur toute la région et sensibiliser une large cible de manière ponctuelle : distribution de stop-pub, sensibilisation du grand public à la consommation responsable via l'opération Achat malin, collecte de piles dans les établissements scolaires, création d'un film pédagogique « Les déchets avec Fred et Jamy » ...

En parallèle, une étude détaillée a été menée dans le cadre des travaux d'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux en 2012 pour identifier les besoins et pistes pour l'ensemble des parties prenantes, ménages ou professionnels. Celle-ci a servi de base aux travaux d'élaboration du programme de prévention envisagé pour la période 2012-2024. Celui-ci prévoyait notamment le renforcement de la promotion du compostage individuel, et la création des ressourceries afin de développer le réemploi.

Tableau 20 : Synthèse des actions du programme de prévention formalisé dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux

Orientations définies	Nombre d'actions planifiés et acteurs potentiels
Informier et sensibiliser le public : réduction déchets, achat responsable, consommation eau du robinet, piles rechargeables, utilisation sac biodégradables, stop pub, broyage-paillage, guide réemploi, réduire et substituer substances dangereuses, engrais et pesticides ...	11 actions portées notamment par institutions publiques et les associations
Informier et sensibiliser les professionnels : prévention, l'éco-conception, consommation responsables, utilisation de tasse dans les distributeurs automatiques de café, guide réemploi...	6 actions notamment portées par les chambres consulaires – indicateurs : nombres de formation, réunions...
Réduire gaspillage alimentaire, promouvoir la prévention (ampoules basses consommation, promotion produits pauvres en déchets) et développer la consigne du verre de la grande distribution et secteur de la restauration et de l'hôtellerie	5 actions - portées notamment pour la grande distribution, secteurs de l'hôtellerie, restauration, institutions publiques et associations et chambres consulaires
Promouvoir le compostage individuel, chez les gros producteurs et dans l'habitat vertical	3 actions avec pour cibles les foyers ou les producteurs de biodéchets
Les collectivités mettent en place : 1. Etude de faisabilité pour la tarification incitative 2. La redevance spéciale 3. Les PLPDMA dans chaque EPCI 4. Les REP 5. Un réseau de ressourceries	Programme à porter par les collectivités
Réduire l'impact environnemental de l'administration Mettre en place un réseau d'acteurs publics responsable	2 actions - Toutes les administrations
Mettre en œuvre le suivi des actions de prévention : observatoire, retour d'expériences, ...	2 actions portées par l'observatoire régional avec l'ADEME

Bien que l'élaboration des PLPDMA soit obligatoire depuis le 1er janvier 2012 pour toutes les collectivités compétentes en matière de collecte, aucun document de ce type n'avait alors été formalisé sur le territoire.

1.2.2/ De nouvelles dynamiques locales depuis 2014

Afin de donner un nouveau souffle à cette thématique, le ministère de l'environnement a lancé en 2014 et 2015 deux appels à projets Zéro Déchet Zéro

Gaspillage, avec un objectif plus large d'accompagner des collectivités volontaires dans une démarche exemplaire et participative de promotion de l'économie circulaire avec les acteurs locaux (associations, entreprises, citoyens, administrations, commerces) autour des objectifs suivants :

- Réduire toutes les sources de gaspillage,
- Donner une seconde vie aux produits,
- Recycler tout ce qui est recyclable.

Cinq EPCI corses ont été lauréats des appels à projets « Territoires zéro déchets, zéro gaspillage » lancés par le ministère de l'Environnement et portés par l'ADEME en 2015, et se sont engagés dans une démarche exemplaire de réduction de 10% de la production de DMA sur leur territoire :

- Le SYVADEC,
- La Communauté d'agglomération du Pays Ajaccien,
- La Communauté d'agglomération de Bastia,
- La Communauté de communes du Fium'Orbu-Castellu,
- La Communauté de communes de l'Oriente.



Cette complémentarité à différentes échelles territoriales semble particulièrement intéressante pour permettre de bénéficier à la fois d'outils de travail communs et complémentaires et de l'intérêt de la proximité dans l'animation territoriale, dans une logique de rationalisation de moyens.

Avec cette nouvelle génération de plan, le SYVADEC avait 3 objectifs principaux sur la période 2016 -2020 :

- Développer un nouveau programme de compostage ambitieux,
- Sensibiliser à des comportements durables,
- Aider au développement d'une politique de réemploi régionale.

Plusieurs actions phares ont été retenues afin de proposer un accompagnement durable pour former les acteurs impliqués :

- / Le **projet Eco Scola** a entre autres pour objectif de sensibiliser les élèves à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à la pertinence du don ou du réemploi. En 5 ans, plus de 15 539 élèves ont ainsi pu accompagner pour développer les pratiques éco-responsables au sein des établissements mais aussi chez eux. Un label a même été créé pour valoriser les établissements engagés dans cette démarche, et la remise de trophées a été organisée pour la première fois en 2018 pour favoriser l'émulation entre établissements et communiquer sur les bonnes pratiques ;
- / Un **grand plan compostage a été déployé en 2016**, avec un programme de distribution de composteurs à grande échelle. Depuis 2009, le SYVADEC et ses adhérents ont ainsi distribué plus de 25 000 composteurs individuels, avec pour ligne de mire l'équipement à terme de 80 % de l'habitat pavillonnaire corse.



- / Un travail de **recherche de synergies** a également été engagé avec les associations afin de permettre à celles-ci de **faciliter le réemploi** de certains produits et matériaux déposés en déchèteries,
- / Enfin, des temps forts sont organisés au cours d'évènements majeurs comme la **Semaine Européenne de Réduction des Déchets** pour sensibiliser le grand public ou les professionnels à différents thèmes d'actualité : 3 actions avaient été labellisées en 2012, près de 50 en 2016 et plus de 84 en 2018

Les thématiques abordées sont assez similaires à l'échelle des intercommunalités, même si les mises en œuvre opérationnelles peuvent différer.

Ainsi, la CAPA a mis en place un travail collaboratif sur le territoire et des groupes de travail ont été initiés pour travailler sur différents sujets, dont la consommation responsable. Une campagne de promotion du gourmet bag a par exemple été organisée auprès des restaurateurs et du grand public pour que les clients des restaurants puissent ramener chez eux ce qu'ils n'avaient pas consommé.

Afin de mieux sensibiliser la population de son territoire, un annuaire des acteurs locaux engagés dans une démarche de réduction des déchets est proposé : épicerie vrac,

La CAB a proposé à certains administrés de la commune de Santa-Maria-di-Lota d'adopter des poules pour sensibiliser le grand public au tri à la source des biodéchets.

Cette dynamique territoriale est soutenue et encouragée par l'Office de l'Environnement de Corse et l'ADEME, qui proposent des financements pour développer différents leviers d'optimisation.

Tableau 21 : Opérations finançables par l'ADEME et l'OEC dans le cadre de la convention pluriannuelle 2015-2020

Prévention	Technologies de réduction à la source des déchets
	Equipements de prévention
	Opérations de promotion du compostage domestique
	Gestion de proximité des déchets organiques (hors compostage domestique individuel des particuliers)
	Ressourceries-recycleries, activités de réemploi
	Investissement pour la mise en œuvre de la tarification incitative en habitat collectif et dense
	Programme complet d'actions de mise en œuvre de la tarification incitative par les collectivités

L'OEC et l'ADEME financent déjà de nombreux projets : l'hôtellerie durable (Rispettu) avec les hôteliers, le développement de recycleries pour la réutilisation des déchets, la lutte contre le gaspillage alimentaire, etc.

43 projets ont ainsi été financés en 2016 et 2017 pour 800 000 € de subventions. Par des appels à projets complémentaires, la Collectivité favorisera la transformation locale des recyclables collectés (verre, papier/cartons, palettes...).

A noter que **plusieurs associations œuvrent** également à la sensibilisation du grand public sur le territoire :

- / L'association **Zero Frazu**, lancée en 2015, est née de la volonté de plusieurs associations corse de faire connaître et mettre en place sur le territoire insulaire des méthodes visant la réduction maximale et la gestion saine des déchets, inspirées de la stratégie Zero Waste, Zéro Déchet Zéro Gaspillage. Elle propose notamment des conférences débat pour promouvoir la réduction, le tri à la source, le compostage, le recyclage et la mise en place d'une redevance incitative pour les professionnels et les particuliers. Plusieurs retours d'expérience continentaux mais aussi italiens sont mis en avant, et des relais d'information sont proposés (formations...).
- / Les associations **Isatis** à Bastia, **Corse mobilités solidaires** à Calvi, **Iniziativa et Falepa Corsica** à Ajaccio ou encore **Dino recyclerie créative** à Porto Vecchio par exemple disposent d'ateliers où elles redonnent une seconde vie à des produits dont leurs détenteurs ne voulaient plus ; ces objets sont ensuite vendus dans des boutiques solidaires à bas prix, afin de rendre un service aux usagers dans leurs besoins en équipements, tout en les sensibilisant à de meilleures pratiques avec les déchets.



CORSE
(MOBILITÉS) SOLIDAIRE

ISATIS

INIZIATIVA



Différentes associations nationales comme le secours populaire sont également des présents localement, et proposent des boutiques solidaires.

Certaines structures proposent même des ateliers et des formations ludiques et pédagogiques pour encourager le grand public à développer leurs pratiques de réemploi et détournement d'objet pour ancrer les pratiques et promouvoir ces démarches.

1.2.3/ Zoom sur certaines actions

Le compostage individuel

La prévention et la gestion de proximité des biodéchets contribuent grandement à diminuer les quantités de biodéchets à traiter par les collectivités. La promotion du compostage individuel a été et est toujours un axe fort des différents plans et programmes qui ont été formalisés sur le territoire.

Ainsi, entre 2009 et 2018, le SYVADEC et les EPCI, avec le soutien financier de l'OEC et de l'ADEME, ont distribué 25 076 composteurs individuels et installé 12 plateformes de compostage partagé, soit 1 maison équipée sur 3. Les graphiques ci-dessous montrent la répartition des composteurs distribués par collectivités.

Figure 71 : Nombre de composteurs individuels distribués sur le territoire entre 2009 et 2018

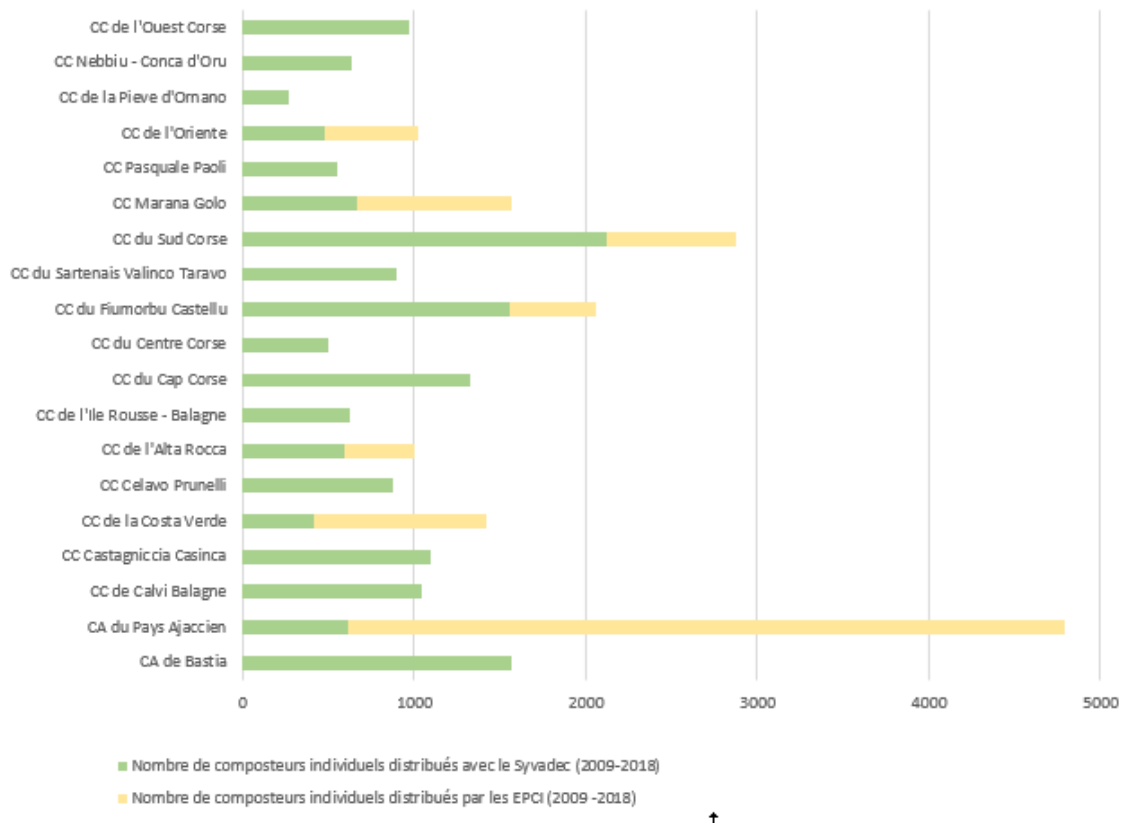
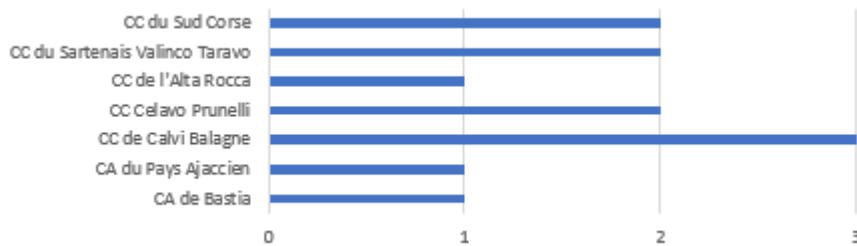


Figure 72 : Nombre de composteurs partagés recensés sur le territoire au 01/07/2019



Fin 2019, 25 composteurs partagés ont été installés par le SYVADEC.

Bien utilisé, le parc actuel permettrait ainsi de détourner plus de 2 000 tonnes de biodéchets.



Les campagnes de caractérisation menées par le SYVADEC ont montré que les quantités de déchets putrescibles (déchets de cuisine et déchets de jardin principalement) ont fortement diminué de 102,5 kg/hab./an en 2013 à 69,4 kg/hab./an en 2017, même si une hausse est à nouveau constatée en 2018 avec une part résiduelle de déchets putrescibles de 85,2 kg/hab./an, ce qui tend à montrer une efficacité de l'ensemble des mesures engagées.

Cette politique de déploiement et de sensibilisation se poursuit avec notamment la formalisation d'un plan compostage à l'échelle du SYVADEC. L'animation de proximité a été renforcé avec la mise en place d'une équipe dédiée de deux animateurs. Il est également prévu dans le cadre de ce plan :

- Pour l'habitat individuel : la distribution de 12 000 composteurs supplémentaires pour doter plus 1 maison sur 2,
- Pour les immeubles et les cœurs de villages : l'installation en concertation avec les communes volontaires de 40 espaces de compostage collectifs.

Il convient de rappeler que le déploiement de cette stratégie territoriale doit nécessairement s'appuyer sur des politiques locales et des animations de proximité assurées par les intercommunalités pour une efficacité du dispositif.

Le gisement détourné des OMr est estimé à 2 000 tonnes de biodéchets en 2018 soit près de 50 kg/composter/an.

La lutte contre le gaspillage alimentaire

Selon les campagnes de caractérisation menées par le SYVADEC, le gaspillage alimentaire direct représente sur le territoire près de 19,6 kg/hab./an en 2018.

De nombreux dispositifs visant à lutter contre le gaspillage alimentaire ont été mis en place au cours des dernières années afin d'encourager les particuliers, entreprises et collectivités à adopter les bons gestes lors de l'achat, la préparation et la consommation des aliments par l'OEC et l'ADEME ; dont plusieurs séminaires de sensibilisation à destination de différents publics (acteurs de la restauration collective avec le réseau interprofessionnel Restau'co...) qui ont été proposés. L'ADEME et la DRAAF dans le cadre de dispositifs nationaux ont parallèlement organisé en ce sens des appels à projet à destination des territoires.

Plusieurs actions ont par ailleurs été présentées dans le présent document, comme la mise en place du programme Ecoscola à destination des établissements scolaires par le SyvadeC par exemple, le gourmet bag proposé sur la CAPA ou encore les initiatives Rispettu menées avec les établissements hôteliers.

La thématique a également été abordée sous plusieurs angles lors du séminaire de préparation de la SERD 2019 animé par l'ADEME.

Il est intéressant de noter que ces actions de sensibilisation ne se limitent pas aux acteurs traditionnels du déchets ; ainsi par exemple, le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays de l'Ornano-Sartenais-Valinco-Taravo a mis en œuvre des campagnes de sensibilisation à la suite de l'agrément du Projet Alimentaire Territorial.

Le Centre technique régional de la consommation programme également régulièrement des actions similaires, et anime même une page facebook dédiée à cette thématique.



Dans le cadre du projet MANGHJEMU CORSU, les étudiants de l'université de Corte ont créé en 2018 un écocuide pour lutter contre le gaspillage et la justice sociale alimentaires, entre autres thèmes.



Plusieurs enseignes de distribution comme Carrefour ou Casino mènent également différentes actions au sein de leurs établissements : gestion prédictive des stocks affinée, rayons promotionnels de produits à dates de consommation courtes, dons aux associations d'aide alimentaire, développement de rayon vrac...

Certains commerces de proximité se sont également engagés dans des démarches similaires, comme l'illustre le développement de démarches de référencement type « To Good to Go ».

Autre exemple d'initiative des professionnels, le centre hospitalier de Bastia a également fait procéder à une étude sur le gaspillage alimentaire et défini un plan d'action destiné à réduire et prévenir le gaspillage.

L'ensemble de ces actions a eu un impact bénéfique puisque la quantité de gaspillage alimentaire a diminué entre 2015 et 2016 ; elle est cependant restée constante jusqu'en 2018.

Le gaspillage alimentaire direct est aujourd'hui constitué de 5,7 kg/hab./an d'aliments encore sous emballages et de 13,8 kg/hab./an d'aliments non emballés.

Les efforts engagés doivent donc être poursuivis.

1.3/ La prévention de la production des déchets des activités économiques (y compris le BTP)

Plusieurs actions sont également engagées afin de sensibiliser les professionnels à la réduction de leurs déchets.

Elles concernent à la fois le relai de démarches nationales sur le territoire, ou le développement d'initiatives locales.

L'ADEME propose ainsi différents dispositifs d'accompagnement des entreprises au lancement de démarches d'écoconception, d'études de mise en œuvre de filières déchets ou d'optimisation des flux par exemple.



**TPE & PME GAGNANTES
SUR TOUS LES COÛTS !**
ÉNERGIE - MATIÈRES - DÉCHETS

Il est intéressant de noter que la communication et les axes de progrès relèvent de plus en plus d'une démarche globale d'optimisation et non plus d'une simple approche déchets.

L'Office de l'Environnement de Corse et l'ADEME poursuivent par ailleurs leur effort de sensibilisation en mettant entre autres à disposition 18 fiches thématiques (achats responsables, économie de la fonctionnalité, ...) et en renouvelant un appel à projets Economie circulaire en 2020.

Ces campagnes généralistes sont complétées par des actions plus ciblées auprès de certaines branches professionnelles.

La promotion de l'hôtellerie durable et du tourisme écoresponsable est par exemple un axe de développement fort.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'hôtellerie et les consommations d'eau, d'énergie, alléger le poids des déchets, consommer local et biologique : tels sont les objectifs du projet RISPETTU porté par l'Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière de Corse (UMIH)



Compostage des restes de cuisine, achat en vrac des produits alimentaires (confiture du petit déjeuner...), des produits d'entretien, des produits d'accueil (gel douche, shampoing, ...) auprès d'un fournisseur local, les pistes d'optimisation sont simples et rapides à mettre en œuvre.

En 2018, 21 Hôtels, 1 Village de vacances et 5 résidences étaient engagées dans la démarche. Le recrutement d'un chargé de mission sur le tourisme durable à l'agence

de tourisme de la Corse en 2019 devrait permettre de promouvoir plus largement ces démarches.

Ce projet est cofinancé par l'OEC et l'ADEME. Le SYVADEC participe également à ce projet en apportant une aide logistique (fourniture de contenants, de composteurs...) et logistique.

Enfin, citons différentes initiatives privées à toutes échelles, comme la création d'une épicerie vrac (Anareda) à Ajaccio.

1.4/ La prévention des déchets dangereux

Il existerait peu d'actions spécifiques à la prévention de la production de déchets dangereux.

Certains programmes déployés par l'Office de l'environnement ou l'ADEME couvrent néanmoins ce type de déchets, notamment dans le cadre de l'écoconception ou l'optimisation des flux.

Des démarches historiques comme Imprim'vert ou Garage propre sont toujours des références pour certaines branches professionnelles.

Différents éco-organismes sont également impliqués dans des campagnes de sensibilisation sur le territoire comme à l'échelle nationale pour sensibiliser les producteurs potentiels de DEEE, lampes, piles, DDS....

Rappelons qu'un programme d'actions spécifiques avait été formalisé à l'occasion de l'élaboration du plan territorial de prévention et de gestion des déchets dangereux ancien plan (2017) :

Tableau 22 : Synthèse des actions du programme de prévention formalisé dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets dangereux

		DID	DDA (hors BTP)	D DBTP	Déchets de l'agrofourmiture	DDM	DAS / DASRI	Sites et sols Pollués	Déchets post catastrophes	Déchets carnés
2.1	Encourager et favoriser la prise en compte de l'éco-conception	X	X	X		X				
2.2	Promouvoir l'utilisation des technologies propres et sobres	X	X	X	X					
2.3	Promouvoir les actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable	X	X	X	X	X	X			
2.4	Développer le détournement par le réemploi, la réparation et la réutilisation	X	X	X	X	X				
2.5	Favoriser la généralisation des bonnes pratiques auprès des entreprises	X	X	X						X
	Favoriser la généralisation des bonnes pratiques auprès des particuliers					X				
	Favoriser la généralisation des bonnes pratiques auprès des agriculteurs				X					
	Favoriser la généralisation des bonnes pratiques auprès des professionnels de la santé						X			

Tableau 1 – Synthèse des actions du programme de prévention

Différents organismes s'étaient notamment engagés dans ce cadre à piloter ces actions. Aucun indicateur de suivi de la mise en œuvre de ces actions n'est pour l'instant disponible.

Tableau 23 : Eléments détaillés relatifs aux actions planifiées dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets dangereux 2017

Pilote	Actions	Indicateurs
1 - Chambres consulaires Encourager et favoriser la prise en compte de l'éco-conception	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les entreprises concernées et adopter une démarche d'approche volontaire. 2. Créer un groupe de travail rassemblant les parties prenantes sur la thématique de l'éco-conception⁶³. 3. Réaliser des pré-diagnostic en matière d'éco-conception afin de définir des pistes de réduction des déchets et des coûts ainsi que les pistes d'actions par process et/ou par type de déchets. 4. Mettre en place, lors de la création d'entreprise, des formations d'accompagnement et de sensibilisation à l'éco-conception, les consommations responsables, les impacts environnementaux 	<p>Nombre de diagnostics d'entreprises</p> <p>Nombre de projets lancés / aboutis</p>
2 - Chambres consulaires Promouvoir l'utilisation des technologies propres et sobres	<ol style="list-style-type: none"> 1. Centraliser et mettre à disposition des sources d'informations 2. Promouvoir, auprès des PMI/PME, la réalisation de projets de recherche sur les technologies propres 3. Inciter les entreprises à investir dans des équipements innovants 	<p>Nombre de diagnostics d'entreprises</p> <p>Nombre de projets lancés / aboutis</p>
3 - CTC, OEC, ADEME, CCI Promouvoir les actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en place un réseau d'acheteurs publics responsables 2. Communiquer auprès des établissements publics et semi-publics sur les démarches à engager pour développer l'achat durable et responsable (élaboration et envoi de documents de communication, organisation de réunions d'information...) 3. Favoriser l'achat responsable par l'inclusion de clauses dans les marchés publics et plus largement dans la commande publique 4. Favoriser l'achat et l'approvisionnement en produits biologiques dans la restauration collective des lycées notamment via des filières courtes avec les agriculteurs locaux 5. Développer le principe d'éco-conditionnalité des aides 	<p>Taux de dossiers de consultation intégrant des clauses d'achat responsable dans les marchés publics</p>
4 - à définir Développer le détournement par le réemploi, la réparation et la réutilisation	<ol style="list-style-type: none"> 1. AAP ressourcerie 2. Créer un guide réemploi/réparation destiné aux particulier 	<p>Nombre de foyers test</p> <p>Nombre d'entreprises test</p> <p>Nombre de projets en cours</p>

Pilote	Actions	Indicateurs
5 – OEC Créer un groupe de travail permanent composé des acteurs de la production de déchets et de leur traitement afin de favoriser les synergies	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les personnes ressource à chaque niveau 2. Animer le groupe de travail par des réunions régulières 3. Diffuser les informations pratiques locales pour la gestion des DD 	Nombre de réunions

A retenir concernant la prévention

- Plusieurs démarches ZDZG complémentaires engagées par 2 CC, 2 CA et le Syvadec
- De nombreux dispositifs d'accompagnement et de soutiens proposés par les pouvoirs publics,
- Une visibilité des initiatives à parfaire pour une meilleure efficacité,
- Des démarches de sensibilisation de tous les publics à poursuivre et développer.

2/ Une production de déchets ménagers bien cernée

2.1/ 582 kg/habitant de déchets ménagers et assimilés (DMA) produits chaque année

2.1.1/ L'organisation des compétences

19 EPCI compétentes en matière de collecte

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les 360 communes de Corse sont regroupées en 19 Communautés de communes (17 CC) et d'agglomération (2 CA).

L'ensemble de ces CC et CA exercent la compétence collecte des déchets ménagers.

Celle-ci inclue les collectes traditionnelles des OMr, des emballages et papiers, ainsi que pour certaines collectivités la collecte en déchèteries.

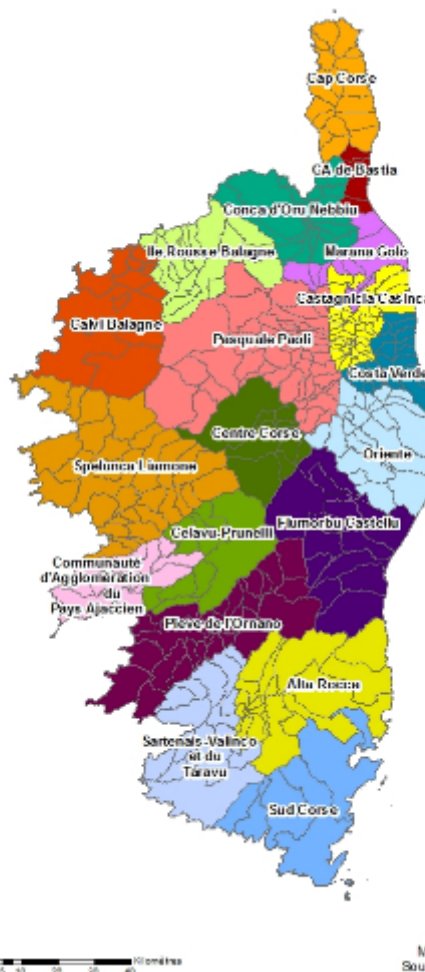


Figure 73 : Cartographie des EPCI ayant la compétence collecte en Corse (OEC, 2019)

Rappelons que l'OEC et l'Ademe accompagnent les intercommunalités dans le dimensionnement de ces solutions pour améliorer les performances de tri et pour la maîtrise des coûts, notamment dans le cadre :

- D'études d'adaptation et Optimisation du SPGD,
- D'études des solutions de prévention et de gestion des biodéchets,
- D'études de préfiguration à la mise en œuvre de la tarification incitative,

Pour faciliter et accélérer la mise en œuvre de ces démarches, des cahiers de charges types sont disponibles pour les collectivités qui le souhaitent.

Pour le traitement : une compétence majoritairement gérée par le SYVADEC

Les 19 EPCI de Corse sont adhérentes d'un unique Syndicat de Valorisation des Déchets de Corse (SYVADEC).

Les intercommunalités adhérentes ont confié au SYVADEC la construction et la gestion, réalisée en régie, des toutes les infrastructures publiques : déchèteries appelées recycleries en Corse (y compris infrastructures de proximité : éco-points et déchèteries mobiles), quais de transfert des OMr et centres de regroupement du tri, plateformes publiques de compostage des biodéchets et végétaux.

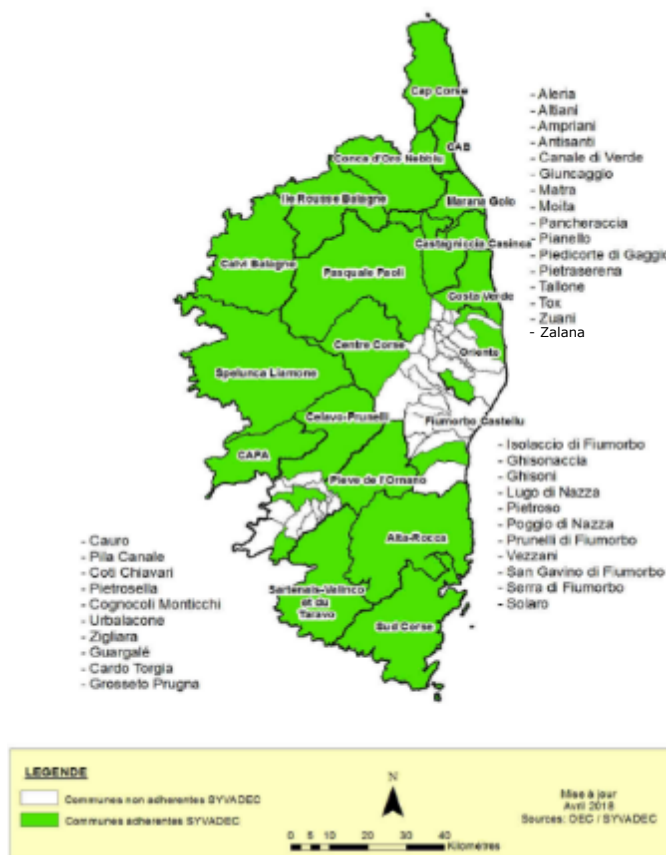
Il convient toutefois de signaler que certaines communes de 3 CC ne sont pas adhérentes au SYVADEC. Le nombre de communes concernées pour les CC où l'adhésion n'est que partielle est rappelé ci-après :

- CC de l'Oriente : 6 communes sur 22,
- CC de Fium'Orbu Castellu : 2 communes sur 13 ;
- CC de la Pieve de l'Ornano : 18 communes sur 28.

Si ces communes ont conservé la gestion de la compétence traitement, certaines peuvent orienter les déchets collectés dans les infrastructures appartenant au SYVADEC.

Le SYVADEC assure ainsi la compétence traitement des déchets pour les 323 communes adhérentes. En 2018, les adhérents du SYVADEC représentent 93% de la population totale de l'île, soit 305 281 habitants (population INSEE).

Figure 74 : Cartographie des adhérents au SYVADEC (Source : Observatoire Territorial des déchets, 2018)



La réduction à la source, l'optimisation des services en maîtrisant les coûts de collecte et de valorisation et le développement de la valorisation, constituent les principales orientations des plans d'actions mis en œuvre par les EPCI pour la prévention et la collecte et par le SYVADEC pour le traitement.

Les plans d'actions formalisés par le syndicat pour 2019 et 2020 comprenaient notamment :

- Le renforcement du programme de compostage et le soutien au développement du réemploi à l'échelle territoriale,
- La collecte de nouveaux flux et le déploiement de nouvelles filières (huiles, bouteilles de gaz, pneus),
- La modernisation et le renforcement du réseau de déchèteries et de plateformes de compostage, la création de centres de tri et de plateformes de regroupement.

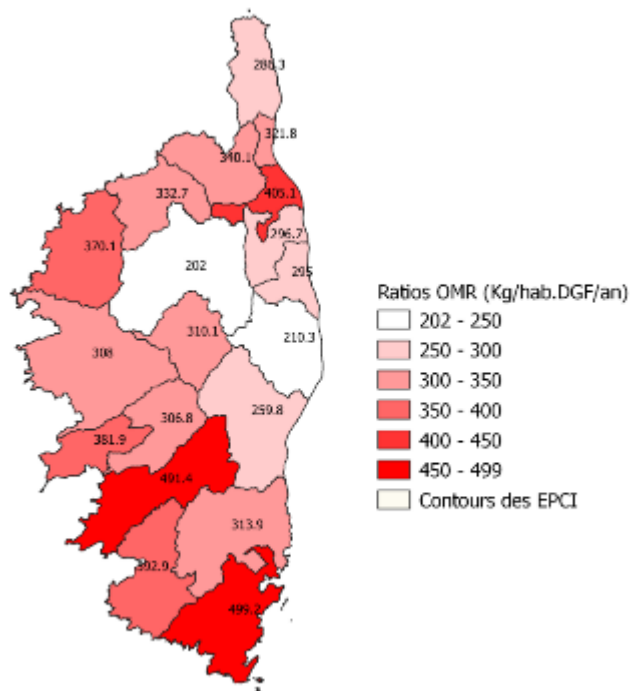
Il est intéressant de noter les importants efforts de communication et de transparence engagés par l'Office de l'environnement et le Syndicat, dont les publications constituent potentiellement des sources d'information intéressantes à relayer par l'ensemble des parties prenantes.

2.1.2/ Une production d'ordures ménagères résiduelles (OMR) élevée (354 kg/hab./an)

Une enquête spécifique menée par l'OEC auprès des EPCI de collecte sur les modalités de collecte en 2018, et le suivi des productions mené par le SYVADEC et l'OEC nous permettent de bien connaître ce gisement.

En 2018, la production d'ordures ménagères résiduelles s'élevait ainsi à 149 000 tonnes sur le territoire, soit 354 kg/hab.^{DGF}/an et 443 kg/hab.^{INSEE}/an. Cette production est largement supérieure à la moyenne nationale de 261 kg/hab./an (données SINOE 2015), même si des progrès importants sont enregistrés ces dernières années (la production en 2018 est inférieure de 8,57 % à celle de 2010, alors que la population est en hausse de près de 30 000 habitants).

Figure 75 : Cartographie des ratios de production d'OMR produit par EPCI (2018)



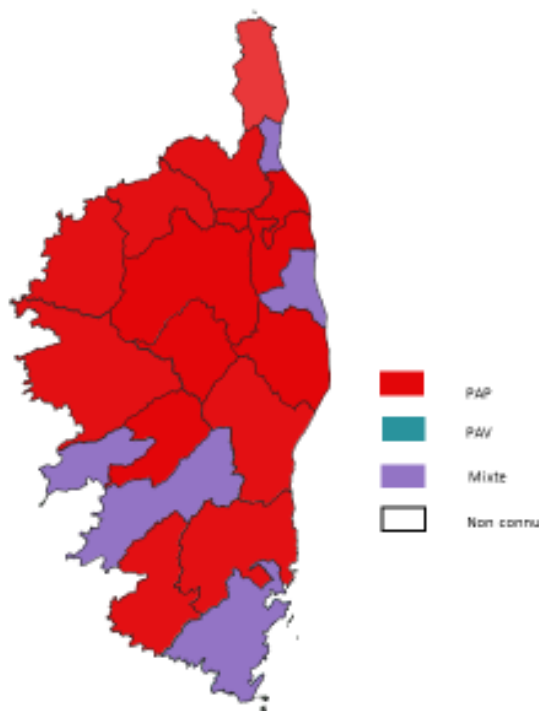
Les OMR (149 000 tonnes) représentent ainsi en 2018 plus de 60% des tonnages de DMA (242 500 tonnes) et 83% des OMa (178 400 tonnes).

Pour les EPCI ayant répondu à l'enquête sur les modalités de collecte, la collecte est majoritairement réalisée en régie :

- En régie pour la CAPA, CC Cap Corse, CC Celavu Prunelli, CC Centre Corse, CC Spelunca Liamone, CC Fium'Orbu Castellu, CC Oriente, CC Sud Corse, CC Calvi Balagne, CC Ile Rousse Balagne, CC Conca d'Oru Nebbiu, CC Sartenais Valinco Taravo et la CC Alta-Rocca,
- En marché de prestation pour la CC Marana-Golo,
- En marché de prestation de service et en régie (mixte) pour la CC Piève de l'Ornano, la CC Pasquale Paoli, la CA Bastia et la CC Castagniccia Casinca,
- En régie et en délégation de service public : CC Costa Verde.

La collecte des OMR est principalement réalisée en porte-à-porte (PAP). Certains EPCI réalisent la collecte à la fois en PAP et en point d'apport volontaire (PAV) comme c'est le cas pour la CA Bastia, la CC Costa Verde, la CAPA, la CC Piève de l'Ornano et la CC Sud Corse.

Figure 76 : Cartographie des EPCI ayant la compétence collecte en Corse (OEC, 2019)



Les tonnages collectés présentent une forte variabilité saisonnière eu égard à la forte fréquentation touristique sur le territoire ; on constate ainsi un doublement des flux à collecter entre les périodes hivernales et estivales.

Figure 77 : Variabilité des tonnages de déchets ménagers collectés (source : Plan d'action pour le recyclage et la valorisation du verre en Corse, AAC Coaching et ANDRASTRADA pour l'OEC, 2019)

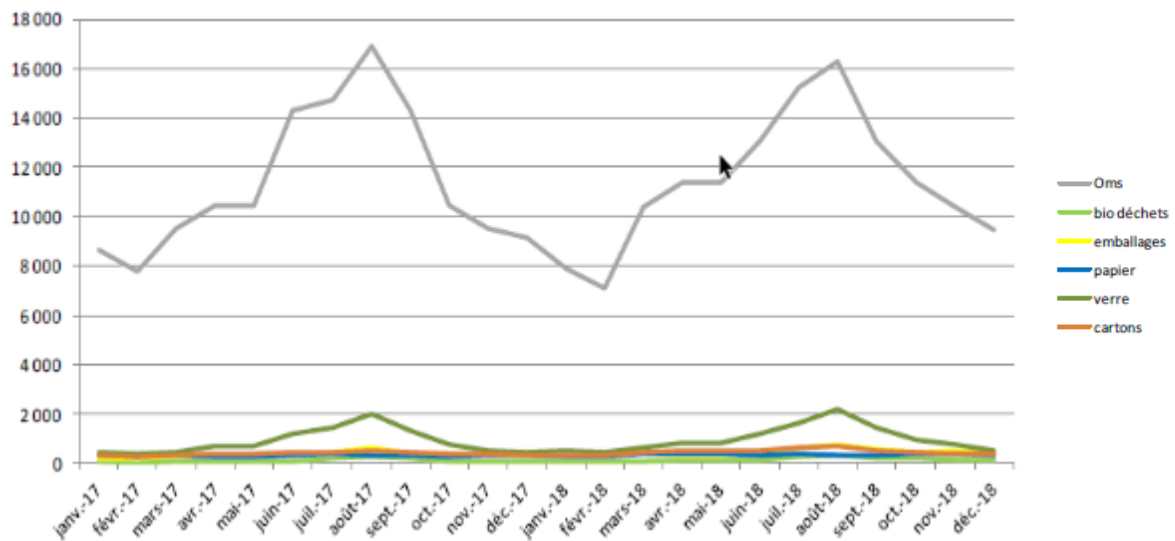
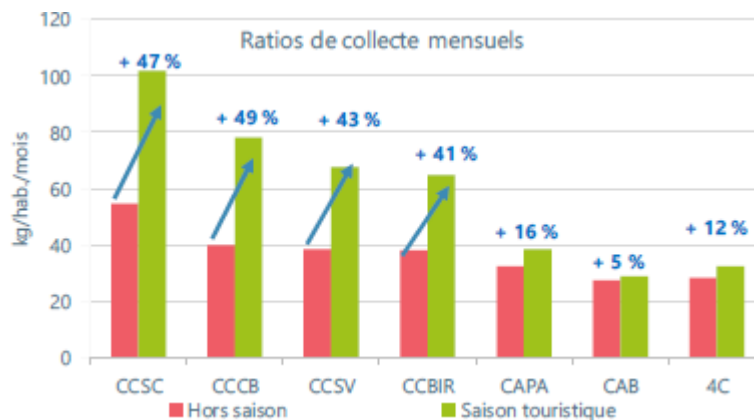


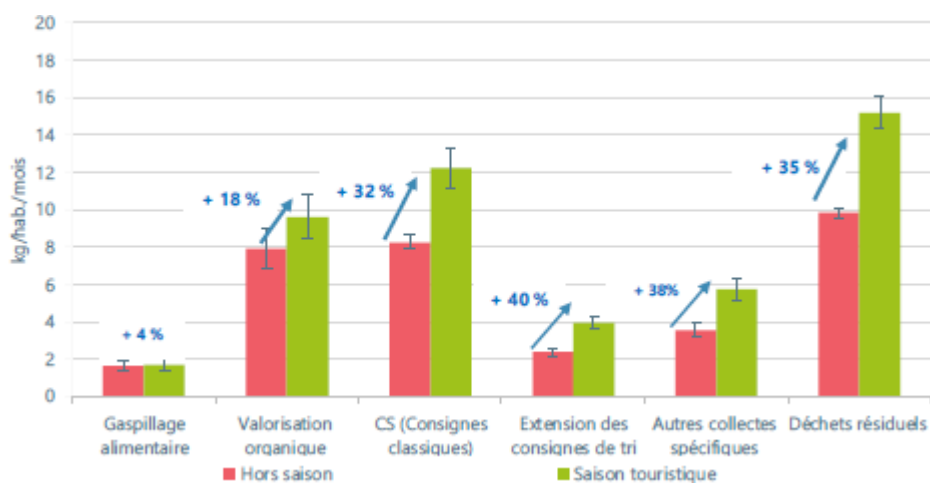
Figure 78 : Augmentation des ratios de collecte mensuels (source : caractérisation des ordures ménagères résiduelles et des encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)



Les gisements d'OMr collectés sont traités en 2018 au sein de 2 ISDND (Site de Viggianello et Prunelli di Fium'Orbu).

Les caractérisations menées à l'échelle du territoire montrent que le potentiel de prévention et de détournement est important, de l'ordre de 70 % du gisement ; une meilleure efficacité de collecte permettrait ainsi de limiter très significativement les tonnages de résiduels à enfouir.

Figure 79 : Gisement de prévention et de détournement, en kg/hab./mois, en saison touristique et hors saison, à l'échelle du SYVADEC (source : caractérisation des ordures ménagères résiduelles et des encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)



A retenir concernant les OMR

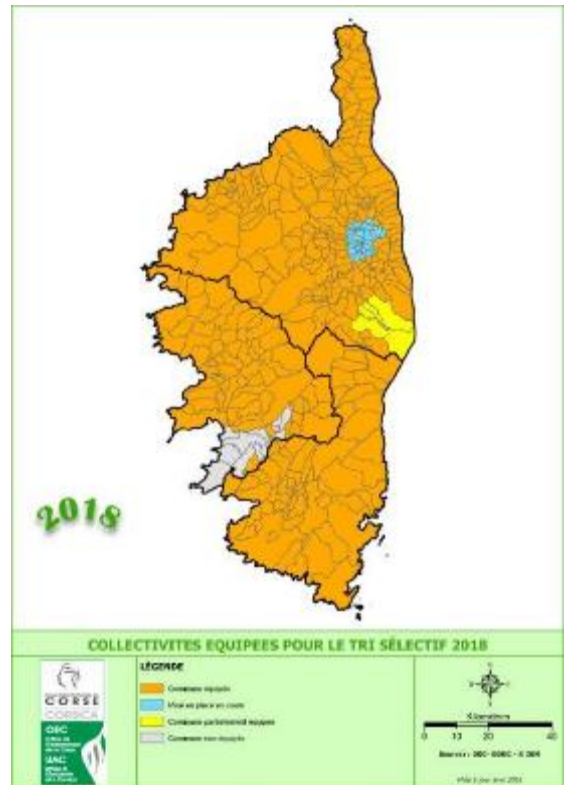
- Un gisement de 149 000 tonnes en 2018 sur le territoire représentant 60% des DMA, connu précisément,
- Une production individuelle de 354 kg/hab. DGF/an largement supérieure à la moyenne nationale,
- Une collecte principalement effectuée en porte-à-porte,
- Une élimination par stockage.

2.1.3/ Une collecte des emballages et papiers recyclables en progression grâce aux déploiements des collectes et à la simplification du geste de tri

Les gisements collectés

En 2018, la collecte sélective des emballages et papiers recyclables couvre désormais 96% de la population.

Figure 80 : Déploiement de la collecte sélective des emballages et papiers recyclables sur le territoire (OEC, 2018)



Les emballages recyclables et les papiers sont collectés séparément. Les consignes sont harmonisées sur l’ensemble du territoire en tri sélectif. Quant aux couleurs des bacs, l’uniformisation est en cours et reste à parfaire.

L’extension des consignes de tri a été mis en place sur le territoire depuis le 1^{er} août 2018 par le SYVADEC, anticipant l’obligation réglementaire d’extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques à mettre en œuvre avant 2022.

Figure 81 : Consignes de collectes sélectives des papiers cartons (SYVADEC, 2019)

Tous les papiers se trient et se recyclent dans le *BAC BLEU*

**COURRIERS,
ENVELOPPES,
& LIVRES**

**JOURNAUX,
PROSPECTUS
& CATALOGUES**

**CAHIERS,
BLOC-NOTES,
IMPRESSIONS**

ASTUCE : inutile de les déchirer, d'enlever les agrafes, les spirales et les couvertures plastifiées

EMBALLAGES *imballaggi*

Déposez tous les emballages dans le *BAC JAUNE*

BOITES & CARTONNETTES

MÉTAL

PLASTIQUES

TOUTS LES DÉCHETS EN CARTON
boîtes à chaussures, à fleurs, à bougies, emballages...

TOUTS LES MÉTALLIQUES EN MÉTAL
canettes, boîtes de conserve, bidons, bouteilles, couvercles de compresseurs, emballages de café, papier aluminium...

TOUTS LES DÉCHETS EN PLASTIQUE
bouteilles, flacons, pots en plastique, bidons, pots, bouteilles, capsules, bouchons, ruban adhésif...

Les communes qui n'étaient pas couvertes en 2018 par la collecte sélective sont :

- Coti-Chiavari,
- Pietrosella,
- Cognocoli-Monticchi,
- Albitreccia,
- Grosseto-Prugna,
- Guargualé,
- Urbalacone,
- Cardo-Torgia.

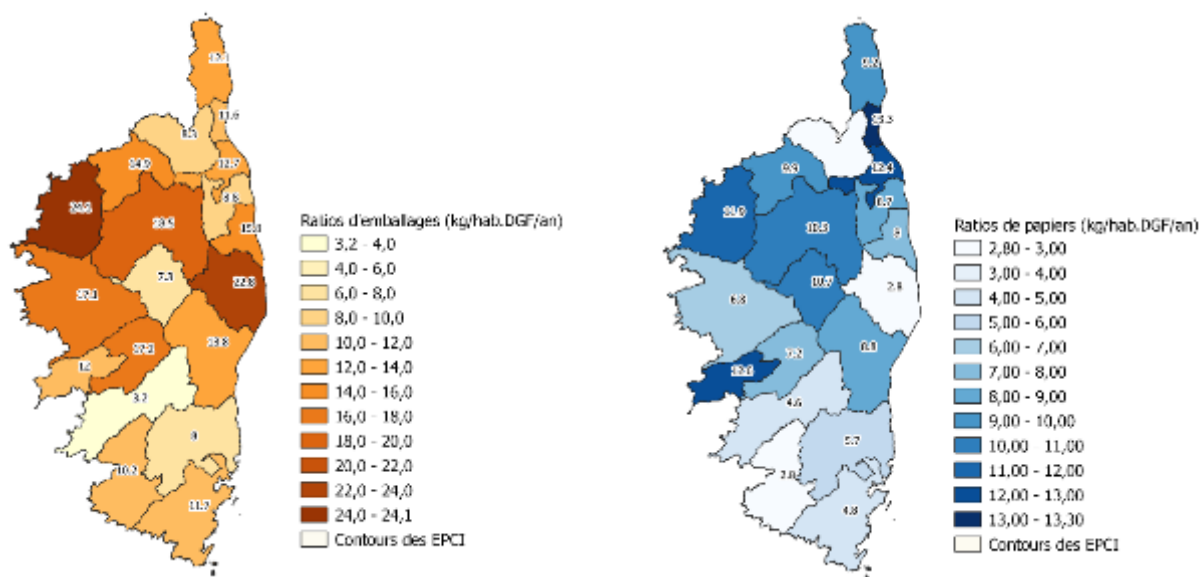
Aléria, Antisanti, Giuncaggio, Pancheraccia et Tallone étaient pour leur part partiellement couvertes en 2018.

Ces communes sont couvertes par le service en 2019.

En 2018, 5 300 tonnes d'emballages recyclables ont été collectées, soit 13,5 kg/hab.^{DGF/an} et 15,7 kg/hab.^{INSEE/an} pour la population couverte par le service et 4 000 tonnes de papiers (10,3 kg/hab.^{DGF/an} et 12,0 kg/hab.^{INSEE/an}).

Ces performances sont en nette progression depuis 2015, avec un doublement de la collecte des emballages et une hausse du tiers de la collecte des papiers.

Figure 82 : Cartographie des ratios de productions recyclables et papiers produits par EPCI (2018)



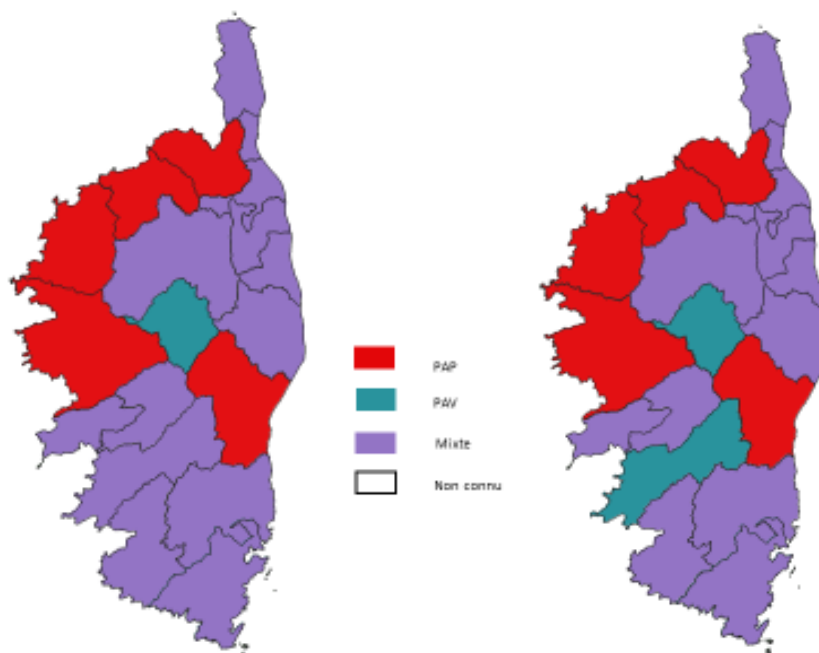
Le développement des collectes, une meilleure sensibilisation de la population aux gestes de tri et l'extension des consignes ont par ailleurs permis d'augmenter une nouvelle fois ces performances en 2019. Selon les données du SYVADEC, en août 2019 les tonnages d'emballages avaient ainsi progressé de 33% par rapport à 2018.

L'organisation de la prestation de collecte est hétérogène sur le territoire. Selon les EPCI, les collectes d'emballages recyclables et de papiers sont réalisées :

- En régie : CAPA, CC Piève de l'Ornano, CC Spelunca Liamone, CC Fium'Orbu Castellu, CC Calvi Balagne, CC Ile Rousse Balagne, CC Conca d'Oru Nebbiu et CC Alta Rocca
- En marché de prestation : CC Centre Corse
- En régie et en marché de prestation (mixte) : CC Cap Corse, CC Celavu Prunelli, CC Pasquale Paoli, CC Castagniccia Casinca, CC Marana Golo, CC Oriente, CC Sud Corse, CC Sartonais-Valinco et la CA Bastia
- En régie et en délégation de service public : CC Costa Verde

Pour la plupart des EPCI, la collecte des emballages recyclables et papiers est réalisée à la fois en porte-à-porte (PAP) et en point d'apport volontaire (PAV).

Figure 83 : Cartographie des modes de collecte des emballages recyclables (à gauche) et des papiers (à droite) selon les EPCI (GIRUS, 2019)



Les performances de recyclages restent néanmoins bien inférieures aux références nationales, et une marge de progrès significative est identifiée notamment grâce aux caractérisations régulières menées sur les ordures ménagères résiduelles.

Ainsi, d'après les investigations menées en 2018 par le SYVADEC, ce sont plus de 44 kg/hab.^{INSEE}/an d'emballages et plus de 37 kg/hab.^{INSEE}/an de papiers qui restent encore collectés en mélange avec les ordures ménagères soit près de 15,5% des OMa.

Figure 84 : Typologie d’emballages ménagers toujours présents au sein des ordures ménagères (source : Caractérisation des OMr et encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)

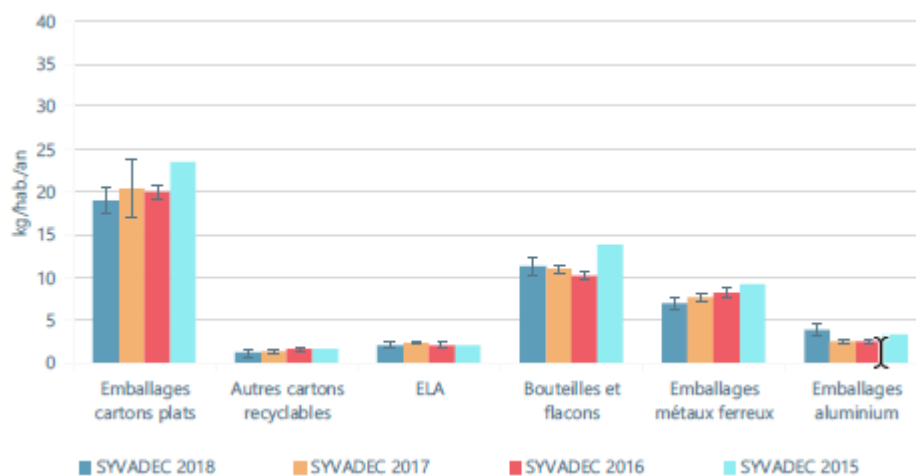
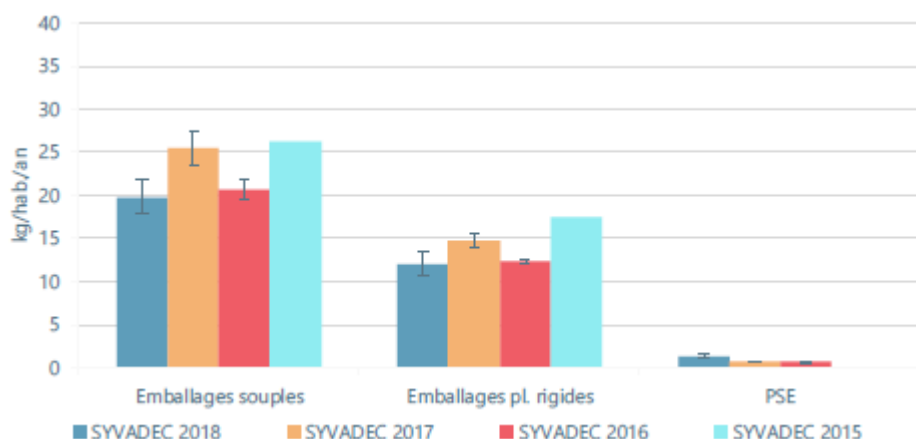


Figure 85 : Gisements spécifiques potentiels liés à l’extension des consignes de tri (source : Caractérisation des OMr et encombrants de déchèterie, SYVADEC, 2018)



De la même façon, des campagnes de caractérisation sont menées sur les collectes sélectives par collectivité de façon à vérifier la qualité du tri des emballages mis en place sur les différents secteurs. Le taux de refus par EPCI varie ainsi entre 19 % et 48 % en 2018, ce qui témoigne de l’importance de bien communiquer auprès des usagers réguliers du service. Sur l’année 2018, il n’y a pas de variation notable de résultats entre saison et hors saison, ce qui exclut une potentielle déviance en raison de la fréquentation touristique. Il faut néanmoins nuancer cette analyse car l’année 2018 a été une année charnière avec le déploiement de nouvelles consignes à mi-année.

Les gisements valorisés

Les emballages collectés sont prétriés dans les centres de Biguglia (pour la Haute-Corse) et Aghjone ou conditionnés dans les unités de regroupement de Mezzavia et Porto Vecchio.

Les flux conditionnés en balles sont ensuite exportés sur le continent où ils sont triés dans le centre de tri PAPREC de Nîmes.

Les papiers sont également orientés vers le centre de pré-tri pour être conditionnés avant exportation pour une valorisation matière.

Les tonnages d'emballages ménagers (hors verre) collectés relevant d'un principe de responsabilité élargie du producteur sont les suivants :

Tableau 24 : Répartition des tonnages d'emballages ménagers recyclés par nature, en 2018 (source CITEO)

Emballages recyclables (hors verre)	Tonnages valorisés
Acier	480 t
Aluminium	55 t
PCC (5.03) (papiers cartons complexés) et PCNC (papiers cartons non complexés)	3 480 t
Plastiques	1 144 t
TOTAL (t/an)	5 159 t
	Soit 17 kg/hab. ^{INSEE}
	Contre 49 kg/hab. ^{INSEE} en France

Les tonnages de papiers graphiques recyclés collectés relevant d'un principe de responsabilité élargie du producteur sont les suivants :

Tableau 25 : Tonnages de papiers graphiques collectés en Corse, en 2018

Papiers graphiques - données 2018	Papiers graphiques recyclés (t/an)	Performance de recyclage (kg/hab. ^{INSEE})
Tonnages en Corse (source SYVADEC)	4 342	14,3
Tonnages en France (source CITEO)	1 300 000	20,5

La gestion de ces flux est financièrement soutenue par l'éco-organisme national CITEO selon un barème défini à l'échelle nationale. Le montant des soutiens est principalement calculé en fonction de la qualité et du poids des matériaux triés.

Il est néanmoins important de rappeler que le montant de ces soutiens ne couvre pas l'ensemble des coûts ; si l'objectif est de couvrir 80 % des coûts supportés par les collectivités était à l'échelle nationale, cette couverture n'a jamais été respectée. Cette situation est d'autant plus délicate que la Corse ne bénéficie d'aucun statut spécifique au titre de son insularité, alors que les coûts de transport et de traitement sont plus importants.

L'éco-organisme propose également des accompagnements à l'optimisation de la collecte et à la création ou la modernisation de centres de tri notamment.

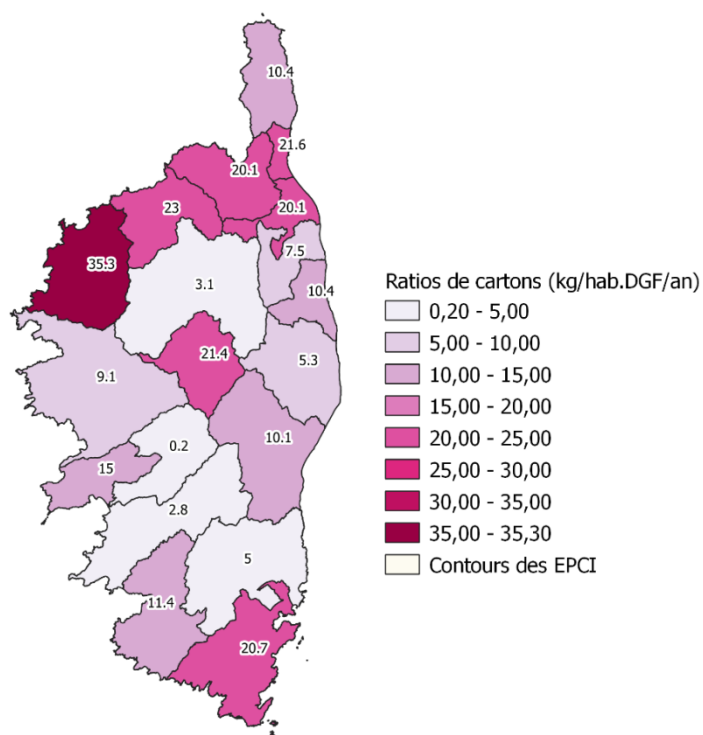
A retenir concernant les emballages ménagers et papiers usagés

- Un gisement de 5 300 tonnes d'emballages recyclables et de 4 000 tonnes de papiers en 2018 sur le territoire,
- 96% de la population couvert par le service de collecte sélective,
- Une extension des consignes de tri déployée mi-2018,
- Un pré-tri sur le territoire affiné sur le continent.

2.1.4/ Les cartons : une collecte généralisée sur l'ensemble du territoire

L'ensemble des 19 EPCI a mis en place une collecte des cartons. En 2018, 6 400 tonnes provenant des ménages ont été collectées en Corse, soit 15,3 kg/hab.^{DGF}/an et 19,2 kg/hab.^{INSEE}/an.

Figure 86 : Cartographie des ratios de production de cartons par EPCI (2018)



Selon les EPCI, les équipements de collecte sont très variables :

- En vrac : CC Centre Corse, CC Oriente, CC Alta-Rocca
- En bacs : CC Cap Corse, CC Celavu Prunelli, CC Pasquale Paoli, CC Castagniccia Casinca, CC Marana Golo, CC Calvi Balagne, CC Costa Verde, CC Sartenais-Valinco, CC Conca d'Oru Nebbiu
- En bacs et en vracs : CC Spelunca Liamone
- En bacs et en bornes aériennes : CC Sud Corse
- En bornes aériennes : CC Piève de l'Ornano, CC Fium'Orbu Castellu
- En bornes aériennes et semi-enterrées : CAPA
- En rolls : CC Ile Rousse Balagne

- En bacs, en bornes enterrées et en vrac : CA Bastia

La majorité des EPCI assure cette collecte en régie (CAPA, CC Cap Corse, CC Celavu Prunelli, CC Centre Corse, CC Pasquale Paoli, CC Piève de l'Ornano, la CC Spelunca Liamone, CC Castagniccia Casinca, CC Alta-Rocca, CC Conca d'Oru Nebbiu, CC Sartenais Valinco Taravo et CC Ile Rousse Balagne). La CC Costa Verde et la CA Bastia assurent la collecte en régie et en délégation de service public.

Les gisements potentiels restants dans les ordures ménagères résiduelles (un peu moins de 20 kg/hab.^{INSEE}/an, cf. ci-avant) illustrent les marges de progrès significatives pour ce flux également.

Les plateformes de regroupement recevant des cartons sont AM Environnement (Biguglia), Balagne recyclage (Cantone), Environnement Services (Mezzavia).

Une fois conditionnés, les cartons sont exportés sur le continent à SMURFIT KAPPA (Avignon).

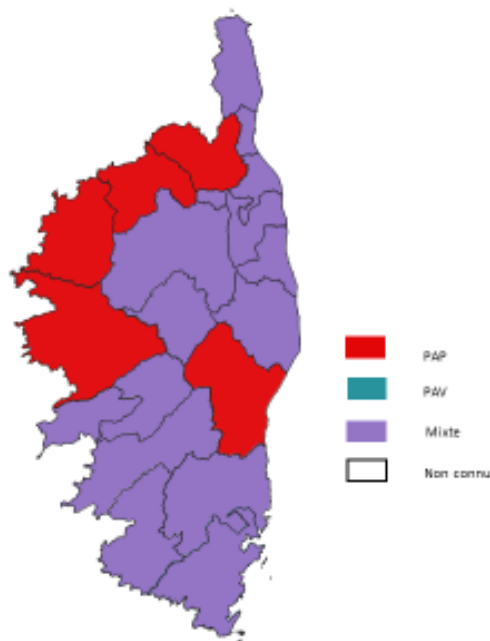
A retenir concernant les cartons

- Un gisement collecté de 6 400 tonnes en 2018 sur le territoire,
- Une collecte déployée sur l'ensemble des EPCI,
- Une collecte majoritairement assurée en régie

2.1.5/ Des performances de collecte des déchets de verre supérieures à la moyenne nationale

Pour la plupart des EPCI, la collecte est assurée en porte-à-porte (PAP) et en point d'apport volontaire (PAV) selon les territoires.

Figure 87 : Cartographie des modes de collecte du verre selon les EPCI (Elcimai, 2019)



Ces collectes sont réalisées :

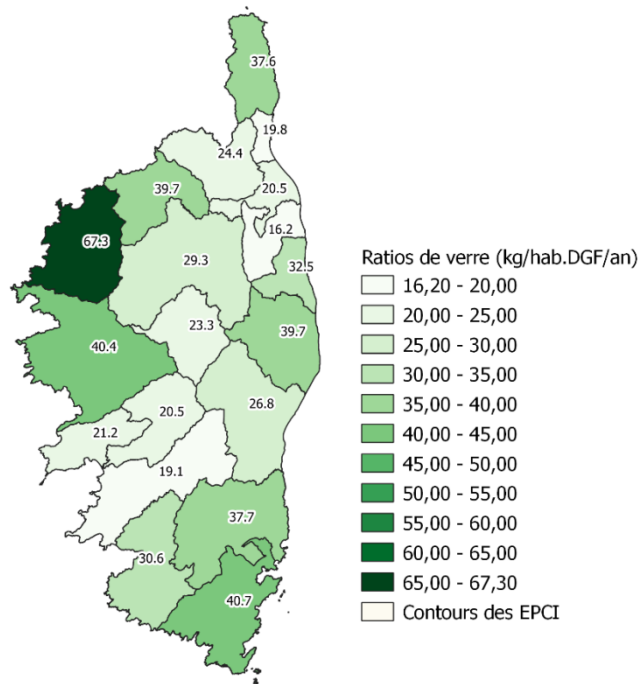
- En régie : CC Spelunca Liamone, CC Fium'Orbu Castellu, CC Calvi Balagne, CC Alta-Rocca, CC Conca d'Oru Nebbiu
- En marché de prestation : CC Centre Corse, CC Ile Rouse Balagne,
- En régie et en marché de prestation (mixte) : CAPA, CC Cap Corse, CC Celavu Prunelli, CC Pasquale Paoli, CC Piève de l'Ornano, CC Castagniccia Casinca, CC Marana Golo, CC Sud Corse, CA Bastia, CC Sartenais Valinco Taravo, CC Oriente
- En régie et en délégation de service public : CC Costa Verde.

En 2018, 11 950 tonnes de déchets de verre ont été collectées sur le territoire, ce qui représente 28,4 kg/hab.^{DGF}/an et 35,6 kg/hab.^{INSEE}/an, soit 5% des DMA.

Ces tonnages sont en progression de + 60% par rapport à 2015.

Ces données de l'Observatoire Territorial des Déchets sont cohérentes avec les données de CITEO indiquant 11 400 tonnes de verre.

Figure 88 : Cartographie des ratios de production de verre par EPCI en Corse (2018)

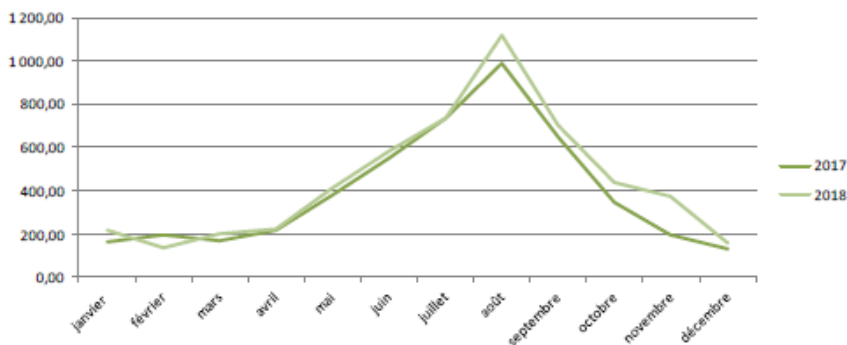


Au regard de la population INSEE, les performances de collecte en Corse sont de 35,6 kg/hab.^{INSEE}/an, ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 29 kg/hab.^{INSEE}/an (indicateur ADEME 2015).

Selon les caractérisations menées par le SYVADEC de 2018, plus de 28 kg/hab.^{INSEE}/an de déchets de verre restaient toutefois toujours présents dans les ordures ménagères résiduelles.

A noter que ce flux présente comme pour les OMR une forte variabilité saisonnière.

Figure 89 : Variations mensuelles des tonnages de verre collectés sur le territoire (source : Plan d'action pour le recyclage et la valorisation du verre en Corse, AAC Coaching et ANDRASTRADA pour l'OEC, 2019)



Ces performances pourraient également être étendues par la mise en place de circuits de collecte dédiés aux professionnels de l'hôtellerie-restauration, comme c'est le cas avec la collecte des professionnels mis en œuvre par la société SAS DEFI sur cinq intercommunalités de Corse du sud.

La totalité du verre collecté en Corse est aujourd'hui regroupée au niveau de cinq unités de transit (Biguglia, Fiumorbu, Porto Vecchio, Mezzavia et Viggianello) puis transportée sur le continent pour être valorisée dans une verrerie industrielle (OI Glasspack à Béziers). Dans une logique de renforcement du principe de proximité et d'autonomie des territoires, une étude est actuellement pilotée par l'OEC afin d'identifier les gisements résiduels potentiellement captables et les possibles débouchés sur le territoire.

Selon les investigations réalisées, le gisement possible de verre restant en Corse est compris entre 22 000 t et 30 000 t annuelles (selon les hypothèses relatives à la quantité de produits agroalimentaires entrant en Corse pour y être consommés et à l'évolution de la fréquentation touristique).

Trois pistes de développement sont étudiées :

- 1/ Le réemploi des bouteilles avec consignes** après lavage et contrôles techniques et sanitaires (producteurs de vins, d'alcools, de bière et d'eau...). Les techniques et effets de leviers pertinents seront à trouver avec les partenaires. Ce scénario est actuellement le moins impactant environnementalement comme tend à le démontrer l'étude ACV menée en 2018 par l'ADEME auprès de 10 partenaires industriels.
- 2/ Le broyage fin, type sable, pour emploi comme additifs pour ciments et bétons**, pour les verres ne pouvant pas être réemployés dans le premier scénario. Cette solution a été développée au Canada par une structure d'économie sociale et solidaire qui a de plus diversifié l'utilisation de ce calcin (agriculture, traitement de l'eau...)
- 3/ La poursuite de la valorisation actuelle auprès des verreries** en modifiant la chaîne technologique amont et aval.

A retenir concernant les déchets de verre d'emballage

- Un gisement de 12 000 tonnes en 2018 sur le territoire,
- Un flux représentant 5% du tonnage des DMA,
- Des performances de collecte équivalentes à la moyenne nationale,
- Une valorisation sur le continent, des pistes étudiées localement.

2.1.6/ Les biodéchets : une collecte en développement sur le territoire

De quoi parle-t-on ?

Selon l'article R541-8 du Code de l'environnement, on entend par « biodéchet », tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issue notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires.

Selon la circulaire du 10 janvier 2012 relative aux modalités d'application de l'obligation de tri à la source des biodéchets par les gros producteurs, les déchets fermentescibles tels que les boues d'épuration, les déchets de bacs à graisse, les déchets de la transformation du bois, les déchets d'animaleries ou les déchets d'abattoirs ne sont pas des biodéchets. Il convient également d'exclure de cette définition des biodéchets les déchets de la production primaire, tels que les déchets de l'agriculture, de la sylviculture ou de la pêche.

Ainsi, par biodéchets, sont ciblés :

- La fraction organique produite par les ménages et les entreprises ;
- Les déchets organiques produits par les collectivités (restauration collective, ...)
- Les déchets verts produits par les ménages, les collectivités et les professionnels (paysagistes, ...) ;

Les déchets faisant l'objet d'un compostage individuel ou de quartier ne sont pas pris en compte ici car ils font l'objet d'une réduction à la source.

Les contraintes réglementaires se sont durcies ces dernières années concernant la prévention et la gestion de cette fraction, qui représente une part conséquente du bac d'ordures ménagères d'un français (27% selon source MODECOM ADEME 2017).

Sa gestion doit répondre à :

- Une obligation de tri à la source et de valorisation pour tous les producteurs de plus de 10 t/an de biodéchets depuis le 1^{er} janvier 2016 ;
- Une généralisation du tri à la source d'ici et de valorisation biologique pour les producteurs de plus 5 t/an à compter du 01/01/2023, pour tous les producteurs à partir du 31/12/2023 (disposition introduite par la loi AGEC du 10/02/2020).

Le traitement séparatif des biodéchets est une priorité de la Corse. Les plans antérieurs proposent de développer la collecte sélective partout où les volumes à collecter le justifient, notamment en zone touristique où les quantités liées à la restauration sont importantes.

L'OEC et l'ADEME accompagnent les EPCI dans le dimensionnement des solutions de prévention et de gestion des biodéchets à la fois sur le plan financier mais aussi organisationnel. Des cahiers des charges types sont par exemple disponibles pour les collectivités qui souhaitent s'engager dans la démarche.

A l'échelle du SYVADEC, trois axes de travail ont été développés ces dernières années :

- / Un volet sensibilisation avec la lutte contre le gaspillage alimentaire par le biais du programme EcoScola,
- / Un volet prévention par le déploiement de son programme de compostage depuis 2009,
- / Un volet recyclage avec la mise en place de la filière de valorisation pour les biodéchets collectés.

Des collectes émergentes

En 2018, la collecte des biodéchets est mise en œuvre sur 10 EPCI, représentant 215 853 habitants, soit 51% de la population du territoire. Cette collecte comprend les biodéchets alimentaires et concernent principalement des gros producteurs.

La production de biodéchets s'élève à 1 800 tonnes, soit 8,5 kg/hab.^{DGF}/an (5,5 kg/hab.^{INSEE}/an) pour la population couverte par le service. Les performances de collecte sont inférieures à la moyenne nationale s'élevant à 17,4 kg/hab.^{INSEE}/an.

Le développement de la collecte des biodéchets se poursuit, 4 CC ont pour projet de mettre en place la collecte des biodéchets en 2019. Selon les données du SYVADEC, en août 2019, les tonnages collectés ont progressé de 37% par rapport à 2018.

Les EPCI couverts par une collecte des biodéchets en 2018 sont les suivants :

- CC Sud-Corse
- CC Spelunca Liamone
- CC Oriente
- CC Centre Corse
- CA Bastia
- CC Casinca-Castagniccia
- CC Marana Golo
- CC Ile Rousse-Balagne
- CC Costa Verde
- CC Calvi-Balagne

Figure 90 : Cartographie des EPCI ayant une collecte des biodéchets



En 2018, la collecte est assurée principalement en régie pour les EPCI ayant répondu à l'enquête EPCI (la CC Centre Corse, la CC Spelunca Liamone, la CC Castagniccia Casinca, la CC Marana Golo, la CC Calvi Balagne et la CC Oriente, la CC Ile Rousse Balagne et la CC Sud Corse). La CA Bastia assure la collecte à la fois en marché de prestation de service et en régie.

Les équipements de précollecte sont des bacs à l'exception de la CC Sud Corse dont les biodéchets sont collectés en bornes aériennes, en bornes enterrées et en sacs, les CC Calvi Balagne et de l'Ile Rousse Balagne qui effectuent la collecte en bacs et en sacs et la CC Costa Verde collectée en bacs, en bornes semi-enterrées et en sacs.

Selon les caractérisations réalisées par le SYVADEC en 2018, le gisement potentiel supplémentaire est de l'ordre de 120 kg/hab/an, soit 34 000 tonnes de biodéchets.

Le gisement actuellement collecté représente donc **5% du gisement potentiel** des biodéchets alimentaires produits par les ménages.

Le gaspillage alimentaire direct représente à lui seul 5,7 kg/hab./an d'aliments encore sous emballages et 13,8 kg/hab./an d'aliments non emballés.

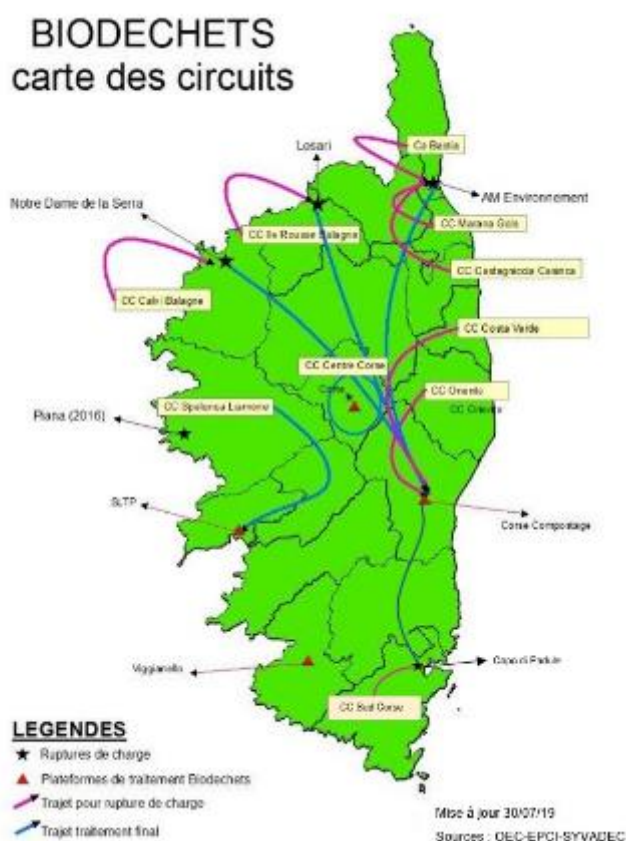
A noter que différentes collectes professionnelles seraient en réflexion sur le territoire.

Des infrastructures de gestion en développement

Pour les EPCI ayant déjà mis en place le tri des biodéchets, la collecte et le transport sont organisés avec des ruptures de charges effectués sur les quais de transfert ou les plateformes de regroupement tel que :

- AM Environnement (Biguglia),
- Notre Dame de la Serra,
- Lozari,
- Capo di Padule.

Figure 91 : Cartographie du transport des biodéchets (OEC, EPCI, SYVADEC, 2019)



Ce flux de déchets offre la possibilité d'une gestion en circuits courts, le déploiement de plateformes de compostage permet de diminuer la part du transport.

Dans les zones rurales, la création de plateformes de regroupement et de compostage est un enjeu important. La collecte peut alors se faire par petits secteurs. Les biodéchets seront collectés dans des bioseaux puis versés dans des bacs roulants qui seront transportés vers les plateformes.

Dans les zones urbaines, les déchets collectés dans des sacs biodégradables ou des bioseaux sont regroupés dans des bacs roulants. Ils sont transportés vers des centres de compostage industriels.

Les biodéchets collectés séparément sont valorisés sur les 4 plateformes de compostage : Corse Compostage, Corte, Viggianello et SLPT. En 2018, 1 840 tonnes de biodéchets ont été valorisés en Corse. Sur la plateforme de Viggianello, le compostage est réalisé depuis août 2018 et le compost respectant la norme NFU 44051 est proposé à la vente pour un prix de 40€/tonne.

Les déchets verts sont également valorisés sur les plateformes de compostage en Corse. En 2018, 14 200 tonnes de déchets verts ont été valorisés, soit 33,8 kg/hab.^{DGF}/an. Les déchets verts constituent un enjeu environnemental important car ils sont nécessaires au compostage des biodéchets, il est en effet important d'en ajouter à hauteur de 30% pour composter dans de bonnes conditions.

A retenir concernant les biodéchets

- Un gisement collecté de 1 840 tonnes en 2018 pour les 10 EPCI concernées (principalement pour les gros producteurs),
- Un gisement potentiel de l'ordre de 34 000 à 40 000 t selon les hypothèses,
- Un service de collecte assuré en régie, une collecte majoritairement réalisée en porte-à-porte,
- Une valorisation organique locale sur les plateformes de compostage, dont le réseau est en cours de développement.

2.1.7/ Les déchets occasionnels : des performances de collecte à renforcer

En Corse les points de collecte des déchets occasionnels au sens de l'ADEME sont appelés des recycleries. Toutefois ce terme répond à une autre fonction et d'autres structures dont l'objectif est le réemploi, la réparation et la réutilisation.

Ainsi pour clarifier les termes employés, la suite du document fait mention de :

- Déchèterie : toute installation permettant la collecte des déchets occasionnels (métaux, cartons, bois, tout venant ...) et dont les filières sont propres à chaque flux. Il s'agit de points de collecte de proximité,
- Recyclerie : toute installation dédiée au réemploi, la réparation et la réutilisation.

Les collectes en déchèteries-recycleries

Le réseau de collecte est présenté au 0Point de vigilance : le recensement des installations a été obtenu via le croisement de différentes sources d'informations (DREAL, OEC, SYVADEC, groupes de travail,...). Il reflète la situation au moment de l'élaboration du PTPGD. La liste de ces installations est présentée au Chapitre 7 Annexe 3.

Les déchèteries.

Les flux de déchets non dangereux collectés en déchèteries sont les suivants :

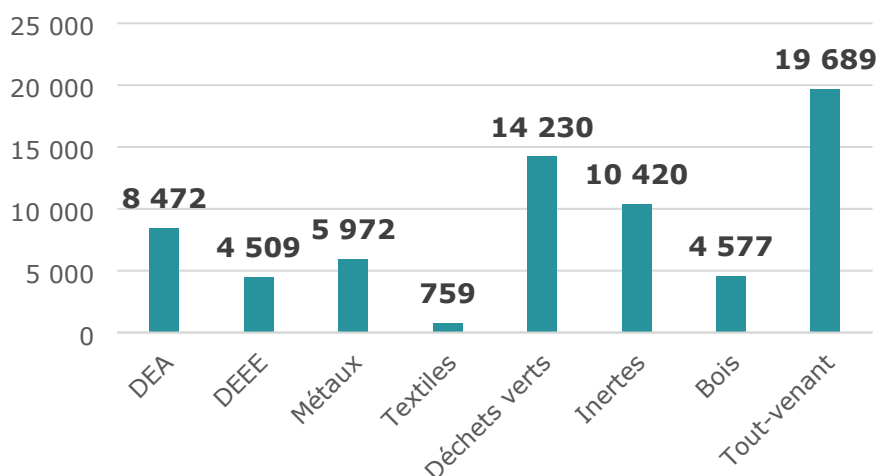
- Déchets d'éléments d'ameublement (DEA), aussi appelés meubles,

- Déchets d'Équipements Electriques et d'Electroniques (DEEE),
- Métaux,
- Déchets verts, aussi appelés végétaux,
- Déchets inertes, aussi appelés gravats,
- Bois,
- Tout-venant.

Seules 3 déchèteries ont un partenariat avec des associations du réemploi et de la réutilisation. Le SYVADEC a lancé une étude de faisabilité pour la mise en place d'espace de réemploi sur l'ensemble des déchèteries en 2018. Plusieurs EPCI ont également lancées des études ou travaux pour la réalisation de structures du réemploi et de la réutilisation (recyclerie, supermarché inversé) telles que la CC Centre Corse, la CC Fium'Orbu Castellu et la CC Costa Verde.

Pour la plupart des communes, des collectes d'encombrants sont réalisées en porte-à-porte puis les gisements sont orientés en déchèteries pour regroupement.

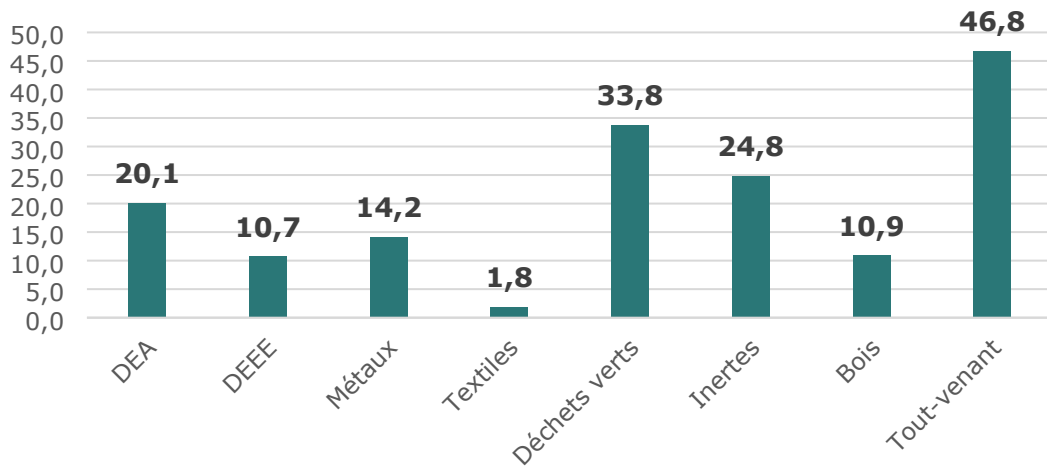
Figure 92 : Gisements de déchets occasionnels produits en Corse en 2018 (t) (Source : SYVADEC)



Au total, 64 100 tonnes de déchets occasionnels ont ainsi été collectés en 2018, soit environ 152 kg/hab.^{DGF}/an et 190 kg/hab.^{INSEE}/an. Ces performances de collecte sont faibles pour un territoire touristique. Selon les données de l'ADEME, la moyenne nationale est de 148 kg/hab.^{INSEE}/an hors inertes et la référence pour les territoires touristiques s'élèvent à 468 kg/hab.^{INSEE}/an (inertes compris) tandis que les performances corses hors inertes s'élèvent à 160 kg/hab.^{INSEE}/an.

Les flux principaux sont le tout-venant, les déchets verts et les inertes qui représentent 65% des gisements collectés.

Figure 93 : Ratios de production des déchets occasionnels produits en Corse en 2018 (Kg/hab.^{DGF})



Ces performances sont en nette progression depuis 2010, même si une certaine hétérogénéité est observée pour certains flux à la suite de l'émergence de nouvelles filières REP (report de certains flux bois et métaux dans le flux meubles notamment), ou à certaines décisions des gestionnaires (limitation de l'accueil des gravats des professionnels par exemple).

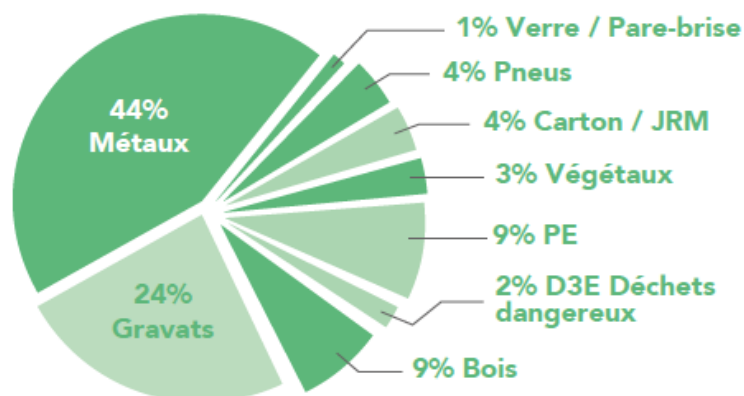
A titre indicatif, rappelons que les déchèteries collectent également les déchets dangereux spécifiques (DDS), les lampes et piles (en 2018, les 126 tonnes de DDS ont été collectés, 20 tonnes de piles et 4 tonnes de lampes).

Les flux collectés en déchèteries et valorisés sont les DEA, les métaux, les DEEE, les déchets verts, les inertes et la fraction valorisable du tout-venant.

En effet, depuis novembre 2017, un tri est effectué sur 40% des gisements de tout-venant afin d'extraire la fraction valorisable.

En 2018, ce tri a permis de valoriser 4 665 tonnes de déchets.

Figure 94 : Répartition de la fraction valorisable des tout-venants par nature de déchets (SYVADEC, 2018)



Une fois triés, chaque fraction valorisable est orientée dans une filière spécifique de valorisation et traitement, soit en 2018 :

- Les métaux : exportation à Marignane (13) – PURFER DERICHBOURG,
- Les gravats : valorisation – POMPEANI, CORSE CONCASSAGE RECYCLAGE et CICO,
- Le bois : exportation à Fuveau (13) – VALSUD BIOMASSE,
- Les plastiques : exportation en centres de tri (13) – PAPREC, IDM, BPA, SMA, VALSUD,
- Les cartons et JRM : exportation à Martigues et Vitrolles (13) – PAPREC, puis valorisation en papeteries,
- Les pneus : exportation vers Marseille (13) pour valorisation ultérieure en cimenterie,
- Les végétaux : valorisation organique en plateforme de compostage – CMO à Cervione et LOCAPLUS à Mezzavia,
- Les D3E : exportation à Rousset (13) – VEOLIA TRIADE et Marignane (13) – PURFER,
- Le verre et les parebrises : exportation à Vergèze (30) - Louis VIAL et Bouc bel Air (13) – ZAINA.

Les emballages souillés sont exportés pour traitement à Fos (13) – SOLOMAT.

A retenir concernant les déchets collectés en déchèteries-recycleries

- Un gisement de 64 100 tonnes en 2018 sur le territoire,
- Des déchèteries principalement gérées par le SYVADEC,
- Des performances de collecte faibles pour un territoire touristique,
- Une optimisation de la valorisation des gisements collectés, notamment grâce au tri du tout-venant.

Focus sur les déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

Les DEA ménagers : une filière mature

En Corse, les DEA sont collectés dans 24 déchèteries publiques et 4 professionnelles.

Le ratio de collecte des DEA ménagers progresse en Corse, il passe de 20 kg/hab.^{DGF}, soit 25 kg/hab.^{INSEE} en 2018 à 23 kg/hab.^{DGF} soit 28 kg/hab.^{INSEE} en 2019, ce qui représente 2 fois plus que la moyenne nationale. En Corse, 99% des acteurs de la collecte sont des collectivités locales. Seulement 1% provient des professionnels.

Figure 95 : Chiffres clés de l'éco-organisme Eco-Mobilier, agréé pour cette filière, et du SYVADEC pour l'année 2018 et 2019 en France et en Corse :

	France	Corse
Tonnages collectés (t)	686 000 t en 2018 822 782 t en 2019	8 500 t en 2018 9 553 t en 2019
Nombre d'habitants par point de collecte	14 100	12 100
Performance de collecte (kg/hab. ^{INSEE})	10 kg/hab. ^{INSEE} en 2018 13 kg/hab. ^{INSEE} en 2019	25 kg/hab. ^{INSEE} en 2018 28 kg/hab. ^{INSEE} en 2019

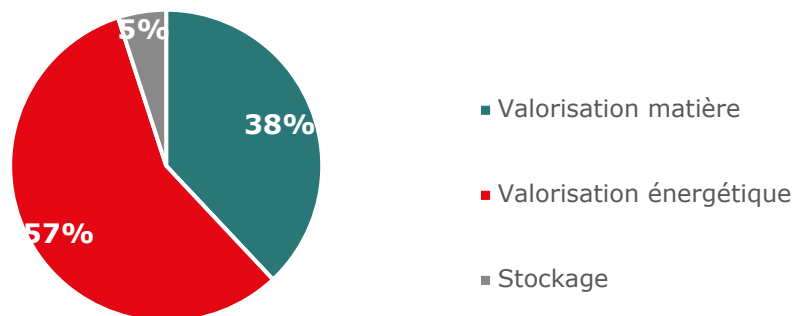
Ces très bonnes performances sont en partie liées au fait que la Corse ait été une des premières Régions française à avoir déployé la filière.

Selon la campagne de caractérisation effectuée par le SYVADEC, 13 tonnes de DEA réutilisables et 240 tonnes de DEA non-réutilisables sont encore présentes au sein du tout-venant. **L'efficacité de captage est de 97%.**

Une des marges de progrès identifiée pour ce flux concerne la promotion du réemploi et de la réparation /réutilisation. En 2017, 3 associations ont été retenues dans le cadre de l'appel à candidature pour intervenir dans les ressourceries et prélever à titre gratuit dans les déchèteries : ISATIS (Bastia), Attellu Mobilita (Calvi), Iniziativa (Ajaccio).

Les DEA collectés sont traités par valorisation matière, valorisation énergétique ou en ISDND.

Figure 96 : Filière de valorisation et de traitement des DEA collectés en Corse (Eco-mobilier, 2018)



A retenir concernant les DEA ménagers

- Une efficacité de captage très élevée : 97% du gisement potentiel capté.
- Enjeux pour la valorisation : développer des filières de réemploi et de réutilisation avec les acteurs du territoire pour favoriser l'économie circulaire et limiter l'exportation

Les DEA professionnels

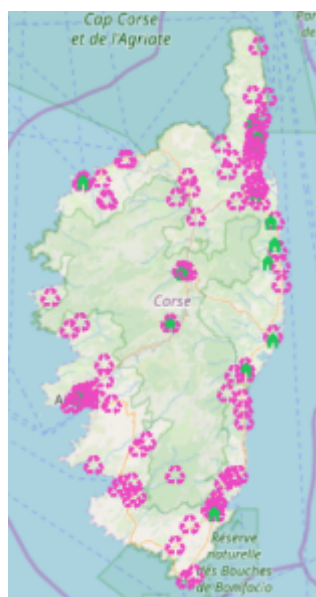
Valdelia, éco-organisme intervenant sur ce flux, est présent en Corse. Concrètement, les professionnels s'inscrivent sur le site de Valdelia et font l'inventaire des meubles à récupérer. Valdelia a missionné AM Environnement pour mettre à disposition les bennes de collecte et assurer l'évacuation des meubles professionnels. Par ailleurs, 2 structures de l'ESS participent à l'organisation de cette filière : Falepa Corsica et Iniziativa, toutes 2 à Ajaccio.

En 2019, **2 673 tonnes de déchets d'ameublement professionnel** ont été collectées via cette filière dont 3 tonnes à des fins de réemploi et réutilisation, une progression par rapport à 2018 (345 tonnes collectées), d'après l'OEC.

Focus sur les textiles, linges de maison et chaussures

En 2018, le territoire compte 138 bornes de collecte des textiles, soit environ 1 borne pour 3 000 habitants (population DGF). Au niveau national, la densité moyenne est de 1 borne pour 1500 habitants. La collecte est assurée par le SYVADEC qui collecte également les textiles auprès des associations (Secours populaire, Restos du cœur, ...).

Figure 97 : Localisation des bornes



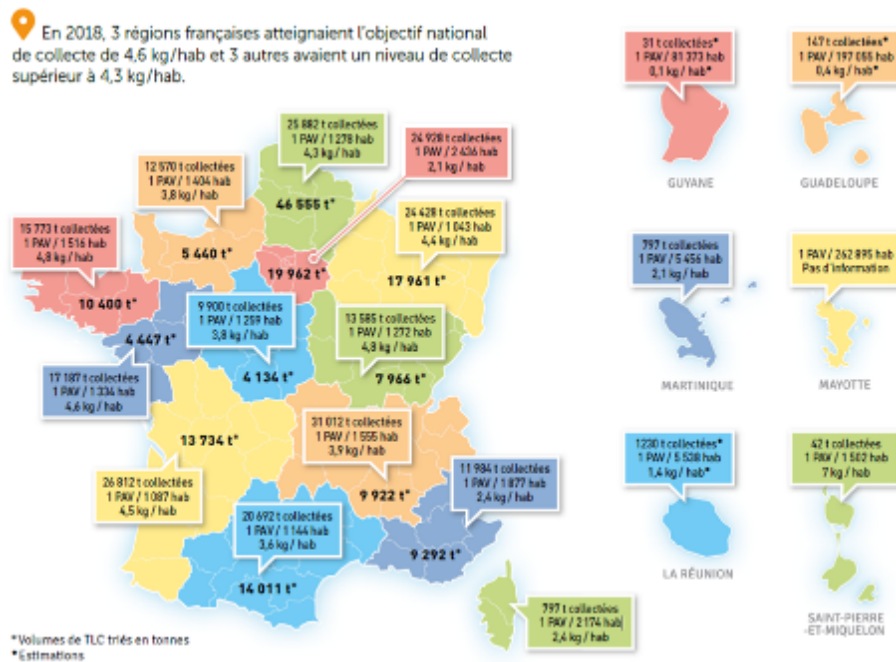
Bien que sur le continent 25% de la collecte soit assurée par des privés, il n'y a pas d'informations connues à ce jour sur la présence de ce type d'acteurs en Corse. La collecte semble donc réalisée en totalité par le secteur public.

La Corse a un nombre de PAV par habitant inférieur à l'objectif national ; on note une forte présence de bornes dans les zones littorales et urbaines, alors que les zones rurales ne semblent pas assez couvertes.

Le plan d'actions 2020 du SYVADEC comprend un objectif de renforcement du réseau de PAV pour se rapprocher de la moyenne nationale.

En 2018, les performances de collecte sont de 2,4 kg/hab.^{INSEE}/an contre 3,6 kg/hab.^{INSEE}/an à l'échelle nationale. La carte ci-dessous représente le nombre de PAV par habitants et les performances de collecte pour l'ensemble des régions françaises. Il ressort que la Corse a un niveau de collecte équivalent à celui de la région PACA.

Figure 98 : Performances de collecte et de tri des TLC par région (source Eco-TLC, 2018)



Selon les chiffres clés de l'éco-organismes Eco-TLC, agréé pour cette filière, **760 tonnes de TLC ont été collectées par le SYVADEC en 2018 en Corse.**

Tableau 26 : Performance de collecte de TLC en 2018

	Corse	France
Tonnages collectées (t/an)	797	239 000
Performance de collecte en kg/hab ^{INSEE}	2,4	3,6

Selon la campagne de caractérisation effectuée par le SYVADEC, 3 600 tonnes de textiles en bon état sont encore présentes des OMr et 300 tonnes au sein du tout-venant. De plus, 1700 tonnes de textiles non réutilisables sous forme de matière se trouve dans les OMr et 200 au sein du tout-venant.

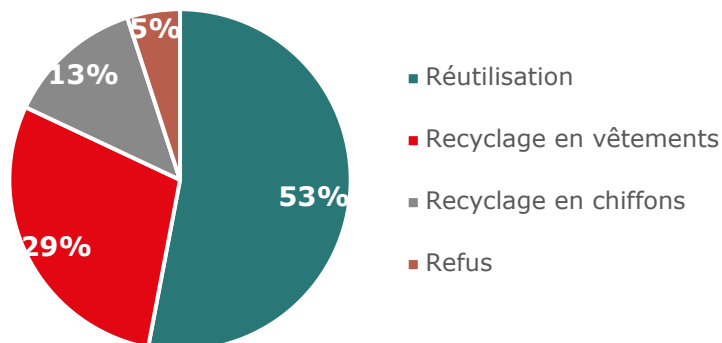
Seulement 11% du gisement total de TLC est capté via les filières spécifiques, ce qui laisse une marge de progression considérable.

Un fois déposés dans les bornes, les textiles sont collectés, regroupés dans deux centres de regroupement en Corse (Teghime et Mezzavia) puis expédiés vers le Centre de tri spécialisé de Gebetex en Normandie avec une reprise des matières (friperie, industrie, recyclage, ...). La Corse ne compte aucun centre de tri conventionné parmi les 68 existants en France.

Pour atteindre l'objectif de collecte nationale de 4,6 kg de TLC usagés par habitant, le tonnage collecté annuel en Corse serait d'environ 1 500 tonnes (pop. INSEE). Ce tonnage est inférieur à celui géré en moyenne par les centres de tri en France, soit 3 069 tonnes, ce qui interroge sur la pertinence de l'ouverture d'une telle filière localement.

Le taux de valorisation matières des textiles collectés en de 95%.

Figure 99 : Répartition des filières de valorisation des textiles (%) (OEC, 2018)



La réutilisation correspond à la revente en friperie pour les vêtements de seconde main.

Le recyclage matière prend différentes formes, les fibres peuvent être utilisées pour la fabrication de nouveaux vêtements ou pour en chiffons pour l'essuyage industriel.

A retenir concernant les TLC

- Seulement 11% du gisement potentiel capté,
- Des performances de collecte inférieures aux performances nationales,
- Les tonnages captés semblent insuffisants pour créer un centre de tri des TLC en Corse. Cependant, des démarches de prévention et d'économie circulaire peuvent être promues localement et l'exportation des tonnages peut être revue pour limiter les distances parcourues (exemple de l'expérimentation est en cours à Bastia, dans le cadre de l'AAP économie circulaire OEC-ADEME, pour fabriquer des sacs à partir de TLC collectés)

Focus sur les médicaments non utilisés (MNU)

En 2018, d'après Cyclamed, éco-organisme en charge de la collecte des médicaments non utilisés, **47 tonnes de médicaments non utilisés (MNU)** auraient été collectées en Corse soit 146 g/hab./an. Cette performance de collecte est proche de celle constatée au niveau national (161 g/hab./an).

A noter que le gisement potentiel est estimé à 262 g/hab./an avec un taux de captage de 62%, soit 84 tonnes pour la Corse.

Ces déchets sont récupérés dans le cadre de la collecte CYCLAMED dans les pharmacies.

Tableau 27 : MNU collectés en 2018 (Cyclamed, 2019)

Nature du déchet	Définition	Quantité
Déchets issus du médicament	= au poids brut de la collecte Cyclamed dans les officines. = le carton Cyclamed pour recueillir les retours de MNU des particuliers en officine + les retours MNU qui comprennent les MNU strictement et des « autres » tels que des compléments alimentaires par exemple.	64 tonnes
Autres déchets (non médicamenteux)	D'après l'étude annuelle de caractérisation de déchets issus du médicament sur la proportion des déchets non médicamenteux.	19,2%
MNU	=au poids brut – poids des cartons Cyclamed vides – part des autres déchets.	47 tonnes

En 2019, les déchets issus du médicaments s'élèvent à 67 tonnes en poids brut de la collecte Cyclamed, soit un poids net de MNU de 48 tonnes.

2.1.8/ Le bilan des gisements de DMA

Un ratio de production élevé par rapport aux références nationales

En 2018, **242 500 tonnes de déchets ménagers et assimilés (DMA)** ont été produits en région Corse, soit une production de **582 kg/hab.^{DGF}** (722 kg/hab.^{INSEE/an}), contre **583 kg/hab.^{INSEE}** en moyenne sur le territoire français.

Tableau 28 : Bilan des gisements de DMA en Corse (2018)

Origine des déchets	Compositions des gisements	Gisements produits	Gisements produits (DGF)	Gisements produits (INSEE)
		2018	2018	2018
DMA Déchets non occasionnels	OMR	149 000 t	354 kg/hab.	443 kg/hab.
	Emballages recyclables	5 300 t	13,5 kg/hab.	16 kg/hab.
	Papiers	4 000 t	10 kg/hab.	12 kg/hab.
	Verre	12 000 t	28 kg/hab.	36 kg/hab.
	Biodéchets	1 800 t	8,5 kg/hab.	5,5 kg/hab.
	Cartons	6 400 t	15 kg/hab.	19 kg/hab.
DMA Déchets occasionnels	DEA	8 500 t	20 kg/hab.	25 kg/hab.
	Métaux	6 000 t	14 kg/hab.	18 kg/hab.
	Textiles	860 t	1,8 kg/hab.	2,3 kg/hab.
	Déchets verts	14 200 t	34 kg/hab.	42 kg/hab.
	Inertes	10 400 t	25 kg/hab.	31 kg/hab.
	Bois	4 600 t	11 kg/hab.	146 kg/hab.
	Tout-venant	19 700 t	47 kg/hab.	59 kg/hab.
SOUS-TOTAL DMA		242 500 t	582 kg/hab.	722 kg/hab.

Tableau 29 : Synthèse et comparaison aux ratios nationaux ADEME

Origine des déchets	Compositions des gisements	Ratio ²³ (kg/hab. INSEE) en Corse		Moyenne nationale ²⁴ (kg/hab. INSEE)
DMA Déchets non occasionnels	OMR	443 kg/hab.	443 kg/hab.	255 kg/hab.
	Emballages recyclables	16 kg/hab.	28 kg/hab.	49 kg/hab.
	Papiers	12 kg/hab.		
	Verre	36 kg/hab.	36 kg/hab.	30 kg/hab.
	Biodéchets	5,5 kg/hab.	5,5 kg/hab.	18 kg/hab.
	Cartons	19 kg/hab.	19 kg/hab.	Pas de ratio moyen national
DMA Déchets occasionnels	DEA	25 kg/hab.	190 kg/hab. (et 160 kg/hab. hors inertes)	468 kg/hab. (territoire touristique)
	Métaux	18 kg/hab.		
	Textiles	2,3 kg/hab.		
	Déchets verts	42 kg/hab.		
	Inertes	31 kg/hab.		
	Bois	16 kg/hab.		
Tout-venant	59 kg/hab.	59 kg/hab.		
TOTAL DMA		721 kg/hab.	721 kg/hab	583 kg/hab

La production d'OMR est largement supérieure à la moyenne nationale, tandis que des marges de progrès des performances de collecte des emballages et papiers sont observées.

L'écart pour les biodéchets est dû à la couverture partielle du service de collecte séparée actuellement.

Les performances de collecte du verre et des DEA sont supérieures aux moyennes nationales. Pour un territoire touristique, les performances de collecte des déchets occasionnels sont faibles.

Un poids fort de la part des assimilés (déchets d'activités)

Un poids fort des assimilés dans les DMA lié à la structure de l'entrepreneuriat corse (part élevée de PME et TPE) et à un accès facilité au service public de gestion des déchets. A l'échelle nationale, la part des déchets assimilés est de l'ordre de 20% de DMA. En Corse, cette proportion est plus élevée au vu de la part des TPE et PME. Selon le PPGDND 2018 est de 30% en Corse.

²³ Ratio exprimé pour l'ensemble de la population INSEE de Corse

²⁴ Enquête nationale ADEME 2017 / Référentiel national 2019 des coûts du service public de gestion des déchets (données 2016)

Evolution de la production à la baisse

La quantité individuelle de déchets ménagers et assimilés produite (gravats compris) a été réduite de -13,8 % entre 2010 et 2018. Hors gravats, elle a augmenté de 2 %.

Des disparités territoriales dans la production des DMA

Des disparités territoriales de production de DMA (ratio par habitant) liées à plusieurs contraintes (zones touristiques, typologie d'habitat, densité de population, habitudes de tri).

Figure 100 : Production de DMA par EPCI en 2018 en kg/hab. INSEE (Source : OEC, SINOE, SYVADEC)

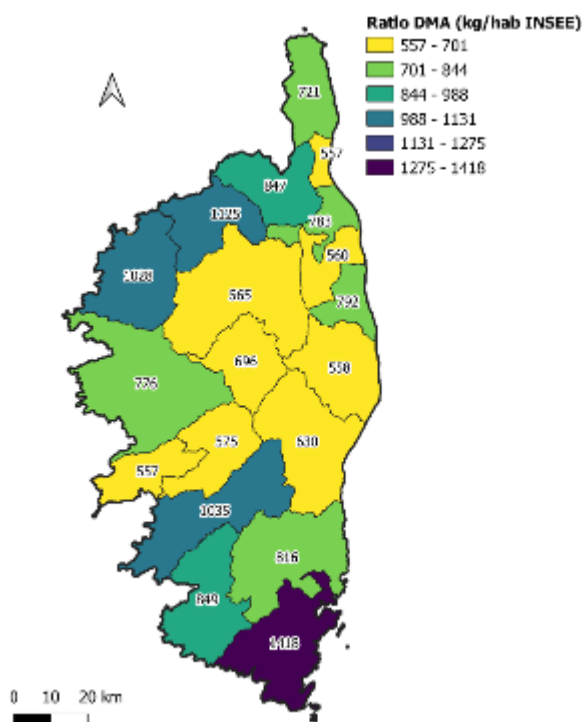
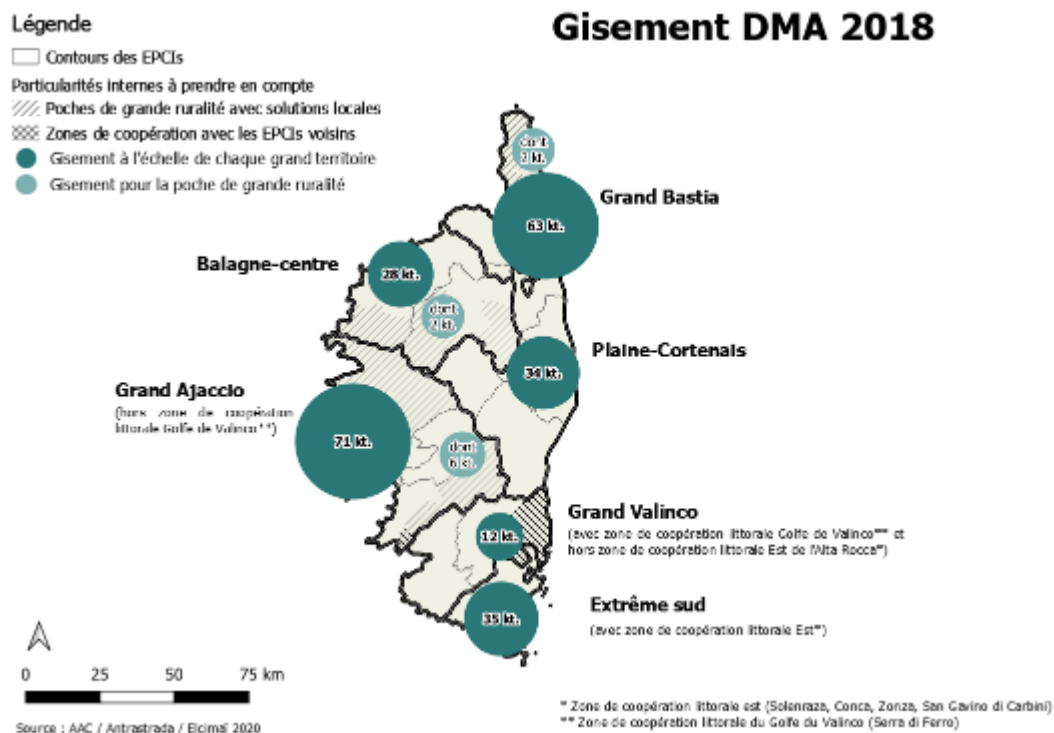


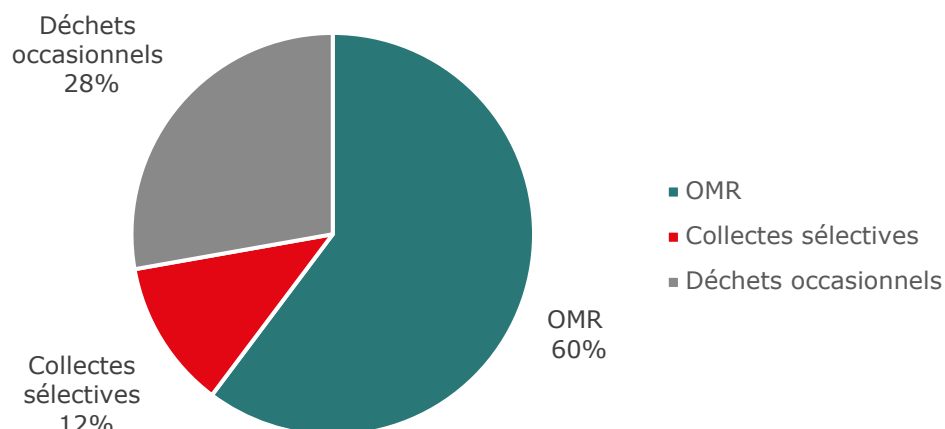
Figure 101 : Production de DMA en tonnages selon le découpage des 6 grands territoires corses en 2018 (Source : Elcimai, Antrastrada, AAC)



Des marges de progrès sur la valorisation des OMr, flux majoritaire

Les OMr collectés en mélange reste le gisement majoritaire des DMA, représentant 60%.

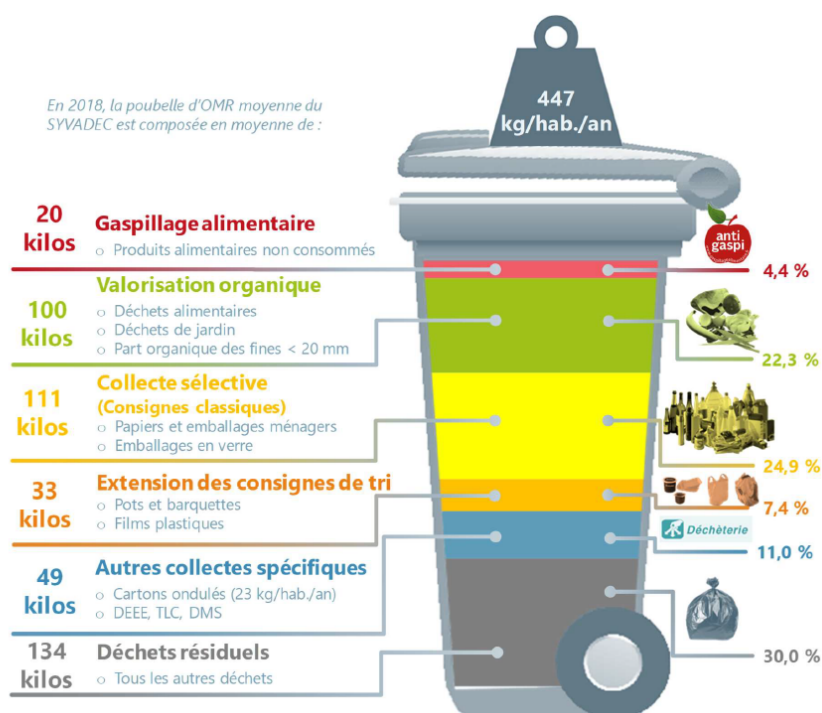
Figure 102 : Répartition des gisements de DMA en 2018



Au vu des caractérisations réalisées par le SYVADEC en 2018, **les déchets résiduels présents dans les OMR ne représentent que 30% de la composition des OMR**. Ainsi, 70% des OMR sont potentiellement évitables ou valorisables. Des pistes d'améliorations sont possibles via :

- La prévention des déchets, 4,4% correspondant au gaspillage alimentaire,
- Le tri sélectif via les collectes en PAP ou en PAV déjà en place pour 32%,
- La valorisation organique représentant 22%,
- Les flux triés en déchèteries pour 11%.

Figure 103 :
Composition des
OMR selon les
caractérisations
réalisées par le
SYVADEC en 2018



Nature des déchets	Pourcentage
Gaspillage alimentaire (Produits alimentaires emballés)	4,4%
Biodéchets (Déchets alimentaires)	22,3%
Déchets recyclables (papiers, emballages, verre)	24,9%
Extension des consignes de tri (barquette, films alimentaires, pots, ...)	7,4%
Autres déchets recyclables (DEEE, textiles, DDS, cartons, ...)	11%
Déchets résiduels	30%

Synoptique de la gestion des DMA

Le stockage des déchets reste la filière de traitement majoritaire des DMA, représentant 66% des gisements produits en 2018.

Figure 104 : Bilan des flux de DMA

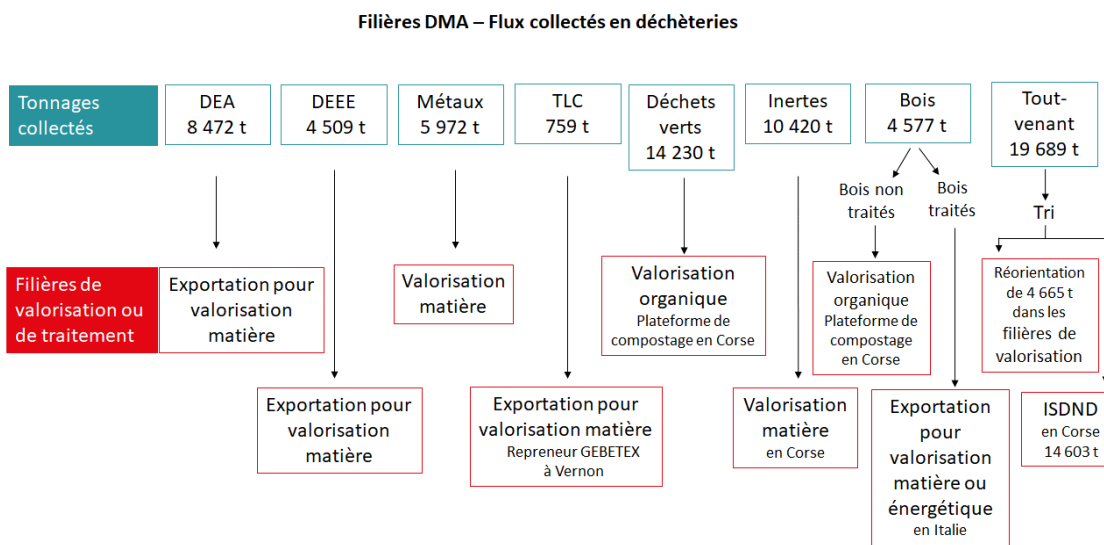
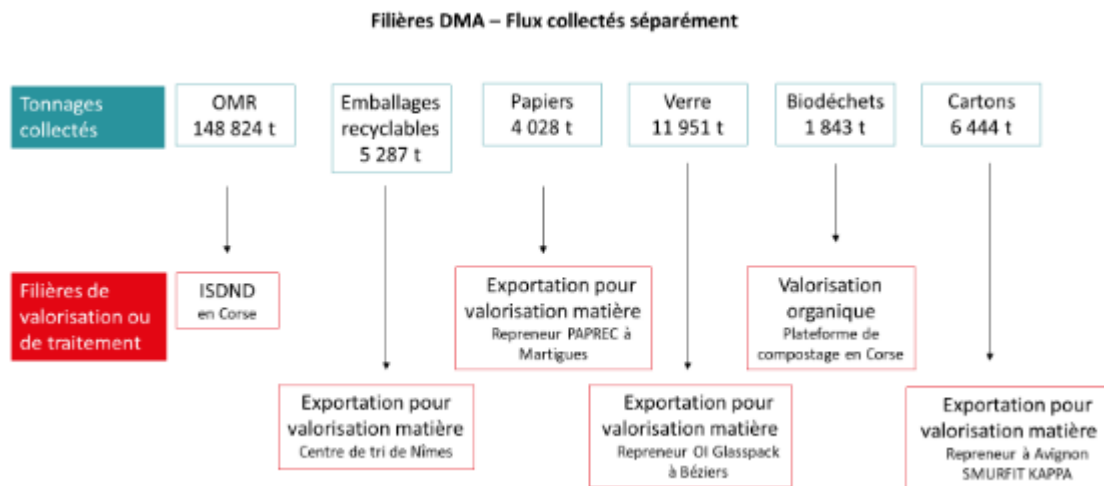
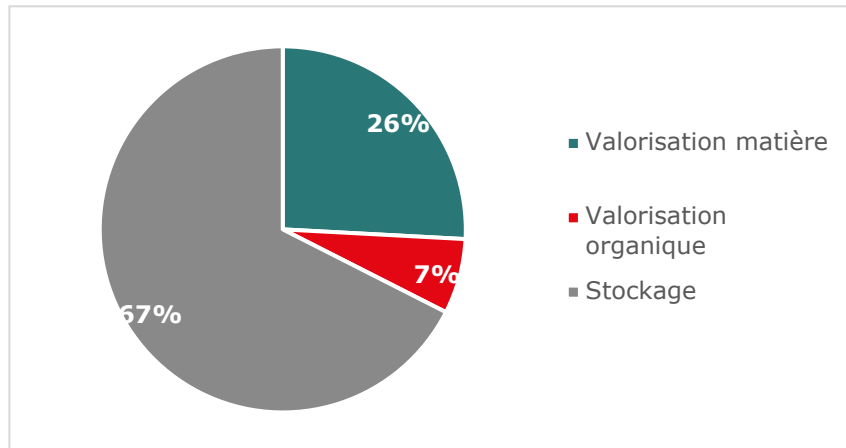


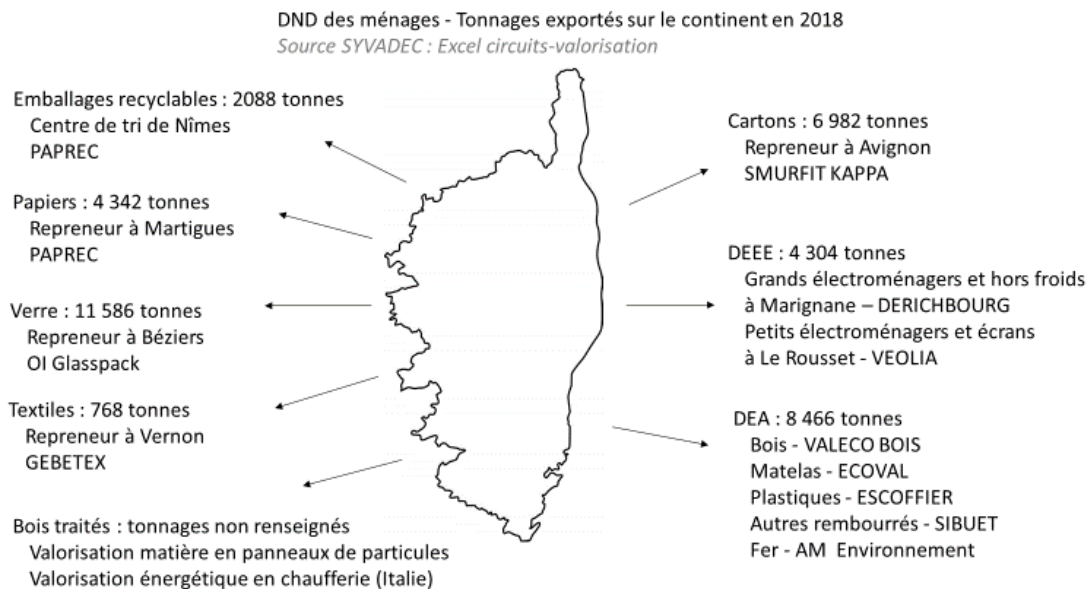
Figure 105 : Répartition des filières de valorisation et de traitement des DMA en 2018



Zoom sur l'exportation des DMA

Pour les DMA valorisables, seuls les déchets verts, les biodéchets et les gravats sont valorisés en Corse. Aucun flux non valorisable est exporté. Les OMR et la fraction non-valorisable du tout-venant sont enfouis dans les ISDND du territoire.

Figure 106 : Bilan des tonnages de DMA exportés (SYVADEC, 2018)



A retenir concernant les DMA

- Les OMR collectés en mélange restent le gisement majoritaire des DMA, représentant 60% avec une production élevée en kg/hab. par rapport aux moyennes nationales
- 70% des OMR pourrait être valorisées, dont la part de biodéchets (22%).
- Des performances de collecte des déchets occasionnels faibles pour un territoire touristique (190,8 kg/hab. contre 468 kg/hab. – référence ADEME)
- 66% des DMA sont stockés en ISDND
- Les flux de DMA non exportés sont les déchets verts, les biodéchets, les gravats, les OMr et la fraction non-valorisable du tout-venant

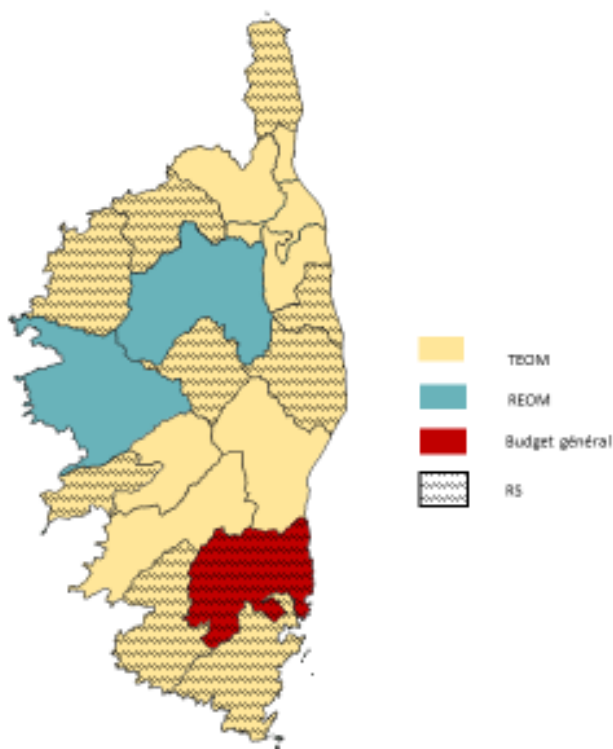
2.2/ Coûts et financement de la gestion des déchets ménagers

Une majorité des EPCI financée par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Plusieurs modes de financement de la gestion des déchets coexistent sur le territoire :

- 16 EPCI sont financées par la TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères) dont 10 CC appliquent également la redevance spéciale pour les professionnels.
- 3 EPCI par la REOM (Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères).

Figure 107 : Cartographie des modes de financement par EPCI en 2019 (Elcimai sur la base des informations OEC, 2019)



Par ailleurs, la CC Alta Rocca est passé en 2019 à un financement par le budget général.

La gestion des déchets évolue constamment et les EPCI adaptent leurs fonctionnements. En 2018 et 2019, 10 EPCI²⁵ se sont engagés dans une étude d'optimisation du service public de gestion des déchets et/ou de tarification incitative. 17 EPCI ont également signés une convention cadre entre l'Etat, le SYVADEC et la CDC relative à la généralisation du tri à la source.

En 2018, aucune EPCI n'a mis en place la tarification incitative. Néanmoins, six collectivités sont lauréates à l'appel à projet Tarification Incitative, et une expérimentation est en cours sur une collectivité.

L'OEC et l'ADEME accompagnent sur le plan financier et opérationnel les EPCI dans les études de préfiguration à la mise en œuvre de la tarification incitative. Pour faciliter et accélérer la mise en œuvre de ces démarches, des cahiers de charges types sont notamment disponibles pour les collectivités qui le souhaitent.

²⁵ CC Cap Corse, CC Marana Golo, CC Castagniccia Casinca, CC Oriente, CC Calvi Balagne, CC Ile Rousse Balagne, CC Spelunca Liamone, CC Fium'Orbu Castellu, CC Sud Corse, CC Sartenais Valinco et du Taravu

Des coûts de gestion des déchets élevés et des contraintes propres au territoire

La matrice des coûts élaborée par l'ADEME est un outil d'aide aux collectivités pour connaître et gérer les coûts de gestion des déchets. En 2018, 11 EPCI de collecte et le SYVADEC ont renseigné leur matrice des coûts.

Cet effort d'analyse et de transparence est un levier important dans la recherche de leviers d'optimisation pérennes, il est important qu'il soit poursuivi et généralisé à l'ensemble du territoire.

Le **coût aidé** comprend l'ensemble des charges (structure, collecte, transport, ...) moins les produits industriels (ventes de matériaux et d'énergie, prestations à des tiers), les soutiens des éco-organismes et les aides publiques.

Ce coût reflète la charge restant à financer par la collectivité. Il est bien souvent exprimé en €/hab. pour le rapprocher du niveau de financement et pour présenter aux usagers la structure des coûts à financer.

En 2018, le coût aidé pour l'ensemble des flux selon les 11 EPCI ayant renseignés la matrice est de 243 €HT/hab.^{INSEE}/an pour la gestion de 722 kg/hab.^{INSEE}/an. Ce coût est 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale de 93€HT/hab. pour 529 kg/hab. et 65% plus élevé que les collectivités en secteur touristique. Ce coût élevé s'explique notamment par les quantités de déchets supérieurs à la moyenne nationale, des fréquences élevées de collecte et par les distances de collecte importantes à parcourir liées à la faible densité de population auxquelles s'ajoutent l'impact saisonnier de l'activité touristique, les coûts de transport maritime pour l'export de certains déchets.

Tableau 30 : Détail du coût aidé par flux en Corse, comparé aux moyennes nationales (ADEME, 2018)

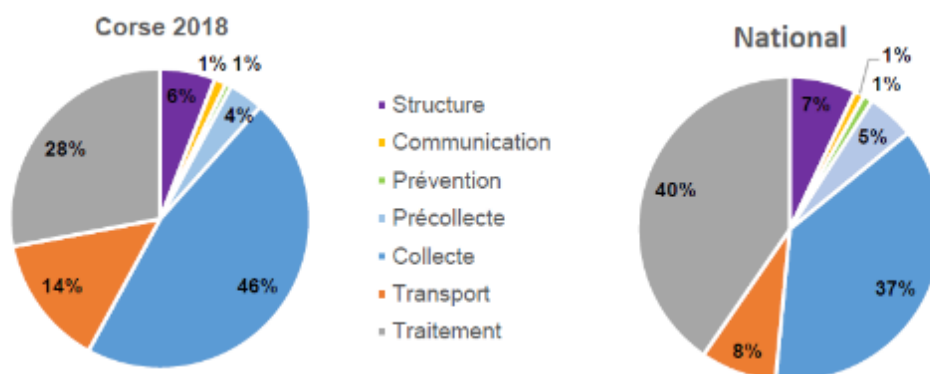
	Coût aidé			
	En Corse (2018)		Moyenne nationale	Moyenne des secteurs touristiques
	€HT/hab. INSEE /an	%	€HT/hab. INSEE /an	
OMR	148	61%	53	89
Verre	2,8	1%	1,8	3,6
Emballages	20,5	8%	2,5 à 5,1	
Papiers	2,5	1%	0,6 à 3,9	
Encombrants	17	7%	1,6	
Déchèteries	24	10%	21	36
Professionnels	N.C			
Autre	N.C			
TOTAL	244		93	147

Alors que le coût de gestion des OMR, du verre et des encombrants est plutôt stable depuis 2014, le coût de gestion de la collecte sélective a triplé en 4 ans passant de 6€HT/hab.^{INSEE} à 20 €HT/hab.^{INSEE}, en lien avec le déploiement des collectes et l'augmentation des tonnages collectés notamment.

Globalement, les coûts de gestion des déchets sont supérieurs aux moyennes nationales pour l'ensemble des flux, y compris aux moyennes des secteurs touristiques, sauf pour le verre et les déchèteries.

Pour les déchèteries, les coûts par habitant sont en effet dans la moyenne nationale et inférieurs aux secteurs touristiques (information à nuancer, les tonnages collectés étant également inférieurs).

Figure 108 : Répartition des coûts de gestion des déchets (ADEME, 2018)



Comparé aux moyennes nationales, la part des coûts de collecte et de transport est plus élevée, représentant plus de la moitié du coût global. En Corse, les coûts du transport sont impactés par le réseau routier et la faible densité de population ainsi que l'insularité. A noter qu'en 2018, la fermeture des ISDND a nécessité le transport de l'ensemble des OMR en Corse du Sud.

Par extrapolation à l'ensemble du territoire, le coût de gestion des déchets est estimé à 82 millions d'euros, soit en détail :

- Structure : 5,8 millions d'€,
- Communication : 880 000€,
- Prévention : 880 000€,
- Précollecte : 3,5 millions d'€,
- Collecte : 10,5 millions d'€,
- Transport : 12,3 millions d'€,
- Traitement : 24,6 millions d'€

Selon les données du SYVADEC, en 2018, le coût de traitement en ISDND des OMR est en moyenne de 105 € TTC/t, soit en détail :

- 98€ TTC/t pour l'ISDND de Viggianello,
- 133€TTC/t pour l'ISDND de STOC.

En 2018, les recettes de la valorisation matière sont de 3,3 millions d'euros dont :

- 2,2 millions d'euros provenant des éco-organismes,
- 1,1 million d'euros issu de la revente des matériaux.

A retenir concernant les coûts et le financement de la gestion des déchets ménagers

- Un service majoritairement financé par la TEOM,
- Des coûts de gestion élevés pour l'ensemble des flux,
- Des coûts principalement affectés à la collecte et au transport.

2.3/ Focus sur les déchets de l'assainissement

En 2017, d'après les données fournies par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, la Corse compte 223 stations d'épuration des eaux usées (STEU). Un chiffre en progression depuis 2009 d'après le rapport de la SATESE 2014.

Tableau 31 : Nombre de STEU depuis 2009 (Source : SATESE 2014 et data.gouv.fr)

	2009	2012	2017
Nombre STEU	85 ²⁶	99 ¹	223 ²⁷
Source	Rapport SATESE 2014, données 2012		Ministère de la Transition Ecologique et solidaire, 2017

Ces stations ont produit en 2017 près de **6 000 tonnes en matières sèches de boues**.

Une majorité des boues produites font l'objet d'une valorisation organique selon les données de l'OEC, principalement par compostage.

Tableau 32 : Principales collectivités productrices de boues de STEP (Source : MTES 2017)

Agglomération	Tonnes boues MS produites
CA Ajaccio	1 567
CA Bastia	1 508
Porto Vecchio	405
SIVOM de la Marana	382
Calvi	291
SIVOM de CAVO	246
SIVOM de la RIVE SUD	224
Ghisonaccia	178
Ile Rousse	213
TOTAL	5 013 tonnes soit 84% du gisement total produit

Aucune information récente n'est disponible pour les autres gisements de déchets d'assainissement (refus de dégrillage, flux issus de l'assainissement non collectif...).

Une actualisation de ces données est prévue au cours de l'année 2020, ce qui permettra de connaître plus finement les gisements et les destinations des déchets

²⁶ SATESE, Mise à jour de l'importance du gisement de boues de stations d'épuration en Corse et destination, état des lieux en 2012, février 2014

²⁷ Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>, 2017

d'assainissement collectif de Corse, et ainsi de définir les enjeux pour l'analyse prospective.

Les plateformes de compostage identifiées accueillant les boues de STEP actuellement sont :

- Lombricorse à Poggio de Venaco,
- Compost Sud Corse à Sainte-Lucie de Porto-Vecchio.

La CA Bastia exporte ses boues vers le continent.

A noter qu'un projet de plateforme de gestion des boues de STEP devrait voir le jour fin 2020 sur la commune de Coggia près de la station d'épuration actuelle, cette plateforme sera gérée par le SIVOM Vico - Coggia et récupérera les boues des communes de Piana, Sagone, Porto et Cargèse.

A retenir concernant les déchets d'assainissement

Des progrès significatifs sur la gestion des déchets d'assainissement en Corse :

- Une densification des STEP,
- Une valorisation organique majoritaire des boues produites,
- Le déploiement d'installations de valorisation sur l'île permettant de limiter les exports.

3/ Une connaissance des déchets non dangereux des activités économiques à parfaire

3.1/ Les déchets non dangereux non inertes des activités économiques (hors déchets BTP) : une gestion perfectible

Les déchets non dangereux non inertes des professionnels (DNDNI), hors déchets du BTP, regroupent un ensemble de déchets, définis par défaut, qui ne présentent aucune des caractéristiques spécifiques aux déchets dangereux et qui ne sont pas inertes (gravats). On y retrouve :

- Des déchets recyclables : verre, métaux, cartons, papiers, bois, plastiques, ...
- Des déchets organiques (hors déchets agricoles gérés in-situ),
- Des déchets en mélange.

Dans ce paragraphe sont concernés les DNDNI des activités économiques, y compris les déchets agricoles mais excluant les déchets du BTP, évoqués dans un chapitre dédié (5/).

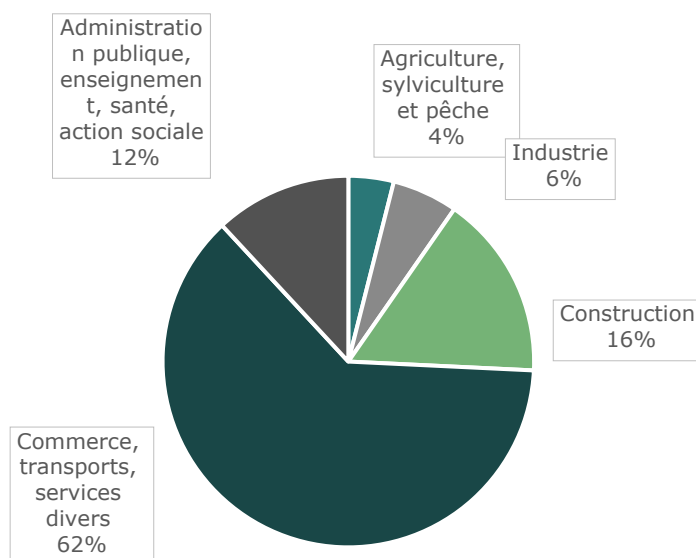
3.1.1/ Des activités tertiaires majoritaires dans le tissu économique territorial

En Corse, après une phase de forte hausse, le PIB stagne depuis 2011. Le PIB par habitant reste en deçà de la moyenne de province, mais l'écart se réduit.

La richesse de la Corse est principalement portée par le secteur tertiaire marchand, à laquelle contribuent les activités liées au tourisme. Le secteur tertiaire non marchand et la construction constituent également une part importante de la richesse du territoire.

La Corse compte au 31 décembre 2015, 46 635 établissements actifs tous secteurs d'activités confondus. 62% d'entre eux concernent le secteur du commerce, transports et services divers. Le secteur de la construction compte quant à lui 16% des établissements.

Figure 109 : Répartition des établissements actifs au 31 décembre 2015 par secteur d'activité (INSEE 2018)



Les petits établissements dominent le tissu économique régional : **96 % ont moins de 10 salariés**. En 2017, 3 970 entreprises sont créées dans la région, 35 % sous forme de micro-entreprises soit une part plus faible qu'en 2009 (52 %), à l'image du niveau national. Enfin, l'artisanat est développé : avec 394 entreprises pour 10 000 habitants, l'île enregistre la densité artisanale la plus forte de France.

En Corse, les activités industrielles les plus développées sont l'agroalimentaire et l'énergie. En 2017, les énergies renouvelables représentent le quart de la production d'électricité de l'île.

Enfin, l'année 2017 est favorable pour l'activité touristique. Le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports insulaires est en hausse (9,4 millions de passagers enregistrés) ainsi que la fréquentation des hébergements touristiques marchands.

3.1.2/ Une production de déchets qui reste à estimer

Les gisements de déchets non dangereux des activités économiques sont traditionnellement méconnus en raison de l'absence de traçabilité, et donc de possibilité de consolidation à une échelle territoriale.

Les estimations réalisées reposent en général sur des enquêtes par typologie d'entreprises (nature de l'activité, nombre de salariés...), extrapolées ensuite en fonction des profils de territoire, et sur les registres de déchets entrants en installations de valorisation et d'élimination.

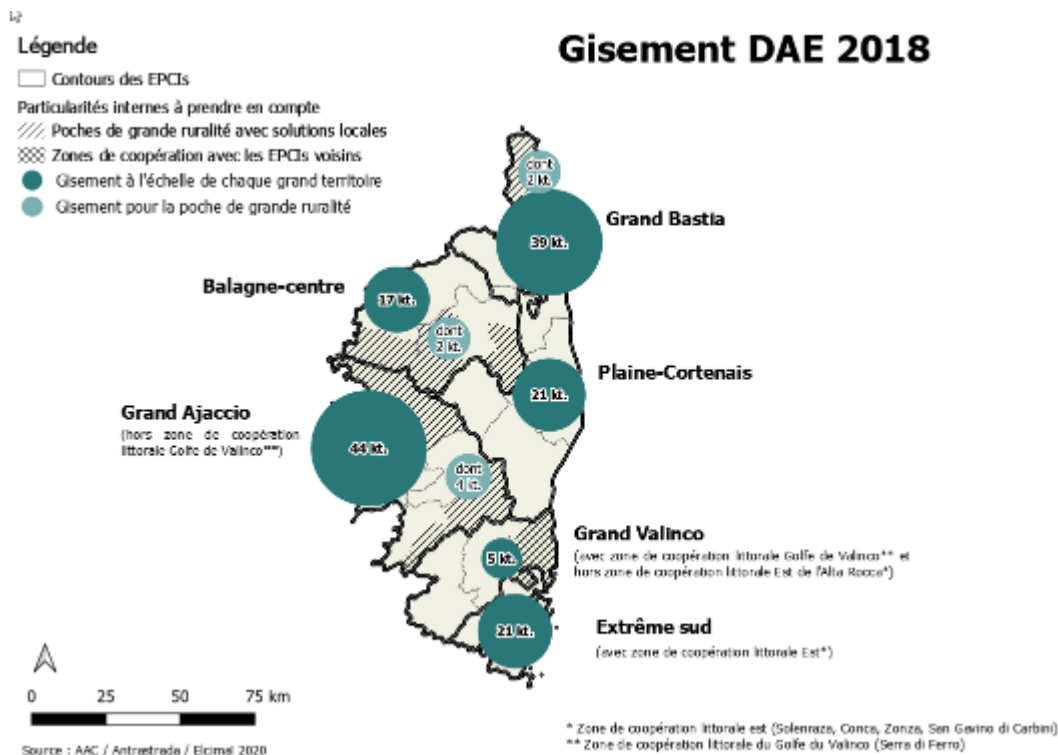
Selon l'OEC, **146 000 tonnes de DAE** auraient été produites en 2010 en Corse²⁸, sans plus de détail. L'estimation est réalisée sans connaissance précise du gisement

²⁸ Cette estimation a été réalisée à partir d'une étude menée par le Cabinet MERLIN pour le compte de l'OEC

et en considérant qu'une part importante est collectée avec les DMA. Cette estimation présente des incertitudes qu'il n'est pas possible d'évaluer à ce jour.

Une approche territoriale estimative de la production de ce gisement a été effectuée en fonction du tissu économique en Corse en considérant tous les secteurs d'activités à l'exclusion du BTP, traités par ailleurs.

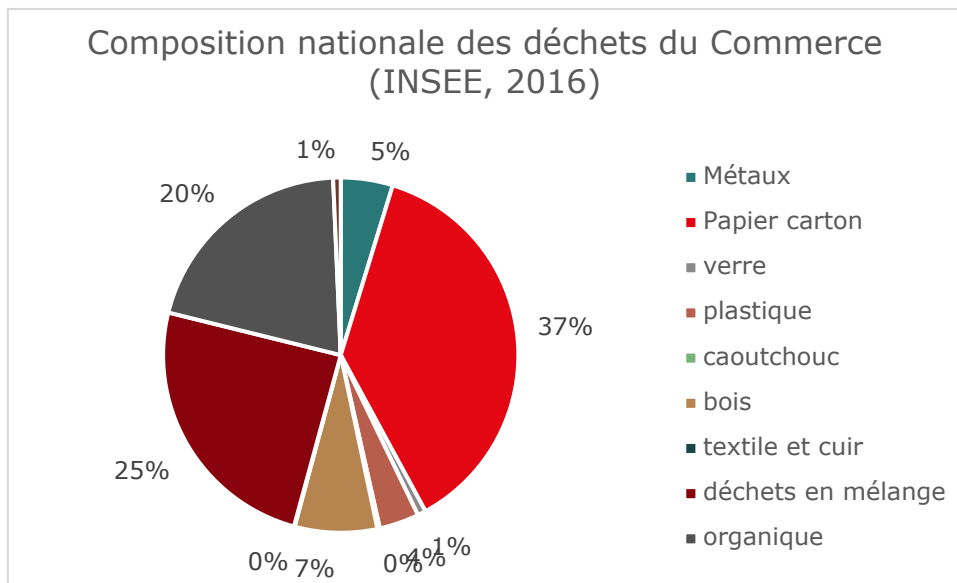
Figure 110 : Cartographie du gisement des DAE produits en Corse en 2018



Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Les déchets produits par ces activités sont très variés : plastiques, verre, métaux, papier, bois, mélange, textiles, fermentescibles, dangereux. Il n'y a pas à ce jour de données sur la composition des déchets des entreprises corses. Toutefois l'INSEE, à l'échelle nationale les déchets des entreprises du commerce de plus de 20 salariés seraient composés de 37% de papiers-cartons, 25% de déchets en mélange et 20% de verre. Les données ne sont pas disponibles pour les entreprises de moins de 20 salariés, aussi il faut prendre ces chiffres avec précaution car le profil des entreprises corses sont plutôt des TPE et PME).

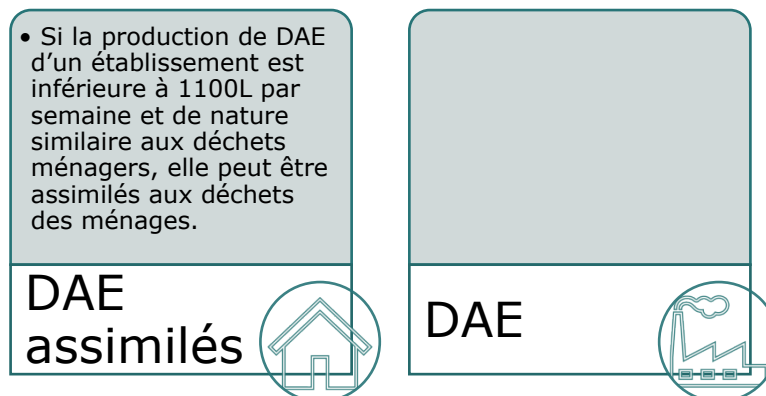
Figure 111 : Composition nationale des déchets des entreprises du commerce (INSEE, 2016)



Champ : établissements du commerce (hors commerce automobile) de 20 salariés ou plus.

Source : Insee, enquête sur la production de déchets non dangereux dans le commerce 2016

En Corse, les collectivités jouent un rôle clé dans la gestion des DAE, de nombreux flux étant gérés via le service public de gestion des déchets.



A l'échelle nationale, la part des déchets assimilés est de l'ordre de 20% de DMA. En Corse, cette proportion est plus élevée au vu de la part des TPE et PME. Selon le PPGDND elle est de 30% en Corse.

Conscients de ce déficit d'information à l'échelle nationale et des enjeux associés, l'Etat s'est engagé via l'ADEME dans la co-construction d'une méthode harmonisée d'observation des déchets d'activités économiques avec l'ensemble des parties prenantes, de façon qu'une méthode d'estimation simple et commune à tous soit disponible. La publication du guide méthodologique d'évaluation des gisements a eu lieu en septembre 2020.

L'OEC s'appuiera sur cette méthode dès que possible pour l'estimation des gisements de DAE du territoire.

A retenir concernant la production des DAE

- Une part de **DAE assimilés aux déchets des ménages** très importante due à la surreprésentation des petits établissements (30% d'assimilés dans les DMA),
- Un gisement peu suivi, une évolution inconnue depuis 2010.

3.1.3/ Des pratiques non conformes qui tardent à se résorber, une offre de service limitée, des filières de gestion peu connues

Selon la CCI, les entreprises qui assurent une gestion conforme de leurs déchets ont recours :

- Au service public d'élimination des déchets (SPED) notamment pour les petits producteurs et les DMA,
- Aux prestataires privés spécialistes de la collecte et du traitement/valorisation des déchets.

En 2018, l'accès des professionnels est ouvert sur 33 déchèteries dont 26 publiques et 7 privées (source : OEC et Syvadec). Une seule déchèterie publique n'accepte pas les professionnels.

Depuis 2015, l'accès des professionnels aux déchèteries du SYVADEC est restreint. La saturation des sites suscitée notamment par les apports massifs de gravats a contraint le syndicat à réglementer les accès des professionnels. Sur le principe, les professionnels disposent d'un certain nombre de crédits chaque année débités à chaque passage selon la taille du véhicule. L'accès est donc contrôlé et les apports de gravats et de DDS ne sont pas acceptés. Les apports de déchets d'ameublement et DEEE restent toutefois gratuits pour tous les types de véhicules.

A ce jour, les données disponibles ne permettent pas de déterminer la part des DAE faisant l'objet d'une valorisation de celle faisant l'objet d'un traitement sans valorisation, ni même celles qui sont gérées sur le territoire ou exportées vers le continent.

En l'absence, des éléments récents propres à la Corse sur les filières suivies des estimations ont été réalisées par extrapolation de données disponibles sur des territoires aux profils similaires à la Corse (attrait touristique, profil économique semblable) afin de consolider les éléments du PPGDND Corse 2018.

Ces estimations seront donc à revoir à l'issue du travail sur l'estimation des gisements et des filières suivies par l'OEC lorsque le guide ADEME sera disponible.

La méthode utilisée pour les filières DAE est la suivante :

- Sources prises en compte :
 - Données PPGDND de Corse 2018,

- Données des PTPGD PACA, Occitanie, Nouvelle Aquitaine et Bourgogne Franche Comté (afin de tenir compte des évolutions récentes)
- Hypothèses appliquées :
 - Pas de valorisation énergétique en Corse (transfert de la valorisation énergétique vers le stockage pour les régions utilisant ces 2 modes de traitement)
 - Données de la Nouvelle Aquitaine non prise en compte car pas assez détaillée.
 - Calcul de la moyenne des sources disponibles pour chaque filière
- Résultats obtenus :

Tableau 33 : Estimation des gisements DAE orientés vers les différentes filières de gestion des déchets en 2018

Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Pour 2018	Valorisation matière	Valorisation organique	Valorisation énergétique	Stockage	Inconnu	TOTAL
Rappel des données connues mais très incomplètes	?	?	?	22 000 t	?	146 000 t
Estimation de la répartition DAE (DNDNI) selon les filières (moyennes des sources utilisées)	24%	8%	0%	26%	43%	100%
	34 500 t	11 500 t	0 t	37 600 t	62 400 t	146 000 t

La seule donnée disponible pour la Corse concerne le tonnage de DAE orientés en ISDND et estimé à 22 000 tonnes en 2018. Ce tonnage est estimé à partir des données de tonnages entrants en ISDND, déduit des apports de DMA.

Le gisement inconnu peut concerner :

- Des flux dont la traçabilité n'est pas assurée mais qui sont gérés dans des installations et des filières conformes à la réglementation
- Des flux ne faisant pas l'objet d'une gestion conforme.

Malgré les obligations réglementaires, l'usage de **pratiques illicites** type dépôts sauvages ou brûlage resterait fréquent en Corse selon les constats réalisés par les fédérations professionnelles et les Chambres consulaires.

A ce jour, les données disponibles ne permettent pas de déterminer le poids de ces pratiques. Le tri et la gestion conforme des déchets des professionnels sont menés à l'initiative de certaines entreprises sensibilisées mais seraient loin d'être des pratiques systématiques en Corse, notamment dans le secteur du BTP.

A titre d'exemple, très peu d'entreprises ont demandé la réalisation du diagnostic déchets proposé par la CCI 2A (visite du site, réalisation d'un état des lieux, catégorisation des déchets et préconisations pour améliorer la gestion des déchets) qui permet d'accompagner les entreprises vers une gestion plus vertueuse de leurs déchets.

Les **freins évoqués pour une gestion conforme** des déchets sont les suivants :

- Le coût induit par la gestion des déchets (liée en partie à l'insularité du territoire, l'absence de concurrence, les investissements importants pour créer des plateformes alors que les volumes à traiter restent faibles ...),
- Les restrictions d'accès sur les déchèteries publiques qui ont réduit le nombre d'exutoires pour certains producteurs professionnels,
- Le manque de volonté de certains professionnels pour améliorer leur gestion des déchets,
- L'absence de solutions pour certains types de déchets (exemple les palettes),
- Un maillage insuffisant d'installations, nécessitant aux professionnels de parcourir des distances importantes pour évacuer leurs déchets.

La pertinence du maillage des installations s'étudie en vérifiant si :

- 1/ Le nombre d'installations est suffisant par rapport au gisement
- 2/ La proximité des installations est suffisante par rapport aux zones de production.

Pour le premier point, l'analyse croisée des gisements estimés produits de DAE et des installations présentes montre que le nombre d'installations accueillant les déchets professionnels est en théorie en nombre suffisant. En effet le nombre de tonnes estimées ramenées à 1 installation est assez faible (en moyenne 1 installation pour 4 000 tonnes). Toutefois le nombre d'installations n'est pas cohérent avec le gisement à traiter. L'Extrême Sud dispose par exemple de 3 installations pour un gisement de 21 000 t alors que le Grand Valinco dispose du même nombre d'installations pour seulement 5 000 tonnes.

Tableau 34 : Comparaison du gisement estimé de DAE en 2018 avec le nombre d'installations accueillant les DAE

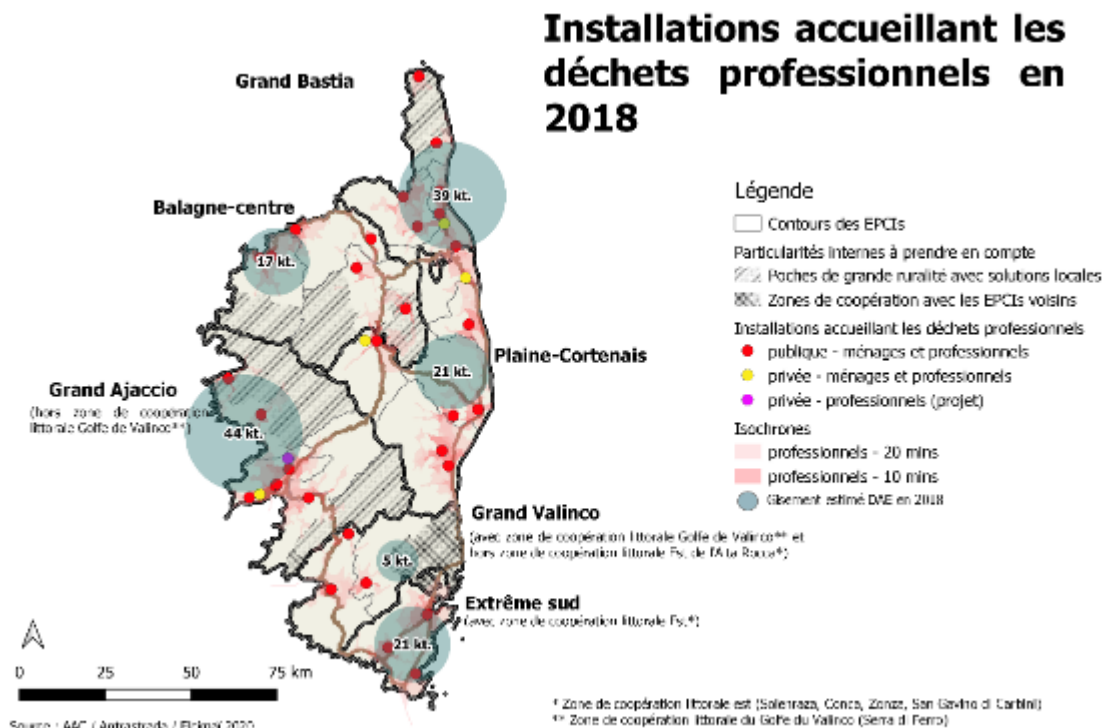
Territoires	Nombre d'installations accueillant les déchets des professionnels	Gisement DAE estimé en 2018	Ratio
Grand Bastia	8	39 ktonnes	1 installation pour 4 900 t
Balagne-Centre	6	17 ktonnes	1 installation pour 2800 t
Grand Ajaccio	9	44 ktonnes	1 installation pour 4 900 t
Extrême Sud	3	21 ktonnes	1 installation pour 7 000 t

Grand Valinco	3	5 ktonnes	1 installation pour 1 700 t
Plaine-Cortonais	8	21 ktonnes	1 installation pour 2 600 t

Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Pour le second point d'analyse, la carte ci-dessous montrent les isochrones à 10 et 20 minutes de trajet autour de chaque installation. Certains territoires pourraient être densifiés en installation pour répondre à une logique de proximité : Balagne-Centre, Grand Bastia, Grand Ajaccio, Extrême Sud. Ils présentent des zones de production (proches des zones urbaines et des axes routiers) à plus de 20 mins d'une installation. Sans une estimation précise des DAE produits sur le territoire (en attendant la méthode harmonisée de l'ADEME), la projection du nombre d'installations nécessaires ne peut être réalisée avec certitude. Cette analyse devra être affinée lors du suivi de la mise en œuvre du PTPGD.

Figure 112 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets professionnels en 2018 (OEC)



Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

A noter toutefois que ces analyses ont permis de construire les scénarios du PTPGD présentés dans le chapitre 3 en tenant compte des éléments prospectives sur la production des déchets à horizon 2033 et des orientations retenues pour le PTPGD.

Malgré tout, les fédérations professionnelles et les chambres Consulaires tentent de sensibiliser les acteurs professionnels aux problématiques de gestion des déchets. La CCI 2A par exemple a mis en place :

- La diffusion d'une newsletter,
- Un guide de gestion des déchets en partenariat avec la CC Centre Corse en 2013,
- Une campagne de communication sur les huiles alimentaires usagées.

Bien que les actions restent relativement limitées et inégales selon les territoires, la fusion des CCI des deux départements en janvier 2020 devrait permettre de mutualiser et d'homogénéiser à l'échelle de la Corse certaines actions et ainsi permettre une plus forte implication des entreprises dans l'amélioration de leur gestion des déchets.

Le rôle des organismes relais, tout comme des maitres d'ouvrage, semble déterminant pour l'amélioration des pratiques sur le territoire. Renforcement des campagnes de sensibilisation, déploiement de politiques et de pratiques incitatives (intégration de clauses sur la gestion et la traçabilité dans les cahiers des charges...), mise à disposition d'installations de collecte de proximité et renforcement des contrôles et des sanctions sont autant de leviers qui permettront d'améliorer les pratiques à moyen terme, et ainsi de limiter l'impact environnemental.

A retenir concernant les filières et pratiques de la gestion des DAE

- Des gisements méconnus freinant l'essor de nouveaux projets,
- L'absence de traçabilité permettant une approche consolidée,
- Des pratiques non conformes qui tardent à se résorber, une offre de service limitée, des filières de gestion peu connues,
- Un maillage de point de collecte insuffisant (retours des entretiens des professionnels et des groupes de travail),
- L'importance capitale de l'implication de l'ensemble des parties prenantes (fédérations, maîtrise d'ouvrage, état et collectivités...) pour faire progresser les pratiques.

3.2/ Focus sur certains flux de déchets

3.2.1/ Les déchets non dangereux agricoles et/ou issus de l'industrie agro-alimentaire

Une agriculture diversifiée à l'échelle du territoire

L'agriculture représente 4% des établissements actifs au 31 décembre 2015 selon les chiffres INSEE de 2018, et une surface agricole utilisée de 159 000 ha soit 1/5 du territoire régional (contre la moitié à l'échelle du territoire national).

Bien que disposant de la plus petite surface agricole de France continentale, le territoire se caractérise par la présence de nombreuses filières de production aussi

bien animales que végétales. Les systèmes de productions insulaires sont ainsi très variés.

Selon les informations disponibles sur la base de données Agreste, cette surface est partagée par 2 626 exploitations en 2013 et se caractérise par une prédominance :

- D'élevages bovins et ovins notamment en montage
- De cultures viticoles et arboricoles sur la côte orientale de l'île.

Figure 113 : Répartition des exploitations agricoles moyennes et grandes présentes sur le territoire selon leur spécialisation (source : INSEE, la Corse en bref 2019, sur la base d'Agreste 2013)

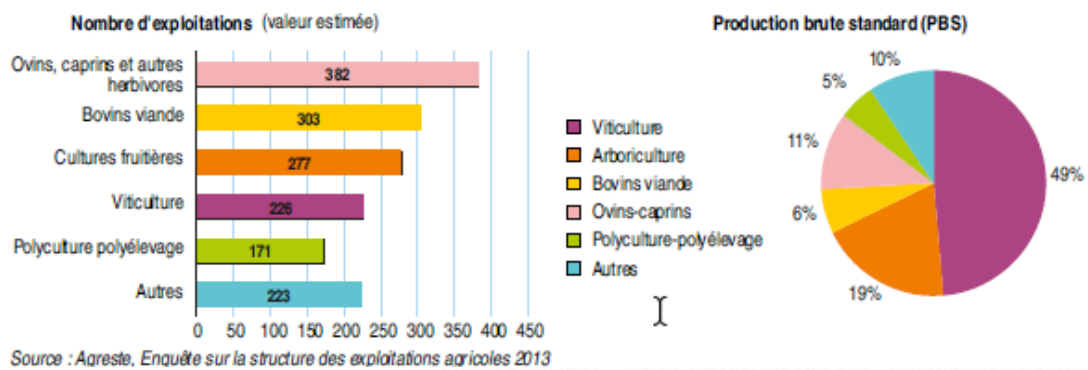
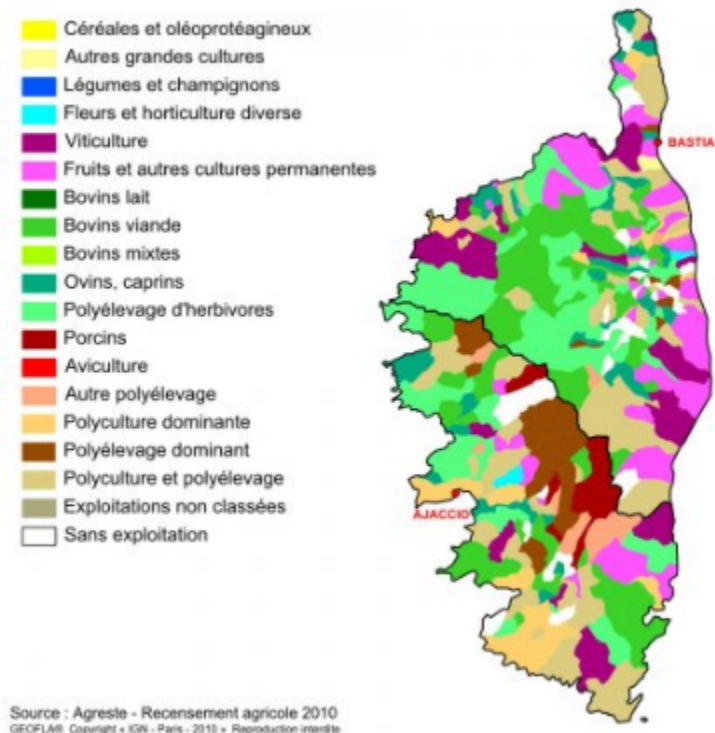


Figure 114 : Orientations technico-économiques de l'agriculture (source : Agreste 2010)



Les activités agricoles sont productrices de déchets non dangereux divers faisant l'objet de filières spécifiques, tels des déchets fermentescibles, des pneus, des films agricoles usagés, des ficelles usagées, des emballages vides de produits phytosanitaires, de produits fertilisants...

Focus sur les déchets fermentescibles

Les déchets fermentescibles agricoles sont difficiles à estimer et la limite entre « déchets » et « biomasse » n'est pas évidente. En effet, les résidus de production qui ne sortent pas du site, ne sont pas comptabilisés comme déchet. La définition de « déchet » s'applique dès lors que ces résidus quittent le site de production. Les effluents d'élevage ou les déchets végétaux traités sur place, ne sont donc pas des déchets.

La chambre d'agriculture de Haute-Corse a confirmé l'absence de système de collecte connu sur le territoire.

Les travaux menés dans le cadre de l'élaboration du schéma régional biomasse ont néanmoins permis de quantifier certains gisements.

Résidus d'origine végétale

Le gisement de co-produits ou résidus agricoles et agroalimentaires est difficile à appréhender compte-tenu des données disponibles et des spécificités du territoire (densités de plantation, stabulation, animaux en semi-liberté...).

Selon les informations disponibles dans l'état des lieux, les modes de valorisation de la biomasse agricole et agro-alimentaires sont nombreux (alimentation des animaux de rente, amendements, etc.). Néanmoins, certains gisements de résidus organiques agricoles ne trouvent pas de débouchés et présentent des enjeux économiques, environnementaux, ou sanitaires.

Les co-produits et résidus issus de la récolte et de l'entretien des vergers et des vignes (bois de taille, restructuration et arrachage), qui peuvent représenter des volumes importants, sont actuellement broyés sur place et constituent un apport de matière organique. Occasionnellement, pour des motifs sanitaires, il arrive qu'ils soient brûlés sur place. La dispersion du gisement contraint fortement les autres possibilités de valorisation (contraintes logistiques, coût économique et environnemental lié au transport...).

Les écarts de tri des fruits au moment de la récolte ou du conditionnement peuvent également représenter des volumes substantiels. La tendance observée (notamment au niveau des vergers de pomelos) est de privilégier leur restitution au champ au moment de la récolte. Ceux produits au moment du conditionnement sont majoritairement mis en décharge ; ils constitueraient potentiellement un gisement valorisable, avec un pouvoir méthanogène intéressant (18% MS : 508 Nm³ CH₄/t MO) mais une forte saisonnalité (novembre à janvier pour les clémentines, mars à mai pour les pomelos).

Les marcs et les rafles de raisin des coopératives sont actuellement valorisés par compostage auprès d'une entreprise spécialisée. Les grignons (et les feuilles) issus des moulins sont actuellement non valorisés. Ils présentent un pouvoir méthanogène moyen (330 Nm³ CH₄/t MO pour les grignons et 270 Nm³ CH₄/t MO pour les feuilles) et une forte saisonnalité (novembre à décembre).

Enfin, les résidus issus de la transformation des plantes aromatiques et médicinales (huiles essentielles) seraient la plupart du temps stockés à l'air libre et brûlés, ou rarement valorisés par compostage, alors que leur méthanisation permettrait de couvrir 15 à 60% des besoins de la chaudière génératrice de vapeur pour la distillation. La valorisation des drêches associées à un ou des cosubstrats (200 à 1200 t fumier/an en particulier) équivaudrait à des unités de puissance électrique installée comprise entre 13 kWe et 242 kWe.

Tableau 35 : Synthèse des résidus de production végétale potentiellement valorisables énergétiquement (source : SRB, 2019)

Ressource	Volume total produit	Valorisation actuellement utilisée non énergétique	Volume actuellement utilisé énergie	Volume « disponible » supplémentaire (Gisement Mobilisable pour énergie)
Pomelos et clémentines non calibrés	700 + 2000 tMb	Valorisation matière pour une faible part	0	2700 tMB
Taille arbres fruitiers	16 000 tMS	Valorisation matière (broyage/compostage)	0	
Marc et rafles de raisins	3 800 tMb (Etude S3D plaine orientale) En se basant sur la production 2016 (DRAAF) : environ 7600 t de marc	Compostage	0	
Sarments et ceps de vignes	17 000 tMS	Valorisation matière (broyage/compostage)	0	
Grignons d'olives	300-550 tMb	Non valorisés	0	300-550 tMb
Drêches de distillation (PPAM)	Selon les sites	Compostage, valorisation matière	0	Entre 13 et 242 kW/site (avec co-substrats) : faible gisement

Résidus d'origine animale

Au vu de la spécificité pastorale de la plupart des élevages, une grande partie des effluents est dispersée sur les parcours et restituée directement au sol. Les effluents collectés dans les bâtiments d'élevages sont épandus, parfois compostés. La substitution des engrais minéraux par des engrais organiques de type compost pour la fertilisation des prairies est soutenue par une Mesure agroenvironnementale et Climatique (MAEC *Prairie-3* incluse dans la Mesure 10 du Programme de développement rural de la Corse -PDRC-). Néanmoins, les effluents des filières ovine et volaille seraient susceptibles d'être mobilisés pour la méthanisation.

Tableau 36 : Synthèse des résidus de production animale potentiellement valorisables énergétiquement (source : SRB, 2019)

Ressource	Volume total produit	Valorisation actuellement utilisée non énergétique	Volume actuellement utilisé énergie	Volume « disponible » supplémentaire (Gisement Mobilisable pour énergie)
Fumiers ovins et volailles	3100 tMb/an ²⁹	Valorisation matière	0	Méthanisation possible

Résidus de la transformation

Les drêches constituent le principal coproduit de brasserie (secteur en développement). Elles correspondent aux enveloppes du grain d'orge ou d'autres céréales (de 25 à 30%) sous 2 formes : humide (80 % d'eau pour une valorisation immédiate), ou déshydratée (agglomérées en granulés).

L'industrie laitière quant à elle regroupe un grand nombre de secteurs d'activités différents générant chacun des coproduits variés, dont principalement le lactosérum : produit liquide provenant de l'industrie fromagère et de la fabrication des caséines. Le volume disponible de lactosérum issu de la transformation fromagère a été inventorié sur la plaine orientale.

Les déchets carnés peuvent être issus des élevages, abattoirs et ateliers de découpe ou de transformation charcutière, industries agroalimentaires, boucheries, GMS.

Tableau 37 : Synthèse des résidus de transformation agroalimentaire potentiellement valorisables énergétiquement (source : SRB, 2019)

Ressource	Volume total produit	Valorisation actuellement utilisée non énergétique	Volume actuellement utilisé énergie	Volume « disponible » supplémentaire
Drêche de brasserie		Alimentation animale ?	0	
Résidus industrie laitière et fromagerie	2 100 m ³ /an	Alimentation porcine	0	Méthanisation possible
Déchets carnés et abattoirs	700 t de suif (boucheries et grossistes 2B) Les sous-produits de catégorie 3 ont été évalués à 203 t/an sur deux abattoirs et environ 300 t avec les graisses et sang.		0	Méthanisation possible

Pour ces flux, le projet de SRB recommande une approche d'économie circulaire, c'est-à-dire dans le respect du principe de proximité.

Pour assurer la gestion d'une partie de ces déchets, il a été identifié que la plateforme de compostage d'Aghione (Francisci) accueillait des déchets fermentescibles agricoles et que d'autres projets étaient en cours de mise en œuvre, dont la création d'un méthaniseur couplé à un atelier de finition de veaux pour capter du méthane, « Vaccaghja Energia » (projet collectif porté par un Groupe d'Intérêt Économique et Écologique composé de 11 éleveurs, soutenu par la Chambre d'agriculture), qui devrait voir le jour en 2022.

Autres déchets non dangereux

Créée en 2001, la société ADIVALOR organise et finance tout ou partie de la collecte et de l'élimination de certains déchets agricoles :

- Les emballages vides de produits phytopharmaceutiques (EVPP),
- Les emballages vides de produits fertilisants et amendements (EVPF),
- Les emballages vides de semences (EVSP),
- Les films agricoles usagés (FAU),
- Les ficelles et filets balles rondes (FIFU).

Selon ADIVALOR, en 2018, 33,7 tonnes d'emballages vides et 34,3 tonnes de plastiques usagés ont été collectés sur le territoire, soit 68 tonnes de déchets non dangereux issus des activités agricoles. En France, en 2017 selon le rapport d'activité d'ADIVALOR, le taux de collecte moyen est de 66%, et positionne donc le gisement potentiel à 103 tonnes pour la Corse.

En matière de gestion, les EVPP et les EVPF sont collectés 2 fois par an (en juin et octobre) sur les sites des principaux distributeurs (CAP, CANICO et CAVICA). Adivalor sollicite ensuite un prestataire pour le transport de ces déchets vers des sites de traitement sur le continent (Chimirec).

Pour accompagner les agriculteurs dans l'amélioration de leurs pratiques pour la gestion des déchets, la chambre d'agriculture de Haute Corse réalise du conseil auprès des exploitants (sensibilisation et information sur les consignes de tri).

Parmi les freins d'ores et déjà identifiés pour la collecte, les complications logistiques liées à la dissociation des transports de distribution de produits phytosanitaires et de rapatriement des déchets.

Par ailleurs, les coopératives agricoles contactées (CANICO et CAVICA) indiquent être prêtes à trier plus mais au juste prix et conjointement à la mise en place de moyens adaptés pour y arriver. Actuellement, elles mettent en place de leurs propres initiatives et à leurs frais des solutions pour permettre le tri de leurs déchets (location de bennes, frais de transport...) tandis qu'elles paient des coûts relativement élevés de TEOM pour un service partiellement rendu.

Focus sur les déchets dangereux issus de l'agriculture

Selon ADIVALOR, 869 kg de produits phytosanitaires non utilisables (PPNU) ont été collectés en 2018 sur le territoire ; aucun équipement de protection individuel usagé (EPIU) n'a en revanche été collecté. D'après le rapport d'activité ADIVALOR 2017, le ratio de production de déchets dangereux national s'élève à 2,76g/hab soit un gisement potentiel pour la Corse de 886 kg. Actuellement, le taux de collecte des déchets dangereux des activités agricoles est de 98%.

La quantité de PPNU est en baisse depuis 2016 (1,31 tonnes en 2016 et 1,25 tonnes en 2017).

D'après ADIVALOR, 90% des déchets collectés issus des activités agricoles (hors fermentescibles mais y compris déchets dangereux) sont recyclés dans des installations spécialisées.

3.2.2/ Les pneumatiques

La collecte des pneus est assurée par Environnement Services pour le compte d'Aliapur directement auprès des professionnels. D'après les données de l'OEC, 3 collectivités acceptent également les pneus sur leurs déchèteries : la CC Fium'Orbu Castellu « Village », la CC Ile Rousse Balagne Corbara et la CC Marana Golo « Lucciana ».

2 937 tonnes de pneus usagés ont ainsi été collectés en 2017 d'après SINOE et l'OEC (source ALIAPUR), dont 85% de pneus usagés de cyclomoteurs et véhicules légers.

En l'absence de filière de traitement sur le territoire, les déchets collectés sont exportés vers le continent pour être traités.

3.2.3/ Les sédiments de dragage

La CCI Haute Corse assure l'exploitation des ports de Bastia et l'Ile Rousse. En tant qu'exploitant, elle a en charge les opérations de dragage éventuelles. Sur son périmètre, la CCIHC n'a réalisé aucune opération de dragage mais seulement une opération de déplacement de sédiments à l'intérieur du bassin St Nicolas en juin 2018.

Pour la Corse du Sud, la CCI assure les opérations de dragage pour les ports d'Ajaccio et de Porto Vecchio. En 2018, 3 000 m³ de sédiments, tous non dangereux, ont été dragués, le détail des opérations réalisées est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 38 : Volumes des sédiments de dragage évacués en 2018 en Corse (CCI, 2019)

Port concerné	Période de dragage	Volume évacué
Bastia	-	-
Ile Rousse	-	-
Ajaccio	Avril 2018	1 000 m ³
	Novembre 2018	1 000 m ³
Porto Vecchio	Avril 2018	1 000 m ³

Aucune information concernant les besoins à venir n'est disponible.

3.2.4/ Les mobil-homes usagés

La filière de gestion des mobil-homes usagés est encadré par l'Eco-organisme Eco Mobil-Home.

Cette filière a été mise en place en Corse en 2016.

En 2018, 13 mobil-homes usagés ont été déconstruits par cette filière soit 56 tonnes. Un chiffre plus faible qu'en 2017 où 33 mobil-homes ont été déconstruits pour 114,5 tonnes.

Entre septembre 2019 et août 2020, 13 unités ont été collectées représentant 49,4 tonnes.

Compte-tenu de l'offre d'hôtellerie de plein-air disponible sur le territoire, il est probable que ces flux soient amenés à grandir dans les années à venir.

4/ 15 400 tonnes de déchets dangereux produits sur le territoire et traités dans des filières spécialisées

4.1/ Les déchets dangereux

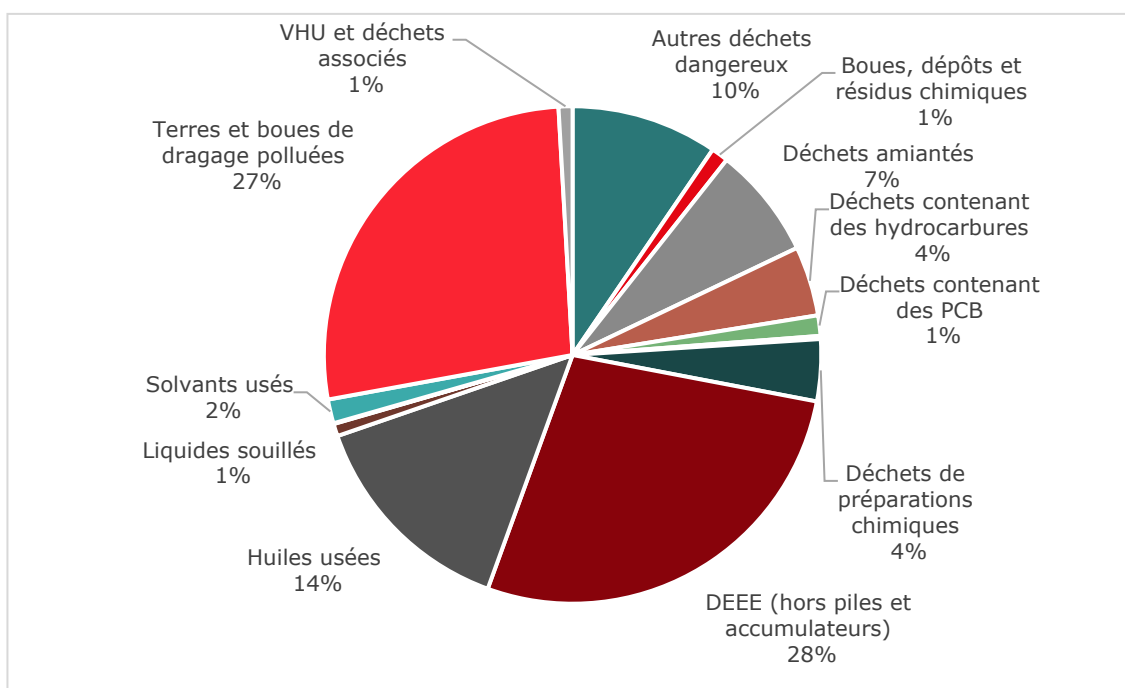
4.1.1/ 5 400 t de déchets dangereux traités dans des installations spécialisées (source GEREP)

Selon les données issues des déclarations des installations de traitement de déchets dangereux recensées à l'échelle nationales, **5 391 tonnes de déchets dangereux ont été collectées en région Corse en 2017**³⁰ et reçues sur ces installations.

Les natures et les origines de ces déchets sont très variées et sont présentées dans la figure ci-après.

Figure 115 : Répartition du gisement par nature de déchets, en 2017 (GEREP 2019)

³⁰ Selon les **déclarations des installations de gestion des déchets dangereux** : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib de l'arrêté du 31/01/08 assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux, déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

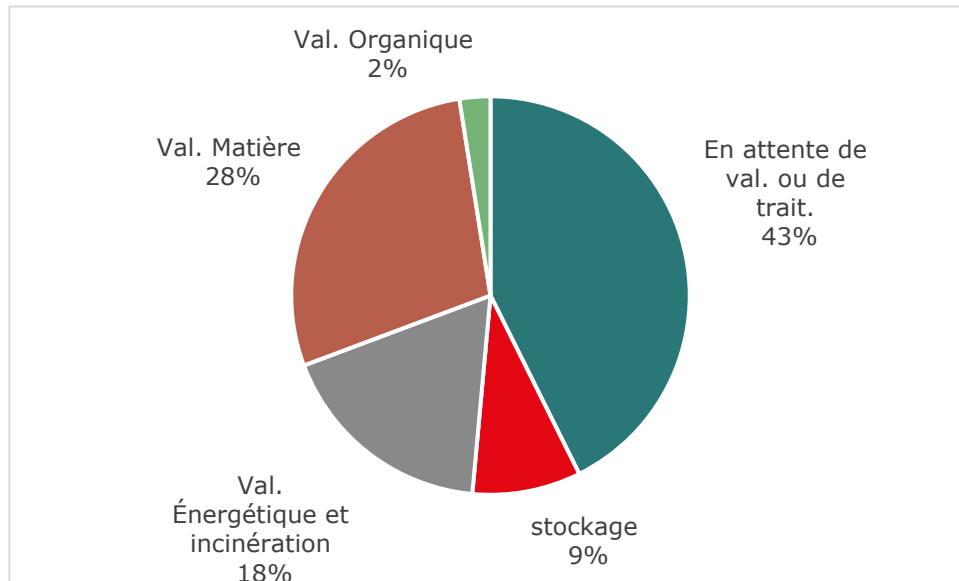


La figure ci-dessus laisse apparaître que les DEEE et les terres et boues de dragage polluées sont les principaux déchets dangereux traités, respectivement 27% et 28%. Les huiles usées concernent 14% du gisement.

Les installations accueillant les déchets dangereux de Corse sont toutes situées sur le continent, il n'existe aucune installation de traitement des déchets dangereux en Corse.

Les filières suivies pour le traitement des déchets dangereux de Corse sont principalement la valorisation matière à 28% et l'incinération à 18%. A noter que pour 43% du gisement, une filière intermédiaire est suivie mais la destination finale n'est pas disponible.

Figure 116 : Répartition des filières de traitement suivies pour la gestion des déchets dangereux de Corse (GEREP 2019)



4.1.2/ Seuls 23% des déchets produits proviennent de gros producteurs

Les entreprises soumises à autorisation au titre des ICPE et produisant plus de 2 tonnes de déchets dangereux par an sont soumises à une obligation de déclaration des gisements produits, ces informations étant ensuite capitalisées par la DREAL via une base de données dite GEREP.

Typologie des producteurs de déchets dangereux de plus de 2 tonnes / an

En Corse, 17 établissements produisent plus de 2t/an de déchets dangereux en 2017.

Tableau 39 : Producteurs de déchets dangereux de plus de 2 tonnes /an en 2017 (GEREP 2019)

Activité	Etablissement	Quantité produite en 2017 (tonnes)	Nature des principaux déchets
Commerce de gros de bois et de matériaux de construction	Carrière BETAG	16	99% déchets contenant des hydrocarbures 99%
Commerce de gros de combustibles et produits annexes	BUTAGAZ	3	85% déchets contenant des hydrocarbures
	Dépôt pétrolier de la Corse DPLC Lucciana	53	
Construction aéronautique	Corse Composites Aéronautiques	17	Résidus de produits chimiques et emballages souillés
Défense	2 ^{ème} REP	24	45% de déchets contenant des hydrocarbures
	Base aérienne 164 Ventiseri Solenzara	37	
	DEA Solenzara	15	30% autres déchets (résidus, emballages souillés) DEEE, Huiles usagées, ...
Entreposage et stockage frigorifique	Dépôts pétroliers de la Corse- DPLC Ajaccio	145	61% de déchets contenant des hydrocarbures 30% autres déchets (résidus, emballages souillés)
Entretien et réparation de véhicules automobiles	OCCA Pièces	14	62% huiles usagées 29% liquides souillés
Exploitation de gravières, sablières, extraction d'argiles et kaolin	Carrière de Baleone	1	57% liquides souillés
	Carrière Sablière Calenzana Balagne	6	
	Carrière SGBC Sartène	1	37% de déchets contenant des hydrocarbures
	CICO Carrière	<1	
Production de combustibles gazeux	ENGIE (2B) Station gaz Arinella	7	90% de déchets contenant des hydrocarbures
	ENGIE Station gaz Loreto	1	
Production d'électricité	Centrale thermique de Lucciana « A »	54	67% de déchets contenant des hydrocarbures 19% huiles usagées
	Centrale thermique de Vazzio	550	

Activité	Etablissement	Quantité produite en 2017 (tonnes)	Nature des principaux déchets
	Dépôt pétrolier de la Marana (EDF)	20	Divers : déchets de préparation chimique, Piles, accumulateurs, liquides souillés...
	EDF Production électricité insulaire – Etablissement de Haute Corse	281	

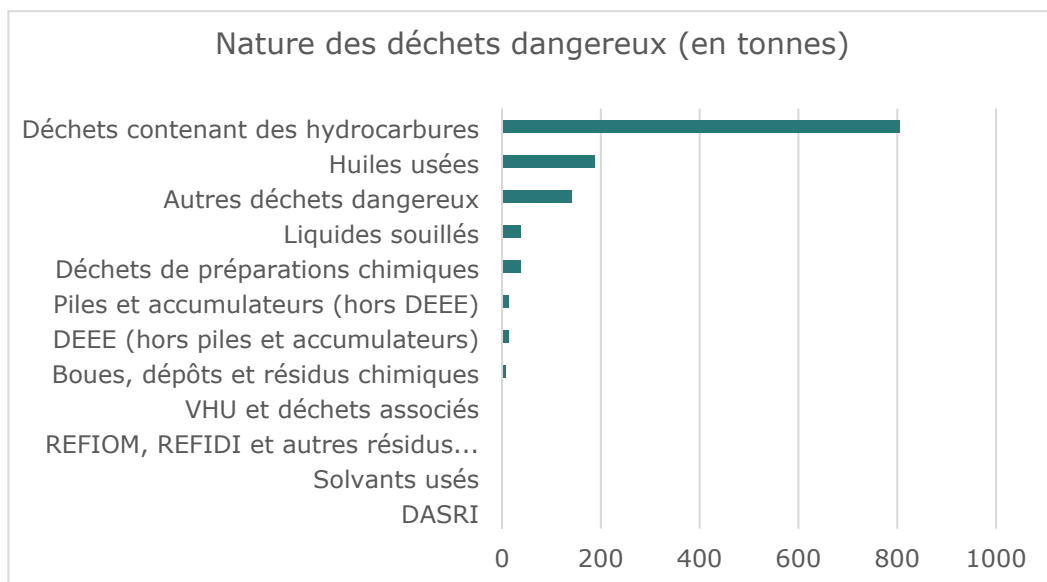
L'établissement CHIMIREC qui assure la collecte et le regroupement des déchets dangereux diffus a été exclu de ce récapitulatif pour éviter un double compte.

Quantité et qualité des déchets dangereux produits par les producteurs de plus de 2 tonnes /an

Les producteurs principaux de déchets dangereux de Corse ont produit en 2017 près de 1 242 tonnes de déchets dangereux (hors CHIMIREC qui assure le rôle de collecteur et n'est pas à considérer comme un producteur de déchets dangereux en tant que tel).

Ce gisement se compose à 65% de déchets d'hydrocarbures, 15% d'huiles usées et 11% d'autres déchets dangereux.

Figure 117 : Nature des déchets produits par les principaux producteurs de déchets dangereux en 2017 (GEREP 2019)



4.1.3/ Déchets dangereux diffus

Les travaux d'élaboration du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux avaient estimé le gisement potentiel non collecté à 3800 t. Il peut s'agir de tonnages collectés en mélange avec les déchets non dangereux ou de dépôts sauvages. La nature par flux n'est pas connue, ni leur répartition géographique.

Déchets dangereux diffus collectés en déchèteries

Le SYVADEC assure la gestion des déchèteries du territoire de Corse. En 2018, **126 tonnes de déchets dangereux** ont été collectées sur ces sites.

Ces déchets correspondent aux Déchets Dangereux Spécifiques.

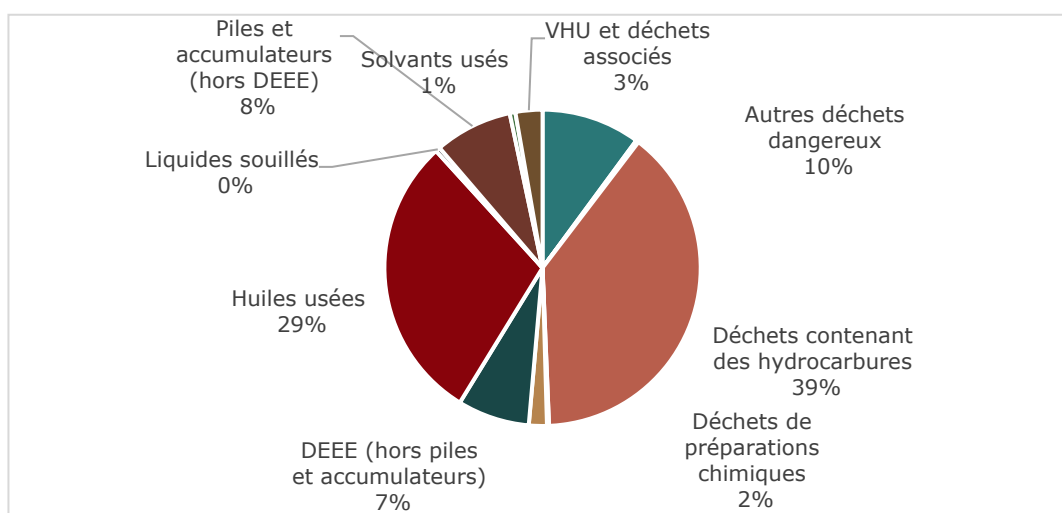
En 2017, les déchets pris en compte par l'éco-organisme Eco-DDS (une partie des DDS collectés) représentaient 104,4 tonnes, valorisées en incinération ou co-incinération à 94%.

Le ratio national selon l'ADEME s'élève à 3 kg/hab./an, par extrapolation à la population de Corse, cela représente un gisement potentiel de 963 tonnes de déchets dangereux diffus issus des déchèteries. Bien qu'une montée en puissance soit constatée sur le captage de ce flux, les efforts doivent se poursuivre pour améliorer le taux de collecte notamment sur la part contenue dans les OMR. Les résultats des caractérisations mettent en avant la présence de déchets dangereux diffus dans les ordures ménagères résiduelles à hauteur de 2,0 kg/hab./an (dont 1,1 kg/hab de DDS (données SYVADEC).

Déchets dangereux diffus collectés à l'échelle de Chimirec

2 306 tonnes de déchets dangereux diffus ont été collectés par Chimirec sur le territoire. Ces déchets sont de nature diversifiée, on note toutefois une proportion plus importante de déchets contenant des hydrocarbures (39%) et d'huiles usées (29%).

Figure 118 : Nature des déchets dangereux diffus en transit, collectés par Chimirec en 2017 (GEREP, 2019)



Déchets dangereux diffus des activités commerciales et artisanales

Le CNIDEP, Centre national d'innovation pour le développement durable et l'environnement dans les petites entreprises, a réalisé en 2017 pour le compte de l'OEC, une estimation des gisements des métiers du bâtiment.

L'estimation est basée sur une approche par ratios nationaux (obtenus après enquêtes auprès des professionnels) appliqués au nombre de salariés de chaque type de métiers.

Les 9 métiers du bâtiment suivants ont été pris en compte :

- Installation électrique,
- Menuiserie bois-plastique,
- Métallerie-Serrurerie,
- Plomberie-Chauffage-Climatisation,
- Peinture extérieure,
- Travaux de maçonnerie,
- Travaux de couverture,
- Travaux d'intérieur,
- Travaux d'isolation.

L'estimation est réalisée à partir de l'outil EGIDA2 et concerne les déchets dangereux, non dangereux et inertes.

Selon le profil territorial, ce seraient environ **220,4 tonnes** de déchets dangereux qui seraient produites par les métiers du bâtiment, avec notamment 39 tonnes de bidons et pots souillés, 31 tonnes de ferrailles souillées, 24 tonnes de goudron solide et liquide et 23 tonnes de câbles et boîtes isolant à huile.

4.2/ Focus sur certains déchets spécifiques

Les huiles minérales

D'après les données GEREP des installations de traitement ayant traité des déchets dangereux de Corse, **1 444 tonnes d'huiles usées** auraient été produites en 2017.

Déchets amiantés

393,4 tonnes de déchets amiantés provenant de Corse ont été traités par les installations de traitement déclarant dans GEREP en 2017.

Il n'existe pas à l'heure actuelle d'estimation du gisement potentiel.

Véhicules hors d'usage (VHU) et BPHU

D'après le rapport annuel ADEME 2017 sur la filière VHU, **4 345 VHU** auraient été pris en charge au niveau de 9 centres agréés.

Tableau 40 : Nombre de centres agréés et de VHU pris en charge en 2017 (ADEME, 2019)

Département	Nombre de centres agréés	Nombre de VHU pris en charge en 2017
Corse du Sud	3	2 018
Haute Corse	6	2 327
Corse	9	4 345

La liste des centres agréés transmise par l'OEC compte 8 centres agréés pour l'accueil de VHU.

Tableau 41 : Centres agréés VHU en Corse (OEC, 2019)

Nom	Ville	Département
CASSE AUTO FOURMY	CALENZANA	HAUTE CORSE
ALLO CASSE AUTO	FURIANI	HAUTE CORSE
VANGIONI GRAZIANO	BIGULIA	HAUTE CORSE
AUTO CASSE MARANA	LUCCIANA	HAUTE CORSE
AUTOMOBILE INSULAIRE DE RECUPERATION	BORGO	HAUTE CORSE
LA CASSE	SARROLA CARCOPINO	CORSE DU SUD
SAS OCCA PIECES	MEZZAVIA	CORSE DU SUD
ENVIRONNEMENT SERVICE	SARROLA CARCOPINO	CORSE DU SUD

D'après les services de la DREAL, aucune filière n'est actuellement en place pour assurer la gestion spécifique des Bateaux de Plaisance hors d'usage (BPHU) en Corse, alors que les 27 ports de plaisance et 16 mouillages organisés du territoire totalisent plus de 10 700 postes d'amarrage.

Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques (DEEE)

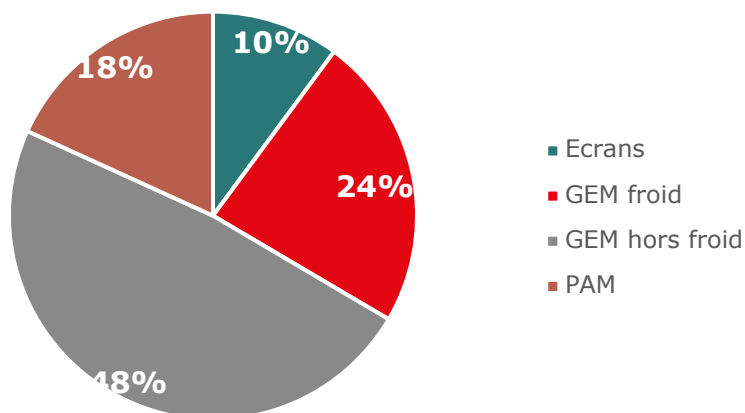
En 2018, d'après les données d'Ecologic, éco-organisme en charge des DEEE, **4 663 tonnes** ont été collectées à 98% dans les déchèteries du territoire.

Tableau 42 : Origine et quantité de DEEE collectés en 2018 (ECOLOGIC, 2019)

	EPCI	Distributeurs	ESS	Récupérateur	TOTAL
Ecrans	464 t	0,7	7 t	0,6 t	472 t
Gros électroménagers froid	1 068 t	2,3	15 t	4,0 t	1 089 t
Gros électroménagers hors froid	2 221 t	1,2t	31 t	1,0 t	2 254 t
Petits appareils ménagers	810 t	1,4 t	35 t	2,2 t	848 t
TOTAL	4 562 t	5,6 t	87 t	7,8 t	4 663 t

Le gisement se constitue en majorité de gros électroménagers hors froid (48%) suivi de gros électroménagers froid.

Figure 119 : Composition des DEEE collectés en Corse (Ecologic, 2018)



Le ratio de DEEE s'élève à 14,5 kg/hab./an en 2018 en Corse alors qu'au niveau national il s'élève à 11,2 kg/hab./an en 2017³¹. La collecte des DEEE serait donc plus performante en Corse.

Le gisement potentiel n'est pas connu directement, toutefois, en France 1,88 millions de tonnes d'EE ont été mis sur le marché en 2017 ce qui représente près de 28 kg/hab./an. L'amélioration du taux de collecte est donc un enjeu pour la gestion des DEEE.

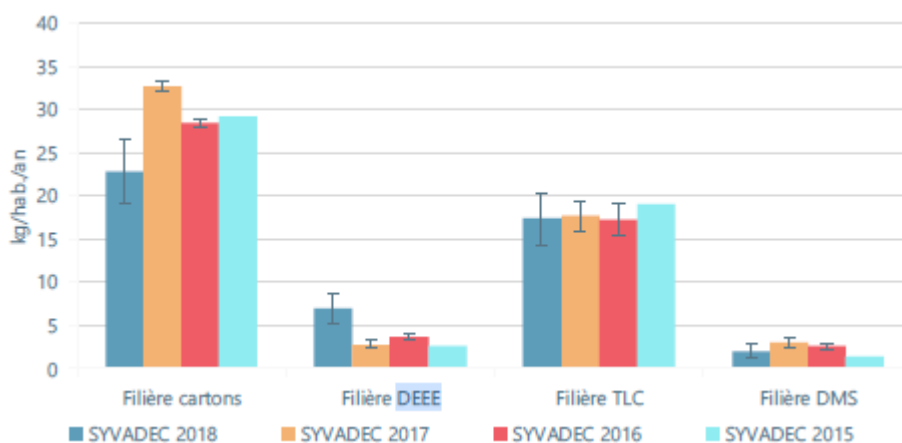
³¹ ADEME, Rapport annuel Equipements électriques et électroniques données 2017.

Par ailleurs, les canaux de collecte sont peu diversifiés sur le territoire ; la collecte est principalement réalisée via les déchèteries (98%) alors qu'au niveau national seulement 59% des DEEE sont collectés via les collectivités.

L'augmentation de la distribution avec la reprise 1 pour 1 voire 1 pour 0, l'implication d'entreprises de l'ESS permettraient sans doute de renforcer les performances de collecte.

Les caractérisations menées à l'échelle du SYVADEC montrent qu'une quantité non négligeable de DEEE restent toujours déposés dans des filières non adaptées.

Figure 120 : Part de DEEE présente dans les ordures ménagères résiduelles (source : caractérisation des ordures ménagères en 2018, SYVADEC)



Pour cette filière, les bons taux de collecte s'expliquent par un bon maillage du territoire, une campagne efficace de communication, mais aussi par un taux de renouvellement d'équipements plus élevé qu'en métropole, notamment du fait de l'instabilité du réseau de distribution d'électricité de l'île.

Piles et accumulateurs portables (PA)

En 2017, d'après le SYDEREP, **22 tonnes de piles et accumulateurs portables** auraient été collectées en Corse soit 68 g/hab./an. En 2019, 33,5 tonnes ont été collectés en Corse (97 g/hab.an) soit une progression de 52% par rapport à 2017.

Ces performances sont éloignées de ce qui est observé à l'échelle nationale³² :

- Un gisement collecté 2 fois inférieur à la moyenne française (209 g/hab./an).
- Un gisement 5 fois inférieurs au gisement potentiel en considérant (467 g/hab/.an soit 150 tonnes pour la Corse)

En Corse les canaux de collecte sont à 52% les enseignes de distribution, 22% les déchèteries et 26% par les autres points de collecte pouvant être situés dans les lieux publics (écoles, hôpitaux, pompiers, hôtels, ...) ou privés (entreprises, démantelers, ...).

³² ADEME, Rapport annuel Piles et accumulateurs données 2017

Cette répartition est différente de celle constatée au niveau national, en effet la collecte de PA portables est assurée à 33% par la distribution, 25% par les collectivités et 42% par les autres points de collecte...

Tableau 43 : Quantité de piles et accumulateurs collectés en 2017 et 2019 (SYDEREP, 2018 et 2020)

	2017			2019
	Haute Corse	Corse du Sud	Corse	Corse
Collectivités	0,2 t	4,6 t	4,8 t	7,3 t
Distribution	6,0 t	8,1 t	14,1 t	17,3 t
Autre	0,7 t	2,5 t	3,2 t	8,9 t
TOTAL	6,9 t	15,1 t	22,0 t	33,5 t

A noter que depuis 2010 on constate une fluctuation des quantités collectées en déchèteries (SYVADEC) :

Tableau 44 : Evolution des quantités de Piles collectées depuis 2010 par le SYVADEC

	2010	2015	2016	2017	2018
PA collectés par le SYVADEC	65 t	20 t	24 t	24 t	22 t

Lampes

En 2017, **8,7 tonnes de lampes usagées** ont été collectées en Corse soit 27 g/hab/an/. D'après Ecosystem (anciennement Récyclum), le ratio national s'élève à 73 g/hab/an. Cet écart témoigne d'un besoin de déployer la filière pour améliorer le taux de captage de ces déchets.

Avec un taux de collecte de 42%, le gisement potentiel s'élève à 173 g/hab./an soit pour la Corse à 55,5 tonnes.

La collecte est assurée en Corse à 52% via les enseignes de distribution et 44% via les déchèteries.

Tableau 45 : Quantité de lampes collectées via Recylum en 2017 (RECYLUM, 2019)

	Haute Corse	Corse du Sud	Corse
Collectivités	1,7 t	2,1 t	3,8 t
Distribution	2,0 t	2,5 t	4,5 t
Autre	0,4 t	0,0 t	0,4 t
TOTAL	4,1 t	4,6 t	8,7 t

Autres flux spécifiques

La gestion des fusées de détresse périmées présente un enjeu important pour ce territoire, où l'activité de plaisance est développée. Une gestion inadaptée dans des circuits classiques de gestion des déchets non dangereux peut effectivement être à l'origine de nombreux incidents (incendie...).

D'après APER PYRO, éco-organisme agréé (1er janvier 2016-31 décembre 2020), **580 kg de déchets pyrotechniques** auraient été collectés en 2017 en Corse. En 2019, on compte près de 35 points de collecte en Corse. La campagne annuelle d'enlèvement en Corse dans les magasins d'accastillage (agrément "un pour un") n'a pas eu lieu en 2019 mais tout début 2020, aussi le gisement collecté pour 2019 n'a pas été enregistré dans le rapport annuel de l'éco-organisme. L'APER PYRO ne dispose que de deux centres de traitement qui disposent des autorisations pour réaliser le traitement des produits pyrotechniques périmés.

Ces centres sont basés :

- En Région Bretagne (Pont de Buis -29), site AUTOLIV / LIVBAG destruction associée à un lieu de production de système d'airbag (avec pyrotechnie)
- En Région Provence Alpes Cotes D'azur (Fos sur mer - 13), site Solamat Merex incinérateur de déchets dangereux.

De la même manière, compte-tenu de la précarité énergétique du territoire, du fort potentiel d'ensoleillement et des conditions tarifaires incitatives au développement de cette filière jusqu'en 2010, un nombre important de projets d'installations photovoltaïques ont été initiés en Corse. Il convient donc d'anticiper la fin de vie de ces équipements.

D'après PV Cycle et SYDEREP, **4,52 tonnes de déchets photovoltaïques** auraient été collectés en 2017 en Corse. En 2019, 150 tonnes auraient été collecté d'après l'éco organisme. Le cas particulier des terres amiantifères est abordé au 5.5.2/, pour plus d'informations si référer.

4.3/ Les DASRI

Les informations présentées ci-après sont majoritairement extraites de l'état des lieux du Plan régional de gestion des déchets dangereux de Corse (sauf mention contraire).

Quatre catégories de producteurs de DASRI sont à prendre en compte :

- **Les gros producteurs** : les établissements de santé et assimilés publics ou privés (centres hospitaliers, cliniques, centres de dialyse, ...), de recherche et d'enseignement dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire, l'industrie pharmaceutique et les laboratoires d'analyses de biologie médicale. Ils sont caractérisés par la production de quantités importantes de déchets.
- **Les producteurs de déchets médicaux diffus professionnels de santé** : les établissements sociaux et médico-sociaux, le secteur des professionnels en exercice libéral (médecins, chirurgiens-dentistes, infirmiers, sages-femmes, pédicures, podologues, kinésithérapeutes, vétérinaires...).
- **Les producteurs de déchets médicaux diffus professionnels mais non professionnels de santé** : Les déchets produits par des professionnels hors du champ santé et assimilés qui produisent néanmoins des déchets assimilés à des DASRI : thanatopracteurs, tatoueurs, esthéticiens, perceurs, éleveurs... Ils sont

caractérisés par la production de faibles quantités de déchets, très dispersés géographiquement.

- **Les patients en auto-traitement (PAT)** dans le cadre d'un traitement médical ou d'une surveillance mise en œuvre en dehors d'une structure de soins et sans l'intervention d'un professionnel de santé. Ces déchets sont caractérisés par la production de très faibles quantités, extrêmement dispersés géographiquement.

Tableau 46 : Evaluation du gisement de DASRI proposée dans le cadre du Plan Régional de Gestion des Déchets Dangereux de Corse

Evaluation du gisement des DASRI et équivalents (Kg)		DASRI traités en 2013 (*)			Evaluation du gisement résiduel			Gisement total	
		Nombre de producteurs collectés	Production	Moyenne	Nombre total de producteurs	Nombre de producteurs restants	Evaluation de la production résiduelle	Evaluation du gisement	Observations
Gros producteurs	Hôpitaux	7	616 070	88 010				616 070	L'ensemble des établissements sont collectés par SANICORSE Ils sont parfois en association, en particulier pour ce qui est des LABM
	Cliniques	8	201 856	25 232				201 856	
	Laboratoires de biologie médicale	8	48 149	6 019				48 149	
	Centres de dialyse indépendants	3	10 401	3 467				10 401	
	Etablissement français du sang	1	2 483	2 483				2 483	
Producteurs diffus	Cabinets Infirmiers	32	748	23	473	441	10 306	11 053	L'évaluation est surestimée, car les producteurs collectés par SANICORSE sont souvent en association
	Chirurgiens-dentistes	43	5 765	134	228	185	24 802	30 566	
	Imagerie Médicale	9	3 362	374	44	35	13 073	16 434	
	Cabinets médicaux	35	428	12	605	570	6 969	7 397	
	Services de soins à domicile	4	1 021	255	8	4	1 021	2 042	
	Pédicures podologues	4	9	2	67	63	137	146	
	Collecte patients auto-traitement	1	126	126				6 200	Calcul sur nombre estimé de patients
Collecte de diffus	1	722	722				722		
Producteurs non professionnels de santé	Laboratoires eaux aliments	5	23 721	4 744				23 721	
	Pompes funèbres	11	14 329	1 303	26	15	19 540	33 869	
	Université	1	797	797				797	
	Maison/foyer/EHPAD/adultes handicapés	31	12 185	393	77	46	18 081	30 265	
	Soins vétérinaires	4	115	29	59	55	1 587	1 702	
	Administration/armée	14	1 447	103				1 447	
	Tatoueur/Perceur/Esthéticienne	5	543	109	12	7	760	1 303	
	Industrie	4	370	93				370	
	Divers	9	178	20				178	
Etablissements scolaires second degré	1	1	1	46	45	59	60		
Total		241	944 825				96 332	1 047 230	
(*) : Synthèse faite au vu des chiffres d'exploitation fournis par la société SANICORSE								90,2	Pourcentage de DASRI traités

En 2019, les tonnages collectés auprès des gros producteurs et des professionnels de santé étaient en recul, avec 750 t. Le taux de collecte chez les professionnels libéraux augmente néanmoins de +6% entre 2018 et 2019.

Les tonnages collectés auprès des non professionnels de santé étaient pour leur part stables, avec 56,5 tonnes en 2019 (source : Sanicorse, ARS).

En Corse, il n'existe qu'un seul prestataire dans la collecte et le traitement des DASRI qui inerte les DASRI dans deux unités ECODAS de prétraitement par désinfection autoclave à Sarrola-Carcopino (capacité de traitement autorisée 5 000 tonnes par an). Les déchets ainsi banalisés sont ensuite pris en charge par un prestataire pour enfouissement.

A noter toutefois que les laboratoires d'analyses médicales Vigilab et Vialle, tous deux situés à Bastia en Haute-Corse, disposent également d'une autorisation préfectorale au titre du règlement sanitaire départemental, pour l'élimination de leurs DASRI propres.

D'après les données des installations de traitement déclarant dans GEREP, 15,8 tonnes de DASRI en provenance de Corse auraient également été réceptionnées en 2017 dans des installations d'incinération sur le continent ; cela correspond principalement aux pièces anatomiques d'origine humaine (PAOH), qui doivent être incinérées.

Depuis la réalisation du plan de prévention et de gestion des déchets dangereux, une des principales évolutions concerne le déploiement de la filière REP relative aux flux des patients en auto-traitement.

119 pharmacies ont contractualisé en 2019 avec DASTRI, éco-organisme en charge de la collecte et du traitement des patients en auto-traitement, pour faciliter la collecte de ces flux.

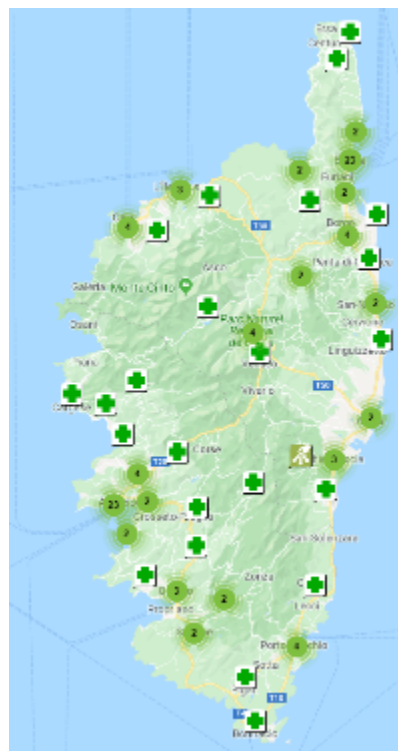
Figure 121 : Localisation des points de collecte de DASRI des patients en auto-traitement en 2019 (source : DASTRI)

3 315 kg de déchets collectés en poids brut et 1 862 kg en poids net ont ainsi été collectés en 2018. En 2019, les déchets collectés s'élèvent à 4 540 kg en poids brut et 2 576 kg en poids net.

Le ratio pour la Corse s'élève à 6 g/hab./an contre 9,6 g/hab./an en France en moyenne pour 2018. Cette collecte représente 48% du gisement estimé en 2018 pour la région Corse contre 83% au niveau national.

Le retard de performance peut s'expliquer par un déploiement hétérogène de la filière entre les territoires.

A noter également le projet de création d'un site pilote de regroupement intermédiaire pour les professionnels libéraux à l'Île Rousse.



Les enjeux restent globalement les mêmes que ceux identifiés à l’occasion du PGDD :

- Poursuivre la sensibilisation des professionnels,
- Améliorer les filières de collecte au sein des établissements de soin et des établissements et services médico-sociaux,
- Pérenniser les capacités nécessaires pour l’enfouissement des DASRI banalisés en CET,
- Promouvoir les centres de regroupement intermédiaires pour les professionnels libéraux.

4.4/ Bilan sur les déchets dangereux

Le gisement de déchets dangereux est établi à partir de 2 types de sources :

- Les tonnages reçus en installations de traitement et déclarés dans IREP³³,
- Les données des éco-organismes et des collecteurs pour certains flux.

Un travail de consolidation a été réalisé en sélectionnant une seule source pour chaque flux afin d’éviter tout double compte. **La source majorante a été retenue.**

	Compositions des gisements	IREP	Eco-organismes, collecteurs	Retenu pour le PTPGD
DD	VHU	49 t	4 700 t	4 700 t
	DEEE (hors piles et accumulateurs)	1 485 t	4 660 t	4 660 t
	Terres et boues de dragage polluées	1 450 t		1 450 t
	Huiles usées	764 t	1 440 t	1 440 t
	DASRI	11 t	1 050 t	1 050 t
	Autres déchets dangereux	510 t		510 t
	Déchets amiantés	390 t		390 t
	Déchets contenant des hydrocarbures	244 t		244 t
	DD diffus		220 t	220 t
	Déchets de préparations chimiques	217 t	259 t	259 t
	DDS		126 t	126 t
	Solvants usés	84 t		84 t
	Déchets contenant des PCB	70 t		70 t
	Boues, dépôts et résidus chimiques	60 t		60 t
	Liquides souillés	43 t		43 t
	Piles et accumulateurs	2 t	22 t	22 t
	Lampes		10 t	10 t
	Déchets photovoltaïques		5 t	5 t
	Produits phytosanitaires non utilisables		1 t	1 t
	Déchets pyrotechniques		1 t	1 t

³³ Registre français des Emissions Polluantes

REFIOM, REFIDI et autres résidus d'opération thermique	0,3 t		0,3 t
TOTAL DD	5 379 t	12 494 t	15 345 t

La territorialisation des gisements n'a pas été réalisée, contrairement aux autres flux, du fait que :

- L'état des lieux se base sur des tonnages reçus en installations et non une estimation de production de gisement,
- L'ensemble des flux valorisables est exporté sur le continent et donc ne présente pas le même enjeu de réflexion territoriale de création d'installations de valorisation en Corse (les tonnages concernés étant insuffisants pour développer un réseau d'infrastructures).

A retenir concernant les déchets dangereux

- 15 400 t de déchets produits et traités dans des filières spécialisées sur le continent, composés majoritairement de VHU et DEEE,
- Des flux très majoritairement produits en petites quantités (seulement 23 % des gisements concernent des producteurs de plus de 2t/an),
- Les filières REP en place mais des taux de captage et de collecte faibles par rapport aux moyennes nationales, sauf pour les DEEE,
- Des gisements qui ne permettent pas de développer le réseau d'infrastructures de traitement à l'échelle du territoire, à l'exception des sites de pré-traitement /dépollution pour certains flux contenant des produits dangereux (VHU, DEEE...),
- La problématique singulière des terres amiantifères, qui ne disposent pas de mode de gestion adapté à ce jour.

5/ Déchets du BTP : un gisement mal connu et des solutions de traitement insuffisantes

5.1/ Déchets du BTP : de quoi parle-t-on ?

Les déchets du BTP concernent les déchets produits par les activités du bâtiment et des travaux publics tous types de déchets confondus, inertes, non dangereux et dangereux. Ils peuvent provenir du domaine privé ou du domaine public.

Figure 122 : Typologie de déchets produits par les activités du BTP

	ACTIVITES PRODUCTRICES	DESTINATIONS ET SOLUTIONS POSSIBLES
DECHETS INERTES <small>aucune réaction chimique, physique ou biologique avec l'environnement</small>	Terres Graves Bétons Enrobés Briques Tuiles...	Travaux Publics Démolition Bâtiment Gros œuvre Réutilisation sur chantier Réaménagement de carrière Stockage ISDI
DECHETS NON INERTES ET NON DANGEREUX	Plâtre Végétaux Bois non traités DEEE Métaux Plastiques...	Bâtiment Second œuvre Démolition Bâtiment Gros œuvre Valorisation matière Valorisation énergie Stockage ISDND
DECHETS DANGEREUX <small>Déchets contenant des éléments toxiques ou dangereux en quantité variable</small>	Amiante Solvants Bois traités Peintures Colles Terres polluées...	Bâtiment Second œuvre Démolition Traitement thermique Traitement physico-chimique Stockage ISDD

5.2/ Des acteurs aux profils variés

La Corse compte, selon les données 2016 de l'Observatoire des Métiers du BTP, 6 668 entreprises dans le secteur. Elles représentent 16% des entreprises de l'île.

Tableau 47 : Caractéristiques du secteur du BTP en 2016 (Source : Observatoire des métiers du BTP et INSEE)

	Bâtiment	Travaux publics	BTP (global)
Nombre d'établissements en 2016	6 145 92%	523 8%	6 668
Nombre de salariés en 2016	7 160 84%	1 358 16%	8 518
Taille des entreprises en 2016	85% < ou = à 2 salariés	73% < ou = à 2 salariés	
Chiffre d'affaires (2013, INSEE³⁴)	1 055,7 millions d'euros	414 millions d'euros	

³⁴ INSEE, Le BTP en Corse, INSEE Dossier Corse, N°6, Décembre 2016

Le secteur du BTP en Corse se caractérise par :

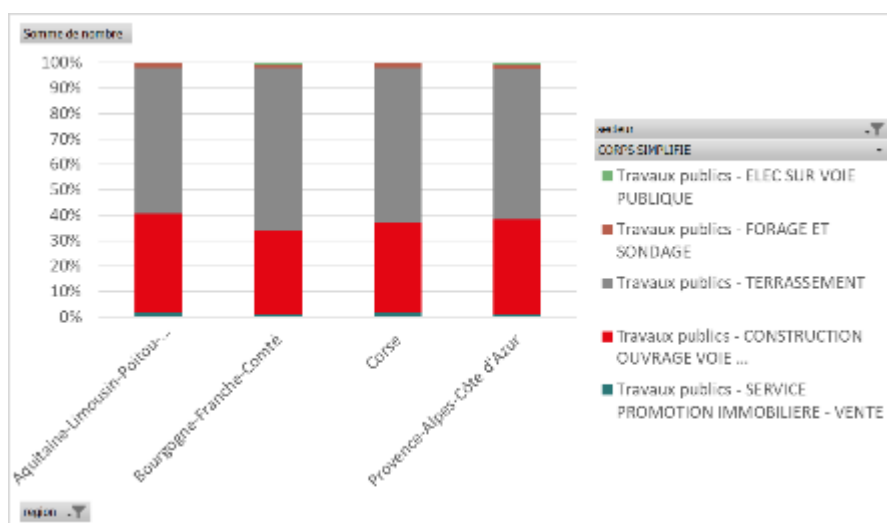
- Une valeur ajoutée qui pèse 2 fois plus lourd en Corse qu’au niveau national (10,3% contre 5,6%). Elle progresse également plus vite ;
- Le gros œuvre, premier employeur de la construction en Corse ;
- Parmi le secteur du gros œuvre, les activités de maçonnerie très représentées (94% en Corse contre 77% à l’échelle nationale) ;
- Des petits établissements majoritaires mais concentrant peu d’emplois. Dans le second œuvre, 8/10 établissements n’ont pas de salariés ;
- Un investissement fort dans les travaux d’équipements avec une moyenne régionale de 1 077 €/habitant en 2014 (contre 632 €/habitant au niveau national), dont 640 €/habitant pour les travaux publics et 436 €/habitant pour le bâtiment ;
- Le rôle des communes qui sont, devant la région, les départements, les syndicats et les groupements à fiscalité propre, les premiers maîtres d’œuvre. Elles représentent 46% des dépenses effectuées dans le BTP en 2014 ;
- Une prédominance de main d’œuvre non-qualifiée, notamment dans le gros œuvre.

Le profil des entreprises du BTP

Pour les travaux publics, 61% des entreprises sont spécialisées dans les activités de terrassement et 35% dans la construction d’ouvrages et de voies (routes, réseaux, fer...).

Le profil régional des entreprises des travaux publics est proche de celui de la région Nouvelle-Aquitaine, Bourgogne Franche-Comté et PACA.

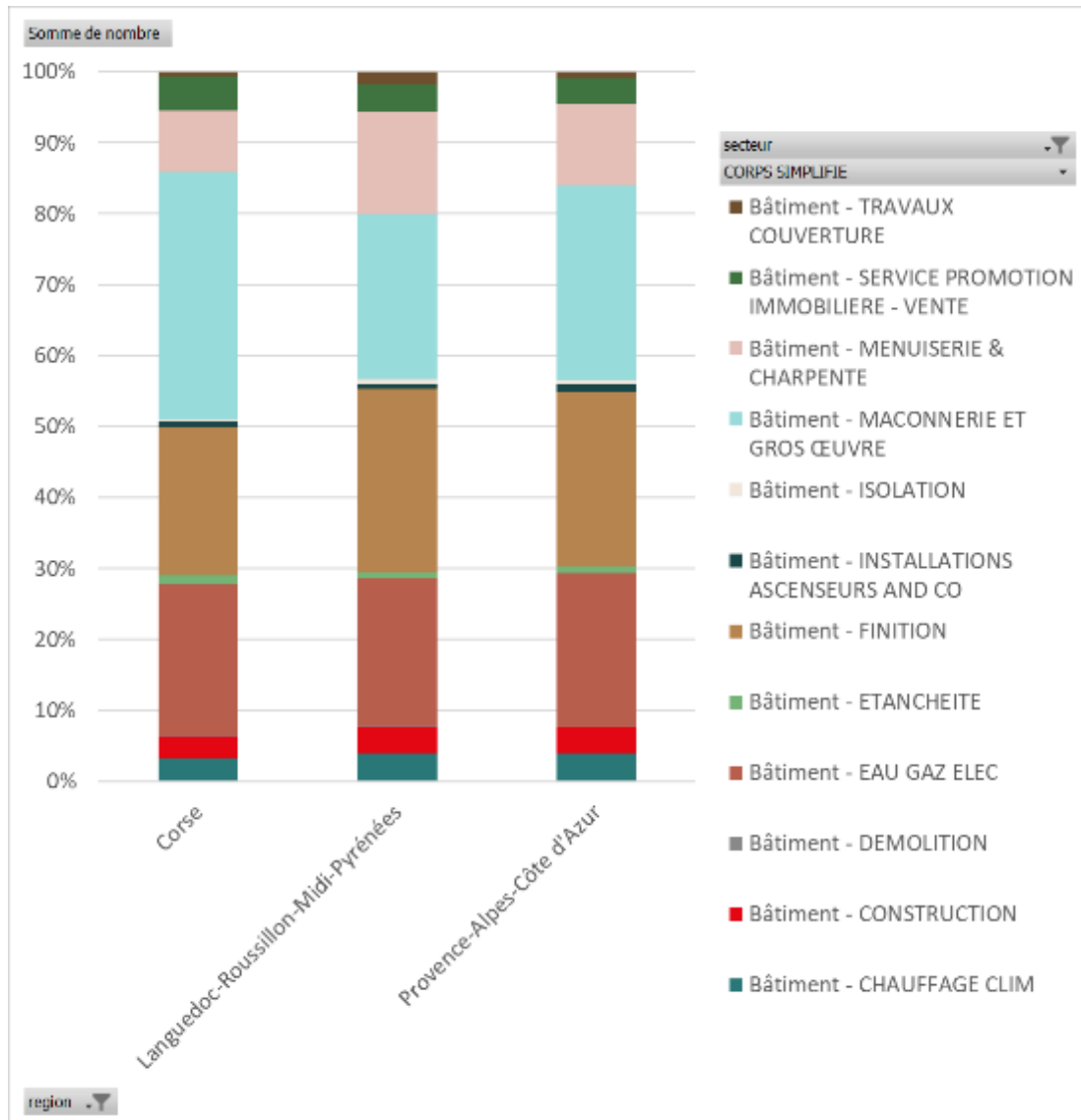
*Figure 123 : Profils régionaux des entreprises des travaux publics selon le type d’activités
(Source : Observatoire des métiers du BTP, 2016)*



Pour le bâtiment, 35% des entreprises sont spécialisées dans les travaux de maçonnerie et de gros œuvre, 21% dans les travaux de finition et 21% pour les travaux eau, gaz et électricité.

Les régions présentant un profil similaire à celui de la Corse concernant le nombre d'entreprises par type d'activité sont l'Occitanie et la région PACA.

Figure 124 : Profils régionaux des entreprises du bâtiment selon le type d'activités
(Source : Observatoire des métiers du BTP, 2016)



L'analyse des entreprises du BTP permet de mettre en avant une diversité importante d'acteurs induisant des problématiques de gestion des déchets également diversifiées, avec :

- Des types d'activités très différents induisant des natures et volumes de déchets très différents
- Des très petites entreprises qui peuvent générer des quantités de déchets importantes ou de natures très différentes nécessitant des filières spécifiques (déchets dangereux, déchets inertes, déchets non dangereux non inertes).
- De très petites entreprises n'ayant pas forcément les moyens et les outils pour assurer la bonne gestion d'une grande diversité de déchets.

Evolution du secteur du BTP

Le BTP a un poids particulièrement important dans l'économie corse. Il a connu une forte croissance dans la première décennie des années 2000, portée notamment par une demande soutenue de logements collectifs et des dépenses publiques élevées. Le nombre de logements autorisés a connu une forte hausse avec un dynamisme un peu plus fort dans le nord de l'île jusqu'en 2010 avant un ralentissement. La rénovation est également un facteur d'accroissement potentiel dans le secteur résidentiel, liées aux économies d'énergies, mais peu d'activités se sont lancées dans la région. La Corse est la région française où le BTP pèse le plus dans l'économie, que ce soit en termes de valeur ajoutée, de densité d'établissements ou d'emploi.

5.3/ Des gisements hétérogènes en termes de nature et de flux

5.3.1/ Description de la méthode d'estimation proposée

La Corse ne dispose pas de Cellule économique régionale du BTP, qui réalise sur d'autres régions des évaluations précises des gisements de déchets issus du BTP à partir d'enquêtes de grande ampleur auprès des professionnels.

Par ailleurs, il n'y a pas de structures représentant l'ensemble des entreprises du BTP. Les fédérations professionnelles du BTP ne regroupent qu'une faible partie des entreprises du secteur.

Le dernier bilan sur les gisements de déchets du BTP en Corse a été réalisé par l'ADEME dans le cadre du rapport « Bilan et perspectives des déchets en Corse, édition 2017 ». L'estimation réalisée sur l'année 2014 se base sur une approche par ratios de l'ADEME corroborée par 2 études menées par la Fédération BTP de Haute Corse et la Chambre des métiers de Corse du sud.

Fort de ces constats et compte tenu des enjeux de la structuration de cette filière pour les acteurs et la région, l'exercice d'estimer les quantités de déchets générés a été menée en suivant une méthodologie par ratios sur 7 sources différentes (référentiels nationaux, ratios de production des régions aux profils similaires à la Corse, données de la Sardaigne...).

Les résultats ont vocation à donner un **ordre de grandeur** de gisement et sont à prendre avec précaution.

La méthode proposée se décompose ainsi en quatre étapes comme suit :

Etape 1/ Réaliser le maximum d'estimations de gisement possible en croisant différentes sources et différents paramètres (7 sources différentes mobilisées et 4 paramètres pris en compte).

Quand suffisamment de données étaient disponibles, le gisement a été calculé d'une part pour le bâtiment, d'autre part pour les travaux publics. Les estimations communiquées sont donc la somme de ces 2 éléments. Quand cette répartition n'est pas disponible, un seul chiffre du BTP était calculé.

7 sources	Justification	4 paramètres	Type de ratios	Niveau de détails
Commissariat Général au Développement Durable, Rapport SOES 2014	Etude de gisement la plus complète et précise réalisée en France	Nombre d'entreprises Nombre d'entreprises selon la taille Nombre de salariés Nombre d'habitant	Tonnes/entreprises Tonnes/entreprises par tranche d'effectifs Tonnes/salariés Tonnes/habitant	Bâtiment et TP distincts Nature de déchets (DI, DND, DD)
PTPGD PACA	Région au profil similaire à la Corse en matière d'activité (voir paragraphe précédent)	Nombre d'habitant	Tonnes/habitant	BTP global Nature de déchets (DI, DND, DD)
PTPGD Occitanie		Nombre d'habitant	Tonnes/habitant	BTP global Nature de déchets (DI, DND, DD)
PTPGD Nouvelle Aquitaine		Nombre d'habitant	Tonnes/habitant	BTP global
CERC Bourgogne Franche-Comté		Nombre de salariés	Tonnes/habitant	Bâtiment et TP distincts Nature de déchets (DI, DND, DD)
ADEME Corse, Bilan et perspectives des déchets en Corse, édition 2017	Dernière étude régionale sur le sujet	Nombre d'habitant	Tonnes/habitant	Bâtiment et TP distincts Nature de déchets (DI, DND, DD)
Piano regionale di gestione dei rifiuti speciali, Sardegna, 2012	Région au profil similaire à la Corse (insularité)	Nombre d'habitant	Tonnes/habitant	BTP global Nature de déchets (DI, DND, DD)

Les données d'activités (nombre d'entreprises et de salariés) proviennent de l'Observatoire des métiers du BTP pour 2016.

Le nombre d'habitants pris en compte provient soit du document source soit de l'INSEE pour l'année correspondant à celle du gisement.

Etape 2/ Confronter les différentes estimations de gisement en nuage de points, en distinguant le bâtiment des travaux publics lorsque les données sont suffisantes,

Etape 3/ Analyser la dispersion des points par rapport à la moyenne sèche, la moyenne hors estimations extrêmes et la médiane

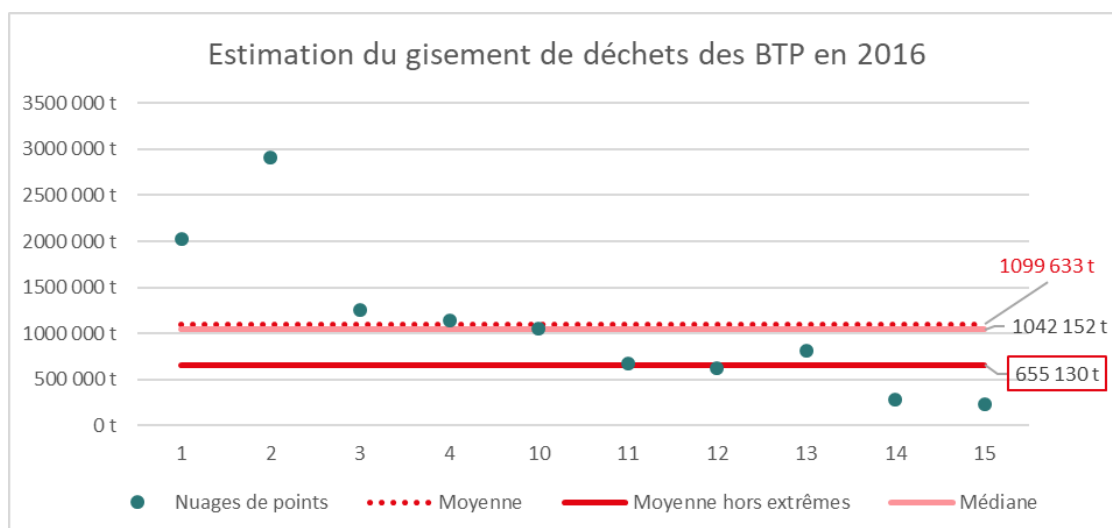
Etape 4/ Valider l'ordre de grandeur à retenir en groupe de travail.

5.3.2/ Résultats

L'extrapolation des ratios nationaux et régionaux sur les données de Corse a permis de réaliser **10 estimations de gisements** de déchets du BTP dont 7 avec une distinction bâtiment et travaux publics.

Selon les sources utilisées et paramètres pris en compte, les estimations obtenues sont relativement dispersées. **La production de déchets issue des BTP s'élèverait entre 227 000 tonnes et 2 900 000 tonnes** en tenant compte de toutes les estimations soit 1 100 000 tonnes en moyenne et **655 000 tonnes en moyenne en supprimant les valeurs extrêmes** (estimation la plus faible et estimation la plus forte).

Figure 125 : Estimation du gisement de déchets du BTP en 2016

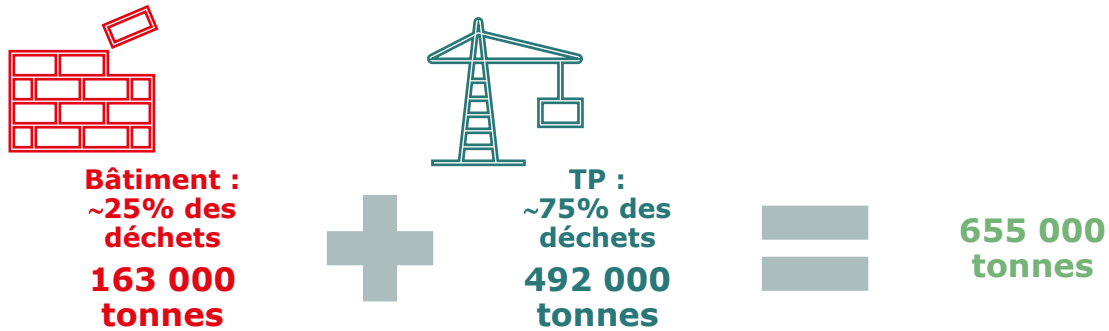


Légende : 1 = Estimation données nationales ratio t/établissement par tranche d'effectifs ; 2 = Estimation données nationales ratio t/établissement ; 3 = Estimation données nationales ratio t/salarié ; 4 = Estimation données nationales ratio t/habitant ; 10 = Extrapolation données PACA ; 11 = Extrapolation données Occitanie ; 12 = Extrapolation données Nouvelle Aquitaine ; 13 = Extrapolation données CERC Bourgogne Franche-Comté ; 14 = Extrapolation données ADEME Corse ; 15 = Extrapolation données Sardaigne.

Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

La moyenne hors extrêmes est retenue pour la suite des travaux.

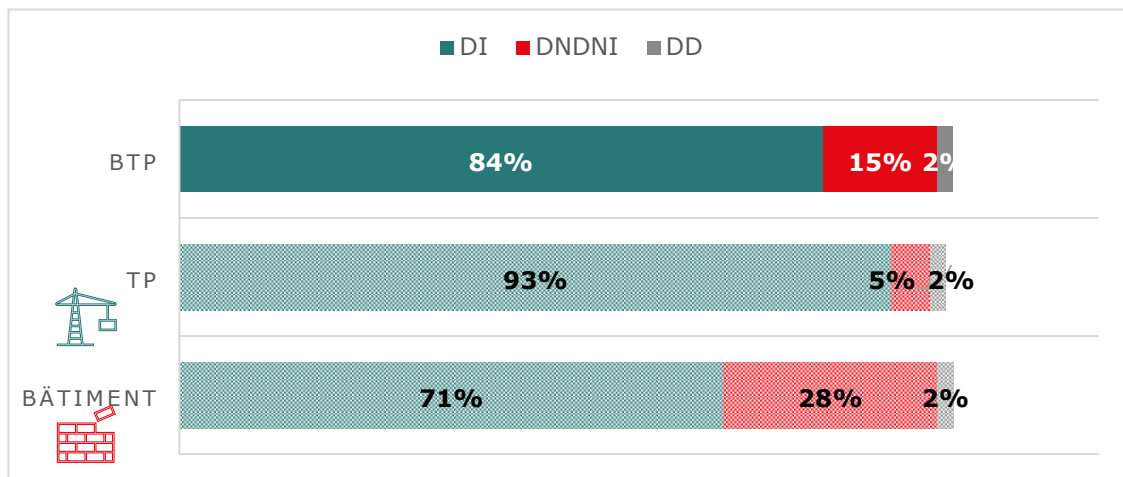
Figure 126 : Répartition du gisement de déchets du BTP par branche



Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Les activités Travaux Publics représentent $\frac{3}{4}$ de la production de déchets des BTP. Le gisement des déchets sur l'ensemble du BTP se constituerait à 84% de déchets inertes, 15% de déchets non dangereux non inertes et 2% de déchets dangereux. Les déchets inertes constitueraient la quasi-totalité des déchets produits par les Travaux publics. Pour le bâtiment, la nature des déchets serait plus contrastée, la part de DNDNI est plus forte que pour les TP (28% contre 5% pour les TP) mais les DI restent le flux majoritaire à 71%.



Figure 127 : Répartition des déchets du BTP par branche et nature de déchets (Source : Moyennes prises selon les différentes sources mobilisées pour l'estimation du gisement)



Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Cette répartition par nature de déchets a été appliqué au gisement estimé de déchets produits par les activités du BTP.

Tableau 48 : Estimation du gisement produit par le secteur du BTP

Origine des déchets	Composition des gisements	2018
Bâtiment 	Déchets inertes	116 000 t
	Déchets non dangereux	44 000 t
	Déchets dangereux	3 000 t
TP 	Déchets inertes	457 000 t
	Déchets non dangereux	25 000 t
	Déchets dangereux	10 000 t
Total déchets du BTP		655 000 t

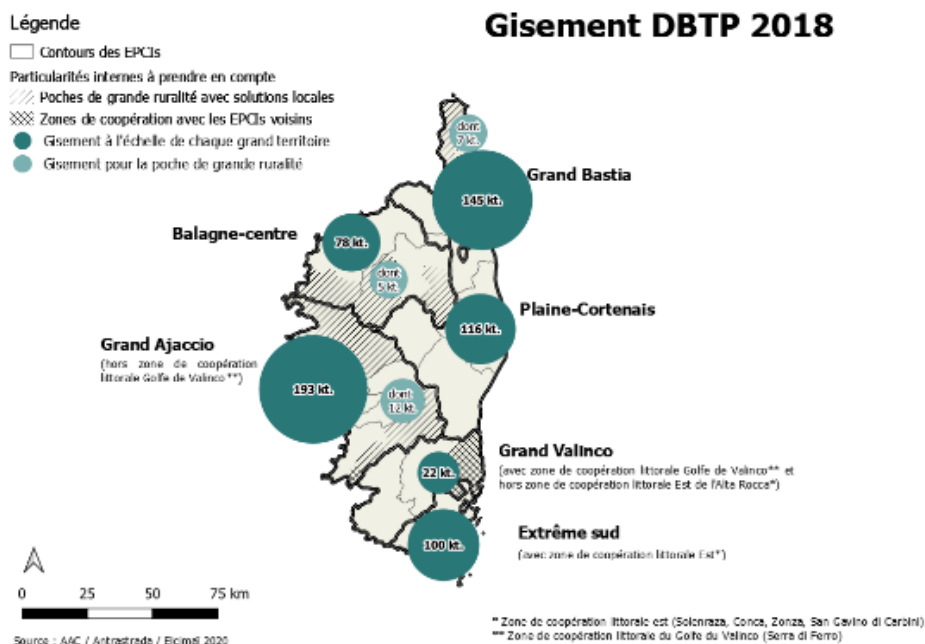
Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Nota bene : Concernant les déchets du TP, la fédération du bâtiment de Corse a indiqué oralement avoir estimé le gisement à environ 250 000 tonnes. Mais cette donnée est difficile à cerner précisément donc ne peut être prise en compte.

Une estimation de la répartition géographique du gisement produit a été réalisée en prenant en compte :

- Le nombre de logements : résidences principales, résidences secondaires et logements vacants,
- Le dynamisme urbain actuel

Figure 128 : Territorialisation des gisements produits des déchets du BTP de toutes natures en 2018



Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

5.4/ Des bonnes pratiques à impulser

Les pratiques des acteurs du BTP suivent probablement la même ligne que celles employées par les producteurs de DAE : dépôts sauvages, brûlage, gestion non conforme des déchets... Les bonnes pratiques sont suivies par une minorité d'entreprises généralement à leurs propres initiatives.

Plusieurs actions sont pourtant engagées à l'échelle territoriale pour encourager les professionnels à améliorer les pratiques :

- L'ADEME peut accompagner financièrement les entreprises qui souhaitent une approche mutualisée de la gestion des déchets. Elle a accordé une subvention (30% du montant éligible) à 2 entreprises qui accueillent les déchets inertes en Corse ;
- 2 journées d'échanges en octobre 2019 ont été organisées à Corte autour de la gestion des déchets du BTP. L'ADEME a en effet animé une série de rencontres proposées aux collectivités de Corse dans le cadre du réseau A3P. Le sujet abordé concernait les obligations des collectivités, en tant que donneur d'ordre, en matière de gestion des déchets du BTP ;
- Communication par diffusion de notes d'informations aux adhérents, newsletter. Un guide de gestion des déchets du BTP a notamment été réalisé en 2013 par la CCI de Haute Corse et la CC Centre Corse à destination des entreprises.

A noter qu'une cellule de veille économique dans le BTP s'est réunie en juin 2015. Le dossier de presse en ligne montre que parmi les différents sujets abordés la question de la gestion des déchets n'est malheureusement pas soulevée.

De même, un groupe de travail composé des services de l'État, de la Collectivité territoriale de Corse, des conseils départementaux, des organismes consulaires et des organisations professionnelles, a été constitué en 2015 sous l'égide de la DIRECCTE pour formaliser une charte de la commande publique dans le secteur du BTP dans le secteur du BTP. Celle-ci ne traite que très sommairement de la problématique des déchets de chantier (encouragement à la traçabilité du traitement de ces flux, communication de la liste des centres de gestion et plateformes de recyclage pour inciter à la gestion des déchets de chantier). Un premier bilan a été publié en 2017, mais aucune suite ne semble avoir été donnée alors qu'elle arrivait à échéance en octobre 2018.

Ce type d'organisation, si elles sont toujours actives, pourrait constituer un levier intéressant pour impulser de nouvelles pratiques.

Sensibilisées aux questions des déchets, les représentants d'entreprises (CCI, Fédérations professionnelles) souhaitent fortement que les bonnes pratiques se développent en Corse. Toutefois plusieurs freins ont été identifiés :

- Les collectivités publiques, principaux donneurs d'ordre en matière de construction... et donc potentiels producteurs de volumes importants de déchets issus des BTP, sont peu nombreuses à mettre en application les obligations en matière de gestion des déchets dans leurs CCTP, ou à imposer une traçabilité des flux sur les chantiers dont elles assurent la maîtrise d'ouvrage. De fait, le manque d'implication des principaux producteurs de déchets BTP en Corse ne permet pas d'inciter les entreprises à gérer et valoriser leurs déchets sur les chantiers publics et donc aussi sur les chantiers privés. A noter que l'OEC a mis

à disposition des collectivités des exemples de clauses environnementales en faveur de la valorisation des déchets pour les cahiers des charges des opérations de travaux. Parmi les chantiers exemplaires, la construction du collège et de la cuisine centrale de Mezzavia où la charge « Chantier à faibles nuisances environnementales » a été mise en œuvre.

- Le coût de la gestion conforme des déchets. Les faibles volumes à traiter, de part notamment le caractère insulaire, ne permet pas d'assurer une rentabilité pour les plateformes de valorisation et encore moins de déployer une concurrence permettant d'accéder à des prix attractifs, notamment pour les flux en mélange.
- De très petite taille, voir sans salariés, les entreprises ne se sentent pas contraintes ni concernées.
- Peu d'entreprises de Corse sont membres des fédérations professionnelles, si bien que les actions qu'elles mettent en œuvre restent limitées à un nombre restreint de professionnels, généralement déjà sensibilisés et volontaires dans l'amélioration de leurs pratiques
- L'hétérogénéité des moyens disponibles, par exemple au sein des CCI, entre la Haute-Corse et la Corse du Sud, qui limite la possibilité d'actions communes à l'échelle de l'île. A noter que la fusion, au 1^{er} janvier 2020 des 2 CCI départementales devrait permettre d'homogénéiser les actions en faveur de la gestion des déchets.

5.5/ Des filières peu visibles

Le réseau d'installations de gestion accessibles aux professionnels est assez peu structuré et peu connu. Il bénéficie d'une faible visibilité auprès des différentes parties prenantes. Les tonnages de déchets provenant des activités du BTP en installation de valorisation ou de traitement en Corse ne sont pas connus par l'absence de données consolidées à l'échelle de la Corse.

Pour approfondir ces informations, une **enquête est actuellement en cours à l'échelle des installations de Corse par l'Observatoire de l'Office de l'environnement.**

5.5.1/ Principes

En matière de prévention des déchets du BTP, les actions si elles existent ne sont pas identifiées. Des initiatives sont probablement présentes et à l'initiative de chaque entreprise mais les données sur ce sujet ne sont pas disponibles actuellement.

En dehors des flux gérés non conformément à la réglementation,

- Les déchets dangereux suivent des filières dédiées (voir 4/dédié), d'après le CNIDEP 220,4 tonnes seraient produites par les artisans du BTP.
- Pour les déchets non dangereux non inertes, les solutions et installations sont identiques à celles présentées au 0 pour les DAE, elles sont très limitées sur le territoire. Toutefois d'après la CCI de Haute Corse, la gestion sur chantier se développe de plus en plus mais n'est pas quantifiable actuellement.

Aussi le tri est assuré soit directement sur chantier pour les entreprises qui ont développé ce procédé, soit par les collecteurs privés de déchets qui cherchent à maximiser la valorisation pour augmenter leurs recettes liées au recyclage.

De fait, les entreprises, qui ne pratiquent pas le tri sur chantier ou ne font pas appel à des prestataires privés de collecte, génèrent des déchets en mélange difficilement valorisables. L'amélioration du tri et de la valorisation des déchets du BTP reste limitée en Corse où le maillage des installations de tri est très insuffisant.

- Pour les déchets inertes, 84% du gisement des déchets du BTP, l'organisation est décrite ci-après.

5.5.2/ Zoom sur la gestion des déchets inertes

Collecte

Aujourd'hui, les **déchèteries publiques** du SYVADEC accueillent majoritairement les professionnels (26 sur 34 sites) mais limitent les apports (ouverture d'un compte prépayé, nombre de crédits accordés chaque année et débité à chaque passage en fonction de la taille des camions pour les déchets inertes : 2 sacs de 48 kg par usager par passage). Les déchèteries publiques ne sont pas des lieux de collecte privilégiés par les professionnels du BTP, ce qui ne facilite pas la connaissance des gisements produits et collectés.

Toutefois le SYVADEC dispose d'une liste de professionnels, non communiquée car non formalisée, pouvant accueillir les déchets inertes des professionnels.

Figure 129 : Cartographie des déchèteries publiques accueillant les professionnels en 2018

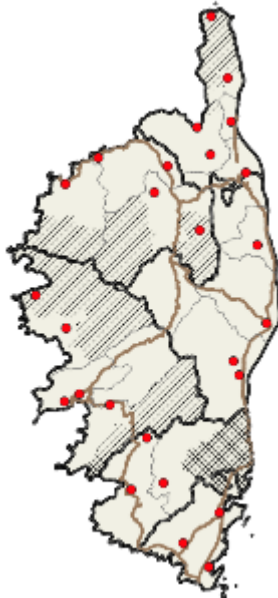
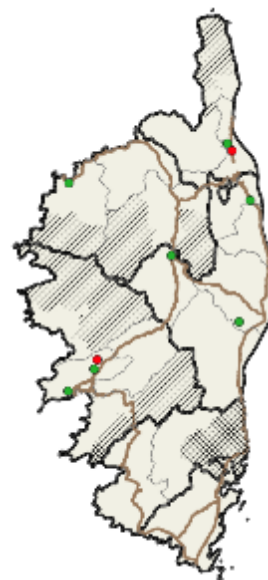


Figure 130 : Cartographie des installations privées accueillant les déchets professionnels en 2018 (en vert) et les projets à venir (en rouge)



Valorisation

La loi pour la transition énergétique et la croissance verte oblige la valorisation sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020.

En Corse, certaines entreprises assurent de manière autonome la valorisation de leurs gravats (remblais). Même si elles existent, elles ne sont pas clairement identifiées et ne cherchent pas nécessairement à être mise en avant.

Quelques acteurs privés du déchet ont toutefois été identifiés par l'OEC et la DREAL et confirmés à la suite d'échanges téléphoniques comme assurant la valorisation des déchets du BTP :

- CICO Carrières (BORGO – Lucciana),
- Balagne Recyclage (Calvi),
- Malagoli (San Gavino di Carbini): site très proche de Porto-Vecchio,
- Corse Concassage recyclage (Mezzana, commune de Sarrola Carcopino),
- SARL Lanfranchi Environnement (Viggianello),
- Betag (Lucciana) : 9 000 t,
- Marc Albertini (Corte) : 1 200 t,
- Ets Francisci (Migliacciaro),

Elimination

8 installations sont autorisées pour le stockage des déchets inertes sur le territoire :

- Le site CICO Carrière à Borgo (31 170t),
- Le site BETAG à Lucciana,
- Le site SARL LANFRANCHI à Viggianello,
- Le site SGBC Cuttoli Corticchiato (5 000t),
- Le site SGBC à Peri (12 000t),
- Le site SGBC à Sartène (30 000t),
- Le site Carrière Centre Corse à Poggio-di-Venaco, activité d'accueil des déchets non débutée,
- Le site Carrière Dani à Prunelli di Fium'Orbu, activité d'accueil des déchets non débutée.

Pour les autres flux, les installations n'étant pas spécifiques aux déchets du BTP, cela ne permet donc pas d'identifier les éléments propres à ce secteur d'activité.

En 2018, les retours de l'enquête sur les déchets du BTP menée par l'OEC indiquent

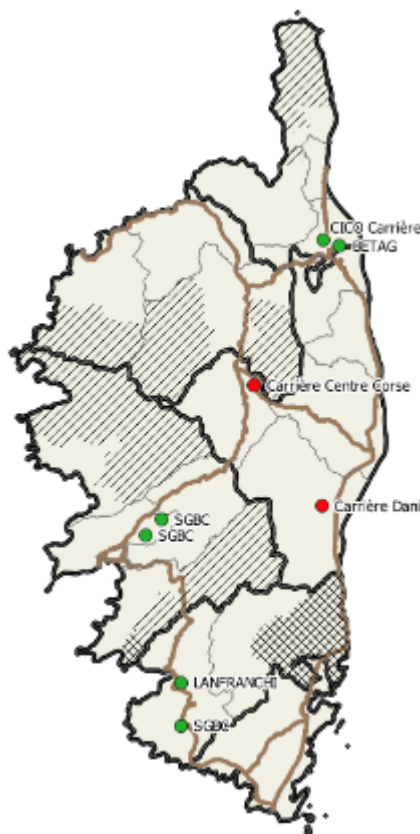


Figure 131 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) en 2018 (en vert) en projet (en rouge)

que les gisements collectés de déchets inertes représentent au moins **78 000 tonnes en Corse** (toutes les entreprises n'ayant pas répondues).

Maillage des installations accueillant les DBTP

La pertinence du maillage des installations s'étudie en vérifiant si :

- 1/** Le nombre d'installations est suffisant par rapport au gisement
- 2/** La proximité des installations est suffisante par rapport aux zones de production.

Pour le premier point, l'analyse croisée des gisements estimés produits de DBTP et des installations présentes montre que le nombre d'installations accueillant les déchets professionnels est en théorie en nombre suffisant. En effet le nombre de tonnes estimées ramenées à 1 installation est cohérent avec les capacités des installations sur le continent (en moyenne 1 installation pour 44 000 tonnes). Par ailleurs, le nombre d'installations n'est relativement cohérent avec le gisement estimé sur chaque territoire : des moyens adaptés aux besoins d'un point de vue strictement quantitatif à chaque territoire.

Tableau 49 : Comparaison du gisement estimé de DBTP en 2018 avec le nombre d'installations accueillant ces déchets (unités de transfert/valorisation et ISDI/carrières)

Territoires	Nombre d'installations accueillant les déchets du BTP	Gisement DBTP estimé en 2018	Ratio
Grand Bastia	3	145 ktonnes	1 installation pour 48 000 t
Balagne-Centre	2	78 ktonnes	1 installation pour 37 500 t
Grand Ajaccio	4	193 ktonnes	1 installation pour 48 000 t
Extrême Sud	2	100 ktonnes	1 installation pour 50 000 t
Grand Valinco	2	22 ktonnes	1 installation pour 11 000 t
Plaine-Cortonais	2	116 ktonnes	1 installation pour 58 000 t

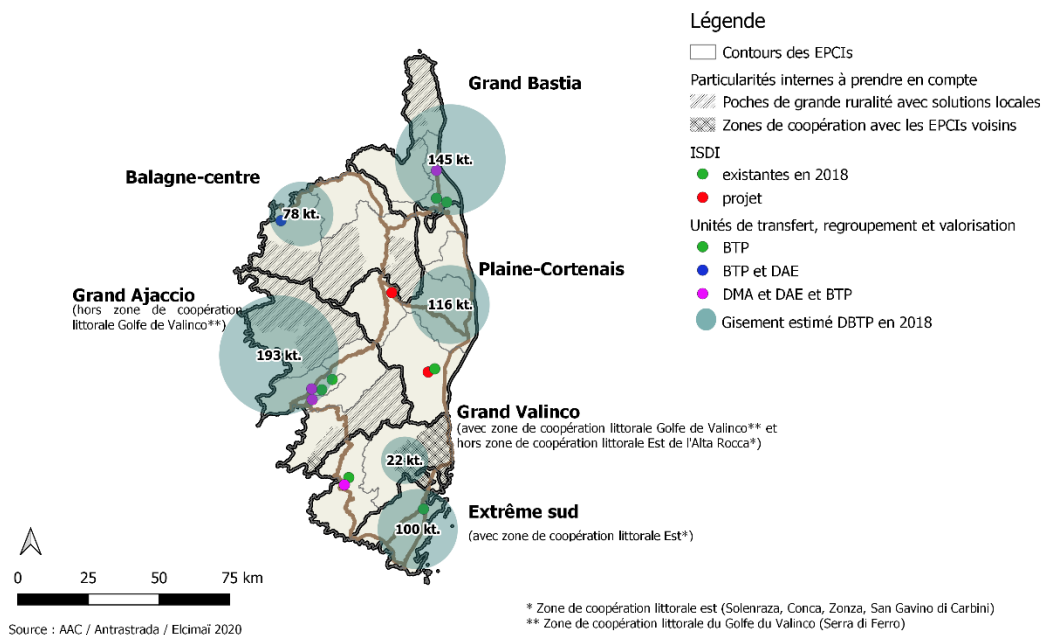
Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Pour le second point d'analyse, la carte ci-dessous montrent que tous les territoires pourraient être densifiés en installation pour répondre à une logique de proximité.

Sans une estimation précise des déchets du BTP produits sur le territoire, la projection du nombre d'installations nécessaires et des types de solutions à apporter ne peut être réalisée avec certitude. Cette analyse devra être affinée lors du suivi de la mise en œuvre du PTPGD lorsque les données disponibles sur ces flux de déchets seront plus complètes.

Figure 132 : Cartes des gisements estimés par territoire (source : ANTRASTRADA, AAC) et des installations accueillant les déchets BTP en 2018 (OEC)

Installations accueillant les déchets BTP en 2018



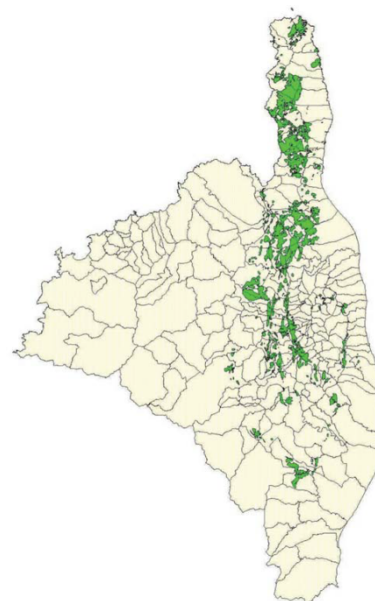
Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

A noter toutefois que ces analyses ont permis de construire les scénarios du PTPGD présentés dans le chapitre 3 en tenant compte des éléments prospectives sur la production des déchets à horizon 2033 et des orientations retenues pour le PTPGD.

Zoom sur la problématique des déblais amiantés

La Corse présente également sur son territoire des affleurements de roches amiantifères. En 1997 le Bureau de recherche Géologique et Minière (BRGM) a réalisé une cartographie des roches à probabilité amiantifère élevée. Cette cartographie concerne 133 communes du département de Haute-Corse.

Figure 133 : Cartographie des formations rocheuses potentiellement amiantifères en Corse (source : BRGM)



La prévention de la production de ces déblais amiantifères est un enjeu important car il n'existe pas sur le territoire de solutions pour leur élimination.

Bilan sur les filières suivies

Compte tenu des informations disponibles, les filières suivies par les déchets du BTP en 2018 sont les suivantes :

Origine des déchets	Compositions des gisements	Valorisation matière	% valorisation matière	Valorisation organique	% valorisation organique	Stockage	% stockage	Inconnu	% inconnu	TOTAL
Bâtiment	Déchets Inertes	19 500 t	17%	0 t	0%	0 t	0%	96 763 t	83%	116 263 t
	Déchets non dangereux	10 441 t	24%	3 487 t	8%	11 380 t	26%	18 905 t	43%	44 213 t
	Déchets dangereux	0 t	0%	0 t	0%	0 t	0%	3 275 t	100%	3 275 t
SOUS-TOTAL DECHETS DU BATIMENT		29 941 t	18%	3 487 t	2%	11 380 t	7%	118 942 t	73%	163 750 t
TP	Déchets Inertes	58 500 t	13%	0 t	0%	0 t	0%	398 363 t	87%	456 863 t
	Déchets non dangereux	5 801 t	24%	1 937 t	8%	6 322 t	26%	10 503 t	43%	24 563 t
	Déchets dangereux	0 t	0%	0 t	0%	0 t	0%	9 825 t	100%	9 825 t
SOUS-TOTAL DECHETS DES TP		64 301 t	13%	1 937 t	0%	6 322 t	1%	418 690 t	85%	491 250 t
SOUS-TOTAL Déchets du BTP		94 242 t	14%	5 424 t	1%	17 702 t	3%	537 633 t	82%	655 000 t

Rappel : estimations qui présentent des incertitudes non évaluables à ce jour.

Elles s'appuient :

- Pour les DI sur les gisements entrants sur les ISDI (remblai de carrières) communiqués (78 000 tonnes réparties entre le TP et le bâtiment au prorata du gisement total de DI entre les deux secteurs). Le reste des DI est intégré dans « filière inconnue » ;
- Pour les DND sur la même répartition entre les filières que celles estimées pour les DAE (DNDNI) s'agissant de la même nature de déchets (voir 3.1.3/) ;
- Pour les DD sur l'absence d'informations sur les déchets dangereux diffus, la présence importante de dépôts sauvages (comprenant probablement aussi des déchets dangereux).

A retenir concernant les déchets du BTP

- Un gisement estimé à 655 000 tonnes en 2016, à 75% issus des activités du TP et à 84% composé de déchets inertes (DNDNI 15% et DD 2%), (estimations avec incertitudes non évaluables à ce jour),
 - 655 000 t de gisement produits (DI+DND+DD)
 - dont 570 000 t DI produits
 - dont 78 000 t DI collectés
- Un enjeu fort d'amélioration de la traçabilité des filières de déchets du BTP,
- Des mauvaises pratiques trop ancrées y compris dans les collectivités publiques,
- Un maillage d'installations insuffisant pour le tri et la valorisation des déchets du BTP,
- Des actions en matière de réemploi, valorisation sur chantier qui se développent mais sans réussir à rayonner réellement ou impulser une dynamique plus généralisée.

6/ Un réseau d'installations de valorisation et de traitement des déchets insuffisant pour faire face aux besoins du territoire

6.1/ Les déchèteries et points de collecte de proximité

Le territoire compte **34 déchèteries**, dont 27 sont des déchèteries publiques et 7 gérées par une maîtrise d'œuvre privée. A partir du 1^{er} janvier 2020, le SYVADEC assurera l'exploitation de 25 déchèteries.

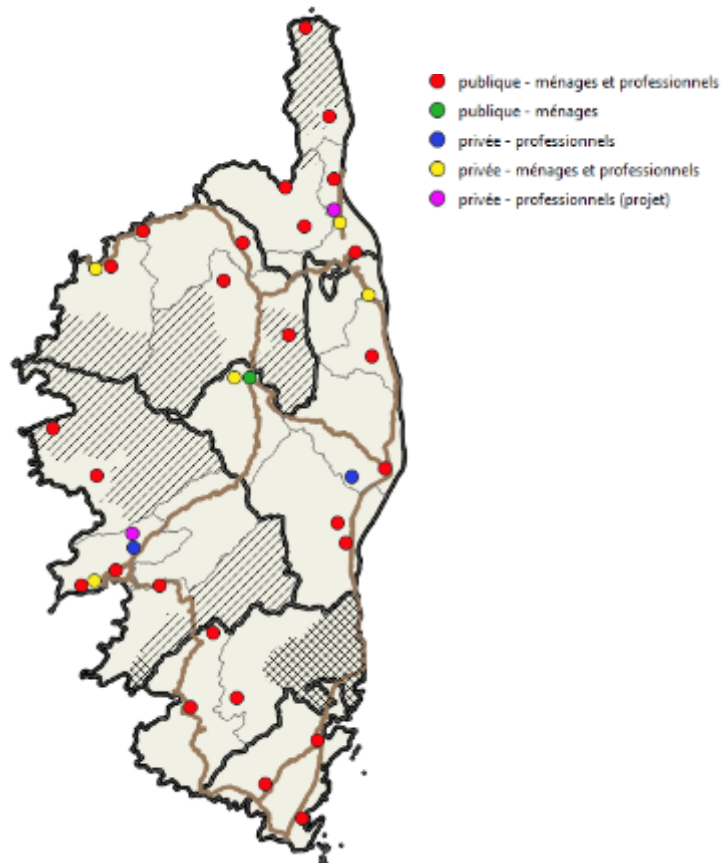
Les déchets des ménages sont acceptés sur 31 déchèteries, tandis que les déchets des professionnels sont acceptés sur 33 déchèteries.

Tableau 50 : Bilan des déchèteries en Corse en 2018

Nom	Publique / Privée	Exploitant	Accueil des ménages	Accueil des professionnels
Déchèterie Castifao	Publique	CC de Pasquale Paoli	Oui	Oui
Déchèterie Intercommunale de Corbara	Publique	CC Ile Rousse Balagne	Oui	Oui
Déchèterie Mobile Ajaccio	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie Sainte Lucie	Publique	CC Sud Corse	Oui	Oui
Déchèterie Ventiseri	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie d'Ersa	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Bastia	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Bonifacio	Publique	CC Sud Corse	Oui	Oui
Déchèterie de Calvi	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Cauro	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Cervione	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Corte	Publique	CC Centre Corse	Oui	Non
Déchèterie de Figari	Publique	CC Sud Corse	Oui	Oui
Déchèterie de Lama	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Lucciana (Marana Golo)	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Moca-Croce	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Piana	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Porto-Vecchio	Publique	CC Sud Corse	Oui	Oui
Déchèterie de Prunelli-Di-Fium'Orbu	Publique	CC de Fium'Orbu Castellu	Oui	Oui
Déchèterie de Saint-Florent	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Sisco	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Stiletto	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Vico	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Viggianello	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie de Vallecalle	Publique	SYVADEC	Oui	Oui
Déchèterie d'Aléria	Publique	CC de l'Orient	Oui	Oui
Déchèterie San Lorenzo	Publique	CC de Pasquale Paoli	Oui	Oui
Déchèterie Corse	Privée	Corse Eurodéchets	Non	Oui

Nom	Publique / Privée	Exploitant	Accueil des ménages	Accueil des professionnels
Eurodéchets				
Déchèterie de Francisci	Privée	Ets Francisci	Non	Oui
Déchèterie de Folelli (Chimirec)	Privée	CHIMIREC	Oui	Oui
Déchèterie SARL Balagne Recyclage Calvi	Privée	SARL Balagne Recyclage	Oui	Oui
Déchèterie Albertini Marc CORTE	Privée	Albertini Marc	Non	Oui
Déchèterie Environnement Service Ajaccio	Privée	Environnement Service	Oui	Oui
Déchèterie AM Environnement Biguglia	Privée	AM Environnement	Oui	Oui

Figure 134 : Cartographie des déchèteries et point de collecte de proximité (2018)



La déchèterie est le moyen de collecte le plus avantageux dans la gestion des déchets ménagers et assimilés. Elle présente le coût aidé à la tonne le moins élevé de tous les services (149 €/tonne de déchets gérés sur site et un coût à l'habitant de 24 € par habitant et par an).

Le maillage en déchèteries reste insuffisant, notamment près des grandes villes.

Même avec une collecte efficace des encombrants, souvent coûteuse, l'apport volontaire en déchèteries reste décisif pour augmenter les volumes collectés.

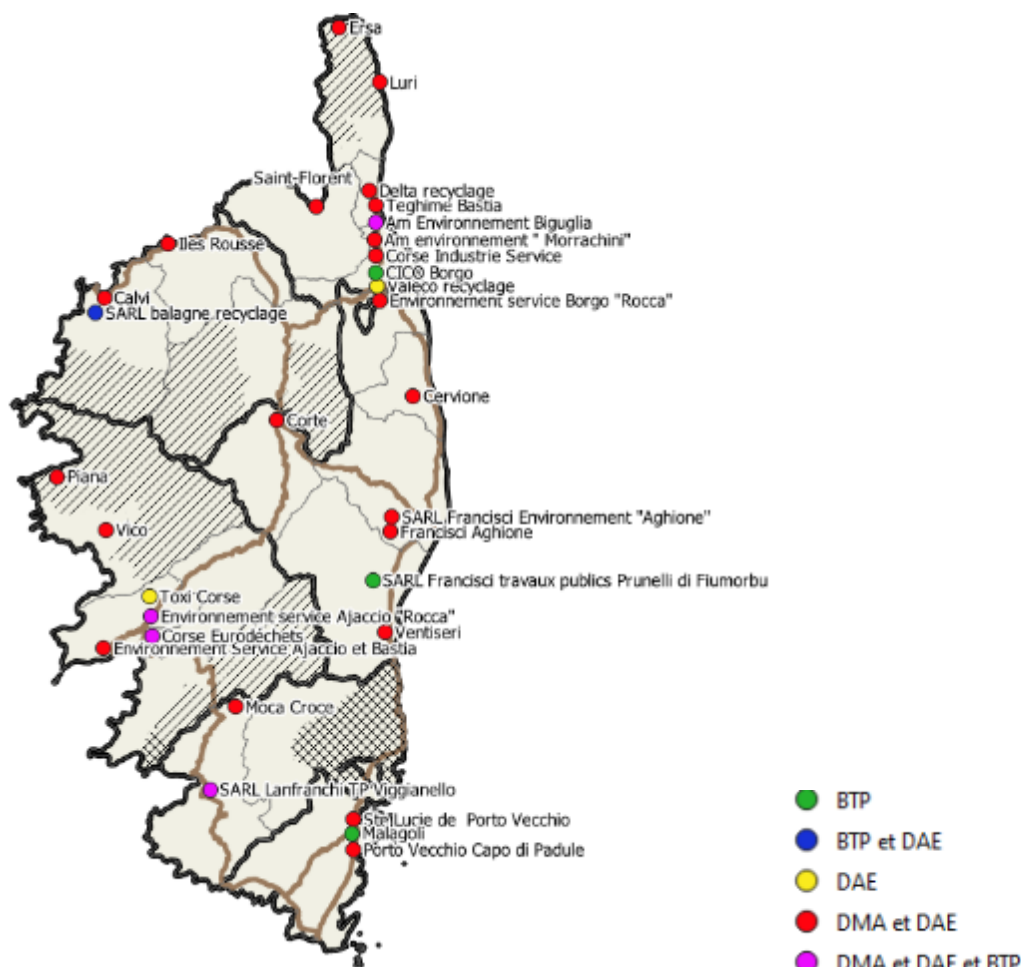
Le renforcement du maillage en déchèteries, la mise en place de déchèteries mobiles, constituent des volets indispensables du renforcement du tri et de la valorisation : les déchèteries représentent en effet plus de la moitié des flux collectés.

6.2/ Les installations de transfert des déchets ménagers et des DAE

Dans le cadre du dispositif de fonctionnement normal de la gestion des déchets, le territoire compte 36 installations de transfert des déchets. La nature des déchets reçus diffère selon les sites :

- Les OMR sont acceptés sur 15 sites,
- Les déchets inertes du BTP sont acceptés sur 9 sites,
- Les déchets dangereux sont acceptés sur 8 sites.

Figure 135 : Cartographie des installations de transfert des déchets en Corse en fonction des flux accueillis (2018)



Les données des tonnages transférés proviennent du SYVADEC. Il s'agit des apports du SYVADEC. Pour les sites de transferts privés tels que Rocca et Corse Eurodéchets, les apports en direct des entreprises privées ne sont pas renseignés.

Tableau 51 : Bilan des installations de transfert en Corse

Nom	Nature des déchets		Tonnages transférés en 2018 (si connus)
Calvi	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	6 996 t
Corte	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	5 341 t
Piana	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	1 223 t
Vico	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	3 323 t
Moca Croce	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	1 402 t
Porto Vecchio Capo di Padule	DMA et DAE	OMr	17 539 t
Ste Lucie de Porto Vecchio	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	3 777 t
Luri	DMA et DAE	OMr	1 413 t
Teghime Bastia	DMA et DAE	OMr	36 781 t
Ile Rousse	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	5 610 t
Saint-Florent	DMA et DAE	Verre, emballages et papiers	
Ventiseri	DMA et DAE	Verre, emballages et papiers	
Ersa	DMA et DAE	Verre, emballages et papiers	
Cervione	DMA et DAE	OMr Verre, emballages, papiers, métaux et plastiques	
Corse Eurodéchets, Sarrola	DMA, DAE	OMr Verre, emballages, papier, métaux et plastiques	3 673 t
Corse Eurodéchets Sarrola	BTP	Déchets inertes	
Environnement service Ajaccio	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers, cartons, DEA, DEEE, métaux, VHU et pneus	34 251 t
Environnement service Sarrola Carcopino	BTP	Déchets inertes	
Environnement service Borgo	DMA et DAE	Verre, emballages et papiers, cartons, DEA, DEEE, métaux, VHU et pneus	
SARL Francisci Aghione	DMA et DAE	Tout-venant, DEEE hors froid, métaux, plastiques, déchets verts	
SARL Francisci travaux publics Prunelli di Fium'Orbu	BTP	Déchets inertes	
Delta recyclage	DMA et DAE	Papiers	

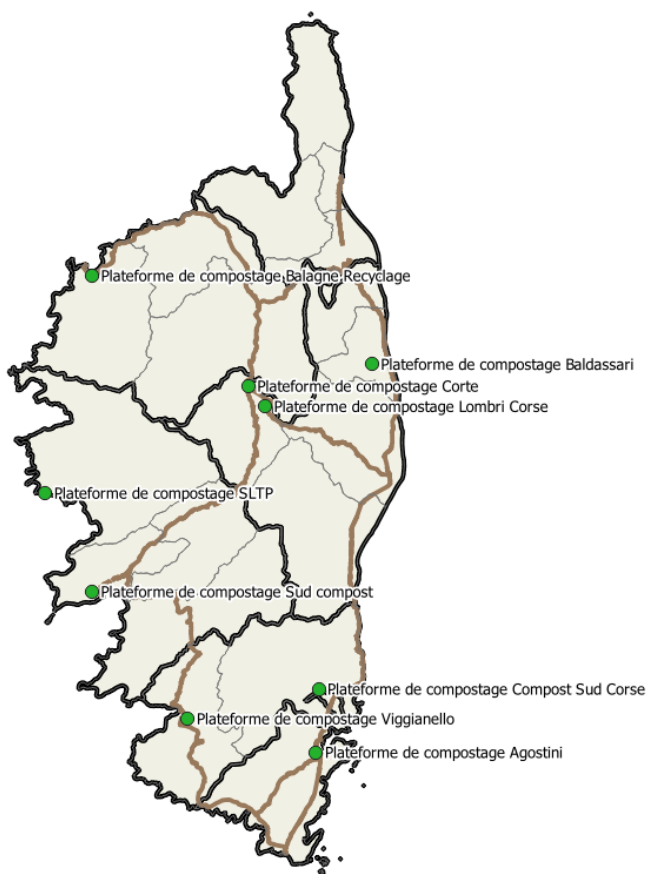
Nom	Nature des déchets		Tonnages transférés en 2018 (si connus)
Corse Industrie Service	DMA et DAE	Métaux	
Toxi Corse	DAE	Déchets produits toxiques et chimiques, DASRI	
Valeco recyclage	DAE	OMr Verre, emballages et papiers	
SARL Lanfranchi TP Viggianello	BTP	Déchets inertes	
Viggianello	DMA et DAE	OMr Verre, emballages et papiers	
Am Environnement Biguglia	DMA et DAE	Tout-venant, Verre, emballages, papiers, VHU, DEEE, cartons, bois, métaux, DEA, lampes et néons	
AM Environnement Biguglia	BTP	Déchets inertes	
Malagoli	BTP	Déchets inertes	
SARL Balagne recyclage	BTP et DAE	Déchets inertes	
CICO Borgo	BTP	Déchets inertes	

Il convient par ailleurs de signaler qu'à la suite de la situation de crise que rencontre le territoire depuis le second semestre 2019, plusieurs installations de stockage/regroupement temporaires ont été mises en place pour pallier l'indisponibilité des exutoires. Au regard des quantités en jeu, ces sites ont fait l'objet de déclarations administratives au titre des ICPE.

6.3/ Les unités de valorisation organique des déchets non dangereux

Le territoire compte 9 plateformes de compostage.

Figure 136 : Cartographie des plateformes de compostage en Corse



La nature des déchets acceptés diffère selon les sites :

- Déchets verts : 7 plateformes de compostage,
- Biodéchets alimentaires : 4 plateformes de compostage,
- Boues de STEP : 2 plateformes de compostage.

Tableau 52 : Quantités réceptionnées à l'échelle des plateformes de compostage en Corse

Nom	Localisation	Biodéchets alimentaires	Boues de STEP	Déchets verts
Plateforme de compostage Agostini	Porto-Vecchio			x
Plateforme de compostage Sud Corse	Zonza		4 912 t	x

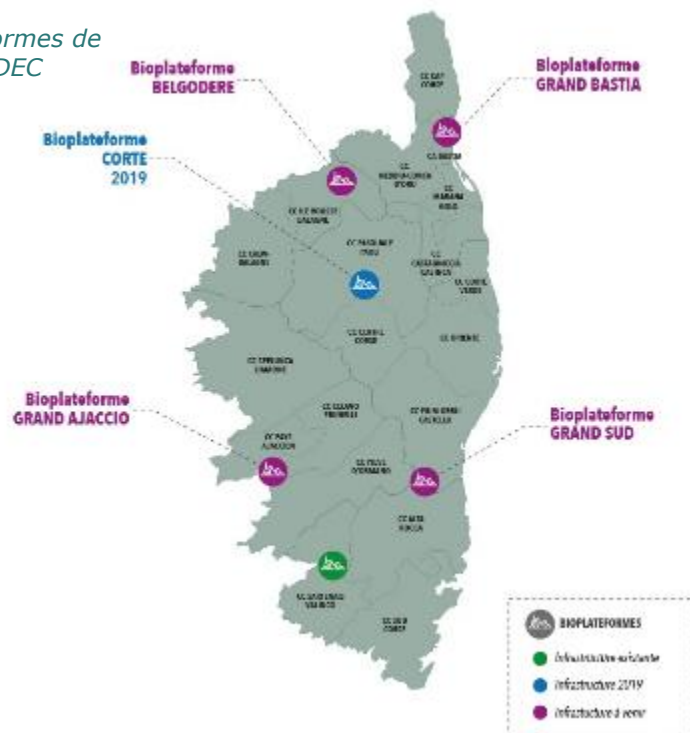
Nom	Localisation	Biodéchets alimentaires	Boues de STEP	Déchets verts
Plateforme de compostage Baldassari	Cervione			x
Plateforme de compostage SLTP	Cargèse			
Plateforme de compostage SLTP	Ajaccio - Cargèse	6 t		1 834 t
Plateforme de compostage Balagne Recyclage				720 t
Plateforme de compostage Viggianello	Viggianello	A partir de mai 2019		430 t
Plateforme de compostage Corte	Corte	24 t		
Plateforme de compostage Lombri Corse	Poggio-di-Venaco		4 740 t	

Les plateformes de compostage de Viggianello et de Corte sont gérées par le SYVADEC.

Le développement du maillage des plateformes de compostage se poursuit. La plateforme Sud Compost à Cargèse, exploitée par l'entreprise SLTP, a été ouverte début 2019 et réceptionne uniquement des biodéchets alimentaires.

Le SYVADEC a pour projets de créer 4 autres plateformes de compostage localisées sur la carte ci-après :

Figure 137 : Cartographie des plateformes de compostage gérées par le SYVADEC



6.4/ Les unités de regroupement et/ou valorisation matière des déchets non dangereux

6.4.1/ Pré-Tri ou regroupement des recyclables ménagers

Le territoire ne compte pas de centre de tri des emballages et papiers recyclables à proprement parlé, mais dispose néanmoins de plusieurs centres de pré-tri et/ou regroupement pour les emballages et papiers recyclables en Corse.

Figure 138 : Cartographie des unités de regroupement ou de pré-tri en Corse existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)

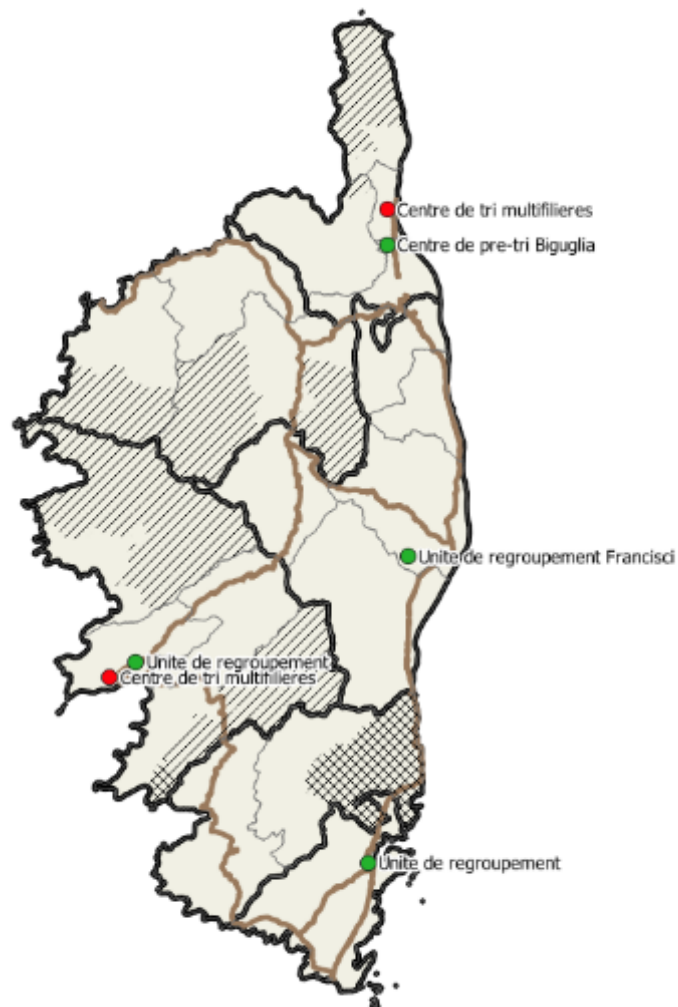


Tableau 53 : Bilan des centres de pré-tri en Corse

Nom	Localisation	Exploitant	Tonnages		Refus de tri	Régime
			Entrants	Valorisés		
Unité de regroupement de Francisci	Aghjone	Francisci Environnement	5 957 t	580 t	1116 t	Déclaration
Unité de regroupement de Mezzavia	Mezzavia	Environnement service				Non connu
Unité de regroupement de Porto Vecchio	Porto Vecchio	Giraschi				Non connu
Centre de pré-tri Biguglia	Biguglia	AM Environnement	5 411,3 t	4 665 t	836,5 t	Non connu

Sur le site de Biguglia, un pré-tri des emballages est réalisé afin de séparer :

- Les emballages en aluminium,
- Les emballages en acier,
- Les cartons,
- Les papiers,
- La fraction mixte (plastiques et Tetra Pak).

Seule la fraction mixte est exportée sur le continent, au centre de tri de PAPREC à Nîmes.

Les refus de tri sont orientés en ISDND, ils représentent 17% des tonnages entrants.

Pour les flux connus, le détail des tonnages valorisés par nature de déchets est précisé ci-dessous.

Tableau 54 : Détail des tonnages valorisés par nature de déchets

Nature de déchets	Tonnages sortants pour valorisation
Déchets métalliques	482,45 t
Emballages papier carton non complexés	3622,95 t
Papiers graphiques	30 t
Déchets de matières plastiques	810,41 t
Déchets de bois	150 t
EMR en mélange	149,62 t

Seuls les déchets de bois sont valorisés en Corse. Ils sont orientés vers les plateformes de compostage. Les autres flux sont exportés sur le continent pour valorisation, notamment les centres de tri de PAPREC à Martigues.

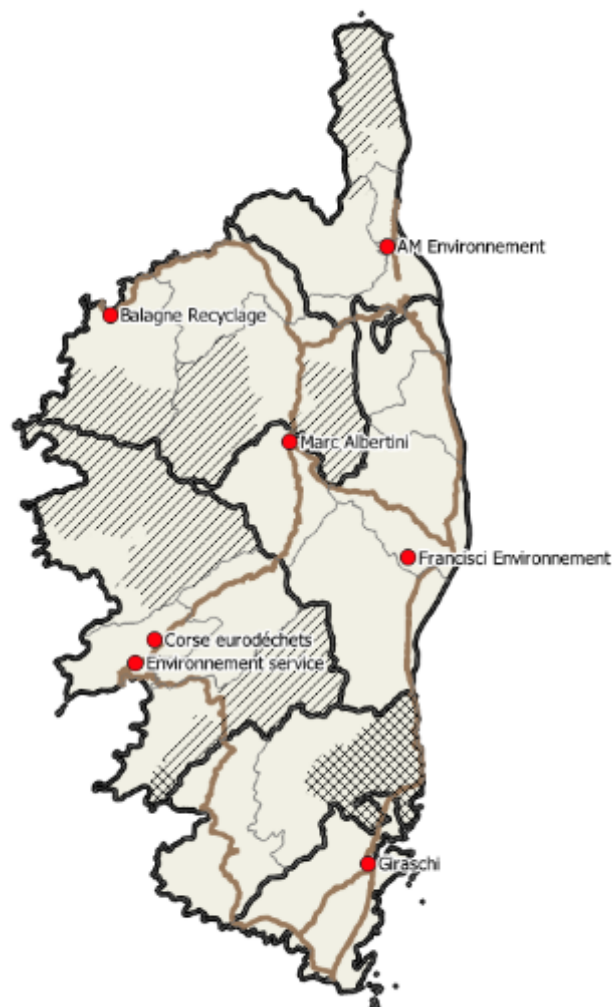
6.4.2/ Regroupement ou pré-tri des déchets des professionnels

Plusieurs installations de gestion des déchets des professionnels ont été recensées sur le territoire.

Suite à une enquête téléphonique auprès des professionnels de la gestion des déchets, les installations identifiées de regroupement ou de pré-tri à destination des déchets non dangereux professionnels sont :

- Balagne Recyclage à Calvi (tonnages communiqués 600t cartons, 1100t déchets verts),
- AM Environnement à Biguglia (5 411t entrantes),
- Environnement service à Mezzavia (tonnage non communiqué),
- Corse Eurodéchets (tonnage non communiqué),
- Francisci Environnement à Aghione (5957 t entrantes),
- Giraschi à Porto Vecchio (tonnage non communiqué),
- Marc Albertini à Corte (900 t ferrailles et DIB).

Figure 139 : Carte des unités de regroupement des déchets professionnels en Corse en 2018



6.5/ Les unités de valorisation énergétique des déchets non dangereux

La seule installation recensée est l'installation de méthanisation des boues et des graisses de la station d'épuration de la CAPA, autorisée au titre des ICPE par un arrêté préfectoral initial daté du 30 mai 2012. Afin d'optimiser les performances de la méthanisation, les boues biologiques subissent au préalable une désintégration par ultrasons. Le biogaz produit est valorisé en chaleur et en électricité via des installations de combustion et de cogénération.

6.6/ Les installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND)

La gestion des déchets résiduels est la principale problématique sur le territoire.

L'élimination des déchets était historiquement assurée localement dans des conditions souvent non conformes. La politique volontariste conduite dans les années 2000 en matière de résorption des décharges sauvages s'était concrétisée par des résultats tangibles. Le PPGDND montrait ainsi que, de 1996 à mars 2011, 148 sites ont été répertoriés, 40 d'entre eux ont été réhabilités et 108 sites restaient à être réhabiliter (12 en cours).

En 2003, huit installations de stockage étaient sollicitées en proximité ; en 2011, cinq installations étaient opérationnelles.

En 2018, le territoire ne compte plus que deux ISDND en activité et en exploitation pour la gestion des déchets résiduels de l'ensemble de l'île.

- ↳ **L'ISDND de Viggianello** a une capacité totale de 464 000 tonnes. L'arrêté préfectoral n°08-0243 autorise l'exploitation du site jusqu'en 2020. Sa capacité maximale annuelle autorisée est de 45 000 tonnes.

La capacité annuelle de stockage du site a été augmentée temporairement par arrêté inter-préfectoral n°2A-2018-06-25-005 du 25/06/2018 pour atteindre 71 500 tonnes, puis par un arrêté préfectoral de réquisition n°2A-2018-08-13-002 du 13/08/2018 autorisant le dépôt de 60 000 tonnes au-delà de la capacité totale jusqu'au 1^{er} mars 2019.

Cette installation accueille très majoritairement les déchets du SYVADEC.

- ↳ **L'ISDND de Prunelli di Fium'Orbu** exploité par l'entreprise STOC (Société de Traitement des Ordures Ménagères) fonctionne en mode bioréacteur. Le site dispose d'une unité de valorisation énergétique du biogaz via la revente de l'énergie thermique et de l'électricité.

La capacité totale du site est de 400 000 tonnes, sa capacité maximale de stockage annuelle est de 40 000 tonnes. L'arrêté préfectoral n°2013-213-0012 autorise l'exploitation du site jusqu'en 2023.

L'arrêté du 6 novembre 2018 a réquisitionné l'entreprise STOC pour recevoir une capacité complémentaire de 18 000 tonnes de déchets ultimes.

	Gestionnaire	Localisation	Tonnages reçus en 2018
ISDND	SYVADEC	Viggianello	126 000 t
ISDND	STOC	Prunelli di Fium'Orbu	46 000 t

On notera que les démarches de valorisation engagées (collectes sélectives, tri des encombrants...) ont permis de réduire de 5 % les quantités enfouies entre 2010 et 2015, alors même que la population a augmenté de près de 30 000 habitants.

Cet effort de réduction et de détournement devra être poursuivi pour répondre aux obligations de limitation des capacités induites par la LTECV : en 2020, les capacités autorisées sont ainsi censées être limitées à 70 % des quantités entrantes en 2010, soit 126 100 t ; en 2025, elles seraient limitées à 50 % de ces mêmes quantités, soit 90 075 t. Ces limitations sont renforcées dans le cadre de la transposition de la directive cadre européenne et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Ce manque d'exutoires est entre autres lié à l'omniprésence du réflexe NIMBY à l'échelle du territoire. Les anciennes mauvaises pratiques sont à l'origine d'une perception tronquée par de nombreuses parties prenantes, élus, riverains ou encore associations, qui s'opposent systématiquement à l'idée même d'un projet de stockage. Les règles de l'art et la réglementation ont pourtant été nettement renforcées quant à la conception, l'aménagement et l'exploitation de ces sites. Les impacts potentiels même sont potentiellement modifiés en raison de la modification de la composition des flux stockés.

Il convient également de signaler que trois autres installations font l'objet d'autorisations administratives sur le territoire, sans que les aménagements n'aient été réalisés pour l'instant :

- ↪ L'entreprise Staneco dispose d'une autorisation d'exploiter une installation de stockage sur la commune de Tallone pour une durée de 3 années ou 150 000 tonnes de déchets admis sur l'installation dans le cadre d'un arrêté préfectoral délivré le 08 août 2017 ;
- ↪ L'entreprise Oriente Environnement dispose d'une autorisation d'exploiter une installation de stockage sur la commune de Giuncaggio d'une capacité annuelle respective de 70 000 tonnes/an de déchets non dangereux sur une période de 30 ans et de 102 000 tonnes/an de terres amiantifères sur une période de 12 ans. Celle-ci fait suite à la décision du tribunal administratif de Bastia du 03/10/2019 annulant l'arrêté du 15 novembre 2016 par lequel le préfet de la Haute-Corse avait refusé de lui délivrer l'autorisation d'exploiter. Les prescriptions techniques qui seront applicables à cette installation ont été notifiées en octobre 2020 ;
- ↪ L'entreprise Lanfranchi Environnement a été autorisée par arrêté préfectoral du 13/11/2019 à exploiter sur la commune de Viggianello une installation de stockage présentant une capacité de 58 000 t/an pour une durée de 10 ans. Par ailleurs, l'entreprise Lanfranchi a déposé à dossier d'autorisation à exploiter le 7 octobre 2020 pour une demande d'extension de 38 100 tonnes, correspondant à la prise en compte du tassement des déchets dans le casier et à la modification de la géométrie du dôme, jusqu'en mai/juin 2021.

6.7/ Les unités de gestion des déchets inertes

Plusieurs installations de valorisation des déchets inertes sont identifiées sur le territoire ; les flux entrants sont concassés, criblés, puis réutilisés en sous-couche routière ou pour des remblais.

Tableau 55 : Bilan des unités de concassage pour les déchets inertes

Exploitant	Zone d'apport
CICO Carrière (Borgo - Lucciana)	Grand Bastia
Balagne Recyclage (Calvi)	Balagne
Malagoli (San Gavino di Carbini)	Plaine, extrême Sud
Corse Concassage recyclage (Mezzavia)	CAPA, Spelunca Liamone, Piève de l'Ornano
SARL Lanfranchi (Viggianello)	Sud
Betag (Luciana)	Grand Bastia
Marc Albertini (Corte)	Centre Corse

Par ailleurs, 8 installations sont autorisées pour réaliser du stockage de matériaux inertes (autorisations de remblaiement de carrières - rubrique 2510 de la nomenclature ICPE ou une installation dans le cadre du stockage des déchets inertes - rubrique 2760) :

- Le site CICO Carrière à Borgo (31 170t traitées),
- Le site BETAG à Lucciana,
- Le site SARL LANFRANCHI à Viggianello (132 000 t de capacité),
- Le site SGBC Cuttoli Corticchiato (5 000t traitées),
- Le site SGBC à Peri (12 000t traitées),
- Le site SGBC à Sartène (30 000t traitées),
- Le site Carrière Centre Corse à Poggio-di-Venaco, activité d'accueil des déchets non débutée,
- Le site Carrière Dani (STOC) à Prunelli di Fium'Orbu, activité d'accueil des déchets non débutée (72 000 t de capacité).

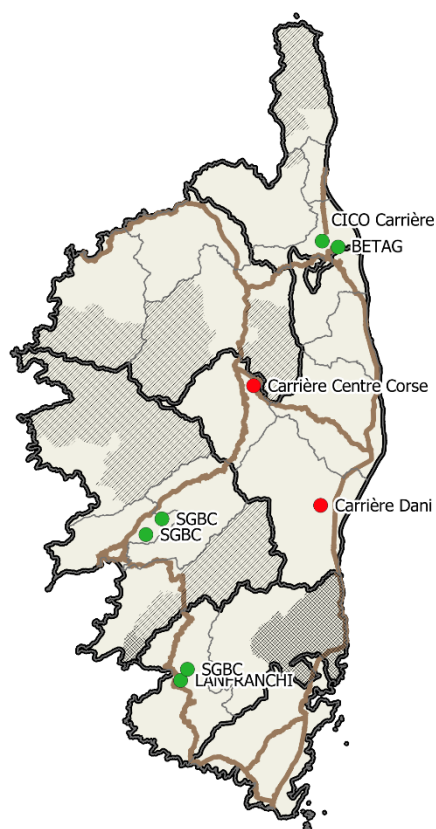


Figure 140 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)

6.8/ Les installations de regroupement et de traitement des déchets dangereux

L'entreprise CHIMIREC exploite sur la commune de Penta di Casinca une unité de tri/transit/ regroupement de déchets dangereux et DEEE. Les capacités de stockage autorisées sont les suivantes selon l'arrêté préfectoral modificatif du 18 décembre 2015 :

- 195 m³ d'huiles usagées,
- 65 m³ d'eaux souillées et hydrocarburées,
- 65 m³ de solvants usagés.
- 85 m³ d'emballages et matériaux souillés.
- 90 m³ de boues.
- 45 m³ de terres souillées.
- 100 m³ de poteaux créosotés
- 127 m³ de DTQD conditionnés.

2 306 tonnes de déchets dangereux ont ainsi transité par l'installation de Chimirec en 2017, avant d'être éliminées via différentes filières dédiées sur le continent.

La société Toxicorse dispose également d'une autorisation de transit / regroupement de déchets dangereux pour une capacité maximale de 100 t pour une unité localisée à Sarrola-Carcopino.

A noter également que l'entreprise AM Environnement réalise des opérations de dépollution des DEEE (enlèvement des fluides frigorigènes) dans son centre de tri et préparation de Biguglia, ainsi que des opérations de regroupement (lampes par exemple).

Deux unités ECODAS de prétraitement par désinfection autoclave sont exploités par la société SANICORSE à Sarrola-Carcopino. L'exploitation de ces équipements a été initialement autorisé par arrêté préfectoral n°08-0511 du 23 mai 2008, modifié par un arrêté préfectoral du 2 septembre 2019 lui conférant une capacité de traitement totale de 5 000 tonnes par an. Les déchets ainsi banalisés sont ensuite pris en charge par un prestataire pour enfouissement.

6.9/ Projets d'installations identifiés

Conformément à la réglementation, le PTPGD doit recenser les projets ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration déposés auprès des services de l'Etat à la date de rédaction du plan.

Dans le cadre de ce rapport d'état des lieux, plusieurs projets d'installations ont été recensés sur le territoire et sont identifiés ci-après, indépendamment de leur stade d'avancement.

Les besoins en équipements de tous types sont en effet cruciaux à l'échelle du territoire : déchèteries, plateformes de compostage et unités de méthanisation, centres de sur-tri, installations de stockage...

Tableau 56 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
Déchèteries fixes	SYVADEC	Créations	CA Bastia (2) CA Pays Ajaccien (4) CC Calvi Balagne (1) CC Castagniccia Casinca (1) CC Ile Rousse Balagne (1) CC Pasquale Paoli (1) CC Pieve Ornano (1) CC Sud Corse (1)
Déchèteries fixes	SYVADEC	Rénovation	CC Centre Corse (1) CC Ile Rousse Balagne (1) CC Marana Golo (1) CC Pieve Ornano (1) CC Pasquale Paoli (1) CC Sud Corse (3)
Déchèteries mobiles	SYVADEC	Créations	Zone Ouest (1) Zone Centre Balagne (1) Zone Sud (1)
Déchèterie privée	SARL Eco Pros	Accueil des professionnels uniquement - en cours	Biguglia
Déchèterie privée	SARL Eco Pros	Accueil des professionnels uniquement - en cours	Sarrola
Quais de transfert OM	SYVADEC	Créations	Montegrosso Belgodere Porto Vecchio
Quais de transfert OM	SYVADEC	Rénovations	Campile Porto Vecchio
Centres de regroupement du tri	SYVADEC	Créations	Sisco Belgodere Saint Florent Francardo Viggianello Porto Vecchio

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
Point de regroupement du tri	SYVADEC	Rénovation	Campile
Plateforme de compostage	SYVADEC	Au stade de projet, dossier non déposé à l'OEC	Balagne - Belgodère
Plateforme de compostage	SYVADEC	AMO en cours	Grand Bastia
Plateforme de compostage	SYVADEC	Au stade de projet, dossier non déposé	Grand Sud
Plateforme de compostage	SYVADEC	AMO en cours	Grand Ajaccio
Plateforme de compostage	SYVADEC	Création	Montegrosso
Plateforme de compostage	SYVADEC	Création	CC Costa Verde (foncier à identifier)
Plateforme de compostage	SYVADEC	Rénovation	Viggianello
Centre de tri multi filières	SYVADEC / CAPA	Etude de définition en cours	Grand Ajaccio
Centre de tri multi filières	SYVADEC / CAB	Etude de définition en cours	Grand Bastia
ISDND et installation de tri et de valorisation des déchets ménagers	SARL LANFRANCHI ENVIRONNEMENT	Arrêté du 13 novembre 2019, installation autorisée pour une durée de 10 ans, avec une capacité de stockage de 58 000 t/an DDAE déposé le 7/10/2020 pour une extension de 38100t jusqu'en mai/juin 2021	Lieu-dit "Jena di Penò" - Viggianello
ISDND et installation de stockage des terres amiantifères	ORIENTE ENVIRONNEMENT	Ecriture des prescriptions notifié en octobre 2020- Décision du Tribunal administratif n°1700043 du 03/10/2019, relançant la procédure d'examen et d'autorisation	Giuncaggio
ISDND	STANECO	Arrêté complémentaire n°2B-2017-08-08-002 en date du 08 août 2017	Tallone

7/ Les déchets en situations exceptionnelles

Conformément à la réglementation, le PTPGD doit « préciser l'identification des installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits en situation exceptionnelle, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, en distinguant ceux dont la production trouve sa cause dans le caractère exceptionnel de la situation et ceux dont la collecte et le traitement peuvent se voir affectés par cette situation. Les précisions concernant l'organisation de la collecte sont coordonnées avec les dispositions relatives à la sécurité civile prises notamment par les communes et leurs groupements. »

Par situations exceptionnelles, on entend les pandémies, les pollutions marines ou fluviales, et les catastrophes naturelles, parmi lesquelles, les inondations, les tempêtes, les cyclones, les tornades, les séismes, les feux de forêts, ou encore les avalanches par exemple.

Dans le cas d'une catastrophe naturelle, la commune est productrice et détentrice des déchets. Elle doit mettre en place la collecte des déchets des ménages sans nuire à la salubrité publique. Le maire (L2212-2 et L2224-13 et suivant du CGCT) reste la personne responsable de la gestion des déchets issus de situations exceptionnelles, qu'il s'agisse de déchets dangereux et non dangereux.

Au titre de l'article L2215-1 du CGCT, le représentant de l'État dans le département peut prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité. Ainsi lorsque l'ampleur du sinistre le nécessite ou en cas de défaillance du maire ou si ce dernier en fait la demande, l'État peut intervenir.

Afin de préparer au mieux le territoire aux risques naturels et technologiques majeurs, la Corse compte :

- Un Dossier Départemental sur les Risques Majeurs de la Haute-Corse (2015),
- Un Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Corse-du-Sud (2011).

Compte tenu de sa géographie et de la richesse des milieux naturels, la Corse est concernée par une grande diversité de risques naturels, dont les principaux sont les inondations, les feux de forêts et les tempêtes. Les 360 communes du territoire présentent un risque sismique, cependant il est qualifié de négligeable même si non nul.

Les principaux risques identifiés en Corse sont les suivants :

Tableau 57 : Recensement du nombre de communes concernées par type de risque ne Corse (DDRM 2A et 2B)

Risques		Nombre de communes concernées
Risque naturel	Risque inondations	306
	Risque mouvements de terrains	62
	Risque sismique	360
	Risque feu de forêt	360
	Risque avalanche	8
	Risque tempête	252
Risque technologique	Risque industriel	8
	Risque rupture de barrage	58
	Risque transport de marchandises dangereuses	86
Risque particulier majeur	Risque amiante environnemental	143
	Risque tunnel	2

Figure 142 : Carte de sinistralité par rapport au risque inondation (source : observatoire national des risques naturels – Géorisques, 2019)

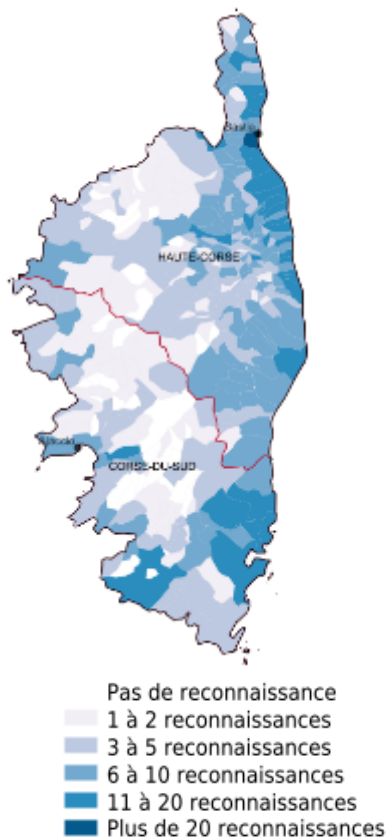


Figure 143 : Carte d'avancement de la formalisation des PPRNI (source : observatoire national des risques naturels – Géorisques, 2019)



Plusieurs planifications spécifiques à la gestion de situations de crise existent :

- Les Plans ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) planifient l'organisation opérationnelle des secours lors d'évènements affectant gravement la population,
- Les plans POLMAR proposent des plans d'intervention en cas de pollution accidentelle des milieux marins pour mobiliser et coordonner les moyens de lutte contre les pollutions ; ils peuvent comporter des volets POLMAR Mer pour des interventions en domaine maritime et POLMAR-Terre pour les situations où les pollutions atteignent les cotes.

C'est notamment dans ce cadre qu'a été formalisé un inventaire des zones favorables à l'implantation de zones de stockage intermédiaires en cas de pollutions aux hydrocarbures en 2004.

Pour l'année de référence du plan, aucune installation de stockage temporaire des déchets en situations exceptionnelles n'est identifiée.





Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets

Rapport environnemental du
projet de PTPGD de la Corse

G34989 – Septembre 2020

Auteurs	
Date	Noms
30/09	Cyril BARBAROUX
30/09	Pauline GUITTON

Relecture et validation	
Date	Nom
30/09	Sandrine MURZILLI

En janvier 2020 GIRUS GE devient
Elcimai Environnement

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	6
RESUME NON TECHNIQUE.....	7
CHAPITRE 1 .. PRESENTATION DU TERRITOIRE ET DU PTPGD DE LA CORSE	17
1/ Périmètre de planification et géographie	17
2/ Topographie de la Corse.....	18
3/ Géologie de la Corse.....	19
4/ Les infrastructures	20
5/ Démographie de la Corse	21
6/ Présentation de la structuration du PTPGD de la Corse	22
CHAPITRE 2 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES OU DOCUMENTS DE PLANIFICATION	24
1/ Notion d'articulation	24
2/ Analyse des autres plans, schémas, programmes ou documents de planification	26
CHAPITRE 3 DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	32
1/ Méthodologie générale.....	32
1.1/ Objectifs de l'évaluation environnementale	32
1.2/ Compartiments environnementaux de référence.....	33
1.3/ Documents méthodologiques de références	33
2/ Méthodologie détaillée de l'évaluation environnementale.....	36
2.1/ Méthodologie d'évaluation du contexte environnemental du territoire.....	36
2.2/ Méthodologie d'évaluation de la prévention et de la gestion actuelle des déchets en Corse.....	38
2.3/ Méthodologie détaillée de l'évolution de l'état de l'environnement à 6 et 12 ans sans application du PTPGD	46
2.4/ Méthodologie de détermination des enjeux prioritaires	46
3/ Descriptif de l'état initial de l'environnement.....	47
3.1/ Objectifs	47
4/ L'air.....	47
4.1/ Contexte environnemental : l'air en Corse	47
4.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur l'air en Corse.....	49
4.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	53
5/ Le climat	53

5.1/	Contexte environnemental : le climat en Corse	53
5.2/	Impact 2018 de la gestion des déchets sur le climat en Corse	55
5.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	57
6/	La ressource en eau	57
6.1/	Contexte environnemental : la ressource en eau en Corse	57
6.2/	Impact 2018 de la gestion des déchets sur la ressource en eau en Corse	59
6.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	61
7/	La pollution de l'eau	62
7.1/	Contexte environnemental : la pollution de l'eau en Corse	62
7.2/	Impact 2018 de la gestion des déchets sur la pollution de l'eau en Corse	63
7.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	65
8/	La qualité des sols.....	66
8.1/	Contexte environnemental : la qualité des sols en Corse	66
8.2/	Impact 2018 de la gestion des déchets sur la qualité des sols en Corse	68
8.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	69
9/	L'énergie	69
9.1/	Contexte environnemental : l'énergie en Corse	69
9.2/	Impact 2018 de la gestion des déchets sur l'énergie en Corse	70
9.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	72
10/	La biodiversité et l'habitat.....	72
10.1/	Contexte environnemental : Biodiversité et habitat de la Corse	72
10.2/	Impact 2018 de la gestion des déchets sur la biodiversité et l'habitat en Corse 75	
10.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	78
11/	Autres ressources	80
11.1/	Contexte environnemental : les autres ressources de la Corse.....	80
11.2/	Impacts 2018 de la gestion des déchets sur les autres ressources en Corse ...	81
11.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	82
12/	Les risques	82
12.1/	Contexte environnemental : les risques de la Corse	82
12.2/	Impacts 2018 de la gestion des déchets sur les risques en Corse.....	84
12.3/	Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau.....	88
13/	Synthèse du contexte environnemental et première identification des enjeux environnementaux	89
14/	Synthèse du diagnostic environnemental.....	92
 CHAPITRE 4 ... SOLUTION DE SUBSTITUTION – LES SCENARIOS DU PTPGD COMPARE AU FIL DE L'EAU		
1/	Scénario « fil de l'eau »	93
1.1/	Présentation du scénario « fil de l'eau »	93
1.2/	Impacts environnementaux du scénario fil de l'eau	93
2/	Scénarios étudiés dans le cadre de l'élaboration du projet de PTPGD Corse 95	
2.1/	Présentation des scénarios du PTPGD.....	95

2.2/ Impacts environnementaux des scénarios du PTPGD	97
3/ Comparaison des scénarios du PTPGD avec le scénario « fil de l'eau »	100
CHAPITRE 5 EXPOSE DES EFFETS NOTABLES PROBABLES DU PLAN, ET ANALYSE D'INCIDENCE NATURA 2000	103
1/ Justifications du choix du scénario retenu	103
2/ Analyse des impacts environnementaux du scénario de Plan retenu au regard des enjeux environnementaux prioritaires	103
3/ Effets notables probables de la mise en œuvre du scénario de Plan retenu	104
3.1/ Effets notables probables des orientations du PTPGD sur les compartiments environnementaux	104
3.2/ Effets cumulés avec les autres documents de planification, schéma ou programme	108
3.3/ Analyse du Plan au regard des objectifs de protection de l'environnement	109
3.4/ Evaluation des incidences Natura 2000.....	110
CHAPITRE 6 MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET/OU COMPENSATION (ERC)	112
CHAPITRE 7	SUIVI ENVIRONNEMENTAL 117
1/ Objectifs.....	117
2/ Indicateurs de suivi et organisation	118
CHAPITRE 8 LISTE DES SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES ET DOCUMENTS CONSULTES	122
1/ Documents consultés	122
2/ Bases de données.....	122
3/ Organismes	122

Liste des tableaux et figures

Figure 1 : Domaines environnementaux étudiés [Source : Elcimaï Environnement]	9
Figure 2 : Effets notables probables sur les enjeux environnementaux prioritaires du projet de PRPGD par rapport au fil de l'eau	11
Figure 3 : Situation géographique de la Corse dans l'Europe (source REE PPGDD Corse)	17
Figure 4 : Situation géographique de la Corse (source : EE PPGDD Corse)	18
Figure 5 : Carte géologique de la Corse	19
Figure 6 : Cartographie des formations rocheuses potentiellement amiantifères en Corse (source : BRGM).....	20
Figure 7 : Réseau de transports de Corse (source : Profil environnemental de la Corse 2016).....	21
Figure 8 : Répartition des communes selon le nombre d'habitants (source : INSEE).....	22
Figure 9 : Méthodologie générale de l'évaluation environnementale du PTPGD	32
Figure 10 : Domaines environnementaux étudiés	33
Figure 11 : Schéma méthodologique détaillé de l'évaluation environnementale (Source : ELCIMAI ENVIRONNEMENT, 2019)	35
Figure 12 : Méthode de réalisation du contexte environnemental [Source : ELCIMAI ENVIRONNEMENT, 2016].....	37
Figure 13 : Echelle des niveaux de sensibilité du territoire utilisée dans l'analyse du contexte environnemental en Corse	38
Figure 14 : Echelle des niveaux d'impacts de la prévention et de la gestion des déchets y compris de l'économie circulaire pour l'année de référence	39
Figure 15 : Schéma méthodologique de l'évaluation environnementale du transport des déchets	41
Figure 16 : Schéma méthodologique de l'évaluation environnementale de la valorisation ou du traitement	43
Figure 17 : Evaluation des émissions des gaz acidifiants dues à la gestion des déchets 2018	51
Figure 18 : Evaluation des émissions de poussières dues à la gestion des déchets en 2018	52
Figure 19 : Evaluation de la consommation en eau due à la gestion des déchets en 2018	60
Figure 20 : Consommation énergétique provenant de la gestion des déchets en 2018 ...	71
Figure 21 : Cartographie des zones protégées et des installations de gestion des déchets en Corse (Elcimaï Environnement, 2020)	77

Résumé Non Technique

L'objectif de l'évaluation environnementale est d'aboutir à l'analyse des effets sur l'environnement de la mise en œuvre du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD) de Corse afin d'en justifier les choix, de définir des mesures préventives ou compensatoires adaptées et une procédure de suivi.

Présentation du PTPGD

Le PTPGD couvre l'ensemble de la Corse. Le territoire compte 330 455 habitants en 2016.

Le PTPGD est constitué des éléments suivants :

- A. Un **état des lieux** de la prévention et de la gestion des déchets, dont le contenu est également réglementé,
- B. Une **prospective à termes de six ans et de douze ans de l'évolution tendancielle** des quantités de déchets produits sur le territoire,
- C. Des **objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation** des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités régionales, et des indicateurs qui pourront en rendre compte lors du suivi du plan,
- D. Une **planification de la prévention des déchets** à termes de six ans et douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de prévention des déchets,
- E. Une **planification de la gestion des déchets** à termes de six ans et douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de gestion des déchets,
- F. Un **plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire**, considéré comme une stratégie globale pour le développement de l'économie circulaire.

Au sein de ce nouveau plan, des planifications spécifiques à la prévention et à la gestion de certains flux sont incluses (biodéchets, déchets en situations exceptionnelles), ainsi que des orientations concernant les unités d'élimination par stockage ou par incinération des déchets non dangereux non inertes. Les DMA, déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques, VHU et déchets de textiles, linge de maison et chaussures, les déchets du BTP font également l'objet d'une planification de leur collecte, de leur tri ou de leur traitement selon les cas.

Les orientations du Plan sont les suivantes :

- Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes d'économie circulaire
- Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source
- Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire
- Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des vrais résiduels du territoire
- Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages
- Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser
- Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire
- Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques des professionnels

L'analyse de l'articulation du PTPGD de la région Corse avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification fait partie des exigences du contenu du rapport environnemental conformément à l'article R122-17 du Code de l'Environnement, afin

d'assurer une cohérence globale des axes du PTPGD de la région Corse avec ces planifications. Les plans, schémas ou autres documents de planification qui ont été pris en compte sont :

- Ceux pouvant avoir une influence sur le PTPGD Corse,
- Ceux pour lesquels le PTPGD peut avoir une influence via sa mise en œuvre.

Aucune incompatibilité n'a été relevée avec le PTPGD (en ce qui concerne les documents opposables) et les orientations de ces documents avec celles du projet de PTPGD semblent cohérentes ou complémentaires afin de garantir la protection de l'environnement, la préservation des ressources et une meilleure gestion des milieux dans le cadre du développement de l'économie circulaire. Au vu de cette analyse, l'articulation du projet de PTPGD avec ces documents de planification semble assurée.

Méthodologie utilisée

Principe

La démarche d'évaluation environnementale est menée de manière à évaluer l'ensemble du PTPGD dans la limite des données disponibles et se décompose de la manière suivante :

- Evaluer **tous les compartiments environnementaux pertinents** dans le cadre de l'évaluation environnementale du PTPGD ;
- Evaluer **tous les déchets concernés par le plan** ;
- Evaluer **toutes les étapes de la prévention et de la gestion des déchets y compris l'économie circulaire** :
 - Impacts générés par la collecte, le transport, le traitement, la valorisation, les déchets non captés,
 - Impacts évités de l'économie circulaire, ressources préservées et rejets évités de la prévention et la valorisation,
- Travailler à une échelle cohérente avec l'objectif de l'évaluation et les données disponibles dans le respect du principe de proportionnalité.

La méthodologie utilisée s'appuie par ailleurs sur un certain nombre de guides de référence sur le sujet (CGDD, ADEME, CEREMA).

Les compartiments environnementaux retenus

Les compartiments environnementaux retenus pour l'évaluation environnementale du PTPGD ont été choisis par rapport à l'influence que pouvait avoir le PTPGD sur ces compartiments, mais aussi par rapport à l'influence que pouvait avoir le compartiment sur le PTPGD.

Ainsi, **8 domaines environnementaux** ont été retenus : pollution et qualité de l'air, pollution de qualité de l'eau, pollution et qualité des sols, climat, ressources énergétiques, autres ressources naturelles, risques, biodiversité et habitat.

Figure 1 : Domaines environnementaux étudiés [Source : Elcimaï Environnement]



Le périmètre d'évaluation dépend des données disponibles sur les gisements produits et les filières suivies (données issues de l'état des lieux du Plan) et de données d'impact environnemental.

Etat initial de l'environnement

La première étape consiste à définir les enjeux environnementaux prioritaires en croisant trois analyses :

- Le **contexte environnemental de la région** Corse par le niveau de sensibilité, de pression sur chaque compartiment (toutes activités confondues)
- Les **impacts actuels de la prévention et de la gestion des déchets** (année de référence 2018)
- **L'évolution de l'état de l'environnement si le Plan n'est pas mis en œuvre** à 6 et 12 ans (soit 2033).

Il s'agit du diagnostic environnemental réalisé grâce à l'analyse de l'état initial de l'environnement.

Enjeux environnementaux prioritaires identifiés :

A partir des analyses de l'état initial, une hiérarchie des enjeux environnementaux pour la gestion des déchets en région Corse a pu être établie.

Les enjeux environnementaux prioritaires sont le climat, la qualité des sols, l'énergie.

Le **climat** représente un enjeu prioritaire compte tenu des fortes émissions en gaz à effet de serre sur le territoire, en raison de sa dépendance aux énergies fossiles. La collecte, le

transport des déchets, principalement par route, et le traitement des déchets contribuent aux émissions de GES.

La **qualité des sols** représente un enjeu prioritaire compte tenu de la présence de roches amiantifères, qui sous les effets de l'érosion naturelle ou des activités humaines pourraient libérer des fibres toxiques pour la population.

Les **ressources énergétiques** sont également retenues comme prioritaire compte tenu de la dépendance de la région aux énergies fossiles (fuel et charbon), de la consommation d'énergie pour le transport des déchets et du potentiel de production énergétique à partir des déchets.

La détermination de ces enjeux prioritaires permet d'aider à construire le PTPGD mais aussi de prioriser les mesures à mettre en œuvre pour les effets résiduels et les indicateurs de suivi environnemental à retenir. Le diagnostic environnemental ainsi établi guide l'élaboration du PTPGD et son évaluation environnementale.

Solution de substitution – les scénarios du PTPGD comparés au fil de l'eau

Les choix du contenu des scénarios du plan ont été étudiés vis-à-vis des résultats de l'état initial.

Le **scénario « fil de l'eau »** correspond à une situation si le PTPGD n'est pas mis en œuvre. Elle sert de point de comparaison avec les scénarios du Plan, à des échelles temporelle et géographique identiques. En effet, de cette façon, les facteurs externes, qui peuvent jouer sur les résultats d'impacts, ne sont pas pris en compte et seuls les effets de la mise en place du PTPGD sont évalués.

La prospective du fil de l'eau correspond donc à la projection des quantités des déchets produites sur le territoire en intégrant :

- L'évolution démographique en Corse
- L'évolution du tissu économique de Corse
- La dynamique des territoires
- Les tendances d'évolution de la fréquentation touristique
- Les documents de référence d'aménagement et de développement durable de la Corse

La procédure d'élaboration du Plan a donné lieu à l'élaboration et à l'étude de scénarios, qui propose **une solution de substitution globale** au scénario « fil de l'eau » afin d'améliorer la prévention et la gestion des déchets en Corse y compris avec le développement de l'économie circulaire.

Des scénarios d'ambition ont été définis sur la base des évolutions tendanciennes de population, de flux et d'activités économiques, des orientations et actions retenues lors des groupes de travail, ainsi que des caractéristiques propres à chaque territoire.

Les éléments cadrant de ces scénarios d'ambition ont été basés sur plusieurs types d'objectifs :

- **Réglementaires** : l'évolution de la réglementation impose d'atteindre un certain nombre d'objectifs à horizon de temps défini ;
- **Planifiés** : des documents de planification existants imposent l'atteinte d'objectifs sur le territoire ;
- **Volontaires** : Le territoire est volontariste et veut atteindre des objectifs plus ambitieux au regard de sa situation particulière.

Ces 3 types d'objectifs ont permis de définir 2 scénarios d'ambition à horizon 2033 pour chaque action et chaque flux :

- Un scénario d'ambition nécessaire répondant principalement aux objectifs réglementaires et aux besoins immédiats de la région ;
- Un scénario volontariste intégrant en plus des objectifs des deux scénarios précédents des actions plus engagées et ambitieuses sur la prévention des DAE, la réutilisation des déchets inertes sur les chantiers, la baisse des tonnages de déchets dangereux et le déploiement de la Tarification Incitative.

Effets notables probables de la mise en œuvre du Plan

Sur la base des objectifs définis dans le PTPGD, les effets notables probables de la mise en œuvre du plan par rapport au fil de l'eau sont évalués au regard des enjeux environnementaux identifiés comme prioritaires.

Figure 2 : Effets notables probables sur les enjeux environnementaux prioritaires du projet de PRPGD par rapport au fil de l'eau

Enjeu prioritaire	Synthèse de l'effet
Climat	Globalement, la forte réduction du tonnage et la réduction du traitement par stockage tendent vers un effet positif visible à moyen terme de façon permanente sur l'environnement.
Qualité des sols	Les actions du projet de plan auront un effet positif visible à moyen terme et de façon permanente.
Ressources énergétiques	Globalement, la forte réduction du tonnage à gérer et l'augmentation de la valorisation tendent vers un effet positif visible à long terme de façon permanente sur l'environnement.

L'analyse plus complète des impacts environnementaux et les effets sur les autres compartiments sont présentés en détail dans le rapport environnemental.

En complément, l'analyse de l'articulation du PTPGD avec les autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et des effets cumulés permet de mettre en avant que les orientations du PTPGD ne font pas obstacle à l'application des documents de programmation en vigueur sur le territoire de la région et peuvent même éventuellement contribuer à leurs objectifs (réduire les émissions de substances polluantes, limiter les cas de gestion non conforme des déchets, ...). Il a été constaté que le Plan participe à l'atteinte

des principales orientations visées par les autres documents de planification. Les effets cumulés du PTPGD et de ces documents auront donc un impact positif sur l'environnement.

Le Plan a été construit en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de protection de l'environnement. En ce qui concerne la prévention et la gestion des déchets, le Plan a été élaboré de manière à respecter la hiérarchie des modes de traitement ainsi que l'article L541-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'évaluation de l'articulation du projet de plan avec les documents réglementaires de référence (SDAGE, SRCAE, PADDUC, PRSE, CPER) montre que le projet de plan est cohérent avec les objectifs généraux de protection de l'environnement déclinés à l'échelle régionale.

En conclusion, les scénarios de plan respectent et contribuent à la tenue des objectifs de protection de l'environnement nationaux.

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Même si les scénarios du PTPGD ont un bilan environnemental globalement positif par rapport au scénario « fil de l'eau », certains effets résiduels négatifs ont été identifiés. Les mesures proposées ci-dessous, ont pour objectif d'éviter, réduire ou compenser ces effets sur les compartiments environnementaux à enjeux prioritaires.

D'autres mesures pour les autres compartiments ont également été identifiées, celles-ci sont présentées dans le rapport environnemental.

Ces mesures permettent de limiter les impacts environnementaux de plusieurs compartiments.

Thématique	Effets notables probables négatifs résiduels identifiés avec mise en œuvre des objectifs et actions du PTPGD	Enjeux	Description de la mesure d'évitement, de réduction ou de compensation proposée	Compartiment impacté par la mesure								
				Air	Pollution de l'eau	Qualité des sols	Ressource en eau	Energie	Autres ressources	Biodiversité et habitat	Climat	Risques
Captage et tri à la source	Le développement de collecte ou points de collecte augmente les rejets liés au transport.	Climat : Enjeu prioritaire	Intégrer dans les cahiers des charges des collectivités et administrations un critère environnemental encourageant le recours à des véhicules de collecte ou transport des déchets avec motorisation propre (hybride, électrique)	x				x			x	
			Former les chauffeurs à l'écoconduite	x				x			x	
Captage et tri à la source	L'augmentation du taux de captage et des collectes séparatives conduit à une augmentation du carburant consommé.	Energie : Enjeu prioritaire	Inciter les collectivités à poursuivre l'optimisation des fréquences de collecte des déchets, voire les réduire	x				x			x	x
			Encourager la mutualisation des collectes des déchets des activités économiques et du BTP par nature de déchets									
Captage et tri à la source	Le développement de collecte ou points de collecte augmente les rejets liés au transport.	Climat : Enjeu prioritaire	Respecter le principe de proximité des installations vis-à-vis des lieux de production des déchets	x				x			x	x

Thématique	Effets notables probables négatifs résiduels identifiés avec mise en œuvre des objectifs et actions du PTPGD	Enjeux	Description de la mesure d'évitement, de réduction ou de compensation proposée	Compartiment impacté par la mesure									
				Air	Pollution de l'eau	Qualité des sols	Ressource en eau	Energie	Autres ressources	Biodiversité et habitat	Climat	Risques	
Valorisation et traitement	Malgré le respect de la hiérarchie des modes de traitement, les installations de gestion des déchets consomment de l'énergie.	Energie : Enjeu prioritaire	Encourager les démarches d'excellence environnementale notamment par la certification environnementale (réaliser une veille technologique sur des solutions innovantes pouvant s'appliquer aux déchets et en réduire les impacts)	x			x	x	x				
Valorisation et traitement	Malgré le respect de la hiérarchie des modes de traitement, les installations de gestion des déchets consomment de l'énergie.	Energie : Enjeu prioritaire	Préconiser le choix d'équipements ou de process permettant la réduction de la consommation de ressource notamment en eau et en énergie				x	x					
			Intégrer les possibilités locales d'utilisation de l'énergie dans le choix des implantations d'installations					x					
			Avoir recours aux énergies renouvelables pour le process des nouvelles installations (solaire thermique, solaire photovoltaïque, ...)						x				
Valorisation et traitement	Apport de contaminants dans le compost.	Qualité des sols : Enjeu prioritaire	Respecter strictement la qualité de compost répondant à la norme, permettant de prévenir les impacts potentiels de leur valorisation agronomique (éviter tous risques d'accumulation de substances dangereuses dans les sols tels que les métaux lourds et les impuretés, ou encore de substances organiques persistantes telles que les polychlorobiphényles (PCB) ou encore les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP))		x	x							
Valorisation et traitement	Les filières de valorisation sont moins impactantes que celles d'élimination mais le suivi des rejets n'est pas obligatoire pour certaines filières de valorisation.	Qualité des sols (Enjeu prioritaire) et pollution de l'eau	Mettre en place des outils de suivi spécifiques de la qualité des sous-produits de valorisation (lixiviats, compost) ou de la qualité des eaux et des sols à proximité des sites		x	x							

Valorisation et traitement	Augmentation du potentiel de valorisation énergétique des vrais résiduels avec l'amélioration des performances des installations	Energie : Enjeu prioritaire	Rechercher systématiquement la valorisation énergétique des vrais résiduels (incinération, biogaz des ISDND, méthanisation...)						x				
----------------------------	--	-----------------------------	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--

Suivi environnemental

Le suivi consiste à vérifier après l'adoption du plan, la correcte appréciation des effets défavorables et le caractère adéquat des mesures, et à identifier à un stade précoce les impacts négatifs imprévus pour permettre si nécessaire l'intervention de mesures appropriées.

15 indicateurs environnementaux ont été proposés pour suivre la mise en œuvre du Plan. Ceux relevant des compartiments à enjeu prioritaire sont décrits dans le tableau ci-après, les autres sont présentés dans le rapport environnemental.

Compartiment	Rappel de la mesure ERC	Indicateur	Unité	Fréquence de mises à jour	Sources données	de	Valeur référence	de
Air, Energie	Encourager les démarches d'excellence environnementale notamment par la certification environnementale (réaliser une veille technologique sur des solutions innovantes pouvant s'appliquer aux déchets et en réduire les impacts)	Installations certifiées ISO14001	Nombre	Annuelle	EPCI traitement installations privées	de et	A déterminer	
Energie	Préconiser le choix d'équipements ou de process permettant la réduction de la consommation de ressource notamment en eau et en énergie	Consommation d'énergie évitée	KWh	Annuelle	EPCI traitement installations privées	de et	A déterminer	
Energie	Intégrer les possibilités locales d'utilisation de l'énergie dans le choix des implantations d'installations	% porteurs de projets ayant intégré un critère pour	%	Annuelle	EPCI traitement	de et	A déterminer	

		l'utilisation de ressources locales d'énergie			installations privées	
Energie	Avoir recourt aux énergies renouvelables pour le process des nouvelles installations (solaire thermique, solaire photovoltaïque, ...)	% nouvelles installations utilisant des énergies renouvelables pour leur process	%	Annuelle	EPCI de traitement et installations privées	A déterminer
Air, ressources en eau, autres ressources, énergie, climat	Faciliter l'intégration d'un critère environnemental dans la recherche des synergies pour la mise en place d'une démarche d'économie circulaire, en complément des critères économiques et techniques de faisabilité	% de porteurs de projets ayant intégré un critère environnemental pour les démarches d'économie circulaire	%	Annuelle	Porteurs de projets : entreprises, fédérations d'entreprises, chambres consulaires, réseaux d'entreprises	A déterminer

Chapitre 1 Présentation du territoire et du PTPGD de la Corse

1/ Périmètre de planification et géographie

La Corse, une collectivité française, est une île située dans la mer Méditerranée dans le Golfe de Gènes. Sa superficie est de 8 680 km², soit 1,6% du territoire métropolitain, et se localise à la latitude 42° et la longitude 9°. Elle se situe à 177 km au sud-est de la Côte d'Azur, à 85 km de l'ouest de la Toscane et à 12 km du nord de la Sardaigne.

Figure 3 : Situation géographique de la Corse dans l'Europe (source REE PPGDD Corse)



L'île s'étend sur une longueur de 183 km et sur une largeur de 83 km pour un périmètre de plus de 1 000 km du fait de la présence de nombreuses baies, dont le tiers environ forme des plages.

2/ Topographie de la Corse

La Corse est l'île qui présente l'altitude la plus élevée des îles de méditerranée occidentale avec une moyenne de 568 m d'altitude et une surface de 1 614,4 km² au-dessus de 1 000 m. Elle se caractérise notamment par la présence de 8 massifs montagneux dont quatre dépassent les 2 000 m d'altitude.

Figure 4 : Situation géographique de la Corse (source : EE PPGDD Corse)



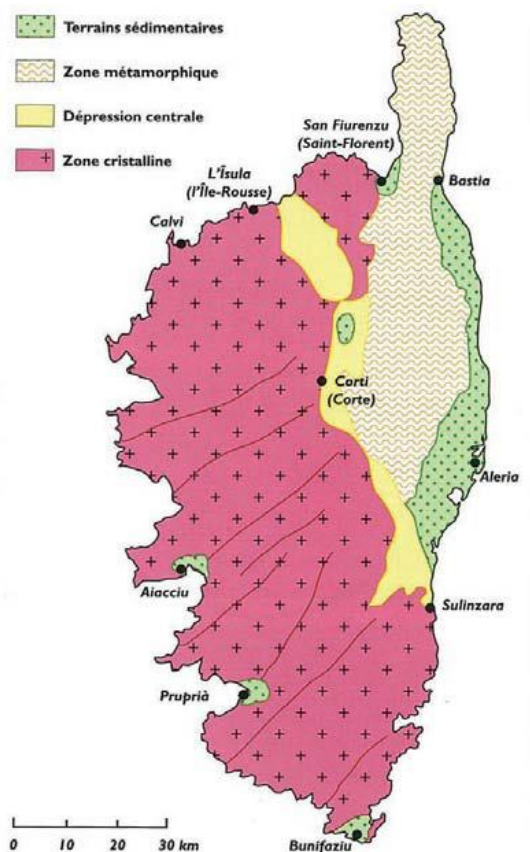
La Corse présente de fortes dénivellations. En effet, ses plus hauts sommets sont situés à moins de 40 km de la côte. La crête principale est représentée par le massif du Monte Cinto, qui comporte plus de 100 sommets au-dessus de 2 000 m d'altitude.

La côte Ouest est plus exposée aux vents dominants, elle y est plus découpée, et creusée de golfs profonds.

3/ Géologie de la Corse

La Corse est une île montagneuse en grande partie constituée de socles granitiques et métamorphiques. Sa géologie est très diversifiée et complexe. Elle est issue de la juxtaposition de deux blocs : d'une part au Nord-Est avec un prolongement alpin des Alpes occidentales, et d'autre part au Sud-Ouest un morceau du socle granitique ancien.

Figure 5 : Carte géologique de la Corse



Ces deux blocs sont séparés par le « sillon central » d'axe NNW-SSE, entre la Balagne au Nord et la région de Solenzara au Sud, en passant par la région de Corte, au centre.

De manière synthétique, il est possible de distinguer deux entités géologiques différentes d'inégale étendue : la zone cristalline (Corse occidentale, hercynienne ou ancienne) et la zone schisteuse (Corse orientale ou alpine), séparées par la dépression centrale constituée de terrains sédimentaires.

La Corse dite « cristalline » est essentiellement formée de granites, mais également de gneiss et de rhyolites (roches volcaniques présentes surtout dans le massif du Cintu). Elle comprend les principaux reliefs.

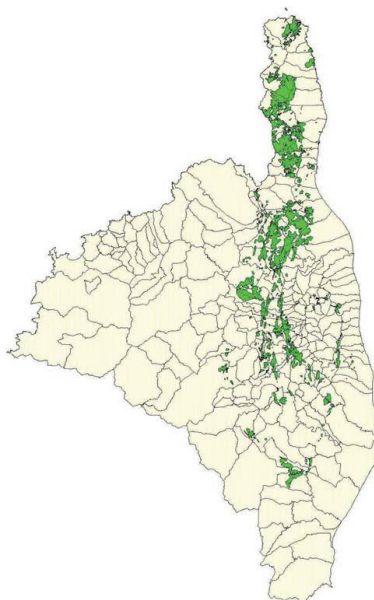
La Corse dite « alpine » est en grande partie formée de schistes lustrés avec des intrusions de gabbros et de serpentines. Son relief est plus adouci, moins élevé et abrupt, que celui de la Corse cristalline.

Le « sillon central » est largement formé de conglomérats de grès et d'autres roches sédimentaires secondaires et tertiaires.

En marge de ces trois grandes zones géologiques, il est possible d'identifier dans l'Est de la Plaine Orientale des formations d'alluvions fluviales quaternaires, et en plusieurs endroits, divers massifs calcaires dispersés (Corte, Bonifacio, Saint-Florent...).

La Corse présente également sur son territoire des affleurements de roches amiantifères. En 1997 le Bureau de recherche Géologique et Minière (BRGM) a réalisé une cartographie des roches à probabilité amiantifère élevée. Cette cartographie concerne 133 communes du département de Haute-Corse.

Figure 6 : Cartographie des formations rocheuses potentiellement amiantifères en Corse (source : BRGM)



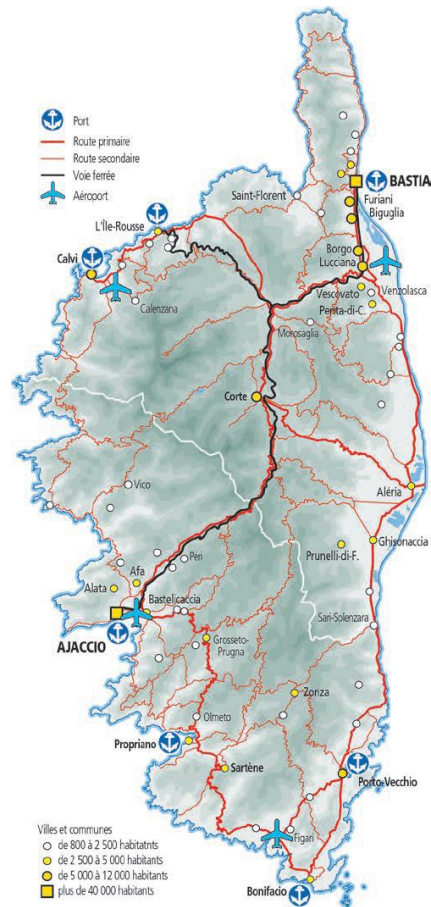
4/ Les infrastructures

La Corse dispose de quatre aéroports internationaux à Ajaccio, Calvi, Figari et Bastia, et de sept ports totalisant un peu moins de 8,5 millions de passagers en moyenne annuelle pour le transport extérieur.

Le réseau routier est de l'ordre de 7 400 km, dont 561 km de routes nationales et 4 446 km de routes départementales.

En parallèle du réseau routier, le réseau ferroviaire s'étend sur une distance de l'ordre de 230 km, la ligne principale étant la ligne Ajaccio-Bastia.

Figure 7 : Réseau de transports de Corse (source : Profil environnemental de la Corse 2016)



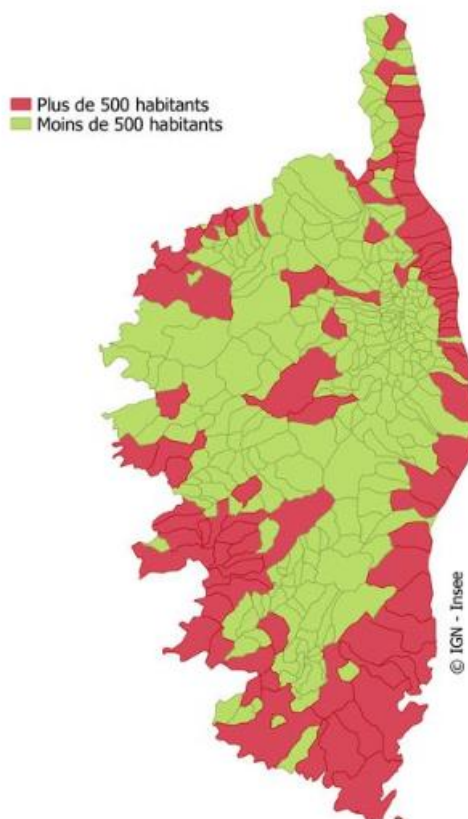
5/ Démographie de la Corse

Au dernier recensement de la population de l'INSEE, la population de la Corse atteint 330 455 habitants en 2016. Avec une densité de 38,1 hab/km², la Corse possède la densité de population la plus faible de France métropolitaine.

Depuis 2011 sa population a augmenté de plus de 20 000 habitants, ce qui fait une croissance moyenne de 1,1% d'habitants en moyenne, contre 0,4% pour la moyenne nationale (source INSEE).

62% de la population vit dans les vingt communes les plus peuplées, majoritairement situées en zone littorale et seuls deux habitants sur dix vivent en espace rural.

Figure 8 : Répartition des communes selon le nombre d'habitants (source : INSEE)



6/ Présentation de la structuration du PTPGD de la Corse

La Corse dispose d'un périmètre géographique inchangé à la suite de la loi NOTRe. Le territoire reste cependant fortement impacté par ce texte, qui induit de nombreuses évolutions de ses compétences, dont l'élaboration du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD), planification unique de la gestion des déchets à l'échelle de son territoire.

Le PTPGD se substitue aux deux types de plans préexistants :

- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux ;
- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le PTPGD couvre l'ensemble du territoire de Corse et est constitué des éléments suivants :

- Un **état des lieux** de la prévention et de la gestion des déchets, dont le contenu est également réglementé ;
- Une **prospective à termes de six ans et de douze ans de l'évolution tendancielle** des quantités de déchets produits sur le territoire ;

- Des **objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation** des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités régionales, et des indicateurs qui pourront en rendre compte lors du suivi du plan ;
- Une **planification de la prévention des déchets** à termes de six ans et douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de prévention des déchets ;
- Une **planification de la gestion des déchets** à termes de six ans et douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de gestion des déchets ;
- Un **plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire**, considéré comme une stratégie globale pour le développement de l'économie circulaire.

Au sein de ce nouveau plan, des planifications spécifiques à la prévention et à la gestion de certains flux sont incluses (biodéchets, déchets du BTP, véhicules hors d'usage, textiles, déchets ferreux et non ferreux, ...), ainsi que des orientations concernant les unités d'élimination par stockage ou de valorisation. Conformément à l'article R541-16 du Code de l'environnement, le plan mentionne les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer afin d'atteindre ses objectifs et de gérer l'ensemble de déchets pris en compte, dans le respect des limites mentionnées à l'article R. 541-17 et en cohérence avec les principes de proximité et d'autosuffisance.

Chapitre 2 Articulation avec les autres plans, schémas, programmes ou documents de planification

1/ Notion d'articulation

Le Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets de la Corse se doit d'être cohérent et de s'articuler avec les autres plans ou programmes, tant dans son mode d'élaboration que dans les objectifs poursuivis.

L'analyse de la compatibilité du PTPGD avec les autres plans, schémas et programmes permet de rappeler les différents rapports normatifs (conformité/compatibilité/prise en compte) qui régissent l'articulation entre le PTPGD et certains plans, schémas et programmes.

Les plans, schémas ou autres documents de planification visés à l'article R122-17 du Code de l'Environnement qui ont été pris en compte sont :

- Ceux pouvant avoir une influence sur le PTPGD de la Corse (détaillés dans ce chapitre)
- Ceux pour lesquels le PTPGD peut avoir une influence via sa mise en œuvre

Les plans, schémas et autres documents de planification pris en compte dans l'analyse de l'articulation avec le PTPGD de la Corse sont ceux en vigueur au moment de la réalisation de l'évaluation environnementale et de la rédaction du rapport associé soit à la fin décembre 2019. L'analyse de l'articulation ne peut donc pas être menée sur des documents en cours d'élaboration ou d'approbation à compter de cette date. Néanmoins, le suivi environnemental du Plan intégrera une veille afin de vérifier l'articulation du PTPGD avec les nouveaux documents de planification publiés pendant la vie du Plan.

En synthèse, les documents pris en compte pouvant avoir un effet sur le PTPGD sont les suivants :

Qualité de l'eau, de l'air et du sol

- **SDAGE** : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de Corse
- **PRSQA** : Plan Régional de la Surveillance de la Qualité de l'Air
- **PRDAR** : Plan Régional de Développement Agricole et Rural

Biodiversité et habitat

- **ORGFH** : Orientations Régionales de Gestion de la Faune sauvage et de l'Habitat
- **PNB** : Plan National biodiversité
- **SCAP** : Stratégie de Création des Aires Protégées
- **PRSE** : Plan Régional de Santé Environnement

Energie et climat

- **PPE** : Programmation Pluriannuelle de l'Énergie
- **SRCAE** : Schéma Régional Climat Air Énergie
- **PCEC** : Plan Climat Énergie de Corse

Risques naturels et industriels

- **Plan ORSEC** : Plan D'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
- **Plan POLMAR** : Plan d'intervention en cas de pollution accidentelles des milieux marins
- **PGRI** : Plan de Gestion des Risques d'Inondation
- **DDRM** : Dossier Départemental sur les Risques Majeurs

Aménagement, développement et économie

- **PADDUC** : Plan d'Aménagement et de développement durable de la Corse
- **SRDEII** : Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation

Autres schémas et programmes

- **FEDER** : Fonds Européens de Développement Régional
- **CPER** : Contrat de Plan Etat-Région

Autres plans régionaux de gestion des déchets

- **PTPGDND** : Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux
- **PTPGDD** : Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux

2/ Analyse des autres plans, schémas, programmes ou documents de planification

Schéma – Plan	Interaction avec le PTPGD de la Corse
Qualité de l'eau, de l'air et du sol	
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de Corse (SDAGE) 2016 - 2021	<p>Contenu principal et objectifs : L'objectif du SDAGE est de définir les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre pour le bassin de Corse. Le SDAGE est associé au Schéma d'Aménagement et de Gestion en Eau (SAGE) qui définit les moyens d'actions locaux pour atteindre les objectifs définis dans le SDAGE.</p> <p>Sujets concernés : Ressources en eau, gestion de l'eau</p> <p>Lien avec le PTPGD : Le SDAGE préconise la mise en place de dispositifs techniques et réglementaires nécessaires aux filières de traitement des boues et des matières de vidange et des macro-déchets. Il identifie également des secteurs vulnérables.</p>
Plan Régional de la Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) 2016 - 2020	<p>Contenu principal et objectifs : Le PRSQA a pour objectif la surveillance de la qualité de l'air en Corse, afin d'alimenter une politique dont l'objectif est la mise en œuvre de la réduction des polluants chimiques ayant un impact sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La santé humaine ▪ Les ressources biologiques ▪ Les changements climatiques ▪ La détérioration des biens matériels ▪ Les nuisances olfactives excessives. <p>Sujets concernés : Qualité de l'air</p> <p>Lien avec le PTPGD : Le PRSQA rappelle les impacts du brûlage des déchets verts à l'air libre (pratique interdite) et à un suivi des odeurs ciblés à proximité des ISDND et plateformes de compostage.</p>
Programme Régional de Développement Agricole et Rural (PRDAR) 2014 - 2020	<p>Contenu principal et objectifs : Le PRDAR est rédigé et piloté par la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA). Il se décline en 9 actions élémentaires, dont certaines sont prévues dans le plan national et d'autres spécifiquement liées aux enjeux de la Corse.</p> <p>Sujets concernés : Agriculture</p> <p>Lien avec le PTPGD : Pas de lien direct avec le PTPGD.</p>
Biodiversité et habitat	

Schéma – Plan	Interaction avec le PTPGD de la Corse
<p>Orientations Régionales de Gestion et de conservation de la Faune sauvage et de ses Habitats (ORGFH) 2010</p>	<p>Contenu principal et objectifs : L'ORGFH permet de dégager les axes d'une politique régionale en matière de faune sauvage et d'amélioration des habitats, dans le cadre d'une gestion durable des territoires, et en accord avec l'ensemble des politiques publiques d'aménagement et de développement.</p> <p>Sujets concernés : Biodiversité, développement</p> <p>Lien avec le PTPGD : L'orientation habitat OH11 évoque les pollutions maritimes suite aux déversements d'hydrocarbures, de déchets et d'eaux usées en mer. L'ORGFH fait l'état des lieux des solutions existantes et à mettre en œuvre, en mettant notamment en corrélation les plans POLMAR.</p>
<p>Plan National Biodiversité (PNB) 2018</p>	<p>Contenu principal et objectifs : Le Plan Diversité a pour objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Limiter la consommation de l'espace et préserver les milieux ▪ Protéger les écosystèmes ▪ Préserver la mer et le littoral ▪ Faire le lien entre santé et environnement ▪ Permettre la transition des modèles de production et de consommation <p>Sujets concernés : Biodiversité, protection des écosystèmes</p> <p>Lien avec le PTPGD : Concernant les déchets, le PNB vise zéro plastique rejeté en mer d'ici 2025, et zéro artificialisation nette.</p>
<p>Stratégie de Création des Aires Protégées (SCAP) 2010</p>	<p>Contenu principal et objectifs : Le SCAP est une stratégie de création d'aires protégées terrestres identifiant les lacunes du réseau actuel et établissant que 2% au moins du territoire terrestre métropolitain soit placé dans les dix ans sous protection forte.</p> <p>Sujets concernés : Espaces protégés, biodiversité, géo diversité</p> <p>Lien avec le PTPGD : Pas de lien direct avec le PTPGD</p>
<p>Plan Régional Santé Environnement (PRSE) 2018-2021</p>	<p>Contenu principal et objectifs : Le PRSE appréhende les effets des conditions de vie ou de contamination des milieux sur la santé humaine et traduit à travers son plan d'action l'engagement commun à préserver la santé environnementale en Corse.</p> <p>Sujets concernés : Santé humaine, qualité de vie</p> <p>Lien avec le PTPGD : la gestion des déchets peut avoir un impact sur le cadre de vie favorable à la santé. Le brûlage des déchets verts amplifie la dégradation de la qualité de l'air par rejets de particules.</p>
Energie et climat	

Schéma – Plan	Interaction avec le PTPGD de la Corse
Programmation Pluriannuelle de l'Énergie pour la Corse (PPE) 2019-2023	<p>Contenu principal et objectifs : Le PPE est destiné à préciser les objectifs de politique énergétique, identifier les enjeux et les risques dans ce domaine, et orienter les travaux des acteurs publics.</p> <p>Sujets concernés : Énergie, transition énergétique, énergies renouvelables</p> <p>Lien avec le PTPGD : Les déchets peuvent être considérés comme source d'énergie. Le PPE évoque notamment la production d'énergie par valorisation énergétique des biodéchets.</p>
Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) 2013	<p>Contenu principal et objectifs : Le SRCAE fixe les objectifs et les orientations à l'horizon 2020 et 2050 en matière de politique de l'énergie, de l'air et du climat. Ce schéma est associé au Plan Climat Énergie de Corse (PCEC) qui définit les mesures opérationnelles permettant d'atteindre ces objectifs.</p> <p>Sujets concernés : Qualité de l'air, énergie, climat</p> <p>Lien avec le PTPGD : Dans le cadre du SRCAE le secteur des déchets n'est pas considéré comme un secteur de consommation d'énergie, mais comme un gisement d'énergie renouvelable et de récupération. Selon le SRCAE l'enjeu en matière de gestion des déchets est de réduire les quantités à traiter à la source et de valoriser au maximum les quantités restantes, tout en luttant contre les décharges sauvages.</p>
Risques naturels et technologiques	
Plan D'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (Plan ORSEC) 2014	<p>Contenu principal et objectifs : Le plan ORSEC de la Corse a pour objectif de mettre en place une organisation opérationnelle, permanente et unique de gestion des événements affectant gravement la population. Il est conçu pour mobiliser les acteurs de la sécurité civile au-delà du niveau de réponse des services.</p> <p>Sujets concernés : Sécurité civile, secours, accident</p> <p>Lien avec le PTPGD : Le plan ORSEC est un moyen de réponse aux éventuelles catastrophe naturelles et technologiques pouvant affecter la gestion des déchets.</p>
Plan d'intervention en cas de pollution accidentelles des milieux marins (POLMAR) 2017	<p>Contenu principal et objectifs : Le plan POLMAR vient compléter le plan ORSEC en matière de lutte contre les pollutions maritimes. Il a donc pour but spécifique de lutter contre les pollutions maritimes de grande ampleur, par hydrocarbure ou autre produit, qu'elles soient accidentelles ou volontaires.</p> <p>Sujets concernés : Pollution maritime</p> <p>Lien avec le PTPGD : Pas de lien direct avec le PTPGD</p>

Schéma – Plan	Interaction avec le PTPGD de la Corse
Plan de Gestion des Risques d’Inondation (PGRI) 2016-2021	<p>Contenu principal et objectifs : L’objectif du PGRI est de protéger les personnes et les biens, et de favoriser la compétitivité et l’attractivité des territoires par la prévention en réduisant leur vulnérabilité aux inondations, en les préparant à gérer au mieux la crise pour éviter la catastrophe et en organisant le retour à la normale.</p> <p>Sujets concernés : Inondations, protection des personnes et des biens</p> <p>Lien avec le PTPGD : Le PGRI est un moyen de prévention face aux risques d’inondations, pouvant affecter des activités liées à la gestion des déchets, comme le stockage, le transport et la production de déchets.</p>
Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) 2015 (Haute-Corse) 2011 (Corse du Sud)	<p>Contenu principal et objectifs : Le DDRM présente les risques et les conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l’environnement, et les moyens de prévention prévus pour y faire face et ainsi limiter leurs effets.</p> <p>Sujets concernés : Risques naturels et technologiques, prévention</p> <p>Lien avec le PTPGD : Le transports de matières dangereuses (TMD) est considéré comme un risque majeur.</p>
Aménagement, développement et économie	
Plan d’Aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) 2015	<p>Contenu principal et objectifs : Le PADDUC, approuvé en 2015, est un document d’aménagement et de développement de la Corse à l’horizon 2040. Il s’articule en 14 orientations stratégiques réparties en trois grandes parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire société (assurer une bonne qualité de vie et un épanouissement humain) ▪ Diversifier l’économie pour un développement territorial durable ▪ L’aménagement au service d’un développement équilibré et de la transition écologique et sociétale <p>Sujets concernés : Aménagement, urbanisme, société</p> <p>Lien avec le PTPGD : La thématique des déchets est abordée dans l’orientation stratégique n°12 : Préserver la qualité du cadre de vie (troisième partie). Un des objectifs opérationnels de cette orientation est la prévention des pollutions et l’amélioration de la gestion des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévenir la pollution du sol par les pesticides et engrais chimiques de synthèse ▪ Réduire la production de déchets à la source ▪ Exclure toute forme de traitement thermique ▪ Améliorer le recyclage et limiter l’enfouissement aux déchets ultimes non valorisables (au moins 60% de valorisation)

Schéma – Plan	Interaction avec le PTPGD de la Corse
Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) 2016	<p>Contenu principal et objectifs : Le SRDEII tient compte des orientations prises dans le PADDUC. Il définit les objectifs visant à favoriser un développement économique innovant, durable et équilibré pour la Corse.</p> <p>Sujets concernés : Enjeux socio-économique, financement, innovation</p> <p>Lien avec le PTPGD : Parmi les orientations opérationnelles, le SRDEII prévoit d'engager une réflexion stratégique opérationnelle en faveur de l'économie circulaire via le réemploi, la réutilisation, les circuits courts de recyclage en mobilisant le gisement potentiel des entreprises.</p>
Autres plans et schémas	
Fonds Européens de Développement Régional (FEDER) 2014 - 2020	<p>Contenu principal et objectifs : Le FEDER vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union Européenne en corrigeant les déséquilibres régionaux. Ce programme comporte 7 axes opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Structuration du potentiel de recherche, développement et innovation (RDI) de la Corse au service de la compétitivité du territoire ▪ Développer la société de l'information et de la communication au service de la cohésion du territoire ▪ Compétitivité des entreprises ▪ Transition vers une société à faible teneur en carbone ▪ Préserver et valoriser durablement les atouts environnementaux et culturels du territoire ▪ Renforcer la cohésion sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville ▪ Investir dans l'orientation et la formation vers les métiers d'avenir <p>Sujets concernés : Economie, développement durable</p> <p>Lien avec le PTPGD : Un apport financier de l'Europe est envisageable sur la mise en œuvre des actions si elle contribue à la protection de l'environnement, la protection des sites, la gestion des risques ou encore la maîtrise des déchets.</p>
Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015 - 2020	<p>Contenu principal et objectifs : Le CPER définit 13 objectifs répartis dans six grands volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Volet mobilité multimodale ▪ Volet enseignement supérieur, recherche et innovation ▪ Volet transition énergétique et écologique ▪ Volet numérique ▪ Volet emploi, orientation et formation professionnelle ▪ Volet territorial <p>Sujets concernés :</p> <p>Lien avec le PTPGD : L'objectif TEE4 – Economie circulaire et gestion des déchets définit deux mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Prévenir la production de déchets et développer l'économie circulaire ▪ Optimiser la gestion, le recyclage et la valorisation des déchets <p>Sur ces thématiques il est prévu de mobiliser 19,22 M€, avec respectivement 10,02 M€ pour l'Etat (ADEME) et 9 M€ pour la CdC.</p>

Schéma – Plan	Interaction avec le PTPGD de la Corse
Autres plans territoriaux de gestion des déchets	
Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PTPGDND) 2011	<p>Contenu principal et objectifs : Le PTPGDND a pour objectif d’orienter et de coordonner les actions à mener par les pouvoirs publics et les acteurs économiques en vue de satisfaire aux objectifs et principes des directives, lois et de leurs textes d’application, notamment en termes de prévention et de hiérarchisation des modes de traitement. En particulier, ils ont pour objet de hiérarchiser et de programmer les actions de modernisation de la gestion des déchets à engager, à court et moyen terme (6 et 12 ans), notamment par les collectivités locales.</p> <p>Son périmètre comprend l’ensemble de la région corse et prend en compte un total de 391 849 équivalents habitants.</p> <p>Les déchets pris en compte sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les déchets ménagers et assimilés (DMA) - Les déchets de l’assainissement collectif - Les DND non ménagers provenant des activités industrielles, de l’agriculture et des établissements public, communément appelés déchets industriels banals (DIB) <p>Sujets concernés : Déchets non dangereux</p> <p>Lien avec le PTPGD : Le PTPGDND est la planification actuellement en vigueur et constitue les données d’entrée du PTPGD.</p>
Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux (PTPGDD) 2015	<p>Contenu principal et objectifs : Le PTPGDND a pour mission d’orienter et de coordonner les actions à mener par les pouvoirs publics et les organismes privés en vue de satisfaire aux objectifs et principes des directives, lois et de leurs textes d’application, notamment en termes de prévention et de hiérarchisation des modes de traitement.</p> <p>Il prend en compte l’ensemble des déchets dangereux produits et traités en Corse ainsi que ceux traités hors de la Collectivité de Corse.</p> <p>Sujets concernés : Déchets dangereux</p> <p>Lien avec le PTPGD : Le PTPGDND est la planification actuellement en vigueur et constitue les données d’entrée du PTPGD.</p>
Schéma régional biomasse (SRB) A venir	<p>Contenu principal et objectifs : Stratégie de la gestion de la ressource en biomasse</p> <p>Sujets concernés : Déchets biomasse valorisables énergétiquement</p>
Schéma régional des carrières (SRC) A venir	<p>Contenu principal et objectifs : Stratégie de la gestion de la ressource en matières premières et secondaires</p> <p>Sujets concernés : Déchets du BTP valorisables, autres déchets substituables (mâchefers...)</p>

Chapitre 3 Description de l'état initial de l'environnement

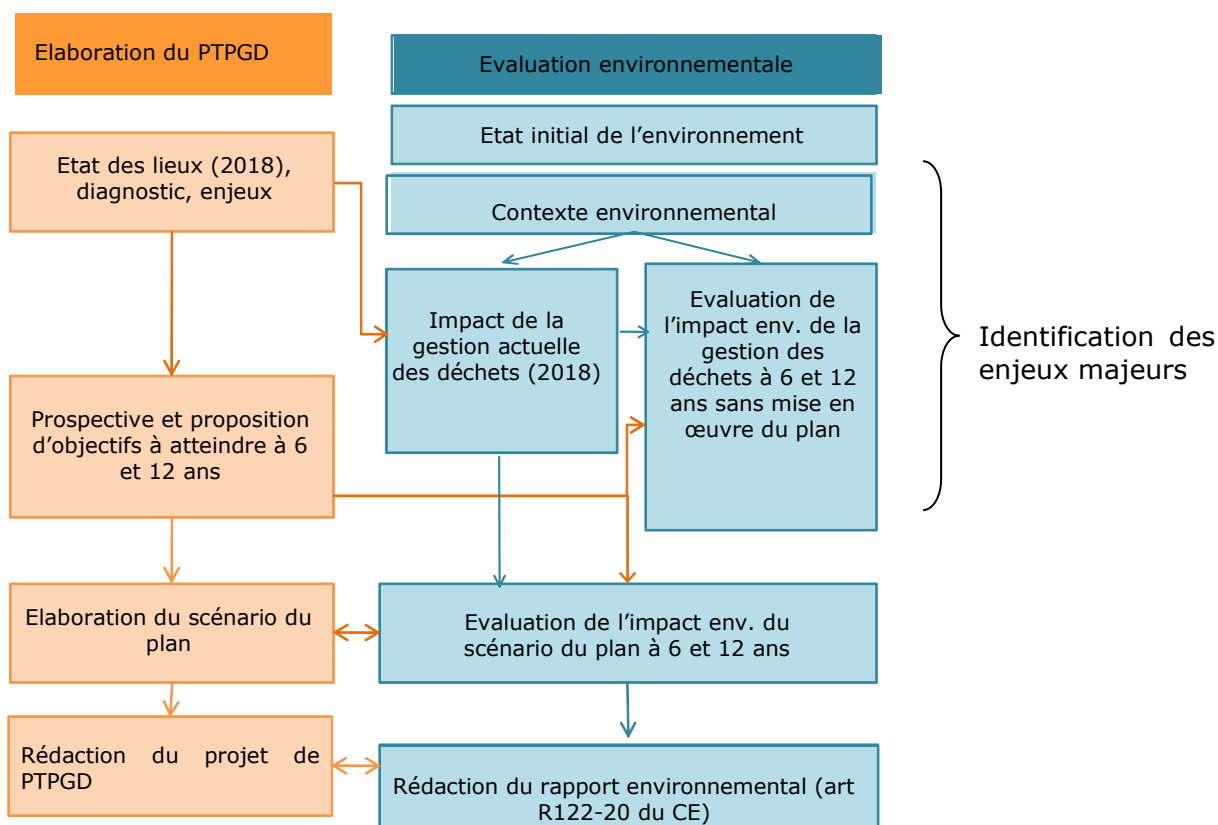
1/ Méthodologie générale

1.1/ Objectifs de l'évaluation environnementale

L'état initial de l'environnement a été réalisé au regard de chaque compartiment environnemental « de référence » : air, climat, ressource en eau, pollution de l'eau, qualité des sols, énergie, biodiversité et habitat, et autres ressources.

Le schéma ci-après décrit la méthodologie générale suivie pour réaliser l'évaluation environnementale du projet de PTPGD de la Corse.

Figure 9 : Méthodologie générale de l'évaluation environnementale du PTPGD



L'objet du présent rapport est **l'état initial de l'environnement**. Son contenu est cadré par le Code de l'Environnement (article R122-20).

1.2/ Compartiments environnementaux de référence

Il doit être réalisé au regard de chaque compartiment environnemental de référence, en renseignant :

1. Le « contexte environnemental » de la Corse
2. L'évaluation des impacts de la gestion actuelle (année de référence 2018) des déchets
3. L'évaluation de l'impact de la gestion sans mise en œuvre du plan (scénario tendanciel fil de l'eau).

Figure 10 : Domaines environnementaux étudiés



1.3/ Documents méthodologiques de références

La démarche de réalisation de l'évaluation environnementale s'appuie sur les principaux documents méthodologiques de référence suivants :

- Guide « Évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets », ADEME, 2006
- Note méthodologique « Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique » (Guide CEREMA), CGDD, mai 2015
- Profil environnemental de la Corse, 2016

1.3.1/ Principales étapes de l'évaluation environnementale

Les étapes de l'évaluation environnementale sont schématisées dans la figure suivante. Le schéma reprend également les différents points méthodologiques et les principes retenus.

Il s'agit dans un premier temps de poser l'état initial de l'environnement. Il consiste en une analyse croisée de 3 analyses :

- Le contexte environnemental du territoire en identifiant les richesses, les faiblesses de l'ensemble des activités humaines ;
- L'estimation des impacts de la gestion des déchets sur l'année de référence du PTPGD, soit 2018 ;
- L'estimation de l'évolution des impacts de la gestion des déchets sur l'environnement si le PTPGD et ses actions ne sont pas mises en œuvre à horizon plus 6 et 12 ans (perspectives d'évolutions pour un scénario fil de l'eau).

Ces 3 étapes permettent d'aboutir à l'identification des enjeux environnementaux majeurs ou prioritaires.

Sur cette base, les impacts des différents scénarios envisagés pour le PTPGD sont également évalués au regard notamment des enjeux majeurs identifiés.

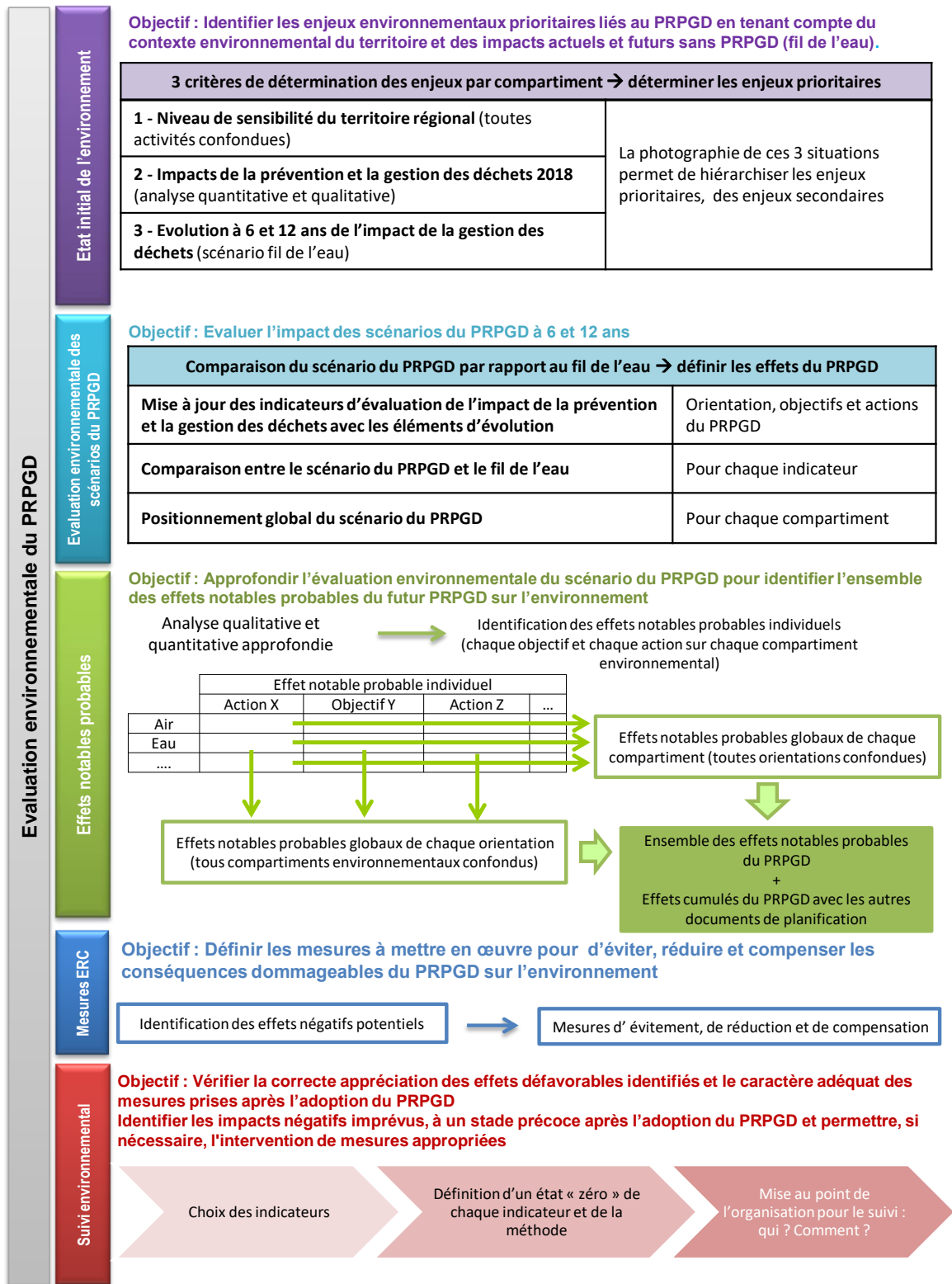
Ensuite, les effets notables probables du scénario retenu pour le PTPGD sont identifiés et analysés. Les effets négatifs font l'objet de mesures d'évitement, réductrices ou compensatoires.

Globalement, l'évaluation environnementale est basée sur une approche double, l'une qualitative, l'autre quantitative.

- L'approche qualitative permet d'évaluer de façon exhaustive tous les compartiments environnementaux touchés par les impacts de la gestion des déchets sur le périmètre du Plan.
- L'approche quantitative, à partir du calcul d'indicateurs, permet d'une part d'enrichir et consolider la partie qualitative avec des données chiffrées, et d'autre part de pouvoir réaliser, par la suite, une comparaison des différents scénarios du Plan grâce à l'utilisation d'une méthodologie similaire. Cette méthodologie s'appuie sur une comparaison chiffrée de deux valeurs calculées de la même façon mais dans des situations concrètes différentes (éléments constitutifs des scénarios).

Une dernière partie consiste à décrire la méthodologie pour assurer le suivi environnemental de la mise en œuvre du PTPGD.

Figure 11 : Schéma méthodologique détaillé de l'évaluation environnementale (Source : ELCIMAI ENVIRONNEMENT, 2019)



1.3.2/ Principes de l'évaluation environnementale

La démarche d'évaluation environnementale est menée de manière à :

- Evaluer **tous les compartiments environnementaux pertinents** dans le cadre de l'évaluation environnementale du PTPGD ;
- Evaluer **tous les déchets concernés par le plan** dans la limite des données disponibles ;
- Evaluer **tous les flux de déchets** (importés, exportés et intra région) dans la limite des données disponibles ;
- Evaluer **toutes les étapes de la prévention et la gestion des déchets y compris l'économie circulaire** :
 - Impacts générés par la collecte, le transport, le traitement, la valorisation dans la limite des données disponibles,
 - Impacts évités de l'économie circulaire : ressources préservées et rejets évités de la prévention et la valorisation dans la limite des données disponibles,
- **Evaluer les impacts selon une approche quantitative et qualitative** pour être le plus exhaustif possible ;
- **Privilégier les données déclarées** d'exploitation du territoire, utiliser les données théoriques en second lieu (en l'absence de données d'exploitation fiables) ;
- Travailler à une échelle cohérente avec l'objectif de l'évaluation et les données disponibles dans le respect du principe de proportionnalité.

Ainsi le périmètre d'évaluation dépend des données disponibles en termes de données sur les gisements produits et les filières suivies (données issues de l'état des lieux du Plan) et de données d'impact environnemental.

2/ Méthodologie détaillée de l'évaluation environnementale

2.1/ Méthodologie d'évaluation du contexte environnemental du territoire

Il s'agit de présenter une synthèse des données environnementales disponibles à l'échelle de la région par compartiment environnemental de référence, afin de mettre en avant les atouts et les contraintes, et ainsi de déterminer le contexte environnemental que la gestion des déchets pourrait impacter. Il ne s'agit pas de faire une présentation exhaustive et détaillée de l'environnement de la région, tel que le niveau de détail d'un profil départemental par exemple.

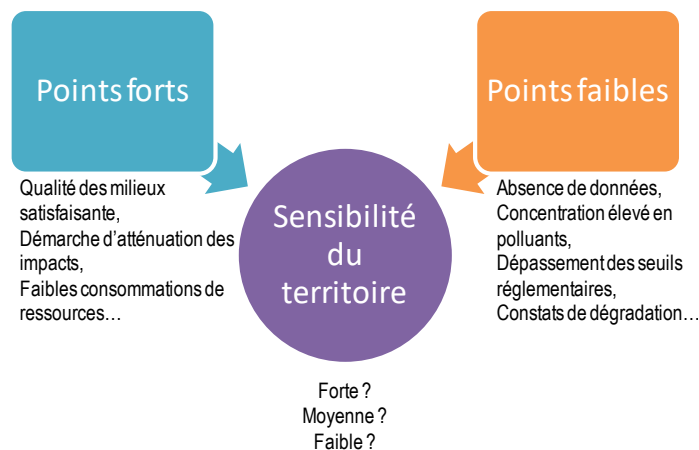
Le contexte environnemental est principalement réalisé à partir des données présentes dans les documents de planification en lien avec l'environnement mais aussi auprès des instances telles que :

- Services de l'état : Préfecture et DREAL
- Office de l'Environnement de la Corse

Plusieurs dizaines de documents et autres sources de données ont été ainsi analysés, cf Chapitre 8 .

Les différentes données identifiées sont analysées de façon à déterminer quel compartiment de l'environnement elles touchent et de quelle manière : s'agit-il d'un atout ? d'une faiblesse ? La confrontation des différents atouts et faiblesses permet, pour chaque compartiment, de définir le niveau de sensibilité environnementale pour la Corse.

Figure 12 : Méthode de réalisation du contexte environnemental [Source : ELCIMAI ENVIRONNEMENT, 2016]



Au final, chaque compartiment environnemental est qualifié en fonction du niveau de sensibilité observé sur le territoire suivant une échelle commune (non sensible à très sensible).

Dans cette étape de l'analyse, de nombreuses données bibliographiques spécifiques à chaque compartiment sont confrontées. La définition d'un niveau de sensibilité pour chaque compartiment environnemental permet de dégager une tendance générale sur la fragilité du territoire vis-à-vis de ce compartiment. Cette synthèse permet de faciliter l'identification des enjeux prioritaires par la suite dans le respect du principe de proportionnalité de l'évaluation environnementale.

Figure 13 : Echelle des niveaux de sensibilité du territoire utilisée dans l'analyse du contexte environnemental en Corse

Non sensible (-)	Aucune faiblesse identifiée sur le territoire mais des atouts présents.
Faiblement sensible (+)	Quelques faiblesses identifiées mais de faible ampleur. Des atouts présents.
Moyennement sensible (++)	Faiblesses et atouts présents en nombre similaire.
Sensible (+++)	Faiblesses en général plus importantes ou à l'effet plus important que les atouts présents.
Très sensible (++++)	Nombreuses faiblesses mais peu voire aucun atout.

2.2/ Méthodologie d'évaluation de la prévention et de la gestion actuelle des déchets en Corse

Il s'agit d'une estimation des impacts environnementaux pour l'année de référence, ici 2018, sur la base de l'état des lieux des gisements produits, collectés, et traités réalisés dans le PTPGD et des données d'impacts qualitatifs et quantitatifs disponibles (ratios d'impact provenant d'études existantes (notamment ADEME), et de retours d'expérience ELCIMAI ENVIRONNEMENT (Base de données interne) pour les DMA et les déchets du BTP).

Dans le même esprit que l'analyse du contexte environnement, un niveau d'impact est identifié par compartiment environnemental à l'aide d'indicateurs qualitatifs, ou quantitatifs, représentatifs des enjeux environnementaux globaux (par exemple : gaz à effet de serre, kms parcourus, consommation en eau...) ou du territoire selon les sensibilités environnementales identifiées dans l'étape précédente.

Ici aussi, la définition d'un niveau d'impact global pour chaque compartiment environnemental permet de donner une tendance générale qui facilitera le travail d'identification des enjeux prioritaires qui suit.

Figure 14 : Echelle des niveaux d'impacts de la prévention et de la gestion des déchets y compris de l'économie circulaire pour l'année de référence

Impact négatif	Dégradation notable de l'environnement.
Impact négatif à nuancer	Dégradation de l'état de l'environnement contrebalancée par un impact bénéfique faible (ou indirect) pour l'environnement.
Impact bénéfique à nuancer	Amélioration de l'état de l'environnement contrebalancée par un impact négatif faible (ou indirect) pour l'environnement.
Impact bénéfique	Amélioration notable de l'état de l'environnement.

Méthodologie détaillée de l'évaluation quantitative des impacts et justification des choix opérés

La mesure des impacts de la gestion des déchets sur l'environnement a été réalisée de manière qualitative et quantitative selon les données disponibles.

Pour rappel, ce choix doit s'opérer en référence **au principe de proportionnalité** défini dans le code de l'environnement, article R122-20 (extrait) : « *I.- L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.* », et article L122-6 (extrait) : « *Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.* »

Le niveau d'approfondissement de l'évaluation environnementale retenu est donc cohérent aux niveaux des enjeux environnementaux identifiés lors du diagnostic environnemental, que ce soit au regard du niveau de sensibilité environnementale ou d'importance des impacts potentiels de prévention et de gestion des déchets sur l'environnement.

L'approche qualitative permet d'évaluer de façon exhaustive tous les compartiments environnementaux touchés par les impacts de la prévention et de la gestion des déchets sur le périmètre du Plan.

L'approche quantitative, à partir du calcul d'indicateurs, permet d'enrichir et consolider la partie qualitative avec des données chiffrées.

Certains indicateurs sont évalués de façon quantitative (les calculs permettent d'obtenir des estimations qui seront analysées selon leur ordre de grandeur et non pas sur leur valeur exacte) et le cas échéant de façon qualitative (ils restent liés à des considérations générales ou des retours d'expériences).

Choix des indicateurs

Les indicateurs environnementaux retenus dans l'évaluation environnementale sont définis suite au diagnostic environnemental, afin de concentrer l'analyse vis-à-vis des enjeux majeurs identifiés. Ils permettent à la fois d'identifier les impacts environnementaux existants sur le territoire du Plan, et les impacts de la prévention et de la gestion des déchets, actuelle et projetée (référentiel « fil de l'eau », et scénario de Plan).

Les indicateurs retenus sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ils ont été choisis selon les critères principaux suivants : adaptés aux enjeux environnementaux principaux identifiés, disponibilités des données, facilement mesurables, et pérennes dans le temps.

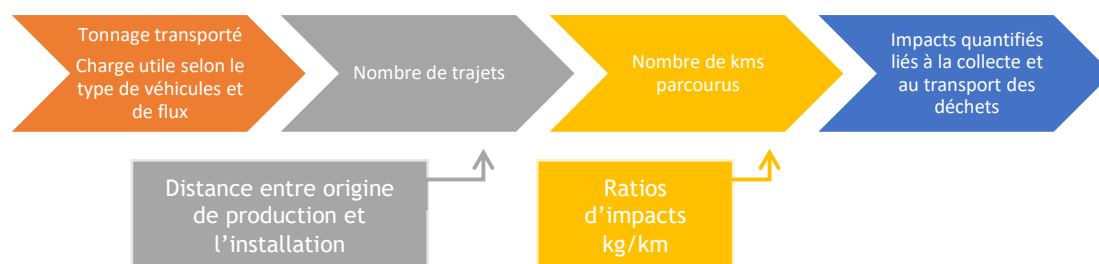
Tableau 1 : Indicateurs quantitatifs retenus pour l'évaluation environnementale quantitative

COMPARTIMENT	INDICATEURS	TRANSPORT	TRAITEMENT /VALORISATION
Pollution de l'air	Gaz acidifiants : NOx, SO2 et NH3 (en kg eq H+)	+	+
	Particules émises (en kg)	+	+
	CO (en kg)	+	
	Métaux : Cd, Ni, Hg (en Kg)		+
Pollution de l'eau	<i>pas d'indicateurs quantitatifs</i>		
Consommation en eau	Eau consommée et non consommée (m ³)		+
Qualité du sol	<i>pas d'indicateurs quantitatifs</i>		
Autres ressources	<i>pas d'indicateurs quantitatifs</i>		+
Energie	Carburant consommé (en TEP)	+	+
	Electricité consommée (en TEP)		+
	Energie produite ou évitée (en TEP)		+
Climat	GES émis	Emissions de CO2 CH4, N2O, (en t eq CO2)	+
	GES évités en t eq CO2		+
Biodiversité et habitat	<i>pas d'indicateurs quantitatifs</i>		
Risques	<i>pas d'indicateurs quantitatifs</i>		

Zoom sur le calcul d'impacts quantitatifs de la collecte et du transport

Les impacts quantitatifs de la collecte et du transport sont évalués à partir d'une estimation des kms parcourus pour réaliser la collecte et le transport des déchets. Les émissions polluantes sont évaluées sur la base de ratios théoriques au km parcouru. Le schéma ci-dessous résume cette démarche d'évaluation :

Figure 15 : Schéma méthodologique de l'évaluation environnementale du transport des déchets



Autant que possible la distance est estimée au plus près du réel, en saisissant l'ensemble des trajets potentiels identifiés (depuis chaque commune vers chaque installation) pour chaque nature de déchet et vers chaque filière de valorisation ou de traitement suivie.

Tableau 2 : Sources, méthodes, hypothèses et justification des choix opérés pour l'évaluation des impacts de la collecte et du transport des déchets

Etape du calcul	Périmètre	Source	Méthode retenue	Justification du choix opéré
Tonnage transporté	Tous les déchets (DND, DI, DD) - Intra-région - Exporté	Données issues du PTPGD	Calcul distinct selon le type de flux, le type de déchets et la source utilisée pour le calcul des distances L'absence de données ou de connaissances sur les filières n'a pas toujours permis de déterminer la distance et donc l'impact du transport.	Prendre en compte les gisements et filières en cohérence avec les données prises en compte dans le Plan S'appuyer sur les données réelles en priorité
Charge utile		Divers retours d'expérience et compilation d'études	Détermination d'une charge utile par type de déchets (qui tient compte du type de véhicule)	Pas de données réelles disponibles au moment de l'élaboration de l'état de lieux du projet de Plan
Distance entre l'origine de production et l'installation de gestion des déchets	DNDNI (intra-région et exporté) OMr, Verre et autres recyclables CS	Données issues du PTPGD	Application du ratio km/tonne de déchets transportés	Prendre en compte les gisements et filières en cohérence avec les données prises en compte dans le Plan S'appuyer sur les données réelles en priorité

Ratios impacts de polluants	Tous les déchets Impact du transport	Base INRETS : « Facteurs agrégés d'émission des véhicules routiers en France de 1970 à 2025 », 2006, valeurs 2015 (comparées aux données COPERT IV, ADEME 2014)	Les facteurs d'émissions ou de consommation concernent les polluants suivants : N ₂ O, CH ₄ , CO ₂ , NO _x , SO ₂ , CO, Cd, fuel, Ni, NH ₃ , particules Les valeurs ont été prises pour les paramètres suivants : Poids Lourds Diesel 7,5-16t en circulation urbaine pour l'année 2015	Pas de données réelles disponibles au moment de l'élaboration de l'état de lieux du projet de Plan ; l'unité retenue (ratio d'impact par kilomètre parcouru) est la plus observée dans les études disponibles Le choix des paramètres correspond à des transports principalement de proximité comme c'est le cas pour le transport des déchets
		Evaluation qualitative des impacts transport des déchets a été réalisée pour les compartiments sols, patrimoine naturel, et risques sanitaires.	Analyse sur la base des retours d'expérience du transport des déchets et selon données disponibles.	Pas ou peu de données quantitatives disponibles ; l'analyse des études existantes a donc été jugée comme la meilleure option méthodologique.

Zoom sur le calcul d'impacts quantitatifs de la valorisation et du traitement :

L'impact environnemental des étapes de valorisation et traitement des déchets du PTPGD est abordé en suivant deux approches complémentaires :

- La première consiste à considérer les émissions ou consommations résultant directement des différentes étapes de la gestion des déchets (traitement, valorisation, etc.). On parle alors d'**impacts directs générés**.
- La seconde approche fait intervenir la notion de **consommations ou émissions évitées** pour mettre en exergue les bénéfices pouvant être attendus par les différents modes de gestion considérés. On parle de consommations évitées pour quantifier la réduction de consommation de matières premières due au recyclage des déchets et d'émissions permises par certains procédés de valorisation ou de traitement. Par exemple, l'incinération des déchets, lorsqu'elle est accompagnée d'une valorisation thermique et énergétique, permet ainsi des impacts environnementaux plus faibles que ceux qui auraient été causés par la

production de cette énergie/électricité au moyen d'un mix énergétique « traditionnel ». C'est la différence entre ces deux modes de production qui est qualifiée de « consommations évitées ».

En l'absence de données issues des déclarations annuelles des émissions polluantes et des déchets (données « IREP », source : DREAL) des installations de valorisation/traitement, une approche par ratios a été privilégiée pour estimer les impacts de la gestion des déchets. La situation sur le territoire a ainsi rendu nécessaire l'utilisation de ratios d'impact par tonne et par filière suivie pour l'ensemble du gisement.

Le schéma ci-dessous résume cette démarche d'évaluation sur la base de ratios « théoriques » :

Figure 16 : Schéma méthodologique de l'évaluation environnementale de la valorisation ou du traitement



Les impacts « favorables à l'environnement » (GES évités, énergie produite) des valorisations matière et énergétique sont évaluées selon les données disponibles sur la base de ratios provenant d'études existantes (notamment études ADEME) ou de retours d'expérience (BDD interne).

Tableau 3 : Synthèse des sources de données, hypothèses utilisées, et choix de la méthodologie retenue pour le calcul des impacts de la valorisation ou du traitement

Source	Indicateurs concernés	Champ d'application	Justification du choix opéré	
Fichiers d'état des lieux du plan	Sous-sol : production de matières premières	Valorisation matière DND, DI et DD	La méthode proposée se base sur les études et données disponibles dans le PTPGD.	
BDD interne Elcimaï Environnement	Air : Particules	Valorisation matière DND, valorisation organique DND, stockage DND	En l'absence de données dans le registre IREP, l'estimation est complétée par un calcul théorique.	
	Air : NOx	Stockage DND		
	Eau consommée	Valorisation matière DI et DND et stockage DND		
	Climat : GES émis	Valorisation matière DND		
	Climat : GES évités	Stockage DND		
	Energie : énergie consommée et produite	Valorisation matière DI et DND, valorisation énergétique DND, stockage DI et DND		
« Impacts environnementaux de la gestion biologique des déchets », ADEME, 2005	Climat : GES émis	Valorisation organique DND		
	Energie consommée			
Bilans électriques nationaux, Réseau de transport d'électricité France	Climat : GES émis	Stockage DI		
Base Carbone®, Ademe, 2017	Energie produite	Valorisation énergétique DND, stockage DND		
	GES évitées	Valorisation énergétique DND		

<p>ADEME 2016 : « Santé perçue : évaluation des impacts de la gestion des déchets », Rapport environnemental du PREDD Rhône-Alpes, 2009, L'assurance maladie, Accidents du travail 2015, Sinistralité par CTN et code NAF INVS « Estimation du nombre de cas de certains cancers attribuables à des facteurs professionnels en France », 2003, lis à jour en 2007, INVS, Bulletin épidémiologique hebdomadaire datant du 17 février 2009 reprend les résultats de plusieurs études sur l'impact des émissions des UIOM sur la santé des riverains AMORCE, Effets sanitaires liés à la gestion des déchets ménagers et assimilés, Le point sur les données actuellement disponibles, Avril 2012</p>	<p>Risques ; Patrimoine naturel, culturel, architectural et paysager</p>	<p>Evaluation qualitative de toutes les filières</p>	<p>Pas ou peu de données quantitatives disponibles associées à une grande diversité de filières ; l'analyse des études existantes a donc été jugée comme la meilleure option méthodologique.</p>
<p>Aucune source</p>	<p>Energie consommée GES évités Rejets dans l'air Rejets dans l'eau</p>	<p>Filière DD Filière DI</p>	<p>Pas de données quantitatives disponibles associées à une grande diversité de filières spécifiques.</p>

Qualité des données utilisées et limites de l'évaluation quantitative

Au vu des données disponibles, pour la collecte et le transport des déchets, l'évaluation quantitative des impacts a été réalisée pour les DMA. Pour les autres flux (Déchets du BTP, DAE), les données disponibles n'étaient pas suffisantes ou non suffisamment consolidées pour procéder à une évaluation chiffrée. En effet l'état des lieux du PTPGD se base sur des estimations de gisements pour ces flux sans détailler la nature des déchets ou les filières de valorisation ou de traitement. Ainsi, il a été réalisé une évaluation qualitative pour ces flux, afin d'évaluer leurs impacts sur l'environnement.

2.3/ Méthodologie détaillée de l'évolution de l'état de l'environnement à 6 et 12 ans sans application du PTPGD

Sur la base des prospectives définies pour le scénario fil de l'eau dans le PTPGD, l'évaluation de l'évolution des impacts environnementaux de la prévention et de la gestion des déchets y compris de l'économie circulaire est réalisée selon la même méthodologie de calcul que pour l'année de référence. Cette méthode permet de définir des tendances d'évolution selon les mêmes indicateurs retenus.

Comme pour les étapes précédentes, chaque compartiment environnemental est qualifié en fonction de l'évolution attendue des impacts de la gestion des déchets à horizon 2033, sans application du Plan, suivant une échelle commune qui est la suivante :

Evolution défavorable	Augmentation de l'impact négatif par rapport à 2018 ou réduction de l'impact bénéfique
Potentiellement défavorable	Dégradation potentielle de la situation par rapport à 2018 ou évolution négative non quantifiable
Potentiellement favorable	Amélioration potentielle de la situation par rapport à 2018 ou évolution positive non quantifiable
Evolution favorable	Réduction de l'impact négatif par rapport à 2018 ou augmentation de l'impact bénéfique

2.4/ Méthodologie de détermination des enjeux prioritaires

Les enjeux environnementaux prioritaires sont identifiés et présentés par compartiment environnemental, **en croisant les résultats des 3 étapes précédentes** (sensibilité environnementale, niveau d'impact pour l'année de référence, tendance d'évolution à 12 ans sans mise en œuvre du Plan).

Un enjeu est qualifié de **prioritaire** s'il correspond aux 3 conditions suivantes :

- Un contexte environnemental moyennement sensible ou plus sensible,
- Un niveau d'impact négatif ou négatif à nuancer,
- Une évolution défavorable.

3/ Descriptif de l'état initial de l'environnement

3.1/ Objectifs

L'objectif de cette partie est de réaliser le diagnostic environnemental du PTPGD et d'identifier les enjeux prioritaires à l'échelle du territoire de la Corse qui feront l'objet d'une vigilance particulière dans le cadre :

- Des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs potentiels du scénario retenu,
- Du choix des indicateurs de suivi environnemental.

Pour rappel, cette première étape de l'évaluation environnementale aborde :

- Le contexte environnemental du territoire avec la définition d'un niveau de sensibilité pour chaque compartiment environnemental,
- Les impacts actuels de la prévention et de la gestion des déchets y compris de l'économie circulaire (sur l'année de référence soit 2018),
- Les impacts futurs de la prévention et de la gestion des déchets y compris de l'économie circulaire si le Plan n'est pas mis en œuvre (scénario fil de l'eau).

4/ L'air

4.1/ Contexte environnemental : l'air en Corse

Les activités humaines engendrent l'émission de différents polluants dans l'atmosphère impactant la qualité de l'air. Les substances émises varient selon l'activité réalisée.

Tableau 4 : Principaux polluants atmosphériques et leurs effets

Type de pollution	Causes	Conséquences / effets	Echelle
Pollution acide (ou pluies acides)	Retombées, sous l'effet des vents et des précipitations, de polluants acides (SO ₂ , NH ₃ , HCl, HF) émis par les activités humaines.	Modification des équilibres chimiques des milieux naturels (cours d'eau, lacs, sols). L'acidification des eaux provoque des atteintes à la faune et la flore aquatiques et celle des sols entraîne leur appauvrissement en minéraux nécessaires à la nutrition des végétaux.	Pollution à grande échelle, pouvant toucher des zones très éloignées des sources d'émission
Pollution photochimique	Ensemble de phénomènes complexes qui conduisent à la formation d'ozone et d'autres composés oxydants (peroxyde d'hydrogène, aldéhydes, ...) à partir de précurseurs d'ozone (NO _x , COV, CO) et d'énergie apportée par le rayonnement Ultraviolet (UV) solaire.	Effets possibles sur la santé humaine, les écosystèmes forestiers et agricoles. De plus, ce phénomène de pollution photo-oxydante est intimement lié à celui des pluies acides.	Principale forme de pollution de l'air à l'échelle régionale

Emission de particules	Ensemble des particules solides et liquides en suspension dans l'air ambiant. Elles sont principalement liées au transport routier (notamment aux alentours des grands axes de circulation et des grandes agglomérations) et à l'industrie. La taille des particules joue un rôle important et on distingue : les particules d'un diamètre inférieur à 10 micromètres (PM10), et les particules « fines » plus petites que 2,5 micromètres (PM 2,5). Constituées de substances minérales ou organiques, elles sont d'origine naturelle (incendie, volcanisme) ou anthropique (combustion industrielle, chauffage).	Polluants relativement complexes, car leurs effets sanitaires dépendent de nombreux facteurs : composition chimique, durée d'exposition, présence d'autres polluants gazeux en mesure d'agir en synergie, sensibilité personnelle à la pollution, etc. Les particules sont notamment impliquées dans l'apparition ou le développement de troubles respiratoires et cardio-vasculaire. Les particules les plus fines pénètrent facilement dans les voies respiratoires et véhiculent des composés toxiques.	Locale
-------------------------------	--	--	--------

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la Corse, permettant de définir le niveau de sensibilité de ce compartiment.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
<p>Existence d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air</p> <p>L'association Qualitair Corse assure la surveillance de la qualité de l'air en Corse de façon indépendante de l'Etat. Elle a en effet mis en place un réseau régional de mesures (à Ajaccio, Bastia et Venaco) qui permet la surveillance industrielle, urbaine, périurbaine, trafic et rural du territoire.</p> <p>En plus de ses missions de surveillance, Qualitair Corse joue un rôle d'informateur en diffusant ses résultats et d'alerteur en cas de pic de pollution atmosphérique.</p>	<p>Principales sources de pollution atmosphérique</p> <p>La pollution atmosphérique de la Corse est produite soit localement, soit sur le Continent puis portée par les vents. Localement, les principales sources de rejets atmosphériques sont les transports routiers et maritimes, et les activités industrielles.</p>
<p>Passage des centrales thermiques au fioul léger</p> <p>Les centrales thermiques de Lucciana et d'Ajaccio sont parmi les sites industriels les plus polluants de Corse. Le passage au fioul léger de la centrale de Lucciana a entraîné une baisse des émissions polluantes dans l'environnement. Le renouvellement de la centrale d'Ajaccio est acté pour 2023 au plus tard, et permettra également</p>	<p>Dépassement des seuils réglementaires de dioxyde d'azote (NO₂)</p> <p>Entre les années 2010 et 2012, Qualitair Corse a montré un dépassement de la valeur limite de NO₂ au niveau d'un axe routier à Bastia avec une valeur de 41 µg/m³ au lieu de 40 µg/m³</p> <p>Le même constat a été effectué dans le centre-ville d'Ajaccio en 2013.</p>

d'abaisser les rejets polluants atmosphériques (dioxydes d'azote).	
<p>Démarches de Plan de protection de l'atmosphère (PPA)</p> <p>Les préfets des départements ont lancé des démarches de Plan de protection de l'atmosphère suite au dépassement des valeurs réglementaires de NO₂ dû aux grands axes routiers principalement. Ces plans fixent les mesures qui doivent être prises afin de respecter les valeurs limites réglementaires de rejet atmosphériques (40 µg/m³ pour le NO₂)</p>	
Compartment faiblement sensible (+)	

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **faiblement sensible** pour le compartiment « pollution de l'air » :

- Les principaux enjeux sont liés aux activités économiques du territoire corse
- Des dépassements de seuils réglementaires ont été enregistrés, notamment pour les NO₂
- La surveillance de la qualité de l'air est réalisée par Qualitair Corse, qui joue également le rôle d'informateur et d'alerteur en cas de dépassement des seuils réglementaires

4.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur l'air en Corse

La gestion des déchets impacte la qualité de l'air en émettant différents polluants tels que les gaz acidifiants (Oxyde d'azote, oxyde de soufre, ammoniac) issus du transport des déchets (moteurs thermiques) et des process des installations de traitement ou valorisation.

Un autre risque engendré est l'envol de déchets et de poussières. En effet, les envois de déchets hors d'une installation sont possibles dans les régions venteuses. Le choix de l'implantation de l'installation (éloignement des zones d'habitation ou de milieux naturels vulnérables) et une bonne conception des installations (en particulier des zones de réception, de stockage et de manutention de déchets) sont inhérents à une gestion optimale de la problématique.

Les risques proviennent de l'envol d'éléments légers et de poussières principalement dus :

- Aux déplacements des véhicules ;
- Aux opérations de terrassement des casiers de stockage ;
- Au déchargement des déchets au niveau des casiers des installations de stockage, notamment en période venteuse ;

- Aux opérations de manutention des déchets verts et du compost sur la plate-forme de compostage ;
- Aux opérations de stockage temporaire, de dépose ou de reprise au niveau des déchèteries et des quais de transfert...

Enfin, la pratique du brûlage des déchets verts, bien qu'interdite car néfaste pour l'environnement, représente une source de pollution de l'air non quantifiable.

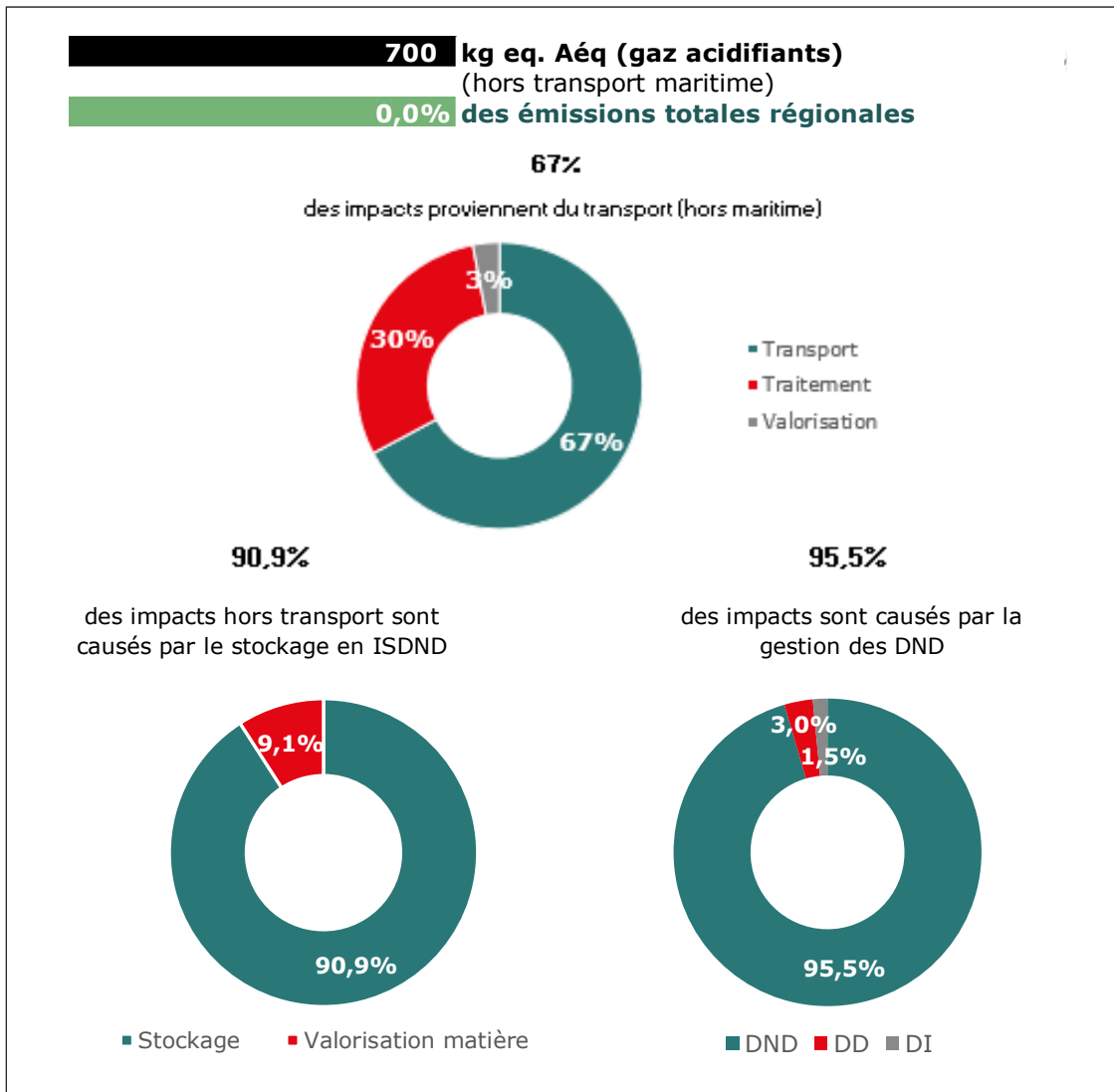
Détails des impacts de la gestion des déchets de Corse sur l'air pour les indicateurs retenus :

Tableau 5 : Emissions dans l'air de polluants atmosphériques dus au transport, à la valorisation et au traitement des déchets en 2018

Polluants	Transport	Valorisation	Traitement	Total
Gaz acidifiants : NOx en kg	23 554			23 554
Gaz acidifiants : SO ₂ en kg	29,87			29,87
Gaz acidifiants : NH ₃ en kg	18,23	239,59		257,82
Gaz acidifiants : kg eq A _{éq}	470,46	20,91	208,77	700,13
Poussières en kg	1 896	47	994	2 937
CO en kg	8 700			8 700
Métaux : Cd en kg	0,015			0,015
Métaux : Ni en kg	0,103			0,103

Les schémas suivants synthétisent l'évaluation des impacts de la gestion actuelle des déchets pour plusieurs polluants jugés représentatifs de l'état de l'air :

Figure 17 : Evaluation des émissions des gaz acidifiants dues à la gestion des déchets 2018

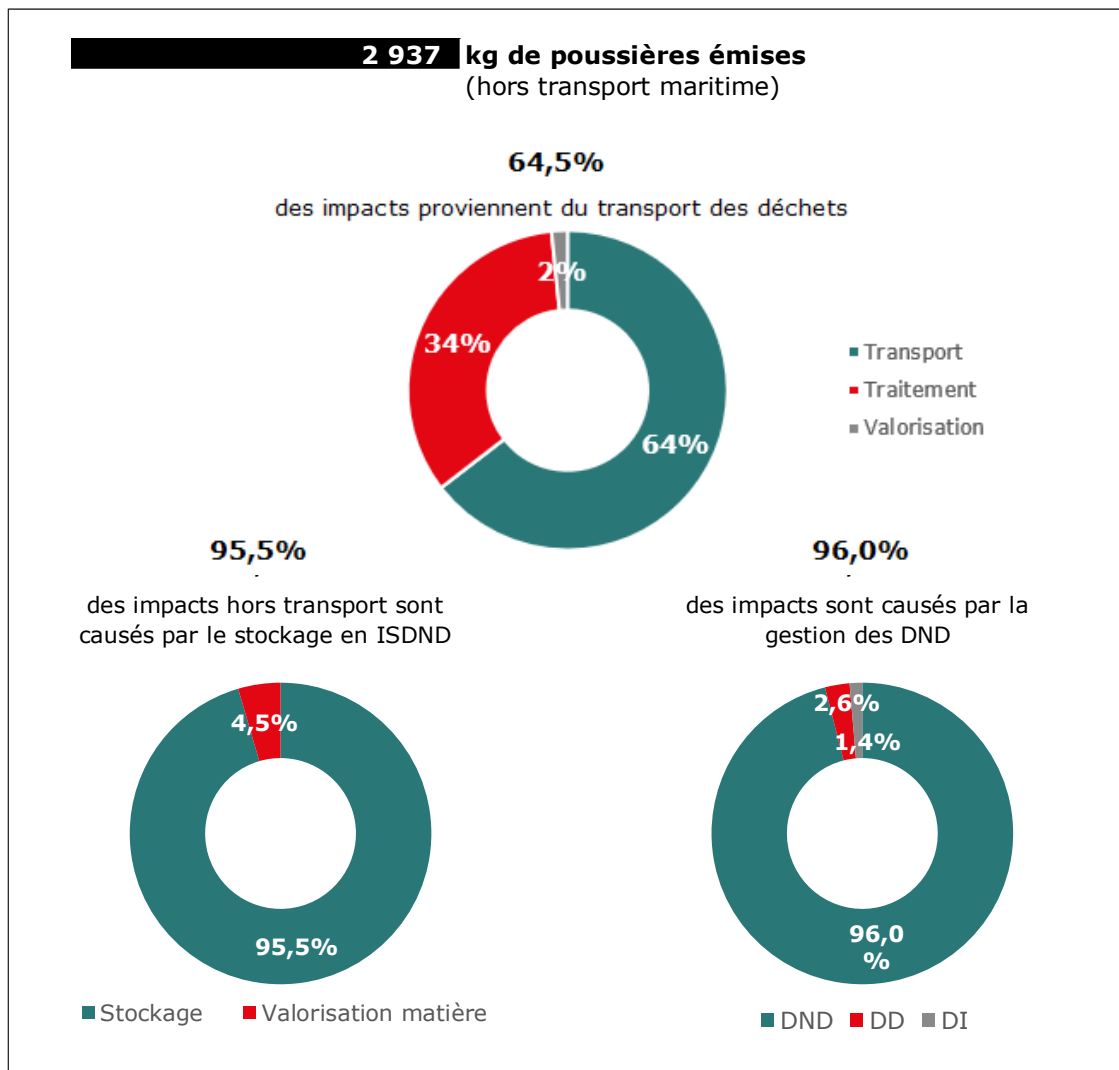


Plus de 2/3 des gaz acidifiants proviennent du transport des déchets. Hors transport, le stockage des déchets représente à lui seul plus de 90% des impacts de la gestion des déchets, suivi par la valorisation (9,1%). Cette répartition est cohérente avec les tonnages de DMA orientés dans les différentes filières. La valorisation fait référence aux gisements orientés en centre de tri et plateforme de compostage.

Les Déchets Non Dangereux sont les déchets qui impactent le plus lors de leur valorisation (95%), suivi des Déchets Dangereux et des Inertes, à 3% et 1,5% respectivement. Ces émissions importantes liées aux déchets non dangereux s'expliquent par leur transport, mais surtout par leur filière de traitement (stockage). De plus la méconnaissance des gisements des déchets du BTP et des DAE qui ne rentrent pas en compte dans cette évaluation quantitative accentue l'impact des déchets non dangereux.

L'émanation des poussières est présentée ci-dessous :

Figure 18 : Evaluation des émissions de poussières dues à la gestion des déchets en 2018



Les poussières sont générées principalement par le transport des déchets. Toutefois certaines filières de traitement participent aussi à leurs émissions. Le stockage des déchets émet ainsi 96% des émissions de poussières.

La gestion des déchets reste à l'origine d'émissions de polluants atmosphériques. Toutefois ceux-ci restent modérés par rapport aux émissions totales régionales (toutes activités confondues).

Points clés à retenir

Pour rappel, un impact négatif correspond à une dégradation de l'état de l'environnement.

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif** pour le compartiment « pollution de l'air »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- Le transport est l'activité la plus impactante sur la qualité de l'air
- Certaines filières comme le stockage en ISDND sont toutefois aussi émettrices de poussières
- Aucune quantité de mercure, plomb, cadmium ou dioxines et furanes n'a été évaluée

4.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

A horizon 2033, sans action du Plan, on estime une augmentation de 27% pour l'ensemble des indicateurs comme : les oxydes d'azotes (+6 368 kg), le monoxyde de carbone (+2 352 kg) et les poussières (+ 795 kg).

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

L'évolution globale est donc défavorable sans action du Plan. Pour consulter les résultats détaillés, il convient de se reporter au Chapitre 4 1.2/Impacts environnementaux du scénario fil de l'eau.

5/ Le climat

5.1/ Contexte environnemental : le climat en Corse

Généralités

L'effet de serre est un phénomène naturel lié à l'absorption des rayonnements infra rouge, renvoyés par la surface terrestre, par des composés présents dans l'atmosphère que sont les gaz à effet de serre (GES), dont les principaux indicateurs sont le gaz carbonique (CO₂), le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O). La contribution à l'effet de serre de chaque gaz s'évalue par le pouvoir de réchauffement global (PRG). Le PRG d'un gaz se définit comme la puissance radiative que le gaz à effet de serre renvoie vers le sol, cumulée sur une durée de 100 ans. Cette valeur se mesure relativement au dioxyde de carbone : Le PRG du CO₂ est égal à 1. Le PRG du CH₄ est évalué à 30, celui du N₂O à 265 (source 5^{ème} rapport du GIEC 2013).

En effectuant la somme des émissions de GES, pondérée par leur PRG, on obtient une évaluation de l'impact global des activités humaines sur l'effet de serre, exprimé en tonnes équivalent CO₂ (t eq.CO₂).

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la région Corse.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
<p>Principaux documents de planification</p> <p>Plusieurs outils ont été mis en place comme le Schéma Régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ou le Plan Climat Energie de Corse (PCEC) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter aux changements climatiques.</p>	<p>Du fait de son climat et de sa localisation, la Corse est soumise à différents types d'aléas naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les inondations à caractère torrentiel ▪ Les incendies de forêts ▪ Les mouvements de terrains ▪ Les avalanches ▪ Les risques littoraux
<p>L'ADEME a réalisé en 2008 un bilan énergie et inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la Corse. Bien que peu récent, ce rapport permet d'avoir une vision globale sur les émissions de GES en Corse.</p>	<p>Emission de gaz à effet de serre</p> <p>Le rapport de l'ADEME de 2008 sur le bilan des émissions de GES en Corse a montré que les émissions totales en Corse s'élevaient à 2 565 600 teqCO₂, ce qui correspond à une moyenne de 8,5 teqCO₂/habitant. A titre de comparaison, la moyenne en France est de 6,65 teqCO₂/habitant, et de 9,8 et 7,9 teqCO₂/habitant pour les Baléares et les Canaries qui sont deux autres îles qui peuvent être comparées à la Corse.</p>
	<p>Les émissions de GES en Corse sont largement d'origine énergétique (82% contre 65% au niveau national hors UTCF¹). Avec une forte dépendance aux énergies fossiles, les émissions de GES de la Corse sont d'autant plus importantes.</p> <p>Les autres principales origines de ces émissions sont les gaz fluorés (3%), l'agriculture (10%) et les déchets (5%).</p>
	<p>Avec 60% des émissions de la région, les pays Ajaccien et Bastiais représentent la majorité des émissions de GES. Les transports, la concentration importante de la population et les infrastructures (ports, aéroports et gares) dans ces villes expliquent cette nette prédominance.</p>
Compartiment moyennement sensible (++)	

¹ UTCF : Utilisation des Terres, leurs Changements et la Forêt

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **moyennement sensible** pour le compartiment « climat » :

- Le territoire de Corse est soumis à différents types d'aléas naturels (inondations, incendies...)
- Les émissions de GES par habitants sont supérieures à la moyenne française, mais inférieures comparé à des territoires semblables à la Corse
- 60% des GES sont émis des villes d'Ajaccio et de Bastia

5.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur le climat en Corse

La gestion des déchets contribue à l'effet de serre à travers le transport routier des déchets via des véhicules à moteurs thermiques ainsi qu'à travers les processus de valorisation et de traitement des déchets. Selon les données disponibles, les émissions de GES de la collecte et du transport sont évaluées en fonction des tonnages transportés, de la charge utile du véhicule et de la distance parcourue entre le lieu de production et le lieu de valorisation ou de traitement. Les émissions de GES peuvent être majorées compte tenu du relief et du réseau routier insulaire. Pour les impacts de la valorisation et du traitement, les GES directs générés par les processus sont évalués selon les données disponibles, ainsi que les émissions de GES évitées par la valorisation des déchets en comparaison à une filière traditionnelle de production d'énergie ou de matière.

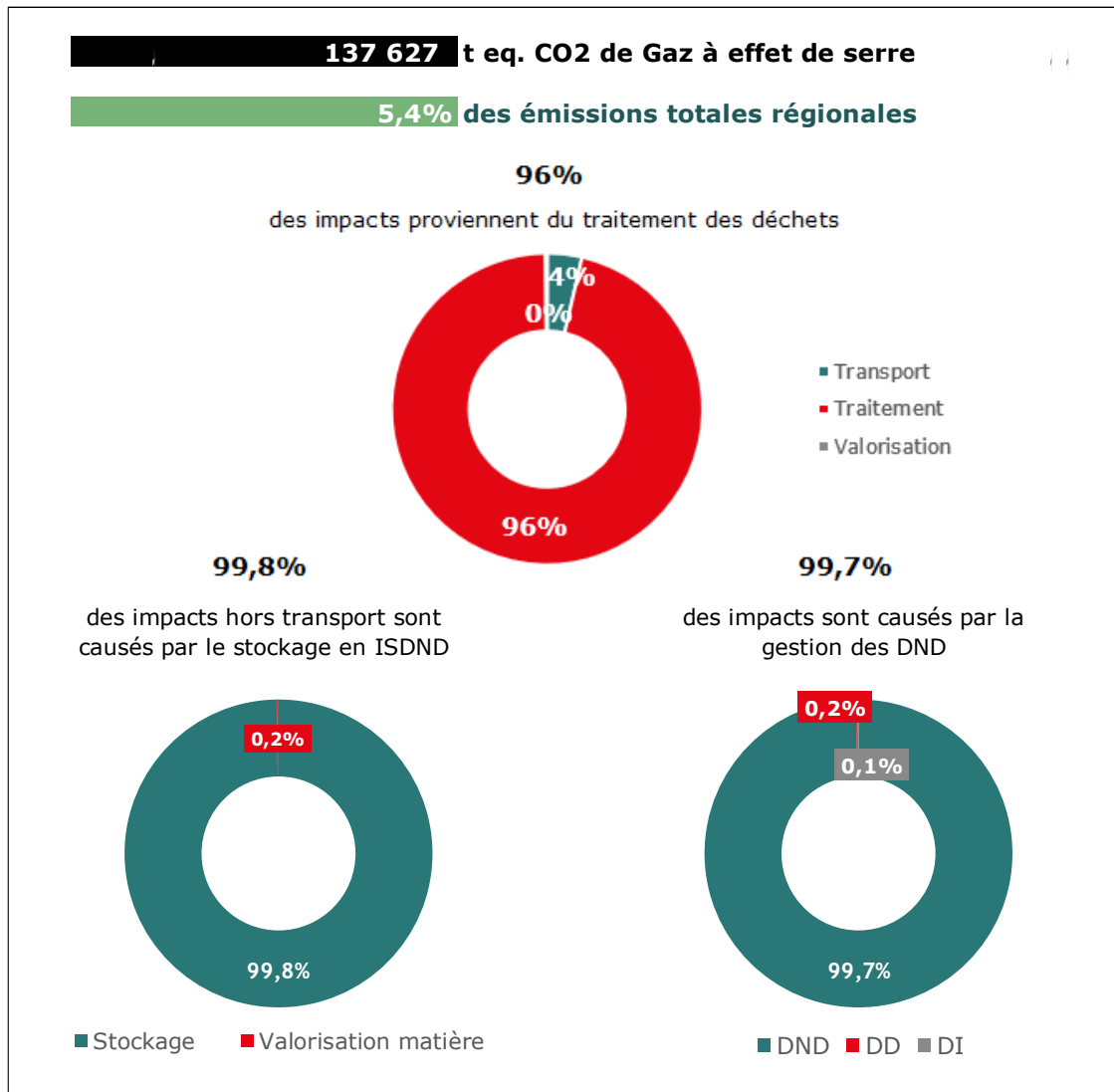
Détail des quantités de GES émis et évités selon les indicateurs retenus :

Tableau 6 : GES émis et évités dus au transport, à la valorisation et au traitement des déchets en 2018

	Transport	Valorisation	Traitement	Total	Stockage	Valorisation matière
GES émis en teq CO2	4 966	209	132 452	137 627	99%	1%
GES évités en teq CO2	/	-89 612	-2 991	-92 604	3%	97%

Le schéma suivant synthétise l'évaluation des émissions de gaz à effets de serre (GES) de la gestion actuelle des déchets :

Tableau 7 : Evaluation des émissions de gaz à effets en équivalent CO₂ dues à la gestion des déchets en 2018



Les gaz à effet de serre issus de la gestion des déchets proviennent majoritairement de leur stockage en ISDND.

Les émissions provenant du transport et de la valorisation des déchets non dangereux sont les principaux polluants engendrés par cette gestion (99,7 % de l'ensemble du gisement).

Selon les données du SYVADEC, le bilan carbone de l'année 2019 renseigne un total de 28 450 t.eq.CO₂, dont 68% sont liés aux fuites de méthane sur les ISDND et à la combustion du biogaz et 24% pour le transport des déchets.

Il est à noter que si le transport occupe globalement une place limitée dans les émissions de GES, en particulier du fait d'une prépondérance du stockage, la place du transport maritime n'est pas à négliger (5% des émissions).

Pour la part des émissions GES évitées, le bilan carbone du SYVADEC indique que 19 790 t.eq.CO₂ ont été évitées via la valorisation des déchets non dangereux en 2018. Ce bilan montre que pour les flux recyclables (verre, emballages, DEEE et

métaux) les émissions produites pour le transport sont largement inférieures aux impacts évités via le recyclage.

A RETENIR	
Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente un impact négatif pour le compartiment « climat »	Impact négatif
	Impact négatif à nuancer
	Impact bénéfique à nuancer
	Impact bénéfique
<ul style="list-style-type: none">▪ Le traitement est l'activité la plus émettrice de gaz à effet de serre (96%)▪ Le stockage des déchets non dangereux en ISDND représente la majorité des émissions de GES▪ Les émissions de GES dues à la gestion des déchets représentent 5% des émissions régionales	

5.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

A horizon 2033, on estime les évolutions suivantes :

- Une augmentation des GES émis (35 401 t eq CO₂),
- Une augmentation des GES évités (35 204 t eq CO₂).

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

L'évolution globale est donc défavorable pour le climat à horizon 2033 sans action du Plan. Pour consulter les résultats détaillés, il convient de se reporter au Chapitre 4 1.2/Impacts environnementaux du scénario fil de l'eau.

6/ La ressource en eau

6.1/ Contexte environnemental : la ressource en eau en Corse

Généralités

Les activités humaines engendrent des prélèvements en eaux que ce soit directement au milieu naturel (eaux superficielles ou souterraines), ou indirectement (réseau de distribution public).

La préservation de cette ressource est un enjeu d'envergure planétaire en raison de son appauvrissement croissant : le renouvellement naturel de cette ressource est fortement dégradé du fait du rythme des prélèvements qui s'accélère

(accroissement de la population, modes de consommation et modèle économique linéaires), et du fait de l'urbanisation croissante (impacts significatifs sur le cycle de l'eau).

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la région Corse.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
<p>Principaux documents de planification</p> <p>Le SDAGE du bassin de Corse prévoit les grandes orientations pour la gestion de la ressource en eau en Corse. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ▪ Les objectifs environnementaux fixés pour chaque masse d'eau ▪ Les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs <p>La ressource en eau de Corse se divise en eau de surface et en eau souterraine. L'eau de surface fournit 50% des besoins pour l'alimentation en eau potable (15 à 20 millions de m³) et la quasi-totalité des besoins pour l'irrigation (45 à 50 millions de m³).</p>	<p>La ressource en eau en Corse est abondante (8 milliards de m³ d'eau par an) mais est inégalement répartie par ses caractéristiques géographiques et temporelles. Ainsi certaines régions connaissent encore des difficultés d'approvisionnement.</p>
<p>Eau potable</p> <p>Le rendement des réseaux d'eau potables a progressé ces 10 dernières années. En effet les collectivités ont élaboré des diagnostics de leurs infrastructures d'eau potable afin d'identifier les fuites et les pertes d'eau. Ces travaux de remise à niveau ou de renouvellement de réseaux d'eau potable ont permis une réduction des fuites de l'ordre de 200 000 m³/an.</p>	<p>Aujourd'hui les rendements des réseaux d'eau potables restent insuffisants par rapport au décret du 27 janvier 2012 qui fixe un rendement de 65% à 85%.</p> <p>Sur 205 déclarations auprès de l'agence de l'eau, seuls 65 réseaux atteignent le seuil de rendement réglementaire, pour une moyenne régionale de 52,8% en 2014.</p>
	<p>Malgré la mise en œuvre de la Banque nationale des prélèvements en eaux par l'Etat, le bassin de corse dispose encore de peu de données.</p> <p>Les eaux souterraines sont peu soumises à des pressions de pollution mais subissent de fortes pressions de prélèvement, notamment lors de la période estivale, pendant laquelle la population peut doubler.</p> <p>Certains aquifères alluviaux présentent également une sensibilité forte aux</p>

intrusions salines sans toutefois affecter l'alimentation en eau potable.

Compartiment moyennement sensible (++)

A RETENIR

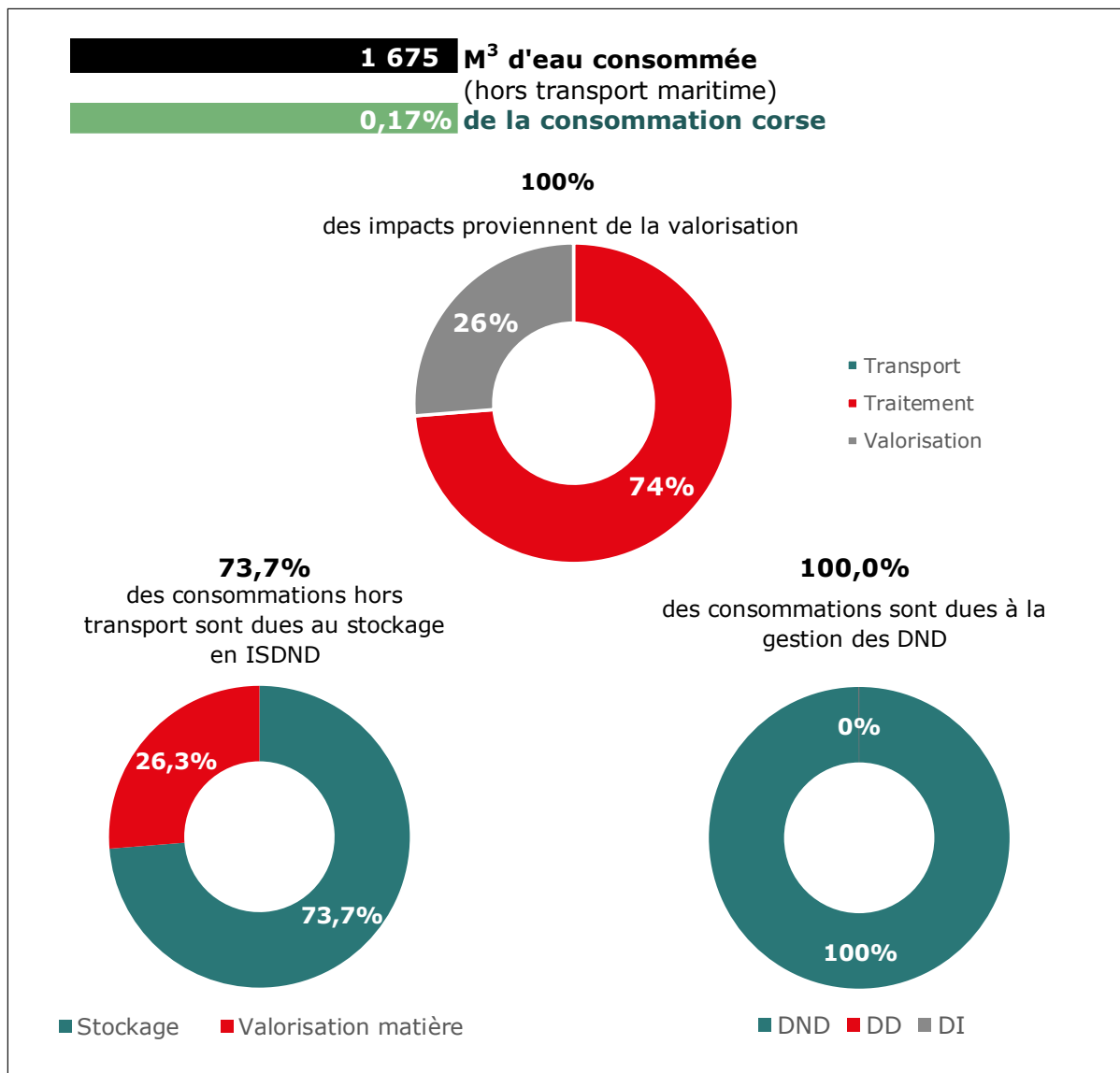
Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **moyennement sensible** pour le compartiment « ressource en eau » :

- Les eaux souterraines sont soumises à de fortes pressions de prélèvement, notamment en période estivale
- La ressource en eau est inégalement répartie sur le territoire
- Malgré une réduction des fuites, les rendements d'eaux potables restent inférieurs aux seuils réglementaires

6.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur la ressource en eau en Corse

Le schéma suivant synthétise l'évaluation des impacts de la gestion actuelle des déchets sur la ressource en eau :

Figure 19 : Evaluation de la consommation en eau due à la gestion des déchets en 2018



La valorisation des déchets engendre une consommation d'eau à hauteur de 1 675 m³ pour l'année 2018. Ce volume apparaît très faible au regard des prélèvements du territoire, estimés à près de 100 millions de m³ annuellement (chiffres SDAGE Corse). **Son impact ne peut cependant être totalement négligé.** En effet, la ressource en eau est aujourd'hui très sensible (en terme de quantité), connaissant des situations de déficit importantes en période d'étiage et en période estivale, amenées à s'accroître à l'avenir.

Les prélèvements, concernant la gestion des déchets, sont principalement dus à l'activité de valorisation matière.

Il est également à noter que la valorisation des déchets peut conduire à des évitements importants, au sens où le recyclage permet d'éviter la production des matériaux et biens fortement consommateurs d'eau et d'énergie. Sur la base des

données de recyclage connues, ces évitements seraient bien supérieurs aux consommations observées ; **de l'ordre de 208 269 m³ d'eau évitée par an.**

Ce bénéfice reste cependant à modérer, ne s'appliquant pas tant au niveau local que tout au long de la chaîne de fabrication de ces matériaux, dont les matières ne sont pas extraites et traitées sur place. L'estimation d'eau évitée correspond aux besoins en eau nécessaire à la production d'emballages en verre, de papiers, cartons et journaux ou magazine à partir de matières premières, si le recyclage n'était pas mis en place.

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif à nuancer** pour le compartiment « ressource en eau »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- La consommation en eau de la gestion des déchets en Corse provient principalement du traitement et particulièrement de la valorisation matière
- La consommation en eau totale représente 0.04% de la consommation corse

6.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

A horizon 2033, sans action du Plan, on estime une augmentation de la consommation en eau (+498 m³), mais également une part d'eau évitée plus importante grâce au recyclage (+67 603 m³).

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

L'évolution est donc favorable sans action du Plan. *Pour consulter les résultats détaillés, il convient de se reporter au chapitre Pour consulter les résultats détaillés, il convient de se reporter au Chapitre 4 1.2/Impacts environnementaux du scénario fil de l'eau.*

7/ La pollution de l'eau

7.1/ Contexte environnemental : la pollution de l'eau en Corse

Généralités

Les activités humaines engendrent des rejets directs ou indirects (par lessivage ou lixiviation) dans les eaux pluviales et souterraines, qui peuvent créer des pollutions chroniques (concentrations résiduelles en aval du système de traitement) ou accidentelles (dysfonctionnement du procédé de traitement, ou rejets illégaux).

Les substances polluantes ainsi émises peuvent être d'une grande diversité et dépendent fortement de l'activité réalisée (pesticides pour l'agriculture, substances organiques pour les rejets domestiques, substances organiques et éléments traces métalliques pour les industries, dépôts sauvages de déchets, etc.).

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
<p>Principaux documents de planification :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ SDAGE Corse (2016-2021)▪ Plan de gestion des risques d'inondation de Corse (2016-2021) <p>L'ensemble des masses d'eau est concerné par le SDAGE : les eaux de surface (rivières et cours d'eau), les eaux marines (littorales, lagon, pleine mer) et les eaux souterraines (nappes phréatiques).</p> <p>Il prévaut :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ La lutte contre les pollutions ;▪ La gestion des risques naturels ;▪ La conservation, restauration et entretien des milieux et de la biodiversité ; <p>Plus de 80% des masses d'eau superficielle de Corse ont été qualifiées en bon ou très bon état écologique. Ce bon état écologique provient d'une bonne qualité d'eau et d'un bon fonctionnement des milieux aquatiques. De même plus de 90% des masses d'eau superficielle de Corse ont été qualifiées en bon état chimique.</p> <p>96% des eaux de baignades respectent les exigences de qualité européenne selon l'Agence Régionale de la Santé de Corse.</p>	<p>Pollution anthropiques</p> <p>Des problèmes de pollution notamment azotée et phosphorée sont parfois identifiés en raison des rejets d'origine domestique, agroalimentaire, ou d'élevage dans les milieux particulièrement sensibles.</p> <p>L'une des principales causes de dégradation des milieux est la pollution d'origine urbaine issue des rejets des unités de dépollution des eaux usées domestiques des collectivités et des apports d'eaux pluviales. En effet les petites collectivités de Corse enregistrent un retard important d'équipement et de mise en conformité des installations au regard des exigences de la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines. Les performances épuratoires sont de l'ordre de 70% à 80%.</p> <p>Concernant les eaux souterraines, certains problèmes localisés peuvent subsister :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Concentrations élevées en fer et manganèse sur certaines sources ou forages granitiques▪ Contamination métallique liée à la présence d'ancienne mine▪ Augmentation des concentrations de chlorures sur les aquifères subissant des intrants salés.

La pollution par les micro-polluants reste faible et localisée dans le bassin de Corse. En 2015 une surveillance des substances dangereuses (principalement cuivre et zinc) a été mise en place pour les rejets aqueux de cinq installations classées pour la protection de l'environnement, et huit stations de traitement des eaux usées de capacité supérieure à 10 000 EH.

Entre 2010 et 2015, plusieurs plans d'eau artificiels ont connu des épisodes de développement de cyanobactéries. Ce développement a été provoqué par des excès de nutriments apportés par le bassin de Corse. Malgré l'implication de plans d'eau destinée à la consommation humaine, les concentrations de toxines sont restées non-préoccupantes.

Compartiment faiblement sensible (+)

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **faiblement sensible** pour le compartiment « pollution de l'eau » :

- La pollution d'origine urbaine est l'une des principales causes de la pollution de l'eau due performances épuratoires relativement faibles par rapport aux exigences européennes
- Certaines concentrations de polluant sont observées dans les eaux souterraines de milieux particulièrement sensibles
- Plus de 80% des masses d'eau superficielles sont qualifiées en bon ou très bon état écologique

7.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur la pollution de l'eau en Corse

Remarque préalable : L'impact réel sur la pollution de l'eau est difficilement évaluable dans le cadre de l'évaluation environnementale pour deux raisons : d'une part, les données sur les effluents générés sont difficilement identifiables et varient fortement selon la filière de traitement ; d'autre part, les effets de ces rejets dépendent fortement de la composition des effluents (concentrations), donnée manquante dans la majorité des cas.

Concernant la gestion des déchets, les installations de valorisation et de traitement peuvent être à l'origine d'une pollution directe vers le milieu aquatique lorsqu'elles génèrent des eaux de process.

De plus, toutes les installations peuvent être à l'origine d'une pollution indirecte notamment via le ruissellement des eaux pluviales sur des aires de stockage des déchets non abritées. La mise en place d'équipements de couverture ou de récupération des eaux pluviales ruisselantes et éventuellement de traitement avant rejet peuvent limiter la pollution du milieu récepteur.

Les pratiques illégales de stockage et notamment les dépôts sauvages des déchets peuvent également être à l'origine de pollution des eaux par ruissellement des eaux pluviales.

Une synthèse des cas de pollutions potentielles est présentée dans le tableau ci-dessous :

Source	Type de pollution	Causes	Conséquences
ISDND	Directe	Rejets de lixiviats captés et traités (pollution chronique si traitement non adapté) ou fuites qui rejoindraient les eaux souterraines.	Les substances polluantes ainsi émises peuvent être notamment des éléments générateurs d'eutrophisation (N, P, K) ou des polluants chimiques tels que des éléments traces métalliques ou des substances organiques.
Epandage de matières organiques	Indirecte	Transfert de polluants contenus dans les déchets (éléments traces métalliques, azote, phosphore et potassium, ...) si valorisation non conforme aux prescriptions réglementaires	
Stockage et remblai en carrières	Directe	Suite notamment au non-respect des conditions d'accueil des déchets, risques de rejets de lixiviats captés et traités (pollution chronique si traitement non adapté) ou fuites qui rejoindraient les eaux souterraines.	
Dépôts sauvages / non-respect des fréquences de collecte ou des consignes de présentation	Directe et Indirecte	Transfert de polluants contenus dans les déchets (éléments traces métalliques, azote, phosphore et potassium, hydrocarbures...) Entraînement de déchets (plastiques...) dans les cours d'eau, Dépôt illégal directement dans les ravines	
Stockages de DEEE à l'air libre	Indirecte	Transfert de polluants contenus dans les déchets (éléments traces métalliques, azote, phosphore et potassium, hydrocarbures...)	

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif à nuancer** pour le compartiment « pollution de l'eau »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- Les installations de traitement ont un impact sur la pollution de l'eau, qu'elle soit directe avec les rejets d'effluents ou indirecte par les eaux de ruissellement. Ces rejets sont encadrés par la réglementation relative aux ICPE et font l'objet de suivi. Le manque de données ne permet pas d'évaluer quantitativement l'impact de la gestion des déchets sur la pollution de l'eau.
- Les déchets non captés peuvent être à l'origine de pollution non contrôlée via le ruissellement des eaux pluviales en cas de dépôts sauvages.

7.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

A horizon 2033, sans action du Plan, l'augmentation de la production de déchets accroît le risque de pollutions potentielles vers les eaux.

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

Au vu de l'augmentation de la production de déchets et du maintien des filières de valorisation et de traitement actuelles, on estime que l'évolution tendancielle (sans action du Plan) sera **défavorable en termes de qualité de l'eau**.

8/ La qualité des sols

8.1/ Contexte environnemental : la qualité des sols en Corse

Généralités

Les activités humaines sont les principales causes à l'origine de la dégradation des sols : les sites actuels ou anciens, formels et informels d'activités industrielles ou de réparation mécanique peuvent donner lieu à des sites et sols pollués, les pratiques agricoles non raisonnées peuvent déséquilibrer le sol via l'apport en excès de phosphore, matière azotée tout en l'appauvrissant en matière organique, enfin les transferts de pollution peuvent entraîner une pollution indirecte enrichissant le sol de métaux lourds, pesticides... L'altération de la qualité du sol (voir du sous-sol) peut présenter un risque pour les ressources biologiques, les écosystèmes concernés, la santé humaine (nourriture issue de culture sur un sol contaminé).

Dans le cadre de la gestion des déchets, les sources de pollution du sol peuvent être liées à un transfert de pollution directement dans le sol ou via un autre milieu, à un déversement accidentel lors du transport des déchets, aux dépôts sauvages potentiellement chargés polluants, aux anciennes décharges...

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la région Corse.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
<p>Documents de suivis de la qualité des sols et du sous-sol</p> <p>Liste non exhaustive des documents disponibles auprès du public : réseaux de mesure et de surveillance développés tels que GIS Sol, Agreste, Basol, Basias, programme en cours pour l'accès numérique des informations sur le sous-sol.</p> <p>Documents de planifications</p> <p>Tous les documents urbanistiques relatifs à l'utilisation des sols (PLU, POS, etc.).</p>	<p>Roches amiantifères</p> <p>Le département de la Haute Corse présente la particularité de compter de nombreux affleurements de roches contenant de l'amiante à l'état naturel. Ces roches présentent le risque de libérer des fibres qui pourraient avoir des répercussions d'ordre sanitaire sur la population. Cette émission de fibres peut être due à l'érosion naturelle ou aux activités humaines.</p>
<p>Des terres peu agricoles</p> <p>En raison d'une altitude trop élevée ou d'une pente trop forte, une partie importante de la Corse est inexploitable par l'agriculture. La superficie agricole utilisée représente 163 205 ha soit environ 18% de la surface de la Corse (contre 54% en France métropolitaine).</p> <p>Les activités agricoles dépendent directement de la qualité des sols. Elles sont à surveiller de près car étant en lien étroit avec les Matières Organiques du sol (MOS). Le mode de travail du sol influe sur la qualité des sols.</p>	<p>Erosion du littoral</p> <p>Sous l'effet des vagues, des courants et des vents le littoral sableux de Corse est naturellement mobile. Les activités humaines (positionnement de bâtiments, structures fixes dans le périmètre mobile) accentuent la vulnérabilité des littoraux à l'érosion et à la submerssion marine.</p> <p>Les problématiques d'érosion marine sont principalement présentes sur la Plaine orientale et dans la baie de Calvi, et les problématiques de submerssion marine concernent de nombreuses zones basses de la Corse.</p>
	<p>Pollution des sols</p> <p>Un site est pollué lorsque la présence d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes sont susceptibles de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes et/ou l'environnement.</p> <p>L'inventaire national recense sept sites pollués sur le territoire de la Corse, dont quatre ont fait l'objet d'une réhabilitation.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 anciennes décharges ▪ 2 anciennes usines à gaz ▪ 1 ancienne carrière ▪ 1 ancien dépôt de ferrailles <p>De plus il existe une quarantaine d'anciens sites miniers en Corse qui ont permis d'exploiter différents minerais tels que le zinc, le fer, le plomb, ou le charbon.</p>
<p>Compartment moyennement sensible (++) :</p>	

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **moyennement sensible** pour le compartiment « qualité des sols » :

- Les activités agricoles qui influent directement sur la qualité des sols sont peu présentes en Corse
- Les sols de Haute Corse comptent de nombreux affleurements de roches contenant de l'amiante à l'état naturel
- Les littoraux de Corse sont soumis à l'érosion à la submersion marine

8.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur la qualité des sols en Corse

Dans le cadre de la gestion des déchets, les sources de pollution du sol peuvent être liées à un transfert de pollution via un autre milieu, à un déversement accidentel lors du transport des déchets, aux dépôts sauvages potentiellement chargés en polluants.

Les données d'impact de la gestion des déchets sur la qualité des sols ne peuvent être accessibles que via les déclarations des émissions polluantes (données base de données IREP). Toutefois, pour les installations concernant le PTPGD, aucune donnée d'émissions n'est disponible, cela ne permet donc pas d'avoir une approche quantitative sur ce compartiment.

Néanmoins, on peut qualitativement affirmer que la gestion des déchets, dangereux et non dangereux peuvent porter atteinte à la qualité des sols de façon directe via les dépôts sauvages de déchets à même le milieu naturel. Elle peut aussi impacter le sol de façon indirecte lors d'un transfert de pollution d'un autre milieu récepteur ou lors d'un déversement accidentel de déchets lors de leur transport. En effet, la non-récupération d'eaux de ruissellement potentiellement chargées peut entraîner l'infiltration dans le sol de polluants et en perturber son équilibre.

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif à nuancer** pour le compartiment « pollution des sols »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- La gestion des déchets peut avoir un impact sur la pollution des sols, qu'elle soit directe via les dépôts sauvages ou indirecte lors d'un transfert de pollution d'un milieu à un autre en cas de situations accidentelles
- Le manque de données ne permet pas d'évaluer quantitativement l'impact de la gestion des déchets sur la pollution des sols

8.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

A horizon 2033, sans action du Plan, l'augmentation de la production de déchets accroît le risque de pollutions potentielles vers les sols.

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

On estime que l'évolution tendancielle (sans action du Plan) sera **défavorable en termes de qualité des sols**.

9/ L'énergie

9.1/ Contexte environnemental : l'énergie en Corse

Généralités

Toute activité humaine est à l'origine de consommations de ressources, l'énergie au même titre que l'eau, ou les matières premières (matériaux naturels).

D'une façon générale, comme toute autre activité, la gestion des déchets nécessite de l'énergie : consommation de carburant pour le transport des déchets et pour la manipulation des engins sur les chantiers et/ou sur les installations et l'utilisation d'énergie pour le fonctionnement des équipements de traitement ou de valorisation des déchets, mais elle peut également produire de l'énergie à travers les filières de valorisation énergétique (par combustion (CVE), réutilisation du biogaz (ISDND), méthanisation, ou production de combustible de substitution (combustion en cimenteries,...)).

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la région Corse.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
<p>Principaux documents de planification :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ PPE pour la Corse (2016-2023)▪ SRCAE de Corse▪ PCAET de la Corse▪ Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux de la Corse (2017) <p>Le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie fixe les objectifs et les orientations en matière d'énergie du territoire corse. Les principaux objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Diminution de la consommation d'énergie fossile de 16% d'ici 2020 et 54% d'ici 2050▪ Diminution des émissions de GES de 31% d'ici 2020 et 89% d'ici 2050	<p>Dépendance en énergie</p> <p>L'insularité de la Corse et le manque de ressources énergétiques locales induisent une forte dépendance en matière d'approvisionnement énergétique. Ainsi la Corse est dépendante des approvisionnements extérieurs pour près de 87% de sa consommation totale en énergie. Le reste se caractérise par un mix électrique avec une importante part d'énergie renouvelable de plus de 40%, réparti selon quatre types d'énergies renouvelables :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ hydraulique : 59%▪ solaire : 35%▪ éolien : 5%▪ biomasse : 1%

Couverture par des énergies renouvelables de 20% en 2020 et 100% en 2050	
<p>Energie renouvelables</p> <p>Depuis les dix dernières années, la Corse a vu sa production d'énergie renouvelable se renforcer. En effet la mise en service de la centrale hydroélectrique du Rizzanese (50 MW) et le développement soutenu du photovoltaïque (+ 100 MW entre 2010 et 2014) permettent à la Corse de diminuer son indépendance aux approvisionnements d'énergie extérieurs.</p>	<p>L'hydroélectricité dépendante des conditions hydrologiques</p> <p>L'hydroélectricité qui représente la majeure partie de la production des énergies renouvelables (59%) est soumise aux variations liées aux conditions hydrologiques.</p> <p>Par exemple en 2015 les sources d'énergies renouvelables couvraient seulement 24% des besoins en électricité, contre 32% en 2014.</p>
	<p>Du fait du relief du territoire, le maillage du réseau de distribution corse n'est pas favorisé. Les enjeux d'investissement et de maintenance sont importants afin de répondre aux exigences de la qualité de l'électricité fournie.</p>
Compartiment moyennement sensible (++)	

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **moyennement sensible** pour le compartiment « énergie » :

- La production d'énergie renouvelable a augmenté depuis les 10 dernières années en Corse
- La Corse reste fortement dépendante énergétiquement : 87% de sa consommation est importée de l'extérieur

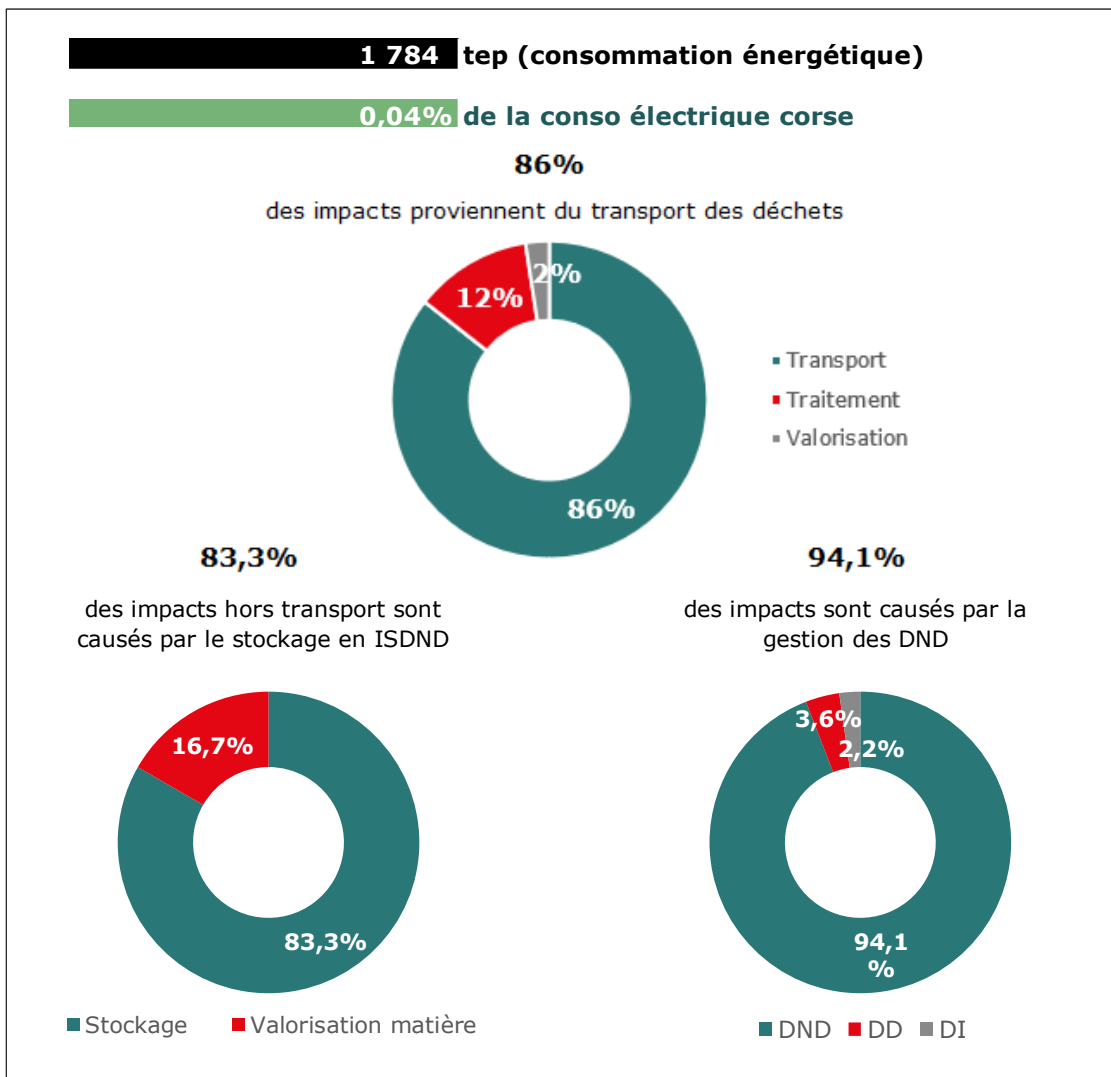
9.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur l'énergie en Corse

Les consommations énergétiques liées à la gestion des déchets proviennent principalement :

- De la consommation de carburant liée à la collecte et au transport des déchets (86%) ;
- De la consommation de carburant, d'électricité et/ou de gaz sur les installations de valorisation ou de traitement (engins, équipements, process, locaux, ...) (14%).

Le schéma suivant synthétise l'évaluation des impacts de la gestion actuelle des déchets :

Figure 20 : Consommation énergétique provenant de la gestion des déchets en 2018



La consommation énergétique nécessaire à la gestion des déchets en Corse en 2018 a été de 1 784 tonnes équivalent pétrole. Cette consommation concerne majoritairement les transports de déchets (86%).

On observe particulièrement que les seules exportations maritimes représentent 44% des consommations énergétiques du transport, et 38% de la consommation énergétique totale, avec 667 tep consommées.

Concernant les consommations de la valorisation et du traitement, on observe que les consommations sont dues à près de 83% au stockage (ISDND et ISDI).

La valorisation matière permet en revanche un évitement de consommation énergétique du fait du recyclage. Ce bénéfice est cependant global et non uniquement localisé sur le territoire.

Il est également à considérer que la consommation énergétique engendrée par la gestion des déchets ne représente que 0,04 % de la consommation totale du territoire corse.

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif** pour le compartiment « énergie »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- Le transport représente la principale source de consommation d'énergie due à la gestion des déchets en Corse (86%)
- Le transport maritime contribue fortement à cette consommation d'énergie (44%)

9.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

A horizon 2033, on estime les évolutions suivantes :

- une augmentation des consommations énergétiques (+53% d'électricité consommée et +27% de carburant consommé),

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

L'évolution globale est donc défavorable pour l'énergie à horizon 2033 sans action du Plan. Pour consulter les résultats détaillés, il convient de se reporter au Chapitre 4 1.2/Impacts environnementaux du scénario fil de l'eau.

10/ La biodiversité et l'habitat

10.1/ Contexte environnemental : Biodiversité et habitat de la Corse

Généralités

Les activités anthropiques et le développement économique d'un territoire nécessitent l'implantation de bâtiments, de sites industriels, commerciaux et d'ouvrages urbanistiques pour desservir ces zones d'activités. Cette expansion géographique se fait au détriment d'espaces naturels vierges qui abritent des écosystèmes faunistiques et floristiques. La dégradation des espaces naturels peut entraîner le déséquilibre local des écosystèmes et aboutir à la disparition de certaines espèces. Au-delà de l'atteinte sur la biodiversité c'est également le cadre de vie par les paysages et le patrimoine culturel qui peuvent être impactés.

La prise en compte de ces aspects dans le développement économique d'un territoire permet de préserver la richesse naturelle d'un territoire et le patrimoine des générations futures.

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la région Corse.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
Planification	
<p>Documents de planification</p> <p>Le Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC) donne les orientations réglementaires afin de protéger les espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et des équilibres biologiques.</p> <p>D'autres outils de gestion ont été mis en place en Corse :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Schéma régional d'aménagement des forêts (SRA) ▪ Schéma régional de gestion sylvicole (SRGS) ▪ Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux de Corse (SDAGE) ▪ Plan d'action pour le milieu marin (PAMM) ▪ Orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH) 	
Biodiversité	
<p>La Corse se caractérise par une diversité écologique importante et abrite de nombreuses espèces :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 506 taxons floristiques naturels ▪ 182 espèces végétales protégées au niveau national ▪ 28 espèces d'oiseaux mentionnés dans l'Annexe II de la directive 92/43/CEE mentionnant les espèces animales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation (plus forte concentration de France) ▪ Plusieurs espèces en menace d'extinction comme l'escargot de Corse ou la sitelle de Corse ▪ 279 espèces endémiques dont 126 strictement endémiques à la Corse 	<p>La problématique des espèces ecotoxiques envahissantes (EEE) est reconnue comme la deuxième cause mondiale de perte de biodiversité. En Corse il est trouvé les faunes invasives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La tortue de Floride ▪ Le rat noir cynips du châtaignier ▪ Le charançon rougele petit coléoptère des ruches ▪ Fourmi d'argentine ▪ Moustique Tigre <p>Et pour la flore :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La jussie rampante ▪ L'ambroisie à feuille d'armoise ▪ La griffe de sorcier ▪ La renouée du Japon ▪ Ailante ▪ Seneçon du Cap
<p>De nombreuses espèces sont désormais protégées (recensement instauré via les différentes directives européennes, règlement communautaire, convention, arrêté interministériel) :</p>	<p>Toutefois de nombreux espaces et espèces sont menacés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 55 espèces végétales disparues, 31 en danger critique d'extinction, 44 en

<ul style="list-style-type: none"> ▪ 269 ZNIEFF (224 de type 1 et 45 de type 2) ▪ 89 sites Natura 2000 ▪ Le Parc Naturel Régional de Corse (PNRC) couvre 365 000 ha soit près de 40% du territoire insulaire ▪ 6 réserves naturelles occupant au total 83 500 ha (première région de France métropolitaine par la superficie classée à ce titre) ▪ 29 zones faisant l'objet d'un Arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) ▪ 4 zones humides inscrites à liste Ramsar ▪ 6 réserves biologiques dirigées et 1 réserve de biosphère 	<p>danger d'extinction, 81 vulnérables et 169 quasi menacées</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plusieurs espèces considérées dans un état critique de survie au niveau mondial dont un mollusque et trois plantes ▪ Parmi les cinq espèces de mammifères classées menacées de la liste rouge française, quatre sont présentes en Corse, et deux ne sont présentes qu'en Corse (mouflon et murin du Maghreb) <p>Parmi les causes, peuvent être citer le changement climatique qui induit une fragilisation des espèces et la présence d'activités touristiques pouvant constituer une menace pour la faune et la flore.</p>
Habitat	
<p>La corse abrite une grande diversité de milieux naturels. On distingue 6 grands ensembles paysagers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le milieu montagnard ▪ La forêt et le maquis ▪ Les milieux aquatiques continentaux ▪ Les plaines et colines ▪ Le milieu littoral, rocheux et sableux ▪ Le milieu marin 	<p>Le risque de feux de forêt est un risque majeur en Corse. En effet les formations forestières occupent plus de la moitié du territoire insulaire (526 000 ha) avec un taux de boisement de 57%. Ces chiffres font de la Corse la région française et l'île de Méditerranée la plus boisée. Ces risques d'incendie s'aggravent avec le changement climatique (températures élevées, sécheresse et vents violents).</p> <p>Du fait de sa géologie et de sa morphologie, la Corse est soumise de façon récurrente aux phénomènes de mouvement de terrain.</p>
Compartiment moyennement sensible (++)	

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **moyennement sensible** pour le compartiment « biodiversité et habitat » :

- La Corse abrite une biodiversité importante, dont des espèces strictement endémiques à la Corse, mais elle abrite également de nombreuses espèces ecotoxiques envahissantes (EEE) est reconnue comme la deuxième cause mondiale de perte de biodiversité
- La Corse abrite une grande diversité de milieux naturels, qui sont soumis à différents risques tels que les incendies et les mouvements de terrain

10.2/ Impact 2018 de la gestion des déchets sur la biodiversité et l'habitat en Corse

D'une manière générale, les différentes installations de valorisation et de traitement des déchets peuvent avoir des effets sur la biodiversité et les milieux naturels. Ces effets peuvent être appréhendés par la localisation des sites, ou par l'étendue des sites dans le cas d'une création d'installation, d'une extension, ou par les mesures de réhabilitation dans le cas d'une fermeture.

10.2.1/ Impact sur les habitats

Les unités de traitement des déchets, selon le type, le nombre d'installations, leur localisation, les matériaux utilisés pour leur construction, sont susceptibles d'avoir des **effets sur les habitats** :

- Les centres de stockage concentrent sur de grandes surfaces des volumes importants de déchets qui subsistent après leur fermeture : 126 000 t/an sur 6 ha pour l'ISDND de Viggianello et 46 000 t/an sur 7,7 ha pour l'ISDND de Prunelli di Fium'Orbu. La phase d'exploitation représente donc une gêne sur le plan visuel. La réhabilitation des sites après exploitation (plan de réhabilitation sur une durée minimale de 30 ans) peut cependant empêcher toute gêne visuelle significative pour les populations locales si des dispositions sont prises pour atténuer l'impact paysager. Des mesures peuvent être prises en amont du projet lors de l'implantation des centres de stockage (choix des emplacements, écrans visuels, ...) pour réduire ou supprimer ces gênes.
- Les deux ISDND du territoire de la Corse arrivent à leur capacité de stockage maximum, d'autres solutions devront donc être mises en place afin d'éviter l'augmentation des dépôts sauvages.
- Les centres de tri et les quais de transfert, semblables à tout bâtiment industriel, sous réserve d'une conception soignée des équipements et de leurs abords, l'impact paysager des installations peut être minime, sauf s'ils sont implantés sur des zones remarquables ou à proximité d'habitations. Les conditions de remises en état des sites sont prévus dans l'arrêté préfectoral d'exploitation.
- Une plate-forme de compostage implique des surfaces d'occupation au sol en général légèrement supérieures. De plus, certaines techniques de compostage impliquent la mise en andains des déchets à l'extérieur, ce qui peut représenter une gêne visuelle pour les riverains.
- Les équipements liés à la collecte des déchets, mise en place de contenants sur la voie publique, points d'apports volontaires peuvent également avoir un impact sur le paysage.

10.2.2/ Impact sur la biodiversité

D'une façon générale, au-delà de l'impact paysager, l'implantation de sites de traitement des déchets peuvent dégrader les espaces naturels (viabilisation de la zone, abattage d'arbres, mise en place de réseaux souterrains - évacuation des eaux, électricité, etc.) et de façon indirecte perturber les espèces présentes dans le milieu.

En effet, les conséquences potentielles de l'implantation de sites de traitement (élimination ou de valorisation) des déchets peuvent être les suivantes :

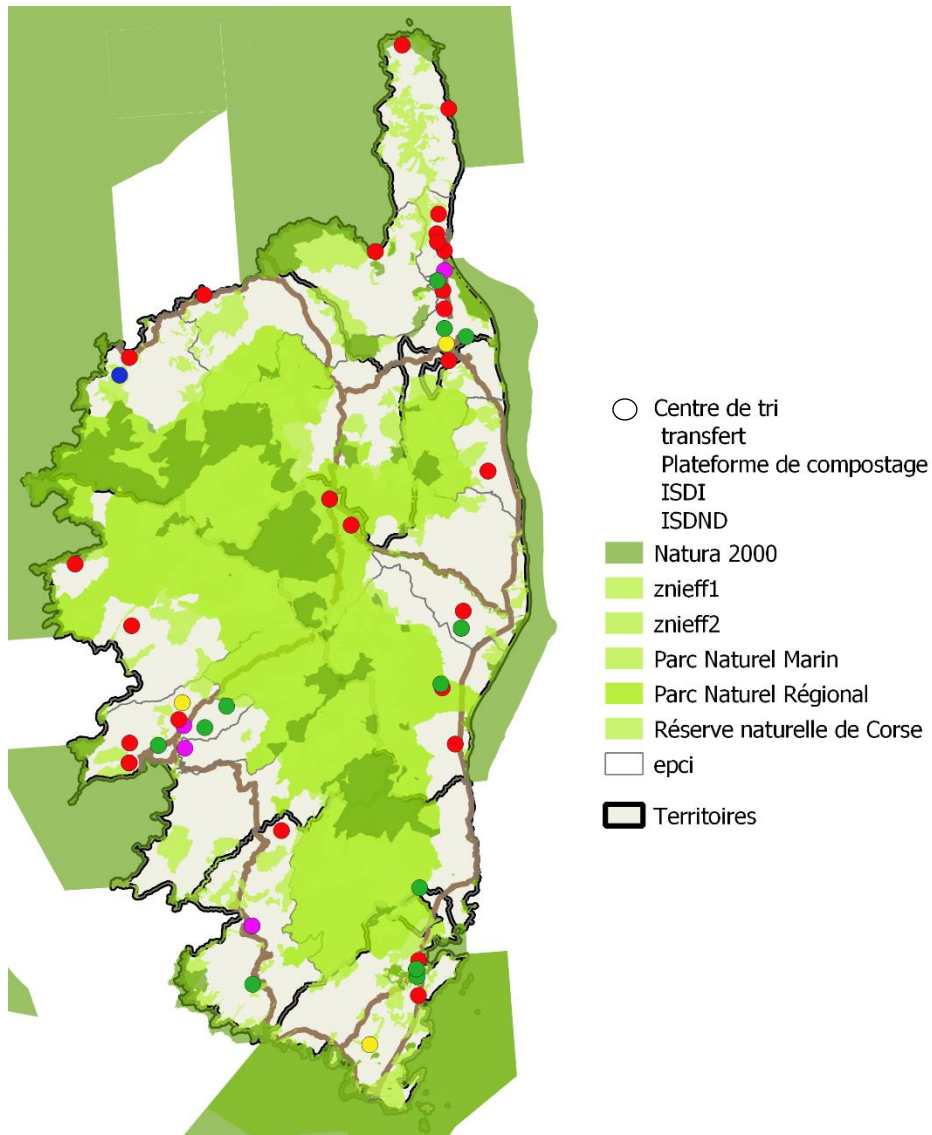
- Pertes d'espaces naturels, certaines installations à forte empreinte surfacique (cas des ISDND ou des ISDI, plateforme de compostage) ;
- Modification des conditions hydrauliques via l'imperméabilisation des sols, pollution des eaux lors des rejets, pouvant entraîner une dégradation indirecte des écosystèmes.

Ces impacts peuvent être particulièrement sensibles sur les sites protégés, présentant une sensibilité particulière au regard de leur intérêt environnemental.

La carte ci-après identifie les installations de gestion des déchets en Corse qui se trouvent en zones protégées ou inventoriées comme d'intérêt patrimonial :

- Site NATURA 2000,
- Parc naturel régional,
- Parc naturel marin,
- Réserve naturelle de Corse,
- Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique.

Figure 21 : Cartographie des zones protégées et des installations de gestion des déchets en Corse (Elcimai Environnement, 2020)



On observe que 6 installations de gestion des déchets sont situées dans une zone protégée ou inventoriée :

- Sites en zone NATURA 2000 :
 - 1 site de transfert DMA et DAE ERSA – FR9400568
 - 1 site de transfert des DI du BTP Malagoli – FR9400588
- Sites en zones protégées (or NATURA 2000) :
 - 1 site de transfert des déchets inertes SARL BALAGNE RECYCLAGE en znieff 1
 - 1 plateforme de compostage Grand Sud à ZONZA en znieff 2
 - 1 plateforme de compostage Agostini à PORTO-VECCHIO en znieff 2
 - 1 unité de regroupement Giraschi à PORTO-VECCHIO en znieff 2

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif** pour le compartiment « biodiversité et habitat »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- La mise en œuvre de la collecte et du traitement ou de la valorisation des déchets permet de limiter, sans toutefois l'empêcher, la multiplication des dépôts et rejets sauvages, en particulier dans des lieux sensibles en matière d'habitat ou de biodiversité

10.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

Pour les installations existantes, l'ISDND de Viggianello a une autorisation d'exploiter jusqu'en 2020 et celle de Prunelli di Fium'Orbu jusqu'en 2023. En l'absence de la définition exacte des mesures de réhabilitation des installations, aucune quantification de l'évaluation des impacts de la gestion des déchets (sans mise en œuvre du Plan) n'est possible.

Toutefois, ces fermetures sur la période du Plan limiteront les impacts locaux de ces installations ainsi que la surface consommée, sous réserve que leurs réhabilitations soient adaptées et favorables au milieu naturel local.

Plusieurs projets d'installations sont identifiés sur le territoire à différent stade d'avancement.

Tableau 8 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
Déchèterie privée	SARL Eco Pros	Accueil des professionnels uniquement - en cours	Biguglia
Déchèterie privée	SARL Eco Pros	Accueil des professionnels uniquement - en cours	Sarrola
Plateforme de compostage	SYVADEC	Au stade de projet, dossier non déposé à l'OEC	Balagne - Belgodère
Plateforme de compostage	SYVADEC	AMO en cours	Grand Bastia
Plateforme de compostage	SYVADEC	Au stade de projet, dossier non déposé	Grand Sud
Plateforme de compostage	SYVADEC	AMO en cours	Grand Ajaccio
Centre de tri multifilières	SYVADEC / CAPA	Etude de définition en cours	Grand Ajaccio
Centre de tri multifilières	SYVADEC / CAB	Etude de définition en cours	Grand Bastia
ISDND et installation de tri et de valorisation des déchets ménagers	SARL LANFRANCHI ENVIRONNEMENT	Arrêté du 13 novembre 2019, installation autorisée pour une durée de 10 ans, avec une capacité de stockage de 58 000 t/an	Lieu-dit "Jena di Penò" - Viggianello
ISDND et installation de stockage des terres amiantifères	ORIENTE ENVIRONNEMENT	Ecriture des prescriptions en cours - Décision du Tribunal administratif n°1700043 du 03/10/2019, relançant la procédure d'examen et d'autorisation	Giuncaggio

Ces nouvelles installations auront potentiellement des effets sur la dégradation locale des milieux naturels mais seront conçues de manière à limiter au maximum ces effets. Les projets d'installation sont majoritairement des sites de collecte et de valorisation sous forme matière des déchets, ce qui est bénéfique au vu de la hiérarchie des modes de traitement. Les projets comptent 2 ISDND qui seront en remplacement des 2 sites actuellement en fonctionnement.

Bien que le nombre d'installations projeté soit plus élevé que la situation actuelle, les risques et les impacts seront a priori mieux maîtrisés et le taux de collecte des déchets augmentera, ce qui limitera les impacts des dépôts sauvages non maîtrisés.

Globalement, l'évolution des impacts sur la biodiversité et l'habitat sera potentiellement favorable à horizon 2033.

11/ Autres ressources

11.1/ Contexte environnemental : les autres ressources de la Corse

Généralités

Le sous-sol est également une ressource non renouvelable « minérale ». La consommation d'espace et l'extraction de matériaux en carrières représente un impact non négligeable sur le sous-sol : la gestion des déchets peut avoir un impact « négatif » principalement dû aux installations à forte « consommation d'espace » (installations de stockage), mais aussi « positif » par la réutilisation des déchets comme matières premières secondaires (granulats recyclés).

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la région Corse.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
Ressources en matériaux	
<p>La Corse se caractérise par l'existence de carrières réparties sur l'ensemble des bassins de vie à proximité des centres d'activités économiques. La région produit la quasi-totalité des matériaux de carrières utilisés pour les chantiers de BTP dans l'île, avec une extraction annuelle d'environ 2,3 Mt.</p> <p>L'exploitation des matériaux se caractérise par :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Des contraintes géographiques limitant les transports de matériaux▪ Une extraction principalement réservée aux besoins locaux▪ De faibles échanges avec l'extérieur▪ Des contraintes environnementales fortes	
Ressources forestières	
<p>L'ensemble des formations forestières occupent plus de la moitié du territoire insulaire avec 526 000 ha et un taux de boisement de 57%.</p>	<p>Les ressources forestières sont principalement menacées par le risque d'incendie. Même si les incendies se déclenchent prioritairement dans les milieux de type maquis, il existe des risques de débordement des grands incendies vers les milieux forestiers.</p> <p><i>Matsucoccus feytaudi</i>, insecte ravageur apparu en Corse 1994, représente également un risque majeur pour le peuplement de pin maritime. En effet les forêts de pin maritime couvrent une</p>

	surface d'environ 32 000 ha du territoire et aucune méthode de lutte efficace n'existe en basse altitude.
Patrimoine culturel et architectural	
Les paysages corses font partis du patrimoine culturel de l'île, avec notamment les montagnes et les littoraux. Afin de conserver ce patrimoine, plusieurs outils de connaissance et de suivi des paysages ont été mis en place :	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'atlas des paysages de Corse ▪ Un observatoire photographique du paysage ▪ Des outils développés dans le cadre de programmes européens ▪ Des fiches techniques sur les savoirs traditionnels 	
Compartiment faiblement sensible (+)	

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **faiblement sensible** pour le compartiment « autres ressources » :

- De nombreuses carrières existent sur le territoire, qui permettent à la Corse de produire la quasi-totalité des matériaux utilisés dans les chantiers de BTP
- La ressource forestière est menacée notamment par les incendies et la présence d'un insecte ravageur

11.2/ Impacts 2018 de la gestion des déchets sur les autres ressources en Corse

L'impact de la gestion des déchets en termes de pression sur les ressources peut être estimé selon les indicateurs suivants :

- La valorisation matière permet de réduire la pression sur les ressources en matière première.
- Le réemploi des déchets du BTP en Corse n'est pas connu : les déchets du BTP ne sont ni quantifiés ni suivis.

Globalement, la faible part de recyclage contribue à l'augmentation des pressions sur les ressources primaires. Les matières premières secondaires via le recyclage contribuent à la réduction des impacts environnementaux de l'extraction des ressources et de leur transformation. Le taux de valorisation matière reste insuffisant.

D'autre part, l'élimination en ISDND est consommatrice d'espace. L'augmentation des tonnages valorisés permet aussi d'augmenter la durée de vie des ISDND.

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif à nuancer** pour le compartiment « autres ressources »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- La valorisation des déchets participe à l'économie de ressources non renouvelables. Toutefois, au regard des objectifs réglementaires, le taux de valorisation matière en Corse reste insuffisant

11.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

L'augmentation de la production de déchets entraîne une augmentation potentielle de matières premières secondaires.

En considérant, le maintien des initiatives d'économie circulaire par rapport à 2018, l'état de l'environnement serait sensiblement identique à 2018 sur ce volet.

Concernant le critère autres **ressources**, **l'évolution à horizon 2033 est potentiellement favorable.**

12/ Les risques

12.1/ Contexte environnemental : les risques de la Corse

Généralités

Toute activité présente des risques plus ou moins avérés selon le contexte et l'exposition (risques liés à un accident, risques liés à une pollution chronique...), et la nature même de l'activité (risques chimiques, explosion, incendie...), avec des conséquences plus ou moins graves sur la santé. Ces risques technologiques et sanitaires peuvent concerner un seul individu ou l'ensemble des travailleurs mais également les riverains des installations industrielles. La prévention des risques via leur identification et leur hiérarchisation permet de les limiter efficacement.

Le tableau suivant synthétise l'analyse des atouts et faiblesses du territoire de la région Corse.

Les atouts du territoire	Les faiblesses du territoire
Risques naturels	
Les communes de Corse qui sont soumises aux risques naturels majeurs sont recensées au travers des Dossiers Départementaux des Risques naturels Majeurs (DDRM).	La Corse est principalement concernée par les inondations à caractère torrentiel, les incendies de forêt, les mouvements de terrains, les avalanches et les risques littoraux.

Risques industriels

La Corse présente un risque technologique et chronique relativement faible du fait de son activité industrielle peu développée.

La Corse comporte :

- 10 établissements relevant de la directive IED
- 8 sites « SEVESO » : quatre dépôts de gaz de pétroles liquéfiés, deux dépôts d'hydrocarbures liquides, deux dépôts d'explosifs

Risque de rupture d'ouvrage hydraulique

La Corse compte vingt-deux barrages et dix-sept digues répartis en trois classes (A, B, C) en fonction de leur hauteur, du volume d'eau retenu et des enjeux à l'aval. La rupture d'une telle construction provoquerait une inondation brutale en aval, comparable à un raz-de-marée. Ces ouvrages sont donc conçus afin de résister à tout événement extérieur, et leur probabilité de rupture est donc extrêmement faible.

Risque lié au transport de matières dangereuses

La Corse ne possédant pas d'industrie chimique, la nature des produits transportés se résume principalement à des hydrocarbures liquides ou liquéfiés, des huiles et bitumes et des carburants. Le risque est surtout localisé sur les principaux axes routiers en traversée d'agglomération.

En cas de risques technologiques importants, plusieurs dispositifs sont mis en place :

- Plan Orsec : organisation de la réponse de sécurité civil
- Polmar : pollution maritime

Compartiment faiblement sensible (+)

A RETENIR

Selon l'échelle des niveaux de sensibilité du territoire, toutes activités confondues, la Corse est évaluée comme **faiblement sensible** pour le compartiment « risques » :

- La Corse est soumise à différents risques naturels : les inondations à caractère torrentiel, les incendies de forêt, les mouvements de terrains, les avalanches et les risques littoraux
- Les principaux risques industriels sont : la rupture d'ouvrage hydrauliques avec les 22 barrages présents sur le territoire, le transport de matières dangereuses et les 8 sites SEVESO

12.2/ Impacts 2018 de la gestion des déchets sur les risques en Corse

En région Corse, la gestion des déchets concerne 154 ICPE. Afin de réduire les risques et les impacts relatifs à ces installations et d'évaluer leurs aléas technologiques, la loi définit et encadre de manière relativement précise les procédures relatives aux ICPE ainsi que la manière dont ces installations doivent être gérées.

Les installations de gestion des déchets peuvent toutefois être sources de risques sanitaires pouvant affecter un seul individu ou l'ensemble des travailleurs mais également les riverains des installations industrielles.

Principaux impacts sanitaires de la gestion des Déchets Non Dangereux (DND) :

Tableau 9 : Principaux impacts sanitaires de la gestion des DND

	Effets sur les riverains	Effets sur les travailleurs
Collecte et tri	Aucune étude publiée à ce jour	Troubles respiratoires aigus Troubles gastro-intestinaux (bioaérosols) Troubles musculosquelettiques (gestes et postures) Exposition à certaines maladies infectieuses (hépatites en particulier via piqûre ou coupure)
Recyclage	Pour le recyclage, les enjeux sont aussi divers et variés que les industries et les déchets concernés. Ce domaine est globalement peu documenté. Les enjeux peuvent concerner aussi bien les travailleurs que les riverains d'installations et peuvent être liés, selon les industries, à divers types de rejets (liquides, atmosphériques), à l'usage des produits, ...	
Compostage	Possible association entre les symptômes rapportés par les riverains et leur exposition aux micro-organismes présents dans l'environnement des unités de compostage	Irritation des muqueuses et des yeux Risque élevé de maladies respiratoires allergiques (bioaérosols) Données insuffisantes pour prouver une altération à long terme des fonctions respiratoires Troubles gastro-intestinaux (bioaérosols)
Incinération	Les études récentes montrent que les récentes installations respectant les normes en vigueur ne présentent pas de risques significatifs pour la santé	Risques liés aux substances émises par voie atmosphérique Effets sur les voies respiratoires

Stockage des déchets	Les études menées à l'étranger et disponibles sont difficilement applicables au cas français en raison des différences de types de déchets enfouis et des pratiques, néanmoins voici les conclusions principales obtenues dans les autres pays :	
	Les données disponibles ne permettent pas de conclure sur une association possible entre les troubles survenus et la proximité d'une telle installation	Possibilités d'effets non spécifiques sur la santé (troubles respiratoires, dermatologiques, cutanés et neurologiques)

12.2.1/ Zoom sur les risques pour les agents d'exploitation de la gestion des déchets

Les accidents survenant dans les métiers de la collecte (1 salarié sur 8 est accidenté chaque année), sont les plus graves. Compte tenu notamment de la diversité des secteurs concernés, on ne peut avancer de chiffres pertinents en matière de maladies professionnelles reconnues.

Des données concernant la santé des travailleurs du « secteur des déchets » sont mises régulièrement à disposition par l'Assurance Maladie : statistiques sur la sinistralité. Pour l'année 2018, voici les résultats concernant les secteurs de la « gestion des déchets » :

Tableau 10 : Accidents du travail, données nationales, 2018 (Source : L'assurance Maladie, AT² 2018, Sinistralité par CTN et code NAF)

Nature de l'activité et code risque	AT ² en 1 ^{er} règlement (ou AAA ³)	IP ⁴	Décès	Journées d'IT ⁵	Nombre de salariés
Collecte des déchets non dangereux - 3811Z	2 634	182	6	220 145	38 443
Collecte des déchets dangereux - 3812Z	195	15	0	12 031	3 202
Traitement et élimination des déchets - 3821Z	620	43	1	46 966	14 619
Traitement et élimination des déchets dangereux - 3822Z	123	12	0	11 844	7 365

² AT= Accident de travail

³ AAA=accident avec arrêt

⁴ IP = incapacité permanente

⁵ IT = incapacité temporaire

Récupération des déchets triés - 3832Z	2 174	125	3	147 023	26 962
Dépollution et autres services de gestion des déchets - 3900Z	528	39	0	44 064	8 352
Total (France entière)	6 274	416	10	482 073	98 943

12.2.2/ Zoom sur les risques spécifiques liés aux déchets du BTP

Bien que les déchets issus du BTP soient composés à 99% de déchets inertes (donc ayant un potentiel toxique faible), ils génèrent un trafic routier significatif et donc des risques associés : risques d'accidents de la route, impact santé du bruit associé... Les impacts des installations de valorisation et de traitement ne sont que faiblement documentés : le manque de connaissances sur leurs effets ne permet donc pas d'atténuer ces impacts.

En termes de potentiel toxique, ce sont plus particulièrement les déchets d'amiante qui présentent des risques non négligeables, d'autant plus dans le cadre d'une gestion non réglementaire (dépôts sauvages). Interdit en France depuis 1997, l'amiante est toujours présent dans les bâtiments construits avant cette date. Plusieurs dizaines de millions de m² de matériaux amiantés sont encore en place.

Des expositions courtes et répétées à l'amiante peuvent provoquer de graves maladies respiratoires. Les fibres d'amiante invisibles dans les poussières de l'atmosphère se déposent au fond des poumons. Elles peuvent alors provoquer des maladies bénignes comme les plaques pleurales ou graves comme les cancers des poumons et de la plèvre, les fibroses (ou asbestose) ...

12.2.3/ Zoom sur les risques spécifiques liés aux déchets dangereux (DD)

Les risques sanitaires liés à la gestion des déchets dangereux sont autant diversifiés que le nombre et la nature des déchets valorisés ou éliminés, pour le personnel des installations de collecte ou de gestion de ces déchets, ou dans le cas d'une gestion non réglementaire (dépôts sauvages, filière non adaptée).

Ainsi, les risques sanitaires étudiés ici se concentrent uniquement sur les impacts sanitaires indirects et potentiels de la gestion non conforme des déchets dangereux.

La réalité des effets sanitaires de ces installations dépend des conditions d'exposition de la population aux substances dont il est question. Or la détermination de ces conditions d'exposition et des risques sanitaires associés fait l'objet d'études d'impact (Etude de Risques Sanitaires) dans le cadre de l'autorisation administrative de ces installations (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Concernant le potentiel toxique des DD dans le cas d'une gestion non conforme, le dépôt de ces déchets à même le sol risque d'entraîner les substances dangereuses

qu'ils contiennent par déversement ou lixiviation. D'anciens travaux de planification⁶ de la gestion des déchets dangereux ont identifiés que les impacts les plus importants relèveraient d'une gestion inadaptée des solvants organiques, des déchets pâteux organiques toxiques et des piles et accumulateurs, sur la base de l'analyse de la concentration de substance toxique dans ces flux, du coefficient toxique plus ou moins important et de l'importance du gisement non capté.

12.2.4/ Zoom sur les risques spécifiques des déchets non captés

Les dépôts sauvages de déchets de toute nature peuvent être à l'origine de risques sanitaires. Les déchets en vrac dans les rues et les dépôts sauvages qui s'accumulent sont sources de proliférations d'insectes et de rats ayant des incidences néfastes pour les riverains. La prolifération de moustiques est particulièrement critique et favorisée par le climat équatorial. Ils représentent des risques sanitaires élevés.

Les pratiques encore existantes de brûlage à domicile ou sur les points de regroupements, notamment quand les retards ou dysfonctionnement de collecte sont importants. Le brûlage à l'air libre est néfaste pour la santé au vu des polluants émis tels que les particules fines, les oxydes d'azote (NOx), du monoxyde de carbone (CO), des composés organiques volatils (COV), des dioxines, furanes ou encore des hydrocarbures aromatiques (HAP).

A RETENIR

Selon l'échelle de niveaux d'impacts, la gestion des déchets en Corse en 2018 présente **un impact négatif** pour le compartiment « risques »

Impact négatif

Impact négatif à nuancer

Impact bénéfique à nuancer

Impact bénéfique

- Les principaux risques sont supportés par les travailleurs (personnel de collecte et de traitement)
- Le manque de données sur les risques notamment sanitaires autour des installations de valorisation ou de traitement ne permet pas de les évaluer mais des effets chroniques résiduels sont probables
- La gestion non conforme des déchets dangereux (dépôts sauvages, filières non adaptée) est particulièrement problématique du fait de leur potentiel toxique élevé

⁶ Rapport environnemental du PREDD Rhône-Alpes, 2009

12.3/ Evolution de l'état de l'environnement d'ici 12 ans : scénario fil de l'eau

En l'absence d'indicateurs quantitatifs pour ce compartiment, une évaluation qualitative est proposée. Selon le scénario fil de l'eau, le tonnage global de déchets produits est plus important que la situation de 2018. On peut estimer que les risques encourus par les agents de gestion des déchets et par la population seraient plus importants. Ainsi, **l'évolution est défavorable pour ce compartiment à horizon 2033.**

13/ Synthèse du contexte environnemental et première identification des enjeux environnementaux

Compartiment	Atouts	Faiblesses	Enjeux pressentis	Sensibilité	
Air	La surveillance de la qualité de l'air est réalisée par Qualitair Corse, qui joue également le rôle d'informateur et d'alerteur en cas de dépassement des seuils réglementaires.	Plusieurs dépassements de seuils réglementaires ont été enregistrés au cours des dernières années.	Augmenter les informations et les connaissances locales de la qualité de l'air.	Faible	+
Climat		Aléas climatiques importants du fait de son climat et de sa localisation géographique : la Corse est concernée par les inondations, les incendies, les mouvements de terrains, les avalanches et les risques littoraux.	Analyser et anticiper l'évolution du climat, qui laisse à penser une augmentation du niveau de la mer et de l'intensité des phénomènes. Maîtriser les émissions de GES du territoire.	Moyen	++
Ressource en eau		Les eaux souterraines sont soumises à de fortes pressions de prélèvement, notamment en période estivale et d'étiage. La ressource en eau est inégalement répartie sur le territoire.	Protéger la ressource, lors des étiages principalement. Augmenter la sensibilisation de la population envers la thématique de l'eau potable.	Moyen	++

Pollution de l'eau	Plus de 80% des masses d'eau superficielles sont qualifiées en bon ou très bon état écologique.	La pollution d'origine urbaine est l'une des principales causes de la pollution de l'eau due performances épuratoires relativement faibles par rapport aux exigences européennes. Certaines concentrations de polluant sont observées dans les eaux souterraines de milieux particulièrement sensibles.	Améliorer les performances épuratoires des stations d'épuration.	Faible	+
Qualité des sols	Les activités agricoles qui influent directement sur la qualité des sols sont peu présentes en Corse.	Les sols de Haute Corse comptent de nombreux affleurements de roches contenant de l'amiante à l'état naturel Les littoraux de Corse sont soumis à l'érosion à la submersion marine	Surveiller et maîtriser les pollutions des sols	Moyen	++
Energie	Croissance des énergies renouvelables sur les dernières années en Corse. Le SRCAE donne pour objectifs une diminution d'énergie fossile de 54% et une couverture par des énergies renouvelables de 100% d'ici 2050.	Dépendance aux énergies extérieures au territoire (87%). Production d'hydroélectricité sur le territoire dépendante des conditions hydrologiques variables.	Développer les énergies renouvelables, lutter contre l'utilisation excessive des énergies fossiles.	Moyen	++



Biodiversité et habitat	<p>Forte biodiversité. Présence d'espèces strictement endémique à la Corse. Nombreux espaces protégés (Parcs naturels, ...).</p>	<p>Nombreuses espèces écotoxiques présentent sur le territoire menaçant la biodiversité. Les feux de forêt et les mouvements de terrain sont des risques majeurs pouvant détruire les habitats.</p>	Protection des biotopes.	Moyen	++
Autres ressources	<p>Peu d'espaces sont exploités par l'agriculture. Existence de nombreuses carrières sur le territoire.</p>	Des ressources limitées à préserver	Maîtriser les pressions sur les ressources	Faible	+
Risques	<p>Nombreux documents de planification.</p>	<p>Le territoire de la Corse est principalement concerné par les inondations à caractère torrentiel, les incendies de forêt, les mouvements de terrains, les avalanches et les risques littoraux. La Corse est soumise aux risques industriels : rupture d'ouvrage hydraulique et transport de matière dangereuse.</p>	Améliorer la gestion des déchets et lutter contre les décharges sauvages.	Faible	+

14/ Synthèse du diagnostic environnemental

L'analyse de la sensibilité du territoire, du niveau d'impact global de la gestion des déchets actuelle et de l'évolution sans mise en œuvre du plan par compartiment environnemental est synthétisée ci-dessous :

Tableau 11 : Synthèse du diagnostic de l'environnement

Compartiment environnemental	Sensibilité du territoire	Niveau d'impact global de la gestion des déchets actuelle	Perspectives d'évolution (fil de l'eau)	Enjeux environnementaux du territoire
Air	Faible	Négatif	Défavorable	Secondaire
Climat	Moyen	Négatif	Défavorable	Prioritaire
Ressource en eau	Moyen	Négatif à nuancer	Favorable	Secondaire
Pollution de l'eau	Faible	Négatif à nuancer	Défavorable	Secondaire
Qualité des sols	Moyen	Négatif à nuancer	Défavorable	Prioritaire
Energie	Moyen	Négatif	Défavorable	Prioritaire
Biodiversité et habitat	Moyen	Négatif	Potentiellement favorable	Secondaire
Autres ressources	Faible	Négatif à nuancer	Potentiellement favorable	Secondaire
Risques	Faible	Négatif	Défavorable	Secondaire

Les enjeux prioritaires sont ceux pour lesquels la gestion des déchets est très impactante même sur le long terme et où il sera nécessaire de réduire les aspects négatifs pour ne pas dégrader le compartiment déjà sensible. Dans le cas présent, les compartiments concernés sont le climat, la qualité des sols et l'énergie.

Les enjeux secondaires visent l'air, la ressource en eau, la pollution de l'eau, la biodiversité et l'habitat, les autres ressources et les risques.

Les mesures et le choix des indicateurs de suivi sont proposés afin d'assurer une approche cohérente de la prise en compte des enjeux environnementaux identifiés ici.

Chapitre 4 **Solution de substitution – les scénarios du PTPGD comparé au fil de l'eau**

1/ Scénario « fil de l'eau »

1.1/ Présentation du scénario « fil de l'eau »

Le scénario « fil de l'eau » correspond à une situation si le PRPGD n'est pas mis en œuvre. Il sert de point de comparaison avec le scénario étudié pour l'élaboration du Plan, à des échelles temporelles et géographique identiques. En effet, de cette façon les facteurs externes, qui peuvent jouer sur les impacts, ne sont pas pris en compte et seuls les effets de la mise en œuvre du PRPGD sont évalués.

La prospective du fil de l'eau correspond donc à la projection des quantités des déchets produites sur le territoire en intégrant :

- L'évolution démographique en Corse
- L'évolution du tissu économique de Corse
- La dynamique des territoires
- Les tendances d'évolution de la fréquentation touristique
- Les documents de référence d'aménagement et de développement durable de la Corse

Sans actions du PTPGD et du PTAEC, les hypothèses prises et les estimations réalisées tendent vers un gisement évalué à 1 235 700 tonnes de déchets en 2027 et 1 347 200 tonnes de déchets en 2033 contre 1 064 850 tonnes en 2018 soit une évolution de la production de déchets au global à 27% d'ici 12 ans.

1.2/ Impacts environnementaux du scénario fil de l'eau

Les impacts environnementaux du scénario « fil de l'eau » ont été évalués en termes d'évolution par rapport à la situation actuelle. Les résultats détaillés de cette étude sont présentés dans le tableau suivant. Ils correspondent aux impacts du transport et de la valorisation ou du traitement des déchets.

Tableau 12 : Bilan de l'évolution de l'impact environnemental du scénario fil de l'eau à 6 et 12 ans par rapport à l'état initial

Fil de l'eau par rapport à l'état initial		2018 - 2027		2018 - 2033	
		Valeur	%	Valeur	%
Air	Gaz acidifiants : NOx en kg	3 963	17%	6 368	27%
	Gaz acidifiants : SO ₂ en kg	5	17%	8	27%
	Gaz acidifiants : NH ₃ en kg	40	16%	66	26%
	Gaz acidifiants : kg eq A _{éq}	118	17%	190	27%
	Poussières en kg	494	17%	795	27%
	CO en kg	1 464	17%	2 352	27%
	Métaux : Cd en kg	0,002	17%	0,004	27%
	Métaux : Ni en kg	0,017	17%	0,028	27%
Eau	Eau consommée (m ³)	322	19%	498	30%
	Eau non consommée (recyclage matière CS) en m ³	47 179	23%	67 603	32%
Climat et énergie	Carburant consommé (en tep)	298	17%	478	27%
	Electricité consommée (en tep)	9	40%	12	53%
	Consommation énergétique (en tep)	307	17%	490	27%
	Consommation d'énergie évitée (en tep)	6 043	37%	7 525	46%
	GES émis	21 425	16%	35 401	26%
	GES évités en eq CO ₂	25 972	28%	35 204	38%
Nuisances	Nombre de km parcourus	1 022 289	17%	1 642 490	27%

Plusieurs observations peuvent être réalisées sur cette évolution :

- L'évolution des impacts environnementaux est défavorable pour l'ensemble des indicateurs quantifiés à 6 et 12 ans. Les effets s'aggravent entre 2027 et 2033.
- Cette tendance est essentiellement liée à l'augmentation des gisements de déchets produits. Cet accroissement engendre une augmentation des kilomètres parcourus pour le transport, des émissions liées ainsi qu'une augmentation des impacts de la valorisation et du traitement des déchets.
- Concernant l'économie circulaire, les données disponibles ne permettent pas une analyse quantifiée. De plus l'hypothèse de maintien des initiatives par rapport à 2018 laisse supposer qu'il n'y aura pas d'évolutions notables à 6 et 12 ans.

2/ Scénarios étudiés dans le cadre de l'élaboration du projet de PTPGD Corse

2.1/ Présentation des scénarios du PTPGD

Afin de proposer un PTPGD opérationnel et pragmatique, il s'organise schématiquement au travers de ce document de la manière suivante :

ORIENTATIONS

- Grands principes à suivre, stratégie générale
- = **Ce que nous voulons pour la Corse**

SCÉNARIOS POSSIBLES

- Définis et étudiés selon le contexte corse
- = **Les possibilités concernant la prévention et la gestion des déchets**

OBJECTIFS DÉCLINÉS

- Ambitions qui permettent de répondre à chaque orientation
- = **Nos engagements**

PLAN D' ACTIONS

- Actions opérationnelles qui permettent d'atteindre les objectifs fixés
- = **Ce que nous allons mettre en oeuvre**

8 orientations ont été définies et retenues par les acteurs corses.



ORIENTATION A : ASSURER UNE COHÉRENCE DE LA DÉMARCHE DE PRÉVENTION SUR TOUT LE TERRITOIRE EN S'APPUYANT SUR LES PRINCIPES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

ORIENTATION B : DÉVELOPPER ET OPTIMISER LA COLLECTE DE PROXIMITÉ ET LE TRI À LA SOURCE

ORIENTATION C : AUGMENTER LA VALORISATION MATIÈRE ET ORGANIQUE SUR LE TERRITOIRE POUR TOUS LES FLUX

ORIENTATION D : TRAVAILLER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE FILIÈRE PÉRENNE DE TRAITEMENT DES VRAIS RÉSIDUELS DU TERRITOIRE

ORIENTATION E : RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES DÉPÔTS SAUVAGES

ORIENTATION F : MIEUX CONNAÎTRE ET MIEUX COMPRENDRE POUR MIEUX PLANIFIER ET ORGANISER

ORIENTATION G : CRÉER DU LIEN ENTRE LES TERRITOIRES ET LES ACTEURS DU TERRITOIRE

ORIENTATION H : FORMER ET SENSIBILISER POUR AMÉLIORER LES PRATIQUES DES PROFESSIONNELS

Des scénarios d'ambition ont été définis sur la base des évolutions tendancielle de population, de flux et d'activités économiques, des orientations et actions retenues lors des groupes de travail, ainsi que des caractéristiques propres à chaque territoire. Les éléments cadrant de ces scénarios d'ambition ont été basés sur plusieurs types d'objectifs :

- **Réglementaires** : l'évolution de la réglementation impose d'atteindre un certain nombre d'objectifs à horizon de temps défini ;
- **Planifiés** : des documents de planification existants imposent l'atteinte d'objectifs sur le territoire ;
- **Volontaires** : Le territoire est volontariste et veut atteindre des objectifs plus ambitieux au regard de sa situation particulière.

Ces 3 types d'objectifs ont permis de définir 2 scénarios d'ambition à horizon 2033 pour chaque action et chaque flux :

- **Un scénario d'ambition nécessaire répondant principalement aux objectifs réglementaires et aux besoins immédiats de la région ;**
- **Un scénario volontariste intégrant en plus des objectifs des deux scénarios précédents des actions plus engagées et ambitieuses sur la prévention des DAE, la réutilisation des déchets inertes sur les chantiers, la baisse des tonnages de déchets dangereux et le déploiement de la TI.**

2.2/ Impacts environnementaux des scénarios du PTPGD

Les impacts environnementaux des scénarios du PTPGD ont été évalués en termes d'évolution par rapport à la situation actuelle (2018). Les résultats détaillés de cette évaluation sont présentés dans le tableau suivant.

2.2.1/ Impacts du scénario ambition nécessaire

Tableau 13 : Bilan de l'évolution de l'impact environnemental du scénario ambition nécessaire à 6 et 12 ans par rapport à l'état initial

Scénario ambition nécessaire par rapport à l'état initial		2018-2027		2018-2033	
		Valeur	%	Valeur	%
Air	Gaz acidifiants : NOx en kg	2 181	9%	4 560	19%
	Gaz acidifiants : SO ₂ en kg	3	9%	6	19%
	Gaz acidifiants : NH ₃ en kg	1 617	627%	1 677	650%
	Gaz acidifiants : kg A _{éq} ⁷	58	8%	115	16%
	Poussières en kg	-243	-8%	-35	-1%
	CO en kg	806	9%	1 684	19%
	Métaux : Cd en kg	0,001	9%	0,003	19%
	Métaux : Ni en kg	0,010	9%	0,020	19%
Eau	Eau consommée (m ³)	-140	-8%	-73	-4%
	Eau non consommée (recyclage matière CS) en m ³	153 144	74%	195 358	94%
Climat et énergie	Carburant consommé (en tep)	91	5%	253	14%
	Electricité consommée (en tep)	70	315%	74	333%
	Consommation énergétique (en tep)	161	9%	327	18%
	Consommation d'énergie évitée (en tep)	11 897	73%	13 214	81%
	GES émis	-72 645	-53%	-71 078	-52%
	GES évités en eq CO ₂	56 269	61%	64 234	69%
Nuisances	Nombre de km parcourus	562 601	9%	1 176 105	19%

Dans le détail, plusieurs observations peuvent être réalisées sur cette évolution :

- L'évolution des impacts environnementaux liés au transport des déchets est défavorable à 6 et 12 ans (NOx, CO, poussières, GES, carburants, etc.). Les effets s'aggravent entre 2027 et 2033.
- Cette tendance est essentiellement liée à l'augmentation du taux de valorisation des déchets produits. En effet, malgré la réduction des tonnages produits, les filières de valorisation engendrent une augmentation des kilomètres parcourus par rapport aux filières de traitement.
- Pour les impacts environnementaux liés à la valorisation et au traitement des déchets, l'évolution des indicateurs du traitement en ISDND est favorable (GES émis, poussières, consommation de carburant, gaz acide). A l'inverse les impacts environnementaux des filières de valorisation augmentent (consommation en eau, NH₃, consommation d'électricité et de carburant), même s'ils restent moindres par rapport aux filières de traitement.

⁷ Equivalent acide

- Par ailleurs, l'augmentation du taux de valorisation accroît les impacts évités, ce qui se traduit par une hausse de la part de GES évités et d'eau non consommée.

Le déploiement de l'économie circulaire et des différentes initiatives par rapport à 2018 aura probablement un effet positif sur l'environnement même s'il n'est pas possible à ce jour de le quantifier. A noter que cette tendance ne préjuge pas d'effets locaux plus nuancés.

2.2.2/ Impacts du scénario volontariste

Tableau 14 : Bilan de l'évolution de l'impact environnemental du scénario volontariste à 6 et 12 ans par rapport à l'état initial

Scénario volontariste par rapport à l'état initial		2018-2027		2018-2033	
		Valeur	%	Valeur	%
Air	Gaz acidifiants : NOx en kg	501	2%	2 387	10%
	Gaz acidifiants : SO ₂ en kg	1	2%	3	10%
	Gaz acidifiants : NH ₃ en kg	1 616	627%	2 123	823%
	Gaz acidifiants : kg A _{éq} ⁸	-4	-1%	68	10%
	Poussières en kg	-527	-18%	-342	-12%
	CO en kg	185	2%	882	10%
	Métaux : Cd en kg	0,000	2%	0,001	10%
	Métaux : Ni en kg	0,002	2%	0,010	10%
Eau	Eau consommée (m ³)	-345	-21%	-215	-13%
	Eau non consommée (recyclage matière CS) en m ³	168 907	81%	206 161	99%
Climat et énergie	Carburant consommé (en tep)	-48	-3%	91	5%
	Electricité consommée (en tep)	72	324%	90	404%
	Consommation énergétique (en tep)	24	1%	180	10%
	Consommation d'énergie évitée (en tep)	13 369	82%	14 048	86%
	GES émis	-93 604	-68%	-92 848	-67%
	GES évités en eq CO ₂	63 010	68%	68 097	74%
Nuisances	Nombre de km parcourus	129 138	2%	615 770	10%

Dans le détail, plusieurs observations peuvent être réalisées sur cette évolution :

- Pour les impacts environnementaux liés au transport, leur évolution suit la même tendance que pour le scénario ambition nécessaire mais dans des proportions moindres. Les impacts augmentent entre 2027 et 2033.
- Cette tendance est essentiellement liée à l'augmentation du taux de valorisation des déchets produits. Bien que la réduction des tonnages soit maximisée, la part des tonnages orientés en filières de valorisation est

⁸ Equivalent acide

également optimisée, ce qui engendre une augmentation des distances à parcourir comparée aux filières de traitement.

- Concernant les impacts environnementaux liées à la valorisation et au traitement des déchets, l'évolution des indicateurs du traitement en ISDND est favorable, tandis que ceux spécifiques aux filières de valorisation augmentent.
- Par ailleurs, l'augmentation du taux de valorisation accroît les impacts évités, ce qui se traduit par une hausse de la part de GES évités et d'eau non consommée.

Le déploiement de l'économie circulaire et des différentes initiatives par rapport à 2018 aura probablement un effet positif sur l'environnement même s'il n'est pas possible à ce jour de le quantifier. A noter que cette tendance ne préjuge pas d'effets locaux plus nuancés.

3/ Comparaison des scénarios du PTPGD avec le scénario « fil de l'eau »

Les scénarios ambition nécessaire et volontariste sont comparés aux scénario « fil de l'eau » afin d'étudier l'évolution des impacts environnementaux via les actions de prévention et d'amélioration de la gestion des déchets, sans interaction possible avec des facteurs externes tel que l'évolution démographique. Les résultats détaillés de la comparaison des scénarios sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 15 : Comparaison des impacts environnementaux des scénarios ambition nécessaire et volontariste par rapport au fil de l'eau

Scénarios Ambition Nécessaire et Volontariste par rapport au Fil de l'Eau		Ambition Nécessaire 2027		Ambition Nécessaire 2033		Volontariste 2027		Volontariste 2033	
		Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Air	Gaz acidifiants : NOx en kg	-1 782	-6%	-1 808	-6%	-3 463	-13%	-3 981	-13%
	Gaz acidifiants : SO ₂ en kg	-2	-6%	-2	-6%	-4	-13%	-5	-13%
	Gaz acidifiants : NH ₃ en kg	1 577	529%	1 610	497%	1 576	529%	2 056	634%
	Gaz acidifiants : kg Aeq ⁹	-60	-7%	-75	-8%	-122	-15%	-122	-14%
	Poussières en kg	-736	-21%	-830	-22%	-1 021	-30%	-1 136	-30%
	CO en kg	-658	-6%	-668	-6%	-1 279	-13%	-1 470	-13%
	Métaux : Cd en kg	-0	-6%	-0	-6%	-0	-13%	-0	-13%
Métaux : Ni en kg	-0	-6%	-0	-6%	-0	-13%	-0	-13%	
Eau	Eau consommée (m ³)	-462	-23%	-571	-26%	-667	-33%	-713	-33%
	Eau non consommée (recyclage matière CS) en m ³	105 965	41%	127 754	46%	121 728	48%	138 557	50%
Climat et énergie	Carburant consommé (en tep)	-207	-10%	-225	-10%	-346	-17%	-388	-17%
	Electricité consommée (en tep)	61	196%	62	183%	63	202%	78	230%
	Consommation énergétique (en tep)	-146	-7%	-163	-7%	-283	-14%	-310	-14%
	Consommation d'énergie évitée (en tep)	5 854	26%	5 689	24%	7 325	33%	6 524	27%
	GES émis	-94 070	-59%	-106 478	-62%	-115 028	-72%	-128 249	-74%
	GES évités en eq CO ₂	30 298	26%	29 030	23%	37 038	31%	32 894	26%
Nuisances	Nombre de km parcourus	-459 689	-6%	-466 385	-6%	-893 152	-13%	-1 026 720	-13%

⁹ Equivalent acide

Globalement, les 2 scénarios présentent des impacts environnementaux moins importants que ceux du fil de l'eau à horizon 2027 et 2033. Les objectifs de prévention des déchets permettent de réduire les impacts environnementaux du transport et de la valorisation ou du traitement des déchets par rapport au fil de l'eau.

Plusieurs facteurs influent sur les distances parcourues :

- D'une part l'augmentation du taux de valorisation augmente les distances à parcourir pour les filières de valorisation matière (or compostage) des déchets,
- D'autre part la réduction des déchets via les actions de prévention réduisent les besoins en transport.

Au global, la réduction des distances parcourues par rapport au fil de l'eau témoigne que la réduction liée à la prévention des déchets est plus importante que l'augmentation générée par l'optimisation du taux de valorisation.

Toutefois, certains indicateurs présentent une évolution plus contrastée :

- 2 indicateurs évoluent à la hausse par rapport au fil de l'eau : les émissions de NH₃ et la consommation en énergie. Cette hausse traduit l'augmentation du taux de valorisation des déchets qui entraîne certaines consommations lors des étapes de transformation telles que la valorisation organique ou matière.
- Les filières de valorisation favorisent les impacts évités comme le montrent les quantités d'eau non consommées, la consommation d'énergie évitée et les GES évités. Cette évolution est donc favorable pour l'environnement par rapport au fil de l'eau.

Même si les tendances d'évolution sont semblables entre les 2 scénarios, la réduction des impacts environnementaux est plus importante avec le scénario volontariste.



Chapitre 5 Exposé des effets notables probables du Plan, et analyse d'incidence Natura 2000

1/ Justifications du choix du scénario retenu

Le PTPGD a été élaboré en concertation active avec les acteurs Corse en tenant compte de toutes les réglementations en vigueur et des objectifs imposés par la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte et la Loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire.

Les orientations retenues dans le cadre du plan ne correspondent pas à un des scénarios mais plutôt de tendre à minima vers le scénario ambition nécessaire tout en visant les objectifs du scénario volontariste.

Plusieurs solutions sont proposées, notamment en termes d'installations de valorisation et de traitement, afin d'ouvrir le champ des possibles pour le déploiement des actions et l'atteinte des objectifs.

Le suivi du plan permettra d'affiner les perspectives et d'ajuster le niveau d'ambition, les objectifs et les actions au fil des années.

Dans la mesure où les scénarios du PTPGD s'appuie à minima sur la réglementation nationale en vigueur et plus ambitieux pour certains objectifs, son impact sur l'environnement se révèle à priori positif, et l'analyse comparative des impacts des scénarios de Plan, présentée dans le chapitre suivant le confirme.

En conclusion, les scénarios du PTPGD ont été retenus pour les motifs suivants :

- Des objectifs et des actions construits en concertation, avec les acteurs du territoire, qui permettent d'améliorer la prévention et la gestion des déchets tant sur la réduction que sur le tri, la valorisation matière et organique,
- Des objectifs et des actions voulus ambitieux, en cohérence avec le contexte régional et national,
- Un bilan environnemental positif par rapport au scénario « fil de l'eau ».

2/ Analyse des impacts environnementaux du scénario de Plan retenu au regard des enjeux environnementaux prioritaires

D'après l'état initial, les enjeux environnementaux prioritaires sont le climat, la qualité des sols et l'énergie. Au regard de ces enjeux, le PTPGD présente les effets suivants :

- Pour le climat, les efforts de prévention permettent de réduire les GES émis lors du transport et de la valorisation ou de traitement. Même si l'augmentation du taux de valorisation peut engendrer certaines émissions par rapport aux distances à parcourir et aux étapes de transformation, elles restent minimales par rapport à la réduction obtenue via les actions de prévention. Par ailleurs, les filières de valorisation permettent d'optimiser les GES évités.
- Pour la qualité des sols, la diminution des impacts potentiels est liée à 2 facteurs :

- L'augmentation du taux de captage qui réduit les risques de pollution engendrés par les dépôts sauvages,
- L'augmentation du taux de valorisation qui limite les impacts des installations de stockages.
- Pour l'énergie, la consommation en carburant diminue pour le transport et la valorisation ou le traitement. En effet, les efforts de prévention diminuent les besoins. Cependant, l'augmentation du taux de valorisation génère des consommations d'électricité pour les processus de transformation mais ces besoins restent inférieurs au gain obtenu. Par ailleurs, les processus de valorisation permettent d'optimiser les consommations d'énergie évitées.

3/ Effets notables probables de la mise en œuvre du scénario de Plan retenu

3.1/ Effets notables probables des orientations du PTPGD sur les compartiments environnementaux

Le présent paragraphe porte sur l'analyse des effets probables notables sur l'environnement, de la mise en œuvre du plan.

Une analyse de son caractère temporaire ou permanent, et de l'échéance de l'impact (à court, moyen et long terme) est proposée en dernière colonne (« synthèse de l'effet »).

L'analyse des effets notables est présentée selon 4 thématiques :

- La prévention des déchets,
- Le captage et le tri à la source,
- La valorisation et le traitement,
- L'économie circulaire.

La valorisation correspond à la valorisation matière, organique et énergétique.

Le traitement prend en compte le stockage.

Chaque compartiment environnemental est qualifié en fonction de l'effet notable probable suivant l'échelle suivante :

Effet positif	Effet négatif	Effet neutre
Effet positif à nuancer	Effet négatif à nuancer	Non évaluable



Tableau 16 : Effets notables sur l'environnement du projet de PTPGD

Compartiment	Prévention des déchets	Captage et tri à la source	Valorisation	Traitement	Economie circulaire	Synthèse de l'effet
Air	Réduction des émissions de polluants en proportion de la réduction du gisement à collecter et traiter	L'amélioration du taux de captage (notamment les DAE et le BTP) et la multiplication des filières de valorisation augmentent les rejets atmosphériques liés au transport	Développement des process de valorisation moins impactant mais tout de même à l'origine d'émissions (NH ₃)	Réduction des rejets liés aux filières d'élimination	L'optimisation des ressources permet une réduction des rejets atmosphériques mais ne présume pas d'effets locaux plus nuancés	Globalement, la forte réduction du tonnage à gérer et l'augmentation de la valorisation tendent vers un effet positif visible à long terme de façon permanente sur l'environnement.
Climat	Réduction des GES émis par le transport et la valorisation ou le traitement	L'amélioration du taux de captage (notamment les DAE et le BTP) et la multiplication des filières de valorisation augmentent les émissions de GES liés au transport	Réduction des GES émis par les filières de traitement Augmentation des GES évitées grâce aux filières de valorisation		L'optimisation des ressources permet une réduction des GES mais ne présume pas d'effets locaux plus nuancés	Globalement, la forte réduction du tonnage et la réduction du traitement par stockage tendent vers un effet positif visible à moyen terme de façon permanent sur l'environnement.
Ressource en eau	Diminution des consommations en eau des installations et augmentation des consommations évitées (moins de pressions sur les ressources)	Pas d'effet sur la ressource en eau	Augmentation des consommations évitées par la valorisation matière mais les process de valorisation restent consommateurs d'eau.		L'optimisation des ressources permet une réduction des consommations en eau mais ne présume pas de consommations lors des étapes de transformation.	Le plan engendrera au global une réduction des besoins en eau et donc un effet positif visible à moyen terme de façon permanente.



Compartiment	Prévention des déchets	Captage et tri à la source	Valorisation	Traitement	Economie circulaire	Synthèse de l'effet
Pollution de l'eau	Diminution des rejets et des risques de pollutions accidentelles	Réduction des impacts grâce à une meilleure gestion des DND et DD diffus	Les filières de valorisation sont moins impactantes que celles d'élimination mais le suivi des rejets n'est pas obligatoire pour certaines filières de valorisation.			L'amélioration de la maîtrise des rejets, via la réduction des dépôts sauvages et le développement du réseau d'installations aura un effet global positif et visible à moyen terme, de façon permanente.
Qualité des sols	Diminution des rejets et des risques de pollutions accidentelles	Réduction des impacts grâce à une meilleure gestion des DND et DD diffus	Apport en matière organique lié au compost (sous réserve d'un encadrement adéquat de leur qualité)	Réduction des impacts liés à la gestion anticipée des déchets en situation exceptionnelle et à la diminution du stockage sauf pour l'amiante		Les actions du projet de plan auront un effet positif visible à moyen terme et de façon permanente.
L'énergie	Réduction des consommations dues au transport et aux processus de valorisation et traitement Moins d'énergie consommée par l'allongement de la durée de vie des produits	Augmentation du carburant consommé pour augmenter le taux de captage (notamment les DBTP et les DAE) et les collectes séparatives.	Bien que les processus de valorisation nécessitent une consommation d'énergie, la production de matières premières secondaires permet d'éviter certaines consommations d'énergie. Dans le cas de la création d'une UVE, la filière serait productrice d'énergie pouvant se substituer à la production d'énergie primaire.		L'optimisation des ressources permet une réduction des consommations d'énergie mais ne présume pas de consommations lors des étapes de transformation.	Globalement, la forte réduction du tonnage à gérer et l'augmentation de la valorisation tendent vers un effet positif visible à long terme de façon permanente sur l'environnement.



Compartiment	Prévention des déchets	Captage et tri à la source	Valorisation	Traitement	Economie circulaire	Synthèse de l'effet
La biodiversité et l'habitat	Réduction des besoins en nouveaux projets d'installations de valorisation ou traitement liée à la réduction des tonnages produits	Un meilleur captage des DAE et des déchets du BTP se traduit par une réduction des dépôts sauvages à l'origine d'impacts non maîtrisés sur la biodiversité	Les installations de valorisation sont moins impactantes que celles d'élimination (emprise au sol, modification paysagère) mais la densité des sites augmente avec le développement des filières de valorisation.			La prise en compte de l'intégration paysagère et le choix de la localisation des sites permettront de limiter les impacts locaux. Globalement, les efforts de prévention et de valorisation auront un effet positif sur l'environnement visible à long terme de façon permanente.
Autres ressources	Moins de ressources consommées par l'allongement de la durée de vie des produits.	Les moyens supplémentaires pour assurer le captage et le tri à la source des déchets nécessitent des équipements supplémentaires.	Diminution de l'extraction des matières premières grâce à l'augmentation du taux de recyclage	Pas d'effet sur les autres ressources	L'optimisation des ressources permet de limiter les besoins en ressources mais ne présume pas d'effets locaux plus nuancés.	L'augmentation de la valorisation (utilisation de matières premières secondaires) permettra un effet positif sur l'environnement visible à long terme de façon permanente.
Risques	Diminution des risques liés à la collecte, au transport et au traitement du fait de la réduction des tonnages	L'augmentation du taux de captage et l'amélioration du tri à la source réduisent les risques des dépôts sauvages. Le développement de collecte ou points de collecte augmente les risques liés au transport mais dans un ordre de grandeur moindre.	Manque de connaissance sur les risques des installations de valorisation pour certaines filières	Diminution des risques liés à la gestion anticipée des déchets en situation exceptionnelle et aux filières de traitement sauf pour l'amiante		Sous réserve que les installations respectent la réglementation en matière de maîtrise des risques et si des mesures de suivi sont mises en place, l'effet sur l'environnement devrait être positif , visible à long terme de façon permanente.



Synthèse des effets probables notables par thématique :

- Pour la prévention des déchets, l'effet global est positif car la réduction des tonnages et l'allongement de la durée de vie des produits se traduisent par une réduction des impacts liés au transport, une réduction des émissions des installations ainsi que par une diminution des risques d'accidents et des consommations de ressources.
- L'amélioration du taux de captage (notamment les DAE et le BTP) et la multiplication des filières de valorisation engendrent une augmentation des émissions et consommations liées au transport mais assurent une diminution des risques liés aux dépôts sauvages.
- Le développement des filières de valorisation permet une réduction des impacts du stockage et un apport en matières premières secondaires et en matière organique, sous réserve de la qualité du compost. Les processus de valorisation engendrent des consommations mais qui restent moindres par rapport aux gains obtenus. .
- L'optimisation de l'utilisation des ressources, visée par les démarches d'économie circulaire, implique une réduction des impacts liés à l'extraction et la transformation des matières premières et de la pression sur les ressources naturelles mais sa mise en œuvre peut entraîner quelques consommations ou rejets dans des proportions moindres.

3.2/ Effets cumulés avec les autres documents de planification, schéma ou programme

Les autres programmes, plans ou documents de planification pouvant avoir un effet sur la présente planification ont été précédemment recensés (cf. Chapitre 2 2/).

L'analyse de l'articulation du PTPGD sur les autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et des effets cumulés fait partie des exigences du contenu du rapport environnemental conformément à l'article R122-20 du code de l'environnement.

Il est rappelé que cette analyse est réalisée à partir des documents en vigueur au moment de la réalisation de l'évaluation environnementale du PTPGD.

Cette analyse permet de mettre en avant le fait que les orientations du PRPGD ne font pas obstacle à l'application des documents de programmation en vigueur sur le territoire de la Corse et peuvent même éventuellement contribuer à leurs objectifs.

Le tableau ci-après mentionne uniquement les documents pour lesquels le cumul des effets du plan et des documents intéressés a pu être établi, et propose une analyse qualitative de ces effets :

Tableau 17 : Evaluation des effets cumulés potentiels du plan avec les autres documents

Autres plans, programmes ou documents de planification	Estimation des effets cumulés potentiels
--	--

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de Corse (SDAGE) 2016-2021	Les actions de prévention du plan et les préconisations en faveur d'une meilleure gestion des déchets permettront de limiter les pratiques illégales (de préserver ainsi les milieux aquatiques de potentiels rejets pollués). Ces effets, associés aux actions du SDAGE de lutte contre les pollutions auront donc un impact global cumulé positif.
Plan Régional Santé Environnement (PRSE) 2018-2021	Les objectifs du PTPGD visent à réduire les dépôts sauvages et améliorer le taux de valorisation des déchets via le développement d'un réseau d'installations ; ce qui va dans le sens de l'axe 2 du PRSE : créer un cadre de vie favorable à la santé. L'impact global cumulé sera donc positif.
Contrat de Plan État Région (CPER) 2015-2020	Le CPER comprend 2 mesures pour Prévenir la production de déchets et développer l'économie circulaire et Optimiser la gestion, le recyclage et la valorisation des déchets. Les orientations du plan répondent pleinement à ces mesures. En ce sens, les orientations du PTPGD et celles du CPER auront donc un impact global cumulé positif.
SRCAE	Les scénarios du PTPGD entraînent une réduction des rejets atmosphériques, des GES émis et de la consommation énergétique globale. Ces effets, associés aux objectifs stratégiques du SRCAE de réduction de consommation d'énergie finale et d'émissions de GES auront un impact global cumulé positif.
PADDUC	Le PADDUC consacre un objectif stratégique à la préservation de la qualité du cadre de vie comprenant la prévention des pollutions et l'amélioration de la gestion des déchets. Les objectifs du PTPGD vont au-delà des ambitions fixées en termes de prévention et de valorisation matière et organique. Au global, l'impact cumulé sera positif.
Plan de Gestion des Risques d'Inondation 2016-2021	Les objectifs du plan visent à réduire les risques d'inondations ou encore à se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale. Les objectifs du PTPGD ciblant une meilleure anticipation de la gestion des déchets en situation exceptionnelle sont en cohérence et auront un impact global cumulé positif.

L'analyse des interactions entre le PTPGD et les autres documents montre que le Plan participe à l'atteinte des principales orientations visées par les autres documents de planification. Les effets cumulés du PTPGD et de ces documents auront donc un impact positif sur l'environnement.

3.3/ Analyse du Plan au regard des objectifs de protection de l'environnement

Le Plan a été construit en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de protection de l'environnement.

En ce qui concerne la gestion des déchets, le Plan a été élaboré de manière à respecter la hiérarchie des modes de traitement ainsi que de respecter à minima les objectifs réglementaires de :

- La Loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015,
- La Loi Anti-Gaspillage pour un Economie Circulaire du 10 février 2020.

Le détail de ces objectifs sont précisés dans le PTPGD.

Conformément à l'article R541-17 du code de l'environnement, le Plan détermine des limites aux capacités annuelles d'élimination des déchets non dangereux non inertes. Cette limite est fixée de façon à réduire les capacités annuelles d'élimination par stockage en 2025 de 50 % par rapport aux quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation d'élimination par stockage en 2010, qui se traduit par une capacité de 90 00 tonnes par an autorisée. Les objectifs du plan ont été fixés afin de respecter cette limite de capacité de stockage autorisée.

En termes d'objectifs de réduction des pollutions sur l'environnement, on peut notamment souligner que :

- Le plan contribue à l'atteinte des objectifs définis dans l'article D. 222-38 relatif à la réduction des émissions anthropiques de polluants atmosphériques pour les années 2020 à 2024, 2025 à 2029 et à partir de 2030, puisqu'il permet une réduction globale des émissions dues à la prévention et la gestion des déchets à 6 et 12 ans, toutefois il présente une augmentation des émissions de NH3 : des mesures devront être mises en place,
- Le plan contribue à atteindre les objectifs de la politique climat et énergétique nationale (par exemple, réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050) puisqu'il permet la réduction globale des émissions dans l'air liées à la gestion des déchets et une diminution des consommations en énergie,
- Le plan contribue aux objectifs de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques (reconquête de la qualité écologique des cours d'eau et lutte contre les pollutions diffuses...) en limitant les rejets les pollutions potentielles liées à la gestion non conforme et les risques de pollutions accidentelles.

Par ailleurs, l'évaluation de l'articulation du projet de plan avec les documents réglementaires de référence (SDAGE, SRCAE, PRSE, etc.) a été réalisée au chapitre 3.2/ et montre que le projet de plan est cohérent avec les objectifs généraux de protection de l'environnement déclinés à l'échelle régionale.

En conclusion, le scénario de plan tend à respecter les objectifs de protection de l'environnement définis à l'échelle nationale comme régionale avec des mesures à mettre en place pour certains impacts environnementaux.

3.4/ Evaluation des incidences Natura 2000

Le projet de plan identifie certains besoins futurs en capacités de traitement, sans pour autant définir de zones privilégiées pour l'implantation des installations supplémentaires potentielles.

La région Corse est déficitaire en matière de capacités de traitement. Il est proposé d'approcher les incidences Natura 2000 du projet de plan en analysant de façon globale

les impacts potentiels des filières devant faire l'objet d'augmentation de capacité. Le plan préconise de :

- Développer des centres de tri DMA
- Développer des centres de tri sur le DAE
- Développer des centres de recyclage des inertes du BTP

La création de nouvelles installations pourrait menacer l'intégrité des différents espaces naturels et habitats, dont les zones Natura 2000 (destruction d'habitat, pollutions...).

Dans ce cadre, il est donc recommandé de choisir la localisation des nouvelles installations plutôt en zone urbaine/périurbaine, sur des emprises en reconversion industrielle, ou sur des sites existants, et de proscrire l'implantation sur les zones Natura 2000 ou à proximité immédiate.

Des critères de localisation doivent donc être appliqués lors du choix des sites d'implantation. Il est également nécessaire de prévoir l'analyse des « Docob » (Document d'objectifs pour la gestion d'un site Natura 2000) relatifs aux sites Natura 2000 proches des zones d'implantation des futures installations.

Sous réserve de la prise en compte de ces recommandations, les impacts potentiels des filières devant faire l'objet d'augmentation de capacités ne devraient pas impacter les sites Natura 2000.

Chapitre 6 Mesures d'évitement, de réduction et/ou compensation (ERC)

Les mesures d'Évitement, Réductrices, ou Compensatoires sont les mesures à mettre en œuvre afin si possible d'éviter, réduire et compenser les conséquences dommageables du PTPGD sur l'environnement.

La mise en œuvre des objectifs et actions du Plan participe d'ores et déjà à la mise en œuvre de mesures visant à réduire l'impact environnemental. En outre, des mesures complémentaires peuvent être associées pour réduire encore les effets dommageables ou accentuer les effets favorables du PTPGD.

Le tableau suivant reprend des propositions de mesures supplémentaires qui permettraient de contribuer à limiter l'impact environnemental global de la mise en œuvre du Plan.

Ces mesures permettent de limiter les impacts environnementaux sur les compartiments.



Tableau 18 : Mesures préventives, réductrices et compensatoires des effets notables probables

Thématique	Effets notables probables négatifs résiduels identifiés avec mise en œuvre des objectifs et actions du PTPGD	Enjeux	Description de la mesure d'évitement, de réduction ou de compensation proposée	Compartiment impacté par la mesure								
				Air	Pollution de l'eau	Qualité des sols	Ressource en eau	Energie	Autres ressources	Biodiversité et habitat	Climat	Risques
Captage et tri à la source	Le développement de collecte ou points de collecte augmente les rejets liés au transport.	Climat : Enjeu prioritaire	Intégrer dans les cahiers des charges des collectivités et administrations un critère environnemental encourageant le recours à des véhicules de collecte ou transport des déchets avec motorisation propre (hybride, électrique)	x				x			x	
			Former les chauffeurs à l'écoconduite	x				x			x	
Captage et tri à la source	L'augmentation du taux de captage et des collectes séparatives conduit à une augmentation du carburant consommé.	Energie : Enjeu prioritaire	Inciter les collectivités à poursuivre l'optimisation des fréquences de collecte des déchets, voire les réduire	x				x			x	x
			Encourager la mutualisation des collectes des déchets des activités économiques et du BTP par nature de déchets									
Captage et tri à la source	Les moyens supplémentaires pour assurer le captage et le tri à la source des déchets nécessitent des équipements supplémentaires mais des possibilités de mutualisation existent.	Autres ressources	Encourager les démarches inter-territoires (partenariat entre EPCI) visant à mutualiser des équipements de collecte (véhicule sous exploité, surplus d'équipements de pré-collecte, déchèteries à proximité)						x	x		
Captage et tri à la source	Le développement de collecte ou points de collecte augmente les rejets liés au transport.	Climat : Enjeu prioritaire	Respecter le principe de proximité des installations vis-à-vis des lieux de production des déchets	x				x			x	x

Thématique	Effets notables probables négatifs résiduels identifiés avec mise en œuvre des objectifs et actions du PTPGD	Enjeux	Description de la mesure d'évitement, de réduction ou de compensation proposée	Compartiment impacté par la mesure								
				Air	Pollution de l'eau	Qualité des sols	Ressource en eau	Energie	Autres ressources	Biodiversité et habitat	Climat	Risques
Valorisation et traitement	Malgré le respect de la hiérarchie des modes de traitement, les installations de gestion des déchets consomment de l'énergie.	Energie : Enjeu prioritaire	Encourager les démarches d'excellence environnementale notamment par la certification environnementale (réaliser une veille technologique sur des solutions innovantes pouvant s'appliquer aux déchets et en réduire les impacts)	x			x	x	x			
Valorisation et traitement	Malgré le respect de la hiérarchie des modes de traitement, les installations de gestion des déchets consomment de l'énergie.	Energie : Enjeu prioritaire	Préconiser le choix d'équipements ou de process permettant la réduction de la consommation de ressource notamment en eau et en énergie				x	x				
			Intégrer les possibilités locales d'utilisation de l'énergie dans le choix des implantations d'installations					x				
			Avoir recourt aux énergies renouvelables pour le process des nouvelles installations (solaire thermique, solaire photovoltaïque, ...)						x			
Valorisation et traitement	Manque de connaissance sur les risques des installations de gestion des déchets pour les filières de valorisation en développement	Risques	Améliorer la connaissance des impacts et des risques notamment pour les filières de valorisation en développement									x
Valorisation et traitement	Les installations de valorisation sont moins impactantes que celles d'élimination (emprise au sol, modification paysagère) mais la densité des sites augmente avec le développement des filières de valorisation.	Biodiversité et habitat	Assurer une intégration optimale des installations dans leur environnement (choix d'implantation, intégration paysagère, exploitation respectueuse, remise en état des sites après fermeture) Etudier la faisabilité d'implanter le projet sur un site de traitement des déchets existant, ou sur un ancien site industriel à réhabiliter à condition de s'assurer de la compatibilité des usages avec d'éventuelles pollutions résiduelles.								x	

Thématique	Effets notables probables négatifs résiduels identifiés avec mise en œuvre des objectifs et actions du PTPGD	Enjeux	Description de la mesure d'évitement, de réduction ou de compensation proposée	Compartiment impacté par la mesure									
				Air	Pollution de l'eau	Qualité des sols	Ressource en eau	Energie	Autres ressources	Biodiversité et habitat	Climat	Risques	
Valorisation et traitement	Développement des processus de valorisation moins impactants mais tout de même à l'origine d'émissions.	Air	Confiner les postes émettant le plus de poussières (ex : au sein des centres de tri) (mesure réglementaire)	x									x
Valorisation et traitement	Les filières de valorisation sont moins impactantes que celles d'élimination mais le suivi des rejets n'est pas obligatoire pour certaines filières de valorisation.	Pollution de l'eau	Concevoir les ouvrages de gestion des eaux pluviales présents sur les installations de gestion des déchets de manière à ce qu'ils collectent et traitent l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, y compris lors d'un événement pluvieux exceptionnel (mesure réglementaire)		x	x							
Valorisation et traitement	Apport de contaminants dans le compost.	Qualité des sols : Enjeu prioritaire	Respecter strictement la qualité de compost répondant à la norme permettant de prévenir les impacts potentiels de leur valorisation agricole (éviter tous risques d'accumulation de substances dangereuses dans les sols tels que les métaux lourds et les impuretés, ou encore de substances organiques persistantes telles que les polychlorobiphényles (PCB) ou encore les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP))		x	x							
Valorisation et traitement	Les filières de valorisation sont moins impactantes que celles d'élimination mais le suivi des rejets n'est pas obligatoire pour certaines filières de valorisation.	Qualité des sols (Enjeu prioritaire) et pollution de l'eau	Mettre en place des outils de suivi spécifiques de la qualité des sous-produits de valorisation (lixiviats, compost) ou de la qualité des eaux et des sols à proximité des sites		x	x							
Valorisation et traitement	Augmentation du potentiel de valorisation énergétique des vrais résiduels avec l'amélioration des performances des installations	Energie : Enjeu prioritaire	Rechercher systématiquement la valorisation énergétique des vrais résiduels (incinération, biogaz des ISDND, méthanisation...)					x					

Thématique	Effets notables probables négatifs résiduels identifiés avec mise en œuvre des objectifs et actions du PTPGD	Enjeux	Description de la mesure d'évitement, de réduction ou de compensation proposée	Compartiment impacté par la mesure										
				Air	Pollution de l'eau	Qualité des sols	Ressource en eau	Energie	Autres ressources	Biodiversité et habitat	Climat	Risques		
Valorisation et traitement	Les installations de valorisation sont moins impactantes que celles d'élimination (emprise au sol, modification paysagère) mais la densité des sites augmente avec le développement des filières de valorisation.	Biodiversité et habitat	Améliorer la prise en compte des impacts des projets sur les sites naturels (mesure réglementaire) : - Vérifier que le site projeté ne soit pas localisé dans ou à proximité de sites inscrits ou classés ou de zones naturelles protégées, notamment les sites N2000, - le cas échéant tous les projets de renouvellement, d'extension ou de création éventuelle devront comprendre, dans l'évaluation des incidences N2000, l'analyse de la compatibilité du projet avec les sensibilités relatives respectives des sites Natura 2000 identifiés au regard des familles d'impacts envisageables, Réaliser un inventaire spécifique faune flore-habitats dans le cadre de la réglementation ICPE en vigueur si le contexte l'exige (zones à fort intérêt patrimonial)								x			
Valorisation et traitement	Manque de connaissance sur les risques des installations de valorisation.	Risques	Retenir, lors du choix de l'implantation de nouvelles installations, l'analyse des impacts sanitaires et des risques technologiques potentiels comme critère (proximité d'habitations, ou d'établissement sensibles) (mesure réglementaire)											x
Valorisation et traitement	Développement des process de valorisation moins impactant mais tout de même à l'origine d'émissions et manque de connaissance sur les risques des installations de valorisation.	Général	Veiller à une exploitation des installations de gestion des déchets conforme à la réglementation en vigueur : maîtrise des risques technologiques et mesures associées, état de propreté satisfaisant, limitation, des envois de déchets et des entraînements de poussières, limitation de tout développement biologique anormal (rongeurs, insectes...) (mesure réglementaire)	x	x	x						x		x

Chapitre 7 Suivi environnemental

1/ Objectifs

Le suivi consiste à vérifier si les effets du plan territorial de prévention et de gestion des déchets sont conformes aux prévisions telles que le rapport environnemental les a analysées.

La mise en place de ce suivi correspond aussi à une obligation réglementaire telle que décrite à l'article L122-6 et R122-20 du code de l'environnement.

Les objectifs sont de vérifier après l'adoption du plan, la correcte appréciation des effets défavorables et le caractère adéquat des mesures « ERC », et d'identifier à un stade précoce les impacts négatifs imprévus et permettre si nécessaire l'intervention de mesures appropriées.

Ce suivi aura comme principaux objectifs :

- Réactualiser les données sources (gisements à prendre en compte, filières...), suivre l'évolution des pratiques de gestion, actualiser les analyses prospectives et analyser les écarts observés ;
- Évaluer les résultats des actions mises en place, proposer des solutions correctives le cas échéant ;
- Vérifier l'application des principes du PTPGD et le respect des orientations proposées ;
- Evaluer les bénéfices environnementaux du PTPGD ;
- Communiquer sur les résultats.

Le suivi environnemental du Plan intègrera une veille afin de vérifier l'articulation du PTPGD avec les nouveaux documents de planification publiés, notamment le SRADDET.

2/ Indicateurs de suivi et organisation

Pour être pertinents, les indicateurs doivent être en nombre limité et adaptés aux enjeux environnementaux. Ils doivent donc être à minima :

- Faciles à mesurer, à renseigner, et objectifs ;
- Simples de compréhension et de constitution ;
- Pérennes dans le temps et dans l'espace.

Ces indicateurs devront être mesurés et présentés à la fréquence définie dans le Plan (annuellement) au sein d'un rapport relatif à la mise en œuvre du Plan. Le suivi environnemental sera intégré au dispositif de suivi destiné à évaluer les effets de la mise en œuvre du Plan.

Les indicateurs environnementaux retenus pour suivre la mise en œuvre du Plan sont décrits dans le tableau ci-après.

Ils ont été choisis en cohérence avec les enjeux prioritaires identifiés et les mesures ERC proposées.

Tableau 19 : Récapitulatif des indicateurs retenus par rapport aux enjeux

Compartiment	Niveau d'enjeu	Indicateurs (n° de référence du tableau ci-dessous)
Pollution de l'air	Secondaire	1, 2, 3, 4, 6, 13, 14, 15
Pollution de l'eau	Secondaire	14
Qualité des sols	Prioritaire	14
Ressource en eau	Secondaire	8, 13, 14
Energie	Prioritaire	1, 2, 4, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 15
Autres ressources	Secondaire	5, 13, 14
Biodiversité et habitat	Secondaire	12, 14
Climat	Prioritaire	1, 2, 3, 4, 13, 14, 15
Risques	Secondaire	11, 14

Concernant le suivi des mesures pour éviter, réduire ou compenser les effets notables probables du PRPGD, un indicateur a été proposé pour chaque mesure proposée.

Tableau 20 : Propositions d'indicateurs de suivi des mesures

Ref	Compartiment	Rappel de la mesure ERC	Indicateur	Unité	Fréquence de mises à jour	Sources de données	Valeur de référence
1	Energie, Air, Climat	Intégrer dans les cahiers des charges des collectivités et administrations un critère environnemental encourageant le recours à des véhicules de collecte ou transport des déchets avec motorisation propre (hybride, électrique)	% de marchés de collecte intégrant un critère environnemental relatif à des véhicules propres	%	Annuelle	EPCI de collecte	A déterminer
2	Energie, Air, Climat	Former les chauffeurs à l'écoconduite	Nombre de chauffeurs formés à l'écoconduite	Nombre	Annuelle	EPCI de collecte	A déterminer
3	Air, Climat	Inciter les collectivités à poursuivre l'optimisation des fréquences de collecte des déchets, voire les réduire.	Distances parcourues par tonne de déchets transportés	Km	Annuelle	EPCI de collecte des déchets	A déterminer
4	Air, Climat, Energie	Encourager la mutualisation des collectes des déchets des activités économiques et du BTP par nature de déchets	Tonnages collectés lors de collectes mutualisées	Tonnes	Annuelle	Prestataire de collecte	A déterminer
5	Autres ressources	Encourager les démarches inter-territoires (partenariat entre EPCI) visant à mutualiser des équipements de collecte (véhicule sous exploité, surplus d'équipements de pré-collecte, déchèteries à proximité)	% d'équipements mutualisés	%	Annuelle	EPCI de collecte	A déterminer

Ref	Compartiment	Rappel de la mesure ERC	Indicateur	Unité	Fréquence de mises à jour	Sources données	de	Valeur de référence	de
6	Air, Energie	Encourager les démarches d'excellence environnementale notamment par la certification environnementale (réaliser une veille technologique sur des solutions innovantes pouvant s'appliquer aux déchets et en réduire les impacts)	Installations certifiées ISO14001	Nombre	Annuelle	EPCI de traitement et installations privées		A déterminer	
7	Energie	Préconiser le choix d'équipements ou de process permettant la réduction de la consommation de ressource notamment en eau et en énergie	Consommation d'énergie évitée	KWh	Annuelle	EPCI de traitement et installations privées		A déterminer	
8	Ressource en eau	Encourager la mutualisation des collectes des déchets des activités économiques et du BTP par nature de déchets	Consommation d'eau évitée	m ³	Annuelle	EPCI de traitement et installations privées		Oui	
9	Energie	Intégrer les possibilités locales d'utilisation de l'énergie dans le choix des implantations d'installations	% porteurs de projets ayant intégré un critère pour l'utilisation de ressources locales d'énergie	%	Annuelle	EPCI de traitement et installations privées		A déterminer	
10	Energie	Avoir recourt aux énergies renouvelables pour le process des nouvelles installations (solaire thermique, solaire photovoltaïque, ...)	% nouvelles installations utilisant des énergies renouvelables pour leur process	%	Annuelle	EPCI de traitement et installations privées		A déterminer	
11	Risques	Améliorer la connaissance des impacts et des risques notamment pour les filières de valorisation en développement	Accident du travail par installation Nombre d'accidents portés à la connaissance de l'inspection des ICPE chaque année et recensés dans la base de données ARIA	Nombre	Annuelle	CNAM		A déterminer	

Ref	Compartiment	Rappel de la mesure ERC	Indicateur	Unité	Fréquence de mises à jour	Sources de données	Valeur de référence
12	Biodiversité et habitat	Assurer une intégration optimale des installations dans leur environnement (choix d'implantation, intégration paysagère, exploitation respectueuse, remise en état des sites après fermeture) Etudier la faisabilité d'implanter le projet sur un site de traitement des déchets existant, ou sur un ancien site industriel à réhabiliter	% de nouvelles installations sur des sites existants réhabilités	%	Annuelle	EPCI de traitement et installations privées	Oui
13	Air, ressources en eau, autres ressources, énergie, climat	Faciliter l'intégration d'un critère environnemental dans la recherche des synergies pour la mise en place d'une démarche d'économie circulaire, en complément des critères économiques et techniques de faisabilité	% de porteurs de projets ayant intégré un critère environnemental pour les démarches d'économie circulaire	%	Annuelle	Porteurs de projets : entreprises, fédérations d'entreprises, chambres consulaires, réseaux d'entreprises	A déterminer
14	Tous les compartiments	Mesures relatives au respect de la réglementation ICPE	Nombre d'arrêtés de mises en demeure signés d'ICPE	Unité	Annuelle	DREAL	A déterminer
15	Air, climat, énergie	Privilégier le double fret, permettant d'éviter le transport à vide en livrant des déchets et en repartant charger de matériaux recyclés par exemple	Distances des trajets à vide évités grâce au double fret	Km	Annuelle	EPCI de collecte des déchets, prestataire de collecte et entreprises du BTP	A déterminer

Chapitre 8 Liste des sources bibliographiques et documents consultés

1/ Documents consultés

Les données sur l'environnement sont extraites des documents suivants :

- Guide « Évaluation environnementale des plans d'élimination des déchets », ADEME, 2006
- Note méthodologique « Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique » (Guide CEREMA), CGDD, mai 2015
- Profil environnemental de la Corse, 2016
- Commissariat général au développement durable et CEREMA, Evaluation environnementale, Guide d'aide à la définition des mesures ERC, janvier 2018.
- Données INRETS : « Facteurs agrégés d'émission des véhicules routiers en France de 1970 à 2025 », version 2006 (*Paramètres pris : année 2015 ; Véhicule type poids lourds de marchandises ; Type de routes : ensemble du réseau routier*).
- Bilan des émissions de GES en Corse – ADEME, 2018
- SDAGE Bassin de Corse
- Plan Régional de la Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) de Corse
- Plan Régional Santé Environnement (PRSE)
- PADDUC
- Contrat de Plan État Région (CPER)
- SRCAE
- Plan de Gestion des Risques d'Inondation

2/ Bases de données

- IREP : Base de données du registre français des émissions polluantes
- INPN : inventaire national du patrimoine naturel,
- INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

3/ Organismes

Les caractéristiques du territoire concernant la richesse naturelle et culturelle ont été collectées principalement auprès des organismes suivants :

- Qualitair Corse
- Agence de l'eau
- Assurance Maladie
- BRGM : sol
- Ministère de l'Agriculture : statistiques agricoles AGRESTE, forêts,
- Préfecture : présentation générale, risques, planification...
- Services de l'Etat : DREAL, DDTM, DRAAF, ARS



Plan Territorial de Prévention et de Gestion des déchets de Corse

TOUS ACTEURS DE LA TRANSITION

Résumé non technique

Version d'octobre 2020

elcimai / LE GROUPE



SAS Antra Strada

Ce dossier a été réalisé par :

ELCIMAI ENVIRONNEMENT / GIRUS GE

Conseil et Innovation pour la Transition Ecologique

City Park Bâtiment B

23 avenue de Poumeyrol

69300 Caluire et Cuire

Tél : 04.37.45.29.29

Rédaction	
Date	Noms
21/10/2020	Florine BELLION, Virginie BRAGIGAND, Olivier PERRIN (Elcimaï Environnement)
24/11/2020	Révision suite aux retours de la CCES du 26 octobre 2020 par Florine BELLION, Virginie BRAGIGAND, Olivier PERRIN (Elcimaï Environnement)

Sommaire

CHAPITRE 1.....	QU'EST CE QU'UN PTPGD ?	5
1/	Quelques rappels réglementaires.....	5
2/	Un plan concerté dans la continuité des planifications réalisées	6
CHAPITRE 2	LA GESTION ACTUELLE DES DÉCHETS DE CORSE : QUELQUES CHIFFRES ET ENJEUX	9
1/	La prévention des déchets	9
2/	Les déchets ménagers et assimilés	10
3/	Les déchets non dangereux des activités économiques.....	12
4/	Les déchets du bâtiment et des travaux publics	15
5/	Les déchets dangereux	17
6/	Les déchets en situation exceptionnelle.....	20
7/	Le réseau d'installations de collecte et de traitement des déchets	20
CHAPITRE 3.....	ET DEMAIN ?	25
L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE AU CENTRE DU PTPGD : FOCUS SUR LE PTAEC.....		28
CHAPITRE 4.....	DES OBJECTIFS AMBITIEUX	33
1/	Les principes fondateurs	33
2/	Des engagements priorisant la prévention et la valorisation matière et organique pour tous les déchets.....	34
3/	Zoom sur les planifications spécifiques	59
CHAPITRE 5	LES INSTALLATIONS QU'IL APPARAÎT NÉCESSAIRE DE CRÉER, ADAPTER OU FERMER	67

**CHAPITRE 6 SUIVI ET MISE EN ŒUVRE DES PLANS
D' ACTIONS71**

Chapitre 1 Qu'est-ce qu'un PTPGD ?

1/ Quelques rappels réglementaires

LE TERRITOIRE CORSE COMPETENT POUR L'ELABORATION DU PTPGD

La Loi n° 2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 attribue la compétence de planification des déchets aux Régions qui sont désormais responsables d'une planification unique de la prévention et de la gestion des déchets sur leur territoire.

Même si le périmètre de la collectivité territoriale corse est inchangé, et que celle-ci était déjà en charge des planifications de la prévention et de la gestion des déchets, le territoire est lui aussi directement concerné par ce texte, qui induit de nombreuses évolutions de ses compétences, dont l'élaboration de ce Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD).

La Collectivité de Corse a confié à l'Office de l'Environnement de la Corse de mener les travaux pour l'élaboration du PTPGD.

UN CONTENU CADRÉ POUR UNE PLUS GRANDE LISIBILITÉ ET L'ASSURANCE D'UNE COMPLÉTUDE DES THÉMATIQUES ABORDÉES

Le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016, codifié aux articles L. 541-13 et R.541-13 et suivants du Code de l'Environnement, précise le contenu, les modalités d'élaboration et de suivi du PTPGD ; il comportera ainsi :

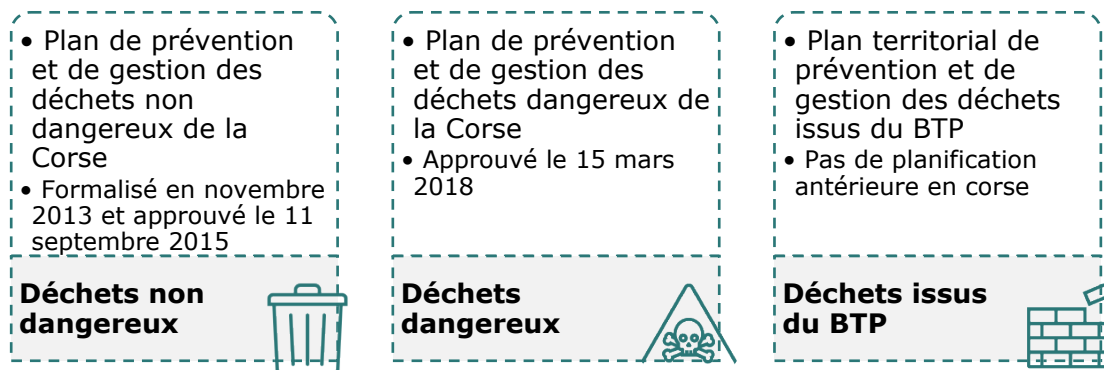
- Un **état des lieux** de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, quantité, nature, composition et les modalités de leur transport,
- Une **prospective** à termes de six et douze ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites sur le territoire,
- Des **objectifs** en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs,
- Une **planification** de la prévention et de la gestion des déchets à termes de six et douze ans, comportant notamment les actions à prévoir pour atteindre les objectifs, et la mention des installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les dits objectifs,
- Un plan territorial d'action en faveur de l'économie circulaire (**PTAEC**), formalisé en parallèle des travaux classiques de planification, son objectif est entre autres d'élargir la prévention et la valorisation des déchets à un objectif plus global d'économie de ressources, en donnant une visibilité plus forte et une portée réglementaire aux travaux en cours sur le sujet.

Le plan sera également accompagné d'un **rapport d'évaluation environnementale** qui vise à renforcer la prise en compte de l'environnement en amont des projets, et à resserrer l'analyse autour des enjeux environnementaux les plus importants en rapport avec la gestion des déchets.

2/ Un plan concerté dans la continuité des planifications réalisées

3 PLANS EN 1

Le PTPGD se substitue aux trois types de plans préexistants, pour une plus grande cohérence :



Bien qu'aucun plan territorial de prévention et de gestion des **déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics n'ait été formalisé**, des études préliminaires ont notamment été menées entre 2006 et 2010 par les chambres consulaires et les fédérations des entrepreneurs et artisans du BTP. Par ailleurs, un schéma interdépartemental des carrières (Corse du Sud et Haute-Corse) est en cours de réalisation.

TENANT COMPTE DES RÉCENTS PLANS D' ACTIONS ENGAGÉS

Le PTPGD fait notamment suite :

- Aux deux plans d'actions de prévention et gestion des déchets formalisés en mai 2016 puis en octobre 2018 par la Collectivité de Corse afin de faire face à la situation de crise que rencontre le territoire depuis de nombreuses années.
- À la réalisation d'une étude spécifique relative à la mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire en Corse, en cours de finalisation.

L'Office de l'Environnement promeut et accompagne la déclinaison locale de ces plans en soutenant l'ensemble des parties prenantes dans le développement de leurs projets.

Ce sont ainsi plus de 2,2 millions d'euros qui ont été engagés en 2017 puis 2,6 millions d'euros en 2018 par le service Economie circulaire et Gestion des déchets pour le soutien d'initiatives très variées.

Au-delà des seules dispositions réglementaires, il s'agit bien ici de proposer des éléments actualisés d'appréciation des enjeux, de façon à pouvoir réajuster et déployer de façon efficiente les différents dispositifs envisagés.

TOUS LES ACTEURS ONT UN RÔLE À JOUER

L'implication de l'ensemble des parties prenantes apparait indispensable pour enfin trouver une issue à la situation de crise que rencontre le territoire depuis de nombreuses années.



Etat

Organiser, financer et contrôler le respect de l'application des réglementations



EPCI

Organiser, optimiser et réaliser le service de prévention et de gestion des déchets ménagers. Mettre en œuvre des solutions adaptées et performantes de tri à la source.

SYVADEC

Organiser, optimiser et réaliser, pour le compte de ses adhérents, le transfert, le transport, la valorisation et le traitement des déchets ménagers.



Fédérations et différentes organisations professionnelles

Informier et sensibiliser les producteurs, et contribuer à la structuration de certaines filières

Promouvoir la gestion des déchets comme un levier d'optimisation économique important



Associations

Contribuer à sensibiliser les différents publics.

Developper des actions complémentaires aux solutions proposées par les acteurs compétents en matière de gestion des déchets.



Usagers (ménages et professionnels)

Contribuer par des comportements plus responsables aux solutions de préventions et de gestion des déchets.



OEC

Elaborer le plan territorial de prévention et de gestion des déchets.

Promouvoir et accompagner techniquement et financièrement sa déclinaison sur le territoire.

LA CCES POUR SUIVRE L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PTPGD

Conformément à la réglementation, une **Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi** (CCES) du plan a été mise en place, comportant des représentants des collectivités territoriales, des groupements compétents en matière de collecte et traitement des déchets, de l'État et des organismes publics, des associations (en particulier associations de protection de l'environnement et associations de consommateurs), des chambres consulaires, des éco-organismes, des organisations professionnelles, des représentants des citoyens...

La réunion d'installation de cette commission a eu lieu le 19 septembre 2019, présidée par M. François SARGENTINI, conseiller exécutif et président de l'Office de l'Environnement de Corse, en charge de l'élaboration du PTPGD pour le compte de la collectivité territoriale. Elle s'est réunie deux fois en un an aux différentes phases clés d'élaboration du plan pour que l'ensemble des acteurs soient tenus informés de l'avancée de la démarche, expriment leur avis et contribuent à son déploiement.

LES GROUPES DE TRAVAIL

L'engagement fort de l'ensemble des parties prenantes est essentiel, la participation des acteurs aux travaux d'élaboration, notamment à l'occasion des groupes de travail a été crucial pour identifier, caractériser et coordonner les actions envisageables à l'échelle de chacun.

Deux sessions de quatre groupes de travail se sont ainsi tenues sur le premier semestre 2020 malgré la crise sanitaire, pour dans un premier temps échanger sur les enjeux territoriaux, et dans un second temps débattre des orientations à retenir pour le territoire.



Déchets ménagers et assimilés

2 GT les 18 juin et 09 juillet 2020

149 invités à chaque session

Des ateliers dédiés au financement, aux biodéchets, aux emballages et papiers, aux déchets résiduels et à la prévention



Déchets des activités économiques

2 GT les 16 juin et 09 juillet 2020

130 invités à chaque session

Des ateliers dédiés au tri 5 flux, à la collecte des déchets dangereux, à la distribution et aux flux assimilés



Déchets du BTP

2 GT les 05 juin et 07 juillet 2020

135 invités à chaque session

Des ateliers dédiés au bâtiment et aux TP



Economie circulaire

2 GT les 16 juin et 07 juillet 2020

151 invités à chaque session

Des ateliers dédiés aux ressources, à la consommation, au réemploi, à la déclinaison locale d'actions

Par ailleurs, dans le cadre de la **validation administrative** du plan, plusieurs instances seront sollicitées pour avis telles que les collectivités en charge de la gestion des déchets, le préfet et l'autorité environnementale.

Chapitre 2 La gestion actuelle des déchets de Corse : quelques chiffres et enjeux

Les parties suivantes abordent les points clés et enjeux identifiés pour les différents flux de déchets : Déchets ménagers assimilés (DMA), Déchets non dangereux des activités économiques (hors BTP), Déchets du BTP et déchets dangereux. L'état des lieux détaillé est présenté dans le PTPGD au chapitre 2 2/ et dans son annexe 3 au Chapitre 7. L'état des lieux a été réalisé sur l'année 2018 sauf mention contraire.

1/ La prévention des déchets

DES DEMARCHES DE PREVENTION QUI SE MULTIPLIENT

La prévention des déchets peut être définie comme l'ensemble des mesures et des actions visant à réduire la quantité de déchets.

Points clés et enjeux :

- Des actions engagées très tôt par certains territoires, dès 2001, mais qui ne sont à ce jour pas formalisées au travers d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers (PLPDMA), document pourtant obligatoire
- Plusieurs démarches ZDZG complémentaires engagées par les 2 Communautés d'agglomération, les 2 Communautés de communes et le SYVADEC,
- Plus de 25 000 composteurs individuels distribués et 12 plateformes de compostage partagé, soit près 1/3 des maisons équipées. Un détournement de près de 2 000 tonnes de biodéchets,
- Des associations œuvrant à la sensibilisation du grand public et participant à la prévention de la production des déchets.



CORSE
(MOBILITÉS) SOLIDAIRE

ISATIS



INIZIATIVA
ASSOCIATION

- De nombreux dispositifs d'accompagnement et de soutiens proposés par les pouvoirs publics (en 2016 et 2017, 43 projets financés pour un montant global de 800 000 €)
- Une visibilité des initiatives notamment pour les déchets des professionnels à parfaire pour une meilleure efficacité,
- Des démarches de sensibilisation de tous les publics à poursuivre et développer.

2/ Les déchets ménagers et assimilés

Une production de déchets bien cernée

Les déchets ménagers et assimilés (DMA) correspondent à l'ensemble des déchets produits par les ménages et collectés en porte à porte ou dans les déchèteries. On y trouve ainsi :



Emballages recyclables

ce sont les déchets pré-triés par les ménages (verre, papiers, cartons, journaux, plastiques, canettes, boîtes de conserve...). Le verre est souvent collecté à part, dans des bornes d'apport volontaire. Les autres emballages sont collectés en porte à porte (second bac) ou via des points d'apport volontaire



Biodéchets

il s'agit de la fraction organique des déchets produits en dehors de ceux faisant l'objet d'un compostage individuel ou partagé et considérés comme un tri à la source. Actuellement les biodéchets sont collectés au sein de 10 EPCI essentiellement auprès des gros producteurs (restauration...)



Ordures ménagères résiduelles

Elles correspondent à la fraction des déchets ménagers qui reste après avoir enlevé les déchets recyclables (emballages et verre). Elles sont collectées en porte à porte et parfois appelées « poubelle grise »



Déchets occasionnels

ce sont les déchets collectés principalement en déchèteries (encombrants, cartons bruns, déchets verts,...) mais aussi via des canaux diversifiés Textiles, Linges, Chaussures (TLC)

La **fraction assimilée** des déchets ménagers correspond à la part produite par les professionnels mais collectés par le service public : ils correspondent à des déchets qui sont assimilables à des déchets produits par un ménage, tant en quantité (moins de 1 110 L par semaine) qu'en qualité.

/ Points clés

- **19 EPCI exercent la compétence collective** des déchets ménagers et assimilés (DMA). La plupart ont tous transféré leur compétence traitement et valorisation des déchets au SYVADEC (seules 37 communes réparties sur 3 EPCI n'ont pas adhéré à ce syndicat).
- En 2018, le **ratio de production des DMA est élevé** par rapport aux références nationales (722 kg/hab.^{INSEE}/an en Corse contre 583 kg/hab.^{INSEE}/an au niveau national), toutefois il est **en baisse depuis 2010**, de près de -13,8% en 8 ans.

- La **part importante des assimilés** (déchets produits par les entreprises utilisant le service public) dans les DMA explique en partie ce ratio élevé (30% d'assimilés dans les DMA en Corse contre 20% en moyenne en France).
- **L'impact touristique** est également un élément justifiant en partie ce ratio élevé. En été, la production d'ordures ménagères résiduelles, par exemple est multipliée par 2.
- Des **disparités territoriales fortes sont constatées** dans la production de DMA, liées à plusieurs contraintes (zones touristiques, typologie d'habitat, densité de population, habitudes de tri).
- Les ordures ménagères résiduelles (poubelle grise) constituent 60% des DMA or **70% de ce flux pourraient faire l'objet d'une valorisation** (déchets recyclables, biodéchets... encore très présents et non triés).
- Liés à ce phénomène, un **taux de valorisation matière très faible** (26%) et une **majorité des déchets enfouis** (66%).
- Concernant l'exportation, seuls les déchets verts, les biodéchets et les gravats sont valorisés en Corse. Les emballages et papiers cartons sont acheminés sur le continent. Aucun flux non valorisable n'est exporté en situation normale ; les OMR et la fraction non-valorisable du tout-venant sont enfouis dans les ISDND du territoire.
- Concernant les coûts, 11 EPCI sur 19 remplissent leur matrice ComptaCoût en 2018. Le service est majoritairement financé par la TEOM (16 EPCI sur 19) et par la redevance spéciale (10 sur 19 EPCI). Toutefois, **aucun EPCI n'a mis en place la tarification incitative** en 2018 mais plusieurs études et expérimentation sont en cours.

/ Enjeux

Promouvoir la prévention

Compte tenu du gisement de DMA très élevé, les démarches de prévention engagées sur le territoire sont à poursuivre et à développer notamment sur les thématiques émergentes du réemploi et de la réparation.

Réduire la fraction résiduelle (OMr et TV)

La prévention est un des axes majeurs d'actions au vu :

- De la fraction évitable dans les OMR (70%),
- De l'enjeu de réduction des tonnages admis en ISDND

Améliorer le tri (notamment pour les flux soumis à filières REP et les biodéchets)

Les performances de tri à la source peuvent être améliorées en raison :

- Des possibilités de déploiement de solutions facilitant le tri à la source,
- Du potentiel de valorisables restant encore dans les OMr et tout venant,
- Des nouvelles filières REP à mettre en place (leur mise en place opérationnelle n'est pas encore connue).

Mieux connaître la part des assimilés

Bien que la pratique des assimilés par le service public de gestion des déchets soit très ancrée sur le territoire, la part des assimilés est peu suivie.

Optimiser les organisations et coordonner les interventions

L'organisation de la gestion des DMA présente plusieurs évolutions majeures ces dernières années. Cependant, plusieurs facteurs d'optimisation et de coordination sont possible au vu :

- De la production d'OMr élevée,
- Des possibilités de déploiement de solutions facilitant le tri à la source, notamment le tri à la source des biodéchets,
- Du nombre de filières de valorisation restreintes

Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Un potentiel de développement de la valorisation matière et organique est à étudier sur le territoire car :

- Seule la valorisation organique des déchets verts et des biodéchets et la valorisation matière des inertes sont réalisées sur le territoire
- La collecte des biodéchets se développe,
- La dépendance des filières de valorisation sur le continent pour les flux de déchets non dangereux non inertes reste trop présente

Etudier la pertinence de la valorisation énergétique

Pour la fraction non valorisable sous forme matière, les possibilités de valorisation énergétique sont à étudier en raison des objectifs réglementaires de restriction des tonnages admis en ISDND.

Disposer d'exutoires pérennes pour les déchets résiduels

La Corse dispose seulement de 2 ISDND avec des dates de fin d'autorisation d'exploiter à court terme.

Maitriser les coûts

Les coûts de gestion des déchets sont élevés pour l'ensemble des flux et le service est majoritairement financé par la TEOM.

3/ Les déchets non dangereux des activités économiques

Une connaissance des déchets à parfaire

Les **déchets non dangereux des professionnels** (DNDNI), hors déchets du BTP, regroupent un ensemble de déchets, définis par défaut, qui ne sont pas des dangereux et qui ne sont pas inertes (gravats). On y retrouve :

- Des déchets recyclables : verre, métaux, cartons, papiers, bois, plastiques, ...
- Des déchets organiques (hors déchets agricoles)
- Des déchets en mélange

Ils sont produits par le secteur économique (commerçants, industriels, collectivités et administrations...).

/ Points clés

- **96% des établissements sont des PME et TPE** ; cette structuration traduit un besoin d'accompagnement potentiellement fort de ces structures dans la mise en œuvre de leurs obligations, et la prépondérance de producteurs de flux diffus.
- Les **déchets produits par ces activités sont très variés** : plastiques, verre, métaux, papier, bois, mélange, textiles, fermentescibles, dangereux. Il n'y a pas à ce jour de données sur la composition des déchets produits par les entreprises corses.
- En Corse, **les collectivités jouent un rôle clé dans la gestion des DAE**, de nombreux flux étant gérés via le service public de gestion des déchets. Elle représente la fraction dite assimilée : si la production de DAE d'un établissement est inférieure à 1100L par semaine et de nature similaire aux déchets ménagers, elle peut être assimilée aux déchets des ménages. A l'échelle nationale, la part des déchets assimilés est de l'ordre de 20% de DMA contre 30% en Corse (au vu de la part plus forte des TPE et PME).
- Peu suivi, le gisement des déchets non dangereux non inertes des activités économiques hors BTP a été **estimé à 146 000 tonnes** en 2010. La composition du gisement n'est pas connue et aucune donnée plus récente n'est disponible. **L'estimation est réalisée sans connaissance précise du gisement et en considérant qu'une part importante est collectée avec les DMA. Cette estimation présente une part d'incertitude difficile à évaluer à ce jour.**
- Tout comme le gisement, **les filières suivies pour la gestion de ces déchets sont également méconnues**. Une méthode harmonisée d'observation des déchets d'activité économique vient tout juste d'être publiée par l'ADEME. Elle permettra d'affiner les estimations et extrapolations réalisées pour l'élaboration du PTPGD. En attendant la méthode utilisée est présentée en détail dans le PTPGD, elle a permis d'estimer que 32% du gisement faisait l'objet d'une valorisation matière ou organique, 26% était enfoui et 43% n'avait pas de filière connue (flux non tracés mais géré dans des installations conformes ou pratiques illicites).
- Malgré les obligations réglementaires, l'usage de **pratiques illicites** type dépôts sauvages ou brûlage **resteraient fréquents en Corse** selon les constats réalisés par les fédérations professionnelles et les Chambres consulaires. A ce jour, les données disponibles ne permettent pas de déterminer le poids de ces pratiques. Les **freins évoqués** pour une gestion conforme sont :
 - Le coût induit par la gestion des déchets (liée en partie à l'insularité du territoire, l'absence de concurrence, les investissements importants pour créer des plateformes alors que les volumes à traiter restent faibles ...).
 - Le manque de volonté de certains professionnels pour améliorer leur gestion des déchets.
 - L'absence de solutions pour certains types de déchets (exemple les palettes).
 - Un maillage insuffisant d'installations, nécessitant aux professionnels de parcourir des distances importantes pour évacuer leurs déchets. Sur ce point l'analyse montre que le nombre total d'installations par

rapport au gisement à traiter est en théorie suffisant (1 installation pour 4 000 tonnes en moyenne) même si tous les territoires ne sont pas homogènes. Toutefois, les distances à parcourir sont parfois importantes, aussi le besoin d'installations est principalement nécessité par un besoin de solutions de proximité.

- Enfin **le tri et la gestion conforme** des déchets des professionnels sont menés **à l'initiative de certaines entreprises sensibilisées** mais peu d'exemples de telles pratiques ont pu être identifiés.

/ Enjeux

Connaître les gisements

La connaissance des gisements de DAE produits en Corse et déjà collectés dans les DMA reste à affiner dans le cadre du suivi du PTPGD par l'OTD avec le concours des organismes compétents publics et privés.

Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention et du tri

Des démarches de prévention ont été engagées par l'OEC et l'ADEME ainsi que des actions ciblées par branches professionnelles mais des marges de progrès demeurent.

Ces démarches devront être poursuivies avec le concours des chambres consulaires et organismes professionnels.

Garantir le tri 6 flux et la traçabilité des filières

La traçabilité du tri des DAE est partielle en raison :

- Des pratiques non systématiques de tri,
- Du manque de suivi des tonnages des déchets non dangereux des entreprises à l'échelle du territoire (43% du gisement estimé dont la filière n'est pas connue).

Augmenter le taux de captage

Le taux de captage peut être amélioré au vu :

- Des faibles tonnages admis en installations,
- Des retours des professionnels sur le maillage insuffisant de lieux de collecte.

Augmenter la valorisation matière

Le taux de valorisation matière des DAE peut être optimisé compte tenu des faibles tonnages admis en installation de tri au regard des gisements estimés.

Evaluer la pertinence d'une valorisation énergétique territoriale

Pour la fraction non valorisable sous forme matière, les possibilités de valorisation énergétique sont à étudier en raison des objectifs réglementaires de restriction des tonnages admis en ISDND.

4/ Les déchets du bâtiment et des travaux publics

Un gisement mal connu et des solutions de captage insuffisantes

Les déchets du bâtiment et des travaux publics représentent l'ensemble des déchets produits par ces secteurs d'activités (construction, réhabilitation, démolition, ...). La grande majorité d'entre eux sont des déchets inertes (ne se décomposent ou ne se dégradent pas, ne brûlent pas), tels que les gravats, les terres non polluées ou les matériaux rocheux.

/ Points clés

- Le BTP représente 16% des entreprises corses. Ce secteur représente :
 - Une valeur ajoutée 2 fois plus importante qu'à l'échelle nationale,
 - Des activités surreprésentées par rapport à d'autres (maçonnerie par exemple), des profils se rapprochant de ceux de PACA et de l'Occitanie,
 - Une activité majeure à l'échelle territoriale : 1470 M€ (dont 414 M€ pour l'activité TP),
 - Un investissement public dans le secteur du BTP en Corse supérieur à la moyenne nationale (1 077€/hab. contre 632 €/hab.)
 - Une majorité de Très Petites Entreprises en Corse : beaucoup de producteurs de petites quantités de déchets n'ayant pas forcément les moyens organisationnels pour une gestion optimisée d'une grande diversité de déchets
- Il n'existe aujourd'hui **aucune source fiable concernant les gisements produits ou collectés sur le territoire**. Plusieurs estimations ont donc été réalisées dans le cadre des travaux d'élaboration du PTPGD, et devront être confirmées au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan afin de réajuster les plans d'actions si nécessaire. Les estimations réalisées présentent des incertitudes qu'il n'est pas possible d'évaluer à ce jour. Le travail de l'Observatoire Territorial des Déchets avec le concours des organismes professionnels doit permettre d'améliorer la connaissance de la production et gestion des déchets de ce secteur. Les estimations ont permis d'estimer :
 - Un gisement de 655 000 tonnes dont **84% de déchets inertes** produits principalement pour les travaux publics
 - Les **filières ne sont pas connues pour 82% du gisement** (absence de traçabilité ou gestion non conforme des déchets)
- Plusieurs actions de sensibilisation sont engagées par l'ADEME et les chambres consulaires à l'échelle territoriale pour encourager les professionnels à adopter les bonnes pratiques et abandonner certaines pratiques non-conformes de gestion des déchets (dépôts sauvages, brûlage, etc.) constatées et remontées par les groupes de travail.
- Aussi le tri est assuré soit directement sur chantier pour les entreprises qui ont développé ce procédé, soit via les collecteurs privés de déchets qui cherchent à maximiser la valorisation pour augmenter leurs recettes liées au recyclage.

- De fait, les entreprises, qui ne pratiquent pas le tri sur chantier ou ne font pas appel à des prestataires privés de collecte, génèrent des déchets en mélange difficilement valorisables.

/ Enjeux

Connaître les gisements

En Corse, la connaissance des gisements de déchets du BTP est limitée par :

- L'absence de Cellule Economique régionale,
- La faible représentativité des fédérations professionnelles qui ne regroupent qu'une faible partie des entreprises du BTP,
- La dernière estimation de 2014 basée sur une approche par ratios.

Concernant la planification territoriale, le déploiement du travail de d'observation des déchets (OTD) pour les déchets du BTP est un axe prioritaire à développer pour ce flux, dans la continuité de la démarche nationale engagée.

Assurer la traçabilité des filières

82% des déchets dont la destination n'est pas connue (dont 92% de déchets inertes).

La traçabilité des tonnages de déchets du BTP est partielle en raison :

- Les installations n'étant pas spécifiques aux déchets du BTP, l'origine des apports n'est pas systématiquement tracée en entrée des sites,
- Lorsque la traçabilité est effectuée, les tonnages valorisés ou traités par filières ne sont pas consolidés à l'échelle du territoire.

Augmenter les taux de captage

Le taux de captage peut être amélioré au vu de :

- L'écart entre l'estimation des gisements produits et les tonnages entrants en installations en Corse,
- La faible visibilité des installations existantes auprès des parties prenantes.

Eradiquer les pratiques illégales

Au vu des retours des entretiens téléphoniques réalisés avec les professionnels, de mauvaises pratiques qui restent encore à éradiquer.

Soutenir les débouchés de valorisation matière

Le tri se développe de plus en plus sur les chantiers mais les débouchés de valorisation matière restent limités sur le territoire, ce qui est un frein à l'application du principe de proximité et au respect de l'objectif de valorisation sous forme matière de 70% (LTECV) en 2020.

5/ Les déchets dangereux

15 400 tonnes de déchets traités sur le continent

Les déchets dangereux proviennent de tous types de producteurs : ménages et non ménages. Leur nature et composition sont très variés.

/ Points clés

- En Corse après consolidation des différentes sources, **15 400 tonnes de déchets dangereux auraient été collectées en 2018**. Le gisement produit est quant à lui non connu car les données disponibles sont celles entrantes dans les installations de traitement ou comptabilisé par les éco organismes. La traçabilité des filières est aujourd'hui complexifiée par les différentes activités de regroupement, qui sont à l'origine d'une perte progressive d'information sur l'origine géographique initiale du déchet.
- Les déchets dangereux sont très **majoritairement produits en très petite quantité** (seulement 23% des gisements concernent des gros producteurs (+ de 2 tonnes/an), en raison notamment d'une faible présence du secteur industriel produisant des gros volumes de déchets spécifiques.
- Le gisement se compose en majorité de **VHU et DEEE**.
- Les filières REP en place mais des **taux de captage et de collecte faibles** par rapport aux moyennes nationales, sauf pour les DEEE,
- La Corse fait face à une **problématique singulière des terres amiantifères**, qui ne disposent pas de mode de gestion adapté à ce jour.
- La Corse dispose de **plusieurs unités de préparation** avant traitement **mais d'aucune infrastructure de traitement**. Les gisements sont trop faibles et ne permettent pas de développer un réseau d'infrastructures de traitement à l'échelle du territoire, à l'exception des sites de pré-traitement /dépollution pour certains flux contenant des produits dangereux (VHU, DEEE...).

ZOOM SUR QUELQUES FLUX SPÉCIFIQUES



VHU - 4 700 t

4 345 véhicules hors d'usages
9 centres agréés en Corse



Déchets amiantés - 390 t

Roches amiantifères : 133 communes (Haute-Corse)
Pas de casiers spécifiques dans des ISDND en Corse, traitement similaire aux déblais ordinaires



Huiles - 1 440 t

Variation des mises sur le marché à l'échelle nationale :
- baisse entre 1998 et 2011
- légère augmentation entre 2016 et 2017



Piles et accumulateurs - 22 t en 2017

Performance de collecte 3 fois inférieure à la moyenne nationale
Collecte en enseigne de distribution (64%) et déchèteries (22%)



DEEE - 4 660 t

Stagnation du nombre d'équipements mis sur le marché en 2018, après 4 ans d'augmentation
Gros électroménagers : 71% du gisement
Plus de 5kg/hab./an présents dans les OMr en Corse



DASRI - 1 050 t

1 seul prestataire de collecte/traitement en Corse
2 unités de prétraitement par désinfection autoclave en Corse



Déchets photovoltaïques - 5 t (chiffre en hausse)

Charte de développement de l'énergie solaire photovoltaïque en Corse dès 2011
6% de l'approvisionnement électrique en Corse
3 points d'apports volontaire en Corse



DDS - 126 t

Collecte en déchèteries
Ratio de collecte très inférieur à la moyenne nationale



BPHU - pas de traçabilité du gisement collecté

Pas d'objectif de collecte
Taxe portuaire inférieure à celle du continent : excès de stockage de bateaux pouvant devenir des épaves
Renforcement du maillage : au moins 1 centre BPHU sur la façade Rhône-Méditerranée-Corse



Déchets pyrotechniques - 0,6 t

Eco-organisme APER PYRO agréé (1er janvier 2016-31 décembre 2020)
35 points de collecte
Campagne annuelle d'enlèvement dans les magasins d'accastillage (agrément "un pour un")
2 centres de traitement (Bretagne et PACA)

/ Enjeux

Les enjeux identifiés dans le cadre du Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets dangereux en 2017 restent tous d'actualité.

Mieux connaître
les gisements
diffus

La gestion des déchets dangereux des producteurs de plus de 2t/an seulement fait l'objet d'une traçabilité précise, encadrée par une obligation réglementaire.

Maitriser et
prévenir la
production

Le PPGDD a établi un programme d'actions de prévention de la production de déchets dangereux, mais aucun indicateur de suivi de mise en œuvre n'est pour l'instant disponible à ce jour.

Sensibiliser les
producteurs à la
nécessité d'une
bonne gestion

Les déchets dangereux ne sont pas tous collectés de manière séparée, les dépôts sauvages restent également récurrents.

Améliorer le
captage de ces
déchets diffus

Le taux de captage des déchets dangereux peut-être améliorer :

- la majorité des tonnages sont produits en flux diffus ce qui ne facilite pas la collecte,
- une part des déchets dangereux reste encore présente dans les OMr.

Optimiser le
déploiement des
filiales REP sur le
territoire

Les taux de captage et de collecte des filiales REP restent faibles par rapport aux moyennes nationales (sauf pour les DEEE).

Déployer des
solutions
optimisées pour
les flux
émergents

Le besoin de solutions pour les flux émergents est à déployer en Corse en raison de :

- l'essor des nouveaux produits ou usages qui tendent à augmenter la production de nouveaux flux de déchets,
- du manque de suivi de ces flux.

Disposer de
solutions locales
pour l'amiante
liée et les terres
amiantifères

Le territoire ne dispose pas de solution d'élimination des déblais amiantifères actuellement, alors que 133 communes ont des roches à probabilité amiantifères.

6/ Les déchets en situation exceptionnelle

Conformément à la réglementation, le PTPGD doit « préciser l'identification des installations permettant de collecter et de traiter les déchets produits en situation exceptionnelle, notamment en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, en distinguant ceux dont la production trouve sa cause dans le caractère exceptionnel de la situation et ceux dont la collecte et le traitement peuvent se voir affectés par cette situation. Les précisions concernant l'organisation de la collecte sont coordonnées avec les dispositions relatives à la sécurité civile prises notamment par les communes et leurs groupements. »

Dans le cas d'une catastrophe naturelle, la commune est productrice et détentrice des déchets. Elle doit mettre en place la collecte des déchets des ménages sans nuire à la salubrité publique. Le maire reste la personne responsable de la gestion des déchets issus de situations exceptionnelles, qu'il s'agisse de déchets dangereux et non dangereux.

Compte tenu de sa géographie et de la richesse des milieux naturels, la Corse est concernée par une grande diversité de risques naturels, dont les principaux sont les inondations, les feux de forêts et les tempêtes. Les 360 communes du territoire présentent un risque sismique, cependant il est qualifié de négligeable même si non nul.

Plusieurs planifications spécifiques à la gestion de situations de crise existent :

- Les Plans ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) planifient l'organisation opérationnelle des secours lors d'évènements affectant gravement la population,
- Les plans POLMAR proposent des plans d'intervention en cas de pollution accidentelle des milieux marins pour mobiliser et coordonner les moyens de lutte contre les pollutions ; ils peuvent comporter des volets POLMAR Mer pour des interventions en domaine maritime et POLMAR-Terre pour les situations où les pollutions atteignent les cotes.

C'est notamment dans ce cadre qu'a été formalisé un inventaire des zones favorables à l'implantation de zones de stockage intermédiaires en cas de pollutions aux hydrocarbures en 2004.

Pour l'année de référence du plan, aucune installation de stockage temporaire des déchets en situations exceptionnelles n'est identifiée.

7/ Le réseau d'installations de collecte et de traitement des déchets

Point de vigilance : le recensement des installations a été obtenu via le croisement de différentes sources d'informations (DREAL, OEC, SYVADEC, groupes de travail, ...). Il reflète la situation au moment de l'élaboration du PTPGD. La liste de ces installations est présentée dans le PTPGD au Chapitre 2 et Chapitre 7 Annexe 3.

En 2018, le territoire comporte :

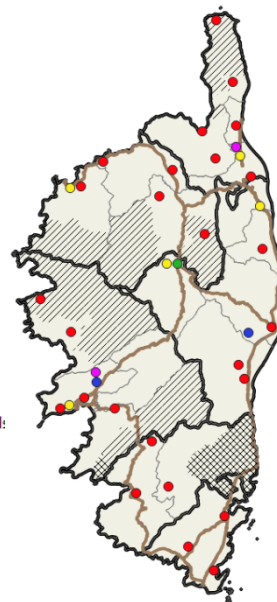
34 DÉCHÈTERIES ET POINTS DE COLLECTE DE PROXIMITÉ

Parmi elles, 27 sont des déchèteries publiques et 7 gérées par une maîtrise d'œuvre privée. Depuis le 1^{er} janvier 2020, le SYVADEC assure l'exploitation de 25 déchèteries.

Les déchets des ménages sont acceptés sur 31 déchèteries, tandis que les déchets des professionnels sont acceptés sur 33 déchèteries.

Figure 1 : Cartographie des déchèteries et point de collecte de proximité (2018)

- publique - ménages et professionnels
- publique - ménages
- privée - professionnels
- privée - ménages et professionnels
- privée - professionnels (projet)



Deux déchèteries privées pour l'accueil des professionnels uniquement sont prévues (Biguglia et Sarrola).

36 INSTALLATIONS DE TRANSFERT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET DES DAE

dans le cadre du dispositif de fonctionnement normal de la gestion des déchets. Il convient par ailleurs de signaler que suite à la situation de crise que rencontre le territoire depuis le second semestre 2019, plusieurs installations de stockage/regroupement temporaires ont été mises en place pour pallier l'indisponibilité des exutoires. Au regard des quantités en jeu, ces sites ont fait l'objet de déclarations administratives au titre des ICPE.

9 UNITÉS DE VALORISATION ORGANIQUE DES DÉCHETS NON DANGEREUX

Ces unités sont toutes des plateformes de compostage.

4 projets sont portés par le SYVADEC.

LES UNITÉS DE REGROUPEMENT ET/OU VALORISATION MATIÈRE DES DÉCHETS NON DANGEREUX

Pré-Tri ou regroupement des recyclables ménagers

Le territoire ne compte pas de centre de tri des emballages et papiers recyclables à proprement parlé, mais dispose néanmoins de plusieurs centres de pré-tri (1) et/ou regroupement (3) pour les emballages et papiers recyclables en Corse.

A noter que 2 centres de tri multi filières sont à l'étude dont l'un est porté par le SYVADEC et CA de Bastia et l'autre par le SYVADEC et la CA du Pays Ajaccien.

Regroupement ou pré-tri des déchets des professionnels

Suite à une enquête téléphonique auprès des professionnels de la gestion des déchets, 7 installations identifiées de regroupement ou de pré-tri à destination des déchets non dangereux professionnels ont été recensées.

1 UNITE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DES DÉCHETS NON DANGEREUX

La seule installation recensée est l'installation de méthanisation des boues et des graisses de la station d'épuration de la CAPA, autorisée au titre des ICPE par un arrêté préfectoral initial daté du 30 mai 2012. Afin d'optimiser les performances de la méthanisation, les boues biologiques subissent au préalable une désintégration par ultrasons. Le biogaz produit est valorisé en chaleur et en électricité via des installations de combustion et de co-génération.

2 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX (ISDND)

La gestion des déchets résiduels est la principale problématique sur le territoire.

En 2018, le territoire ne compte plus que deux ISDND en activité pour la gestion des déchets résiduels de l'ensemble de l'île.

- ↳ **L'ISDND de Viggianello** a une capacité totale de 464 000 tonnes. L'arrêté préfectoral n°08-0243 autorise l'exploitation du site jusqu'en 2020. Sa capacité maximale annuelle autorisée est de 45 000 tonnes.

La capacité annuelle de stockage du site a été augmentée temporairement par arrêté inter-préfectoral n°2A-2018-06-25-005 du 25/06/2018 pour atteindre 71 500 tonnes, puis par un arrêté préfectoral de réquisition n°2A-2018-08-13-002 du 13/08/2018 autorisant le dépôt de 60 000 tonnes au-delà de la capacité totale jusqu'au 1^{er} mars 2019.

Cette installation accueille très majoritairement les déchets du SYVADEC.

- ↳ **L'ISDND de Prunelli di Fium'Orbu** exploité par l'entreprise STOC (Société de Traitement des Ordures Ménagères) fonctionne en mode bioréacteur. Le site dispose d'une unité de valorisation énergétique du biogaz via la revente de l'énergie thermique et de l'électricité.

La capacité totale du site est de 400 000 tonnes, sa capacité maximale de stockage annuelle est de 40 000 tonnes. L'arrêté préfectoral n°2013-213-0012 autorise l'exploitation du site jusqu'en 2023.

L'arrêté du 6 novembre 2018 a réquisitionné l'entreprise STOC pour recevoir une capacité complémentaire de 18 000 tonnes de déchets ultimes.

	Gestionnaire	Localisation	Tonnages reçus en 2018
ISDND	SYVADEC	Viggianello	126 000 t
ISDND	STOC	Prunelli di Fium'Orbu	46 000 t

On notera que les démarches de valorisation engagées (collectes sélectives, tri des encombrants...) ont permis de réduire de 5 % les quantités enfouies entre 2010 et 2015, alors même que la population a augmenté de près de 30 000 habitants.

Cet effort de réduction et de détournement devra être poursuivi pour répondre aux obligations de limitation des capacités induites :

- par la LTECV : en 2020, les capacités autorisées sont ainsi censées être limitées à 70 % des quantités entrantes en 2010, soit 126 100 t ; en 2025, elles seraient limitées à 50 % de ces mêmes quantités, soit 90 000 t,
- par la loi AGECE : en 2035, les DMA admis en stockage seront limités à 10 % des DMA produits en masse.

Ce manque d'exutoires est entre autres lié à l'omniprésence du réflexe NIMBY à l'échelle du territoire. Les anciennes mauvaises pratiques sont à l'origine d'une perception tronquée par de nombreuses parties prenantes qui s'opposent systématiquement à l'idée même d'un projet de stockage. Les règles de l'art et la réglementation ont pourtant été nettement renforcées quant à la conception, l'aménagement et l'exploitation de ces sites. Les impacts potentiels même sont potentiellement modifiés en raison de la modification de la composition des flux stockés.

Les projets identifiés :

Tableau 1 : Bilan des projets d'installations recensées en Corse

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
ISDND et installation de tri et de valorisation des déchets ménagers	SARL LANFRANCHI ENVIRONNEMENT	Arrêté du 13 novembre 2019, installation autorisée pour une durée de 10 ans, avec une capacité de stockage de 58 000 t/an DDAE déposé le 7/10/2020 pour une extension de 38 100t jusqu'en mai/juin 2021	Lieu-dit "Jena di Peno" - Viggianello
ISDND et installation de stockage des terres amiantifères	ORIENTE ENVIRONNEMENT	Ecriture des prescriptions notifiées en octobre 2020 - Décision du Tribunal administratif n°1700043 du 03/10/2019, relançant la procédure d'examen et d'autorisation	Giuncaggio

Type d'installation	Porteur de projet	Caractéristiques	Localisation
ISDND	STANECO	Arrêté complémentaire n°2B-2017-08-08-002 en date du 08 août 2017	Tallone

LES UNITÉS DE GESTION DES DÉCHETS INERTES

Plusieurs installations de valorisation des déchets inertes sont présentes en Corse et 8 ont été identifiées; les flux entrants sont concassés, criblés, puis réutilisés en sous-couche routière ou pour des remblais.

Par ailleurs, 8 installations sont autorisées pour réaliser du stockage de matériaux inertes (autorisations de remblaiement de carrières - rubrique 2510 de la nomenclature ICPE ou une installation dans le cadre du stockage des déchets inertes – rubrique 2760) :

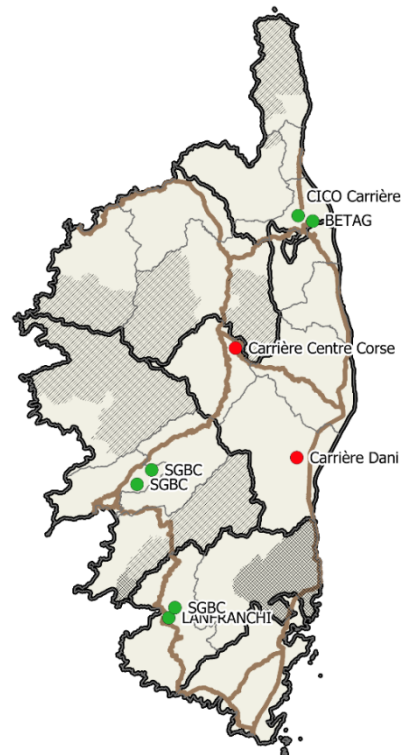


Figure 2 : Cartographie des installations de stockage (ISDI et remblaiement de carrières) existantes en 2018 (en vert) et en projet (en rouge)

LES INSTALLATIONS DE REGROUPEMENT ET DE TRAITEMENT DES DÉCHETS DANGEREUX

La Corse compte plusieurs **unités de préparation** avant traitement :

- 2 unités de tri, transit, regroupement des déchets dangereux (CHIMIREC, Toxicorse),
- 1 centre de tri et de regroupement pour les opérations de dépollution (AM Environnement),
- 2 unités de désinfection des DASRI pour banalisation (SANICORSE),
- 8 centres de traitement des VHU.

Aucune installation de traitement des déchets dangereux n'est implantée en Corse.

Le projet de création d'installation d'ORIENTE ENVIRONNEMENT à Giuncaggio comprend toutefois en complément de la création d'une ISDND une alvéole de stockage des terres amiantifères.

Chapitre 3 Et demain ?

SI AUCUNE ACTION N'EST MENÉE

Sans actions du PTPGD et du PTAEC, les estimations réalisées tendent vers un gisement de 1 235 700 tonnes de déchets en 2027 et 1 347 200 tonnes de déchets en 2033 contre 1 064 850 tonnes en 2018 soit une évolution de la production globale de déchets de **+ 27% d'ici 12 ans**.

Cette évaluation est basée sur des hypothèses (évolution démographique et dynamique économique) et des estimations faites sur la base de données et ressources disponibles au moment de son élaboration.

En effet, à l'heure actuelle, le manque d'informations notamment sur les DAE et DBTP et certains déchets dangereux est clairement identifié. L'une des orientations du PTPGD sera de participer à combler ces lacunes afin d'affiner les prospectives et les estimations. Ces estimations présentent donc des incertitudes et doivent donc être utilisées avec précaution.

2 SCÉNARIOS POUR ABOUTIR À UN PLAN AMBITIEUX

Sur la base des évolutions tendanciennes de population, de flux et d'activités économiques, des orientations et actions retenues lors des groupes de travail, ainsi que des caractéristiques propres à chaque territoire, des scénarios d'ambition ont été définis, en lien avec ces orientations. Les éléments cadrants de ces scénarios d'ambition ont été basés sur plusieurs types d'objectifs :

- Réglementaires : l'évolution de la réglementation impose d'atteindre un certain nombre d'objectifs à horizon de temps défini ;
- Planifiés : des documents de planification existants imposent l'atteinte d'objectifs sur le territoire ;
- Volontaires : Le territoire est volontariste et veut atteindre des objectifs plus ambitieux au regard de sa situation particulière.

Ces 3 types d'objectifs ont permis de définir 2 scénarios d'ambition à horizon 2033 pour chaque action et chaque flux :

- Un **scénario d'ambition nécessaire** répondant principalement aux objectifs réglementaires et aux besoins immédiats de la région ;
- Un **scénario volontariste** intégrant en plus des objectifs des deux scénarios précédents des actions plus engagées et ambitieuses sur la prévention des DAE, la réutilisation des déchets inertes sur les chantiers, la baisse des tonnages de déchets dangereux et le déploiement de la TI.

Le scénario d'ambition nécessaire implique des moyens déjà très ambitieux au regard de la situation initiale et des objectifs réglementaires à atteindre. C'est pourquoi l'étude s'est limitée à 2 scénarios.

IMPACTS DES SCÉNARIOS D'AMBITION SUR LA PRODUCTION DE DÉCHETS À HORIZON 12 ANS

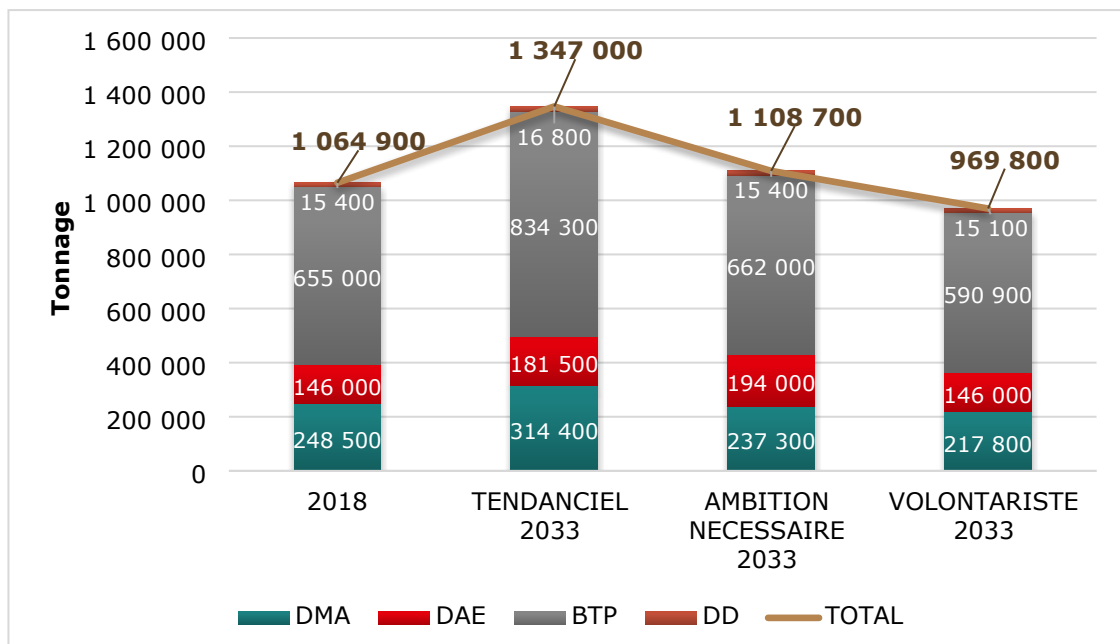
Les scénarios entraînent, à horizon 2033, par rapport à la situation sans actions :

- Une réduction des gisements produits pour tous les flux de déchets
- Une augmentation des gisements collectés et captés
- Une augmentation des gisements valorisés
- Une réduction des gisements de résiduels à traiter.

La hausse ou la baisse est accentuée pour le scénario volontariste, plus ambitieux que le scénario d'ambition nécessaire (réglementaire) :

- Pour les **déchets ménagers et assimilés** : En prenant en compte les objectifs de prévention et de valorisation présentés ci-après, les productions de DMA attendues passent de 722 kg/hab.^{INSEE} en 2018 :
 - À 628 kg/hab.^{INSEE} en 2033, soit une réduction de 13% pour le scénario d'ambition nécessaire. Ceci représente une baisse de 94 kg/hab. et de près de 12 500 t.
 - À 585 kg/hab.^{INSEE} en 2033, soit une réduction de 19% pour le scénario volontariste. Ceci représente une baisse de 137 kg/hab. et de près de 32 000 t.
- Pour les déchets **non dangereux des activités économiques**, la production attendue de déchets non dangereux des activités économiques augmenterait de 58% entre 2018 et 2033 pour le scénario d'ambition nécessaire, et resterait stable dans le cas du scénario volontariste, le premier améliorant fortement le captage de ces déchets et le second favorisant la réduction à la source des DAE.
- Pour les déchets **du BTP**, la production attendue augmenterait de 1% entre 2018 et 2033 dans le cas du scénario d'ambition nécessaire et baisserait de 10% dans le cas du scénario volontariste, les deux scénarios améliorant fortement la réutilisation des matériaux sur les chantiers et le captage des dépôts sauvages et le second favorisant en plus la réduction à la source des déchets du BTP.
- Pour les **déchets dangereux**, la production attendue de déchets dangereux reste stable sur le scénario d'ambition nécessaire et baisse de 2% dans le cas du scénario volontariste basé sur une baisse de 10% des déchets dangereux diffus dans la continuité des objectifs du PTGDD de 2017.

Figure 3 : Evolution des gisements produits par type de déchet à horizon 2033 par rapport à l'année de référence 2018 selon les 3 scénarios : tendanciel (sans actions du PTPGD), ambition nécessaire et volontariste



Ainsi, le scénario d'ambition nécessaire qui met l'accent sur l'atteinte des objectifs réglementaire permet de limiter l'évolution du gisement de déchets mais ne permet pas complètement d'atteindre le niveau observé en 2018. En effet, plusieurs objectifs visent principalement à améliorer le captage de certains déchets aujourd'hui invisibles et à limiter l'évolution de certains flux.

A contrario, les actions du scénario volontariste étant plus axées sur la réduction à la source, le gisement global de déchets est en baisse par rapport au niveau observé en 2018. Les actions visant à capter plus de déchets sont compensées par celles permettant d'éviter leur production.

En tenant compte des objectifs de détournement et de valorisation du PTPGD, ce sont **67% à 75% des déchets qui pourront être valorisés sous forme matière et organique en 2033** selon les installations retenues et les scénarios étudiés permettant d'**atteindre l'objectif de 65% de valorisation matière et organique** de la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV).

Pour le PTPGD il est donc proposé de ne pas retenir une solution en particulier mais d'ouvrir le champ des possibles afin d'accompagner le territoire au déploiement des actions et à l'atteinte des objectifs dans la stratégie de prévention et de gestion des déchets que la Corse souhaite mettre en œuvre.

Le suivi du plan permettra d'affiner les perspectives et d'ajuster le niveau d'ambition, les objectifs et les actions au fil des années.

L'économie circulaire au centre du PTPGD : focus sur le PTAEC

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, UNE APPROCHE PLUS VERTUEUSE DE NOS ACTIVITÉS

L'économie circulaire a pour ambition première de rendre la société, dans son ensemble, moins polluante et plus sobre dans l'utilisation des ressources tout en poursuivant un objectif de croissance économique et de création d'emplois. L'application de ce modèle permettrait de ne prélever qu'à hauteur de ce que la nature peut fournir et renouveler et de n'y rejeter que ce qu'elle pourrait absorber.

L'économie circulaire est donc centrée sur la notion de ressource et de boucle de matière. L'ADEME définit l'économie circulaire comme un système permettant de « limiter le gaspillage des ressources et l'impact environnemental en augmentant l'efficacité à tous les stades de l'économie des produits »¹ et distingue sept piliers pour caractériser les actions relatives à l'Économie Circulaire, structurés en trois champs :

- La production et l'offre de biens et de services ;
- La consommation au travers de la demande et du comportement du consommateur (économique ou citoyen) ;
- La gestion des déchets avec le recours prioritaire au recyclage qui permet de boucler la boucle.

Figure 4: Les 3 domaines et 7 piliers de l'Economie Circulaire - Source ADEME, juin 2017²



1 Source ADEME : Fiche technique de l'Économie Circulaire (2014)

2 Le pilier Extraction/exploitation et achats durables était précédemment nommé approvisionnement durable.

Le Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire (PTAEC), s'inscrit pleinement dans le Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets (PTPGD) de Corse, en qualité de chapitre 5.

Alors que le PTPGD propose un cadre de **8 orientations, 30 objectifs et plus de 100 actions**, le PTAEC affiche **une ambition marquée avec près de 45% des objectifs et des actions** dédiés ou concernant la stratégie territoriale pour une économie circulaire, **soit 13 objectifs et 48 actions**. Ces objectifs et actions sont décrits dans le chapitre suivant.

BREF RAPPEL SUR LES ACTIONS DÉJÀ RÉALISÉES EN 2019

Bien que couvrant la plupart des piliers de l'économie circulaire, **les actions existantes inventoriées pour l'année de référence du plan, ne permettent pas de constater une véritable mobilisation des acteurs, ni une amorce notable de changement de paradigme des acteurs** économiques et territoriaux.

Elles ont cependant le mérite d'avoir ouvert la voie et de montrer que pour obtenir une véritable transition vers une économie circulaire, des actions ponctuelles ne peuvent à elles seules induire des changements espérés et en profondeur.

Ce sera le rôle du Plan d'Actions pour une Economie Circulaire, que d'induire de tels changements auprès des acteurs, en les mobilisant tous à la fois et de manière cohérente, sur tous les fronts et dans la durée.

PRISE EN COMPTE DES PARTICULARITÉS DU TERRITOIRE CORSE

Le déploiement d'une dynamique d'économie circulaire à l'échelle du territoire corse nécessite de bien considérer les particularités du territoire, sur le plan géographique, économique et environnemental.

Le découpage du territoire est constitué de 17 Communautés de Communes (CC) et 2 Communautés d'Agglomération (CA). Toutefois, une analyse plus approfondie du territoire corse permet également de distinguer six grands territoires comportant chacun des caractéristiques spécifiques et homogènes.

L'intérêt d'un tel découpage est de venir compléter les périmètres de compétences déjà existant que sont notamment ceux des EPCI, afin de projeter des territoires de coopérations et de mutualisations possibles dans un cadre confronté aux mêmes caractéristiques territoriales (plaine, montagne, littoral, urbain, dessertes routières...). Pour autant, ce découpage ne se substituent pas aux logiques de découpage pour la valorisation et le traitement existant sur le territoire.

Les actions du PTAEC auront donc vocation à être projetée à l'échelle des EPCI ou de la Collectivité de Corse, mais aussi à l'échelle de ces 6 grands territoires. En effet, l'économie circulaire s'appuie en premier lieu sur une logique de coopération et de lien entre les acteurs. Ces découpages permettent ainsi de faciliter l'élargissement de la coopération entre les EPCI au sein de chaque grand territoire au regard des enjeux similaires qui caractérisent ces différents ensembles.

Légende

- Contours des EPCIs
- Particularités internes à prendre en compte
 - /// Poches de grande ruralité avec solutions locales
 - ⊗ Zones de coopération avec les EPCIs voisins

Grands territoires de Corse et leurs particularités

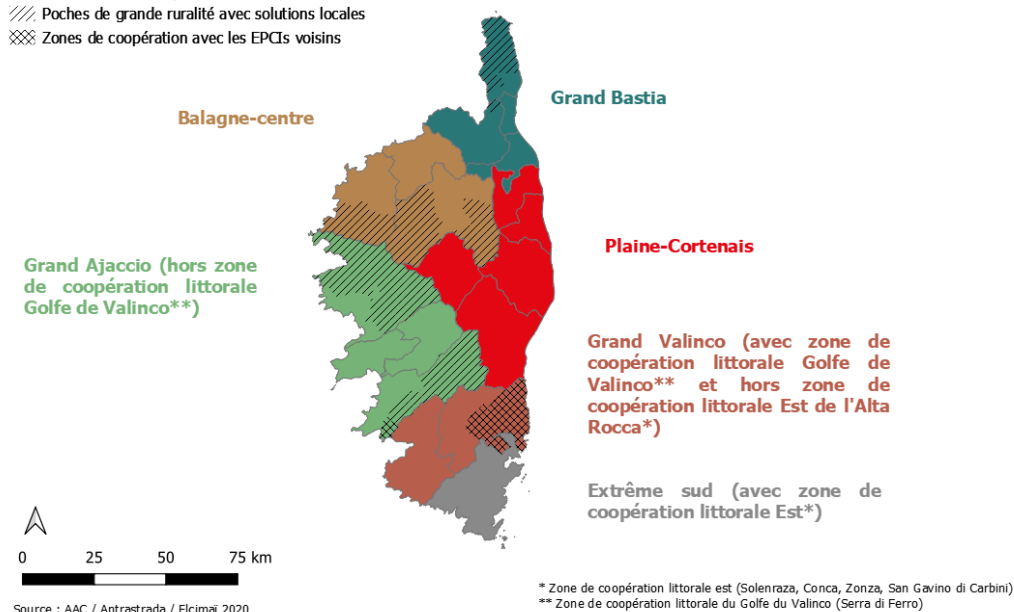
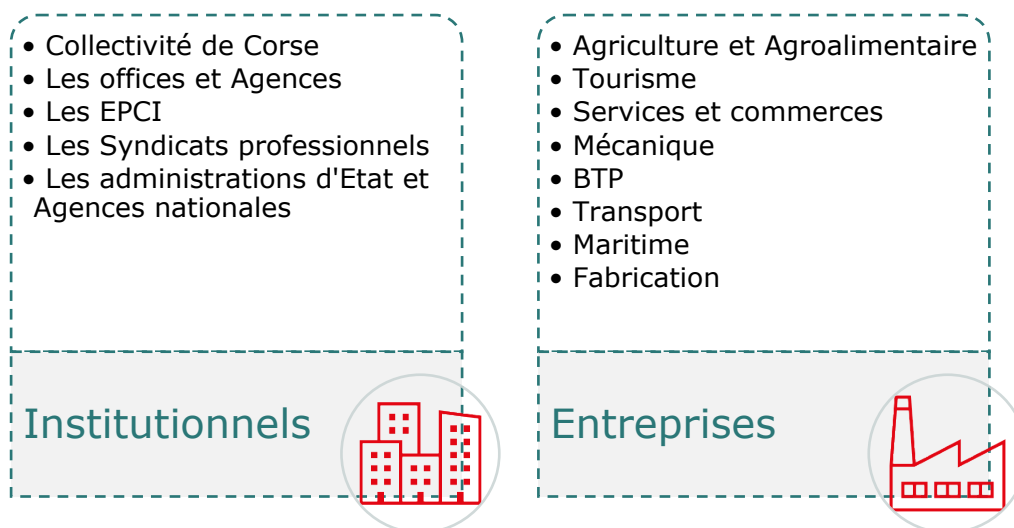


Figure5 : Grands territoires corses permettant une coopération EPCI

ARTICULATION AVEC LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET LE PLAN D'ACTIONS D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DE L'OEC

Dans le cadre du Contrat d'Objectif Dynamique Régionale Déchets et Economie Circulaire (CODREC) que la Collectivité de Corse (CdC) a engagé au travers de l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), une étude de définition d'orientations stratégiques a été réalisée. Elle propose un Plan d'Actions d'Economie Circulaire en Corse (PAE2C) pour la période 2019 à 2031 soit la période couverte par le PTPGD et le PTAEC. Ce travail, pour initier un développement de l'économie circulaire en Corse, s'est appuyé sur **un important travail de rencontre de l'ensemble des acteurs du territoire**, selon 2 catégories :



Ce travail de concertation a permis d'aboutir à 23 actions réparties entre, les différents secteurs publics et économiques et les quatre premiers piliers de l'économie circulaire :

- Achats durables (4 actions),
- Eco-conception (6 actions),
- Economie de la fonctionnalité (6 actions),
- Ecologie Industrielle et Territoriale (4 actions),
- Complétés de la thématique « Gouvernance » (3 actions).

Les différentes actions proposées, déclinées par typologie de secteurs d'activités économiques, ont ainsi été rapprochées de celle proposées par le PTAEC ci-après afin de **proposer un plan unique comprenant l'intégralité des actions issues des différents travaux réalisés**, pour l'ensemble des secteurs économiques et des territoires.

Les actions du PAE2C, décrites sous forme de fiches dans l'étude pour la « *Mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'un plan d'actions d'économie circulaire en Corse* » **sont identifiées dans le PTAEC par le numéro de fiche** correspondant. Elles permettent ainsi de décliner les différents secteurs économiques concernés par les items d'actions de chacun des piliers correspondant au premier domaine de l'économie circulaire que sont l'approvisionnement durable, l'éco-conception, l'écologie industrielle et territoriale et l'économie de la fonctionnalité.

LE RÔLE ET LA PLACE DES ACTEURS

Elaborer un Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire ne peut se faire sans la contribution de tous les acteurs, institutionnels, territoriaux, économiques et associatifs. Ce fût le cas dans le cadre des 8 groupes de travail organisé et animé par l'Office pour l'Environnement de la Corse au cours du second trimestre 2020.

Mais le déploiement du plan d'actions présenté ci-après, ne saurait se faire également sans une mobilisation de tous ses acteurs (Communautés d'agglomération, Communautés de communes, Chambres consulaires, Ademe, Syndicat de traitement, Eco-organismes, Fédérations professionnelles, associations...) **pour s'emparer chacun des actions qui leur incombent** ou auxquelles ils peuvent contribuer ou être un facilitateur.

L'Office de l'Environnement de la Corse s'est pleinement emparé de son rôle de planificateur et pourra être avec l'Ademe, un financeur de certaines actions, mais **il est indispensable que**, les éco-organismes, les EPCI, le Syndicat de traitement, les chambres consulaires, les associations professionnelles, **les acteurs économiques et les associations s'investissent et soient force de propositions** en qualité d'acteurs et maîtres d'ouvrage clés. **Les réseaux d'acteurs de l'Économie circulaire Corse restant fortement à initier et dynamiser, étant encore trop peu actifs et représentés dans l'organisation actuelle.**

ELÉMENTS DE CONCLUSIONS SUR LE PTAEC

Déployer une économie circulaire sur un territoire requiert la mobilisation de tous les acteurs et de tous réseaux professionnels, tant économiques, qu'associatifs et territoriaux.

Les premières initiatives identifiées dans le cadre du diagnostic ont montré qu'une approche éparse d'actions non coordonnées, ne permettait pas d'initier un changement dans la durée des pratiques de territoires et économiques.

L'Office pour l'Environnement de la Corse a, dans le cadre de ce Plan Territorial d'Actions pour une Economie Circulaire (PTAEC), fait le choix d'un plan ambitieux afin de mobiliser l'ensemble des acteurs Corses, en les invitant à s'emparer, contribuer, voire à piloter la cinquantaine d'actions proposées.

L'OEC et l'Ademe pourront accompagner ces actions sur le plan technique et financier afin de stimuler et rendre compte des résultats ainsi obtenus.

Les leviers de réussite d'une telle dynamique sont les liens à créer entre les acteurs et la nécessité de rapidement partager des premiers résultats afin de démontrer tous l'intérêt et le potentiel que peut apporter une telle logique économique. Une véritable prise de conscience des acteurs publics, fédérations professionnelles, collectivités locales est indispensable à ce changement de paradigme ; tout comme l'évolution du régime des aides régionales et nationales en vigueur faisant encore trop la part belle à l'économie linéaire.

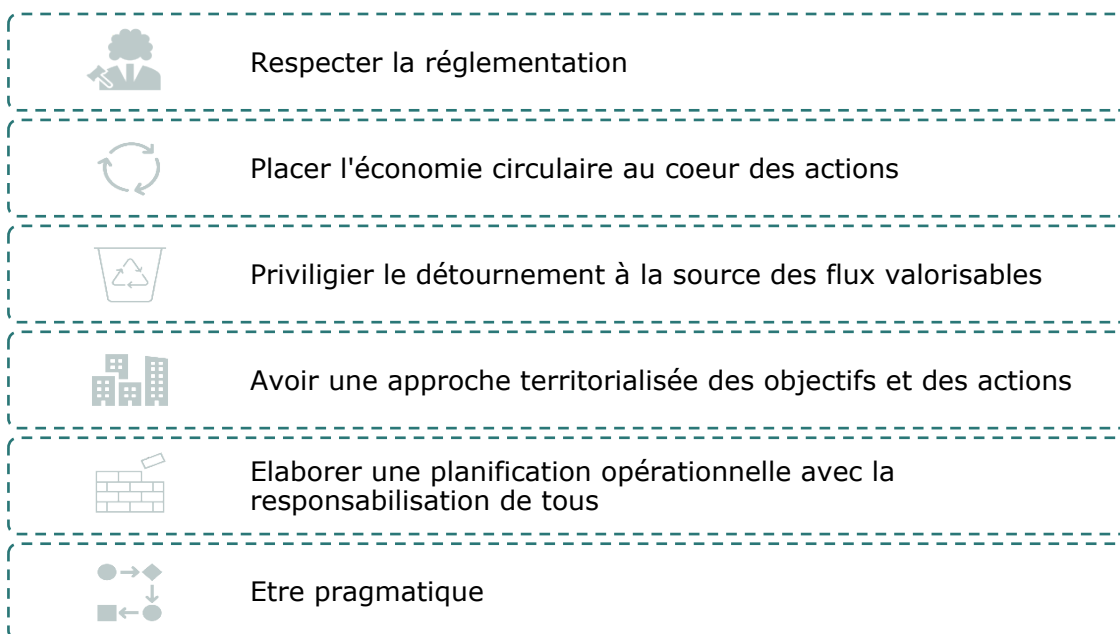
Il appartiendra bien à chacun des acteurs de s'emparer du sujet économie circulaire dans le quotidien de ses activités, de manière structurée et organisée sous l'égide de l'OEC, de la Chambre des Territoires et de la Collectivité de Corse, qui prévoit la création d'un Cluster de compétences dédiées à l'économie circulaire afin de partager chaque année leurs avancées et les perspectives.

Il s'agira ainsi de constituer autour de la Chambre des Territoires, de l'OEC et communautés de communes une « talk force » en mesure de convaincre et d'activer réellement l'économie circulaire autant dans l'amélioration des process en vue d'optimiser nos ressources et préserver notre environnement...mais surtout réformer un régime des aides régionales encore trop favorable à l'économie linéaire.

Chapitre 4 Des objectifs ambitieux

1/ Les principes fondateurs

Les orientations et objectifs du PTPGD ont été définis et construits sur la base des principes suivantes :



Afin de proposer un PTPGD opérationnel et pragmatique, il s'organise schématiquement de la manière suivante :

8 ORIENTATIONS

- Grands principes à suivre, stratégie générale
- = **Ce que nous voulons pour la Corse**


30 OBJECTIFS DÉCLINÉS

- Ambitions qui permettent de répondre à chaque orientation
- = **Nos engagements**


100 ACTIONS POUR LES ATTEINDRE

- Actions opérationnelles qui permettent d'atteindre les objectifs fixés
- = **Ce que nous allons mettre en oeuvre**

2/ Des engagements priorisant la prévention et la valorisation matière et organique pour tous les déchets



Orientation A : Assurer une cohérence de la démarche de prévention sur tout le territoire en s'appuyant sur les principes d'économie circulaire



Cible



DMA

DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Gisements

Un gisement de DMA très élevé, de l'ordre de 722 kg/hab/an en 2018 avec des coûts de gestion très élevés, des filières de gestion à consolider et à pérenniser. Un gisement de DAE et de déchets du BTP peu suivi :

- estimé à 146 000 t pour les DAE en 2018 (estimation sans connaissance précise du gisement et en considérant qu'une part importante est collectée avec les DMA, estimée à 30%)³. et évalué à la hausse à horizon 2033 (environ 181 500 t)³
- estimé à 655 000 t pour les déchets du BTP en 2018³ et évalué à la hausse à horizon 2033 (environ 834 300 t)³, avec un potentiel de réduction des tonnages actuellement peu exploité

- Actions déjà engagées en 2018

Des actions de prévention engagées sur le territoire avec des thématiques bien ancrées et notamment à l'échelon local (sensibilisation des scolaires, promotion du compostage domestique...), 10 EPCI engagés⁴ dans des démarches d'études de faisabilité de la TI (voir état des lieux, chapitre 2), des initiatives émergentes (sur le réemploi et la réparation notamment) à poursuivre et systématiser, en particulier pour les DMA et les DAE. Peu d'actions de réduction sont connues pour les déchets du BTP.

Des synergies et collaborations sont à rechercher pour une meilleure efficacité des actions engagées et favoriser le développement de nouvelles initiatives.

³ Détails : voir le Chapitre 2, Chapitre 7 et Annexe 3 du PTPGD

⁴ CC Cap Corse, CC Marana Golo, CC Castagniccia Casinca, CC Oriente, CC Calvi Balagne, CC Ile Rousse Balagne, CC Spelunca Liamone, CC Fiumorbu Castellu, CC Sud Corse, CC Sartenais Valinco et du Taravu

- Objectifs à prendre en compte

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment), objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	<p>Réduire de 15 % les DMA à horizon 2030 par rapport à 2010</p> <p>Promouvoir le réemploi (5 % des DMA en 2030), le déploiement de la tarification incitative</p> <p>Des orientations spécifiques concernant les contenants en verre et les bouteilles en plastiques</p> <p>Couverture de 25 millions de français à horizon 2025 par une tarification incitative</p>	<p>Réduire de 5% les DAE par unité de valeur produite, notamment du secteur du BTP, en 2030 par rapport à 2010</p>	
Objectifs territoriaux (PTAEC)		<p>Plusieurs objectifs de développement du réemploi et de la réutilisation, ainsi que de boucles d'économie circulaire (en émergence : recyclage des cartons, valorisation de certains polymères plastiques)</p>	
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux		<p>Sensibiliser les professionnels aux enjeux de la prévention</p>	<p>S'orienter vers le réemploi des DI, potentiel aujourd'hui peu exploité</p>

Il s'agit ici de respecter, selon une territorialisation géographique, les objectifs réglementaires de réduction des volumes à prendre en charge, dans la perspective d'optimiser les filières et les coûts de gestion. En s'appuyant notamment, sur les acteurs institutionnels pour mettre en œuvre les actions et accompagner les entreprises (tous secteurs confondus) dans cette transition.

L'ensemble des activités économiques doivent participer au même niveau à l'effort de prévention (en particulier le secteur du BTP peu engagé).

Les objectifs déclinés

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OA - 1	Tous les EPCI couverts par un PLP et encourager les démarches volontaristes plus ambitieuses (TZDZG...)	Réglementaire	1 action à réaliser avant 2025	A minima -7% des tonnages d'ordures ménagères assimilées
OA - 2	Développement d'une consommation responsable	Nécessaire	2 actions à réaliser avant 2027	Réduire de 5% par million € PIB (2030-2010) la production de déchets non dangereux (DAE et BTP) Stabiliser les tonnages de DAE Stabiliser voire réduire de 10% les tonnages de déchets dangereux
OA - 3	Elargir et développer les démarches d'écoconception	Réglementaire et Nécessaire	2 actions à réaliser avant 2027	Former 100 % des MOP aux démarches d'éco-conception d'évènements culturels et sportif à l'horizon 2027 Stabiliser les tonnages de DAE Stabiliser voire réduire de 10% les tonnages de déchets dangereux
OA - 4	Développer une économie de la fonctionnalité	Nécessaire	2 actions à réaliser avant 2027	Former 100 % des entreprises concernées au développement de services et d'usages en substituts de produits et bien de consommation à l'horizon 2027 Limiter la production de déchets d'activités Développer une offre de services et d'usages privés sur le territoire Corse


OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OA - 5	Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation	Nécessaire	9 actions dont 8 à réaliser avant 2027 et 1 avant 2033	Développement du réemploi et de la réutilisation
OA - 6	Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source	Réglementaire	4 actions dont 1 à réaliser avant 2025 et 3 avant 2027	80% à 100% du gisement potentiel de biodéchets captés Collecte des biodéchets : collecte séparative au moins pour les logements non équipables de composteurs (47% des logements selon INSEE) Gaspillage alimentaire : Baisse de 50% à horizon 2025
OA - 7	Renforcer la prévention par un financement adapté	Réglementaire	1 action à réaliser avant 2019	A minima -15% de DMA (objectif réglementaire de prévention) et jusqu'à 130 kg d'OMr/hab. 65% valorisation matière des DMA Participation à l'effort national pour atteindre 25 millions d'habitants en TI en 2025 (impact sur les OMr, CS, Verre et Tout venant)
OA - 8	Prévenir la production de déchets dangereux	Réglementaire	1 action à réaliser avant 2033	A minima stabilisation des tonnages et au maximum -10% des tonnages des gros producteurs et -10% du ratio de diffus (obj. PDD Corse en cours)

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.

B

Orientation B : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source



Cible  DMA DAE BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Gisements présents

Des marges de progrès encore significatives au vu des résultats des caractérisations des déchets ménagers et assimilés : 68% de la poubelle grise est toujours constituée de déchets qui pourraient faire l'objet d'une collecte sélective ou d'un tri à la source en 2018 :

- 16 300 tonnes d'emballages ménagers soit 75% du gisement d'emballages valorisables dans les DMA
- 13 900 tonnes de papiers soit 78% du gisement de papiers valorisables dans les DMA
- 10 500 tonnes d'emballages en verre soit 47% du gisement de verre valorisables dans les DMA
- 8 400 tonnes de cartons soit 47% du gisement de cartons valorisables dans les DMA
- 33 000 tonnes de biodéchets soit 95% du gisement valorisables dans les DMA.
- 5 900 tonnes de textiles soit 81% du gisement de textiles valorisables dans les DMA dont
 - 5 300 tonnes de textiles dans les OMr dont 67% en bon état
 - 465 tonnes dans le tout-venant de déchèterie dont 63% en bon état d'après les caractérisations du SYVADEC.

Des informations peu disponibles concernant la gestion des flux valorisables des DAE (faible lisibilité des services proposés, absence de données consolidées concernant les flux valorisés). Un gisement des déchets du BTP méconnu avec une majorité de Très Petites Entreprises produisant de flux diffus.

- Spécificités territoriales

Le territoire corse est caractérisé par de nombreuses contraintes géographiques qui contraignent les déplacements (détail abordé Chapitre 2).

Des capacités de traitement des résiduels insuffisantes, des accès aux déchèteries publiques restreint pour les professionnels. Une gestion de proximité imposée par les coûts de transport très élevés pour les déchets inertes, mais des points de collecte de proximité insuffisants et peu connus par les professionnels.

La gestion de proximité est à développer pour certains flux notamment les biodéchets où la gestion de proximité immédiate est possible par des solutions de

compostage individuel, collectif (partagé) ou sur des plateformes de compostage implantées à proximité des zones de production.

- **Actions déjà engagées en 2018**

Pour tous les flux : Une mise en place des collectes sélectives tardives, des dynamiques fortes sur certains territoires. Certaines collectes de proximité s'organisent, notamment à l'occasion du déploiement des filières REP (DEEE, TLC, DEA, VHU, BPHU, Piles et accumulateurs, pneus, Mobil-homes, DDS, DASRI). Une obligation de reprise par les distributeurs de matériaux à organiser.

L'extension des consignes de tri pour les emballages a été mise en place en août 2018.

Spécifiquement pour les biodéchets : Des collectes de biodéchets émergentes sur plusieurs EPCI (1800 t en 2018). A noter cependant, des volumes de déchets verts collectés toujours aussi importants (14230 t en 2018). D'autre part, des campagnes de distribution de composteurs à poursuivre et accompagner, des nouvelles initiatives à relayer (mise à disposition de broyeurs, composteurs de quartier...), des opérations de lutte contre le gaspillage alimentaire engagées par les collectivités (programme EcoScola notamment) et la grande distribution.

L'OEC poursuit son accompagnement auprès des EPCI pour l'étude global d'optimisation de la gestion des déchets.

- **Objectifs à prendre en compte**

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025		
	Obligation de tri 5 flux étendu à 6 flux en 2025 : papiers, métaux, plastiques, verre, bois et textiles		
	Obligation de tri à la source des biodéchets d'ici 2024		
	Obligation de tri à la source des biodéchets d'ici 2024 Obligation de réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015. D'ici 2025 dans les domaines de la restauration collective et de la distribution alimentaire	Une obligation de tri des biodéchets d'ici 2024 Obligation de réduction du gaspillage alimentaire à 50 % du niveau de 2015. D'ici 2030 dans les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale	Tri à la source des déchets de construction et de démolition Prouver la traçabilité des opérations de dépôts des déchets de leurs chantiers Obligation de collecte des distributeurs

			Mise en place d'une filière REP matériaux de construction
	Obligation de tri à la source en 2025 des TLC		
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux			Augmenter les taux de captage de tous les déchets et participer à résorber les dépôts sauvages (estimation de 82% de gisement envoyé vers des filières inconnues actuellement)

Il s'agit ici de respecter les obligations réglementaires de tri à la source des biodéchets, de réduction du gaspillage alimentaire, de valorisation, du principe de proximité. Via le développement de collecte de proximité permettant d'inciter les producteurs à effectuer un geste de tri, en leur facilitant celui-ci et ainsi détourner ces fractions du stockage :

Conformément à la réglementation, une planification spécifique est prévue dans le cadre du plan concernant les emballages et papiers/cartons, les biodéchets, les TLC et dans laquelle un axe concernant l'amélioration des taux de captage sera réalisé.

D'autre part, la collecte de proximité permet de limiter des impacts du transports, de répondre à l'enjeu d'augmentation du captage. Pour cela différents niveaux d'actions : développement du maillage de points de collecte, déchèteries publiques, déchèteries mobiles pour collectes spécifiques, déchèteries professionnelles et distributeurs.

Cela permet également de développer les partenariats avec les associations et les structures d'ESS.



Les objectifs déclinés

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OB - 1	Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons	Nécessaire	3 actions dont 1 à réaliser immédiatement et 2 avant 2025	<p>Emballages et papiers : Améliorer les performances de collecte pour atteindre 48 à 63,5 kg/hab.^{INSEE} pour les territoires sans TI+ECT en 2025</p> <p>+Transfert de flux (OMR vers CS) : ambition atteignable de 111 kg/hab d'emballages papiers présents selon les caractérisations OMR</p> <p>Cartons : 100% du carton ondulé des OMR capté et trié pour l'ensemble de la population</p> <p>+Transfert de flux pour capter les 22,8 kg/hab. de carton présent dans les OMR</p> <p>+Atteindre 42 kg/hab. de carton pour la pop. sans TI</p> <p>Impact sur les filières et participation à l'effort d'atteinte des 65% de valorisation matière</p>
OB - 2	Augmenter les taux de captage des TLC	Réglementaire	2 actions à réaliser avant 2027	<p>+2% par an du tonnage entre 2020 et 2033 (source Eco-TLC) et +2,3 kg/hab. entre 2018 et 2020 pour atteindre l'objectif réglementaire de la REP</p> <p>Objectif de 5,6 kg/hab.</p> <p>Transfert de flux (OMR vers TLC)</p>
OB - 3	Orienter 100 % des encombrants vers les bonnes filières	Nécessaire	1 action à réaliser avant 2027	<p>Atteindre 60% de valorisation matière sur le tout-venant</p> <p>Participation à l'effort d'atteinte des 65% de valorisation matière</p>

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OB - 4	Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels	Nécessaire	8 actions dont 2 à réaliser avant 2025, 3 avant 2027 et 3 avant 2033	Participation à l'effort d'atteinte des 65% de valorisation matière
OB - 5	Améliorer le captage des déchets dangereux diffus	Réglementaire	1 action à réaliser avant 2033	<p>Pour les DMA, transfert de flux (OMR vers DDS déchèterie) mais le tonnage concerné est faible.</p> <p>Pour les DD diffus des autres producteurs, impact sur les filières (qualitatif car les données sur le gisement produit ne sont pas connues).</p>

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.

Orientation C : Augmenter la valorisation matière et organique sur le territoire

Cible



DMA

DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Gisements / Filières

La valorisation monte en puissance à l'occasion du déploiement des collectes sélectives pour les DMA même si des marges de progrès sont importantes. Pour rappel, près de 70% de la poubelle grise pourrait faire l'objet d'une valorisation.

Concernant les autres flux, les difficultés de recueil des données (concernant les gisements potentiels et les gisements collectés) ne permettent pas de calculer le taux de valorisation des DAE. Toutefois il faut probablement considérer une part forte des assimilés pris en charge par le SPGD.

Un gisement produit de DNDNI du BTP estimé à 69 000 t, majoritairement issu de Très Petites Entreprises du BTP, mais gisement collecté de DNDNI non connu. Peu de filière de valorisation locale (le taux de valorisation n'est pas connu).

Les déchets inertes représentent 84% des déchets du BTP. Le tonnage collecté est estimé à 77 000 tonnes de DI, soit moins de 10% du gisement estimé de DI (enquête OEC). En l'absence d'information sur les modalités de gestion des 90% restant, il est présumé un fort potentiel de valorisation.

Une gestion de proximité imposée par les coûts de transport très élevés pour les déchets inertes.

Des filières en place (inertes, cartons, emballages...), mais des filières locales à développer.

- Spécificités territoriales

Des filières de gestion des résiduels non pérennes et une valorisation reportée sur le continent (coûts importants pour des faibles gisements concernés). Des accès aux déchèteries publiques restreint pour les professionnels.

En Corse, le coût de gestion global des déchets pour les EPCI est 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale et 65% plus élevé que les collectivités touristiques.

D'après les échanges lors des groupes de travail BTP, il semblerait que des déchets du BTP ne suivent pas les filières adaptées au regard des tonnages entrants dans les installations et des estimations réalisées. Ces mauvaises pratiques créent des distorsions de concurrence dans le cadre des collectes par des opérateurs privés qui veillent à gérer leurs installations selon la réglementation en vigueur.

Un investissement public dans le secteur du BTP en Corse supérieur à la moyenne nationale générant des possibilités de mobilisation d'un gisement potentiel important via la commande publique en utilisant les modèles de cahiers des charges avec des clauses sur le sujet.

- Actions déjà engagées en 2018

10 EPCI sur 19 ont mis en place une redevance spéciale avec des conditions d'assujettissement perfectibles

Des études en cours sur le développement de filières locales (filière verre), des initiatives individuelles réussies (PSE)

Une démarche de progrès engagée à l'échelle de plusieurs territoires en Corse (décrits dans le PTAEC, Chapitre 5), notamment sous l'impulsion du plan d'actions économie circulaire initié en 2017.

Des pistes de progrès identifiées pour plusieurs flux/territoires, des réflexions engagées à l'échelle d'au moins 7 zones d'activité (voir PTAEC, Chapitre 5).

Des soutiens significatifs aux démarches d'écologie territoriales apportés par les institutionnels du territoire.

- Objectifs à prendre en compte

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment), objectifs retenus dans le cadre de plans territoriaux (PTAEC) et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Valorisation matière de 65 % des déchets non dangereux non inertes en 2025 Déploiement et Renforcement des filières REP Chaque partie prenante doit contribuer au financement à la hauteur de ses responsabilités		
			70% de valorisation matière des déchets du BTP
Objectifs territoriaux (PTAEC)		Plusieurs objectifs de boucles d'économie circulaire (en émergence : recyclage des cartons, valorisation de certains polymères plastiques)	
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux			Connaître les gisements et soutenir les débouchés de valorisation matière

Il s'agit :

- d'atteindre à minima les objectifs réglementaires de valorisation des DNDNI et des déchets du BTP et d'assurer la cohérence avec les objectifs d'économie circulaire du PTAEC.
- De promouvoir l'essor de filières locales dans une logique d'économie circulaire.
- De sensibiliser et responsabiliser les producteurs.

- De s'appuyer sur l'exemplarité des acteurs publics (commande publics) pour favoriser les bonnes pratiques des entreprises et le développement de la valorisation.



Les objectifs déclinés

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OC - 1	Développer les synergies de substitution et de mutualisation entre les acteurs économiques	Nécessaire	6 actions dont 3 à réaliser avant 2027 et 3 avant 2033	Améliorer le maillage des solutions sur le territoire et optimiser les transports pour augmenter les taux de valorisation Réduction de la consommation d'énergies primaires dans les procédés d'activités économiques et territoriaux Réduction de la consommation d'eau dans la gestion des espaces verts Acculturation des acteurs territoriaux aux démarches d'EIT
OC - 2	Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse	Réglementaire	6 actions dont 4 actions à réaliser avant 2027 et 2 avant 2033	Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)
OC - 3	Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)	Volontaire	9 actions dont 7 à réaliser avant 2027 et 2 avant 2033	Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)
OC - 4	Développer la valorisation des déchets inertes	Nécessaire	2 actions dont 1 à réaliser avant 2027 et l'autre avant 2033	Participation à l'atteinte de 70% de valorisation des déchets du BTP

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OC - 5	Améliorer la valorisation matière des flux résiduels (OMR, Tout venant)	Nécessaire	2 actions dont 1 à réaliser avant 2027 et l'autre avant 2033	Participation à l'objectif de 65% de valorisation matière ou organique des DND (DMA+DAE+BTP)
OC - 6	Promouvoir le prétraitement des DEEE et VHU	Nécessaire	1 action à réaliser avant 2027	Augmentation des flux captés et amélioration de la valorisation matière des DEEE et des VHU
OC - 7	Développer localement le traitement des BPHU	Nécessaire	1 action à réaliser avant 2027	Améliorer la valorisation matière des BPHU Limiter les exportations

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.

D

Orientation D : Travailler au développement d'une filière pérenne de traitement des résiduels du territoire



Cible



DMA

DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Gisements / filières

Des gisements combustibles à affiner et à confronter aux réalités de la faisabilité technico-économique des installations (CSR, UVE).

Des gisements de bois méconnus à l'échelle territoriale.

Le territoire rencontre de nombreuses difficultés à pérenniser les capacités de traitement des déchets résiduels.

Des besoins en chaleur qui restent à identifier.

Plus de 830 000 tonnes estimées⁵ de déchets auraient dû être orientées vers le stockage en 2018 (ISDND, ISDD et ISDI).

Règlementairement, en 2025, les tonnages envoyés en ISDND ne devront pas excéder 50% des quantités admises en 2010 soit 90 000 tonnes.

Une orientation en ISDI de 30% du gisement de déchets estimés² (150 000 à 170 000t) permettrait de respecter l'objectif des 70% de valorisation matière.

Des capacités de traitement des résiduels insuffisantes et des accès aux installations contraints.

Un reporting des installations qui ne permet pas d'identifier de façon précise l'origine des déchets. Seuls 10% (77 000 tonnes) du gisement estimé² de déchets inertes seraient accueillis au sein des 8ISDI ou carrières accueillant des remblais.

Une filière controversée et une réelle difficulté à pérenniser des capacités, une gouvernance à travailler.

Une gestion de proximité imposée par les coûts de transport très élevés pour les déchets inertes.

⁵ D'après les analyses et estimations réalisés dans l'état de lieux (détail voir Chapitre 2 et Chapitre 7 Annexe 3)

- Actions déjà engagées en 2018

A l'heure actuelle, plusieurs collectivités étudient des projets d'unités de tri mécanisées pour traiter les fractions valorisables (CSR).

- Objectifs

Des obligations réglementaires (LTECV, LAGEC notamment)

	DMA	DAE
Réglementation	Valoriser 70 % des déchets ne pouvant pas faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025	
	Développer les installations de valorisation énergétique de déchets de bois pour la production de chaleur, sous réserve du respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de GES	
	Impose de développer les valorisations matière, organiques puis énergétique des déchets	
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Hiérarchisation des modes de traitement	
	Capacités réservées en ISD pour les refus de tri	
	Limitation des capacités en ISD à horizon 2020 et 2025	
	limitation des quantités de DM admis à 10 % du gisement à horizon 2035	70% de valorisation matière des déchets du BTP
		Eradiquer les pratiques illégales

Les déchets combustibles triés pourraient être évacués sur le continent, ou encore l'incinération pourrait être une solution pour respecter les objectifs de limite de la mise en stockage.

Les perspectives de développement à une échelle globale (DMA+DAE) dans une logique d'optimisation sont une piste intéressante à étudier au regard des seuils de faisabilité technique des installations et des gisements de combustibles en Corse.

Les obligations réglementaires contraignent fortement le stockage, bien que la filière de stockage reste indispensable quel que soit le scénario choisi (gestion de certains refus).

Le plan d'actions du PTPGD intègre d'engager des réflexions collectives à l'échelle territoriale et locale pour favoriser l'émergence de projets et leur acceptabilité pour limiter les distances parcourues et partager les responsabilités localement, favorisant le respect du principe de proximité.

L'accès en ISD est à réserver uniquement aux déchets ultimes à impact « neutre » après prévention, tri à la source, tri et sur-tri. Les obligations de justification d'un tri préalable dans les Certificats d'Aptitude Préalable sont à systématiser.

Les objectifs déclinés

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OD - 1	Etudier la pertinence du recours à une filière de valorisation énergétique pour les déchets du territoire	Nécessaire	3 actions dont 2 à réaliser avant 2024 et 1 avant 2027	Détourner les flux de l'enfouissement Améliorer le pourcentage de valorisation Limiter les exportations Créer une source d'énergie sur le territoire
OD - 2	Disposer de capacités de stockage suffisantes et adaptées sur le long terme pour les DNDNI ayant fait l'objet d'un tri à la source et un surtri en amont	Nécessaire	1 action à réaliser avant 2024	Anticiper les besoins en termes de stockage de déchets ultimes dans les années à venir. Permettre une autonomie du territoire sur la gestion des déchets ultimes
OD - 3	Disposer de capacités de stockage des inertes non valorisables suffisantes dans une logique de proximité	Nécessaire	2 actions à réaliser avant 2027	Supprimer les dépôts sauvages Améliorer la traçabilité des déchets inertes

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.

E

Orientation E : Renforcer la lutte contre les dépôts sauvages



Cible



DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Territoires

Les témoignages recueillis à l'occasion de l'état des lieux font état d'un recours à des pratiques illégales (dépôts sauvages, brulage...) et persistantes sur le territoire.

Pas de structures représentantes de l'ensemble des entreprises du BTP en Corse.

Besoin d'accompagner les acteurs pour supprimer les pratiques illégales.

- Objectifs

Des enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.

	DAE	Déchets du BTP
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Eradiquer les pratiques illégales	

Travailler collectivement tel que prévu dans le plan d'actions au développement des volets prévention, contrôle et répression via des brigades de propreté intercommunales composées d'agents assermentés pour résorber ces mauvaises pratiques.

Si la formation / sensibilisation ne fonctionne pas, passer par les leviers de sanction et rendre visible les pratiques illégales.

Utiliser les réseaux sociaux pour dénoncer ces mauvaises pratiques.

Les objectifs déclinés

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OE - 1	Eradiquer les pratiques illégales	Réglementaire	1 action à réaliser avant 2027	Supprimer la totalité des dépôts sauvages Réinjecter dans les filières de valorisation et traitement plus de 500 000 tonnes de déchets du BTP et plus de 60 000 tonnes des DAE

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.

F

Orientation F : Mieux connaître et mieux comprendre pour mieux planifier et organiser



Cible



DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Données

Les travaux réalisés à l'occasion de l'état des lieux ont permis de mettre en évidence plusieurs difficultés persistantes dans la collecte de données et la diffusion d'informations concernant les gisements produits, les services proposés à l'échelle du territoire, les pratiques. La traçabilité de nombreux flux est imparfaite, et il existe aujourd'hui peu de données consolidées à l'échelle du territoire.

Des gisements produits et collectés méconnus freinant l'essor de nouveaux projets : estimation des gisements produits et collectés à partir de ratios établis sur des territoires similaires.

- Actions déjà engagées en 2018

La mise en place d'un Observatoire Territorial des Déchets (OTD) par l'OEC a permis depuis plusieurs années de disposer d'indicateurs concernant la gestion des déchets ménagers et des déchets dangereux, des travaux sont en cours pour compléter ces données et étendre le dispositif d'observation aux déchets des activités économiques, et notamment des déchets du BTP.

- Objectifs

Des obligations réglementaires et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.

	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Obligation de suivi de l'atteinte des objectifs du plan	
		Traçabilité des déchets Prouver la traçabilité des opérations de dépôts des déchets de leurs chantiers Obligation d'une justification d'un tri préalable pour éliminer les déchets dans des ISD ou UI Assurer qu'au moins 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers des maîtrises d'ouvrage publique de construction ou d'entretien routiers sont réemployés et recyclés
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Connaître les gisements	
		Assurer la traçabilité Eradiquer les pratiques illégales


La traçabilité et le suivi de la gestion des déchets (DAE + BTP) est à structurer pour donner les moyens de respecter les objectifs réglementaires et répondre aux enjeux identifiés. Il s'agit notamment d'aller vers une meilleure consolidation des indicateurs afin de faciliter la mise en œuvre des orientations du plan et de réajuster le plan d'actions.




Les objectifs déclinés


OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OF - 1	Amélioration la connaissance des flux de déchets, de l'organisation et des pratiques	Nécessaire	5 actions dont 4 à réaliser avant 2027 et 1 avant 2033	Une meilleure connaissance des gisements de déchets d'activité et de déchets du BTP. L'amélioration des taux de captage et de valorisation de ces flux. Une meilleure connaissance des pratiques

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.



Orientation G : Créer du lien entre les territoires et les acteurs du territoire



Cible 
DMA
DAE
BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Actions déjà engagées en 2018

Dans le cadre des travaux de la Commission « Economie circulaire » de la Chambre des Territoires, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) initié de manière conjointe entre les agences, offices et les services de la Collectivité de Corse.

- Objectifs

Des obligations réglementaires et enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux.

	DMA	DAE	Déchets du BTP
Réglementation	Dans le cadre du PTPGD, un Plan Territorial d'Action pour une Economie Circulaire		
Enjeux issus de l'analyse de l'état des lieux	Créer plus de liens et d'échanges entre les acteurs (issu du GT EC du 28/04/2020)		

Il s'agit de :

- mobiliser dans la durée les acteurs corses (territoires, entreprises, chambres consulaires et associations) via des rencontres régulières afin d'instaurer du lien et faire émerger des projets communs.
- développer des actions et démarches partagées et mutualisées à différentes échelles (EPCI, zones d'activités, etc.) et adaptées aux différents profils du territoire (agglomérations, littoral, montagnes...).

Les objectifs déclinés

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OG - 1	Créer du lien entre les territoires, les acteurs de l'ESS, les entreprises et les Universités	Nécessaire	3 actions à réaliser avant 2027	Un pôle d'activité référent identifié par tous les acteurs et reconnu dans ses champs d'expertises Des rencontres annuelles et des ateliers multi thématiques qui permettent chaque année d'accueillir un nombre plus important d'acteurs économique et territoriaux
OG - 2	Dynamiser les réseaux d'acteurs de l'ESS et des entreprises autour de l'économie circulaire	Nécessaire	2 actions à réaliser avant 2027	Des réseaux identifiés et reconnus par tous les acteurs et dans leurs champs d'expertises Une visibilité des expériences remarquables en matière d'innovations relevant de l'économie circulaire
OG - 3	Créer du lien autour de la problématique "Déchets"	Nécessaire	1 action à réaliser avant 2027	Développer les solutions de proximité, limiter les exportations, créer de l'activité économique sur le territoire

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.

H

Orientation H : Former et sensibiliser pour améliorer les pratiques des professionnels



Cible



DAE

BTP

Justification du choix de cette orientation :

- Territoire

Les témoignages recueillis à l'occasion de l'état des lieux font état d'un fort besoin de sensibilisation des producteurs, à la fois pour les informer sur leur responsabilité, mais aussi pour les informer sur les bonnes pratiques et les gains correspondants.

Ce besoin est d'autant plus prégnant que le tissu entrepreneurial corse est composé très majoritairement de TPE/PME.

Pas de structures représentantes de l'ensemble des entreprises du BTP en Corse.

Besoin d'accompagner les acteurs pour mettre en œuvre l'amélioration des pratiques et l'augmentation de la valorisation.

- Actions déjà engagées en 2018

De façon assez paradoxal, les dispositifs d'accompagnement aujourd'hui en place sur le territoire semblent peu sollicités, et les actions engagées à l'échelle de différents institutionnels pas toujours coordonnés.

- Objectifs

La mise en place d'une organisation adaptée de la gestion des déchets (solutions de collecte, de valorisation ou de traitement) ne suffit pas nécessairement à obtenir une meilleure gestion des déchets

L'accompagnement des acteurs est un axe incontournable pour y arriver. Les entreprises ont un rôle clé dans le bon fonctionnement des orientations mises en place.

Il s'agit :

- De former et sensibiliser les professionnels via différents vecteurs et sur l'ensemble des thématiques.
- De diffuser les bonnes pratiques et communiquer régulièrement sur l'existants, les innovations, etc.

Les objectifs déclinés

OBJECTIF DE CETTE ORIENTATION		NIVEAU D'IMPORTANCE	PLAN D' ACTIONS	RESULTATS ATTENDUS
OH - 1	Assurer la promotion de l'économie circulaire auprès des territoires et des acteurs économiques	Nécessaire	8 actions dont 1 à réaliser avant 2024 et les autres avant 2027	100 % des MOP formés au rôle et à la place des espaces verts dans les parcs ou espaces publics à l'horizon 2027 Permettre une réduction des déchets produits par les entreprises du territoire 100 % des entreprises sensibilisés aux économies d'eaux à l'horizon 2027
OH - 2	Promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets	Nécessaire	7 actions dont 4 à réaliser avant 2027 et 3 avant 2033	Augmenter le captage et la valorisation des déchets d'activités. Améliorer la connaissance des filières existantes

Les plans d'actions sont détaillés pour chaque objectif dans le Chapitre 4 du PTPGD.

3/ Zoom sur les planifications spécifiques

Les parties ci-après résument les objectifs et actions concernant spécifiquement certains flux de déchets conformément à ce qui est demandé par la réglementation.



DMA ET DÉPLOIEMENT DE LA TARIFICATION INCITATIVE

Le déploiement de la tarification incitative est décliné au travers de l'objectif OA 7 « Renforcer la prévention par un financement adapté »

Les actions prévues sont les suivantes :

- Accompagner les ECPI pour la mise en place d'une tarification incitative,
- Communiquer et former les élus et techniciens des collectivités
- Communiquer largement sur la tarification incitative auprès des usagers
- Financer les missions d'étude de préfiguration à la mise en place de la tarification incitative.

DÉCHETS D'EMBALLAGES MÉNAGERS ET PAPIERS GRAPHIQUES

L'extension des consignes de tri a été déployée en Corse en 2018. Toutefois, le territoire ne dispose d'aucun centre de tri et effectue uniquement un pré-tri avant envoi sur le continent.

Les actions mises en place dans le PTPGD en lien avec l'amélioration du captage et de la prévention des déchets vont avoir un impact important sur les tonnages d'emballages et de papiers à trier des DMA et des DAE mais également sur d'autres flux valorisables.

En 2033, le tonnage d'emballages et papiers à trier sera compris entre 22 400 et 23 300 tonnes soit 140 à 150% de plus qu'en 2018.



/ **Planification de l'implantation des centres de tri**

Le plan prévoit ainsi la création de 2 centres de tri DMA (emballages - papier - cartons) par grand bassin de production (Ajaccio et Bastia).

Les études menées sur ces 2 centres de tri sont à ce jour terminées. Leur dimensionnement a été discuté en COPIL avec les partenaires du projet (SYVADEC, ADEME, OEC et CITEO).

/ **Actions en lien avec les emballages et les papiers**

Plusieurs orientations du plan ont trait aux emballages et aux papiers :

Objectif OB1 : Augmenter les taux de captage des emballages et papiers/cartons

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri
- Déployer la collecte en porte-à-porte pour les emballages partout où c'est possible
- Accompagner les ERP assimilés aux ménages (diagnostics et mise en place de collectes mutualisées ou non) pour le tri des emballages, papiers/cartons et biodéchets
- Développer la collecte des cartons (10% des flux) par l'ajout de bacs adaptés ou des collectes spécifiques.

Objectif OB4 : Disposer de solutions adaptées pour faciliter le tri des déchets des professionnels

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Accompagner les entreprises du secteur touristique dans la mise en œuvre du tri 6 flux
- Identifier les zones blanches et faciliter la mise en place de points de collecte de proximité
- Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée.

Objectif OC3 : Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Identifier de façon plus fine les ressources secondaires mobilisables
- Valoriser les entreprises engagées dans la gestion des déchets
- Etudier les opportunités de valorisation locale des déchets de plâtre (substitution de matières minérales)
- Favoriser l'implication d'acteurs locaux et les dynamiques public-privé pour une pérennité des services (en priorité inertes, plâtre, bois, plastiques, verre, métal)
- Réaliser une étude de marché pour l'émergence et la croissance de filières corses de certains plastiques.

BIODÉCHETS



Recensement des actions de prévention et de lutte contre le gaspillage alimentaire

En 2018, la collecte de biodéchets auprès des ménages et petits producteurs en porte à porte était mise en place sur 10 ECPI représentant près de 216 000 habitants. Le gisement collecté

(1800 tonnes) ne représentait pourtant que 5% du gisement global estimé à 34 000 tonnes/an.

La prévention de la production de ces biodéchets est un des axes majeurs du plan ; parmi les principes phares détaillés dans les objectifs, figurent ainsi les objectifs suivants :

Objectif OA6 : Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Réduire le gaspillage alimentaire dans la production alimentaire, la distribution et la restauration :
 - Production : développer le don, la vente, la transformation des produits déclassés alimentaires, en lien avec la pré-feuille de route pour une économie 100% circulaire, mesure phare n°6 : concernant l'extension des dons à autres acteurs (industries agro-alimentaires, ...)
 - Distribution : inciter au tri à la source dans les GMS, inciter à vendre les produits « en dehors du standard esthétique » à prix attractifs, communiquer sur les dates de péremption (DLUO, DLC, ...)
 - Contrôler l'obligation de dons par les grandes surfaces (> 400 m²) et sensibiliser / informer / accompagner les petites surfaces (< 400 m²),
 - Restauration collective : Assurer la formation des restaurateurs (faire la promotion des circuits courts et de la saisonnalité des produits, accompagner les gestionnaires dans la rédaction de leurs cahiers des charges) ; et mener des actions de sensibilisation envers ces professionnels

Synthèse des actions prévues concernant le déploiement du tri à la source des biodéchets par les collectivités territoriales

Le tri à la source pourra se faire en mettant en place, sur l'ensemble du territoire régional, en combinant des solutions de prévention (compostage individuel et partagé) et les collectes séparées afin de réduire la part des biodéchets résiduels en mélange dans les OMr et capter entre 80 et 100% du gisement potentiel en 2033.

En plus des actions de prévention identifiées ci-avant, le PTPGD fixe des objectifs forts en termes de tri des biodéchets avec :

Objectif OA6 : Prévenir la production de biodéchets et renforcer le tri à la source

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Evaluer et mettre en œuvre les solutions de tri à la source des biodéchets pour chaque ECPI et étudier les interactions avec le SPGD (OMr notamment).
- Accompagner les ECPI pour la mise en place d'une gestion séparative des biodéchets.

- Promouvoir des solutions de gestion à la source : composteurs individuels, partagés, mise à disposition de broyeurs... pour réduire les volumes de déchets verts entrants dans le SPGD.
- Créer un réseau de référents (un maître composteur par ECPI) pour sensibiliser, rappeler la réglementation et la destination du compost.
- Favoriser la mise en place de composteurs individuels, avec une formation et une aide à l'équipement des particuliers par les ECPI en partenariat avec le SYVADEC.
- Identifier les prérequis au déploiement du compostage partagé sur des zones urbaines denses avant son déploiement effectif.
- Spécifiquement pour les professionnels :
 - Accompagner les acteurs de la grande-distribution et les restaurateurs dans la mise en place du tri à la source des biodéchets.
 - Développer la collecte séparée pour les gros producteurs en commençant d'abord les établissements publics (collèges, lycées, ...) et la restauration collective.
 - Identifier les mutualisations possibles entre les déchets des ménages, les déchets des professionnels et les déchets agricoles, et suivre la mise en place progressive des collectes de biodéchets des professionnels et des capacités de traitement, en parallèle.

/ Synthèse des actions prévues concernant la valorisation des biodéchets

Le PTPGD fixe également des objectifs forts en termes de valorisation des biodéchets avec :

Objectif OC2 : Créer les conditions à l'émergence de filières de valorisation des biodéchets en Corse

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Associer la gestion des invendus à des fins de transformation
- Accompagner les agriculteurs pour le déploiement d'unités de méthanisation
- Adapter la production aux justes besoins et aux débouchés identifiés
- Développer des capacités de proximité de valorisation organique des biodéchets (unités de compostages publiques ou privées, unité de méthanisation)
- Favoriser les bonnes pratiques de valorisation des déchets verts en s'appuyant sur les recommandations de l'ADEME (Guide des bonnes pratiques « Alternatives au brûlage des déchets verts, les collectivités se mobilisent »)
- Promouvoir les retours d'expériences des GIEE (groupements d'intérêts économiques et environnementaux) sur la méthanisation agricole auprès des agriculteurs et identifier localement les potentiels de co-valorisation en liaison avec la chambre d'agriculture, les coopérative et les associations

Objectif OC3 : Travailler collectivement et individuellement à l'émergence de filières de valorisation matière

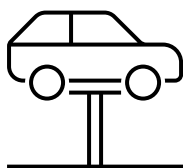
L'action à déployer est la suivante :

- Travailler collectivement avec la Fédération du commerce et de la distribution pour faciliter la valorisation des biodéchets
- / **Identification des possibilités de mutualisation des collectes et des traitements des flux des biodéchets des ménages, des biodéchets des entreprises et des déchets organiques des exploitations agricoles**

Les collectivités devront identifier la faisabilité économique et environnementale de mutualisations des collectes de biodéchets sur leur territoire (ménages et non ménages).

Les biodéchets collectés séparément devront être orientés prioritairement en compostage et/ou dans des unités de méthanisation agricoles ou territoriales pour répondre à des logiques de débouchés et de proximité.

VÉHICULES HORS D'USAGE (VHU)



4 345 VHU auraient été pris en charge au niveau de 9 centres agréés en 2017.

La fiche orientation OC6 détaille un objectif en lien avec la gestion des VHU :

Objectif OC6 : Promouvoir le prétraitement des DEEE et VHU

L'action à déployer est la suivante :

- Communiquer sur les filières de reprise des DEEE et des VHU et développer des filières locales.

A noter qu'une action est également prévue pour développer localement le traitement des BPHU pour lesquels aucune filière n'existe à ce jour.

TEXTILES, LINGE ET CHAUSSURES (TLC)

/ **Planification des centres de tri**

Pour rappel, concernant la filière Textiles, Linge de Maison et Chaussures (TLC), **seulement 11% du gisement total de TLC est capté** via les filières spécifiques, ce qui laisse une marge de progression considérable. Le PTPGD se fixe ainsi l'objectif de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de captage (4,6 kg/hab./an) et prévoit d'atteindre les objectifs de



- 5,1 kg/hab. en 2027
- Et 5,6 kg/hab./an en 2033

Pour cela, le Plan prévoit

- De mieux identifier le maillage du territoire et de le développer (déploiement de près de 220 bornes supplémentaires)
- De renforcer la communication et la sensibilisation

Aucun centre de tri des TLC n'est présent en Corse et les tonnages captés semblent insuffisants pour créer un centre de tri des TLC. Cependant, des démarches de prévention et d'économie circulaire peuvent être promues localement et l'exportation des tonnages peut être revue pour limiter les distances parcourues.

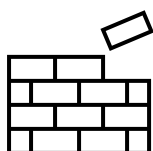
/ Actions en lien avec les TLC

Une orientation du plan est dédiée aux TLC :

Objectif OB2 : Augmenter les taux de captage des TLC

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Densifier le maillage de PAV et mobiliser les réseaux existants (caritatif et metteurs sur le marché)
- Renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri à la source.



DÉCHETS DU BTP

/ Actions de prévention et de réemploi

Le PTPGD fixe des objectifs en termes de prévention et de réemploi des déchets du BTP avec :

Objectif OA5 : Promouvoir le développement du réemploi et de la réutilisation

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Mettre en œuvre des audits préliminaires sur le territoire et communiquer largement sur les chantiers et démarches exemplaires et promouvoir et généraliser la mise en place de SOGED (Schéma d'Organisation et de gestion des déchets de chantier) ou SOSED (Schéma d'Organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier)
- Développer les initiatives liées au réemploi (bourse aux matériaux, recythèque...) sur les zones urbaines

/ Améliorer la collecte et le captage des déchets du BTP

En termes d'amélioration de la collecte et du captage des déchets du BTP, le PTPGD fixe plusieurs actions :

Objectif OB4 : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

L'action à déployer est la suivante :

- Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée.

- Identifier les acteurs concernés par l'obligation de reprise des matériaux de construction et engager des opérations de reprise en lien avec la fédération nationale (FNBM : fédération du négoce de bois et des matériaux de construction), les Chambres consulaires et les ECPI
- Travailler sur le déploiement de l'obligation de collecte des distributeurs (en reproduisant par exemple l'initiative de la CCI du Var, qui a initié un dialogue entre les distributeurs et 2 collectivités ZDZG, mais aussi FBTP, CAPEB, CMA)

/ **Améliorer la connaissance des flux du BTP pour mieux planifier et organiser**

Le PTPGD fixe des objectifs forts en termes d'amélioration de la connaissance des flux du BTP avec :

Objectif OF1 : Améliorer la connaissance des flux de déchets, de l'organisation et des pratiques

Les actions à déployer sont les suivantes :

- Poursuivre le déploiement d'une dynamique d'observation des DAE et des DBTP.
- Créer une dynamique d'observation du réemploi.
- Accompagner et animer les acteurs pour définir une méthodologie de suivi des déchets de chantier.
- Favoriser les diagnostics et les accompagnements individuels.
- Renforcer la sensibilisation à la question des déchets du BTP dans les formations professionnelles.
- Instaurer la mise en œuvre d'audits pour accompagner les entreprises à la mise en place de la réduction à la source de leurs déchets et l'optimisation de leur valorisation/traitement.
- Valoriser les entreprises engagées dans la prévention des déchets, l'utilisation de matériaux biosourcés, par la communication, la création d'écolabels régionaux...".

/ **Planification du maillage en installations de gestion des déchets du BTP**

Le PTPGD prévoit sur son territoire le développement des centres de recyclage des inertes et la mutualisation de concasseurs mobiles avec mise en location.

/ **Planification du maillage du territoire en installations de collecte des déchets amiantés**

En 2017, près de 400 tonnes de déchets amiantés provenant de Corse ont été traités par les installations de traitement déclarant dans GEREPA en 2017. Aucune solution d'élimination n'existe sur le territoire.

Le manque d'exutoire et la méconnaissance du gisement rendent nécessaires la mise en place à court terme d'un suivi des besoins et des capacités disponibles en vue d'anticiper des créations de casier sur le territoire.

La fiche orientation OB4 détaille un objectif en lien avec l'accès à des sites de collecte :

Objectif OB4 : Développer et optimiser la collecte de proximité et le tri à la source

L'action à déployer est la suivante :

- Créer des déchèteries professionnelles afin de disposer de plusieurs sites répartis sur le territoire (nombre suffisant et adapté) accueillant à minima les fractions bois, plastiques, métaux, plâtre, fraction minérale, verre et déchets d'amiante liée.

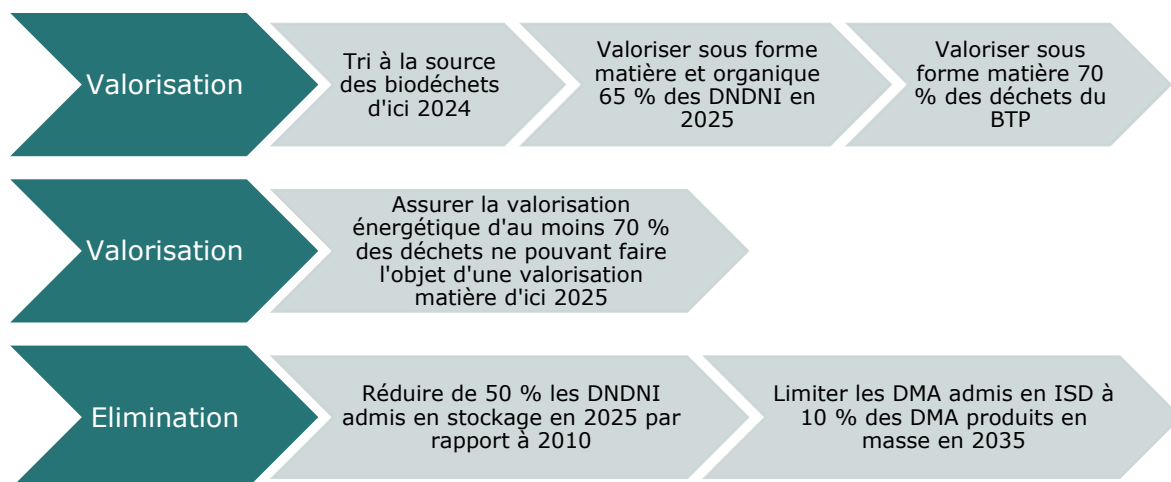
En termes d'installation, le PTPGD prévoit la création de casiers amiante sur chaque ISDND du territoire et sur les zones amiantifères Haute-Corse.



Chapitre 5 Les installations qu'il apparaît nécessaire de créer, adapter ou fermer

La réglementation fixe un certain nombre d'objectifs en termes de traitement :

Conformément à l'article L.541-1 du Code de l'Environnement, modifié suite à la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, aux directives cadres européennes sur les déchets de 2018, à la loi contre le gaspillage et pour l'économie circulaire de 2020.



Principe de proximité

Il s'agit d'assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production afin de répondre aux enjeux environnementaux, tout en contribuant au développement de filières professionnelles locales et pérennes.

Principe d'autonomie des territoires



Il convient de disposer, à l'échelle territoriale, d'un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination de déchets ultimes.

De plus, l'évolution des tonnages des différents flux va conduire à la nécessité de repenser les filières de traitement du territoire.

Le Plan reconnaît ainsi l'intérêt de la mise en œuvre de nouveaux process au travers de nouvelles installations ou des installations existantes, sous réserve du respect **de cohérence et de conformité réglementaire, de respect de la hiérarchie des modes de traitement, de capacité à développer l'autonomie régionale**, à contribuer à l'effort collectif national, mais aussi de garantir une offre de traitement adaptée aux producteurs.

LES INSTALLATIONS DE COLLECTE

Pour les ménages, améliorer le maillage des déchèteries publiques et les disparités territoriales en créant des infrastructures adaptées aux besoins des territoires avec par exemple :

- des déchèteries de grande taille pour les zones urbaines (CAB et CAPA, Rive Sud ajaccienne)
- des équipements de taille plus modeste ou de proximité (éco-points) pour les zones rurales.

Pour les non-ménages : Un meilleur accès aux déchèteries publiques et la création de déchèteries professionnelles permettra d'améliorer le captage et la traçabilité des déchets professionnels. Plusieurs sites sont à répartir sur le territoire (en nombre suffisant et adapté), afin :

- D'accueillir à minima les 6 flux règlementaires : bois, fractions minérales, métal, verre, plastique, plâtre et déchets d'amiante liée.
- De permettre aux professionnels y compris du BTP de trouver des sites adaptés à leurs besoins (tonnages, type de flux, horaires...) avec des filières agréées.

Les déchèteries publiques devront être adaptées en zones rurales pour faciliter l'accès des professionnels. Les études de préfiguration à l'échelle des EPCI peuvent permettre de participer à identifier de quelles manières faire évoluer les déchèteries pour permettre de faciliter l'accès des professionnels aux déchèteries dans les zones rurales où une déchèterie professionnelle ne peut être créée.

Les déchèteries professionnelles seront à développer pour permettre d'avoir un point de collecte dans 1 rayon de 20 min autour des zones de fortes productions.

LES INSTALLATIONS DE VALORISATION MATIERE

La part de déchets orientés vers la valorisation matière va augmenter de plus de 200% par rapport à 2018 avec la mise en place des actions du Plan. Plusieurs installations sont à créer pour atteindre les objectifs de valorisation de la réglementation et du Plan :

- Au moins 2 centres de tri DMA (emballages – papier - cartons) pour un tonnage entrant de 37 000 tonnes.
- Au moins 2 à 4 centres de tri DAE et DND du BTP pour un tonnage entrant de 240 000 tonnes. A localiser selon les bassins de production (évaluation et répartition géographique précise des gisements à effectuer au préalable). Sur la base des cartes de gisements les zones les plus propices à une implantation semblent être Grand Ajaccio, Grand Bastia, Plaine Cortenais et Extrême Sud).
- Au moins 1 centre de recyclage des inertes du BTP par grand territoire soit au moins 6 pour un tonnage entrant de 360 à 410 000 tonnes.
- La mutualisation de concasseurs mobiles (au moins 1 loueur par grand territoire soit au moins 6 loueurs sur le territoire).

Compte tenu des objectifs de valorisation et de l'augmentation des tonnages à valoriser et à diriger vers les installations de tri, le Plan reste ouvert à la création d'équipements de transfert en vue de l'optimisation de la logistique (exemple centre de regroupement de tri pour rupture de charge).

LES INSTALLATIONS DE VALORISATION ORGANIQUE

Selon les objectifs de prévention et de collecte des biodéchets du Plan, ce sont, en 2033, au moins 20 000 tonnes de biodéchets et déchets verts qui seront à traiter sans compter les déchets organiques des DAE et déchets du BTP qui n'ont pu être évalué à ce jour.

Dans ce cadre, et afin de pouvoir assurer le traitement de ces déchets sur le territoire, dans un principe de proximité et d'autosuffisance, il sera nécessaire de **mieux identifier et suivre les capacités de traitement des déchets organiques et anticiper les besoins à venir.**

En termes de valorisation organique, plusieurs installations peuvent être envisagées :

- En priorité (selon les préconisations du Schéma régional Biomasse), en complément des solutions de proximité immédiate (compostage individuel et partagé), des plateformes de compostage de proximité à développer sur chaque Communauté de communes ou d'agglomération dans une logique de proximité.
- En second, 2 unités de méthanisation de 30-40 kt/an sur les zones les plus productrices (Ajaccio et Bastia) pour les flux organiques. Les besoins de ces 2 unités sont à étudier de manière approfondie à l'issue d'une meilleure connaissance des gisements de DAE et DBTP (quantité et qualité) et pour assurer la présence de débouchés pérennes sur le territoire. Pour répondre aux objectifs réglementaires il sera nécessaire d'associer de la valorisation de CSR (chaudière), détail au chapitre 3.

LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DECHETS RESIDUELS

Les capacités de stockage des ISDND sur le territoire arrivent progressivement à terme. Dès 2021, la capacité de stockage disponible en ISDND sera inférieure au besoin. La situation s'aggravera encore en 2030 lors de la fermeture de l'ISDND de SARL Lanfranchi Environnement faisant passer la capacité de stockage à 70 000 t/an. Bien qu'en dehors de la période du PTPGD, celui-ci doit tendre vers l'objectif de LAGEC concernant la limite d'enfouissement de 10% des DMA produits à horizon 2035. Un objectif encore plus ambitieux à prendre en compte dans les années futures.

Conformément à la hiérarchie des modes de traitement, il convient de favoriser la valorisation énergétique des déchets résiduels par rapport à l'incinération sans valorisation ou le stockage, tout en respectant le principe de proximité et en veillant à limiter le transport des déchets.

Sont entendus par déchets résiduels, les déchets qui n'auraient pas pu être réduits, ou valorisés sous forme matière ou organique, conformément aux objectifs du présent Plan

Ainsi, il convient de privilégier en priorité toutes les solutions hors ISDND au regard des contraintes réglementaires pour l'enfouissement (90 000 tonnes maximum), soit 2 solutions possibles préétudier dans le cadre de l'élaboration du PTPGD mais à approfondir après une meilleure connaissance des gisements notamment DAE et DBTP :

- Créer une Unité de Valorisation Énergétique pour 140 000 tonnes entrantes (OMr, Tout-venant, DAE et DND BTP).

- Créer deux centres de sur-tri pour 100 000 tonnes entrantes (OMr et tout-venant) au fonctionnement modulable pour le tout-venant et les OMR avec valorisation du CSR (au moins 1 chaudière).

Nota bene : A noter que ces 2 solutions potentielles s'ajoutent à celle de la méthanisation proposée plus haut. L'une des 3 sera à retenir à l'issue d'une étude plus approfondie ;

En second, la création de capacité de stockage dans la limite de 90 000 tonnes/an.

Cette filière est donc à envisager dans 2 cas de figure :

- De manière couplée avec des solutions de valorisation énergétique (UVE ou surtri avec valorisation CSR) pour permettre de gérer les flux non valorisables par ces installations.
- En complément de l'export, si la filière stockage reste majoritaire.

Un casier de stockage du plâtre et un casier de stockage de l'amiante devront également être prévus sur une ISDND.



Chapitre 6 Suivi et mise en œuvre des plans d'actions

LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D' ACTIONS

Les orientations et objectifs du PTPGD et PTAEC sont déclinés en plans d'actions. Ces plans d'actions décrivent pour chaque action les éléments cadrants à leur mise en œuvre et notamment les acteurs concernés. Aussi pour chaque action, sont identifiés :

- Les acteurs porteurs de l'action.
- Les acteurs partenaires de l'action qu'ils aient un appui technique et/ou financier.

Pour faciliter la prise en main des actions à mener et l'opérationnalité auprès des acteurs, le PTPGD présente au sein du Chapitre 6 une feuille de route des actions à engagées pour chaque acteur. Ce chapitre présente donc sous l'angle de chaque acteur la vision globale des actions qu'ils auront à porter, co-porter ou à accompagner en tant que partenaire.

LES ENJEUX DU SUIVI DU PLAN

Le PTPGD fixe des objectifs à atteindre en matière de gestion des déchets pour les 12 prochaines années. S'il donne le cap, il doit s'assurer que les orientations, les recommandations et les actions évoquées sont bien réalisées.

L'enjeu du suivi est donc multiple :

- Impulser les actions au niveau local ou régional auprès des différents acteurs de la gestion des déchets (collectivités, entreprises, fédérations, usagers ...) pour s'assurer de leur mise en œuvre effective.
- D'améliorer la connaissance des gisements, des tonnages produits et des filières de gestion des déchets des activités économiques, des déchets du BTP et des déchets dangereux.
- Actualiser régulièrement les données initiales, afin de disposer à tout instant d'un document à jour, pouvant servir d'outil d'aide à la décision aux porteurs de projet.
- Mesurer les indicateurs choisis comme référence pour faire état des progrès effectués grâce au PTPGD.
- Suivre et cartographier les créations et fermetures d'installations de gestion des déchets.
- Veiller au respect du PTPGD.
- Faire remonter les informations relatives au PTPGD au niveau national.

Les actions à mettre en œuvre constituent une **feuille de route** pour la Corse, déclinées de manière hiérarchisée en fonction des priorités retenues.

L'**Observatoire Territorial des Déchets** (OTD) portera la mission d'observation dans le cadre du suivi du Plan dans la continuité du travail déjà engagés dans les plans précédents.

LE RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS DANS LE SUIVI DU PLAN

La mise en œuvre du PTPGD nécessite que l'OEC joue **un rôle de pilote de la gouvernance, de coordinateur et d'animateur** afin :

- D'informer, sensibiliser et former les acteurs.
- De connaître et faire connaître les dispositifs d'animation préexistants sur l'ensemble du territoire régional (y compris en faveur de la prévention).
- D'assurer un appui technique.
- De mettre en relation les acteurs, de valoriser les initiatives existantes.
- D'impulser, d'encourager, d'étudier et de mettre en œuvre des solutions innovantes.

Tous les acteurs concernés par la prévention et la gestion des déchets peuvent être sollicités pour le suivi du Plan, notamment lors de la recherche d'informations relatives à la prévention et à la gestion des déchets, dans la région ou hors région.

Selon l'implication des acteurs, une hiérarchisation des actions et donc des acteurs à mobiliser peut-être envisagée :

- Les acteurs « principaux », dont la mobilisation est une des clés de la réussite de la mise en œuvre et du suivi :
 - Les préfetures et les services de l'Etat : DREAL, DDT, DRAAF, ..., pour leur rôle dans les instructions de demandes d'autorisation et de contrôle des ICPE, ainsi que le suivi de la base de données GEREP.
 - L'ADEME : pour son rôle d'animation en lien avec la Région, son rôle d'expertise et d'appui technique et financier aux projets de prévention, de gestion des déchets et d'économie circulaire ; sa connaissance et son retour d'expériences concernant la gestion des déchets à l'échelle locale et nationale, permettra d'affiner l'analyse du suivi et de réorienter certaines actions si nécessaire.
 - Les EPCI compétents en collecte et/ou traitement des déchets (Syvadec) ; qui ont pour rôle d'élaborer des stratégies territoriales de prévention et de valorisation (plans locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés) et de mettre en œuvre les projets.
 - Les associations notamment pour leurs actions de sensibilisation auprès des citoyens.
 - Les exploitants des installations de tri et de traitement des déchets ménagers et assimilés.
 - Les exploitants des installations de tri et de traitement de déchets d'activités économiques et du BTP (dont déchets inertes et déchets dangereux) afin d'améliorer la connaissance du gisement.

- Les autres acteurs qui selon les thématiques du suivi peuvent également être sollicités de façon plus ponctuelle :
 - Les chambres consulaires et les syndicats professionnels notamment pour leurs actions auprès des professionnels.
 - Les différents éco-organismes, leur connaissance des ratios nationaux, régionaux et/ou départementaux, pourra être utilisée pour permettre la comparaison des résultats observés sur la Région avec d'autres entités.
- Les régions limitrophes, afin notamment de suivre l'évolution des flux interrégionaux.
- Tout autre acteur en fonction des thématiques suivies.

LA PÉRIODICITÉ DES BILANS

En plus du suivi tout le long de la vie du PTPGD, chaque année, afin de s'assurer du bon déroulement du Plan, un suivi comparatif des résultats/objectifs fixés devra être mené à l'appui d'indicateurs techniques, économiques et environnementaux.

L'ensemble fera ainsi l'objet d'un rapport de suivi annuel.

Remarques Projet PTPGD - PTAEC et rapport environnemental

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
APER PYRO	PTPGD	REP	55	<p>Précisions sur les déchets pyrotechniques :</p> <p>Déchets pyrotechniques - 0,6 t Eco-organisme APER PYRO agréé (1er janvier 2016-31 décembre 2020) 35 points de collecte Campagne annuelle d'enlèvement dans les magasins d'accastillage (agrément « un pour un ») 2 centres de traitement (Bretagne et PACA)Précisions sur les déchets pyrotechniques :</p> <p>Déchets pyrotechniques - 0,6 t Eco-organisme APER PYRO agréé (1er janvier 2016-31 décembre 2020) 35 points de collecte Campagne annuelle d'enlèvement dans les magasins d'accastillage (agrément « un pour un ») 2 centres de traitement (Bretagne et PACA)Précisions sur les déchets pyrotechniques :</p> <p>Déchets pyrotechniques - 0,6 t Eco-organisme APER PYRO agréé (1er janvier 2016-31 décembre 2020) 35 points de collecte Campagne annuelle d'enlèvement dans les magasins d'accastillage (agrément « un pour un ») 2 centres de traitement (Bretagne et PACA)</p>		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
CYCLAMED	PTPGD	REP	143	<p>L'élimination des MNU (référence à la page 143) en UVE : Le seul exutoire possible des MNU dans le respect de l'environnement est l'incinération avec valorisation énergétique (UVE).L'élimination des MNU (référence à la page 143) en UVE : Le seul exutoire possible des MNU dans le respect de l'environnement est l'incinération avec valorisation énergétique (UVE).L'élimination des MNU (référence à la page 143) en UVE : Le seul exutoire possible des MNU dans le respect de l'environnement est l'incinération avec valorisation énergétique (UVE).</p>		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
CYCLAMED	PTPGD	REP	52	<p>La catégorie des MNU (référence à la page 52) en déchets non dangereux : Les MNU sont issus des ménages et rapportés en pharmacie d'officine pour y être collectés et traités par valorisation énergétique. A ce titre, et selon la circulaire ministérielle de 1993, les MNU sont assimilés aux Ordures Ménagères, déchets non dangereux Les MNU n'appartiennent pas à la catégorie des déchets dangereux (DD), à contrario des DASRI. Auriez-vous la possibilité de modifier en ce sens dans le Plan Territorial ?La catégorie des MNU (référence à la page 52) en déchets non dangereux : Les MNU sont issus des ménages et rapportés en pharmacie d'officine pour y être collectés et traités par valorisation énergétique. A ce titre, et selon la circulaire ministérielle de 1993, les MNU sont assimilés aux Ordures Ménagères, déchets non dangereux Les MNU n'appartiennent pas à la catégorie des déchets dangereux (DD), à contrario des DASRI. Auriez-vous la possibilité de modifier en ce sens dans le Plan Territorial ?La catégorie des MNU (référence à la page 52) en déchets non dangereux : Les MNU sont issus des ménages et rapportés en pharmacie d'officine pour y être collectés et traités par valorisation énergétique. A ce titre, et selon la circulaire ministérielle de 1993, les MNU sont assimilés aux Ordures Ménagères, déchets non dangereux Les MNU n'appartiennent pas à la catégorie des déchets dangereux (DD), à contrario des DASRI. Auriez-vous la possibilité de modifier en ce sens dans le Plan Territorial ?</p>		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
CYCLAMED	PTPGD	REP	52	<p>Les tonnages (référence à la page 52) en 2019 : En 2018, la collecte nette de MNU est de 47 tonnes, la collecte Cyclamed est de 64 tonnes. En 2019, la collecte nette de MNU est de 48 tonnes, la collecte Cyclamed est de 67 tonnes.Les tonnages (référence à la page 52) en 2019 : En 2018, la collecte nette de MNU est de 47 tonnes, la collecte Cyclamed est de 64 tonnes. En 2019, la collecte nette de MNU est de 48 tonnes, la collecte Cyclamed est de 67 tonnes.Les tonnages (référence à la page 52) en 2019 : En 2018, la collecte nette de MNU est de 47 tonnes, la collecte Cyclamed est de 64 tonnes. En 2019, la collecte nette de MNU est de 48 tonnes, la collecte Cyclamed est de 67 tonnes.</p>		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
DASTRI	PTPGD	REP		intégration des gisements 2019 de DASRI (données 2018 également disponibles) : cf onglet dédié		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
DREAL	PTPGD		18	"Il convient de disposer, à l'échelle territoriale, d'un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination de déchets ultimes." Ce point doit être analysé en fonction du maillage des ISD. Où doivent être implantées les nouvelles ISD ? Répartition par territoire ?		Le plan donne une orientation, il est plus prudent de ne pas détailler les modalités de mise en œuvre pour ne pas freiner l'émergence de nouveaux projets

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
DREAL	PTPGD		16	"L'ouverture de nouveaux centres de stockage de déchets ultimes. Au moins 2 nouveaux centres". Il serait préférable d'indiquer le nombre d'ISDND nécessaires d'autant que l'on ne retrouve pas ce chiffre plus loin (ex. p160).		Le plan donne une orientation, il est plus prudent de ne pas détailler les modalités de mise en œuvre pour ne pas freiner l'émergence de nouveaux projets La notion d'au moins 2 ISDND page 17 est une erreur corrigée dans la nouvelle version. Le nombre d'ISDND n'a volontairement pas été défini compte tenu de l'incertitude sur le choix de la combinaison possible en matière de valorisation (prioritaire). Le plan donne une orientation, il est plus prudent de ne pas détailler les modalités de mise en œuvre pour ne pas freiner l'émergence de nouveaux projets La notion d'au moins 2 ISDND page 17 est une erreur corrigée dans la nouvelle version. Le nombre d'ISDND n'a volontairement pas été défini compte tenu de l'incertitude sur le choix de la combinaison possible en matière de valorisation (prioritaire). Le plan donne une orientation, il est plus prudent de ne pas détailler les modalités de mise en œuvre pour ne pas freiner l'émergence de nouveaux projets La notion d'au moins 2 ISDND page 17 est une erreur corrigée dans la nouvelle version. Le nombre d'ISDND n'a volontairement pas été défini compte tenu de l'incertitude sur le choix de la combinaison possible en matière de valorisation (prioritaire).
DREAL	PTPGD	CSR	109	"Les déchets combustibles triés pourraient être évacués sur le continent, ou encore l'incinération pourrait être une solution pour respecter les objectifs de limite de la mise en stockage." Les CSR pourraient également être valorisés en Corse (on parle de combustion et non d'incinération). L'incinération (ie valorisation énergétique des déchets) permettrait effectivement de favoriser l'atteinte des objectifs de réduction d'enfouissement. Il est à rappeler que la valorisation énergétique, dans la hiérarchie des modes de traitement, doit être privilégiée à l'enfouissement.		Commentaire individuel ne nécessitant pas de réponse dans le plan
DREAL	PTPGD		16	"les projets privés seront soutenus dans le cadre des aides réglementaires quand ils respectent les préconisations des Plans, notamment pour le recyclage des matières triées." Préciser les "aides réglementaires" envisagées ?		Les dispositifs d'aide peuvent être variables selon les années, le plan doit être intemporel. Préciser les "aides réglementaires en vigueur" Les dispositifs d'aide peuvent être variables selon les années, le plan doit être intemporel. Préciser les "aides réglementaires en vigueur" Les dispositifs d'aide peuvent être variables selon les années, le plan doit être intemporel. Préciser les "aides réglementaires en vigueur"
DREAL	PTPGD	TI	43	déchets ménagers financés par la TEOM : 16 EPCI sur 19. redevance spéciale mise en place par 10 EPCI sur 19. Aucune tarification incitative mise en place. Coût de gestion des déchets élevés sur le territoire corse : 243€HT/hab contre 93€HT/hab en moyenne nationale. Il serait intéressant de connaître la répartition du coût (part collecte, part traitement, part valorisation).		Détail fourni en annexe 3 Partie 2,2 mais notion principale rajouter dans le corps du PTPGD
DREAL	PTPGD	Stockage	108	en 2025 (LTECV) seules 90 000 tonnes pourront être enfouies (50% des quantités enfouies en 2010). Les quantités admises en enfouissement en 2025 peuvent être réévaluées en fonction de l'évolution de la population depuis 2010.		Disposition réglementaire - pas de latitude, sauf avis explicite et argumenté de l'Etat.
DREAL	PTPGD	CSR		export des CSR : ce point mériterait d'être développé : filières envisagées, localisation, ...		Le plan donne une orientation, il est plus prudent de ne pas détailler les modalités de mise en œuvre pour ne pas freiner l'émergence de nouveaux projets
DREAL	PTPGD	Stockage	75	faire figurer le projet d'ISDND de Moltifao en cours d'étude		Demander à la DREAL de communiquer les informations sur ce projet
DREAL	PTPGD	Déchets dangereux	54	flux déchets dangereux 15400 tonnes par an (dont 9 000 tonnes de VHU et DEEE). Ces chiffres sont-ils validés par les professionnels (CHIMIREC, TOXICORSE, SANICORSE, AM ENVIRONNEMENT, PROSPERA FUTURA, ...) ?		La méthodologie de consolidation du gisement de DD est explicitée au Chapitre 2 Partie 2,4
DREAL	PTPGD		20	la loi NOTRe de 2015 confie l'organisation de la planification et la gestion des déchets aux Régions. L'Etat ne peut donc être mentionné comme "organisateur";		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
DREAL	PTPGD	installations		Le projet de plan ne se positionne pas sur les différentes combinaisons (3, 4 et 5) qui permettraient d'atteindre les objectifs réglementaires. Ce positionnement est reporté : "Pour le PTPGD il est donc proposé de ne pas retenir une solution en particulier mais d'ouvrir le champ des possibles afin d'accompagner le territoire au déploiement des actions et à l'atteinte des objectifs dans la stratégie de prévention et de gestion des déchets que la Corse souhaite mettre en œuvre. Le suivi du plan permettra d'affiner les prospectives et d'ajuster le niveau d'ambition, les objectifs et les actions au fil des années." Le plan doit s'attacher à déterminer les types et les capacités des installations et doit être, en ce sens, conclusif sur les moyens nécessaires. Le plan approuvé doit ainsi permettre à chaque porteur de projet de déterminer sa compatibilité aux orientations. Le projet de plan ne se positionne pas sur les différentes combinaisons (3, 4 et 5) qui permettraient d'atteindre les objectifs réglementaires. Ce positionnement est reporté : "Pour le PTPGD il est donc proposé de ne pas retenir une solution en particulier mais d'ouvrir le champ des possibles afin d'accompagner le territoire au déploiement des actions et à l'atteinte des objectifs dans la stratégie de prévention et de gestion des déchets que la Corse souhaite mettre en œuvre. Le suivi du plan permettra d'affiner les prospectives et d'ajuster le niveau d'ambition, les objectifs et les actions au fil des années." Le plan doit s'attacher à déterminer les types et les capacités des installations et doit être, en ce sens, conclusif sur les moyens nécessaires. Le plan approuvé doit ainsi permettre à chaque porteur de projet de déterminer sa compatibilité aux orientations.		Le plan donne une orientation, il est plus prudent de ne pas détailler les modalités de mise en œuvre pour ne pas freiner l'émergence de nouveaux projets
DREAL	PTPGD	Regroupement	75	les installations de regroupement des huiles usagées doivent figurer dans le recensement des entreprises de regroupement de déchets dangereux		Demander à la DREAL la liste de ces installations si existantes

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
DREAL	PTPGD	?	74	les prescriptions techniques ne sont pas "en cours". le préfet de la Haute-Corse a notifié les prescriptions techniques en octobre 2020.		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
DREAL	PTPGD	Stockage	75	les projets de ORIENTE ENVIRONNEMENT et de LANFRANCHI ENVIRONNEMENT ont été autorisées au titre de la réglementation ICPE		A priori inscrits en tant que tels dans le plan - à vérifier ?
DREAL	PTPGD	Déchèteries pro	64	limitation d'accès aux déchetteries publiques pour les déchets du BTP (100 kg par passage). Maillage très faible sur le territoire (seules 5 déchetteries professionnelles accueillent les déchets du BTP). Quel renforcement du maillage envisagé ?		Vérifier que l'émergence de solutions de gestion des déchets professionnels est bien identifié comme une priorité

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
DREAL	PTPGD	Stockage	72	l'ISDND de Viggianello exploitée par le SYVADEC a une capacité de 712 400 tonnes (687 500 tonnes autorisées + 24 900 tonnes considéré modification non substantielle par décision du préfet le 9 octobre 2020). Une demande d'autorisation d'augmentation de la capacité de l'ISDND de 38 100 tonnes a été déposée le 7 octobre 2020 et est en cours d'instruction. La cessation d'activité devrait intervenir en juin 2020 ?.l'ISDND de Viggianello exploitée par le SYVADEC a une capacité de 712 400 tonnes (687 500 tonnes autorisées + 24 900 tonnes considéré modification non substantielle par décision du préfet le 9 octobre 2020). Une demande d'autorisation d'augmentation de la capacité de l'ISDND de 38 100 tonnes a été déposée le 7 octobre 2020 et est en cours d'instruction. La cessation d'activité devrait intervenir en juin 2020 ?.		A faire figurer dans les projets - demander les caractéristiques du projet à la DREAL / au SYVADEC
DREAL	PTPGD	Déchèteries	49	pas de projection du nombres de déchetteries nécessaires sur l'ensemble des territoires. ce point sera affiné lors du suivi de la mise en oeuvre du PTPGD. Le plan pourrait donner une orientation minimale.		La qualité de service ne dépend pas du nombre. Le plan propose bien que chaque EPCI identifie les bsoines sur son territoire.
DREAL	PTPGD		35	une part importante des déchets assimilés (30% des DMA contre 20% en moyenne nationale) liée à un accès facilité au TPE et PME au service public de gestion des déchets : accès facilité aux déchetteries pour les professionnels ? Avec redevance ?		Les pistes sont déjà évoquées en partie, rajout de la possibilité d'étudier plus localement ces pistes dans le cadre des études de préfiguration à l'échelle de l'EPCI Les pistes sont déjà évoquées en partie, rajout de la possibilité d'étudier plus localement ces pistes dans le cadre des études de préfiguration à l'échelle de l'EPCI
EcoMobilHome	PTPGD	REP		intégration des gisements de mobilis-home : 13 unités collectées, 49,4 tonnes, 1 opérateur logistique, 1 opérateur traitement (données sept 2019 à août 2020)		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
OEC	PTPGD	RNT	66	A la relecture du RNT p66 amiante , un casier par ISDND, il faut ajouter sur les zones amiantifères haute corse		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
OEC	PTPGD	RNT	72	P72 acteurs « principaux » il manque le syvadec		Le SYVADEC est bien indiqué en acteur principal voici l'extrait du paragraphe Les acteurs « principaux », dont la mobilisation est une des clés de la réussite de la mise en œuvre et du suivi : ♣ [...] <ul style="list-style-type: none"> ♣ Les EPCI compétents en collecte et/ou traitement des déchets (Syvadec) ; qui ont pour rôle d'élaborer des stratégies territoriales de prévention et de valorisation (plans locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés) et de mettre en œuvre les projets. Le SYVADEC est bien indiqué en acteur principal voici l'extrait du paragraphe Les acteurs « principaux », dont la mobilisation est une des clés de la réussite de la mise en œuvre et du suivi : ♣ [...] <ul style="list-style-type: none"> ♣ Les EPCI compétents en collecte et/ou traitement des déchets (Syvadec) ; qui ont pour rôle d'élaborer des stratégies territoriales de prévention et de valorisation (plans locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés) et de mettre en œuvre les projets.
SYVADEC	Evaluation environnementale	bilan carbone		Le bilan carbone du SYVADEC est joint en annexe 7.		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
SYVADEC	PTAEC	acteur		il conviendrait de rajouter le SYVADEC comme porteur de projet pour les actions qu'il porte et continuera à porter dans les années qui viennent.		à révérier au cas par cas, en associant également d'autres acteurs
SYVADEC	PTPGD	plan d'action et la feuille de route par acteur		<p>Beaucoup d'actions sont attribuées aux EPCI alors qu'en Corse ces dernières ont confié leur réalisation au SYVADEC ou partage leur mise en œuvre avec le SYVADEC.</p> <p><u>Il convient ainsi de rajouter le SYVADEC en porteur des actions suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri (communications régionales menées chaque année) - étudier les solutions de tri à la source des biodéchets : (plan biodéchet 2023 en cours) - promouvoir les solutions de gestion à la source des biodéchets (distribution de composteurs individuels et partagés) - études et accompagnement des porteurs de projets pour la valorisation locale des déchets ménagers valorisés par le SYVADEC (forum organisé en 2019, études en cours pour la valorisation locale des flux valorisables traités par le SYVADEC) - créer des plateformes de compostage des biodéchets (intégrées au PPI du SYVADEC) - densifier le réseau TLC (achat des bornes et collecte réalisées par le SYVADEC) - communiquer sur le tri à la source des TLC (campagne annuelle réalisée par le SYVADEC) - développer les initiatives liées au réemploi (kiosques réemploi prévus au PPI du SYVADEC, qui accueilleront des repair cafés) - créer de nouveaux équipements de type recycleries (intégrées au PPI du SYVADEC) - lutter contre le gaspillage alimentaire (le SYVADEC accompagne les cantines scolaires et centrales de restauration, a édité un guide à destination de la restauration collective et mène des actions de sensibilisation des ménages) <p><u>De même que les actions qu'il effectue déjà dans les domaines suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - plan régional de prévention - observatoire de déchets ménagers - accompagnement des EPCI (développé ci-avant) <p>Beaucoup d'actions sont attribuées aux EPCI alors qu'en Corse ces dernières ont confié leur réalisation au SYVADEC ou partage leur mise en œuvre avec le SYVADEC.</p> <p><u>Il convient ainsi de rajouter le SYVADEC en porteur des actions suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer la communication et la sensibilisation sur le tri (communications régionales menées chaque année) - étudier les solutions de tri à la source des biodéchets : (plan biodéchet 2023 en cours) - promouvoir les solutions de gestion à la source des biodéchets (distribution de composteurs individuels et partagés) - études et accompagnement des porteurs de projets pour la valorisation locale des déchets ménagers valorisés par le SYVADEC (forum organisé en 2019, études en cours pour la valorisation locale des flux valorisables traités par le SYVADEC) - créer des plateformes de compostage des biodéchets (intégrées au PPI du SYVADEC) - densifier le réseau TLC (achat des bornes et collecte réalisées par le SYVADEC) - communiquer sur le tri à la source des TLC (campagne annuelle réalisée par le SYVADEC) - développer les initiatives liées au réemploi (kiosques réemploi prévus au PPI du SYVADEC, qui accueilleront des repair cafés) - créer de nouveaux équipements de type recycleries (intégrées au PPI du SYVADEC) - lutter contre le gaspillage alimentaire (le SYVADEC accompagne les cantines scolaires et centrales de restauration, a édité un guide à destination de la restauration collective et mène des actions de sensibilisation des ménages) <p><u>De même que les actions qu'il effectue déjà dans les domaines suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - plan régional de prévention - observatoire de déchets ménagers - accompagnement des EPCI (développé ci-avant) 		ok pour : créer des plateformes de compostage des biodéchets (intégrées au PPI du SYVADEC), sinon, le reste on ne prend pas en compte
SYVADEC	PTPGD	DEA	37	DEA : la valorisation est matière et énergétique (chiffres Eco-Mobilier 2019 : 73 % recyclage ; 26 % valorisation énergétique ; 1 % élimination)		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
SYVADEC	PTPGD	Rôle du SYVADEC		En Corse aucune association n'est présente sur la collecte des textiles, et les intercommunalités ne sont pas assez grandes pour organiser une collecte à leur niveau, aussi elles ont confié au SYVADEC la collecte et la valorisation des textiles. La collecte est réalisée en régie par des agents du SYVADEC dans toute la Corse, y compris auprès des associations qui nous confient leur « second choix ».		Ces éléments apparaissent bien dans le PTPGD au niveau de l'annexe 3.
SYVADEC	PTPGD	plan d'action et la feuille de route par acteur		En revanche certaines actions ne relèvent pas des compétences et missions du SYVADEC, qui peut y contribuer en tant que partenaire mais n'est pas l'acteur privilégié pour les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Engager une réflexion à l'échelle du PADDUC et des SCOT pour identifier les secteurs d'implantation possibles pour les ISD (et autres infrastructures ICPE)-> EPCI - Traiter les flux des professionnels, notamment du BTP, dans ses installations -> filières professionnelles - Intervenir dans les filières VHU et BPHU -> filières professionnelles - Etudier la faisabilité d'une filière de valorisation locale des CSR : si le SYVADEC a bien réalisé une étude technico-économique sur la production et la valorisation du CSR dans le cadre des études des centres de tri et valorisation, les études sur leur valorisation locale, dans le cadre de chaudières mixtes biomasse-CSR alimentant des réseaux de chaleur par exemple, devraient être préférentiellement portées par les intercommunalités qui accueilleront ces unités. 		On prend en compte l'ensemble des remarques
SYVADEC	PTPGD	Orientations		Eu égard à la complexité du sujet, un tableau de synthèse reprenant les tonnages de DMA actuellement valorisés et les tonnages ciblés par les scénarios par flux nous semblerait utile.		ON le fait pour permettre une lecture distincte des DMA, sera utile pour SYVADEC et les EPCI





Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
SYVADEC	PTPGD	Recycler les pro	47	il conviendrait de clarifier la notion de l'acceptation des professionnels sur les recycleries du SYVADEC. Si les véhicules professionnels sont acceptés avec un contrôle d'accès et un paiement au nombre de passage, les gravats et les DDS des professionnels ne sont pas acceptés sur nos installations. En effet, la taille des recycleries ne permet pas d'accepter les flux des professionnels du BTP. Les orientations du SYVADEC sont de soutenir le développement dans chaque territoire de recycleries professionnelles susceptibles de traiter les apports des professionnels		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
SYVADEC	PTPGD	Objectifs	264	Il convient de préciser que les études concernant les centres de tri des emballages et des OMR évoquées en page 264 sont terminées. Le dimensionnement de ces outils a été discuté lors des COPIL avec les partenaires du projets (ADEME, OEC et CITEO) et correspond, voire pour certains flux est plus ambitieux que les objectifs du PTPDG		précision à apporter
SYVADEC	PTPGD	Rôle du SYVADEC	20 et suivantes	Il manque dans le projet de plan u- La mission d'accompagnement des intercommunalités : le SYVADEC porte à la demande de ses adhérents des études et accompagnements qui permettent de mutualiser les coûts et d'éviter les délais d'une multiplication des consultations, comme le plan biodéchets 2023 qui vise à définir les modalités d'atteinte par chaque collectivité de l'obligation de généralisation du tri à la source des biodéchets, mais aussi : étude sur l'impact technico-économique de la gestion des déchets en Corse, étude sur le financement du SPGD, accompagnement à la mise en œuvre de la RS et de la RI, Modecom régional, observatoire des déchets ménagers et assimilés...		Le SYVADEC est bien indiqué en partenaire pour ces actions d'accompagnement auprès des EPCI
SYVADEC	PTPGD	installations		Installations gérées par le SYVADEC et infrastructures en projet transmises en annexes		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
SYVADEC	PTPGD	Découpage géographique		La Corse est découpée en 6 grands secteurs (P29) sur la base de critères démographiques et économiques, qui ont cependant peu de réalité en matière de gestion des déchets. Ainsi, le Grand Valinco est identifié comme l'un des 6 « grand territoire » alors qu'il produit 3% des déchets régionaux, et le Centre Corse est rattaché à la Balagne (CC Pasquale Paoli) ou à la Plaine Orientale (CC Centre Corse) alors qu'il fonctionne techniquement en matière de déchets comme le secteur Nord - Grand Bastia. Ce découpage en 6 grands territoires laisse supposer que la gestion des déchets devrait être sectorisée, alors que ce n'est pas le cas dans la suite du rapport. S'ils devaient servir à sectoriser les politiques de traitement (localisation des futures ISDND, centres de tri ou plateformes de reprise des valorisables par ex.), il nous semblerait utile de les redéfinir pour se rapprocher de l'organisation technique du traitement des déchets (transports, prestataires de reprise des flux de tri) qui repose sur 4 grands secteurs géographiques : - Nord (yc Centre Corse) - Balagne - Ouest Corse : de Spelunca Liamone au Sartenais Valinco - Sud Corse et plaine Orientale Notons par ailleurs que le découpage géographique de traitement dépend du type d'infrastructure et de flux traité. La zone de chalandise des ISDND ou de centres de tri est ainsi plus large que celle des plateformes de compostage de biodéchets par exemple, qui répondent aux besoins d'un petit nombre d'intercommunalités proches, ou que les infrastructures de tri (déchetteries, centres de regroupement du tri) qui se définissent à l'échelle intercommunale.		Les 6 secteurs sont des découpages permettant une coopération possible entre les EPCIs collectes au regard de leur similarité et en matière d'EC, mais ne se substituent pas aux logiques de découpage pour la valorisation et le traitement . Les 6 territoires proposés correspondent à des espaces liés à des coopérations possibles, dans l'esprit de la loi AGECE et en faisant référence à l'importance donnée à l'économie circulaire. Ce découpage fait apparaître des espaces - larges - sur lesquels peuvent s'organiser les coopérations. Ces espaces concernent plusieurs types de flux dont la fréquence et l'intensité sont différentes, ce qui amène alors des espaces généralement plutôt "larges". L'origine de leur délimitation tient compte de proximités, d'usages et habitudes de fonctionnement, de facilité d'accès à des grands axes routiers ainsi que de densités d'activité et de population. Les zones de grande ruralité correspondent à des zones de faible densité, le plus souvent excentrées des grands axes sur lesquelles des solutions particulières seraient à développer. Les zones de coopération concernent des parties d'EPCIs voisins qui pourraient trouver un intérêt économique et fonctionnel à coopérer ; Les 6 territoires proposés gardent les limites des EPCIs avec des zones de coopération qui s'organiseraient entre EPCIs voisins.
SYVADEC	PTPGD	Rôle du SYVADEC		La mission d'accompagnement des intercommunalités : le SYVADEC porte à la demande de ses adhérents des études et accompagnements qui permettent de mutualiser les coûts et d'éviter les délais d'une multiplication des consultations, comme le plan biodéchets 2023 qui vise à définir les modalités d'atteinte par chaque collectivité de l'obligation de généralisation du tri à la source des biodéchets, mais aussi : étude sur l'impact technico-économique de la gestion des déchets en Corse, étude sur le financement du SPGD, accompagnement à la mise en œuvre de la RS et de la RI, Modecom régional, observatoire des déchets ménagers et assimilés...		
SYVADEC	PTPGD	Rôle du SYVADEC		Il manque : La mission de réduction à la source de la production de déchets : le plan Compostage, le programme de réemploi (ouverture des recycleries aux ressourceries qui souhaitent y prélever des objets et projet spécifique de kiosques réemploi dans toutes les recycleries) et le programme TZDZG La mission de sensibilisation par le biais des campagnes de communication annuelle E29 La mission pédagogique avec le programme Ecoscola pour une académie verte (page 31) qui accompagne les écoles, collèges et lycées		Les missions et actions évoquées sont bien présentées dans le Plan au niveau de l'annexe 3 qui détaille l'état des lieux à partir de la p 455
SYVADEC	PTPGD	Déchetteries		Le maillage des infrastructures de valorisation et de traitement des DMA est loin d'être abouti en Corse : - Le nombre de déchetteries n'est pas encore suffisant : si la moyenne régionale correspond à la moyenne nationale, il y a de grande différence entre les intercommunalités et des zones sous-équipées : - les zones urbaines (CAB et CAPA, Rive Sud ajaccienne) qui ont besoin d'être équipées en recycleries complémentaires de grande taille - les zones rurales qui ont besoin d'équipements de taille plus modeste ou de proximité (éco-points)		Cette analyse et ses conclusions sont partagés et intégrés au Plan pour le volet DAE et DBTP. En revanche cela n'apparaît pas assez explicitement pour les DMA. Un paragraphe complémentaire est apporté au niveau de la présentation des installations état des lieux) pour améliorer la lisibilité sur le flux DMA
SYVADEC	PTPGD	Etat des lieux		Le plan fait bien le constat d'une tendance à l'augmentation de la population de 1,1 % sur la période 1999-2019. Cette augmentation est même supérieure en tenant compte de l'équivalent population du tourisme (+1,3%) Le projet de plan prévoit cependant une évolution tendancielle de + 0,575% par an pour la période 2020-2033, soit inférieur de moitié à l'évolution constatée. Le choix de cette hypothèse induit une minoration de l'évolution des gisements de DMA à traiter et des besoins de traitement des résiduels dans les scénarii développés à partir de la page 117.		La méthodologie de détermination de la population ne repose pas sur une extrapolation à partir des tendances observées sur les 10 dernier années mais sur les projections omphale de l'INSEE qui tient compte de l'évolution démographique et migratoire - Proposition de ne pas prendre en compte la remarque Orientations du PADDUC prises en compte dans les projections

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
SYVADEC	PTPGD	Orientations	126/127	<p>Les économies de traitement liées au développement des collectes sélectives annoncées en pages 126 et 127 sont partielles et peuvent induire en erreur : seule l'économie de d'enfouissement est évoquée, les hausses des coûts de collecte et de valorisation ne sont pas indiquées. Il conviendrait de comparer les coûts aidés de gestion des différents flux (Le rapport de l'ADEME sur la synthèse des coûts de gestion des déchets en Corse en 2018 est joint en annexe 4, et la matrice des coûts 2018 du SYVADEC en annexe 5)</p> <p>Ainsi, le coût aidé de collecte et traitement des textiles est de 530 €/t HT en 2018, contre 143 €/t pour le coût aidé de traitement des OMr (source : matrice 2018 SYVADEC). Ainsi le détournement de 1 240 tonnes de textiles des OMr représente un coût supplémentaire de traitement de 480 000 € pour le SYVADEC et donc pour les intercommunalités, et non une économie de 130 000 €.</p> <p>Pour les emballages, le coût aidé du traitement des EMR était de 208 €/t HT en 2018, et les coûts moyens de pré-collecte et collecte des emballages (773 €/t HT en moyenne régionale en 2018) sont beaucoup plus élevés que les coûts de collecte des OMr (144 €/t HT) : le détournement de 4 700 tonnes d'EMR induirait ainsi un surcoût global pour les intercommunalités de 3,2 M€, et non un gain de 500 000 €.</p> <p>Idem pour le verre dont les coûts moyens de collecte sont de 228 €/t HT.</p> <p>Pour les biodéchets, tout dépend du mode de tri à la source : en cas de compostage chez l'habitant, on économise effectivement 142 €/t de transport et traitement, en plus des 144 €/t de collecte. En revanche en cas de collecte sélective, le coût aidé du traitement des biodéchets est de 263 €/t et celui de la collecte, s'il n'est pas précisé dans la synthèse des coûts de gestion des déchets 2018, devrait être au moins équivalent à celui des EMR (773 €/t). Ainsi, si 80 % des biodéchets présents dans les OMr soit 31 000 tonnes devaient être détournés par des collectes sélectives, cela représenterait un surcoût pour les collectivités de... 23 M€, et non un gain financier.</p>		<p>Cela ne remet pas en cause les orientations du plan, mais cela peut remettre en cause l'économie du plan. Nous vous conseillons de le modifier pour éviter de se voir opposer une erreur manifeste d'appréciation.</p> <p>1) on vérifie la source SYVADEC 2) on vérifie la source OEC</p> <p>On soumet à OEC les sources et l'OEC statue sur la bonne source avant toute modification</p> <p>Car les coûts SYVADEC sont assis sur un important transport et une centralisation des flux</p>
SYVADEC	PTPGD	Rôle du SYVADEC		les intercommunalités adhérentes ont confié au SYVADEC la construction et la gestion, réalisée en régie, des toutes les infrastructures publiques : déchetteries appelées recycleries en Corse (y compris infrastructures de proximité : éco-points et recycleries mobiles), quais de transfert des OMr et centres de regroupement du tri, plateformes publiques de compostage des biodéchets et végétaux		<p>précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion.</p> <p>Attention recyclerie est une marque déposée selon le réseau</p>
SYVADEC	PTPGD	Regroupement		Les intercommunalités éloignées des plateformes de réception du tri ont besoin d'être équipées en centres de regroupement du tri, la rupture de charge du tri ne pouvant plus s'effectuer dans les recycleries en bennes 30 eu égard à la forte augmentation des tonnages,		Le plan ouvert à la création d'équipements de transfert en vue de l'optimisation de la logistique - à écrire de façon plus lisible
SYVADEC	PTPGD	Orientations	116	Les objectifs chiffrés des scénarios (page 116) gagneraient à être davantage expliqués. Par exemple, le scénario prévoit de capter 100 % du verre et 100 % du carton présents dans les OMr, ce qui est inatteignable avec la seule collecte sélective : cela signifie-t-il que le scénario intègre les flux qui seront triés dans les centres de tri et de valorisation ?		Ces objectifs de détournement sont très ambitieux de façon à rendre plus lisible les objectifs de limitation de l'enfouissement et de développement de la valorisation. Les moyens à mettre en œuvre (collecte sélective, sutri) sont à apprécier au regard d'une analyse multicritères
SYVADEC	PTPGD	Planification		Nous avons bien acté suite aux échanges du 26 octobre que la fabrication des CSR était d'ores et déjà actée dans le projet de plan, et qu'il convenait désormais d'étudier la valorisation locale de ce combustible solide. Il nous semblerait ainsi plus clair de renommer l'action en « étudier la faisabilité technico-économique de la valorisation locale des CSR ».		Le plan donne une orientation, l'action a volontairement été définie de cette manière afin de permettre d'étudier toute la filière de la préparation à la valorisation afin de ne freiner les initiatives. Cette formulation permet également de ne pas empêcher les projets prêts à sortir dès l'adoption du plan.
SYVADEC	PTPGD	Planification		Nous notons qu'aucune action prévue pour la période transitoire avant l'ouverture des centres de tri multifonctions.		
SYVADEC	PTPGD	Planification	235	Nous soulignons que le SYVADEC n'est pas cité dans la création d'un nouvel ISDN (P235). Il est vrai que l'action est libellée « travailler collectivement à l'émergence d'au moins un site... » et ne concerne pas le portage du projet. Il nous semblerait utile de rajouter une action découlant de la première, intitulée « créer au moins un nouvel ISDN », pour laquelle le SYVADEC serait identifié comme porteur de projet.		<p>L'action a volontairement été définie afin de donner la priorité à la mise en place de solutions de prévention et valorisation. Les solutions pour les déchets résiduels ultimes doivent être définies à la suite des actions de valorisation et prévention. Il s'agit dans un premier de mettre l'ensemble des acteurs concernés autour de la table (MOa public et privés) pour travailler collectivement au meilleur choix pour les déchets résiduels. Et ainsi ne pas fermer dès le départ à la création d'un site porté par un MOa public exclusivement mais plutôt de laisser la porte ouverte aux meilleures opportunités.</p> <p>En conséquence de cette justification, la désignation des acteurs est revue : pilotage par l'OEC (pour mettre tout le monde autour de la table et coordonner) et copilotage par SYVADEC, EPCI, opérateurs de gestion des déchets. Les actions de création éventuelles de site viendront à la suite de cette action.</p>
SYVADEC	PTPGD	Orientations	104	Orientation B (P. 104) : dans les actions engagées en 2018, il serait utile de préciser que le passage aux extension des consignes de tri des emballages a été réalisé en Corse en août 2018		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
SYVADEC	PTPGD	Orientations	127	Pour le verre, il est indiqué P. 127 l'objectif de détourner 230 à 400 tonnes de verre dans les OMr. Or ce sont 6 800 t de verre qui sont présentes dans les OM.		Il s'agit d'une erreur corrigée dans le texte, chiffre ajusté compte des objectifs de prévention et des perspectives
SYVADEC	PTPGD	Compostage	71	Pour les plateformes de compostage, il semble important d'actualiser la carte de la page 71 : la plateforme de Francisci est en effet désormais fermée, et remplacée par une plateforme de compostage de biodéchet privée exploitée par SLTP à Cargèse.		Les éléments d'état des lieux présentent les installations en 2018 ; une actualisation peut être proposée dans une optique de meilleure compréhension
SYVADEC	PTPGD	Orientations		Pour les textiles, les objectifs portent sur 130 bornes supplémentaires. Au regard de nos ratios actuels, l'atteinte de 5,6 kg par habitant nécessiterait l'installation de 220 bornes supplémentaires		La méthodologie s'appuyait sur des ratios nationaux en fonction de la population. L'approche proposée par le SYVADEC paraît mieux adaptée à la configuration de la Corse. Elle est donc reprise et le dimensionnement est revu dans le plan.
SYVADEC	PTPGD	DMA		Quelques différences avec les données de l'observatoire (mais sans impact significatif) DMA : cf fichier dans onglet Tonnages SYVADEC		Cela n'a pas vocation à remettre en cause l'analyse des enjeux.
SYVADEC	PTPGD	Orientations	116	Sur les biodéchets, on comprend du tableau P116 que le scénario proposé est de mettre en place une collecte séparative des biodéchets visant à capter 80 à 100 % du gisement, ce qui paraît également inatteignable et ne correspond pas à l'objectif réglementaire de généraliser du tri à la source des biodéchets soit par compostage chez l'habitant, soit par collecte sélective. A contrario, les objectifs figurant en page 124 pour la valorisation organique prévoit une valorisation organique de 15 100 tonnes de DMA dans le scénario nécessaire et 12 600 tonnes dans le scénario volontariste (ce qui est déjà étonnant), alors que l'on composte déjà en 2019 plus de 16 000 tonnes de végétaux et biodéchets issus des DMA.		Le plan prévoit bien la mise en place du tri à la source des biodéchets pour tous, dont une grande partie en compostage de proximité et pour une autre en collecte séparée. Les gisements de biodéchets indiqués dans les différents tableaux concerne les biodéchets à collecter séparément et qui seront à gérer par les opérateurs de collecte et de valorisation. Les tonnages détournés liés au compostage font partie de la prévention ne sont pas repris dans les gisements de biodéchets.
SYVADEC	PTPGD	TV	41	TV : il conviendrait de reformuler le paragraphe sur le tri du tout-venant : 100 % du TV fait l'objet d'un tri (au SYVADEC) et en moyenne 45 % des tonnages sont valorisés.		précisions à intégrer - ne nécessite pas de discussion
SYVADEC	PTPGD	Compostage		un maillage de plateformes de compostage des biodéchets est nécessaire pour répondre au fort déploiement des collectes sélectives attendu à échéance 2024		Le plan encourage la création d'unités de valorisation en proximité - cela est bien exprimé dans le paragraphe relatifs aux installations qu'il apparaît nécessaire de créer, adapter ...

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
ADEME Corse	PTPGD	REP		demande s'il ne faudrait pas intégrer les nouvelles filières REP qui arrivent ou si le Plan est-il trop en amont pour pouvoir les intégrer ?		lorsque l'information sur les gisements concernés était disponible, elles ont été intégrées, mais effectivement il n'y en a qu'une partie (puisque certains gisements ne sont pas encore établis (jouets, mégots, bricolages...). Préciser que l'impact opérationnel de la mise en place de nouvelles filières n'est pas encore connue.
ADEME Corse	PTPGD	CSR		l'analyse du potentiel de CSR semble peut-être sous-estimée car pour l'Ademe, elle se situe aux alentours de 50 GWh, ce qui n'est pas négligeable pour la Corse.		Les dimensionnements ont été fait à partir de ce qu'il va rester après tri et non avec le raisonnement inverse (c.a.d. ce qu'il serait possible de produire comme énergie...), c'est peut-être de là que provient la différence de quantification. Demander à l'ADEME ces hypothèses de dimensionnement
Association Zero Frazu	PTPGD	sur-tri		le sur-tri lui paraît être le cheval de Troie de l'incinération et un « TMB déguisé » et qu'il faut regarder ce que cela implique : ♣ Si on a un refus de tri de l'ordre de 50 % - 60 % en sortie de TMB, on va brûler, donc cela va à l'encontre de l'Economie Circulaire. ♣ Maitriser la qualité des CSR lui semble difficile aujourd'hui		la réglementation ne permet plus le TMB à compter de l'horizon 2027. C'est le résiduel qui reste à éliminer, lorsqu'un maximum de tri et de valorisation aura été fait, qu'il faudra prendre en compte pour la détermination de la quantité de CSR. Il faut aussi faire attention à l'échelle de temps : entre celle liée aux besoins immédiats et celle liée aux changements de comportement qui s'inscrivent sur un temps long (souvent générationnel). Le débat est ainsi nécessairement plus complexe que ce qui vient d'être évoqué, car il faut une réponse pour l'ensemble des flux dont le résiduel à la fois pour l'immédiat et pour le long terme ce qui reste délicat à anticiper.
Association Zero Frazu	PTPGD/PTAEC	prospectives		comment il sera possible d'appréhender sur le Moyen Terme – Long Terme l'évolution de ces déchets ? Si l'Economie Circulaire se développe, il y aura une baisse des DMA ; mais comment est approché dans l'étude la portée de l'Economie Circulaire ?		Il existe depuis peu une méthode d'appréciation quantitative des DAE produite par l'Ademe qui permettra cela
CAPA	PTPGD	contenu		il manque un chapitre dans le plan présenté, celui concernant le(s) plan(s) passé(s), avec le bilan de ce qui a été fait ou pas depuis ceux-ci ; en effet sans cela, il n'est possible d'avoir un bon jugement		La méthodologie d'établissement de l'état des lieux a bien intégré la réalisation d'un bilan de la mise en œuvre des différents plans d'actions précédents, mais celui-ci n'a pas été formalisé. Élément non demandé par la réglementation.
CAPA	PTPGD	valorisation		Importance du message à envoyer aux territoires qui aujourd'hui accueillent les centres de tri en mentionnant la délibération de l'Assemblée de 2018 qui a ouvert cette possibilité.		Message politique envers l'assemblée
CC Centre Corse	Evaluation environnementale	impacts		Pourquoi mentionner des impacts négatifs en terme environnemental, comment est-ce possible dans/avec le plan ?		♣ Les impacts négatifs de certaines mesures du plan correspondent au fait qu'aucune action ne peut avoir zéro impact. A titre d'exemple, même un flux qui serait recyclé à 100 % induit des impacts dû notamment à son transport et à l'énergie consommée associée.
CC Centre Corse	Evaluation environnementale	impacts		Quels sont les devenirs et les impacts des déchets issus des installations photovoltaïques dans 20 ans ?		Un éco-organisme, PV-Cycle (www.pvcycle.fr) finance et organise la collecte, le recyclage et le traitement des déchets issus des installations photovoltaïques
CC Centre Corse	Evaluation environnementale	eau		Sur le volet Eau, il ne faudrait pas tenir compte seulement du SDAGE mais aussi du Plan climat étant donné les évolutions annoncées		
CC Centre Corse	PTAEC	actions		L'EC représente 48 actions sur 103, donc 46 % plutôt que 50 %		Le choix de présenter 50 % (au lieu de 46%) des actions du plan relevant de l'économie circulaire est volontaire afin de bien insister sur la place prépondérante (la moitié des actions du plan) de l'économie circulaire et son caractère inédit au regard des plans des autres régions françaises
CC Centre Corse	PTPGD	traitement		Dans les scénarii : la méthanisation semble en effet pertinente ; le refus de la valorisation énergétique par incinération seule aussi puisqu'elle a été massivement rejetée précédemment		Bonne note est prise des avis sur la méthanisation, la valorisation énergétique
CC Centre Corse	PTPGD	référence		Mettre les dates en référence aux chiffres de population		Le document a été balayé dans son intégralité. Les dates en référence aux chiffres de population sont bien systématiquement indiquées,
CC Centre Corse	PTPGD	traitement		un sentiment sur les choix entre « réglementaire » et « ambition » : privilégiez le réglementaire car il relève du pragmatisme, tandis que l'ambition pourrait risquer, en étant trop ambitieux, de nous faire rater la cible.		Bonne note est prise sur le pragmatisme nécessaire à un plan efficient.
CC de la Pieve d'Ornano	PTPGD	financement		Il faudrait faire apparaître les besoins d'aides des Communautés de communes pour savoir où l'on va et étudier aussi les besoins de financement.		Commentaire individuel qui n'appelle pas de réponse dans le plan
CC de la Pieve d'Ornano	PTPGD/EE	transports		le volet sur les transports ne se semble pas assez développé : quels sont les coûts et les impacts du transport en matière de taxe carbone, pour amener les déchets d'un point à un autre ?		Réalisé dans la limite des informations disponibles; On expliquer les raisons dans le courrier de réponse
DREAL	PTPGD	stockage		§ Il faut actualiser les 90 000 t, en effet il y a eu une grosse augmentation de population sur les 10 dernières années		Disposition réglementaire

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD-PTAEC ou	THEMATIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
DREAL	PTPGD	traitement		§ Il faut hiérarchiser les modes de traitement		Commentaire individuel ne nécessitant pas de réponse dans le plan
DREAL	PTPGD	stockage		§ Il manque Multifao qui n'est pas mentionné, il faut l'inclure		Demander à la DREAL les infos
DREAL	PTPGD	coût		§ La répartition part collecte – part traitement, il faut expliciter le coût de 243 € pour l'imager		Voir données Ademe sur les coûts (2018) Informations déjà détaillées en annexe 3
DREAL	PTPGD	déchèterie		§ Pour les professionnels, il faut expliciter « la facilité d'accès aux déchetteries », comment ?		Les pistes sont déjà évoquées en partie, rajout de la possibilité d'étudier plus localement ces pistes dans le cadre des études de préfiguration à l'échelle de l'EPCI
DREAL	PTPGD	déchèterie		Les DBTP des pros ne sont pas acceptés par les déchetteries du Syvadec car elles sont dimensionnées pour les ménages, et elles n'ont donc pas de casiers		
DREAL	PTPGD	stockage		stockage de 90 000 tonnes en 2025, ainsi, si la réaction des usagers n'est pas assez rapide, le plan devrait prévoir cela. 2 à 3 installations de Stockage des DND sont nécessaires en fonction de l'avancée dans la valorisation matière. Il faut aussi savoir de quels régimes d'aides on parle. Il est mentionné que l'Etat est l'organisateur, non c'est la Collectivité de Corse qui organise.		Concernant la dernière phrase du propos vérifier la rédaction de la fiche action et modifier dans les actions où la DREAL est pilote qu'elle passe en partenaires
Observatoire de la qualité de l'air	PTPGD	déchets verts		Existence d'un guide réalisé avec l'Ademe pour inciter à la valorisation des déchets verts, il serait donc utile de le mentionner et de l'inclure dans l'objectif n°6 ainsi que dans l'objectif relatif aux dépôts sauvages (NDLR : à pondérer avec le fait que cet objectif cible avant tout d'autres typologies de déchets)		Les bonnes pratiques de gestion des déchets verts est mentionné au niveau de l'objectif OC3 . Rajout du guide disponible
Observatoire de la qualité de l'air	PTPGD	boues et biodéchets		la Communauté de communes de l'île Rousse – Balagne a fait une étude sur les boues de STEP et les biodéchets		
Observatoire de la qualité de l'air	PTPGD	scénarios		Sur les scénarii, 3 solutions de valorisation sont mises en parallèle mais elles ne le sont pas forcément comparables, comment peut-on mieux représenter cela ? Que deviennent aussi le tri et le sur-tri dans ces solutions ?		Les scénarii ne concernent que des choix possibles pour répondre aux obligations réglementaires de valorisation et pour aller plus loin que celles-ci. Sur le plan des CSR, il faut se demander quelle est la finalité du sur-tri, qui peut répondre en premier lieu aux extensions de consignes de tri mais aussi pour produire un CSR. Dans le CSR il faut distinguer la préparation de la matière, la « fabrication » du CSR et son utilisation aval en qualité de combustible. Ainsi, dans chacun des cas, se pose la question de savoir si telle ou telle étape de tri est à faire ici ou ailleurs.
SYVADEC	PTAEC	EC		Pour l'Economie Circulaire il n'y a pas de recul.		Commentaire individuel ne nécessitant pas de réponse dans le plan
SYVADEC	PTPGD	traitement		Le document oppose méthanisation et centres de sur-tri.		Commentaire individuel ne nécessitant pas de réponse dans le plan
SYVADEC	PTPGD	DAE		comment a été évaluée la part des DAE dans les DMA (30 %) ? En effet, le Syvadec a vocation à gérer les DMA, donc cela ne peut pas être un préalable de mieux connaître les gisements pour lancer les installations		
SYVADEC	PTPGD	installations		Les 2 centres de surtri vont avoir des chaînes différentes : la chaîne 1 pour les emballages et le CSR ; la chaîne 2 pour les OMR en séparant ce qui est inférieur à 90 mm et ce qui est supérieur à 90 mm. La fraction inférieure à 90 mm sera asséchée pour enlever l'eau et les réduire de 20 % Les grands, par un chemin de tri mécanique, seront séparés entre verre, métaux, grands cartons, grands plastiques non souillés (ceci représente environ 15 % des OMR). Pour le Grand Bastia, on aura sur le même lieu le compostage des biodéchets collectés à la source. On aura le tri optique pour séparer les plastiques, le papier, les cartons. L'atelier de fabrication des CSR utilisera les bois et meubles issus des déchetteries de Corse. La(es) chaudière(s) mixte(s) biomasse – CSR sera(ont) évolutive(s), donc si le tri devient performant elle(s) sera(ont) réversible(s) et ne servira(ont) pas uniquement au CSR. Une chaudière permettrait de chauffer 20 000 logements, au lieu d'utiliser l'électricité.		Le plan donne une orientation, il est plus prudent de ne pas détailler les modalités de mise en œuvre pour ne pas freiner l'émergence de nouveaux projets
SYVADEC	PTPGD	objectifs		les objectifs sont réglementairement calculés à partir de l'année 2010, il est donc nécessaire de bien vérifier la valeur de 2010		
SYVADEC	PTPGD	méthanisation		propose de reprendre la conclusion du BET de l'époque (en 2016) sur l'étude méthanisation-TMB		La conclusion amenée sur la méthanisation est qu'elle offre une possibilité de valorisation énergétique par le biais de la production d'électricité à partir du biogaz régénéré. C'est une solution de mix énergétique qui renforce l'autonomie énergétique du territoire insulaire. Cette information a été intégrée au niveau de la présentation de la solution PTPGD Chapitre 3 partie 3,3,2 et 3,4,2 mais manque au niveau du 3,4,1 . élément rajouté
SYVADEC	PTPGD	objectifs		Sans le CSR les objectifs de 2025 de l'Ademe et de la CdC ne sont pas possibles à tenir		Commentaire individuel ne nécessitant pas de réponse dans le plan
SYVADEC	PTPGD	Stockage		Une inquiétude subsiste car la corse n'a plus de centres d'enfouissement et d'ici aux solutions du plan, comment cela se passera-t-il ?		

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD- PTAEC ou	THEMA TIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
--	---------------------------------------	----------------	------	----------	----------------------------	----------------

-  On prend en compte
-  Déjà répondu lors de la CCES et dans le cadre du compte-rendu
-  A discuter
-  On ne prend pas en compte

Structure formulant la remarque	la remarque (PTPGD- PTAEC ou	THEMA TIQUE	Page	Remarque	Avis de prise en compte	Proposition EV
--	---------------------------------------	----------------	------	----------	----------------------------	----------------

Indicateurs	DONNEES	DONNES
	NATIONALES	REGIONALES
GISEMENT		
Gisement annuel mis sur le marché (moyenne des années N-2 et N-1)	868 537 kg	4 350 kg
MAILLAGE		
Nombre de Points de Distribution DASTRI	21 500	135
Nombre de Points de Collecte DASTRI	18 599	119
<i>Nombre de pharmacies points de collecte</i>	17 407	118
<i>Nombre de déchèteries points de collecte</i>	1 045	1
<i>Nombre de points de collecte autres</i>	147	0
COLLECTE		
Poids collectés BRUT (DASRI + contenants) - kg	1 331 493 kg	4 540 kg
Poids collectés NET (DASRI perforant uniquement) - kg	739 320 kg	2 576 kg
Taux de collecte	85%	59%
TRAITEMENT		
Poids traités via incinération - kg	1 053 296 kg	
Poids traités via pré-traitement par désinfection - kg	278 403 kg	4 540 kg
Poids traités avec valorisation énergétique- kg	1 053 462 kg	

Sources
<i>DASTRI / RAA</i>
<i>ORDRE DES PHARMACIENS</i>
<i>DASTRI</i>
<i>DASTRI</i>
<i>DASTRI</i>
<i>DASTRI</i>
<i>DASTRI / RAA</i>
<i>DASTRI / RAA</i>
<i>DASTRI / RAA</i>
<i>DASTRI / RAA</i>
<i>DASTRI / RAA</i>
<i>DASTRI / RAA</i>

Pop Insee		327 283		330 455	
Étiquettes de lignes	Tonnage	2018		2019	
		Perf (kg/hab.)	Tonnage	Perf (kg/hab.)	Tonnage
Collecte Sélective	23 043	70	26 680	81	
Bio Déchets	1 843	6	2 601	8	
Emballages	5 281	16	7 182	22	
Papier	3 987	12	3 970	12	
Verre	11 932	36	12 926	39	
Déchets détournés	2 803	9	3 125	9	
Biodéchets compostes par l'habitant	2 803	9	3 125	9	
Résiduel	162 684	497	153 130	463	
OM	148 826	455	140 466	425	
Tout Venant résiduel	13 858	42	12 665	38	
Valorisable Recyclerie	50 425	154	58 145	176	
Batteries	7	0	9	0	
Bois	4 583	14	5 075	15	
Carton CS		0	4 261	13	
Carton Rec		0	2 545	8	
Cartons	6 437	20	64	0	
DDS	158	0	184	1	
DEEE	4 509	14	4 693	14	
Métaux	6 124	19	6 494	20	
Meuble	8 471	26	9 317	28	
Pneus	61	0	126	0	
Polystyrène		0	1	0	
Textiles	759	2	881	3	
TV Valorisé	5 086	16	7 285	22	
Végétaux	14 230	43	17 211	52	
Total général	238 954	730	241 080	730	